



**HAL**  
open science

## La France et la Hongrie (1989-2004)

Christopher Pichonnier

► **To cite this version:**

Christopher Pichonnier. La France et la Hongrie (1989-2004). Histoire. Université Michel de Montaigne - Bordeaux III; Eötvös Loránd tudományegyetem (Budapest), 2017. Français. NNT: 2017BOR30018 . tel-01822165

**HAL Id: tel-01822165**

**<https://theses.hal.science/tel-01822165v1>**

Submitted on 24 Jun 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université Bordeaux Montaigne

École Doctorale Montaigne Humanités (ED 480)

THÈSE DE DOCTORAT EN HISTOIRE CONTEMPORAINE

# La France et la Hongrie (1989-2004)

Présentée et soutenue publiquement le 23 juin 2017 par

Christopher PICHONNIER

Sous la direction des professeurs Bernard Lachaise et István Majoros

Membres du jury :

Bernard LACHAISE Professeur émérite d'histoire contemporaine, Université de Bordeaux Montaigne, *directeur*.

István MAJOROS, Professeur d'histoire contemporaine, Université Eötvös Loránd de Budapest, *codirecteur*.

Zoltán GARADNAI, Directeur des affaires culturelles et internationales, Archives nationales de Hongrie, *rapporteur*.

Marie-Pierre REY, Professeur d'histoire contemporaine, Université Paris I – Panthéon Sorbonne, *rapporteur*.

Gusztáv KECSKÉS, Directeur de recherche, Institut d'histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie.

Françoise TALIANO-DES GARETS, Professeur d'histoire contemporaine, Institut d'études politiques de Bordeaux.

« Si la France avait besoin d'être éclairée sur les vertus, sur le courage, sur l'esprit de liberté et de fraternité qui anime [la Hongrie] je serais heureux pour en porter témoignage »<sup>1</sup>.  
Alphonse de Lamartine.

---

<sup>1</sup> LAMARTINE (de), Alphonse, *La France parlementaire (1834-1851), troisième série : 1847-1851, tome 5*, 1865, page 207.

## REMERCIEMENTS

On ne termine jamais – et probablement même n'entame-t-on d'ailleurs jamais – un projet aussi long et difficile qu'une thèse de doctorat sans le soutien continu et indéfectible de sa famille, de ses amis, mais aussi, et peut-être surtout, de son directeur de thèse. Dans mon cas ce n'est pas une, mais deux figures que je me dois de me remercier. Il n'y a pas de mots pour décrire les trésors de patience et d'écoute dont on fait preuve les professeurs Bernard Lachaise et István Majoros à mon égard dans le cadre de ce travail. Je ne sais comment leur témoigner ma reconnaissance pour leurs conseils, leur aide et leur bienveillance autrement que par ces quelques mots. Sans eux ce projet – si modeste soit-il – n'aurait pas vu le jour et je suis conscient de la chance qui a été la mienne d'avoir vu le destin les placer, il y a maintenant quelques années de cela, sur ma route. Merci.

Une thèse de doctorat est fondamentalement un projet qui se construit petit à petit, à force de persévérance et d'efforts quotidiens, parfois imperceptibles, mais souvent ardu, un travail qui, bien que solitaire, ne saurait exister sans l'aide de multiples institutions et personnalités. Dans cette optique, je tiens à exprimer ma reconnaissance aux équipes du CEMMC à Bordeaux, mais également à celles du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université Eötvös Loránd de Budapest. Mon amitié se dirige par ailleurs vers les personnels des deux écoles doctorales (en particulier Madame Aurore Berthomieu et Madame Katalin Kincsi) qui ont dû jongler avec des procédures administratives fort complexes dans le cadre de cette cotutelle internationale.

Je tiens à exprimer ma gratitude à l'Institut Balassi qui a bien voulu, et ce par deux fois, m'accorder une aide financière dans le cadre de mes recherches.

Mes pensées se tournent aussi vers les professeurs du centre ITK d'ELTE qui m'ont formidablement accueilli dans leur cours et qui m'ont permis de progresser en hongrois après une première initiation auprès du lecteur Róbert Varga à Bordeaux.

Je souhaite adresser mes remerciements aux personnels des archives en France et en Hongrie qui ont facilité mes recherches, mais également aux personnalités qui ont accepté de répondre à mes questions dans le cadre de ce travail.

Je transmets mes amitiés à Olivier Maurin, à l'origine de cette aventure, compagnon de recherches, de doutes et d'écriture. Je n'oublie pas Vincent Raclot, camarade fidèle, qui a grandement facilité mon adaptation en Gironde.

Je remercie aussi les docteurs Éric Frébault et Laszlo Előd.

*Továbbá köszönök minden segítséget a magyar barátaimnak: Pati, Marika, Fanni, ...*

Enfin, toutes mes pensées vont vers ma famille et ma compagne sans qui ce projet n'aurait pas existé. Votre soutien constant a été le contrepoids nécessaire dans les moments les plus difficiles. Merci à vous.

# TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	3
ABRÉVIATIONS ET SIGLES OFFICIELS.....	8
INTRODUCTION.....	10
<b>PREMIÈRE PARTIE : LE RENOUVEAU DES RELATIONS FRANCO-HONGROISES.....</b>	<b>26</b>
Introduction.....	27
<b>I- Les relations franco-hongroises à travers l'histoire : des rapports millénaires marqués par des phases d'éloignement et de rapprochement.....</b>	<b>28</b>
Premiers contacts.....	28
Les relations franco-hongroises à l'époque moderne : la Hongrie entre instrument politique et objet de curiosité.....	30
Le temps des révolutions et le développement des connaissances mutuelles.....	31
Un premier âge d'or des relations bilatérales.....	32
Le XXe siècle, clé de voûte de la compréhension des relations franco-hongroises.....	33
<b>II- Les transformations géopolitiques en Europe et en Hongrie au tournant des années 1990 : l'opportunité d'un nouveau départ pour les relations franco-hongroises.....</b>	<b>38</b>
A- Un contexte international bouleversé.....	39
B- La relance française à l'Est et la place de la Hongrie.....	40
1- L'histoire frappe à la porte.....	40
2- Le temps des visites.....	44
C- La fin du communisme et la transition vers la démocratie en Hongrie : sources d'inquiétudes et d'admiration côté français.....	46
1- Le processus graduel de transition magyar.....	46
2- Les transformations en Hongrie vues de France.....	52
3- Le renouveau de l'image de la Hongrie dans la presse française.....	53
D- L'ouverture à l'Ouest : la nouvelle politique étrangère hongroise et le rôle de Paris.....	55
1- Une politique étrangère hongroise redevenue progressivement indépendante.....	56
2- Paris, accessoire ou maillon essentiel de la nouvelle politique extérieure hongroise?.....	59
<b>III- La visite de François Mitterrand en Hongrie.....</b>	<b>61</b>
L'organisation du voyage.....	62
Les buts de la visite côté français et les attentes hongroises.....	63
Le programme et le déroulement de la visite.....	65
Le président français face aux médias hongrois.....	68
Réception et bilan de la visite.....	69
<b>IV- Le traité d'entente et d'amitié franco-hongrois.....</b>	<b>70</b>
Un traité symbolique pour la Hongrie : à la fois consécration et point de départ.....	70
La sécurité et l'enjeu européen : éléments clés du traité côté hongrois.....	71
Une feuille de route assez vague de la collaboration franco-hongroise au cours des années 1990.....	73
Les coulisses de la signature du traité : symbole de la relation ambivalente qui continue malgré tout d'exister entre les deux pays.....	74
Réactions et bilan.....	75
<b>Bilan de la première partie.....</b>	<b>76</b>

<b>DEUXIÈME PARTIE : L'ÉVOLUTION DES RELATIONS CULTURELLES FRANCO-HONGROISES : PROLONGEMENT HISTORIQUE ET SYMBOLE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE EN COURANT ALTERNATIF EN EUROPE CENTRALE.....</b>	<b>78</b>
<b>Introduction.....</b>	<b>79</b>
<b>I- Un dialogue culturel franco-hongrois historiquement ininterrompu.....</b>	<b>81</b>
A- L'entre-deux-guerres : du ressentiment à la raison diplomatique.....	81
B- La renaissance de la culture française en Hongrie au sortir de la Seconde Guerre mondiale.....	84
C- La culture française en Hongrie durant les années noires du jdanovisme : entre entrave et survie.....	87
D- L'élargissement de la coopération culturelle et la mise en place d'une collaboration institutionnelle.....	90
E- La décennie 1970 : une volonté de rapprochement culturel maintes fois réaffirmée sans résultat concret.....	93
F- La première relance méditerranéenne.....	95
<b>II- Les relations culturelles bilatérales dans une nouvelle dimension : le temps des espoirs mutuels (1989-1991).....</b>	<b>99</b>
A- « La nécessité des retrouvailles avec les intellectuels de l'Est ».....	99
B- 1989-1990 : une nouvelle opportunité culturelle à saisir des deux côtés.....	101
1- « Agir vite et dans tous les domaines ».....	101
2- Le double équilibre hongrois.....	103
C- La relance culturelle de 1989 : une dimension historiquement inégalée.....	105
1- L'explosion de l'enveloppe culturelle.....	106
2- La mise à disposition de nouveaux outils de coopération culturelle.....	107
a- Le nouvel Institut français de Budapest : geste symbolique d'une politique d'envergure.....	107
b- Le redéploiement du réseau de l'Alliance française.....	109
c- De l'école française au lycée français de Budapest.....	110
3- Le développement de la coopération universitaire et de la recherche.....	113
a- La création du Centre interuniversitaire d'études françaises.....	113
b- La participation française au Collegium Budapest.....	113
D- La priorité donnée à l'enseignement du français.....	114
<b>III- L'essoufflement de la relance : la fin des illusions ?.....</b>	<b>120</b>
A- La fermeture des vannes financières.....	120
1- L'exemple de l'école française de Budapest.....	124
2- Le désengagement du Collegium Budapest.....	126
B- Un désintérêt côté français ?.....	126
1- La dichotomie entre les mots et des actes.....	126
2- La dimension culturelle reléguée au second plan des relations bilatérales.....	128
C- Les difficultés de fonctionnement du réseau culturel français en Hongrie.....	129
1- Un problème de coordination au sommet de la pyramide.....	129
2- Les troubles précoces des alliances françaises.....	130
3- La fondation pour la jeunesse franco-hongroise : des résultats bien éloignés des objectifs initiaux et des difficultés de fonctionnement de plus en plus importantes.....	131
D- L'apparition de nouvelles initiatives malgré l'essoufflement.....	133
1- Le PAI Balaton et le PAP Kosztolányi.....	133
2- L'apport culturel de l'association Initiative France-Hongrie.....	135
<b>IV- L'Europe et le temps des « saisons » : les relations culturelles entre continuité et nouveauté (1995-2004).....</b>	<b>137</b>

A- De nouveaux exécutifs qui n'influent pas sur le niveau des relations culturelles..	137
1- Des budgets culturels en constantes diminutions.....	141
2- Les difficultés de la langue française .....	143
B- Des moyens culturels français dépassés par l'ampleur des programmes européens et la nouvelle dimension des relations culturelles.....	148
C- Les saisons culturelles hongroises et françaises : un apogée des relations culturelles bilatérales.....	151
1- Magyart : « La plus grande manifestation culturelle hongroise dans le monde depuis l'exposition universelle de 1900 ».....	151
2- « Franciart » : le succès incontestable de la culture française en Hongrie..	154
D- L'échec du projet d'Université française de Hongrie.....	156
E- Le nouvel écrin du lycée français de Budapest.....	158
<b>Bilan de la deuxième partie.....</b>	<b>160</b>

### **TROISIÈME PARTIE : LES RELATIONS ÉCONOMIQUES FRANCO-HONGROISES : DES LIENS À (RE)CONSTRUIRE.....**

#### **Introduction.....**

#### **I- Des rapports historiquement très modestes : les relations économiques franco-hongroises avant 1989.....**

A- Des échanges longtemps limités.....163

B- L'ouverture à l'Ouest de l'économie hongroise au cours des années 1980 : un effet limité sur le volume et la qualité des rapports économiques franco-hongrois.....168

#### **II- Relance à l'Est et libéralisation en Hongrie : le timide développement des rapports économiques franco-hongrois à l'orée du changement de régime (1988-1990).....**

#### **III- L'accélération des investissements français en Hongrie dans le cadre des premières privatisations (1990-1994).....**

A- « Le réveil de la France en Hongrie ».....182

B- L'ouverture précoce de la Hongrie.....185

C- Les investissements français en Hongrie : une structure caractéristique.....187

#### **IV- Les déconvenues françaises en matière de grands contrats dans la Hongrie de la première moitié des années 1990.....**

A- Espoirs déçus.....190

B- Revers multiples, causes multiples.....193

#### **V- La Faiblesse des PME françaises en Hongrie : un problème insoluble à travers le temps.....**

A- Hésitations.....200

B- Un manque de visibilité et de confiance persistant.....204

C- Les difficultés rencontrées par les premières PME françaises en Hongrie : un exemple dissuasif ?.....205

D- Une situation qui se prolonge sur l'ensemble de la période.....206

#### **VI- La Hongrie et la diplomatie économique de Jacques Chirac.....**

A- Conquérir les marchés d'Europe centrale.....209

B- Anticiper l'amélioration du contexte économique hongrois.....212

C- Bénéficier des nouvelles privatisations.....214

D- Le « super VRP Chirac » en Hongrie.....217

E- L'apogée des relations économiques franco-hongroises.....221

#### **VII- Les années 2000 : une évolution en deux temps.....**

A- La contraction des rapports économiques bilatéraux : préférence nationale et protectionnisme en Hongrie (2000-2002).....223

    1- « La fin d'une certaine idée des privatisations ».....223

    2- « Faire face aux récents obstacles rencontrés par les entreprises françaises en

Hongrie » : le voyage de Lionel Jospin à Budapest (3-4 mai 2000).....	226
3- « Les Français sont toujours au cœur des scandales ».....	229
B- Stabilisation des échanges et nouvelle relance (2003-2004).....	232
1- Un contexte redevenu favorable aux échanges.....	232
2- La dimension économique du second voyage de Jacques Chirac en Hongrie (23-24 février 2004).....	234
<b>Bilan de la troisième partie</b> .....	237
<b>QUATRIÈME PARTIE : LES RELATIONS FRANCO-HONGROISES À LA LUMIÈRE DE L'ÉLARGISSEMENT EUROATLANTIQUE</b> .....	238
<b>Introduction</b> .....	239
<b>I- Le rêve hongrois de retour à l'Europe face aux perceptions françaises de l'ordre européen (1989-1992)</b> .....	241
A- Le progressif désir magyar d'ancrage à l'Ouest.....	241
B- Oui au retour en Europe, non à l'élargissement de la CEE : les relations franco- hongroises face au désir français de « préserver la Communauté » (1989- 1992).....	244
1- La Hongrie face au projet mitterrandien de confédération européenne : voie de garage ou raccourci potentiel vers la Communauté ?.....	248
2- La Hongrie vue de Paris : une image, mais pas un statut.....	260
<b>II- Entre acceptation résignée et rhétorique diplomatique : l'adhésion hongroise et le gouvernement Balladur (1993-1995)</b> .....	263
A- Discours rénovés, positions similaires ?.....	263
B- La Hongrie et le « Plan Balladur ».....	272
<b>III- La Hongrie et la question de l'élargissement de l'UE sous les présidences de Jacques Chirac (1995-2004)</b> .....	282
A- Du volontarisme ... (1995-1997).....	282
1- Jacques Chirac, l'Europe et la Hongrie.....	282
2- La Hongrie dans l'Union européenne « dès l'an 2000 ».....	286
B- ... à la temporisation (1997-2003).....	290
1- La cohabitation et le préalable de la réforme institutionnelle.....	290
2- Les années 2000 : l'impatience hongroise et les relations avec Paris.....	294
3- La Hongrie, Paris et la « lettre des huit ».....	300
4- La Hongrie dans l'UE, un partenaire pour la France ?.....	302
<b>IV- La France, la Hongrie et l'élargissement de l'OTAN (1989-1999)</b> .....	305
A- La Hongrie et l'OTAN : de la tentation de neutralité au besoin de sécurité.....	306
B- Ménager la Russie, repousser les États-Unis : la France face au désir atlantique hongrois (1991-1995).....	309
C- Jacques Chirac et l'élargissement à l'Est de l'OTAN à travers les rapports franco- hongrois (1995-1999).....	318
<b>Bilan de la quatrième partie</b> .....	324
<b>CONCLUSION</b> .....	325
<b>INDEX DES NOMS DE PERSONNES</b> .....	332
<b>BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES</b> .....	337
<b>ANNEXES</b> .....	425

## ABRÉVIATIONS ET SIGLES OFFICIELS

ACTIM : Agence pour la coopération technique, industrielle et économique.  
AEFE : Agence pour l'enseignement du français à l'étranger.  
AFAA : Association française d'action artistique  
ÁPVRT : *Állami Privatizációs és Vagyonkezelő Rt* (Agence d'État pour la privatisation).  
ÁVRT : *Állami Vagyonkezelő Rt* (Agence de gestion des biens nationaux).  
ÁVÜ : *Állami Vagyonügynökség* (Agence pour les biens d'État).  
BERD : Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.  
BM : Banque mondiale.  
CAEM : Conseil d'assistance économique mutuelle.  
CDU : *Christlich Demokratische Union Deutschlands* (Union chrétienne-démocrate d'Allemagne).  
CEE : Communauté économique européenne.  
CIEF : Centre interuniversitaire d'études françaises  
CIEH : Centre interuniversitaire d'études hongroises.  
CIG : Conférence intergouvernementale.  
CNED : Centre national d'enseignement à distance  
CNPF : Conseil national du patronat français.  
CNRS : Centre national de la recherche scientifique.  
COCONA : Conseil de coopération nord-atlantique .  
COFACE : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur.  
CSCE : Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe.  
DAI : Département des Affaires internationales  
DGRCST : Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques.  
DREE : Direction des relations économiques extérieures.  
EDF : Électricité de France.  
EHESS : Écoles des hautes études en sciences sociales.  
ENA : École nationale d'administration.  
ELTE : *Eötvös Lóránd Tudományegyetem* (Université Lóránd Eötvös).  
FCE : Forces conventionnelles en Europe.  
FIDESZ : *Fiatal Demokraták Szövetsége* (Alliance des jeunes démocrates).  
FMI : Fonds monétaire international.  
GDF : Gaz de France.  
IDE : Investissement direct à l'étranger.  
IEP : Institut d'études politiques.  
IFB : Institut français de Budapest.  
IFRI : Institut français des relations internationales.  
IHP : Institut hongrois de Paris  
INFH : Initiative France-Hongrie.  
KDNP : *Kereszténydemokrata Néppárt* (Parti populaire démocrate-chrétien).  
LFB : Lycée français de Budapest.  
MDF : *Magyar Demokrata Fórum* (Forum démocrate hongrois).  
MEDEF : Mouvement des entreprises de France.  
MF : Millions de francs.  
MICECO : Mission interministérielle de coordination pour les pays de l'Europe centrale et orientale.  
MSZDP : *Magyarországi Szociáldemokrata Párt* (Parti social-démocrate hongrois).  
MSZMP : *Magyar Munkáspárt* (Parti socialiste ouvrier hongrois).  
MSZP : *Magyar Szocialista Párt* (Parti socialiste hongrois).

MTI : *Magyar Távirati Iroda* (Agence hongroise d'information).  
MVM : *Magyar Villamos Művek* (Électricité de Hongrie).  
NME : Nouveau mécanisme économique.  
OCDE : Organisation de coopération et de développement économiques.  
ONU : Organisation des Nations-Unies.  
OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord.  
ÖVP : *Österreichische Volkspartei* (Parti populaire autrichien).  
PAC : Politique agricole commune.  
PAI : Programme d'action intégrée.  
PAP : Programme d'aide à la publication.  
PDG : Président-directeur général.  
PECO : Pays d'Europe centrale et orientale.  
PHARE : Pologne-Hongrie Assistance à la Reconstruction des Économies.  
PME : Petites et moyennes entreprises.  
PMI : Petites et moyennes industries.  
PPP : Partenariat pour la paix.  
PS : Parti socialiste.  
PSH : Parti socialiste hongrois.  
PSHO : Parti socialiste ouvrier hongrois.  
RDA : République démocratique allemande.  
RFA : République fédérale d'Allemagne.  
RFI : Radio France Internationale.  
RPR : Rassemblement pour la République.  
SCAC : Service de coopération et d'action culturelle.  
SGCI : Secrétariat général du Comité interministériel.  
SOFARIS : Société d'assurance française pour le capital risque.  
SPD : *Sozialdemokratische Partei Deutschlands* (Parti social-démocrate d'Allemagne).  
SZDSZ : *Szabad Demokraták Szövetsége* (Alliance des démocrates libres).  
UDF : Union pour la démocratie française.  
UE : Union européenne.  
UEO : Union de l'Europe occidentale.  
URSS : Union des républiques socialistes soviétiques.

### ***Abréviations spécifiques aux notes de bas de page***

AMAE : Archives du ministère des Affaires étrangères.  
AN : Archives nationales.  
AS : Archives du Sénat.  
CADN : Centre des archives diplomatiques de Nantes.  
IFM : Institut François Mitterrand.  
KÜM : *Külügyminisztérium* (Ministère des Affaires étrangères hongrois).  
MNL-OL : *Magyar Nemzeti Levéltár-Országos Levéltára* (Archives nationales de Hongrie).

# **INTRODUCTION**

Les relations entre la France et la Hongrie ont été, au fil de l'histoire, placées à la fois sous le signe de la complexité et celui de l'ambiguïté, souvent marquées par une certaine distance et parfois empreintes de ressentiments. En juillet 1982, le président François Mitterrand, en visite officielle dans la capitale hongroise, avait tenu à rappeler que : « malgré les vicissitudes [et] malgré l'éloignement, le temps a tissé entre la Hongrie et la France des liens qui les prédisposent à se comprendre et à s'entendre »<sup>2</sup>. Pourtant, au cours de l'époque de l'époque moderne, l'occupation turque, puis la longue association – forcée ou résignée – de la Hongrie aux Habsbourgs ont contribué à dresser des barrières, et à freiner le développement de liens plus conséquents entre les deux pays. De manière similaire, au cours du XXe siècle, alors que beaucoup de facteurs géographiques, culturels ou humains auraient dû conduire la France à nouer avec la Hongrie les mêmes rapports de confiance et d'amitié qu'avec les autres capitales d'Europe centre-orientale, les deux guerres mondiales – et les périodes révisionniste et communiste qui les ont suivies en Hongrie –, mais aussi la profonde blessure infligée aux Hongrois par le traité de Trianon<sup>3</sup>, ont constamment rejeté les deux États dans des camps opposés et contribué à créer, dans un pays où l'intelligentsia était pourtant historiquement prompte à « tourner son regard vers Paris », le mythe d'un « amour sans retour » envers la France. Longtemps considérée comme une zone d'influence germanique exclusive, la Hongrie ne représenta ainsi jamais réellement un partenaire privilégié pour la France à l'est du continent et les relations entre les deux pays demeurèrent, dans une large mesure, irrégulières et dissymétriques.

Dans ces conditions, les bouleversements des années 1989-1991, tout en offrant l'occasion de redessiner un nouveau paysage européen tourné vers l'avenir, ont autorisé la possibilité d'un nouveau départ des rapports entre les deux États. Très tôt, et très sincèrement, les dirigeants hongrois ont exprimé la volonté, l'amitié de Paris représentant à leurs yeux tout à la fois la possibilité d'offrir à leur pays un contrepoids à une Allemagne acceptée, mais potentiellement envahissante, de conduire à une avancée historique par rapport à ses voisins – jusqu'ici seuls destinataires de la sympathie française dans la région –, mais aussi de s'assurer une clé d'accès essentielle à une communauté euroatlantique devenue, peu à peu, au début des années 1990, l'objectif central de la politique extérieure magyare. Du côté de Paris, tout en partageant ce souci d'équilibrage géopolitique, les dirigeants français, conscients du rôle précurseur de la Hongrie dans la transition économique et démocratique à l'Est, ont considéré que le temps

---

2 Institut François Mitterrand (IFM), Allocution de François Mitterrand à l'occasion du déjeuner offert en l'honneur de János Kádár et de Pál Losonczi, à la Résidence de France, Budapest, 9 juillet 1982.

3 Dont la responsabilité fut longtemps attribuée quasi exclusivement à la France par l'historiographie hongroise. À ce sujet voir par exemple : ABLONCZY, Balázs, « Trianon-legendák » [Trianon-légendes], dans ROMSICS, Ignác (dir.) *Mítoszok, legendák, tévhitek a 20. Századi magyar történetlemről* [Mythes, légendes et fausses croyances sur l'histoire hongroise du XXe siècle], Budapest, Osiris, 2002.

était venu pour eux de combler un retard politique, économique et culturel auquel rien, si ce n'est les aléas de l'histoire, ne les prédisposait.

En se plaçant dans la lignée des recherches réalisées sur les relations entre la France et la Hongrie au cours du XXe siècle<sup>4</sup>, ce travail entend offrir une première analyse du resserrement global des liens entre les deux États dans un contexte nouveau au tournant des XXe et XXIe siècles. En partant du constat que les relations franco-hongroises changent de dimension à partir de 1989 – une transformation qu'il faudra exposer et analyser – l'un des intérêts du sujet sera d'une part de chercher à comprendre si cette mutation représente la marque d'une modification de la nature réelle de la politique française en Hongrie, alors même que celle-ci n'avait été jusqu'alors traitée que comme une périphérie globalisée dans le cadre d'une « politique de l'Est » très large et d'autre part si la période marque la fin des absences – paradoxalement souvent déplorées<sup>5</sup> – de Marianne en Hongrie<sup>6</sup> et de plus de « 300 ans d'amour impossible »<sup>7</sup> entre les deux pays. Au crépuscule de la guerre froide et à l'aube de l'élargissement de l'UE, face à l'ampleur des rattrapages à effectuer et à la pesanteur des stéréotypes à surpasser, les années 1989-2004 marquent-elles la fin des relations « ambiguës et asymétriques »<sup>8</sup> entre la France et la Hongrie et le commencement d'une nouvelle ère des relations franco-hongroises ?

Si les rapports bilatéraux – politiques, économiques et culturels – constituent le cœur de notre étude<sup>9</sup>, il est évident que l'analyse de ces relations ne peut pas être dissociée d'un contexte

---

4 Et dans cette optique nous n'hésiterons pas à nous livrer parfois, au cours de notre texte, à des développements sur les années ayant précédé notre période de recherche, et ce afin de pouvoir inscrire notre analyse sur la longue durée.

5 Paradoxalement, car la France reste encore très largement associée en Hongrie, au début des années 1990, dans les mentalités collectives, mais aussi dans les médias hongrois, au « funeste » traité du Trianon. À ce sujet voir : GRADVHOL, Paul « Trianon: quatre-vingt-onze ans de mises en scène d'une tragédie ou un deuil national inépuisable sans cesse reprogrammé », dans PERNOT, François, TOUREILLE, Valérie (dir.), *Les territoires en partage, traités et accords du Moyen Âge à nos jours, Journée d'études à la Roche-Guyon, 5 novembre 2011*, Paris, Éditions de l'Amandier, pages 123-151.

6 Nous empruntons ici le titre de l'ouvrage de : SCHREIBER, Thomas, *Les actions de la France à l'Est ou les absences de Marianne*, Paris, L'Harmattan, 2000.

7 Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7111, HON 12.2, entretiens politiques et consultations, déclarations du président de la République hongroise, Árpád Göncz, télégramme diplomatique, 13 décembre 1994.

8 ERDEI Balázs, *Les relations franco-hongroises à l'égard de l'élargissement à l'est de l'Union européenne*, Mémoire de DEA sous la direction de Michel LESAGE, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, 2001, page 21.

9 À ce propos, Jacques Rupnik rappelle, fort justement, que dans une période où l'analyse multilatérale semble de plus en plus prendre le pas sur la tradition, ancienne, de l'étude des rapports bilatéraux, un tel travail conserve tout son intérêt puisque « qu'avec la chute de pacte de Varsovie et du COMECON, les capitales d'Europe centrale ont choisi un axe Est-Ouest pour leurs politiques étrangères et économiques. Aussi faut-il partir des relations bilatérales pour analyser la situation ». RUPNIK, Jacques, « La France de Mitterrand et les pays de l'Europe du centre-est » dans COHEN, Samy (dir.), *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, COHEN, Samy (dir.), Paris, PUF, 1998, pages 189-222.

international plus large dans lequel la Communauté européenne<sup>10</sup>, l'URSS<sup>11</sup>, l'Allemagne ou encore les États-Unis<sup>12</sup> jouent également un rôle important. L'impact d'événements à portée internationale majeure – tels que l'effondrement des systèmes communistes en Europe de l'Est et en URSS, la réunification allemande, le démantèlement du CAEM et du Pacte de Varsovie, mais aussi la guerre dans les Balkans, ou encore les processus d'élargissement de l'UE et de l'OTAN – pèse et oriente incontestablement les rapports entre la France et la Hongrie au cours de la période et, en ce sens, l'histoire des relations franco-hongroises se doit d'être replacée, dans une large mesure, au sein de l'analyse des transformations de l'Europe au sens le plus large du terme, de l'extension des institutions communautaires au cheminement des anciens États communistes vers la démocratie et l'économie de marché.

À cet égard, les bornes chronologiques choisies pour notre sujet semblent se justifier aisément. En Hongrie, comme dans le reste de l'Europe – et peut-être du monde – 1989 représente une date charnière de l'histoire. Politiquement et sur le plan intérieur, tout d'abord, puisque le pays abandonne l'idéologie communiste pour se transformer en démocratie parlementaire<sup>13</sup>. Diplomatiquement ensuite puisqu'en se libérant du joug soviétique le pays recouvre une politique étrangère indépendante qui l'autorise à se tourner pleinement vers une Europe de l'Ouest au sein de laquelle Paris constitue l'une des figures de proue. Économiquement enfin, puisqu'en remisant définitivement les solutions éculées de la réforme permanente de l'économie socialiste, l'État magyars s'oriente vers une économie de marché qui lui permet de nouer de nouveaux liens avec la partie occidentale du continent. Autant de transformations qui autorisent, à tout point de vue, un renouvellement de ses relations avec la France.

À l'autre bout du spectre, 2004, constitue certainement une date tout aussi symbolique pour la Hongrie – et par extension pour ses rapports avec la France –. Après plus d'un demi-siècle de séparation artificielle et près de quinze ans d'intenses et complexes discussions diplomatiques – qui n'ont pas été sans créer, parfois, de légères frictions dans le couple franco-hongrois – Budapest termine son voyage de « retour en Europe » en rejoignant une Union européenne élargie et réformée et en devenant *de facto* un partenaire à part entière pour Paris au sein d'une nouvelle Europe réunie.

---

10 Puis l'Union européenne.

11 Puis la Russie

12 Essentiellement via son rôle dans l'OTAN.

13 La Hongrie adopte une nouvelle Constitution, et par là même un nouveau régime, le 23 octobre 1989.

## *Une étude organisée de manière chrono-thématique.*

*A priori*, un découpage strictement chronologique du sujet, en autorisant une analyse linéaire des événements, aurait pu faire sens. Néanmoins, cette option ne nous est pas apparue comme la plus viable pour ce travail, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord parce qu'en l'état actuel des sources<sup>14</sup>, un tel développement aurait présenté des déséquilibres certains, la période 1989-1995 étant sensiblement plus riche en sources « primaires » – mais peut-être aussi en événements<sup>15</sup> – que la période 1996-2004. Deuxièmement, parce que le choix d'un tel découpage aurait nécessairement conduit à former des césures très, voire trop artificielles. Certes, des différences majeures peuvent être constatées, si l'on se place du point de vue strictement français, entre les présidences de François Mitterrand et celles de Jacques Chirac<sup>16</sup>, mais ces différences sont au moins autant liées au changement de contexte qu'au changement de personnalité et n'affectent pas tous les domaines des relations bilatérales de la même manière<sup>17</sup>. En ce sens, les chronologies des rapports économiques et celles des rapports culturels, même si elles présentent parfois des similitudes, ne sont pas identiques et ne dépendent pas toujours strictement de la dimension politique. De la même manière, l'évolution de certains aspects des rapports diplomatiques entre les deux États – par exemple ceux en lien avec la question de l'élargissement euroatlantique – obéit elle-même à une logique et un calendrier propre qui ne dépendent pas nécessairement de la couleur politique des gouvernements français et magyars en place<sup>18</sup>.

Pour ces différentes raisons, nous avons donc choisi de privilégier un découpage chrono-thématique de notre texte en séparant les relations politico-diplomatiques, au sens large, des liens économiques et culturels<sup>19</sup>. Cette option nous permet d'une part de nous livrer à des retours en arrière au début de nos chapitres<sup>20</sup>, mais nous autorise également à aborder plus en profondeur chaque thème tout en conservant des parties globalement équilibrées. En suivant cette logique, notre travail se décompose en quatre chapitres principaux. Le premier

---

14 Voir *infra*.

15 À cet égard on peut ainsi opposer, avec Antoine Marès, d'un côté une « phase héroïque de rattrapage » caractérisée par une période d'excitation mutuelle en France et en Hongrie au début des années 1990 (le Premier ministre hongrois, József Antall, se rend quatre fois en France entre le printemps 1990 et l'automne 1991), conséquences de la synergie entre la volonté française de relance à l'Est et le désir hongrois de retour à l'Ouest, et de l'autre la période « d'espairs déçus » marquée par la complexité et la lenteur des discussions autour de la question de l'élargissement euroatlantique. MARÈS, Antoine, « Jacques Chirac et l'Europe centrale », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 89-105.

16 Et nous utiliserons nous-mêmes parfois cette césure pour diviser nos chapitres.

17 Les relations culturelles par exemple, nous le verrons, ne sont absolument pas impactées par ce changement.

18 Nous n'ignorerons pas pour autant totalement dans notre analyse les différences qui ont pu exister dans les rapports entre les deux pays en fonction des sensibilités politiques des dirigeants de par et d'autre.

19 Même si, bien évidemment, les liens entre le politique, l'économique et le culturel ne sont jamais ignorés.

20 Pour replacer l'analyse des rapports entre la France et la Hongrie au sein d'un « long XXe siècle ».

chapitre offre une mise en perspective générale du sujet. Après s'être livré à un rapide survol des relations franco-hongroises des origines à 1989, il se penche sur l'idée de « nouveau départ » des rapports entre les deux États entre 1989 et 1991 en analysant notamment les transformations politco-économiques de la Hongrie au cours de cette période, mais aussi sa place dans la politique de relance à l'Est de Paris à la même époque. Une place particulière est par ailleurs accordée au voyage du président Mitterrand en Hongrie en janvier 1990, mais aussi à la signature du traité d'entente et d'amitié entre les deux pays en septembre 1991.

Le second chapitre de notre travail est dédié à l'évolution de la dimension culturelle des relations entre la France et la Hongrie entre 1989 et 2004. Historiquement ces liens sont ceux qui ont été les mieux préservés des aléas du temps. Après avoir illustré cette solidité historique à l'aide d'un survol de l'évolution de ces rapports au cours du XXe siècle, le texte s'intéresse au renouveau des relations culturelles franco-hongroises au tout début des années 1990, un renouveau caractérisé par l'ouverture d'un nouvel Institut culturel français en Hongrie et par la transformation des activités de l'Institut hongrois à Paris mais aussi, côté français, par le développement du réseau de l'Alliance française en terres magyares ou encore la multiplication de lycées bilingues franco-hongrois. Ce chapitre tente ensuite d'illustrer le sensible désengagement culturel français en Hongrie à partir de 1992 (diminution des budgets culturels, recul de la langue française) avant d'esquisser les contours d'une nouvelle facette des relations culturelles, plus multilatérale, à partir de la seconde moitié de la décennie 1990 et de faire une place à ce qui constitue probablement l'apogée de l'histoire des relations culturelles entre les deux pays, les saisons culturelles « Magyarat » (2001) et « Francia art » (2003).

Le troisième chapitre se consacre à l'évolution des relations économiques entre les deux États en illustrant le développement progressif et important de ces liens entre 1989 et 2004. Le développement, partiellement bâti de manière chronologique, tente de mettre en lumière les phases d'accélération et de rapprochements des deux pays dans ce domaine, mais aussi d'illustrer les caractéristiques de ces liens et les difficultés qui ont pu exister dans leur mise en place.

Enfin, le quatrième et dernier chapitre choisit de placer l'étude des relations entre la France et la Hongrie dans une dimension plus large en s'interrogeant sur l'évolution des rapports entre les deux pays à la lumière de l'élargissement euroatlantique. En analysant la manière dont le désir magyar de « retour à l'Ouest » se confronte à la vision française du rôle et du fonctionnement des organisations euroatlantiques, le texte cherche à mettre en valeur, de façon nuancée, les possibles tensions qui ont pu exister entre les deux pays autour de cette

question.

### ***Une bibliographie sur le sujet assez restreinte.***

Beaucoup d'excellents textes et témoignages ont été produits sur les relations entre la France et la Hongrie au cours de la seconde moitié du XXe siècle<sup>21</sup>. Si l'évolution des liens bilatéraux au sortir de la Seconde Guerre mondiale est bien connue<sup>22</sup>, c'est surtout au cours des années 1950 et 1960 que l'état des rapports entre les deux pays a été le mieux étudié. À ce titre, l'historiographie est largement redevable aux nombreux travaux de plusieurs historiens magyars et en particulier aux recherches de Gusztáv Kecskés<sup>23</sup>, de Gergely Fejérdy<sup>24</sup> et de

---

21 Un état des sources, très précieux, existe sur la question, mais s'arrête en 1990 : KECSKÉS, Gusztáv (dir.), *Magyar-francia kapcsolatok, 1945-1990. Források* [Les relations franco-hongroises, 1945-1990. Sources], MTA Bölcsészettudományi Kutatóközpont [Centre de recherche en sciences humaines de l'Académie des Sciences hongroise], Történettudományi Intézet [Institut d'histoire], Budapest, 2013.

22 Par exemple : FEJÉRDY, Gergely, « La place de la Hongrie dans la politique étrangère de la France entre 1944 et 1949 », *Öt Kontinens. az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2006, pages 7-23. FEJÉRDY, Gergely, GARADNAI, Zoltán, « Magyarország a Quai d'Orsay szemével (1944-1949) » [La Hongrie vue du Quai d'Orsay (1944-1949)], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures] numéro 1, 2007, pages 153-171.

23 Par exemple : KECSKÉS, Gusztáv: *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, thèse de doctorat sous la direction de Mária Ormos et d'Elisabeth du Réau, Sorbonne Nouvelle Paris III-Pécsi Tudományegyetem, Paris, 2003. KECSKÉS, Gusztáv, « Nagy Imre kormánya és a francia diplomácia » [Le gouvernement d'Imre Nagy et la diplomatie française], dans SIPOS, Levente (dir), *Nagy Imre és kora. Tanulmányok és források IV* [Imre Nagy et son temps. Études et sources IV], Budapest, Nagy Imre Alapítvány [Fondation Imre Nagy], 2006, pages 206-222. KECSKÉS, Gusztáv, « La politique étrangère française et la révolution hongroise de 1956 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, numéro 83, juillet-septembre 2006, pages 40-49. KECSKÉS, Gusztáv, « Les relations diplomatiques franco-hongroises après la révolution de 1956. La politique étrangère française dans le bloc soviétique à propos de l'affaire hongroise », *Cahiers d'Études hongroises*, numéro 14, tome 2, 2007-2008, pages 427-438. KECSKÉS, Gusztáv, « La politique étrangère de la France envers l'Europe centrale et orientale de 1945 à 1956. Le cas hongrois », *Öt Kontinens. Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2006, page 35-45. L'ensemble des articles consultés, trop nombreux pour être tous cités ici, figurent en bibliographie à la fin de ce travail.

24 Par exemple : FEJÉRDY, Gergely, *Les relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones d'Europe et la Hongrie, de 1944 à 1956*, thèse de doctorat en histoire sous la direction de Georges-Henri Soutou et de Sándor M. Kiss, 2009, Université de Paris IV et Université Pazmány Péter de Budapest. À nouveau, nous renvoyons le lecteur à la bibliographie pour une liste plus détaillée des travaux de l'auteur.

Zoltán Garadnai<sup>25</sup> sur la question<sup>26</sup>. Les textes se font plus rares à partir du début des années 1970<sup>27</sup> et surtout pour la décennie 1980<sup>28</sup>, des éléments devant alors être recherchés dans des synthèses plus larges sur les rapports entre les deux pays au cours de la seconde moitié du XXe siècle<sup>29</sup>, voire au sein d'études sur les relations entre la France et l'Europe centre-orientale de manière plus générale<sup>30</sup>. Des travaux, peu nombreux, mais de qualité, existent cependant sur l'évolution des rapports entre les deux pays au moment des transformations

---

25 Zoltán Garadnai est certainement l'auteur le plus prolifique sur la question des rapports franco-hongrois au cours de la seconde moitié du XXe siècle, et en particulier au cours des années 1960 et 1970. Nous ne livrons dans cette note que quelques-uns de ses principaux travaux et nous renvoyons le lecteur à la bibliographie générale à la fin de ce volume pour une vision plus complète de ses recherches. On peut cependant citer ici ses ouvrages : GARADNAI, Zoltán, *Kelet-Közép-Európa helye és Magyarország szerepe De Gaulle tábornok Európa-politikájában (1958-1969) : A francia « détente-entente-coopération » politika lehetőségei, külső és belső korlátai* [La place de l'Europe centre-orientale et le rôle de la Hongrie dans la politique européenne du général de Gaulle (1958-1969) : opportunités et contraintes intérieures et extérieures de la politique française de « détente-entente-coopération »], thèse de doctorat, Université Corvinus de Budapest, 2005. GARADNAI, Zoltán, *Iratok a magyar-francia kapcsolatok történetéhez (1963-1968)* [Documents sur l'histoire des relations franco-hongroises (1963-1968)], Budapest, Magyarország és a világ – Diplomáciatörténet [Histoire diplomatique de la Hongrie et du monde], 2008. GARADNAI, Zoltán, *Iratok a magyar-francia kapcsolatok történetéhez (1957-1962)* [Documents sur l'histoire des relations franco-hongroises (1957-1962)], Budapest, Magyarország és a világ – Diplomáciatörténet [Histoire diplomatique de la Hongrie et du monde], 2011. Mais aussi quelques articles : GARADNAI, Zoltán « A magyar-francia kapcsolatok története, 1945-1966 » [Histoire des relations franco-hongroises, 1945-1966], *Külpolitika* [Politique étrangère], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 1-2, 2001/7, pages 113-158. GARADNAI, Zoltán, « Nyitási kísérlet a magyar-francia kapcsolatokban » [La tentation d'ouverture dans les relations hungaro-françaises], dans GAZDAG, Ferenc et KISS J., László (dir.), *Magyar Külpolitika a 20. században* [La politique étrangère hongroise au XXe siècle], Budapest, Zrinyi Kiadó, 2004, pages 173-192. GARADNAI, Zoltán, « L'interprétation de la politique européenne du Général de Gaulle en Hongrie (1963-1968) : Des arrière-pensées hongroises au moment de la normalisation des relations diplomatiques » dans DELSOL Chantal et BOROS Maté (dir.), *Les Deux Europes*, Éditions du Sandre, Paris, 2007, pages 369-390. GARADNAI, Zoltán, « A magyar-francia kapcsolatok története De Gaulle tábornok elnöksége alatt (1958-1969) » [L'histoire des relations franco-hongroises sous la présidence du général de Gaulle (1958-1969)], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 4, 2011, pages 157-172.

26 D'autres auteurs se sont également penchés sur la question, on peut citer à cet égard : MAJOROS, István, « Les relations franco-hongroises (1956-1964) », *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine*, numéro 3-4, 1996, pages 75-79. MAJOROS, István, « Magyarország, hebdomadaire politique et l'image de la France dans les années 1960 », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2010, Budapest, ELTE, 2011, pages 113-120. MORELLE, Chantal, « Les relations franco-hongroises à l'époque du Général de Gaulle », *Revue d'histoire diplomatique*, Éditions A. Pedone, Paris, 1998, pages 63-78. NAGY, Guersende, *Les relations franco-hongroises de 1953 à 1968 d'après les archives diplomatiques françaises : un lent processus de rapprochement*, mémoire de maîtrise, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, Université de Paris I, 2000.

27 Néanmoins des travaux recouvrant cette période existent, notamment les thèses de BOUILLON, Pierre, *Entre partenaires et adversaires, une ouverture asymétrique et stratégique : La France face à la Roumanie et à la Hongrie (1968-1977)*, thèse de doctorat sous la direction de Marie-Pierre Rey, soutenue à l'Université de Paris I, 2013 et de KLENJÁNSZKY, Sarolta, *Les relations politiques et culturelles du régime communiste hongrois avec la gauche française dans la Guerre froide (1945-1981)*, thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Marc Lazar et d'István Majoros, soutenue à l'Université de Budapest, ELTE, 2013. Mais également des articles : GARADNAI, Zoltán, « A magyar-francia kapcsolatok története 1975 és 1985 között » [Histoire des relations franco-hongroises entre 1975 et 1985], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 2, 2011, pages 38-52. KECSKÉS, Gusztáv, « Franciaország, Közép-Kelet-Európa és

politico-économiques en Hongrie entre 1988 et 1990<sup>31</sup> et sur les liens entre le premier gouvernement postcommuniste hongrois et Paris<sup>32</sup>. En revanche, à partir du milieu des années 1990, l'évolution des rapports entre la France et la Hongrie demeure essentiellement *terra incognita* et n'est abordée qu'au détour de simples articles allant rarement au-delà des années 1995-1996<sup>33</sup> ou dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne<sup>34</sup>. Ce manque de travaux s'explique certainement, en partie, par des problèmes de communicabilité des sources – du moins sur le plan théorique –, mais aussi, peut-être, par le déficit d'intérêt dont souffre la

---

Magyarország Georges Pompidou elnöksége idején, 1969–1974 » [La France, l'Europe centre-orientale et la Hongrie du temps de la présidence de Georges Pompidou, 1969-1974, *Múltunk* [Notre passé], numéro 56, tome 3, 2001, pages 129–136 et aussi KECSKÉS, Gusztáv, « Franciaország Közép-Kelet-Európa politikája Giscard d'Estaing elnöksége idején, 1974–1981 » [La politique centre-orientale de la France du temps de la présidence Giscard d'Estaing, 1974-1981], *Kutatási Füzetek* [Cahiers de Recherches], numéro 12, université de Pécs, 2005, pages 194-209.

28 On peut cependant citer l'article de : GARADNAI, Zoltán, « *Ellenségből barátok. A magyar-francia kapcsolatok változásai és jellegzetességei (1985-1992)* » [D'adversaires à partenaires, les transformations et caractéristiques des relations franco-hongroises (1985-1992)], *Öt Kontinens, Új – és Jelenkori Egyetemes Történi Tanszék közlémenyei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2014, pages 147-158.

29 Par exemple dans : FEJÉRDY, Gergely, *A francia kultúrdiplomácia főbb törekvései és lehetőségei Magyarországon 1945 és 1990 között* [Les principales ambitions et possibilités de la diplomatie culturelle française en Hongrie entre 1945 et 1990], *Külgügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Budapest, *Külgügyi és Külgazdasági Intézet* [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 2, 2011, pages 53-75, mais aussi chez : FÜLÖP, Mihály, « Les relations franco-hongroises depuis 1945 », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 6, 1994, pages 217-227. Des éléments généraux figurent également dans : HOREL, Catherine, « La France et la Hongrie : affinités passées et présentes, de Saint-Martin à Nicolas Sarkozy », *Revue historique des armées*, numéro 270, 2013, pages 5-13. LACHAISE, Bernard, « France-Hongrie au parlement sous la Ve République : histoire d'une amitié », dans LACHAISE, Bernard, RICHARD, Gilles, GARRIGUES, Jean (dir.), *Les territoires du politique. Hommages à Sylvie Guillaume*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012 et aussi chez SZEBENI, Géza, « *Szemelvények a francia-magyar kapcsolatok történetéből* » [Morceaux choisis de l'histoire des relations franco-hongroises], *Külgügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], *Külgügyi és Külgazdasági Intézet* [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 4, 2008, pages 264-308.

30 Des informations sur les rapports franco-hongrois sont ainsi présentes dans les ouvrages suivants : KECSKÉS, Gusztáv, *Franciaország közép-kelet Európa politikája 1918-tól napjainig* [La politique européenne centre-orientale de la France de 1918 à nos jours], projet OM NKFP, Bulletin scientifique de l'Institut d'études internationales de l'Université Corvinus de Budapest, Budapest, 2001, mais aussi chez SCHREIBER, Thomas, *Les Actions de la France à l'Est ou les Absences de Marianne*, Paris, L'Harmattan, 2000.

31 GARADNAI, Zoltán, « A magyarországi rendszerváltozás dokumentumai a francia Külügyminisztérium levéltárában » [Les documents sur le changement de régime en Hongrie dans les archives du ministère des Affaires étrangères français], *Levéltári Szemle* [Revue des archives], volume 59, 2009, pages 3-12. GARADNAI, Zoltán, SCHREIBER, Thomas, « François Mitterrand elnök második budapesti útja – 1990. január 18-19 » [Le second voyage budapestois du président François Mitterrand – 18-19 janvier 1990], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archives Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 9, numéro 3, 2009. GARADNAI, Zoltán, « Francia vélemények a magyarországi átalakulásokról (1988-1990) » [Les opinions de la France vis-à-vis des transformations hongroises (1988-1990)], *Levéltári Közlemények* [Revue des Archives Nationales de Hongrie], numéro 82, 2011, pages 161–187. GARADNAI, Zoltán, SCHREIBER, Thomas, « A rendszerváltozás Magyarországon és Lengyelországban, ahogy a francia külügyminisztériumban látták » [Le changement de régime en Hongrie et en Pologne vu du ministère des Affaires étrangères français], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archiv Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 9, numéro 1, 2009. LACHAISE, Bernard, « Le voyage de François Mitterrand en Hongrie en 1990 », *Öt Kontinens, az Új és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közlémenyei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2009, Budapest, ELTE, pages 63-74. LACHAISE, Bernard, « François Mitterrand et la Hongrie : un nouveau départ pour les relations franco-hongroises? », dans BENE, Krisztián et FERENC, Dávid (dir.), *Entre*

Hongrie par rapport à ses voisins d'Europe centrale (République tchèque et Pologne), orientale (Roumanie et Bulgarie) et balkaniques au sein de l'historiographie française. Lorsque la Hongrie apparaît, c'est le plus souvent au sein d'un « bloc » plus large et les Magyars ne sont que très rarement étudiés pour leurs mérites propres, une tendance qui reflète fondamentalement la façon dont le pays a longtemps été envisagé par la diplomatie et le pouvoir français. Pourtant la Hongrie ne manque pas de spécificités dans sa zone, et elle a bien souvent pu offrir des différences parfois majeures avec ses voisins. Mais le hongrois n'est pas une langue simple d'accès et peu de chercheurs en France peuvent aisément analyser les documents dans la langue de Petőfi tandis que ceux qui en sont capables<sup>35</sup> ont souvent choisi de concentrer leur attention sur des thèmes ou des périodes différentes. Au final, ce sont donc essentiellement des historiens hongrois qui se sont penchés sur l'étude des relations entre les deux pays au cours de la seconde moitié du XXe siècle. En sus des personnalités que nous venons d'évoquer, il faut également rendre hommage aux travaux d'István Majoros, d'Anikó

---

*coopération et antagonismes. Les dimensions des relations franco-hongroises de l'époque moderne à l'intégration européenne*, Actes du colloque international de l'Université de Pécs le 13 mars 2013, Talmont-Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2014, pages 87-97. LEGRAND, Marie, *La transition en Hongrie analysée par la presse française*, mémoire de maîtrise, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, Université de Paris I, 1999. PICHONNIER, Christopher, « 1989, année charnière du renouveau des relations franco-hongroises », *Öt Kontinens, az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2012/2, Budapest, ELTE, 2013, pages 73-87.

- 32 GARADNAI, Zoltán, « Antall József miniszterelnök külpolitikai törekvései francia szemmel (1990–1991) » [Les aspirations de la politique étrangère du Premier ministre József Antall vue de France], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archiv Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 9, numéro 5, 2009. GARADNAI, Zoltán, « A magyar-francia kapcsolatok története az Antall-Boross kormány alatt (1990-1994) » [Histoire des relations franco-hongroises sous le gouvernement Antall-Boross (1990-1994)], dans UJVÁRY, Gábor, *Veritas évkönyv* [Annuaire Veritas], Veritas Történetkutató Intézet [Institut Veritas de recherches en histoire], Budapest, 2015, pages 413-432. SZÁVAI, János, « Antall József, a külpolitikus », 1. rész [József Antall, le diplomate], première partie, *Magyar Szemle* [Revue hongroise], volume 5, numéro 4, 1996. SZÁVAI, János, « Antall József, a külpolitikus », 2. rész [József Antall, le diplomate], seconde partie, *Magyar Szemle* [Revue hongroise], volume 5, numéro 5, 1996.
- 33 ALLAIRE, Françoise, « Les relations culturelles franco-hongroises depuis 1989 », *Revue d'Europe Centrale, Tome III /2*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1995, pages 217-227. MICHEL, Bernard, « Les investissements français en Europe Centrale depuis 1989 », *Revue d'Europe Centrale, Tome VI /1*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1998, pages 71-86. PICHONNIER, Christopher, « Le voyage de Jacques Chirac en Hongrie (16-17 janvier 1997) », dans AUDIGIER, François et LAURENT, Sébastien-Yves (dir.), *Un historien du politique. Mélanges en l'honneur de Bernard Lachaise*, Paris, Riveneuve, 2015, pages 246-263.
- 34 Par exemple : LACHAISE, Bernard, « La France et la place de la Hongrie dans l'Europe de François Mitterrand à Jacques Chirac (1990-2004) », *Öt Kontinens, az Új és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/2, Budapest, ELTE, 2011, pages 140-150. NAGY, László J., « Les relations franco-hongroises et le processus de l'élargissement de l'Union européenne à l'Est (1990-2000) », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 73-78. RÉAU, Élisabeth (du), « La Hongrie en marche vers l'adhésion à l'Union européenne: un processus graduel d'intégration d'un candidat dynamique (1989-2004) », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/2, Budapest, ELTE, 2012, pages 97-101.
- 35 Par exemple Catherine Horel, Paul Gradwohl ou Nicolas Bauquet.

Macher, de Mihály Fülöp, de Viktoriá Müller, de Pál Berényi, de Géza Szabeni ou encore de Ferenc Gazdag<sup>36</sup>. Du côté français, il faut donc donc rechercher des éléments généraux de réflexions dans des articles ou des ouvrages à portée plus large sur les rapports entre la France et l'Europe centre-orientale<sup>37</sup> ou retraçant la politique étrangère française durant ces années<sup>38</sup>.

Mais fondamentalement l'historien, se doit, pour mener à bien ses recherches, de se rapprocher, autant que possible, des sources premières, et c'est donc sur celles-ci que ce travail est, dans une large mesure, basé.

### ***Des sources franco-hongroises riches, consultables en majorité sur dérogations.***

Il n'existe aucune garantie lorsque l'on débute des recherches sur une période historiquement aussi récente quant à la qualité et la diversité des sources disponibles. En France, la loi du 15 juillet 2008 codifie l'accès aux archives publiques et restreint la communicabilité d'un certain nombre de documents à un délai de 25 ans. En commençant notre travail, nous pouvions donc nous attendre à essayer un certain nombre de refus<sup>39</sup>. Fort heureusement, un mélange de chance, de ténacité<sup>40</sup> et de bienveillance de la part de plusieurs autorités<sup>41</sup> nous a permis d'accéder à un important corpus de documents aussi bien en France qu'en Hongrie.

---

36 Nous renvoyons le lecteur à la bibliographie générale pour une vue des travaux de ces auteurs.

37 Par exemple dans : MITRACHE, Marius-Mircea, *L'Enjeu de l'Europe centrale-orientale pour la diplomatie française sous François Mitterrand dans le contexte de la question allemande*, thèse de doctorat sous la direction de Michael Shafir et Sergiu Mișcoiu, soutenue à l'Université de Paris-Est le 30 octobre 2013. ROMER, Jean-Christophe, SCHREIBER, Thomas, « La France et l'Europe centrale », *Politique étrangère*, numéro 4, 1995, pages 917-925. DELOCHE-GAUDEZ, Florence, « Les réactions de la France à l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *L'Europe centrale et orientale – Dix ans de transformation (1989-1999)*, Paris, La documentation française, 2000, pages 51-68. RUPNIK, Jacques, « Paris et ' l'Autre Europe' », *Politique Internationale*, numéro 67, 1995, pages 227-235. PARZYMIES, Stanisław, « La France et l'Europe centrale », *Annuaire français des relations internationales*, volume X, 2009.

38 Par exemple dans : COHEN, Samy (dir.), *Mitterrand et la sortie de la guerre Froide*, COHEN, Samy (dir.), Paris PUF, 1998, pages 189-222. Mais aussi chez : BOZO, Frédéric, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Paris, Odile Jacob, 2005 ou dans : LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013. Ou encore dans VAÏSSE, Maurice, *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009. Mais aussi dans VÉDRINE, Hubert, *Les mondes de François Mitterrand. À l'Élysée 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996.

39 En décembre 2011, lors d'une conférence sur la politique étrangère de Jacques Chirac tenue à Paris au sein du CERI, un grand nombre de participants s'était ainsi plaint de la difficulté d'accéder aux archives de l'ancien président, mais aussi de la pauvreté de leur contenu lorsqu'elles celles-ci leur avaient été ouvertes sous forme d'extraits.

40 En France, le ministère des Affaires étrangères, après avoir refusé plusieurs demandes de dérogations en 2011, a finalement accepté d'ouvrir près d'une douzaine de cartons « Hongrie 1991-1995 » à la suite d'une nouvelle demande en 2013.

41 Je remercie à cet égard, une nouvelle fois, les anciens directeurs des Instituts culturels français à Budapest et hongrois à Paris, messieurs François Laquièze et Balázs Ablonczy de bien avoir voulu m'ouvrir leur porte.

En France l'essentiel des documents consultés l'a été sur dérogation. Ce fut le cas des archives présidentielles (5AG4<sup>42</sup> et 5AG5<sup>43</sup>), des archives des Premiers ministres, mais également d'une bonne partie des archives du ministère des Affaires étrangères (Hongrie 1991-1995). En revanche les documents regroupés au centre des Archives diplomatiques de Nantes<sup>44</sup>, mais aussi au Sénat, à l'Assemblée nationale et au sein de l'Institut François Mitterrand sont consultables librement<sup>45</sup>.

En Hongrie, les Archives nationales offrent un accès libre aux documents concernant la France jusqu'en 1995<sup>46</sup> tandis que les documents pour la période 1996-1999 – consultables uniquement au siège du ministère des Affaires étrangères, Quai Bem à Budapest – requièrent une autorisation spéciale.

Globalement les archives des deux pays se sont révélées très riches. En France, les documents conservés par le ministère des Affaires étrangères ont certainement été les plus précieux pour nos recherches<sup>47</sup>. En comprenant aussi bien des télégrammes diplomatiques que des notes de fond, des comptes rendus d'entretiens, des dépêches, mais aussi des revues de presse, le fonds couvre de manière extensive tous les aspects des relations entre la France et la Hongrie et apporte également d'importants éléments d'analyses sur la situation politico-économique intérieure de la Hongrie et ses positions en matière de politique étrangère.

En Hongrie les documents contenus aux Archives nationales ont été tout aussi utiles. Classés par années ils sont subdivisés en trois catégories : les dossiers « strictement secrets » mais déclassifiés (*szigorúan titkos ügyiratainak*), les dossiers administratifs (*adminisztratív ügyiratainak*) et enfin les télégrammes diplomatiques des ambassades hongroises à l'étranger, et donc, le cas échéant, de l'ambassade de Hongrie à Paris (*Rejteltáviratainak külképviseletek*). L'ensemble forme un corpus documentaires solide qui fournit une bonne vue générale des relations entre la France et la Hongrie. On y retrouve un certain nombre de comptes rendus d'entretiens, mais aussi des notes et des analyses sur la politique française en Europe centre-orientale<sup>48</sup> et, bien évidemment, sur ses rapports avec la Hongrie. Les cartons étudiés comprennent également les rapports annuels des conseillers culturels et économiques hongrois à Paris, mais aussi ceux des ambassadeurs, des documents qui, dans le cas de ces derniers sont parfois longs de 30 à 40 pages et constituent une mine d'informations pour

---

42 Consultées en 2013 aux Archives nationales, rue Guynemer, à Pierrefitte-sur-Seine.

43 Consultées en 2012 aux Archives nationales, rue du temple, à Paris.

44 Qui rassemble les archives de l'ambassade de France à Budapest pour la période 1980-1990.

45 Mais sur rendez-vous.

46 Les documents concernant les relations entre la France et la Hongrie sont conservés place András Hess dans le quartier du château à Buda.

47 Et il est donc d'autant plus regrettable que le Quai d'Orsay n'ait pas souhaité ouvrir ses archives au-delà de l'année 1995. À charge pour les prochains chercheurs de compléter ce travail à l'aide de ces documents.

48 Généralement sous la forme de télégrammes diplomatiques.

l'historien. Au ministère des Affaires étrangères hongrois, les documents recouvrant les rapports entre la France et la Hongrie entre 1996 et 1999<sup>49</sup> sont de nature sensiblement similaire, mais ne sont en revanche pas encore classés. Il faut donc en demander la consultation, sous forme d'extraits<sup>50</sup> et sur la base d'un index<sup>51</sup>.

En France si les archives du Ministère des Affaires étrangères n'ont pas été accessibles au-delà de 1995, elles ont pu être complétées d'une part par les archives des Premiers ministres qui nous ont été ouvertes jusqu'en 2002 et d'autre part par les archives présidentielles consultées sans restriction<sup>52</sup> jusqu'en 2007. Si les archives des Premiers ministres<sup>53</sup> sont de valeurs inégales<sup>54</sup> elles demeurent néanmoins intéressantes, car elles fournissent un complément d'informations nécessaires en mettant parfois en valeur des différences d'analyses entre Matignon, l'Élysée et le Quai d'Orsay<sup>55</sup>. Les archives de la présidence Chirac sont pour leur part assez riches. Le chef de l'État se rend en effet par deux fois en Hongrie (1997 et 2004) et ces déplacements tendent à favoriser la production de notes sur l'état des relations franco-hongroises dans tous les domaines avant, pendant et après ces voyages. Ces archives contiennent également la copie des correspondances du président avec les dirigeants hongrois, les *verbatim* intégraux des conversations de Jacques Chirac avec ses interlocuteurs magyars, des documents rares et instructifs qui permettent de connaître non seulement le contenu réel des échanges, mais aussi de percevoir l'humeur et le ton employé lors des conversations. Évidemment, ce fonds contient également les discours et toasts du président lors de ses déplacements en Hongrie ainsi que de nombreuses notes sur l'état de l'économie hongroise, mais également aussi sur l'évolution des rapports culturels bilatéraux et des éléments sur la question de l'élargissement euroatlantique. Dans cette optique leur contenu est très similaire à celui des documents issus du Fonds François Mitterrand (5AG4) aux Archives nationales qui comprend lui aussi les notes de préparation aux voyages du président en Hongrie (1982 et 1990), des réflexions plus larges sur les rapports entre la France et « l'Est », mais également les résumés des entretiens du chef de l'État avec les dirigeants hongrois.

---

49 Les services du Quai Bem n'ont pas souhaité ouvrir leurs archives au-delà de cette date.

50 Un système qui ne permet pas un dépouillement exhaustif et systématique de tous les documents et qui nécessite de faire des choix, le nombre d'extraits par jour étant limité et les documents obtenus se révélant parfois décevants dans leur contenu.

51 Pour être tout à fait complet, il faut préciser que pour l'année 1999, environ 30% du total des documents n'a pas pu être consulté (les cotes 0 à 3000), ceux-ci faisant l'objet d'une restauration à la suite des inondations ayant touché Budapest au printemps 2012.

52 Ces documents ont été dépouillés avant leur déménagement sur le site de Pierrefitte-sur-Seine, c'est-à-dire avant la mise en place d'un système d'extraits fort contraignant. Un détail qui a son importance puisqu'il n'est pas certain que tous les documents visés puissent encore l'être en 2017.

53 Consultées sous forme d'extraits.

54 Plus d'éléments apparaissent par exemple sous le mandat d'Édouard Balladur que sous celui d'Alain Juppé.

55 À cet égard il ne faut pas oublier que, durant notre période de recherche, la France connaît deux cohabitations (1993-1995 puis 1997-2002), un élément non négligeable qui impliquait de consulter les archives de Matignon.

En France nous avons complété ces sources d'une part par les archives de l'Institut François Mitterrand à Paris – précieuses, car numériquement consultables par « mots-clés »<sup>56</sup> – qui regroupent les déclarations publiques du président (interview, discours, conférences de presse), et, souvent, les réponses de ses interlocuteurs<sup>57</sup>, mais également par les archives du Sénat et de l'Assemblée nationale. Celles-ci regroupent trois types de documents : des rapports d'information<sup>58</sup>, des comptes rendus de mission<sup>59</sup> et les questions des parlementaires au gouvernement concernant la Hongrie. Ces dernières sont d'ailleurs intéressantes à plus d'un titre puisqu'elles autorisent non seulement l'observation de la fréquence de l'intérêt des législateurs français pour la Hongrie, mais permettent également d'entrevoir de quelle manière le pays est perçu<sup>60</sup>.

En ce qui concerne la dimension culturelle des relations entre la France et la Hongrie, les archives de l'Institut hongrois de Paris (IHP) d'une part et les archives de l'Institut français de Budapest (IFB) d'autre part ont également été consultées. À Paris, les ressources se sont révélées très minces. Il n'existe pas à proprement parler d'archives au sein de l'IHP, et on retrouve essentiellement, au sous-sol du bâtiment de la Rue Bonaparte, la copie d'anciens programmes (concerts, expositions) ainsi que quelques notes ou rapports annuels au sein de cartons sans numérotation ni ordre apparent. À noter toutefois la présence d'un ancien livre d'or qui permet d'observer une partie des personnalités qui se sont rendues dans les lieux à l'occasion d'événements. L'institut conserve également, sur son site web, les témoignages écrits de ses anciens directeurs, des textes précieux qui fournissent des éléments de réflexions intéressants. À Budapest, les archives de l'Institut français comprennent, en sus d'informations sur ses activités propres et sur le développement des relations culturelles bilatérales au sens large (lycées bilingues, Alliance française, association Initiative France-Hongrie, coopération universitaire, saisons culturelles...), vingt-cinq cartons d'une valeur inestimable pour nos recherches, puisque constitués de l'ensemble des télégrammes diplomatiques de l'ambassade

56 Le cas échéant nous avons recherché les occurrences suivantes : « Hongrie », « Hongrois », « Magyar(s) », « Europe centrale », « Europe orientale », « Pays de l'Est », « Confédération », « OTAN », et « Élargissement ».

57 Ainsi que d'innombrables illustrations du président. Nous en utilisons quelques-unes, en annexe, à la fin de ce volume.

58 Par exemple : PONCET, Jean-François, BARBIER, Bernard, CHERVY, William, COLLOMB, Francisque, FAURE, Jean, FRANÇOIS, Philippe, HUGO, Bernard, LAUCOURNET, Robert, MINETTI, Louis, *L'évolution économique de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Hongrie et leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France*, rapport d'information numéro 285, fait au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan du Sénat, session ordinaire, 1989-1990

59 Par exemple : « *Hongrie : vers l'Union européenne* », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 21 au 23 octobre 1996 par une délégation du Groupe sénatorial France-Hongrie, Rapport GA10, 1996.

60 La lecture des questions montre que les parlementaires français considèrent encore essentiellement la Hongrie au sein d'un groupe plus large que cela soit celui de l'Europe centrale ou de l'Europe centre-orientale, voire même celui des « pays candidats » à l'adhésion. On voit par ailleurs que les questions portent assez souvent sur l'agriculture et le commerce extérieur, puis sont de plus en plus liées, au fur et à mesure du temps, à la question de l'élargissement de l'UE.

de France en Hongrie entre 1999 et 2004<sup>61</sup>, une source d'information unique qui regroupe des éléments aussi bien politiques et économiques que culturels et diplomatiques.

Enfin, sans faire l'objet d'un dépouillement systématique et méthodique, la presse française<sup>62</sup> et magyare<sup>63</sup> a également été consultée ponctuellement et sur des aspects précis.

### *Histoire orale*

La contrepartie positive pour un historien qui entend se pencher sur une thématique aussi récente du point de vue historique est qu'il dispose, le plus souvent, de témoins de première main pour son analyse. Incontestablement, même si les mémoires peuvent flancher<sup>64</sup> et si l'on a parfois tendance à sous-évaluer ou au contraire à surévaluer certains événements *a posteriori*, les témoignages des « acteurs » des relations franco-hongroises demeurent un excellent complément aux sources écrites. Souvent riches en anecdotes que l'on ne retrouve pas dans les documents officiels, ils permettent une plongée au « cœur des affaires » et l'accès à un ressenti qui ne transparaît pas nécessairement dans les documents. Ils apportent souvent de la nuance aux écrits et permettent de connaître des éléments qui ne laissent pas toujours de traces<sup>65</sup>. À cet égard les témoignages des anciens ambassadeurs sont particulièrement précieux. L'ambassadeur est en effet au centre de tout<sup>66</sup> et constitue de fait une formidable réserve de savoir et d'expérience. Présent durant les rencontres à haut-niveau il peut avoir, de par la qualité de sa prose et de son analyse, une vraie influence sur les décisions concernant son pays d'accueil et il était important pour ce travail de recueillir leurs sentiments et analyses. Si tous n'ont pas pu être joint, la majorité<sup>67</sup> a fourni des éléments de réflexions tangibles pour notre sujet et leurs réponses sont venues complétées celles des autres personnalités interrogées, journalistes<sup>68</sup>, dirigeants d'entreprises<sup>69</sup>, conseillers culturels<sup>70</sup> et

---

61 Soit environ 6000 télégrammes au total.

62 Principalement – mais pas uniquement – les journaux *Le Monde*, *Libération* et *Le Figaro*.

63 Essentiellement *Magyar Nemzet*, *Népszabadság* et *Magyar Hírlap*.

64 Interrogées, à quelques mois d'écart, sur un même événement, il est arrivé que plusieurs personnalités offrent une version assez différente et parfois contradictoire de leur réponse précédente.

65 Par exemples les conversations téléphoniques et les discussions informelles.

66 L'ancien conseiller diplomatique d'Édouard Balladur, Bernard de Montferrand, explique ainsi qu'il est illusoire d'essayer de séparer l'action d'un réseau culturel français à l'étranger de celle de l'ambassadeur. KESSLER, Marie-Christine, *Les ambassadeurs*, Paris, Les presses de Sciences Po., 2012, page 250.

67 Voir la liste en bibliographie.

68 Thomas Schreiber (*Le Monde*), Éva Vamos (rédactrice en chef du *Journal Francophone* de Budapest).

69 Aymar de Baillénx (viticulteur, chef d'entreprise et consul honoraire de Hongrie en France) István Nagy (ancien dirigeant de Chinoïn), Patrick Chocat (ancien dirigeant de Sanofi-Hongrie).

70 Henri Lebreton, Stanislas Pierret (anciens conseillers culturels de l'ambassade de France en Hongrie).

économiques<sup>71</sup>, universitaire<sup>72</sup> et présidents d'associations<sup>73</sup>.

Très certainement, d'autres sources auraient pu être consultées et ce travail ne prétend pas à l'exhaustivité. Des éléments de réflexions sont probablement présents au sein des archives des ministères de la Culture et de l'Économie en France comme en Hongrie, mais aussi dans celles des chambres de commerces et d'industries franco-hongroises<sup>74</sup>. Des exemples plus précis auraient pu être développés avec l'analyse des archives d'entreprises telles qu'EDF ou Matra. Sur la question de l'élargissement euroatlantique des informations résident indubitablement dans les archives de l'OTAN et de l'UE à Bruxelles. Des témoignages supplémentaires auraient également pu venir compléter nos réflexions (anciens conseillers des dirigeants français et hongrois, anciens ministres, anciens parlementaires), autant de pistes de recherches supplémentaires pour les chercheurs qui poursuivront ce travail.

Au final, notre texte, fruit d'une collaboration entre deux pays, deux universités, deux écoles doctorales, deux laboratoires de recherches, mais aussi deux systèmes éducatifs fort différents se veut volontairement hybride dans sa conception et tentera de respecter à la fois les codes et les traditions de rédactions français et hongrois.

---

71 François Melley (ancien conseiller commercial de l'ambassade de France en Hongrie).

72 György Granasztói (historien, ancien conseiller de Viktor Orbán).

73 Jacques de Chalendar (ancien président de l'Association Initiative France-Hongrie) et Magda Szábo (ancienne présidente de l'Association franco-hongroise pour la jeunesse).

74 Quelques rapports annuels disponibles en ligne ont néanmoins été consultés.

**PREMIÈRE PARTIE :**

**LE RENOUVEAU DES RELATIONS FRANCO-HONGROISES**  
**(1989-1991)**

## Introduction.

Les chefs d'États français qui, au cours de l'Histoire, se sont rendus en visite officielle<sup>75</sup> en Hongrie<sup>76</sup> n'ont eu de cesse de rappeler dans leurs discours que les relations franco-hongroises n'ont pas débuté avec les événements tragiques du début du XXe siècle. En février 2004, lors de son second déplacement dans la capitale magyare, le président Jacques Chirac, avait ainsi choisi de mettre l'accent sur « la relation millénaire qui unit nos deux nations »<sup>77</sup>, faisant par la même écho aux propos de son prédécesseur qui avait lui rappelé, en janvier 1990, que « depuis des temps reculés, une loi très ancienne guide nos pays l'un vers l'autre »<sup>78</sup>. Si Jacques Chirac avait opté pour l'évocation de la Renaissance et de l'époque du roi Matthias Corvin<sup>79</sup> pour illustrer la richesse des relations entre les deux pays, François Mitterrand, était remonté davantage dans le temps en s'appuyant sur les exemples du roi Louis IX et celui des moines cisterciens venus s'installer en pays magyar au cours du XIIe siècle<sup>80</sup>. Dans la lignée des allocutions des deux présidents français à Budapest, cette première partie de notre travail<sup>81</sup> choisit tout d'abord d'offrir au lecteur un – rapide – survol des relations entre la France et la Hongrie des origines à la veille de 1989<sup>82</sup> (I) avant de souligner, dans un second temps, combien les bouleversements géopolitiques des années 1989-1991 autorisent une

---

75 François Mitterrand, effectue une visite en Hongrie du 7 au 9 juillet 1982 (ce qui constitue alors le premier déplacement de l'Histoire pour un chef d'État français dans ce pays), puis de nouveau huit ans plus tard les 18 et 19 janvier 1990. Son successeur, Jacques Chirac, s'y déplace également à deux reprises, du 16 au 17 janvier 1997 puis les 23 et 24 février 2004. Enfin, le président Nicolas Sarkozy s'y rend pour sa part une fois, le 14 septembre 2007.

76 Pour le détail des visites de François Mitterrand en Hongrie on peut se référer à GARADNAI, Zoltán, SCHREIBER, Thomas, « François Mitterrand elnök második budapesti útja – 1990. január 18-19 » [Le second voyage budapestois du président François Mitterrand – 18-19 janvier 1990], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archives Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 9, numéro 3, 2009. Mais aussi à LACHAISE, Bernard, « Le voyage de François Mitterrand en Hongrie en 1990 », *Öt Kontinens, az Új és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2009, Budapest, ELTE, pages 63-74, et également à UMBRECHT, Bernard, « Mitterrand en Hongrie », *Révolution*, numéro 123, 1982, pages 9-19. Pour la première des deux visites de Jacques Chirac on peut se tourner vers : PICHONNIER, Christopher, « Le voyage de Jacques Chirac en Hongrie (16-17 janvier 1997) », dans AUDIGIER, François et LAURENT, Sébastien-Yves (dir.), *Un historien du politique. Mélanges en l'honneur de Bernard Lachaise*, Paris, Riveneuve, 2015, pages 246-263.

77 Archives nationales (AN.), 5AG5/LA 23, dossiers de Laurence Auer, discours de Jacques Chirac devant le Parlement hongrois, 24 février 2004. Ce document est publié en annexe 19 de ce travail.

78 Institut François Mitterrand (IFM), Paris, allocution de François Mitterrand sur les relations franco-hongroises, la construction de l'Europe et la proposition de confédération européenne, Budapest, 18 janvier 1990. L'intégralité du discours est publiée en annexe 1 de cette thèse.

79 AN. 5AG5/LV 17, dossiers de Laurent Vigier, visite officielle du Président Chirac en Hongrie (23-24 février 2004), document 4, allocution du président lors du dîner offert en son honneur par Ferenc Madl, 23 février 2004.

80 IFM, discours de François Mitterrand à l'occasion du dîner offert en son honneur par János Kádár et Pál Losonczi au Palais du Parlement, Budapest, 7 juillet 1982.

81 Qui fonctionne, dans une certaine mesure, comme un chapitre introductif général.

82 Pour davantage d'informations sur ces périodes, nous renverrons le lecteur aux principaux travaux sur le sujet.

transformation importante des rapports entre les deux États (II). La politique de relance à l'Est de la France (II.B) trouve en effet un terrain favorable dans une Hongrie en pleine mutation (II.C) qui cherche à s'ouvrir vers l'Ouest (II.D) créant ainsi un effet de synergie qui laisse apparaître le début d'une nouvelle ère des relations entre les deux pays. Dans cette optique une attention particulière est accordée d'une part à la visite du président François Mitterrand en Hongrie en janvier 1990 (III) et d'autre part à la signature du traité d'entente et d'amitié franco-hongrois en septembre 1991 (IV).

## **I- Les relations franco-hongroises à travers l'histoire : des rapports millénaires marqués par des phases d'éloignement et de rapprochement.**

### ***Premiers contacts.***

Il est établi que les premiers contacts entre les deux nations datent du début du Xe siècle. Les Hongrois<sup>83</sup> sont alors largement perçus en France comme de dangereux envahisseurs, une image que les invasions en Lorraine (917 et 919) puis en Languedoc (924 et 926) ne font que renforcer<sup>84</sup>. Les premiers contacts sont donc – certains y verront un symbole – essentiellement belliqueux<sup>85</sup>.

À la fin du Xe siècle, un envoyé du pape Sylvestre II (le Français Gerbert d'Aurillac) couronne le roi Étienne Ier, fondateur du royaume de Hongrie, un événement auquel se réfère François Mitterrand dans son discours en 1982<sup>86</sup>. Malgré tout, les contacts bilatéraux demeurent encore très limités au cours de cette période et il faut attendre le XIIe siècle pour voir apparaître les premiers véritables développements de rapports « franco-hongrois ». Si lors de la deuxième croisade (1147-1149), menée à l'instigation du roi Louis VII, de nombreux pèlerins et croisés français sont reçus à la cour du roi Géza II, ce n'est qu'avec le règne de Béla III (1172-1196) que se développent réellement les relations entre les deux nations<sup>87</sup>. Le souverain magyar épouse, en première noce, Anne de Châtillon qui fait venir en Hongrie un grand nombre de moines cisterciens en soutenant la création d'ordres religieux et de

83 Le terme, tout comme par ailleurs celui de « Français » dans le même contexte, est ici utilisé de manière très large pour la fluidité de la démonstration. Nous n'ignorons pas que les « nations » françaises et hongroises, au sens strict du terme, datent d'une époque plus tardive.

84 KRISTÓ, Gyula, *Histoire de la Hongrie médiévale : le temps des Árpáds*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.

85 Il faut nuancer cette remarque en notant que bon nombre de premiers contacts au Moyen Âge se résument, d'une manière ou d'une autre, à des affrontements.

86 IFM, discours de François Mitterrand à l'occasion du dîner offert en son honneur par János Kádár et Pál Losonczi au Palais du Parlement, Budapest, 7 juillet 1982.

87 GYÖRKÖS, Attila, KISS, Gergely (dir.), *Francia-magyar kapcsolatok a középkorban* [Les relations franco-hongroises au Moyen Âge], Debrecen, Université de Debrecen, 2013.

fondations pieuses. En seconde noce, le roi Béla III se lie de nouveau à une Française, Marguerite de France, la fille du roi Louis VII. Sa cour se peuple alors de lettrés, clercs et chevaliers français tandis que bon nombre d'érudits hongrois réalisent le chemin inverse et partent se former en France, constituant par la même le premier échange culturel bilatéral de l'histoire des deux États<sup>88</sup>.

L'extinction de la dynastie arpadienne qui avait régné sur la Hongrie depuis sa conquête en 896, et l'arrivée des Anjou de Naples<sup>89</sup>, d'origine française, au cours du XIVe siècle, permettent, davantage encore, le développement et le raffermissement des contacts entre la France et la Hongrie<sup>90</sup>. Charles-Robert d'Anjou, puis son fils, Louis le Grand, qui règne sur le pays pendant quarante ans (1342-1382), font fleurir les rapports entre les deux pays<sup>91</sup>. Ce dernier, décrit par Voltaire comme un roi « juste » aimant les lettres, « cultivant la géométrie et l'astronomie », protecteur des arts et doté « d'un esprit philosophique, si rare »<sup>92</sup> cherche à créer une importante alliance entre la Hongrie et la maison des Valois en offrant l'une de ses quatre filles, Catherine, en mariage à Louis d'Orléans puis après la mort de celle-ci l'une de ses trois autres filles, Marie.

Ce bref examen des contacts originels entre la France et la Hongrie au cours du Moyen Âge tend donc à démontrer que, comme l'expliquait le président Nicolas Sarkozy en visite à Budapest en décembre 2012, « ce qui a rapproché le peuple hongrois et le peuple français, tout au long des siècles, a toujours été plus fort que ce qui [les a] opposé »<sup>93</sup>. L'évolution des rapports au cours de l'époque moderne, vient confirmer, dans une certaine mesure, les déclarations du chef de l'État en offrant à voir une nouvelle facette des relations entre les deux pays.

---

88 HOREL, Catherine, « La France et la Hongrie : affinités passées et présentes, de Saint-Martin à Nicolas Sarkozy », *Revue historique des armées*, numéro 270, 2013, pages 5-13.

89 Un événement qui sera largement célébré lors de l'année de la Hongrie en France (2001) et de la France en Hongrie (2003). À ce sujet voir notamment les archives de l'Institut français de Budapest (IFB), coopération culturelle et médiathèque, cartons 22-27, *Francia art* et *Magyar art*.

90 Les contacts avaient cependant été maintenus sous le dernier des Árpád, le roi András III (1290-1301) par l'intermédiaire de sa seconde épouse, Yolande de Courtenay, qui avait fait venir des bâtisseurs français dans le royaume de Hongrie dont Villard de Honnecourt qui réalisa de nombreux travaux dans le nord du pays.

91 LE CALLOCH, Bernard, *Magyarok Franciaországban, franciák Magyarországon* [Hongrois en France, Français en Hongrie], Vác, Váci Városvédők és Városszépítők Egyesülete, 2005.

92 VOLTAIRE, *Essai sur les mœurs et l'esprit des nations, et sur les principaux faits de l'histoire (depuis Charlemagne jusqu'à Louis XIII)*, tome 3, chapitre CXIX.

93 Discours de Nicolas Sarkozy sur les relations franco-hongroises et sur l'avenir de la construction européenne, Budapest, 14 septembre 2007. Document consulté en ligne, le 22 décembre 2012, à l'adresse suivante: <http://discours.vie-publique.fr/notices/077002694.html>

## *Les relations franco-hongroises à l'époque moderne : la Hongrie entre instrument politique et objet de curiosité.*

Au cours de l'époque moderne, François Ier comme Louis XIV voient dans la Hongrie un excellent moyen de former, à l'est du continent, une alliance de revers pour affaiblir le pouvoir central des Habsbourg<sup>94</sup>. En 1526, après la mort du roi Louis II de Hongrie au cours de la bataille de Mohács<sup>95</sup>, François Ier choisit de soutenir le prince de Transylvanie, János Szapolyai, à la succession du trône de Hongrie, en lieu et place de Ferdinand de Habsbourg<sup>96</sup>. Le royaume hongrois se retrouve rapidement divisé, sa partie occidentale passant sous le contrôle de Ferdinand, alors que l'Est demeure sous la coupe de Szapolyai<sup>97</sup>. Pour la première fois dans l'histoire des relations entre les deux pays, la Hongrie est davantage perçue par la France comme un instrument d'une politique européenne plus large que comme un partenaire égal, un motif qui ne sera pas sans se renouveler au cours des siècles suivants.

Au début du XVIIIe siècle, lors de la guerre de Succession d'Espagne (1701-1716), Louis XIV, confronté à une coalition de pays européens, se sert de nouveau de la Hongrie pour affaiblir les positions habsbourgeoises au cœur de l'Europe<sup>98</sup>. Le Roi-Soleil choisit ainsi d'offrir un soutien financier et logistique à la révolte anti Habsbourg menée par le prince Ferenc II Rákóczi pour obliger ses adversaires à ouvrir un nouveau front à l'Est<sup>99</sup>. L'échec de la révolte mène à une vague d'immigration hongroise en France, la première de l'histoire, marquée par l'arrivée des capitaines hongrois et transylvains (les fameux hussards) et de leurs familles<sup>100</sup>. L'image de la Hongrie en France est alors très positive. Elle apparaît comme un

---

94 KÖPECZI, Béla, « François II Rákóczi, allié de Louis XIV », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 41-45.

95 Le 29 août 1526.

96 BÉRENGER, Jean (dir.), *La Hongrie des Habsbourg : Tome 1, De 1526 à 1790*, Paris, Broché, 2010.

97 János Szapolyai se fait élire roi de Hongrie en novembre 1526 à Székesfehérvár tandis que Ferdinand se fait élire sous le même titre un mois plus tard à Presbourg (l'actuelle Bratislava).

98 MAURIN, Olivier, « Le marquis des Alleurs et la diplomatie française en Hongrie au début du XVIIIe siècle », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2010, pages 25-32.

99 La question a été assez bien étudiée et on peut se référer, par exemple à KALMÁR, János, « Les changements des relations de François II Rákóczi et de la politique orientale française en lien avec la révolte hongroise », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2009, pages 33-38. Mais aussi au travail de: ROCHER, Yves-Marie, « Louis XIV et la guerre d'Indépendance hongroise (1701-1711). Un véritable allié ? », *Revue historique des armées*, numéro 263, 2011, pages 63-74. Ou encore à l'article de BÉRENGER, Jean, « Un exemple de coopération militaire franco-hongroise: la mission du brigadier général Le Maire pendant la guerre d'Indépendance de François II Rákóczi », dans TÓTH, Ferenc, TRINGLI, Zita (dir.), *Mille ans de contacts II : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Sárvár 31 mai-1 juin 2002, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2004, pages 41-58.

100 Mais aussi de Rákóczi lui-même. À ce sujet voir TÓTH, Ferenc, *Ascension sociale et identité nationale*.

pays rebelle, volontaire et courageux, qui après avoir subi la « barbarie ottomane »<sup>101</sup> a su se dresser contre l'oppression autrichienne<sup>102</sup>. Et François Mitterrand de rappeler que : « la France du début du siècle des Lumières se passionne pour elle »<sup>103</sup>. Montesquieu s'y rend en effet en 1728 pour accompagner son ami Earl James Waldegrave nommé ambassadeur à Vienne<sup>104</sup> tandis que Voltaire en livre une analyse détaillée dans quelques-uns de ses récits<sup>105</sup>.

### ***Le temps des révolutions et le développement des connaissances mutuelles.***

Au cours du XVIIIe siècle, avec le développement de l'Encyclopédie<sup>106</sup>, une perception plus scientifique de la Hongrie commence à apparaître en France<sup>107</sup>. Entre 1778 et 1780, paraît, sous la plume de Louis Michel de Sacy, un premier ouvrage sur la Hongrie intitulé *Histoire générale de la Hongrie, depuis la première invasion des Huns jusqu'à nos jours*<sup>108</sup> tandis que Paris reçoit de plus en plus fréquemment la visite des jeunes membres de la noblesse hongroise (issus par exemple des familles Teleki et Bethlen) et que des relations épistolaires fortes entre se nouent entre intellectuels des deux pays<sup>109</sup>. Cependant le pays reste largement méconnu du grand public. Au mieux, il est perçu comme un endroit exotique<sup>110</sup>, au pire, comme un lieu dangereux infesté de brigands<sup>111</sup>. La Hongrie reste donc très largement une *terra incognita* dans les mentalités françaises à la fin du XVIIIe siècle et seuls quelques savants et hommes de lettres la connaissent au travers des publications et des contacts qu'ils

---

*Intégration de l'immigration hongroise dans la société française au cours du XVIIIe siècle (1692–1815)*, Budapest, Officina Hungarica IX, 2000.

101 La Hongrie est occupée par l'Empire ottoman de 1541 à 1699.

102 KÖPECZI, Béla, « L'image de la nation hongroise en France à travers l'histoire », dans ROHR, Jean et VÍGH, Árpád, *L'image de la Hongrie, Actes du 1er colloque international du 13-15 juin 1994*, Institut hongrois de Paris, Paris, 1995.

103 IFM, Allocution de François Mitterrand sur les relations franco-hongroises, la construction de l'Europe et la proposition de confédération européenne, Budapest, 18 janvier 1990.

104 Lors de ce voyage, Charles-Louis de Secondat, passe notamment par Bratislava, Körmöcbánya, Besztercebánya et Újbánya. À ce sujet voir notamment : HAMZA, Gábor, « Montesquieu en Hongrie », *Revista europea de historia de las ideas políticas y de las instituciones públicas*, numéro 1, mars 2011, pages 53-54.

105 BÍRÓ, Ferenc, « Voltaire et Rousseau en Hongrie à l'époque des Lumières », *Les Lumières en Hongrie et en Europe orientale et centrale (Actes du Quatrième Colloque de Mátrafüred)*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1981, pages 23-30.

106 L'article sur la Hongrie y est rédigé par Louis de Jaucourt.

107 BARDOS, József, *La Hongrie dans les encyclopédies françaises (XVIIe-XVIIIe siècles)*, Szeged, Institut français de l'Université de Szeged, 1939.

108 HOREL, Catherine, *Op. cit.*

109 *Ibid.*

110 FIGEAC, Michel, « La Hongrie parcourue par les voyageurs français au tournant du XVIIIe et du XIXe siècle », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2009, pages 17-31.

111 HOREL, Catherine, *De l'exotisme à la modernité. Un siècle de voyage français en Hongrie (1818-1910)*, Budapest, ELTE, Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék [Département d'histoire moderne et contemporaine de l'Université Eötvös Loránd], 2004.

peuvent avoir<sup>112</sup>.

Si la Révolution de 1789 ne manque pas de marquer les esprits en Hongrie, c'est surtout celle de 1848 qui rapproche les deux pays dans « un apogée sans égal avant 1956 »<sup>113</sup>. Les événements en France insufflent de grands espoirs aux Hongrois<sup>114</sup> qui y voient avant tout un exemple à suivre<sup>115</sup>. La Hongrie se soulève contre les Habsbourg avec des revendications à la fois sociales et nationales suscitant l'enthousiasme à Paris et l'admiration pour « le visionnaire Kossuth »<sup>116</sup>, mais la réalité politique finit par rattraper ces espoirs. Par peur de la création d'une grande Allemagne – déjà – la France se prononce pour le maintien d'un équilibre européen fragile en faisant le choix de préserver l'empire Habsbourg et en appuyant la politique contre-révolutionnaire de l'empereur d'Autriche.

### ***Un premier âge d'or des relations bilatérales.***

À partir de 1870, les récits de voyage se multiplient et une image plus positive de la Hongrie se diffuse en France<sup>117</sup>, celle d'un pays moderne, cultivé, transformé par le Compromis de 1867<sup>118</sup>. L'historienne Catherine Horel estime qu'un certain « âge d'or des relations franco-hongroises »<sup>119</sup> se développe entre 1885 et 1896 avec la multiplication de visites et les deux expositions universelles. Les contacts politiques, intellectuels et artistiques atteignent un niveau encore inégalé<sup>120</sup>. La connaissance de la Hongrie se développe en France<sup>121</sup>. Raoul Chélar<sup>122</sup> publie un ouvrage d'intérêt sur le pays<sup>123</sup> et ces bons rapports se

112HOREL, Catherine, « La France et la Hongrie : affinités passées et présentes, de Saint-Martin à Nicolas Sarkozy », *Revue historique des armées*, numéro 270, 2013, pages 5-13.

113Ibid.

114Le gouvernement Batthyány envoie ainsi László Teleki comme ambassadeur à Paris et celui joue un rôle important dans la capitale française au cours des années 1848-1849. À ce sujet voir par exemple : MAJOROS, István, « La Hongrie à la recherche de l'Europe », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeli Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/2, Budapest, ELTE, 2012, pages 63-70.

115HOREL, Catherine « La Hongrie et l'opinion publique française en 1848 », *Cahiers d'Études Hongroises*, numéro 3, Paris, 1991, pages 12-21.

116AN. 5AG5/01A10/35, dossiers du président, discours et allocutions du président Chirac, discours de Jacques Chirac, devant le Parlement hongrois, 24 février 2004, Budapest. Ce document figure en annexe 19 de ce travail.

117À ce sujet voir par exemple : MAJOROS, István, « L'image de la Hongrie en France des années 1890 à la fin de la Première Guerre mondiale », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeli Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2009, pages 83-89.

118Le compromis austro-hongrois de 1867 marque le remplacement de l'empire des Habsbourg par la double monarchie d'Autriche-Hongrie.

119HOREL, Catherine, « La France et la Hongrie : affinités passées et présentes, de Saint-Martin à Nicolas Sarkozy », *Revue historique des armées*, numéro 270, 2013, pages 5-13.

120Ibid.

121BAUQUET, Nicolas, « Les réseaux franco-hongrois et la France de 1896 à 1914 : auxiliaires d'une découverte ou marchands d'illusions ? », *Studia Politica*, numéro 3, 2005, pages 605-644.

122Ancien attaché commercial de France en Hongrie.

123CHÉLARD, Raoul, *La Hongrie contemporaine*, Joseph Kugelmann, Paris 1891.

prolongent quasiment jusqu'à l'orée de la Première Guerre mondiale<sup>124</sup>. À Paris, les années 1905-1906 sont ainsi marquées par une importante vague de magyarophilie<sup>125</sup>. L'écrivain Endre Ady se rend fréquemment dans la capitale française entre 1904 et 1911<sup>126</sup>, le peintre Mihály Munkácsy s'imprègne des cercles impressionnistes parisiens<sup>127</sup>, et le poète et journaliste Dezső Kosztolányi séjourne longuement en France avant la guerre<sup>128</sup>. Le français devient par ailleurs la langue préférée de l'aristocratie et plusieurs revues à Budapest sont publiées dans la langue de Molière.

### *Le XXe siècle, clé de voûte de la compréhension des relations franco-hongroises.*

Le XXe siècle constitue, peut-être plus que toutes autres époques, l'élément central de la compréhension des rapports franco-hongrois. Au cours de cette période, les contingences de l'histoire ont constamment placé, de manière quasi mécanique, la France et la Hongrie dans des camps opposés. Ce fut le cas durant la Première et la Seconde Guerre mondiale, puis de nouveau au cours de la guerre froide. Immanquablement, les alliances et les idéologies ont séparé les deux États pendant plus de soixante-dix ans. Au sein de ce siècle, les traités de Trianon (1920) et de Paris (1947) ont par ailleurs contribué à distendre, davantage encore, les liens tissés au cours des siècles précédents.

Avant le début de la Première Guerre mondiale, la France avait pourtant tenté de se rapprocher de la Hongrie en jouant la carte du parti de l'indépendance de Ferenc Kossuth et de sa coalition gouvernementale dans le but d'affaiblir l'Allemagne de l'empereur Guillaume II au centre du continent – un motif décidément classique côté français – mais l'échec précoce de la coalition avait mis un terme rapide à ce projet.

La Première Guerre mondiale, et les conséquences bien connues du « funeste » traité de Trianon pour la Hongrie<sup>129</sup> rendent difficile la reconstruction d'une relation harmonieuse entre

---

124BAUQUET, Nicolas, *Les francophiles hongrois entre nationalisme et occidentalisme (1896-1914)*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard Michel, Université de Paris III, 1999.

125BAUQUET, Nicolas, « Un innocent flirt diplomatique: la France et la Coalition hongroise, 1904- 1909 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, numéro 9, 2000, pages 61-82.

126KÖPECZI, Béla, « Culture française, culture hongroise au Xxe siècle », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 2, 1990, pages 1-5.

127HOREL, Catherine, « La France et la Hongrie : affinités passées et présentes, de saint Martin à Nicolas Sarkozy », *Revue historique des armées*, numéro 270, 2013, pages 5-13.

128ROLLIN, Pascal, « Le voyage à Paris des écrivains hongrois au début du XXe siècle », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 12, 2004-2005, pages 127-139.

129Perte des deux tiers de son territoire (de 325 411 km<sup>2</sup> à 92 962 km<sup>2</sup>), d'un tiers de sa population (3,3 millions de Hongrois se retrouvent avec la nationalité yougoslave, tchécoslovaque ou roumaine) mais aussi de son accès à la mer via la Croatie, de la totalité de ses mines d'or, d'argent, de mercure, de cuivre et de sel, de cinq de ses dix villes les plus peuplées et d'environ 60% de ses forêts, voies ferrées, usines, canaux, institutions bancaires et terres cultivables. À ce propos voir notamment : ROMSICS, Ignác, *A trianoni békeszerződés* [Le traité de paix du Trianon], Budapest, Osiris, 2001.

les deux pays au lendemain du conflit. La francophilie politique acquise au cours des années précédentes est perdue pour plusieurs décennies. À partir de 1920, la France fait essentiellement figure d'exécuteur de la Hongrie dans l'historiographie hongroise qui associe systématiquement le nom de Clemenceau au démembrement de son territoire<sup>130</sup>. La construction par la France d'un réseau d'alliance à l'Est, la « Petite Entente », associant la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie<sup>131</sup> et la Roumanie, contre une éventuelle menace autrichienne, hongroise ou bulgare d'une part, et l'apparition, en Hongrie d'un régime révisionniste<sup>132</sup> d'autre part, ne font rien pour arranger les choses<sup>133</sup>. Néanmoins des relations subsistent sur le plan intellectuel. L'année 1928 voit ainsi la création d'un bureau de renseignements universitaires hongrois à Paris<sup>134</sup> tandis que Budapest assiste, au cours des années 1920, au développement du collège Eötvös<sup>135</sup> qui devient rapidement le foyer de la culture et de la langue française dans le pays<sup>136</sup>.

L'alignement hongrois sur l'Axe au cours de la Seconde Guerre mondiale ne favorise guère le rapprochement des deux pays. Néanmoins la France et la Hongrie ne se déclarent pas la guerre lors du conflit<sup>137</sup> ce qui facilite le rétablissement rapide des relations après la fin des affrontements. Lors de la parenthèse démocratique hongroise<sup>138</sup> des années 1945-1947, la France profite du moment de liberté offert à la Hongrie, avant que le rideau de fer ne se referme, pour mener une relance politique, économique et culturelle dans le pays illustrée notamment, en 1947, par l'ouverture, dans la capitale magyare, d'un Institut culturel. Mais la période d'euphorie est brève. La bolchévisation de la Hongrie au cours des années 1950 ouvre l'une des pages les plus sombres de l'histoire des relations franco-hongroises<sup>139</sup>. Les contacts

130À ce sujet on peut consulter, en sus de l'ouvrage cité dans la note précédente, ROMSICS, Ignác (dir.), *Trianon és a magyar politikai közgondolgodas*, 1918-1953 [Trianon et la pensée politique hongroise, 1918-1953], Budapest, Osiris, 1998. Mais également : ROMSICS, Ignác (dir.) *Mítoszok, legendák, tévhitek a 20. Századi magyar történetletről* [Mythes, légendes et fausses croyances sur l'histoire hongroise du 20e siècle], Budapest, Osiris, 2002.

131Jusqu'en 1929, la Yougoslavie porte en réalité le nom de Royaume des Serbes, des Croates et des Slovènes.

132HOREL, Catherine, *L'Amiral Horthy*, Paris, Brochet, 2014.

133Sur le contexte et l'histoire de la Petite Entente voir : ÁDÁM, Magda, ORMOS, Maria, MAJOROS, István, *Veresegtől a győzelemig. Franciaország a nemzetközi kapcsolatok rendszerében 1871-1920* [De la défaite à la victoire. La France dans le système des relations internationales 1871-1920], Budapest, ELTE, 2004.

134L'ancêtre de l'actuel Institut hongrois.

135Basé sur le modèle de l'École normale supérieure.

136SAUVAGEOT, Aurélien, *Souvenirs de ma vie hongroise*, Budapest, Corvina, 1988.

137Ce qui permet à la Hongrie de protéger plusieurs milliers de prisonniers français évadés et à une partie des juifs hongrois internés en France d'être sauvés. À ce propos voir : DIENER, Georges, « Les évadés français dans la société hongroise », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 1, 1989, Paris, pages 36-44. Mais aussi : ROOS, René, « Évadé en Hongrie », *Revue historique des armées*, 1984, numéro 3, pages 97-109. Ou encore : LEMAIRE, Paul, « L'hospitalité hongroise vue par un évadé français », *Revue historique des armées*, 1984, numéro 3, pages 110-111. Mais aussi : POZNANSKI, Renée, *Les Juifs en France pendant la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Hachette, 1994.

138L'expression est empruntée à l'historien Miklós Molnar.

139FEJÉRDY, Gergely, *Les relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones d'Europe et la*

politiques, économiques et culturels se réduisent à peau de chagrin<sup>140</sup> tandis que l'écrasement sanglant de l'insurrection hongroise de novembre 1956 marque l'interruption brutale, pour plusieurs mois, des relations entre les deux pays<sup>141</sup>. Mais les événements dans la capitale magyare attirent l'attention de l'ensemble de la classe politique, des médias et de l'opinion publique française. Le pays tout entier admire le courage hongrois face à l'autorité moscovite et Marianne accueille près de 12 000 réfugiés<sup>142</sup>.

Il faut attendre le début des années 1960 pour voir un dégel progressif des relations entre les deux pays<sup>143</sup>. La Hongrie qui a enfin clôt la période de répression qui avait suivi le soulèvement de 1956, cherche à normaliser ses rapports avec Paris<sup>144</sup>. Elle le fait par l'intermédiaire de visites non officielles ou semi-officielles. Les archives hongroises montrent que l'on envisage l'invitation de Jean Cocteau et du général Ernest Petit, le président de l'association France-Hongrie, dans le pays<sup>145</sup>. En 1961, la Hongrie reçoit, pendant une semaine, la visite d'une délégation de l'Assemblée nationale menée par le député du Puy-de-Dôme, Raymond Joyon<sup>146</sup> et un accord sur la coopération entre le CNRS et l'Académie hongroise des sciences est signé. Les années 1962-1963 marquent une intensification des relations diplomatiques et une première phase de détente entre les deux États. Le contexte international change avec la fin de la crise à Cuba et la signature du traité de Moscou sur l'arrêt des essais nucléaires (1963) tandis que de son côté la France se voit libérée de l'épineux problème algérien avec la signature des accords d'Evian (1962)<sup>147</sup>. Le général de Gaulle est désormais libre d'opérer, en pleine indépendance, un rapprochement avec les pays d'Europe centre-orientale. Dès 1963, les légations sont élevées au rang d'ambassades<sup>148</sup> alors qu'au sein de l'Assemblée nationale française le groupe d'amitié franco-hongrois est réorganisé sous la

---

*Hongrie, de 1944 à 1956*, thèse de doctorat sous la direction de Georges-Henri Soutou et Sándor Kiss, soutenue à l'Université de Paris IV en 2009.

140 MAJOROS, István, « Les relations franco-hongroises (1956-1964) », *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine*, numéro 3-4, Paris, 1996, pages 75-79.

141 KESCKÉS, Gusztáv, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Paris, Publications de l'Institut hongrois de Paris, 2005.

142 FEJTŐ, François, « Les exilés hongrois en France », dans *L'émigration politique en Europe aux XIXe et XXe siècles. Actes du colloque de Rome (3-5 mars 1988)*, Rome, École Française de Rome, 1991, pages 485-495.

143 GARADNAI, Zoltán, « A magyar-francia kapcsolatok története De Gaulle tábornok elnöksége alatt (1958-1969) » [L'histoire des relations franco-hongroises sous la présidence du général de Gaulle (1958-1969)], *Külgazdasági Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 4, 2011, pages 157-172.

144 FÜLÖP, Mihály, « Les relations franco-hongroises depuis 1945 », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 6, 1994, pages 217-227.

145 MAJOROS, István, *Op.cit.*

146 *Ibid.*

147 MORELLE, Chantal, « Les relations franco-hongroises à l'époque du Général de Gaulle », *Revue d'histoire diplomatique*, Éditions A. Perone, Paris, 1998, pages 63-78.

148 MAJOROS, István, *Op. cit.*

présidence d'Edmond Bricout<sup>149</sup>. János Kádár déclare alors au journal *Le Monde* « apprécier hautement la politique d'indépendance du général de Gaulle »<sup>150</sup>. Au début de l'année 1965, le chef de la diplomatie hongroise, János Péter se déplace à Paris. La visite constitue un événement en soi puisque jamais dans l'histoire un ministre des Affaires étrangères magyar ne s'était rendu sur le territoire français<sup>151</sup> et que 1956 avait introduit entre les deux États des « difficultés psychologiques »<sup>152</sup>. Dès la fin de l'année 1965, la normalisation des relations avec la Hongrie est effective<sup>153</sup>. En juillet 1966, le ministre français des Affaires étrangères, Maurice Couve de Murville, est à Budapest pour y signer un accord de coopération scientifique, technique et culturelle qui définit, pour de nombreuses années, les cadres d'une coopération large entre les deux pays. Deux ans plus tard, c'est au tour de son homologue hongrois, Jenő Fock de lui rendre la pareille<sup>154</sup>. Le Premier ministre hongrois, accompagné de cinq membres de son gouvernement ne peut qu'applaudir les propos du président de Gaulle qui, estimant que les rapports bilatéraux sont « faciles sur le plan culturel et scientifique », insiste sur la nécessité d'accomplir « un vaste effort » dans le domaine de la coopération économique et technique<sup>155</sup>.

Le départ du général de Gaulle tend à ralentir les contacts bilatéraux au plus haut niveau. La France perd de son influence en Hongrie tandis que l'Allemagne du chancelier Willy Brandt et de son *Ost Politik* renforce la sienne. Malgré tout les contacts sont maintenus. Mátyás Timár, le vice-président du conseil des ministres de Hongrie se rend à Paris en 1971 et Maurice Schumann, le ministre des Affaires étrangères français est à Budapest en septembre 1971<sup>156</sup>. La diplomatie française continue de garder un œil intéressé sur l'expérience hongroise dont la personnalité majeure, János Kádár, intrigue tout autant que son socialisme évolutif. En

---

149 LACHAISE, Bernard, « France-Hongrie au parlement sous la Ve République : histoire d'une amitié », dans LACHAISE, Bernard, RICHARD, Gilles, GARRIGUES, Jean (dir.), *Les territoires du politique. Hommages à Sylvie Guillaume*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

150 SCHREIBER, Thomas, *Les Actions de la France à l'est ou les Absences de Marianne*, Paris, L'Harmattan, 2000, page 96.

151 GARADNAI, Zoltán, « La visite de János Péter à Paris (11-12 janvier 1965) », *Öt Kontinens, az Új- és Jelenkori Egyetemes Történelmi Tanszék tudományos közleményei*, numéro 2012/2, ELTE, Budapest, 2013, pages 59-72.

152 *Le Monde*, 10 et 11 janvier 1965.

153 GARADNAI, Zoltán, « L'interprétation de la politique européenne du Général de Gaulle en Hongrie (1963-1968) : Des arrières-pensées hongroises au moment de la normalisation des relations diplomatiques » dans DELSOL Chantal et BOROS Maté (dir.), *Les Deux Europes*, Paris, Éditions du Sandre, 2007, pages 369-390.

154 GARADNAI, Zoltán, « Fock Jenő miniszterelnök franciaországi útja (1968. március 25-30) [Le voyage français du Premier ministre Jenő Fock (25-30 mars 1968)] », *Külügyi Szemle*, Külügyi és Külgazdasági Intézet, numéro 1, 2013, pages 116-140.

155 SCHREIBER, *Op.cit.*, page 114.

156 ERDEI Balázs, *Les relations franco-hongroises à l'égard de l'élargissement à l'est de l'Union européenne*, Mémoire de DEA sous la direction de Michel LESAGE, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, juin 2001.

octobre 1977, le Premier ministre français, Raymond Barre, passe trois jours dans le pays d'origine de sa femme<sup>157</sup>, tandis que les spécialistes du Quai d'Orsay recommandent de soutenir le processus de libéralisation en cours dans le pays<sup>158</sup>. L'année suivante c'est au tour de János Kádár de se rendre en France. C'est la première fois de l'histoire que les plus hauts dirigeants des deux pays se rencontrent. Kádár ne cache pas son désir d'approfondir les relations bilatérales et la poursuite de la politique de détente d'Helsinki. Le journal *Le Monde* parle alors d'une « étape nouvelle des relations franco-hongroises »<sup>159</sup>.

La victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 est globalement mal accueillie en Union soviétique et en Europe de l'Est. On y aurait incontestablement préféré la réélection de Valéry Giscard d'Estaing<sup>160</sup>. Ce n'est pas le cas à Budapest où le premier président socialiste de la Ve République bénéficie d'une bonne image<sup>161</sup>. Une opinion renforcée par le choix du nouveau chef de l'État de se rendre, pour ce qui constitue le premier déplacement à l'Est de son mandat, dans la Hongrie<sup>162</sup> de János Kádár, un homme que le président français avait, semble-t-il, apprécié lors de leur précédente rencontre en 1978<sup>163</sup> et avec qui le courant passe de nouveau. La destination du président n'a pas été sélectionnée par hasard par la diplomatie française. La Hongrie représente en effet alors à ses yeux « le plus acceptable des régimes de l'Est »<sup>164</sup> et la décision de cette visite permet également de « surmonter symboliquement l'impression pénible que la France donne toujours si lourdement la priorité à l'URSS »<sup>165</sup>. Si le président Mitterrand se rend dans le pays c'est essentiellement pour y cultiver des contacts et en prendre le pouls<sup>166</sup>. Il y annonce toutefois un premier effort de rapprochement du point de vue culturel entre les deux pays (construction d'un nouvel

---

157Éva Hegedüs.

158Entretien de l'auteur avec Thomas Schreiber, 15 avril 2012.

159*Le Monde*, 17 novembre 1978

160BIANCO, Jean-Louis, *Mes années avec Mitterrand*, Paris, Fayard, 2015, page 141.

161SCHREIBER, *Op.cit.*, page 142.

162François Mitterrand honore en réalité l'invitation qui avait été transmise à Valéry Giscard d'Estaing en 1978 lors du passage de János Kádár à Paris puis renouvelée en 1979.

163Le chef de l'État dresse ainsi un portrait positif du dirigeant socialiste en 1978 : « Je l'admets [...] János Kádár jouit d'une grande considération dans les pays de l'Est. Les Russes le ménagent. On le considère comme un sage. Il en a l'apparence. [C'est un] homme simple qui s'exprime d'une voie douce », MITTERRAND, François, *L'abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion, 1978, page 330.

164AN. 5AG4/CD 274, dossier 4, visite officielle de François Mitterrand en Hongrie (7-9 juillet 1982), note d'Hubert Védrine pour Pierre Mauroy, 22 juin 1981

165AN. 5AG4/CD 274, dossier 4, visite officielle de François Mitterrand en Hongrie (7-9 juillet 1982), lettre de l'ambassadeur de France en Hongrie, Jacques Lecompt, 28 mai 1981.

166Le président est d'ailleurs bien modeste lorsqu'il est interrogé par la télévision hongroise, le 4 juillet 1982, trois jours avant son départ, sur les buts de sa visite : « Ce que j'ai dans la tête, c'est de donner une réalité pratique à des sentiments qui sont de bons sentiments et à des communications qui sont assez aisées, mais qui n'ont pas beaucoup débouché sur la réalité, [...] vous nous apportez ce que vous avez, nous vous apportons ce que nous avons, nous cherchons à équilibrer autant que possible l'apport mutuel. Bref, nous sommes deux pays qui travaillent ensemble. On ne le fait pas assez. Je voudrais qu'on le fasse davantage ». IFM, Paris, Interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, Paris, 4 juillet 1982.

Institut français, lancement d'un programme de traduction d'œuvres hongroises en français) et laisse transparaître de vagues intentions économiques : « Nous rechercherons des modes de coopération industrielle et commerciale plus pragmatiques, plus concrets, mieux adaptés à nos entreprises »<sup>167</sup>. Mais les propos, assez généraux, du président reflètent une réalité indiscutable : les rapports bilatéraux ne peuvent pas dépasser une certaine limite tant que la Hongrie demeure sous la tutelle moscovite et que l'idéologie continue d'opposer les deux pays<sup>168</sup>. Certes au cours de la décennie 1980 les relations entre la France et la Hongrie prennent peu à peu la forme de la confiance et les collaborations se renforcent. Néanmoins, jusqu'en 1989, la distance, en partie artificielle, créée par la séparation des blocs ne permet pas le développement, en profondeur et dans tous les secteurs, des rapports entre les deux pays. Les années 1989-1991, et les bouleversements géopolitiques majeurs qui les constituent, offrent aux deux États une chance de dépasser les ambiguïtés, et les fragilités que les « hasards de l'histoire »<sup>169</sup> avaient pu jusque là placer entre eux et une opportunité de redessiner de nouveaux rapports dans un contexte international transfiguré.

## **II- Les transformations géopolitiques en Europe et en Hongrie au tournant des années 1990 : l'opportunité d'un nouveau départ pour les relations franco-hongroises.**

### ***A- Un contexte international bouleversé.***

Les mutations qui touchent l'ensemble du continent européen à la toute fin de la décennie 1980, affectent sans conteste à la fois la nature et la dimension des relations franco-hongroises. L'effondrement progressif de l'empire soviétique d'un côté – et les processus de démocratisation et de libéralisation qui l'accompagnent à l'Est de l'Europe – et la réunification de l'Allemagne de l'autre, créent le plus important bouleversement géopolitique mondial depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Le président François Mitterrand ne s'y trompe pas à Prague en septembre 1990 : « Une ère nouvelle a commencé pour notre continent »<sup>170</sup>.

---

167IFM, Allocution de M. François Mitterrand à l'occasion du déjeuner offert en l'honneur de János Kádár et de Pál Losonczi, Budapest, 9 juillet 1982.

168Une opinion visiblement partagée par János Kádár lors de sa « contre-visite » à Paris en 1984. À ce propos voir l'introduction de la troisième partie de ce travail : « Les relations économiques franco-hongroises, des liens à (re)construire ».

169Archives du ministère des Affaires étrangères (AMAE), La Courneuve, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7114, HON 12.4, visites françaises en Hongrie, visite d'Élisabeth Guigou, télégramme diplomatique, 11 octobre 1991.

170IFM, Discours de François Mitterrand devant l'Assemblée fédérale tchécoslovaque, sur les perspectives d'une Europe élargie intégrant les pays de l'Est au sein d'une confédération, Prague, 13 septembre 1990.

La France, qui avait jusqu'alors essentiellement consacré son attention au développement de la Communauté économique européenne (CEE), et notamment à l'ambitieux projet de marché unique, se retrouve « surprise au milieu du gué »<sup>171</sup> par la rapidité et la force des événements des années 1989-1991. Certes, Paris avait appelé de ses vœux, et ce depuis fort longtemps, le général de Gaulle comme François Mitterrand, la fin du système de Yalta, mais sans pour autant s'y être véritablement préparé. En réalité, le gouvernement et la diplomatie française s'étaient largement satisfaits de la situation de la guerre froide avec d'un côté un Royaume-Uni sous influence américaine, longtemps exclu de la Communauté, puis réticent à son développement, et de l'autre une Allemagne scindée en deux, pénalisée par son passé. Un double contexte qui avait fait de la capitale française l'acteur majeur de la vie politico-diplomatique communautaire au cours des années 1970 et 1980. Assurément, Paris avait observé avec attention, au cours des années 1980, les frémissements démocratiques qui avaient pu apparaître à l'Est. Toutefois aucune conclusion n'avait été tirée quant à l'imminence, la puissance et la dimension des changements à venir. Les événements des années 1989-1991, c'est à dire la fin de « l'équilibre des déséquilibres »<sup>172</sup> poussent la France à repenser sa politique européenne et à redessiner les éléments de sa présence en Europe centre-orientale. Mais la gestion des bouleversements en Europe a tout d'une gageure et Paris est consciente des difficultés qui vont se présenter comme l'explique, le 25 octobre 1989, le président Mitterrand devant le Parlement européen à Strasbourg :

« L'ordre ancien nous était connu. Nous vivions avec. Il avait trouvé ses marques, diraient les sportifs, ses règles, diraient les juristes, ses habitudes tout simplement. L'équilibre nouveau, essentiellement désirable, supposera une somme d'imagination, de volonté, d'efforts et de continuité que peu de générations ont connue avant nous [...] passer d'un équilibre à l'autre comme cela se passe aujourd'hui suppose des transitions heurtées, des retours en arrière, des troubles et des crises. Y sommes-nous préparés ? N'avons-nous pas tendance à voir seulement s'ouvrir un horizon lumineux, sans penser que les affaires des hommes sur la terre ne se règlent pas de cette façon ? »<sup>173</sup>.

Dans ce contexte troublé et complexe, Paris choisit de renforcer puis d'accélérer son rapprochement bilatéral avec la majorité des pays d'Europe centre-orientale et principalement

---

171 VÉDRINE, Hubert, MUSITELLI, Jean, « Les changements des années 1989-1990 et l'Europe de la prochaine décennie », *Politique étrangère*, numéro 1, 1991, pages 165-177.

172 HOFFMAN, Stanley, « La France dans le monde 1979-2000 », *Politique étrangère*, numéro 2, 2000, pages 307-317.

173 IFM, Discours de François Mitterrand devant le Parlement européen, Strasbourg, 25 octobre 1989.

avec les « deux pays [qui] se détachent en avant-garde de ce mouvement, la Pologne et la Hongrie »<sup>174</sup>. La Hongrie est donc choisie par Paris comme l'un de ses partenaires privilégiés à l'Est, une décision qui se traduit par un renforcement de ses rapports bilatéraux avec Marianne dans toutes ses dimensions.

### ***B- La relance française à l'Est et la place de la Hongrie***<sup>175</sup> :

#### *I-« L'histoire frappe à la porte ».*

Les principaux conseillers<sup>176</sup> de François Mitterrand font remonter au début de l'année 1988 les premières volontés du chef de l'État de renforcer la présence française en Europe centrale<sup>177</sup>, une période au cours de laquelle « l'Autre Europe » semble alors traverser une « phase relativement favorable »<sup>178</sup>. L'ancien porte-parole du président, Hubert Védrine, explique à cet égard que : « dès avant sa réélection le président a plusieurs fois évoqué avec Roland Dumas, Jean-Louis Bianco, Jacques Attali ou moi son désir de se rendre dans tous les pays d'Europe de l'Est »<sup>179</sup>. Le ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas<sup>180</sup>, précise pour sa part ce qui motive cette intention : « nous sentions des craquements et nous pensions qu'il fallait soutenir les boutures de liberté qui commençaient à apparaître »<sup>181</sup>. En réalité, l'idée de renforcer la présence française en Europe centre-orientale de manière générale, et en Hongrie en particulier, existe au sein du Quai d'Orsay depuis plusieurs mois déjà sans pour autant que la France ait pressenti en amont les rapides transformations à venir dans le pays<sup>182</sup>. Toutefois, dès avant la seconde visite en France de János Kádár en octobre 1984<sup>183</sup>, les diplomates français, attentifs à « l'éveil » de la diplomatie hongroise, soulignent

---

174Ibid.

175Cette sous-partie reprend des éléments développés dans un article de l'auteur : PICHONNIER, Christopher, « 1989, année charnière du renouveau des relations franco-hongroises », *Öt Kontinens, az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei*, numéro 2012/2, Budapest, ELTE, 2013, pages 73-87.

176Leur biographies figurent en annexe 21 de ce travail.

177Roland Dumas va même jusqu'à évoquer, rétrospectivement, la fin de l'année 1985 comme genèse des premières réflexions sur la nécessité d'une « nouvelle politique à l'Est ». DUMAS, Roland, *Coups et blessures, 50 ans de secrets partagés avec François Mitterrand*, Paris, Cherche-midi, 2011, page 252.

178VÉDRINE, Hubert, *Les mondes de François Mitterrand, A l'Élysée 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996, page 452.

179Ibid.

180Voir biographie en annexe 21.

181FAVIER, Pierre et MARTIN-ROLAND, Michel, *La décennie Mitterrand : Les défis*, Tome III, Paris, Éditions du seuil, 1996, page 167.

182GARADNAI, Zoltán, SCHREIBER Thomas, « A francia-magyar politikai és diplomáciai kapcsolatok alakulása a Quai d'Orsay szemével » [Le développement des relations politiques et diplomatiques franco-hongroises vu du Quai d'Orsay], *ArchivNet*, numéro 2, Budapest, 2009.

183La première visite officielle de János Kádár en France remonte à novembre 1978.

l'originalité du modèle intérieur du pays<sup>184</sup>. Roland Dumas semble pour sa part s'être persuadé de la nécessité d'affirmer la présence française dans la région dès 1986-1987 à la lumière de ses conversations avec le vice-chancelier allemand Hans-Dietrich Genscher<sup>185</sup>. Cependant, jusqu'en 1988, la diplomatie française s'en tient à afficher « une volonté essentiellement incantatoire »<sup>186</sup> de mener en direction de ce qu'elle dénomme encore les pays de l'Est, « une politique active tout en mesurant l'érosion préoccupante de son influence culturelle et linguistique dans la région »<sup>187</sup>. Il faut donc bien attendre l'été 1988 pour que la France se mette à agir. Le Quai d'Orsay estime alors que « les évolutions à l'Est offrent des possibilités d'actions accrues dans tous les domaines [qu'il] nous faut saisir »<sup>188</sup>. L'explication de ce franc regain d'intérêt côté français réside dans trois éléments.

En premier lieu, elle se trouve dans l'affaiblissement de la puissance soviétique dans la région et le processus simultané de démocratisation qui touche les PECO et en particulier la Hongrie<sup>189</sup>. Hubert Védrine explique ainsi « qu'au début de l'année 1988 [...] Mitterrand observe que Gorbatchev semble avoir renoncé à employer la force pour maîtriser des régimes qui vont de mal en pis »<sup>190</sup> tandis que vis-à-vis de la Hongrie le chef de l'État note que le pays « vient d'être le théâtre d'un véritable coup d'État réformateur qu'il importe de conforter d'urgence »<sup>191</sup>. Le président Mitterrand suggère alors de « lui proposer un accord financier et politique majeur »<sup>192</sup>. Les Magyars viennent en effet d'adopter, quelques semaines auparavant, le principe du multipartisme lors d'une session extraordinaire du parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH)<sup>193</sup> ainsi que les grandes lignes d'une nouvelle Constitution<sup>194</sup>. En réalité, par le biais de ce potentiel accord, ce que la France recherche avant tout c'est à maîtriser les transformations. En Hongrie, Paris craint particulièrement les conséquences d'une crise économique et ne veut pas être confrontée à un « nouveau 1956 »<sup>195</sup>. L'État français considère donc qu'il est d'« un intérêt essentiel que les mutations s'y passent de façon contrôlée »<sup>196</sup>.

---

184SCHREIBER, Thomas, *Op.cit.*, page 180.

185Voir biographie en annexe 21.

186BOZO, Frédéric, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Odile Jacob, Paris, 2005, page 64.

187Ibid.

188AMAE, sous-direction d'Europe orientale, note A.S, Les évolutions en URSS et en Europe de l'Est, 23 juin 1988, carton 6795, cité par BOZO, Frédéric, *Op. Cit.*

189Nous revenons en détail sur le processus de démantèlement du communisme en Hongrie dans la sous-partie suivante.

190FAVIER, Pierre et MARTIN-ROLAND, Michel, *Op.cit.*, page 167.

191ATTALI, Jacques, *Op.cit.*, page 26.

192Ibid.

193Les 10 et 11 février 1989.

194GOUAUD, Christiane, « De la constitution de la République hongroise (23 octobre 1989) », *Revue d'Europe Centrale*, Tome I /1, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1993, pages 49-62.

195Entretien de l'auteur avec Thomas Schreiber, 10 décembre 2011.

196Note d'Hubert Védrine pour le président de la République, 14 décembre 1988, archives privées. Cité par BOZO, Frédéric, *Op. cit.*, page 106.

Contrôlée aussi de façon à ce que la diplomatie hongroise – qui a multiplié les rapprochements avec la République fédérale d'Allemagne (RFA) au cours des années précédentes – ne tombe pas, plus encore, dans les bras de nos voisins d'outre-Rhin<sup>197</sup>.

La volonté farouche de ne pas autoriser l'Allemagne – surtout – et les autres puissances de l'Ouest – aussi – à capitaliser sur les changements en cours représente donc le second élément majeur d'explication du renouveau de la présence française en Hongrie : « Nous n'avons aucune raison de laisser les Allemands de l'Ouest y mener seuls une politique dynamique »<sup>198</sup> indique ainsi le président François Mitterrand à son conseiller, Jacques Attali, lors d'une discussion à l'Élysée. Cette inquiétude est partagée par Roland Dumas : « Je voyais l'Allemagne qui avançait partout à l'Est, je voyais que Genscher allait tous les mois en Tchécoslovaquie, qu'il se rendait quatre fois par an en Hongrie, je voyais leur rapprochement politique et leurs liens économiques se renforcer »<sup>199</sup>. En novembre 1989, le directeur Europe du Quai d'Orsay, Jacques Blot, indique à l'ambassadeur hongrois à Paris, Gábor Nagy, qu'à ses yeux l'éventualité d'une renaissance de l'influence hégémonique allemande en Hongrie, mais également dans l'ensemble de l'Europe centrale est plus qu'indésirable<sup>200</sup>. À l'Élysée, tout en se défendant de craindre l'apparition d'une telle hégémonie<sup>201</sup> et d'assister à la reconstitution d'une *Mitteleuropa* sous domination germanique<sup>202</sup>, le président français oppose une fin de non-recevoir à la proposition de sa conseillère, Élisabeth Guigou, d'organiser des visites conjointes en Europe centrale avec le chancelier allemand, Helmut Kohl<sup>203</sup>, lui préférant l'adoption d'une stratégie de relance nationale individuelle combinée à un effort européen global tels que suggérés par son porte-parole, Hubert Védrine<sup>204</sup>. Dans cette optique, Paris entend prendre part, en Hongrie, au « nécessaire équilibrage »<sup>205</sup> des relations extérieures magyares en s'impliquant « politiquement, culturellement, linguistiquement et

---

197Les éditoriaux fleurissent en France au début de l'année 1990 face à la possibilité de voir apparaître « une Allemagne surpuissante économiquement, politiquement dominante en Centre-Europe, et une France réduite à un second rôle », Pierre Lelouche, *Le Point*, 5 mars 1990.

198ATTALI, Jacques, *op. cit.*, page 62.

199FAVIER, Pierre et MARTIN-ROLAND, Michel, *op. cit.*, page 167.

200*Magyar Nemzeti Levéltár Országos Levéltára* (MNL-OL) [Archives nationales de Hongrie], *Külgügyminisztérium* (Küm) [ministère des Affaires étrangères], Budapest, France, 1989, carton 35, document 00724/9, discussion de l'ambassadeur Gábor Nagy avec Jacques Blot, télégramme diplomatique, 22 novembre 1989

201« Une sorte de bascule allemande vers les pays de l'Est? Je ne le pense pas. Que l'Allemagne fédérale veuille entretenir de meilleures relations avec l'Union soviétique et les pays qui l'entourent qui s'en étonnera ? La géographie et l'histoire l'y poussent ». IFM, Interview du président de la République française pour le *Nouvel Observateur*, *The Independent*, *El Pais*, *La Repubblica* et *Süddeutsche Zeitung*, 27 juillet 1989.

202MARTENS, Stephen, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949. Entre mythes et réalités*, Paris, Presses universitaires de France, 1998.

203Entretien de l'auteur avec Thomas Schreiber, 8 décembre 2011.

204*Ibid.*

205MNL-OL, Küm, Budapest, France, 1989, carton 35, document 00724/9, discussion de l'ambassadeur Gábor Nagy avec Jacques Blot, télégramme diplomatique, 22 novembre 1989

économiquement »<sup>206</sup> dans le pays. En réalité, *a posteriori*, Roland Dumas explique que François Mitterrand « n'était pas convaincu de la loyauté des Allemands dont il pensait qu'ils pourraient renouer avec leur politique danubienne d'avant-guerre »<sup>207</sup> et en particulier par le biais d'une « forte expansion économique en Europe centrale réalisée au détriment des autres partenaires en général et de la France en particulier »<sup>208</sup>.

L'opportunité économique qu'offre l'ouverture des marchés à l'Est n'a en effet pas échappé au chef de l'État et constitue la troisième raison de l'intérêt français renouvelé en direction de Budapest. Dans un entretien accordé au journal *Libération*, le 22 novembre 1988, le président français rappelle ainsi que l'un des buts de la relance française à l'Est est « la multiplication des échanges dont le niveau reste très en dessous de qu'il pourrait être »<sup>209</sup>. À cet égard, la Hongrie, qui a été largement réformiste sur le plan économique au cours des années 1980, et a mis en place, à partir de 1988, une législation favorable aux investissements étrangers (loi sur les sociétés, loi sur les faillites, droit de la concurrence)<sup>210</sup> présente pour le chef de l'État français « un intérêt particulier »<sup>211</sup>. Si le président n'est pas dupe de l'état réel de l'économie hongroise<sup>212</sup>, il souhaite malgré tout voir la France y augmenter de manière significative sa part de marché et refuse, à l'image du Quai d'Orsay, de voir s'y perpétuer la « stagnation de son influence en matière économique aux dépens des Allemands, des Américains et des Italiens »<sup>213</sup>. De son côté, Budapest identifie également l'économie comme la principale inspiration de la relance française dans sa direction. Une note du ministère des Affaires étrangères hongrois datée d'octobre 1989 estime ainsi que les relations entre les deux pays se réactivent en 1987-1988 du fait que « la France se trouve dans une situation économique compliquée (augmentation du chômage, déficit de la balance commerciale) et qu'elle a besoin de trouver de nouveaux débouchés à l'Est pour ses produits »<sup>214</sup>. Paris mène alors une politique extérieure plus active en direction de Budapest. En effet, si la Hongrie n'est alors pas le seul État qui intéresse Paris – François Mitterrand a rappelé à ce propos lors d'un conseil

---

206 *Ibid.*

207 DUMAS, Roland, *Op. cit.*, page 233.

208 *Ibid.*

209 IFM, Interview du président de la République pour le journal *Libération*, 22 novembre 1988.

210 Nous revenons plus en détail sur ces éléments dans notre troisième patrie : « Les relations économiques franco-hongroises : des liens à (re)construire ».

211 ATTALI, Jacques, *Op. cit.*, page 62.

212 « En Hongrie et en Pologne, c'est pire qu'au Venezuela ou au Brésil ! Non seulement leur économie est en ruine, mais ces pays ne disposent même pas d'économistes capables de chiffrer les besoins et de proposer des programmes d'aide. Alors, on va payer, mais sans très bien savoir comment cet argent va être utilisé. » François Mitterrand lors du conseil des ministres le 22 novembre 1989, cité dans ATTALI, Jacques, *Op. cit.*, page 346.

213 Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN), Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 272, conférence des ambassadeurs en poste à l'Est, compte rendu de la réunion des 3-4 octobre 1988.

214 MNL-OL, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 00724, relations franco-hongroises, 24 octobre 1989.

d'un ministre au cours de l'été 1988 qu'il irait dans « chacun des pays de l'Europe de l'Est, ou presque »<sup>215</sup> – son côté original et libéral parmi les pays du bloc de l'Est a certainement suscité au cours de la décennie 1980 l'intérêt voire l'admiration de Paris<sup>216</sup>. Le laboratoire hongrois, celui du socialisme du goulasch et du Nouveau mécanisme économique (NME)<sup>217</sup> a indubitablement occupé aux yeux de la diplomatie française « une place particulière dans le camp socialiste »<sup>218</sup> du fait de son « plus grand libéralisme et de son système social et économique [original] »<sup>219</sup>, tandis que son dirigeant principal, János Kádár, a été, tout au long de la période, le destinataire d'un flot constant de louanges nourries de la part des collaborateurs du président. Élisabeth Guigou et Jean Musitelli virent ainsi en lui « un dirigeant réellement soucieux du bien-être de son peuple et désireux de le protéger contre une nouvelle intervention brutale de l'extérieur »<sup>220</sup> tandis que l'ambassadeur de France en Hongrie, Jacques Lecompt, le décrivit comme « un intellectuel valable et sûr »<sup>221</sup>.

## 2- Le temps des visites.

Dans un premier temps, c'est avant tout politiquement que la France cherche à agir pour « revigorer [ses] relations avec les pays socialistes européens »<sup>222</sup>. Il s'agit dorénavant pour elle non plus d'envisager « l'Europe comme un bloc » mais bel et bien d'adopter « une approche différenciée d'un pays à l'autre »<sup>223</sup>. La France choisit ici d'abandonner sa stratégie politique européenne « globale » au profit d'une politique individualisée pays par pays. Signe de ce changement d'attitude au plus haut niveau de l'État, deux jours avant sa visite officielle à Budapest, en janvier 1990, le président François Mitterrand reprend sèchement son ministre de la Défense, Jean-Pierre Chevènement<sup>224</sup>, lors d'un comité de défense : « Il ne faut pas dire

---

215FAVIER, Pierre et MARTIN-ROLAND, Michel, *Op. cit.*, page 168.

216La France accorde, dès 1982, un crédit de 200 MF à la Hongrie, une somme importante compte tenu de l'époque et de la situation géopolitique, qui prouve que la diplomatie française porte déjà un regard particulier sur le socialisme magyar. AN. 5AG4/CD 274, dossier 6 : visites de responsables politiques hongrois, entretiens, audience, visite de Frigyes Puja à Paris, note du 9 février 1983.

217À ce sujet voir notamment : DEZSÉNYI-GUEULETTE, Agotá, « Le rôle du marché dans le nouveau mécanisme économique hongrois », *Revue de l'Est*, volume 4, numéro 1, 1973, pages 119-186 et FISCHER, Lewis, « Le nouveau mécanisme économique dans l'agriculture collectivisée. Le cas de la Hongrie », *L'actualité économique*, volume 45, numéro 1, 1969, pages 62-77.

218AN. 5AG4/CD 274, dossier 6 : visites de responsables politiques hongrois, entretiens, audience, visite de Frigyes Puja à Paris, 9-11 février 1983.

219Ibid.

220AN. 5AG4/CD 274, dossier 6 : visites de responsables politiques hongrois, entretiens, audience, visite de János Kádár à Paris, 15-16 octobre 1984, note d'Élisabeth Guigou et de Jean Musitelli pour le président.

221AN. 5AG4/CD 274, dossier 4 : visite officielle de François Mitterrand en Hongrie, 7-9 juillet 1982, note de Jacques Lecompt, ambassadeur de France en Hongrie, 17 juillet 1981.

222CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 272, conférence des ambassadeurs en poste à l'Est, compte rendu de la réunion des 3-4 octobre 1988.

223Ibid.

224Voir biographie en annexe 21.

Europe de l'Est mais Europe centrale : la Tchécoslovaquie, la Hongrie, la Pologne ! »<sup>225</sup>. La France a, semble-t-il, pris conscience de l'importance des transformations en cours dans « l'Autre Europe » et tient à le souligner. Dans cette optique, Paris tente d'instaurer un dialogue politique avec la Hongrie à tous les niveaux en systématisant l'envoi de personnalités et en accroissant ses moyens financiers et humains dans la région<sup>226</sup>. Les rencontres bilatérales jugées jusqu'alors « trop irrégulières et peu fréquentes »<sup>227</sup> sont intensifiées avec, toujours en arrière-plan, la volonté non dissimulée de ne pas laisser les autres pays de l'Ouest capitaliser sur le changement : « Whitehead se rend pour la deuxième fois de l'année dans les PECO, Geoffrey Howe a visité tous les pays<sup>228</sup>, Thatcher va en Pologne. Genscher a multiplié les visites. Kohl a été à Prague, va se rendre en Pologne et a déjà reçu le Premier ministre hongrois »<sup>229</sup> constate le Quai d'Orsay au début de l'été 1988. En conséquence, la France se doit « de faire progresser son mouvement [de rapprochement] et de l'accélérer si possible »<sup>230</sup>. C'est dans ce but qu'elle multiplie les visites en Hongrie. Après l'envoi du ministre des Affaires étrangères, Jean-Bernard Raimond, en mars 1988<sup>231</sup>, et la réception de László Kovács, vice-ministre des Affaires étrangères en octobre 1988<sup>232</sup>, l'année 1989 est marquée par un véritable défilé de personnalités politiques françaises en Hongrie. Au total, pas moins de cinq ministres s'y rendent en moins de douze mois<sup>233</sup>. C'est aussi le cas du président de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, du président du Conseil constitutionnel, Robert Badinter, et de plusieurs dizaines de députés et sénateurs dans le cadre de missions parlementaires<sup>234</sup>.

Si une large partie de la classe politique française se rend en Hongrie au cours de l'année 1989, c'est pour y constater de visu l'ampleur des changements en cours dans le pays depuis plusieurs mois.

225ATTALI, Jacques, *Op.cit.*, page 398.

226CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 274, relance de la politique à l'Est, dossier technique, note du 26 juin 1988.

227 *Ibid.*

228John Whitehead est le secrétaire d'État adjoint américain de 1985 à 1989. Geoffrey Howe est le secrétaire d'État britannique aux Affaires étrangères de 1983 à 1989 puis le vice-premier ministre du Royaume-Uni de 1989 à 1990.

229CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 274, relance de la politique à l'Est, dossier technique, note du 26 juin 1988.

230CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 272, conférence des ambassadeurs en poste à l'Est, compte rendu de la séance du 3 octobre 1988.

231GARADNAI Zoltán et SCHREIBER Thomas, *Op. cit.*

232CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 214, chronologie de politique étrangère (synthèse mensuelle des visites officielles) d'après le service de l'agence de presse hongroise MTI.

233Il s'agit de Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, d'Hubert Curien, ministre de la Recherche et de la Technologie, de Jean-Pierre Rausch, ministre du Commerce extérieur, de Roland Dumas ministre d'État et ministre des Affaires étrangères, et de Michel Delebarre, ministre des Transports.

234CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 214, chronologie de politique étrangère (synthèse mensuelle des visites officielles) d'après le service de l'agence de presse hongroise MTI, dossier général, parlementaires français.

## ***C- La fin du communisme et la transition vers la démocratie en Hongrie : sources d'inquiétudes et d'admiration côté français***

### *1-Le processus graduel de transition magyar.*

Politiquement, et ce jusqu'au milieu des années 1970, le régime kádàriste est aussi répressif et liberticide que n'importe quel autre régime d'Europe centre-orientale. Les opposants, peu nombreux, et au rayon d'action limité, n'ont guère l'opportunité d'exprimer leur voix pour dénoncer un système auquel ils ne croient déjà plus depuis fort longtemps. Pourtant, à partir du milieu des années 1960, la lutte pour la libre expression et contre les tabous imposés par le marxisme-léninisme du régime officiel redémarre. Peu à peu l'idéologie d'État se voit forcée d'évacuer un à un tous les domaines de la pensée<sup>235</sup> et l'Ouest redevient le modèle sociétal à suivre. Après la signature des accords d'Helsinki en 1975, l'étau se desserre en Hongrie et les méthodes de répression s'adoucissent. Le gouvernement met fin à la pratique de l'internement politique et à celle de l'exil forcé. Budapest s'achète peu à peu une respectabilité<sup>236</sup>. La dissidence hongroise bénéficie dès lors d'une certaine forme de protection, les contacts intellectuels Est-Ouest se multiplient tandis que le pays s'ouvre progressivement à l'Occident<sup>237</sup>. La société civile, « atomisée »<sup>238</sup> par le régime communiste au cours des années 1950 et 1960, renaît peu à peu sans pour autant que les nouveaux groupes formés ne développent encore véritablement de buts politiques<sup>239</sup>. En réalité, la nouvelle politique non répressive appliquée par János Kádár parvient à amadouer une partie de l'intelligentsia hongroise et le pays ne connaît ni le développement d'un mouvement du type de *Solidarność*, ni une opposition de l'Église comme en Pologne<sup>240</sup>. Néanmoins, la Hongrie assiste à la progression du mouvement d'autopublication (*samizdat*) de revues et de journaux d'orientations diverses<sup>241</sup> (*Beszélő*, *Magyar Figyelő*, *ABC Tájékoztató*) autour desquels

235KENDE, Pierre, « Hongrie : de la réforme à la transformation », *Politique étrangère*, numéro 1, 1990, pages 35-44.

236En 1976, lors de sa première rencontre avec François Mitterrand, János Kádár avait voulu souligné ce fait : « Il [János Kádár] m'avait dit, comme pour justifier le passé : deux ans après l'exécution de Nagy, il ne restait plus que quelques centaines de prisonniers politiques. Il n'y en a plus un seul aujourd'hui ». MITTERRAND, François, *L'abeille et l'architecte*, Paris, Flammarion, 1978, page 331.

237En 1982, 15,2 millions de personnes se rendent en Hongrie (contre seulement 6,3 millions vingt ans plus tôt) alors que près de 4 millions de Magyars sortent du territoire (contre 35 000 en 1960). HOENSCH, Jörg K., *A history of modern Hungary (1867-1986)*, Longman, Londres, 1988, page 231.

238HANKISS, Elemér, « What the Hungarians saw first », dans GWYN, Prins (dir.), *Spring in Winter : The 1989's Revolutions*, Manchester, Manchester University Press, 1990, pages 13-38.

239SKILLING, Gordon, *Szamizdat and Independent Society in Central and Eastern Europe*, Basingstoke, Macmillan Press, 1989, page 182.

240MERKEL, Wolfgang, « Civil society and democratic consolidation in East-Central Europe », dans PRIDHAM, Geoffrey, ÁGH, Attila (dir), *Prospects for democratic consolidation in East-Central Europe*, Manchester et New York, Manchester University Press, 2001, pages 96-114

241Écologistes, chrétiennes ou pacifistes.

embryons d'opposition parviennent à se structurer. Toutefois, et jusqu'au milieu des années 1980, le mouvement magyar d'opposition « dure » constitué autour de l'École de Budapest<sup>242</sup> et de « l'opposition démocratique hongroise »<sup>243</sup> ne regroupe guère plus de 300 personnes<sup>244</sup>. Il faut attendre l'été 1985, et la réunion secrète de Monor<sup>245</sup> pour voir apparaître un premier effort de rapprochement des différentes oppositions<sup>246</sup>. Le rassemblement qui regroupe, pendant deux jours et demi, une cinquantaine d'économistes, de sociologues<sup>247</sup>, mais aussi de pacifistes et d'écrivains<sup>248</sup>, abordent tous les aspects négatifs du régime socialiste (manque de culture, insuffisance de démocratie, hausse des problèmes sociaux, déclin économique, manque de soutien du régime aux minorités magyares...) et évoquent les changements nécessaires. Si l'opposition politique se développe au cours de ces années, c'est aussi parce que la stabilité politique précaire du régime basé sur l'accord tacite entre les habitants et les dirigeants du pays quant à la capacité de ces derniers à maintenir un certain niveau de vie pour les premiers s'effrite. Certes, dans l'espoir de maintenir cet équilibre, János Kádár avait choisi, dès 1968, avec le Nouveau mécanisme économique (NME), la voie de la réforme, un terme pourtant honni du vocabulaire soviétique. Mais les effets du mécanisme restent trop limités et le choc de la seconde crise pétrolière (1978-1981) combiné à la hausse des taux d'intérêt sur les marchés internationaux endommagent l'économie hongroise au tournant de la décennie. Les nouvelles réformes économiques lancées au milieu des années 1980 sont insuffisantes pour sauver le régime alors même que plus personne dans le pays ne croit au thème de la réforme, un concept alors « usé jusqu'à la corne »<sup>249</sup>. En 1987 la direction du PSOH se voit contrainte de reconnaître l'état de faillite de l'économie nationale<sup>250</sup>. L'explosion de la dette hongroise, l'inflation galopante et la baisse du pouvoir d'achat finissent par sonner le glas d'un régime dont la figure de proue – János Kádár – est elle-même bien fatiguée.

Le retrait progressif du soutien<sup>251</sup> soviétique à partir du milieu des années 1980 contribue

---

242L'École de Budapest (*Budapesti Iskola*) est un courant philosophique marxiste qui émerge en Hongrie au début des années 1960 autour du philosophe György Lukács. Le mouvement se réclame d'un marxisme humanisme et revêt la double ambition de réexplorer l'œuvre de Karl Marx et d'y trouver des solutions pour éclairer les problèmes qui se posent dans les démocraties populaires. Ágnes Heller, Mihály Vajda, Ferenc Feher, György Márkus, ou encore István Mészáros sont quelques-uns de ses représentants les plus connus.

243Dans laquelle on retrouve par exemple László Rajk fils, ou encore le futur maire de Budapest, Gábor Demszky (leurs biographies figurent en annexe 21 de ce travail).

244HEINRICH, Hans-Georg, *Hungary : Politics, Economy and Society*, Londres, Frances Pinter, 1986, page 88.

245Un village situé à une dizaine de kilomètres au sud-est de la capitale hongroise.

246NIKLASSON, Tomas, *Regime Stability and Foreign Policy Change. Interaction between Domestic and Foreign Policy in Hungary (1956-1994)*, Lund, Lund University, 2006, page 78.

247Par exemple György Konrád (sa biographie figure en annexe 21)

248Par exemple Miklós Haraszti (sa biographie figure également à la fin de ce travail).

249KENDE, Pierre, « Hongrie : du réformisme communiste à la démocratie consolidée », dans KENDE, Pierre, SMOLAR, Alexandre (dir.), *La Grande Secousse (Europe de l'Est 1989-1990)*, Paris, CNRS, 1990, page 79.

250ROMSICS, Ignác, *Rendszerváltás Magyarországon* [Le changement de régime en Hongrie], Budapest, Akadémiai Kiadó, 2013.

251Ou de la menace, c'est selon.

également au délitement final du régime communiste magyar. L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en 1985<sup>252</sup> et la mise en place des processus de *Demokratizatsiya*, de *Perestroika* et de *Glasnost*, libèrent peu à peu les mains des dirigeants hongrois les plus réformistes qui comprennent rapidement<sup>253</sup> que Moscou ne sera pas prompt à intervenir en cas de libéralisation plus poussée du régime. Le constat provoque l'apparition de cassures au sein du PSOH qui viennent fragiliser le régime<sup>254</sup> avant de le mener *in fine* à sa dislocation. À partir de 1987, les dirigeants communistes deviennent très tolérants envers l'opposition. Le mois de septembre 1987 voit ainsi l'apparition du Forum démocratique hongrois (*Magyar Demokrata Fórum* - MDF), une organisation qui, sans en avoir encore le statut, ressemble fort à un nouveau parti politique<sup>255</sup>. Le MDF est bientôt suivi par d'autres « mouvements » de ce type<sup>256</sup>. Le début de l'année 1988 voit le PSHO se fracturer<sup>257</sup>. Le bureau politique du parti s'ouvre à de nouveaux membres, partisans de changements radicaux (Rezső Nyers, Imre Pozsgay)<sup>258</sup> tandis qu'en mai 1988 János Kádár est démis de son poste de Secrétaire général du PSOH<sup>259</sup>. Débute alors le rapide démantèlement du système communiste magyar. Une transition lisse, évolutive, légale et pacifique qui attire les regards à la fois laudateurs, curieux et inquiets de la diplomatie française. Les changements s'accélérent de manière progressive au cours de l'automne 1988 et du printemps 1989. Dans un premier temps, le successeur de János Kádár, Károly Grósz – 58 ans, pur produit du PSHO qui en a gravi un à tous les échelons depuis l'âge de 14 ans<sup>260</sup> – mène, pendant dix-sept mois, une politique réformatrice en demi-teinte souhaitant à la fois instaurer une touche d'austérité saupoudrée de réformes libérales – et notamment favoriser le développement d'un secteur privé capitaliste modéré – tout en maintenant le respect d'un idéal communiste. Il exprime la complexité de cette tâche lors de sa rencontre avec François Mitterrand à Paris le 17 novembre 1988<sup>261</sup>. Venu dans la

252 Mikhaïl Gorbatchev est élu Secrétaire général du Parti communiste soviétique en mars 1985.

253 Sans pour autant en être absolument sûr avant le début de l'année 1988. À ce sujet voir : BÉKÉS, Csaba, « Back to Europe. The International Context of the Political Transition in Hungary, 1988–1990 », dans BOZOKI, András (dir.), *The Roundtable Talks of 1989 : The Genesis of Hungarian Democracy*, Budapest, CEU Press, 2002, pages 237-272.

254 Dans *La République*, Platon expliquait que tout changement politique trouvait son origine dans les divisions du pouvoir en place. Dans le cas de la Hongrie, il devient évident, à partir du milieu de l'année 1987, qu'une partie du régime ne croit plus en ses propres vertus.

255 Au moment de sa création en 1987, le MDF se veut un instrument de dialogue et d'échange avec le régime, le PSOH ne tolérant pas encore l'existence de formations politiques dissidentes.

256 L'Alliance des jeunes démocrates (Fidesz) voit le jour en mars 1988 tandis que l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) apparaît en novembre 1988. Nous revenons ci-après sur l'histoire de ces partis.

257 SAXONBERG, Steven, *The Fall : Czechoslovakia, East Germany, Hungary and Poland in a Comparative Perspective*, Uppsala, Uppsala University, 1997, page 179.

258 Voir biographies en annexe 21.

259 Un poste qu'il avait occupé sans discontinuité depuis octobre 1956.

260 Voir biographie détaillée en annexe 21.

261 CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 206, visite de Károly Grósz à Paris, dossier général.

capitale française pour évoquer les transformations en cours dans son pays, il aborde avec le chef de l'État, mais également avec l'ensemble des dirigeants et de la classe politique française, les difficultés à conduire les réformes nécessaires – modernisation de l'économie, séparation des fonctions entre le PSHO et l'État, ouverture à l'Ouest – tout en choisissant une voie médiane entre l'impatience des uns et les réticences des autres. La presse française dresse un portrait assez acide du natif de Miskolc. Le journal *Le Monde* le décrit comme « un homme du passé » avec qui les vrais changements ne pourront pas se faire, un dirigeant effrayé par l'avenir et le multipartisme<sup>262</sup>, contre la réhabilitation d'Imre Nagy, qui continue de parler de 1956 comme d'une contre-révolution et qui se prononce pour le maintien du pacte de Varsovie<sup>263</sup>. Son remplacement à la tête du gouvernement<sup>264</sup>, quelques jours après sa visite à Paris, par le jeune communiste réformateur Miklós Németh<sup>265</sup>, un économiste passé par Harvard, accélère le rythme des transformations dans le pays et facilite le réchauffement des relations franco-hongroises. Avec lui plusieurs technocrates font leur entrée au cabinet, des hommes qui, pour la première fois depuis près d'un demi-siècle, sont choisis sans l'aval des départements spécialisés au sein du Comité central. L'État se sépare *de facto* du parti. Le 11 février 1989, l'Assemblée nationale magyare légalise la formation de nouveaux partis politiques<sup>266</sup> et le PSOH accepte un processus de « transition graduelle » vers le multipartisme<sup>267</sup>. Dans le même temps les médias retrouvent une liberté d'expression quasi totale et le réformateur communiste Imre Pozsgay se prononce en faveur d'une révision sur l'appréciation portée sur 1956<sup>268</sup>, un acte encore inconcevable un an auparavant<sup>269</sup>. Ces rapides évolutions, au cours des mois de janvier et février 1989, stupéfient et préoccupent tout à la fois, le gouvernement, la diplomatie, la presse et la classe politique française, pris de cours par la vitesse et l'ampleur des événements. Le Quai d'Orsay et le cabinet du Premier ministre suivent, pratiquement jour par jour<sup>270</sup>, l'évolution de la situation en Hongrie<sup>271</sup>. Au milieu du

---

262 « Il faudra plusieurs dizaines d'années pour cela » déclare-t-il lors de son passage à Paris. *Ibid.*

263 *Le Monde*, 10 novembre 1988.

264 Le 23 novembre 1988.

265 Voir biographie en annexe 21.

266 *Le Monde*, 14 février 1989.

267 ÁGH, Atilla, *The hungarian party system*, Budapest, Hungarian center for democracy studies foundation, 1993, page 7.

268 Après un premier ballon d'essai au cours du mois de novembre 1988 : « profitant du voyage à l'étranger de Károly Grósz j'ai déclaré que le soulèvement de 1956, à Budapest, avait bien été une insurrection populaire, et non une contre-révolution, comme l'affirmait l'orthodoxie communiste. En réalité, je testais Gorbatchev, afin de voir sa réaction. Il n'a pas bronché. Et j'ai compris que nous avions le champ libre ». Entretien d'Imre Pozsgay au journal *l'Express*, 2 mai 2009.

269 BOZÓKI, András, « Democracy across the Negotiating Table », *The New Hungarian Quarterly*, volume 33, numéro 1, 1992.

270 GARADNAI, Zoltán, « Francia vélemények a magyarországi átalakulásokról (1988-1990) » [Les opinions de la France vis-à-vis des transformations hongroises (1988-1990)], *Levéltári Közlemények* [Revue des Archives Nationales de Hongrie], numéro 82, 2011, pages 161–187.

271 KECSKÉS, Gusztáv, *Franciaország közép-kelet Európa politikája 1918-tól napjainig* [La politique

mois de février 1989, l'ambassadeur magyar à Paris, Gábor Nagy, indique à son poste que les officiels français « portent un regard attentif et inquiet sur l'accélération des événements en Hongrie »<sup>272</sup>. Paris craint que tout aille trop vite et que les changements ne perdurent pas. Parmi les inquiétudes exprimées explicitement par le Quai d'Orsay : la peur que les problèmes d'inflation et de perte du pouvoir d'achat ne mènent à d'importantes tensions sociales, mais aussi la crainte de la réaction russe face aux événements<sup>273</sup>. De manière générale c'est avant tout « l'incapacité à prévoir l'issue des événements »<sup>274</sup> qui inquiète le gouvernement et la classe politique française : où s'arrêteront les changements ? Qui seront les hommes en place dans quelques mois ?<sup>275</sup> Les transformations ne sont-elles pas arrivées trop subitement ? Mais la Hongrie maintient le cap. Fin mars 1989 débutent les « tables rondes de l'opposition » (*Ellenkézi Kerekasztal*)<sup>276</sup> qui offrent un cadre de négociation entre dirigeants communistes et membres de l'opposition<sup>277</sup>. La future structure du gouvernement, la forme des lois électorales, les contours d'une nouvelle Constitution, mais aussi les nouvelles orientations économiques du pays y sont discutés<sup>278</sup>. Au cours du mois d'avril, le Premier ministre, Miklós Németh, se distance officiellement et publiquement du parti dans un discours à la télévision hongroise<sup>279</sup>. Dix jours plus tard, le 8 mai, János Kádár est relevé de ses fonctions de président du PSOH. Le 16 juin 1989, 200 000 personnes assistent à la cérémonie de réenterrement d'Imre Nagy<sup>280</sup> et de ses compagnons dont les corps avaient été jetés à la fosse commune. Un symbole, peut-être le symbole du tournant du régime<sup>281</sup>. Une semaine plus tard, le Comité central du PSOH rappelle que l'objectif des réformes est « la création d'un État constitutionnel, d'une démocratie parlementaire fondée sur un système multipartiste et d'une économie de

---

européenne centre-orientale de la France de 1918 à nos jours], projet OM NKFP, Bulletin scientifique de l'Institut d'études internationales de l'Université Corvinus de Budapest, 2001, pages 170-171.

272MNL-OL , Küm, XIX-J-1-j , France, 1989, carton 35, document 001104, télégramme diplomatique, 17 février 1989.

273GARADNAI, Zoltán, « A magyarországi rendszerváltozás dokumentumai a francia Külügyminisztérium levéltárában » [Les documents sur le changement de régime en Hongrie dans les archives du ministère des Affaires étrangères français], *Levéltári Szemle* [Revue des archives], volume 59, 2009, pages 3-12.

274Ibid.

275« Notre problème c'est d'arriver à identifier les hommes qui seront au pouvoir dans trois mois », explique François Mitterrand au journal *La Croix*. IFM, Interview de François Mitterrand, 20 janvier 1990.

276Une illustration de ces discussions figurent en annexe 20 de ce travail.

277Pour le détail des pourparlers et la liste complète des membres qui y participent nous renvoyons le lecteur à BOZÓKI, András (dir.), *The Roundtable Talks of 1989 : The Genesis of Hungarian Democracy*, Budapest, CEU Press, 2002.

278En tout 238 réunions se tiennent entre mars et septembre 1989.

279BRUSZT, László, STARK, David, « Remaking the Political Field in Hungary : From the Politics of Confrontation to the Politics of Competition », dans BANAC, Ivo (dir.), *Eastern Europe in Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 1992, pages 13-55.

280Une illustration de cet événement figure en annexe 20 de ce travail.

281À ce propos, l'historien François Fejtő écrit : « la cérémonie du souvenir organisée le 16 juin 1989 sur la place des Héros de Budapest à l'occasion des funérailles officielles d'Imre Nagy et de ses compagnons exécutés en juin 1958 apparaît comme un enterrement du système communiste ». FEJTŐ, François, *La fin des démocraties populaires*, Paris, Le Seuil, 1992, page 269.

marché »<sup>282</sup>. Le 25 juillet, Rezső Nyers, en sa qualité de nouveau président du PSOH, estime qu'un gouvernement de coalition entre l'opposition et les communistes est « possible et souhaitable »<sup>283</sup>. Les organes de masses liés au PSOH, dont le Front populaire patriotique (*Hazafias Népfront*), se décomposent et les nouveaux partis recrutent massivement<sup>284</sup>. Le 18 septembre 1989, un accord des principaux partis<sup>285</sup> prévoit l'aménagement du multipartisme, la modification du Code pénal et de la Constitution ainsi que l'élection d'un président de la République. En France le Rassemblement pour la République (RPR) craint de voir les événements devenir incontrôlables et encore une fois la réaction des russes<sup>286</sup>. À l'Élysée, le président Mitterrand qui reçoit en audience l'ambassadeur hongrois, Gábor Nagy, indique espérer fortement que « les réformes politiques ne s'arrêteront pas »<sup>287</sup>. L'automne 1989 est en effet le temps d'affrontements brutaux au sein du PSOH et de remaniements successifs. Le Premier ministre Miklós Németh reconnaît que le gouvernement s'éloigne délibérément du parti, fait encore impensable douze mois plus tôt. Deux semaines avant le XI<sup>e</sup> congrès du PSOH qui doit avoir lieu le 6 octobre 1989, des rumeurs de scissions apparaissent. L'actuel congrès donne lieu à de forts affrontements entre réformateurs et conservateurs avec les centristes de János Berecz<sup>288</sup>, l'ancien secrétaire du Comité central et ancien membre du bureau politique, désormais soutenu par son ancien rival Károly Grósz, en arbitre. À Paris le parti socialiste (PS) s'inquiète de voir trois dirigeants à gauche estimant que les changements ne peuvent se faire que dans le consensus et le rassemblement<sup>289</sup>. Le congrès se prononce pour un nouveau départ sous la forme d'un nouveau parti (le parti socialiste hongrois - PSH) qui réunit les principaux réformateurs : Imre Pozsgay, Miklós Németh, Mátyás Szűrös, Gyula Horn, Rezső Nyers. Douze jours plus tard, le 18 octobre, le parlement abandonne l'essentiel de la Constitution stalinienne de 1949 et dote le pays d'une loi fondamentale qui ouvre la voie à un multipartisme déjà pratiqué dans les faits<sup>290</sup>. Mátyás Szűrös occupe le poste de président par intérim jusqu'à l'élection présidentielle prévue pour le printemps 1990. Le 23 octobre, date symbolique de la révolution de 1956, la « République populaire de Hongrie » n'est plus, et

282SCHREIBER, Thomas, *Hongrie : la transition pacifique*, Paris, Le Monde Éditions, 1991, page 57.

283*Le Monde*, 25 juillet 1989.

284Le Forum démocrate hongrois (*Magyar Demokrata Fórum*) compte alors déjà 18 000 membres.

285Excepté le *Fiatal Demokraták Szövetsége* (l'Alliance des jeunes démocrates) et le *Szabad Demokraták Szövetsége* (l'Alliance des démocrates libres).

286MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 001104/3, opinion du RPR sur les événements en Hongrie, télégramme diplomatique, 14 novembre 1989.

287MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 004253, rencontre entre François Mitterrand et Gábor Nagy, 20 novembre 1989.

288Voir biographie en annexe 21.

289MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 001104/4, opinion du parti socialiste français sur les événements en Hongrie, télégramme diplomatique, 3 novembre 1989

290Au moment de la légalisation du multipartisme, le pays compte en effet déjà vingt-huit « partis » non officiels et plus de 3500 associations. *Magyar Távirati Iroda*, 25 mars 1990.

c'est désormais avec la « République de Hongrie » que la France doit raffermir ses liens.

## 2- Les transformations en Hongrie vues de France.

Paris est consciente du rôle « d'avant-garde »<sup>291</sup> que joue Budapest dans la région à travers l'ambition de ses réformes politiques et Jean-Louis Bianco, le secrétaire général de l'Élysée, explique, durant une entrevue avec l'ambassadeur Gábor Nagy, que « la France veut travailler ensemble pour trouver des terrains de coopération concrets »<sup>292</sup> ajoutant immédiatement, reflétant bien en cela bien l'état d'esprit qui règne à Paris vis-à-vis des transformations en cours en Hongrie, que si les changements doivent se poursuivre sans équivoque ils doivent également se passer « sans heurts »<sup>293</sup> et « sans créer de difficultés pour l'Union soviétique »<sup>294</sup>. La veille, le conseiller spécial du président François Mitterrand, Jacques Attali, avait dressé un constat similaire lors de sa rencontre avec László Vass en soulignant qu'il ne fallait en aucun cas précipiter les transformations, car la « paix en dépendait »<sup>295</sup>. Globalement la diplomatie française compte trois objectifs vis-à-vis des bouleversements en Hongrie. Tout d'abord elle veut s'assurer qu'ils perdurent. Pour cela, les dirigeants français indiquent lors de leurs entretiens avec leurs homologues magyars qu'ils sont prêts à offrir non seulement une aide financière bilatérale pour le pays, mais également à soutenir au niveau européen l'ensemble des projets ayant pour objectif le développement économique de la Hongrie. C'est en ce sens que la France a lancé, dès le sommet de l'Arche en juillet 1989<sup>296</sup>, l'idée de la création d'une banque européenne pour l'Est (la future Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, BERD) et soutenu la mise en place du programme PHARE (Pologne-Hongrie Aide à la reconstruction économique).

Mais Paris espère également pouvoir retirer un profit à la fois politique, économique et culturel des transformations en cours. La France est consciente que les bouleversements internes en Hongrie offrent l'opportunité de réajuster les contours de la relation franco-hongroise à tous niveaux. L'effondrement du communisme signifie, en effet, également la fin des décalages idéologiques. Sur le plan économique en particulier, Paris ne serait pas opposé à un développement important de ses échanges avec la Hongrie tandis que du point de vue

---

291MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 00724/8, compte rendu de discussion de l'ambassadeur Gábor Nagy avec Jean-Louis Bianco, télégramme diplomatique, 17 novembre 1989.

292Ibid.

293 « *Felvétés nélkül* » dans le texte original.

294MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 00724/8, compte rendu de discussion de l'ambassadeur Gábor Nagy avec Jean-Louis Bianco, télégramme diplomatique, 17 novembre 1989.

295MNL-OL, Küm, XIX-J-1-z, Paris, 1989, carton 9, télégrammes diplomatiques de l'année 1989, document 13160, 17 novembre 1989.

296Sommet du G7 des 14,15 et 16 juillet 1989.

culturel elle est consciente qu'elle se voit offrir une chance unique de réinstaller sa langue et sa culture dans le pays.

Ces deux objectifs ne doivent cependant pas venir s'opposer au troisième qui est de s'assurer que les bouleversements en Hongrie et plus largement à l'Est de l'Europe ne viennent pas créer de troubles pour l'empire soviétique et mettre en difficulté sur le plan personnel et politique Mikhaïl Gorbatchev. Car si Hubert Védrine a indiqué, à François Mitterrand, dès juillet 1989<sup>297</sup>, que le Secrétaire général du Parti communiste de l'Union soviétique ne s'opposerait pas aux transformations politiques en Europe centrale, rien à l'époque ne garantit à la diplomatie française que Gorbatchev ne sera pas remplacé. Un cas de figure qui rendrait la suite des événements très incertaine et une hypothèse que François Mitterrand cherche à exclure par tous les moyens<sup>298</sup>.

### 3-Le renouveau de l'image de la Hongrie dans la presse française.

Il n'est pas faire offense au pays natal du poète Sándor Petőfi que de dire de lui qu'il est, à la fin des années 1980, assez mal connu du grand public français. Tout au plus est-il perçu comme un État parmi les autres derrière le rideau de fer. En septembre 1987, lors d'un débat organisé à l'Institut hongrois de Paris sur l'image de la Hongrie en France<sup>299</sup>, le journaliste Thomas Schreiber estime que la France est relativement indifférente à la Hongrie et que l'idée qu'elle se fait du pays peut se résumer, au mieux, à des lieux communs : « la baraque la plus gaie du camp socialiste », « une richesse culturelle immense », et au pire, à une méconnaissance flagrante du pays et de ses habitants : « Bucarest en est la capitale, les Hongrois sont des Slaves, la chute du rideau de fer provoquera leur fuite à l'Ouest ». Le journaliste juge alors cette indifférence « difficile à rompre »<sup>300</sup>. En réalité, seuls les événements de 1956, ceux de la « Hongrie martyre », sont encore ancrés dans la mémoire collective française. À l'époque Paris avait accueilli plusieurs milliers de réfugiés hongrois et l'opinion publique s'était intéressée à la tragédie magyare. De ce temps, la société française avait conservé environ 70 000 individus d'origine hongroise<sup>301</sup> (première et seconde

---

297FAVIER, Pierre et MARTIN-ROLAND, Michel, *Op.cit.*, page 172.

298« Tout le monde doit aider Gorbatchev car son éventuelle démission pourrait être synonyme d'un régime militaire » explique ainsi le président français, le 18 janvier 1990, à Imre Pozsgay le 18 janvier 1990. MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, document 00160/6, télégramme diplomatique, 23 janvier 1990.

299MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1989, carton 50, document 10190, l'image de la Hongrie en France, note du 16 octobre 1989.

300*Ibid.*

301MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 004632, télégramme diplomatique, 27 décembre 1989.

générations confondues)<sup>302</sup> des hommes et femmes qui s'étaient bien intégrés dans la société française, y compris au sein de l'intelligentsia<sup>303</sup>. Pour autant, la Hongrie n'attire guère l'intérêt des médias français avant l'automne 1988<sup>304</sup> date à laquelle l'attaché de presse de l'ambassade de Hongrie à Paris remarque « un tournant évident »<sup>305</sup>. Les événements de l'automne puis de l'hiver 1988-1989 donnent naissance à « plusieurs centaines d'articles sur la Hongrie et de nombreux reportages télévisés »<sup>306</sup> jugés de « bons niveaux, sans propagande et informatifs »<sup>307</sup>. L'ambassade de Hongrie voit affluer plus de 300 nouvelles demandes d'accréditations de journalistes français en quelques semaines<sup>308</sup>. Au cours de l'été 1989, la Hongrie fait deux fois la couverture du journal *Le Monde* en moins de six semaines. Une première fois le 9 août<sup>309</sup> puis de nouveau le 21 septembre<sup>310</sup>. Mais la presse, comme le Quai d'Orsay, exprime toujours ses inquiétudes face à des changements jugés « trop rapides »<sup>311</sup>. À partir du printemps 1989, on ne parle plus seulement des événements politiques, mais on évoque également des sujets plus légers et éclectiques<sup>312</sup>. *Le Monde* consacre un long article au théâtre Katona<sup>313</sup>, tandis que *Libération* dédie une page entière à l'écrivain Péter Esterházy<sup>314</sup>. Les articles sont désormais jugés de « meilleure qualité »<sup>315</sup>, mieux documentés<sup>316</sup>, citant davantage de sources non officielles et rédigés sur un ton jugé « positif et réaliste »<sup>317</sup>. Deux thèmes reviennent assez souvent : les transformations économiques du pays et les relations hungaro-roumaines<sup>318</sup>. Enfin, symbole peut-être ultime de la renaissance

302 Parmi eux on recense 60% de Français, 35% de binationaux et 5% de citoyens hongrois. MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 004632, télégramme diplomatique, 27 décembre 1989.

303 Thomas Schreiber, Tibor Méray, Pierre Kende...

304 Notons toutefois que le journal *Le Monde* titre sur « Le printemps de Budapest » le 24 mai 1988 en référence aux changements que nous avons évoqués.

305 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 002825, rapport annuel de l'attaché de presse de l'ambassade de Hongrie à Paris, 30 mai 1989.

306 *Ibid.*

307 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 27, document 002255, rapport sur l'image de la Hongrie dans la presse française, 23 mai 1990.

308 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 002825, rapport annuel de l'attaché de presse de l'ambassade de Hongrie à Paris, 30 mai 1989.

309 « Hongrie : la fin des tabous », *Le Monde*, 8 août 1989.

310 « Hongrie : accord partiel à la table ronde sur la transition vers la démocratie », *Le Monde*, 21 septembre 1989.

311 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 27, document 002255, rapport sur l'image de la Hongrie dans la presse française, 23 mai 1990.

312 Pour aller plus loin sur la manière dont la transition hongroise est perçue par la presse nous renvoyons le lecteur à LEGRAND, Marie, *La transition en Hongrie analysée par la presse française*, mémoire de maîtrise, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, Université de Paris I, 1999.

313 *Le Monde*, 25 mai 1990.

314 Voir biographie en annexe 21.

315 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 002825, rapport annuel de l'attaché de presse de l'ambassade de Hongrie à Paris, 30 mai 1989.

316 Le 15 mars 1989 le journal *Libération* publie cinq pages sur les célébrations du jour en Hongrie.

317 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 002825, rapport annuel de l'attaché de presse de l'ambassade de Hongrie à Paris, 30 mai 1989.

318 Notamment dans les articles de Pierre Bocev dans *Le Figaro*.

de la Hongrie dans les médias et la géographie française, la réapparition du pays sur les cartes météorologiques européennes d'Antenne 2 et de FR3, le 11 septembre 1989. L'événement semble assez important aux yeux de l'ambassadeur hongrois pour adresser un télégramme à son poste dans lequel il met en valeur « la grande signification » de cette nouveauté, précisant que « peu de villes étrangères figurent sur la carte » et que « ni Varsovie, ni Prague, ni Belgrade n'y apparaissent »<sup>319</sup>. L'ambassadeur, Gábor Nagy entend bien se servir de cette nouvelle vague d'intérêt côté français pour relancer et approfondir les collaborations franco-hongroises dans tous les domaines et ce conformément aux directives que lui a adressées son ministère peu après son arrivée en poste à Paris en juin 1989<sup>320</sup>. L'ambassadeur se voit ainsi recommander la création « dans la durée » de relations intenses avec Paris, une continuité temporelle que les deux pays n'ont historiquement jamais pu créer. Dans le détail le ministère des Affaires étrangères hongrois conseille la création, via les groupes d'amitiés parlementaires, les régions, et les partis politiques, « d'une sorte de lobby hongrois » pour « explorer les possibilités de développement »<sup>321</sup> et la mise en place d'un réseau de contacts personnels dans le but de soutenir les objectifs de la nouvelle politique étrangère hongroise : le développement des rapports économiques avec l'Ouest et le « retour à l'Europe »<sup>322</sup>.

#### ***D- L'ouverture à l'Ouest : la nouvelle politique étrangère hongroise et le rôle de Paris.***

De la même manière que Paris effectue, au cours des années 1988-1991, un mouvement de relance à l'Est, Budapest débute, de son côté, avec l'arrivée au pouvoir de Károly Grósz en mai 1988, une politique d'ouverture à l'Ouest. D'abord limitée sous le gouvernement du natif de Miskolc, elle devient très active sous le mandat de son successeur, Miklós Németh<sup>323</sup>. Ce double mouvement de rapprochement crée un effet de synergie qui explique, en large partie, le développement sans commune mesure des relations franco-hongroises à partir de 1989. Néanmoins, tout comme Budapest n'avait pas été pas la cible unique de la relance française à l'Est, Paris ne constitue pas l'unique destinataire de l'ouverture hongroise. Cependant, Marianne en est certainement l'un des maillons les plus importants,

---

319MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1989, carton 50, document 10190, l'image de la Hongrie en France, télégramme diplomatique, 16 octobre 1989.

320MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 003443, directives pour l'ambassadeur Gábor Nagy, juin 1989.

321*ibid.*

322L'ambassadeur, qui a succédé à ce poste, le 16 juin 1989, à Rezső Palótas n'a pas le temps de mettre en place la totalité de ses consignes. Il est rappelé à Budapest début août 1990, un peu plus d'un an après son arrivée, suite à la tenue des élections parlementaires en Hongrie et à l'accession au pouvoir de József Antall. Une liste des ambassadeurs hongrois en France durant la période 1989-2004 figure en annexe 7 de ce travail.

323Miklós Németh succède à Károly Grósz le 24 novembre 1988. Une liste des différents chefs du gouvernement magyar entre 1989 et 2004 figure en annexe 8 de cette thèse.

Paris étant perçue par la diplomatie hongroise comme une alliée essentielle à l'achèvement de plusieurs de ses nouveaux objectifs de politique extérieure.

### 1- Une politique étrangère hongroise redevenue progressivement indépendante.

Durant la guerre froide, la Hongrie avait fait le « choix »<sup>324</sup> d'aligner, de manière stricte, sa politique extérieure sur celle de Moscou, une décision qui lui avait permis, à partir de 1964, de bénéficier en contrepartie d'une certaine latitude sur le plan de sa politique intérieure. Il faut attendre le début de la décennie 1980 pour voir apparaître les premières dissensions sur le plan extérieur entre Moscou et Budapest. Celles-ci concernent alors essentiellement les questions économiques. En 1982, la Hongrie choisit d'adhérer à la Banque mondiale (BM) et au Fonds monétaire international (FMI) et d'ouvrir sa politique économique en direction de l'Europe de l'Ouest<sup>325</sup>. Dans cette optique, Budapest fait part à Paris, au cours de l'automne 1982, de sa volonté « d'entamer confidentiellement des conversations sur une éventuelle association à la CEE sur le modèle autrichien »<sup>326</sup>. Néanmoins, et en dehors de ces désaccords économiques, Budapest ne s'éloigne guère de la ligne de conduite fixée par Moscou jusqu'à la fin des années 1980.

L'arrivée au pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev en Union soviétique et la dislocation progressive du PSOH offre au gouvernement hongrois une plus large marge de manœuvre sur le plan extérieur. Le remplacement de János Kádár, malade, au milieu de l'année 1988, ouvre la porte à une politique étrangère plus libre. Entre 1988 et 1991, Budapest, jusqu'alors « plus souvent témoin qu'acteur des relations internationales »<sup>327</sup>, retrouve progressivement une politique extérieure indépendante<sup>328</sup>. Le directeur adjoint des relations internationales du Comité central, Csaba Tabajdi, écrit, en mars 1988, dans le journal *Magyar Nemzet*, que : « désormais l'ami en politique étrangère sera celui qui nous comprend et nous soutient »<sup>329</sup> signalant par là même la fin des relations amicales basées sur la seule idéologie, et le passage de la Hongrie à une politique extérieure pragmatique.

---

324Contrainte et forcée.

325La visite de János Kádár en France en 1984 est réalisée essentiellement dans le but d'obtenir un nouveau crédit après celui de 200 millions de francs accordé par Paris deux ans auparavant. AN 5AG4/CD 274, dossier 6, visites de responsables politiques hongrois, entretiens, audiences, visite de János Kádár à Paris, 15-16 octobre 1984.

326AN. 5AG4/CD 274, dossier 4, voyage de François Mitterrand en Hongrie en 1982, note d'Hubert Védrine pour Bernard Garcia, 8 décembre 1982.

327HOREL, Catherine, *Cette Europe qu'on dit Centrale – Des Habsbourg à l'intégration européenne 1815-2004* –, Paris, Beauchesne, 2009, page 20.

328FÜLÖP, Mihály, « La politique étrangère hongroise dans le contexte de l'Europe centrale », *Politique étrangère*, numéro 1, IFRI, 1994, Paris, pages 115-128.

329CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 214, politique extérieure hongroise, discours et interviews, déclarations de Csaba Tabajdi au journal *Magyar Nemzet*.

À partir de l'été 1988, Budapest se lance dans une diplomatie tous azimuts. Károly Grósz débute une tournée à l'Ouest qui le conduit, en l'espace de quelques mois, de Vienne à Ottawa, en passant par Washington<sup>330</sup>, Madrid et Paris. Dans les semaines qui avaient suivi sa réélection, François Mitterrand avait en effet adressé au nouveau Secrétaire général du PSOH, une invitation à se rendre dans la capitale française pour venir y exposer, de vive voix, les transformations en cours dans son pays<sup>331</sup>. L'invitation résultait moins de la volonté du président de rencontrer l'homme que de son intention de marquer publiquement son soutien au processus de changement en cours en Hongrie<sup>332</sup>. La venue de Grósz, qui répond à la visite du ministre des Affaires étrangères français Jean-Bernard Raimond en mars 1988<sup>333</sup>, est largement commentée dans la presse hexagonale qui souligne en particulier l'avancement de la Hongrie parmi les pays de l'Est et sa « première place dans le chapeau »<sup>334</sup>. L'ambassadeur de France en Hongrie, Christiane Malitchenko, dresse un portrait assez flatteur du dirigeant hongrois<sup>335</sup> dans un télégramme adressé à son poste : « un ton, un style, un discours droit [...] un langage plus concret, plus accessible, malgré des contradictions et des ambiguïtés. Une image plus humaine [...] un ton gorbatchevien »<sup>336</sup>. À Paris, le nouveau Premier ministre hongrois rencontre, en sus du président de la République, son homologue, Michel Rocard, mais aussi les présidents de l'Assemblée nationale, Laurent Fabius, et du Sénat, Alain Poher, ainsi que les principaux dirigeants de l'opposition (Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Alain Juppé)<sup>337</sup>. Devant le président français il exprime cette volonté désormais non dissimulée d'ouverture de son pays vers l'Ouest en évoquant en particulier son souhait de développer des liens avec la CEE, mais aussi celui devenir membre du conseil de l'Europe et de « participer aux activités des organisations économiques mondiales »<sup>338</sup>. La venue de Grósz est suivie de celle du vice-ministre des Affaires étrangères hongrois, László Kovács le 20 octobre 1988<sup>339</sup>, puis de celle de László Somogyi, ministre de la Construction et du

---

330Une première pour un Premier ministre hongrois depuis 1946.

331CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 206, visite de Károly Grósz à Paris, dossier général, télégramme diplomatique, 29 novembre 1988.

332MNL-OL, Küm, X-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 00160/7, déclarations de Jacques Faure, directeur Europe-orientale au ministère des Affaires étrangères français, télégramme diplomatique, 31 janvier 1990.

333AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6339, HON 12/4, visite de Jean-Bernard Raimond en Hongrie (25-25 mars 1988).

334CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 206, visite de Károly Grósz à Paris, dossier général, télégramme diplomatique, 22 novembre 1988.

335Qui contraste fortement avec les remarques de la presse française que nous avons évoquées.

336CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 206, visite de Károly Grósz à Paris, dossier général, télégramme diplomatique, 29 novembre 1988.

337Ibid.

338 Ibid.

339Il y rencontre Jacques Blot, le directeur Europe au ministère des Affaires étrangères. CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 214, politique étrangère hongroise, note de synthèse,

Développement au cours du mois de décembre<sup>340</sup>. Les premiers mois de l'année 1989 ne voient pas le flot de visites hongroises se tarir à Paris : Csaba Halmos, secrétaire d'État et président de l'Office national hongrois des salaires et du travail, Tamás Beck, ministre du Commerce, Péter Medgyessy, vice-premier ministre en charge des Affaires économiques et Péter Várkonyi, ministre des Affaires étrangères se succèdent dans la capitale française. Des visiteurs accueillis à bras ouverts par la classe politique française alors même que le Quai d'Orsay cherche à faire venir : « les personnalités qui montent »<sup>341</sup> dans le but d'anticiper les changements à venir en Hongrie en misant sur la « recherche des nouveaux talents »<sup>342</sup>.

Mais la France n'est pas la seule réceptrice de la boulimie de contacts de la diplomatie hongroise. Les membres des gouvernements Grósz et Németh se déplacent chaque mois en Allemagne, en Autriche, en Angleterre, en Italie, ou encore en Espagne<sup>343</sup>. La République populaire hongroise rétablit par ailleurs ses relations diplomatiques avec la Corée du Sud (29 janvier 1989), Israël (17 septembre 1989) et le Vatican (9 février 1990). Elle obtient de surcroît l'accord de Moscou sur la mise en place d'un calendrier d'évacuation de son territoire par les troupes russes et participe à la mise en place de plusieurs projets de coopérations régionales, dont la très originale coopération Adriatique-Danube<sup>344</sup> qui regroupe un pays non aligné (la Yougoslavie), un pays neutre (l'Autriche) et un membre de l'OTAN (l'Italie)<sup>345</sup>.

Au cours du mois d'avril 1989, la Hongrie décide également de l'ouverture de plusieurs tronçons de sa frontière avec l'Autriche. Le 2 mai, l'opération débute<sup>346</sup>. L'une des images les plus marquantes du processus demeure certainement le démantèlement des barbelés dans la ville frontalière de Sopron, le 27 juin 1989, par le nouveau ministre des Affaires étrangères hongrois, Gyula Horn, en compagnie de son homologue autrichien Aloïs Mock. Le rideau de fer s'écroule. Les photographes sont là. Les images sont immortalisées pour l'histoire<sup>347</sup>. Cette accélération des événements provoque de nouveau une certaine inquiétude à Paris. Le 10 septembre 1989, François Mitterrand s'interroge sur la réaction russe : « Combien de temps Gorbatchev va-t-il tolérer cela? C'est le désordre dans le Pacte de Varsovie »<sup>348</sup>. Le lendemain,

340CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 214, chronologie de politique étrangère (synthèse mensuelle des visites officielles) d'après le service de l'agence de presse hongroise MTI.

341CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 274, note du 26 juin 1988, relance de la politique à l'Est, dossier technique.

342 *Ibid.*

343CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 214, politique étrangère hongroise, note de synthèse, 21 décembre 1989.

344La future « Pentagonale ».

345SUCHARIPA, Ernst, KOFLER, Birgit, « La coopération régionale en Europe : l'exemple de la Pentagonale », *Annuaire français de droit international*, volume 36, numéro 1, 1990, pages 739-743.

346« Et en Hongrie le rideau de fer s'est déchiré... », *L'Express*, 2 mai 2009.

347Une illustration de cet événement figure en annexe 20 de ce travail.

348ATTALI, Jacques, *op. cit.*, page 303.

après plusieurs semaines de pourparlers secrets avec Bonn, Budapest décide d'autoriser le passage d'environ 60 000 réfugiés est-allemands vers l'Autriche, mettant fin *de facto* à un accord de juin 1969 conclu avec Berlin-Est<sup>349</sup>. La Hongrie s'émancipe de la tutelle soviétique ; avec l'accord tacite de Gorbatchev<sup>350</sup>. Quinze jours plus tard, devant l'assemblée générale de l'Organisation des Nations-Unies (ONU) à New York, c'est au tour de la légitimité même du Pacte de Varsovie d'être remise en cause par le ministre des Affaires étrangères hongrois : « la participation d'un pays à une alliance politique ne peut pas servir de base à des interférences dans ses affaires intérieures, militaires ou de quelques autres manières que ce soit. Tous les États ont le droit de décider de leur futur et de la direction de leur développement d'une manière indépendante et souveraine. Ils devraient être responsables de ces décisions seulement devant leur propre peuple »<sup>351</sup>.

## 2- Paris, accessoire ou maillon essentiel de la nouvelle politique extérieure hongroise?

La politique étrangère mise en place par le gouvernement Németh, poursuivie et prolongée par le gouvernement de József Antall à partir du printemps 1990, gravite autour de trois objectifs<sup>352</sup>. En premier lieu, le rétablissement de la souveraineté du pays, c'est-à-dire, d'une part, le départ des troupes d'occupations russes et, d'autre part, le retrait, et à terme la dissolution, du pacte de Varsovie. Deuxième objectif, la réorientation du pays, à tous les niveaux, vers l'Ouest via l'intégration au sein des structures euroatlantiques (CEE et OTAN) et le développement de la coopération économique. Enfin, troisième objectif, la défense de ses intérêts nationaux et de ses minorités extérieures via la mise en place de coopérations régionales et bilatérales.

La diplomatie hongroise estime que la France a un rôle important à jouer dans deux de ses trois desseins. La capitale magyare est en effet pleinement consciente de l'influence française sur la scène européenne<sup>353</sup> et sait qu'elle ne pourra rejoindre la CEE sans l'appui de Paris<sup>354</sup>.

349« Date peut-être historique, les autorités de Budapest décident de laisser les Allemands de l'Est se trouvant en Hongrie gagner le pays de leur choix », ATTALI, *Op. cit.*, page 303.

350Au cours des négociations, le chancelier allemand, Helmut Kohl, se montre, lui aussi, inquiet de la réaction russe : « Est-ce que Gorbatchev est au courant ? » demande-t-il à son homologue hongrois. « C'est notre affaire, nous en prenons l'entière responsabilité » lui répond Miklós Németh. Kohl choisit alors de joindre par téléphone le dirigeant soviétique qui lui aurait répondu, si l'on en croit les souvenirs du chancelier allemand, « Les Hongrois sont des gens bien », une réponse qu' Helmut Kohl considère comme un feu vert. À ce sujet voir notamment : KOHL, Helmut, *Erinnerungen*, Droemer Knaur, Munich, 2005. Mais aussi OPTLAKA, Andreas, *Der erste Riss in der Mauer: September 1989 - Ungarn öffnet die Grenze*, Vienne, Paul Zsolnay Verlag, 2009.

351Propos de Gyula Horn, cité dans KUN, Joseph, *Op.cit.*, page 45.

352*A nemzeti megújulás programja* [Programme de la rénovation nationale], septembre 1990, pages 177-185.

353MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 004134/1, note de fond sur la situation des relations économiques bilatérales, 19 décembre 1989.

354L'exemple britannique a montré que la France avait la capacité de bloquer, pendant longtemps, l'adhésion

Or, le « retour à l'Europe » est devenu, au début des années 1990, l'objectif principal et l'obsession constante de la diplomatie hongroise. En janvier 1989, Károly Grósz, en sa qualité de secrétaire général du PSOH, s'était livré, devant le forum économique international, à un long plaidoyer pour l'intégration de la Hongrie aux institutions occidentales : « l'essor de mon pays a toujours été lié au destin de l'Europe. Au cours de notre histoire nous en avons fait l'expérience, la raison et le cœur nous disent d'une même voix que notre destin c'est l'Europe »<sup>355</sup>. Citant au fil de son discours Stefan Zweig, Lucrèce, la Bible, les Lumières et la Révolution française, Károly Grósz s'était attaché à montrer que tout à la fois l'histoire, le droit et la morale lient la Hongrie à l'ouest du continent. Or, dans la réalisation de ce projet, Paris tient, au même titre que Bonn, une place centrale. La diplomatie hongroise a très tôt ciblé le couple franco-allemand comme le moteur essentiel de son retour à l'Ouest. Or, dans cette configuration, il est essentiel pour Budapest de resserrer, en priorité, ses rapports avec la France. Le gouvernement hongrois est de fait bien conscient qu'historiquement, mais aussi économiquement et culturellement, ses liens avec Paris sont plus distendus qu'avec son voisin germanique.

Les chiffres comparés de la présence allemande et française en Hongrie en 1988 ne viennent pas infirmer le sentiment de la diplomatie hongroise. La France investit ainsi sept fois moins dans le pays que son voisin d'outre-Rhin<sup>356</sup> et sa langue y est largement moins répandue (34% des élèves étudient l'allemand au lycée contre 8,5% le français)<sup>357</sup>. Lors de son passage à Paris, les 17, 18 et 19 novembre 1988, Károly Grósz avait déjà insisté sur la nécessité pour la France de retourner la situation. Il avait notamment réclamé « des efforts supplémentaires en matière d'enseignement du français »<sup>358</sup>, jugeant l'influence germanique « un peu envahissante »<sup>359</sup> et davantage d'investissements directs dans le pays. En septembre 1989, Géza Molnar, le directeur adjoint du ministère des Affaires étrangères hongrois explique, à une délégation sénatoriale française en visite dans la capitale magyare, que la Hongrie veut à tout prix « éviter de tomber sous la domination de la puissance économique allemande » et que Budapest « attend de la France qu'elle se fasse plus présente »<sup>360</sup>. Cette volonté de rééquilibrage de ses relations extérieures est également un thème constant de la diplomatie

---

d'un nouveau membre si elle le jugeait souhaitable.

355CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 206, visite de Károly Grósz en France, dossier général, discours de Károly Grósz au forum économique international, janvier 1989.

356CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 206, visite de Károly Grósz en France, dossier général, note préparatoire, 31 octobre 1988.

357 *Ibid.*

358CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 206, visite de Károly Grósz en France, dossier général, télégramme diplomatique, 29 novembre 1988.

359 *Ibid.*

360MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, carton 35, France, 1989, document 003537, télégramme diplomatique, 11 septembre 1989.

hongroise à partir de 1988. Paris est alors perçue comme le contrepoids nécessaire à la puissance allemande en Hongrie. Un désir semble-t-il « sincère »<sup>361</sup> pour une Hongrie qui souhaite, plus que tout, éviter de retomber dans un unilatéralisme qui s'est historiquement révélé dommageable pour elle. Budapest refuse donc de placer son futur retour en Europe sous l'unique patronage de ses alliés traditionnels.

Enfin, la Hongrie juge également que Paris peut avoir un rôle dans l'achèvement de son troisième objectif de politique étrangère : la protection de ses minorités. La capitale hongroise estime ainsi que l'influence française sur la Roumanie, à laquelle Paris est historiquement très liée – bien que ces liens se soient desserrés sous Ceaușescu – mais aussi sur la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie constitue un atout essentiel dans la défense de ses minorités<sup>362</sup>. En résumé, Budapest considère que l'optimisation de ses rapports avec Paris pourrait se traduire indirectement par une amélioration du sort de ses minorités magyares à l'extérieur de son territoire.

Au final ce qui marque avant tout la particularité de la relation franco-hongroise à la fin des années 1980, c'est donc cette volonté mutuelle – certes intéressée de part et d'autre – de rapprochement. L'un – la France – apparaît comme un partenaire incontournable sur le chemin de l'adhésion à la Communauté européenne, tandis que l'autre – la Hongrie – représente l'élève modèle de la transition à l'Est et l'une des plus importantes opportunités de développement économique pour Marianne dans la région.

### **III- La visite de François Mitterrand en Hongrie.**

Le président français qui avait planifié, dès l'été 1988, une tournée en Europe centre-orientale, n'ajoute Budapest à son agenda qu'à l'automne 1988, après le passage à Paris de Károly Grósz et la transmission d'une invitation officielle. François Mitterrand connaît assez bien la Hongrie pour s'y être rendu, en voyage officiel, à deux reprises. Un premier voyage à la tête d'une délégation du parti socialiste français l'avait conduit dans la capitale hongroise en 1976<sup>363</sup> tandis que six ans plus tard, c'est en sa qualité de chef de l'État qu'il y était revenu. En 1982, la Hongrie avait en effet été jugée, nous l'avons rappelé, digne de la première visite à

---

361 Ou du moins tel apparaît-il aux yeux de l'ambassadeur français en Hongrie, Pierre Brochand. AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1990-1995), carton 7114, visites françaises en Hongrie, visite d'Élisabeth Guigou, télégramme diplomatique, 11 octobre 1991.

362 Correspondance de l'auteur avec l'ambassadeur János Szávai, 5 février 2017.

363 LACHAISE, Bernard, « France-Hongrie au parlement sous la Ve République : histoire d'une amitié », dans LACHAISE, Bernard, RICHARD, Gilles, GARRIGUES, Jean (dir.), *Les territoires du politique. Hommages à Sylvie Guillaume*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

l'Est du président français. Le pays avait été considéré d'une part comme ne posant « pas de problèmes en ce qui concerne les droits de l'Homme »<sup>364</sup> et d'autre part comme « un cas particulier dans l'ensemble des pays socialistes »<sup>365</sup>. Les bonnes relations nouées durant ce voyage facilitèrent le développement des relations bilatérales<sup>366</sup> au cours de la décennie 1980. Ce n'est donc « pas un hasard »<sup>367</sup> si François Mitterrand se rend pour la troisième fois en Hongrie au début de l'année 1990. Cela constitue à la fois « la reconnaissance du processus de transition » magyar et le « rôle pionnier rempli par ce pays »<sup>368</sup>.

### *L'organisation du voyage*

Le voyage du président est préparé en amont par les collaborateurs du chef de l'État à l'Élysée. Le directeur de cabinet de François Mitterrand, Gilles Ménage, se rend à Budapest les 19 et 20 décembre 1989, soit un mois avant la date de la visite. Il est accompagné de Jean-Louis Chambon, chargé de mission au secrétariat général de la présidence, d'André Gadaud, le chef du protocole, et de Marie-Françoise Jeanpierre, membre du service de presse de l'Élysée. Plusieurs séances de travail sont organisées au ministère des Affaires étrangères hongrois et le déplacement est également l'occasion de rencontrer et de sélectionner les personnalités locales – artistes et intellectuels – que le président français envisage de rencontrer sur place<sup>369</sup>. Resté à Paris, le porte-parole du président, Hubert Védrine, reçoit dans son bureau élyséen l'historien d'origine hongroise François Fejtő pour y discuter des hommes politiques que le président français se doit de rencontrer sur place<sup>370</sup>.

Le périple dans la capitale hongroise se révèle populaire dans l'entourage du président et au sein du gouvernement. Pas moins de dix-sept ministres et secrétaires d'État demandent à faire le déplacement<sup>371</sup>. François Mitterrand réduit personnellement la liste à six (quatre ministres et deux secrétaires d'États)<sup>372</sup>. De son côté la Hongrie semble heureuse de recevoir à nouveau

364 Ces mots sont ceux de Pierre Joxe et sont cités dans : LACHAISE, Bernard, *Op. cit.*

365 *Ibid.*

366 Signalons à ce sujet la visite de János Kádár à Paris en octobre 1984, son unique déplacement à l'étranger cette année-là. Un geste d'autant plus symbolique que le dirigeant hongrois souffre d'aérodromophobie sévère et ne se rend, par exemple, à Moscou qu'en empruntant le train.

367 MNL-OL, Küm, X-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 00160/7, déclarations de Jacques Faure, directeur Europe-orientale au ministère des Affaires étrangères français, télégramme diplomatique du 31 janvier 1990.

368 *Ibid.*

369 CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 228, visite d'État de François Mitterrand en Hongrie, préparation de la visite, mission préparatoire du 18-20 décembre 1989.

370 AN. 5AG4/EG/204, dossier 5, préparation et déroulement du voyage de François Mitterrand en Hongrie les 18 et 19 janvier 1990, note d'Hubert Védrine pour le président, 12 janvier 1990.

371 ATTALI, Jacques, *Op. cit.*, page 399.

372 En réalité, la liste finale comprend cinq ministres, Jack Lang, le ministre de la Culture et de la Communication, étant parvenu, à l'issue d'un conseil des ministres, à plaider son cas avec succès auprès du président. Le détail est rapporté dans ATTALI, Jacques, *Op. cit.*, page 399.

le président français. Le Quai Bem<sup>373</sup> s'était réjoui en mai 1988 de la réélection de François Mitterrand et du retour de la gauche au pouvoir jugeant, au-delà du plus grand écart idéologique évident qui avait pu exister avec la droite française, que la cohabitation avait mené à une « relation superficielle »<sup>374</sup> entre la France et la Hongrie et « nui aux développements des rapports bilatéraux »<sup>375</sup> au cours de la fin de la décennie 1980<sup>376</sup>. Dans cette optique, l'ajournement répété de la venue du ministre des Affaires étrangères du gouvernement Chirac, Jean-Bernard Raimond, qui avait visiblement eu le don d'agacer prodigieusement Budapest<sup>377</sup>, n'était pas venu infirmer la théorie hongroise<sup>378</sup>.

La diplomatie hongroise avait vu plusieurs avantages à la reconduction de François Mitterrand pour un second mandat<sup>379</sup>. Tout d'abord le fait que le président français « reconnaissait le poids abusif de Yalta » et avait démontré à plusieurs reprises sa volonté de tendre la main à « l'Autre Europe », deux éléments qui faisaient du président français un interlocuteur enviable pour Budapest. Ensuite le ministère des Affaires étrangères magyar avait souligné que François Mitterrand était un « bon connaisseur de l'histoire » et « comprenait les problèmes créés par Trianon » vis-à-vis des minorités hongroises en Yougoslavie, en Roumanie, et en Tchécoslovaquie<sup>380</sup>. Enfin, sur le plan bilatéral il avait su montrer sa « volonté de relancer les relations culturelles bilatérales », avec notamment, nous l'avons rappelé, la décision de construire un nouvel institut culturel dans la capitale hongroise<sup>381</sup>.

### ***Les buts de la visite côté français et les attentes hongroises.***

La venue de François Mitterrand répond à un triple objectif côté français. En premier

---

373Le ministère des Affaires étrangères hongrois (situé quai Bem sur la rive gauche de la capitale).

374MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 001613, réflexions sur la nouvelle politique de la France à l'Est, 7 mars 1989.

375Ibid.

376Un constat que semble partager Paris : « les relations franco-hongroises ont baissé d'intensité par rapport au niveau qu'elles avaient en 1982 et 1984. Les relations économiques s'en ressentent et reflètent la désaffection de nos entreprises à l'égard de ce pays ». AN. 5AG4/CD 274, dossier 6 : visites de responsables politiques hongrois, entretiens, audience, note de Jean Musitelli pour François Mitterrand, 13 février 1987.

377Entretien de l'auteur avec Thomas Schreiber, 10 décembre 2011.

378Jean-Bernard Raimond s'y rend finalement en mars 1988, quelques semaines avant les élections législatives. À ce propos voir notamment : GARADNAI, Zoltán, SCHREIBER, Thomas, « A rendszerváltás Magyarországon és Lengyelországban, ahogy a francia külügyminisztériumban látták » [Le changement de régime en Hongrie et en Pologne vu du ministère des Affaires étrangères français], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archiv Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 9, numéro 1, 2009.

379MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 001613, réflexions sur la nouvelle politique de la France à l'Est, 7 mars 1989.

380Ibid.

381AN. 5AG4/CD 274, dossier 4, visite officielle de François Mitterrand en Hongrie (7-9 juillet 1982), note du ministère des Relations extérieures, 5 mars 1982.

lieu, il s'agit de venir faire le point sur le processus d'émancipation politique et économique du pays et d'y rencontrer les hommes et femmes qui pourraient être appelés à gouverner le pays dans un proche avenir<sup>382</sup>. En second lieu, le voyage a pour but d'examiner les perspectives que la démocratisation en cours en Hongrie, et dans la région, ouvre pour le futur de l'Europe. Enfin, il s'agit évidemment de venir donner une impulsion nouvelle à des relations bilatérales jugées, de par et d'autre, encore bien ternes. Sur le plan culturel – aussi – et sur le plan économique – principalement – il s'agit donc de ne pas oublier « les opportunités à saisir »<sup>383</sup>. Dans cette optique, François Mitterrand vient accompagné de plus d'une dizaine de grands patrons français dont notamment Georges de Buffévent (Spie Batignolles), Pierre Delaporte (EDF), Jean-Yves Haberer (Crédit lyonnais), Gilbert Trigano (Club Méditerranée), François Lorents (Bull), Jean-François Dehecq (Sanofi), Raymond Lévy (Renault), Michel Pebereau (Crédit commercial de France), tous en quête de nouveaux marchés et de partenariats à l'Est<sup>384</sup>. La Hongrie accueille cette initiative à bras ouverts. Budapest estime en effet que les relations économiques ont été trop « fluctuantes »<sup>385</sup> jusqu'alors et se doivent par conséquent être stabilisées et raffermies : « Il faut penser à de nouvelles formes de coopération modernes [...] principalement aux investissements capitalistes sous forme d'entreprises mixtes »<sup>386</sup>.

Côté hongrois, l'un des objectifs principaux de la réception de François Mitterrand est l'obtention du soutien personnel et officiel du chef de l'État français au dessein hongrois de « retour à l'Europe ». À ce propos, les notes de préparations à l'entretien de Mátyás Szűrös, le président par intérim hongrois, conseillent d'insister auprès du chef de l'État français sur « l'identité millénaire de la Hongrie en Europe » et rappelle, si besoin en était, le rôle central que la France pourrait jouer quant au futur de la Hongrie au sein de la Communauté.

Culturellement les dirigeants hongrois estiment que les rapports bilatéraux sont à un tournant<sup>387</sup> et que c'est à Paris d'entamer les démarches nécessaires pour faire progresser sa langue et sa culture dans le pays, elle en a la place. Budapest s'engage pour sa part à soutenir de tout son poids tous les efforts français en ce sens.

---

382GARADNAI, Zoltán, SCHREIBER, Thomas, « François Mitterrand elnök második budapesti útja – 1990. január 18-19 » [Le second voyage budapestois du président François Mitterrand – 18-19 janvier 1990], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archives Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 9, numéro 3, 2009.

383CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 228, visite d'État de François Mitterrand en Hongrie, préparation de la visite, dossier de synthèse, réunion du CNPF, 30 mars 1989.

384AN. 5AG4/EG/204, dossier 5, préparation et déroulement du voyage de François Mitterrand en Hongrie les 18 et 19 janvier 1990, compte rendu de la table ronde au centre de formation bancaire de Budapest, 18 janvier 1990.

385MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 00160/1, visite de François Mitterrand en Hongrie, thèmes pour la discussion entre Mátyás Szűrös et François Mitterrand.

386Ibid.

387Ibid.

## *Le programme et le déroulement de la visite.*

La logistique du voyage est impressionnante, mais demeure somme toute classique<sup>388</sup>. François Mitterrand est accompagné de ses ministres des Affaires étrangères (Roland Dumas), de l'Économie (Pierre Bérégovoy), de l'Industrie (Roger Fauroux) des Postes, Télécommunications et Espaces (Paul Quilès) et de la Culture et de la Communication (Jack Lang) ainsi que de deux de ses secrétaires d'État en la personne de Thierry de Beaucé (secrétaire d'État à l'aide humanitaire) et de Bernard Kouchner (secrétaire d'État aux relations culturelles internationales)<sup>389</sup>. À ceux-ci viennent s'ajouter la majeure partie des conseillers du président à l'Élysée : Jean-Louis Bianco, Jacques Attali, Hubert Védrine, Élisabeth Guigou, Loïc Hennekine et Sophie-Caroline de Margerie<sup>390</sup>. Les présidents des groupes d'amitiés franco-hongrois au Sénat, Hubert Martin, et à l'Assemblée nationale, René Drouin, viennent compléter la délégation officielle<sup>391</sup>. À cela s'ajoute une délégation non officielle de 35 personnes comprenant des personnalités telles que le journaliste Thomas Schreiber, l'historien François Fejtó, l'écrivaine Christine Arnothy ou encore le plasticien Victor Vasarely<sup>392</sup> ainsi qu'une suite technique de 50 personnes<sup>393</sup>. Le déplacement nécessite la réservation de 260 chambres d'hôtel et un budget total de 1,65 million de francs<sup>394</sup>. La dimension du déplacement est très appréciée côté hongrois. La presse en particulier y voit à la fois un signe fort de l'intérêt français pour le pays et le symbole d'un soutien au mouvement de démocratisation en cours<sup>395</sup>.

François Mitterrand se présente dans une Hongrie communisme qui n'en ait en presque plus une. Le processus de sortie du système est déjà bien entamé et les élections parlementaires sont prévues pour le printemps. Rien ne semble pouvoir entraver les événements en marche. La visite se déroule sur deux jours et suit, *mutatis mutandis*, ce que Jacques Rupnik nomme

---

388« L'organisation d'une visite d'État ne permet guère l'originalité » rappelle justement Bernard Lachaise dans son article : LACHAISE, Bernard, « Le voyage de François Mitterrand en Hongrie en 1990 », *Öt Kontinens, az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2009, Budapest, ELTE, pages 63-74.

389AN. 5AG4/12970, visite d'État du Président de la République en Hongrie (18-19 janvier 1990), programme et délégation.

390Les biographies de ces personnalités figurent en annexe 21 de ce travail.

391AN. 5AG4/12970, visite d'État du Président de la République en Hongrie (18-19 janvier 1990), programme et délégation.

392Les biographies de ces personnalités figurent également en annexe 21.

393AN. 5AG4/12970, visite d'État du Président de la République en Hongrie (18-19 janvier 1990), programme et délégation.

394AN. 5AG4/12970, visite d'État du Président de la République en Hongrie (18-19 janvier 1990), télégramme diplomatique, 10 janvier 1990.

395*Magyar Nemzet*, 19 janvier 1990.

« la méthode Mitterrand »<sup>396</sup>, à savoir, un petit-déjeuner avec les membres de l'opposition<sup>397</sup> puis une rencontre avec la jeunesse locale<sup>398</sup>, en sus des traditionnels tête-à-tête avec les membres du gouvernement.

Les entretiens avec les dirigeants hongrois ont tous un contenu relativement similaire. Miklós Németh choisit, dans une approche quasi pédagogique, de rassurer François Mitterrand sur le fait qu'il « n'y aura pas de retour en arrière, pas de restauration » en Hongrie<sup>399</sup>. Un processus que semblait alors encore craindre une partie de la diplomatie française. Sur le plan bilatéral, le Premier ministre hongrois demande le soutien français pour intégrer les programmes Erasmus et Lingua et réclame, de nouveau, la création d'un lycée français dans la capitale hongroise<sup>400</sup>. Sur le plan économique, il fait part de sa volonté de rouvrir, à Paris, le centre d'information hongrois (*Magyar Tajékoztató Központ*) qui avait été fermé en 1986<sup>401</sup>.

Le 19 janvier, François Mitterrand, conscient de la nécessité de nouer des relations avec ceux qui seront bientôt appelés à gouverner, participe à un petit-déjeuner de travail avec les représentants de l'opposition hongroise<sup>402</sup>. Sont présents, entre autres, pour l'Alliance des démocrates libres<sup>403</sup>, János Kiss et László Rajk<sup>404</sup>, pour le Parti social-démocrate hongrois<sup>405</sup>, Miklós Hermann et Tibor Baranyai<sup>406</sup>, pour l'Alliance des jeunes démocrates<sup>407</sup>, Zoltán Rockenbauer<sup>408</sup>, et pour le Parti populaire démocrate-chrétien<sup>409</sup>, Emese Ugrin et Sándor

---

396RUPNIK, Jacques, « La France de Mitterrand et les pays de l'Europe du centre-est » dans *Mitterrand et la sortie de la guerre Froide*, COHEN, Samy (dir.), Paris, PUF, 1998, pages 189-222.

397Le cas échéant le 19 janvier à 8h30. AN. 5AG4/12970, visite d'État du Président de la République en Hongrie (18-19 janvier 1990), programme du 19 janvier.

398Ici au lycée Ferenc Kölcsey de Budapest qui accueille, depuis 1987, des sections bilingues franco-hongroises.

399MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 00160/2, visite de François Mitterrand en Hongrie, thèmes pour la discussion entre Miklós Németh et François Mitterrand, 11 janvier 1990.

400 *Ibid.*

401 *Ibid.*

402Une illustration de cette rencontre figure en annexe 20 de ce travail.

403Le *Szabad Demokraták Szövetsége* (SzDsz), souvent considéré comme le « parti des intellectuels », trouve ses origines dans la dissidence hongroise des années 1970 et 1980. Officiellement formé en 1988 sous la présidence d'Attila Retkes le SzDsz participe aux tables rondes de l'opposition et défend des valeurs libérales tant du point de vue économique que politique.

404Voir la biographie de ces deux hommes en annexe 21.

405Le *Magyarországi Szociáldemokrata Párt* (MszDP) est le plus ancien parti de Hongrie. Fondé en 1890, le parti de gauche et de centre gauche a fusionné avec le parti communiste hongrois en 1948 pour devenir le parti des travailleurs hongrois (*Magyar Dolgozók Pártja* – MDP). À la suite des événements de 1956 le MszDP se détache du parti communiste et poursuit ses activités depuis l'étranger. Refondé en 1989, il s'inspire dès lors essentiellement des idées de la sociale démocratie européenne.

406Voir biographies en annexe 21.

407Le *Fiatal Demokraták Szövetsége* (Fidesz) est à l'origine un mouvement de jeunesse libertaire anticommuniste qui regroupe essentiellement des étudiants. Il se forme en parti politique le 30 mars 1988. L'âge limite pour y adhérer est alors de 35 ans. À l'époque le parti défend essentiellement des idées libérales, radicales et alternatives.

408Voir biographie en annexe 21.

409Le *Kereszténydemokrata Néppárt* (KDNP) est fondé en 1944 par un groupe d'intellectuels, de membres du clergé, et d'hommes politiques hongrois. Devenu parti populaire démocrate (*Demokrata Néppárt* – DNP) en 1945, il remporte 60 des 411 sièges de députés lors des élections législatives de 1947, faisant de lui le second parti du pays. Foncièrement anticommuniste, il est dissous en 1949 lorsque débute la bolchévisation du pays.

Keresztes<sup>410</sup>. La veille, dans l'après-midi, François Mitterrand avait accordé une audience privée au président du Forum démocrate hongrois<sup>411</sup>, József Antall<sup>412</sup>, le futur Premier ministre, entretien au cours duquel le contact était, semble-t-il, bien passé<sup>413</sup>.

Les deux autres priorités du voyage (la culture et l'économie) n'en sont pas par autant oubliés. Après le dépôt d'une gerbe de fleurs sur la tombe d'Imre Nagy<sup>414</sup>, François Mitterrand déjeune, le 19 janvier, au restaurant Hungaria, en compagnie d'importantes personnalités hongroises du monde des arts et de la culture<sup>415</sup>, dont parmi elles de nombreux francophones ou francophiles. Les cinéastes Miklós Jancsó, István Szabó et Ildikó Enyedi<sup>416</sup> sont présents. Le journaliste, écrivain et figure centrale du mouvement dissident dans les années 1970, György Konrád, également. Le philosophe Gáspár Tamás, rédacteur de la revue *Útunk*, l'historien György Granasztói<sup>417</sup>, et la fille du poète Gyula Illyés participent, eux aussi, au repas.

La veille, François Mitterrand avait consacré près de trois heures à une séance de travail sur les questions économiques et financières au centre de formation bancaire de Budapest en face d'une trentaine de chefs d'entreprises hongrois incluant Gyula Harbula (Panonia), János Kázmér (Videoton), István Kovács (Hungexpo), András Semsey (Ikarus), István Bihari (Chinois) et Sándor Demjén (MHB)<sup>418</sup>. Des PDG qui n'ont pas été sélectionnés par hasard par les dirigeants hongrois. Un mois avant la visite du président français, le ministère du Commerce hongrois avait en effet émis une note évaluant les secteurs les plus à même de séduire Paris : l'électronique, la pharmacie, la chimie, les communications, les industries hôtelières et agroalimentaires avaient été particulièrement ciblées<sup>419</sup>. À l'époque la France occupe une place modeste dans le pays, mais ses exportations y sont en hausse de 19% par

---

Reformé en 1989 il participe aux tables rondes de l'opposition. Parti conservateur de droite aux influences chrétiennes, il défend notamment la justice sociale et les héritages culturels.

410Les biographies de ces personnalités figurent en annexe 21 de ce travail.

411Le *Magyar Demokrata Fórum* (MDF) fondé, nous l'avons signalé, en septembre 1987 par un groupe d'opposants au régime communiste regroupe à l'origine un ensemble d'intellectuels issus de différentes tendances de l'opposition et se veut un instrument de dialogue avec le régime socialiste à une époque où celui-ci ne tolère pas encore le multipartisme. Grâce à la loi sur les associations de 1988, le MDF débute sa mutation et acquiert, en 1989, le statut de parti politique. Parti conservateur il se veut à la fois chrétien, démocrate, anticommuniste et libéral sur le plan économique. Il regroupe à l'origine de nombreuses tendances politiques.

412Voir biographie en annexe 21.

413Entretien de l'auteur avec Thomas Schreiber, 10 décembre 2011.

414Mais aussi, la veille, sur la place des Héros.

415AN. 5AG4/12970, visite d'État du Président de la République en Hongrie (18-19 janvier 1990), programme de la visite

416Caméra d'or à Cannes l'année précédente pour son film *Mon XXe siècle (Az én XX. századom)*.

417La biographie de ces trois hommes figure en annexe 21.

418AN. 5AG4/EG/204, dossier 5 : préparation et déroulement du voyage de François Mitterrand en Hongrie les 18 et 19 janvier 1990, compte rendu de la table ronde au centre de formation bancaire de Budapest, 18 janvier 1990.

419MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1989, carton 50, document 8007-18, visite de François Mitterrand en Hongrie, note du ministère du Commerce, 19 décembre 1989.

rapport à 1988<sup>420</sup>. Par ailleurs au moment du déplacement présidentiel plus d'une douzaine de projets de sociétés mixtes et d'investissements sont en cours de discussions (Matra, Thomson, RVI, Alcatel) et certains sont conclus lors de la venue du président<sup>421</sup>.

### ***Le président français face aux médias hongrois.***

François Mitterrand accorde deux entretiens aux médias hongrois dans le cadre de son voyage, un avant son départ et un sur place. Dans les deux cas, il évoque son projet de confédération, mais également l'avenir de l'OTAN et du Pacte de Varsovie<sup>422</sup>. Le président français est par ailleurs interrogé, en longueur, sur les questions de minorités en Europe centrale et sur les rapports franco-hongrois, en particulier dans leurs dimensions face à l'Allemagne. Sur la question des minorités François Mitterrand estime que : « ne pas prêter attention [aux demandes légitimes des minorités] serait s'exposer à un révisionnisme territorial dangereux pour la stabilité et la paix »<sup>423</sup>. Une réponse qui ne peut que satisfaire la partie hongroise. Insistant sur l'impossibilité de « remanier les frontières autrement qu'à l'amiable »<sup>424</sup> il estime qu'il « n'y a pas trente-six réponses possibles : c'est soit le fédéralisme, en tout cas la décentralisation, et certaines formes de décisions autonomes à l'intérieur de la souveraineté de l'État [soit] des conflits graves, peut-être des effusions de sang et un remue-ménage de nationalismes qui s'exacerbent au travers de l'Europe tout entière avec un effet de contagion »<sup>425</sup>. Questionné sur les risques que l'Est – dont la Hongrie – devienne le terrain de lutte d'influence des puissants, François Mitterrand juge le risque réel, mais minimal et précise qu'il y « de la place pour tous ceux qui veulent contribuer à l'épanouissement démocratique et économique de la zone » pour autant que l'on évite : « les luttes d'influences génératrices de gaspillages »<sup>426</sup>. Et si Paris souhaite également jouer sa carte personnelle en Europe centre-orientale, elle est consciente qu'à plus large échelle la région a besoin de structures, de coordinations et d'aides.

Sur le plan des relations bilatérales enfin le président admet que si la France a « des affinités traditionnelles » avec la Pologne et la Roumanie, « cela ne part pas d'un principe » et « ce

---

420Ibid.

421C'est le cas, par exemple, pour l'entreprise française Bull qui s'associe au hongrois Videoton pour la fabrication d'ordinateurs.

422Des aspects sur lesquels nous revenons plus en détail au cours de notre quatrième partie.

423IFM, Interview de François Mitterrand au journal *Népszabadság*, 17 janvier 1990.

424AN 5AG4/EG 204, dossier 5, préparation et déroulement du voyage de François Mitterrand en Hongrie les 18 et 19 janvier 1990, interview du président pour la télévision hongroise, 15 janvier 1990.

425Ibid.

426IFM, Interview de François Mitterrand au journal *Népszabadság*, 17 janvier 1990.

n'est pas une politique exclusive »<sup>427</sup>. Les hasards de l'histoire ont fait appartenir les deux pays à des ensembles éloignés, mais l'histoire leur tend de nouveau la main.

### ***Réception et bilan de la visite.***

Les médias et le gouvernement hongrois semblent satisfaits de la venue du chef d'État. La presse est particulièrement enthousiaste et fait l'éloge du président français « au caractère raffiné »<sup>428</sup>, « homme d'État de grande force morale [...] synthèse entre le changement et la permanence, la politique et la morale, la fierté nationale et l'ouverture sur le monde »<sup>429</sup>. Le seul bémol est relevé par le journal socialiste *Népszabadság* qui se montre déçu du refus français de lever l'obligation de visas pour les Hongrois souhaitant se rendre en France, un élément symbolique assez fort.

Sur le plan « comptable », la France a promis un crédit à l'exportation de deux milliards de francs sur trois ans et un protocole de don de 50 millions de francs<sup>430</sup>. Plusieurs accords prévoyant la création de sociétés mixtes, dont ceux entre Alcatel et Finommechanikai Vállat, ou encore entre Schlumberger et Ganz meter, sont signés<sup>431</sup>. Par ailleurs un protocole d'intention pour Matra sur le projet d'extension du métro et un accord sur la participation de France Télécom en cas de privatisation des télécommunications hongroises sont également paraphés<sup>432</sup>.

Sur le plan culturel, Paris soutien le passage de trois à cinq lycées bilingues dans le pays, mais choisit de réserver sa réponse sur la création, pourtant tant réclamée par les dirigeants hongrois, d'un lycée français<sup>433</sup>. Néanmoins le président promet la création d'un baccalauréat franco-hongrois, la mise en place d'une filière francophone dans le supérieur, ainsi qu'une aide pour l'édition d'ouvrages hongrois en français et français en hongrois<sup>434</sup> et le doublement du nombre de bourses d'échanges et de recherches<sup>435</sup>. Suffisamment pour que l'ambassadeur français, Pierre Brochand, souvent prompt à dénoncer le manque d'assiduité et de moyens

---

427AN 5AG4/EG 204, dossier 5, préparation et déroulement du voyage de François Mitterrand en Hongrie les 18 et 19 janvier 1990, interview du président pour la télévision hongroise, 15 janvier 1990.

428CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 228, visite de François Mitterrand en Hongrie, télégramme diplomatique, 22 janvier 1990.

429 *Magyar Hírlap*, 18 janvier 1990.

430CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 228, visite de François Mitterrand en Hongrie, télégramme diplomatique, 22 janvier 1990.

431En réalité Schlumberger rachète totalement l'entreprise, faisant de l'opération le plus gros investissement industriel français de l'Histoire en Hongrie.

432Nous revenons sur le détail de ces affaires dans la troisième partie de ce travail.

433CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 228, visite de François Mitterrand en Hongrie, télégramme diplomatique, 20 janvier 1990.

434Nous développons plus en détail ces mesures dans la deuxième partie de notre travail.

435CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 228, visite de François Mitterrand en Hongrie, télégramme diplomatique, 20 janvier 1990.

français en Hongrie se satisfasse de ce « véritable plan de relance globale de nos relations culturelles et scientifiques avec la Hongrie »<sup>436</sup>.

Néanmoins, *in fine*, la visite du président, si réussie soit-elle, ne peut pas constituer seule l'élément moteur de la relance des rapports franco-hongrois. À ce sujet, l'ambassadeur Pierre Brochand écrit, au moment du bilan final du déplacement, qu'un « projet de cette nature ne peut s'apprécier que dans la continuité [...] la crédibilité engrangée en deux jours ne l'est pas à titre définitif »<sup>437</sup>. D'une certaine manière, le traité liant les deux pays et signé l'année suivante poursuit ce travail de rapprochement.

#### **IV- Le traité d'entente et d'amitié franco-hongrois.**

##### ***Un traité symbolique pour la Hongrie : à la fois consécration et point de départ.***

Les années 1989-1991 ont été marquées, en Hongrie, par une soif quasi inaltérable de contacts diplomatiques nourrie par un désir tout à la fois mythique et rhétorique de retour à l'Europe. Le mouvement de rapprochement mutuel franco-hongrois entamé au cours des années 1989 et 1990 se concrétise, de manière symbolique, en 1991, par la signature d'un traité d'entente et d'amitié entre les deux états<sup>438</sup>. La signature d'un tel document n'est pas chose courante entre les deux pays. Il faut remonter au Moyen Âge et au mariage de Béla III avec Anne d'Antioche pour trouver trace dans l'histoire d'un accord comparable. À l'époque le traité avait ouvert une période faste entre les deux États, caractérisée par un flux d'échanges culturels très important<sup>439</sup>. Si le traité de 1991 est, naturellement, bien différent dans son contenu de celui conclu au cours du XIIe siècle, il représente néanmoins, lui aussi, le point de départ d'une collaboration plus intense.

C'est la France, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères, qui propose la mise en place de cet accord. Roland Dumas évoque pour la première fois la possibilité d'un tel document avec son homologue hongrois, Géza Jeszenszky, le 26 avril 1991<sup>440</sup> avant que sa

---

436CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 228, visite de François Mitterrand en Hongrie, télégramme diplomatique, 22 janvier 1990.

437CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 228, visite de François Mitterrand en Hongrie, télégramme diplomatique, 20 janvier 1990.

438Le traité figure en annexe 5 de ce travail.

439Le traité avait par exemple favorisé la venue d'artistes et de bâtisseurs français en Hongrie tel Villard de Honnecourt qui y établit les plans de la cathédrale de Kassa (l'actuelle Košice en Slovaquie).

440 AN., Archives des services du Premier ministre (Édith Cresson), dossier 19940017/10, note du 5 juillet 1991.

mise en œuvre ne soit définitivement confirmée le mois suivant lors du passage de József Antall à Paris<sup>441</sup>. Côté français, le traité s'inscrit dans la lignée de la création de relations avec « l'Autre Europe » et contribue à la formation d'une « Europe réconciliée » tout en attestant de son souci d'intégrer ses rapports avec les pays de l'Est dans une perspective de nouvelles solidarités sur le continent européen. Dans cette optique, le traité illustre, à bien des égards, les nouvelles orientations de la politique française en Europe centre-orientale. Côté hongrois l'alliance est perçue d'abord, et peut-être avant tout, comme la fin d'une anomalie historique. La Hongrie le considère autant comme une consécration que comme un point de départ. Consécration symbolique du retour à l'Ouest de cet « Occident kidnappé »<sup>442</sup> et de la reconnaissance par Paris de ce processus historique ; et point de départ d'un nouveau canevas des relations franco-hongroises.

Sur le plan pratique, le traité permet l'actualisation de l'environnement juridique entre les deux pays, et offre un cadre adapté au nouveau contexte européen. Jusqu'alors les accords bilatéraux avaient été très limités<sup>443</sup>. Il a été rappelé que, dès l'automne 1988, Budapest avait appelé de ses vœux les plus sincères, le renforcement de la présence française dans son pays, non seulement afin d'étayer ses objectifs d'équilibrage, mais aussi pour convaincre d'une part sa propre opinion que l'unilatéralisme n'était plus de vigueur et, d'autre part, son voisinage que le temps de la Petite Entente était révolu<sup>444</sup>. Dans ce contexte le Premier ministre József Antall estime que le traité répond à « la nécessité d'équilibrer la prépondérance naturelle de l'Allemagne par l'influence [de la France], considérée ici comme son contrepoids logique »<sup>445</sup>.

### ***La sécurité et l'enjeu européen : éléments clés du traité côté hongrois.***

Le traité est préparé dans la capitale française au cours de l'été 1991. Lors de la séance de travail du 23 juin, les Hongrois insistent sur la nécessité d'y aborder les questions de

---

441 Le 21 mai 1991.

442 KUNDERA, Milan « Un Occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le Débat*, numéro 27, 1983, pages 3-23.

443 Rappelons principalement les accords du 2 mai 1960 sur les transports aériens, ceux de février 1970 et de janvier 1973 respectivement sur la coopération cinématographique et la coopération touristique, ceux de 1983 sur la coopération technique, scientifique et économique dans le domaine de l'énergie et des matières premières, ceux de 1984 sur l'exonération fiscale des instituts culturels, et bien sûr l'accord culturel du 28 juillet 1966, le plus important, portant sur l'enseignement du français en Hongrie et du hongrois en France, les échanges scolaires, la recherche, l'organisation d'échanges artistiques, les bourses d'études...

444 À cet égard, l'intitulé exact du traité ne doit rien au hasard. Le sous-directeur du ministère des Affaires étrangères, Jacques Faure, à qui avait été confiée la préparation du document, a utilisé le terme entente à dessein, comme une manière de clore définitivement la période où la Hongrie était considérée comme un pays hostile par les membres de la Petite Entente. Correspondance de l'auteur avec János Szávai, 5 février 2017.

445 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visites de personnalités hongroises en France, télégramme diplomatique, 11 octobre 1991.

sécurité, au sens le plus large du terme, et d'intégrer au document final à la fois un article sur la coopération militaire<sup>446</sup> et un article sur la question des minorités<sup>447</sup>. Les Français, qui avaient pris pour modèle le traité d'amitié et de solidarité franco-polonais du 9 avril 1991, n'avaient pas prévu originellement l'introduction de tels articles. Cependant ils ne s'y opposent pas. La demande hongroise, replacée dans son contexte, reflète essentiellement l'inquiétude du pays vis-à-vis de la progression des événements en Yougoslavie et à propos desquels le Premier ministre hongrois écrit longuement au président français au cours du printemps et de l'été 1991<sup>448</sup>. La Hongrie, sortie du Pacte de Varsovie<sup>449</sup>, qui n'appartient alors ni à l'OTAN ni à la CEE craint pour sa sécurité<sup>450</sup>. Le préambule rappelle donc la nécessité du « renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Europe » – faisant visiblement écho aux engagements souscrits par les deux pays dans le cadre de la CSCE et de la Charte de Paris – tandis que l'article 3 prévoit la collaboration franco-hongroise « au maintien de la paix et un renforcement de sécurité en Europe » à travers « un processus équilibré de désarmement classique et d'amélioration de la confiance ». L'article 3.2 précise, concernant le problème des minorités, que les deux pays « s'efforcent [...] de contribuer à l'élaboration de solutions acceptables, fondées sur le respect des droits de l'homme, du droit international public et des principes et valeurs démocratiques connus, en tenant compte des situations concrètes et des spécificités historiques », au sein de « forums européens appropriés ». Le document choisit donc de placer la relation franco-hongroise dans un ensemble européen plus large trahissant *de facto* les intentions hongroises quant à la finalité de l'accord. L'article 8 renvoie ainsi à la notion « d'ensemble européen » pour situer les aspects suivants de la coopération bilatérale : environnement, santé, technologies nouvelles, équipements, transports, industries, élevage et agriculture, tandis que l'article 9 situe les échanges culturels franco-hongrois dans le contexte de la « création d'un nouvel espace culturel européen ».

Au cours de la séance du 27 juin, les Hongrois insistent sur la nécessité d'inclure une clause sur la Communauté européenne et le soutien français dans la perspective de l'élargissement. La discussion donne naissance au futur article 2.2 : « La République française s'engage à favoriser le rapprochement et le développement de relations étroites entre la République de Hongrie et les Communautés européennes. Dans ce but, elle appuie la conclusion rapide d'un accord d'association entre la République de Hongrie et les Communautés européennes. Elle considère de manière positive la perspective de l'adhésion de la République de Hongrie aux

---

446Le futur article 5.

447AN, Archives des services du Premier ministre (Édith Cresson), dossier 19940017/10.

448Nous revenons sur ces éléments dans notre quatrième partie.

449Le pacte est officiellement dissous le 1er juillet 1991.

450Le sujet est traité plus en longueur dans la quatrième partie de ce travail.

Communautés européennes, lorsque les conditions seront réunies ». Ce paragraphe présente l'avantage pour la Hongrie de la clarté quant au rapprochement entre la Communauté et la Hongrie à l'opposé de « l'imprécision décevante qui caractérise les projets relatifs à la Confédération européenne perçue comme une manière de détourner l'autre Europe de l'objectif naturel que constitue désormais pour ces pays l'adhésion aux communautés »<sup>451</sup>.

***Une feuille de route assez vague de la collaboration franco-hongroise au cours des années 1990.***

La formulation, très générale, du texte offre une grande flexibilité aux deux parties quant à la réalisation de ce qui y est évoqué. Sur le plan politique, le traité prévoit un développement désormais fondé sur « un véritable partenariat »<sup>452</sup> caractérisé par la fréquence des « rencontres au plus haut niveau »<sup>453</sup> et l'harmonisation de la politique étrangère. Au niveau économique, les deux pays s'attendent à une progression générale de leurs échanges due en partie à la fin des monopoles étatiques en Hongrie et à la réorganisation économique du pays. La France, tout comme la Hongrie, souhaiterait particulièrement voir les relations se développer au niveau des petites et moyennes entreprises (PME), un domaine dans lequel Paris compte un retard conséquent sur son voisin d'outre-Rhin.

Culturellement, le traité vise au renforcement de la coopération « dans les domaines de la science, de la technique et de la culture » et souhaite encourager en premier lieu « le développement de l'enseignement de la langue française en Hongrie et de la langue hongroise en France ».

*In fine*, le texte ressemble davantage à un protocole de bonnes intentions qu'à un plan détaillé d'une future collaboration. Il a néanmoins le mérite de tracer, avec une certaine justesse, et de manière assez claire, l'orientation des relations franco-hongroises au cours de la décennie suivante.

---

451Archives du Sénat (AS), rapport numéro 370, « Rapport fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi adoptée par l'Assemblée nationale autorisant la ratification du Traité d'entente *et* d'amitié entre la République française et la République de Hongrie », 1991-1992, page 28.

452Article 4.1

453Article 4.2

***Les coulisses de la signature du traité : symbole de la relation ambivalente qui continue malgré tout d'exister entre les deux pays.***

Quelques jours avant la signature du traité, les douze membres de la CEE mènent à Bruxelles, dans le cadre de la négociation de l'association de la Hongrie à la Communauté, des discussions sur les concessions agricoles à accorder aux Magyars<sup>454</sup>. L'ordre du jour porte notamment sur la possible augmentation des quotas d'exportations de viandes bovines en provenance de Hongrie. Lors des débats, Paris ne se montre pas en faveur d'une telle mesure et les discussions se retrouvent bloquées. Il n'en faut pas plus pour déclencher dans les médias hongrois une véritable tempête autour de ce qui devient rapidement « l'affaire de la viande » et le « veto français ». La presse quotidienne magyare s'en donne à cœur joie et l'événement est traité comme le symbole de l'opposition française au rapprochement européen de la Hongrie. Les approximations médiatiques aidant « refléussent alors les stéréotypes dont la longévité est devenue pour la France le plus sérieux adversaire »<sup>455</sup>. La maladresse française fait ressurgir à Budapest des poncifs sur « l'amour unilatéral ou la plus grande chaleur allemande ou italienne »<sup>456</sup>, et vient gâcher la célébration d'un traité qui avait, jusque là, plutôt réjoui les médias et la classe politique hongroise.

Le lendemain de la signature du traité, le 12 septembre 1991, le ministre des Affaires étrangères hongrois, Géza Jeszenszky, parle d'une « douche froide »<sup>457</sup> pour qualifier l'attitude française. Le Premier ministre, József Antall, arrivé directement du Japon sans repasser par Budapest, le 11 septembre au matin, pour signer le traité<sup>458</sup>, n'arrive pas à cacher son dépit. Un sentiment qu'il exprime directement au président français dès la fin de la cérémonie protocolaire<sup>459</sup>. Le dirigeant hongrois ne comprend en effet pas comment le problème de l'exportation de viandes bovines qui « ne représente pas un millième des questions européennes »<sup>460</sup> a pu provoquer un tel blocage. François Mitterrand tente de minimiser l'incident en indiquant que la France s'était contentée de demander des garanties et que le président hollandais qui dirigeait la séance avait fermé celle-ci trop tôt<sup>461</sup>. L'explication du

---

454 *Libération*, 7 décembre 1991

455 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visites de personnalités hongroises en France, télégramme diplomatique, 11 octobre 1991.

456 *Ibid.*

457 *Le Monde*, 12 septembre 1991.

458 Une illustration de la signature du traité figure en annexe 20 de ce travail.

459 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1991, carton 25, document 002270/1, discussions entre François Mitterrand et József Antall.

460 *Ibid.*

461 Habileté diplomatique du président français qui plaide ici le *quid pro quo* alors que les archives du Premier ministre viennent démontrer que l'attitude de la France sur cette question faisait partie d'une stratégie globale préétablie. Une note du 22 juillet 1991, de Dominique Strauss-Kahn, adressée à la Première ministre, Édith Cresson, explique que compte tenu de l'attitude ouverte de la France au cours des négociations sur l'accord

président français ne semble pas totalement convaincre le Premier ministre hongrois. Le 13 septembre, dans les *Dernières Nouvelles d'Alsace*, József Antall exprime à nouveau son « amertume » face au fait que la Hongrie a failli se voir claquer la porte au nez pour une question si futile. Néanmoins, toute rancœur mise à part, il estime que : « le traité peut devenir la base de la coopération politique à long terme entre les deux pays » ajoutant toutefois espérer : « que cette coopération ne sera pas traversée par de nouveaux incidents épisodiques »<sup>462</sup>.

### ***Réactions et bilan.***

Hormis l'incident du « veto », la presse hongroise affiche un ton plutôt positif vis-à-vis de l'accord. Elle retient la « portée historique » du traité qui scelle le rapprochement des deux peuples. Le journal *Magyar Hírlap* choisit de mettre en valeur l'article 2 dans lequel Paris s'engage à soutenir les efforts hongrois en direction de l'adhésion communautaire alors que le quotidien conservateur *Magyar Nemzet* insiste sur l'article 3 concernant l'institution d'une coopération bilatérale sur les minorités. Côté français les réactions sont partagées. Le Sénat n'accorde guère d'importance au traité : « On ne saurait attendre d'un accord de ce type, si complet soit-il, mais au contenu essentiellement formel, une dynamisation automatique et quantifiable des relations que la division européenne d'une part, et le tropisme naturel de la Hongrie pour la zone germanique d'autre part, ont longtemps laissé en sommeil »<sup>463</sup>. En revanche l'ambassadeur français en Hongrie, Pierre Brochand, se montre plus optimiste et voit – ou espère voir – dans ce traité la première pierre institutionnelle d'une collaboration future fructueuse. Néanmoins, il met en garde face aux écueils habituels de la France dans la région : « De ce rapprochement [...] on attend maintenant qu'il sache éviter les maux ayant longtemps condamné les relations franco-hongroises à végéter, qu'il s'agisse d'une résurgence des sphères d'influence (dont la crise yougoslave a montré combien elle rechignait à s'effacer) ou des manques de persévérance que nos meilleurs amis à Budapest nous ont si souvent (et pas toujours injustement) reprochés par le passé »<sup>464</sup>. En définitive, si le traité n'est pas

---

d'association de la Hongrie à la CEE, notamment sur la réduction de dix à cinq ans de la période transitoire pour le démantèlement de toutes les barrières à l'importation sur les produits industriels (sauf le textile et l'acier), la France peut : « s'autoriser à protéger fermement, sur quelques points, des intérêts nationaux ou financiers » sur lesquels elle « n'a pas de bénéfices à attendre ». La note recommande ainsi « la plus grande prudence sur l'élevage et les céréales ». AN, Archives des services du Premier ministre (Édith Cresson), dossier 19940017/10, note du 22 juillet 1991.

462 *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, 13 septembre 1991.

463 AS, rapport numéro 370, « Rapport fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi adoptée par l'Assemblée nationale autorisant la ratification du Traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie », 1991-1992.

464 AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, préparations et calendrier des demandes d'audiences auprès de François

fondamentalement original<sup>465</sup> il présente l'avantage, symbolique, d'opposer le sentiment hongrois de n'être pour Paris qu'un partenaire secondaire face à Varsovie ou Bucarest. De manière plus large, il est aussi le reflet d'une période de flottement dans les relations internationales en Europe marquée par la multiplication d'accords bilatéraux entre les anciens pays du bloc de l'Est et les membres de la CEE, un type d'accord amené à disparaître au profit de traités multilatéraux au cours de la décennie 1990.

---

Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994), télégramme diplomatique, 8 septembre 1991.

465 La France signe des traités similaires avec la Pologne, la République tchèque et la Roumanie tandis que de son côté la Hongrie se lie avec l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, mais aussi la Pologne, ou encore la Grèce.

## **Bilan de la première partie :**

L'affaiblissement de la mainmise soviétique en Europe de l'Est à partir du milieu des années 1980 et la mise en marche du processus de démocratisation magyar au cours des années 1988-1989 initient un mouvement de rapprochement entre la France et la Hongrie. Dans un premier temps, Paris semble sous-estimer la force des transformations en Hongrie et pose un regard essentiellement inquiet sur la progression des événements. Au cours des premiers mois de l'année 1989, la diplomatie française considère qu'il est encore trop risqué de soutenir des changements qui pourraient menacer l'ordre établi derrière le rideau de fer. Au cours du printemps 1989, bon nombre de dirigeants français expliquent ainsi aux hommes politiques magyars la nécessité de procéder à des transformations lentes et limitées pour ne pas briser le fragile équilibre continental. Mais le contraire se produit. La transition magyare s'accélère au cours de l'été et de l'automne. La France, bien décidée à ne pas autoriser la possibilité d'une renaissance d'une *Mittleuropa* allemande au centre du continent, et convaincue de la nécessité de ne pas laisser échapper les nouvelles opportunités économiques offertes par les bouleversements en Hongrie n'a alors d'autres choix que de suivre le mouvement. Le président Mitterrand se rend donc, en janvier 1990, dans la capitale magyare pour y annoncer une relance tous azimuts des coopérations franco-hongroises. Cette relance est d'autant mieux accueillie à Budapest qu'elle répond à la double volonté magyare de rééquilibrage de ses relations extérieures et à son désir naissant de « retour à l'Europe ». Le rapprochement entamé se concrétise symboliquement, l'année suivante, par la signature d'un traité d'entente et d'amitié entre les deux États.

**DEUXIÈME PARTIE :**

**L'ÉVOLUTION DES RELATIONS CULTURELLES FRANCO-  
HONGROISES : PROLONGEMENT HISTORIQUE ET  
SYMBOLE DE LA POLITIQUE FRANÇAISE EN COURANT  
ALTERNATIF EN EUROPE CENTRALE.**

## Introduction.

La diffusion de la culture et de la langue française a toujours été, au cours de l'histoire, l'un des objectifs principaux de la diplomatie française<sup>466</sup>. Aux yeux de Paris, le développement de son influence, et par delà de son pouvoir, sur le plan extérieur, est immuablement passé par la propagation de ses idées et de ses idéaux via ses artistes, ses penseurs, ses livres et ses films<sup>467</sup>. En ce sens, la notion de *soft power*<sup>468</sup> est demeurée au cœur de la pensée diplomatique française tout au long des siècles. Avec la Hongrie, les rapports culturels – entendus au sens le plus large du terme, c'est à dire aussi bien les échanges intellectuels, artistiques, scientifiques que techniques et linguistiques – ont été établis de manière solide dès l'origine et ont indéniablement été l'aspect des relations bilatérales qui a su le mieux résister, et avec le plus de force, aux aléas du temps et de la géopolitique.

Cette deuxième partie de notre travail s'applique, après avoir illustré le caractère historique des liens franco-hongrois sur le plan culturel (I), à observer le changement de dimension de ces rapports au tournant de la décennie 1980-1990. Il s'agira dans un premier temps d'exposer les efforts de rapprochement accomplis (II) de par et d'autre – et les espoirs nés de ce travail – avant, dans un second temps, de se pencher sur le ralentissement de ce processus aussi bien que sur ses raisons et ses conséquences (III). En dernier lieu, nous observerons le changement partiel de nature des liens culturels franco-hongrois avec le développement d'une dimension plus européenne et multilatérale au sein de cette relation sans pour autant ignorer les nouveaux développements apparus sur le plan strictement bilatéral entre 1995 et 2004 (IV).

---

466À ce propos, Georges Pompidou rappelait que « le rôle de la langue n'est pas un simple moyen d'expression, c'est un moyen de penser, un moyen d'influence intellectuelle ; c'est à travers notre langue que nous existons dans le monde autrement qu'un pays parmi d'autres ». Cité par DENIAU. Xavier, *La francophonie*, Paris, PUF, 2001, page 22.

467À ce sujet voir par exemple : ROCHE-BERNARD PIGINAU, François, *Histoire de la diplomatie culturelle des origines à 1995*, Paris, ministère des Affaires étrangères, 1995.

468L'expression est bien évidemment empruntée à NYE, Joseph, *Bound To Lead : The Changing Nature Of American Power*, New York, Basic Books, 1990.

En janvier 1997, lors du premier de ses deux passages dans la capitale hongroise, le président français, Jacques Chirac, avait rappelé, qu'en dépit d'un destin qui les avait séparés « non point par suite d'inimitiés ou d'oppositions directes [...] mais en conséquence de querelles, de conflits et de bouleversements mondiaux [...] jamais les liens intellectuels, culturels et humains [entre les deux pays] ne [s'étaient] distendus. La France, celle des rois, puis celle de la Révolution, de la liberté et de l'émancipation des peuples, a inspiré vos intellectuels, vos grands hommes et vos héros nationaux »<sup>469</sup>. Usant de l'exemple de la « nation hongroise » à la Sorbonne – communauté d'étudiants et de clercs magyars venus se former dans la capitale française au cours des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles – le président français avait choisi de placer l'accent, comme son prédécesseur à l'Élysée l'avait fait sept ans plus tôt<sup>470</sup>, sur la continuité et la solidité historiques des liens culturels entre les deux pays. Les remarques du chef d'État français en visite sur les bords du Danube<sup>471</sup>, qui auraient pu relever du simple exercice rhétorique<sup>472</sup>, prennent une dimension particulière lorsqu'elles sont confrontées aux réalités historiques des rapports franco-hongrois au cours du XX<sup>e</sup> siècle. En effet, sur le plan culturel, et ce malgré les douloureux déchirements, mais aussi les profondes différences idéologiques qu'il a pu exister entre les deux États durant la période, les rapports ont réussi, *mutatis mutandis*, à se maintenir et la Hongrie est « restée fidèle aux pures et éternelles relations de l'esprit, même dans les moments où, dans le domaine politique, elle ne pouvait recevoir de la France que des blessures »<sup>473</sup>. Une gageure sans égale si l'on considère l'état des relations politiques et diplomatiques bilatérales au tournant de la décennie 1910.

---

469AN. 5AG5/CC 53, dossiers de Catherine Colonna, relations diplomatiques avec les pays étrangers, Hongrie (1995-2003), discours de Jacques Chirac devant le parlement hongrois, 16 janvier 1997.

470En janvier 1990, François Mitterrand avait ainsi évoqué « une loi très ancienne qui, depuis des temps reculés, guident nos pays l'un vers l'autre » et illustré son propos par l'évocation des « moines de l'abbaye de Cluny [...] de Cîteaux et de Clairvaux appelés par les grands monarques de Hongrie ». IFM, Allocution de François Mitterrand sur les relations franco-hongroises, la construction de l'Europe et la proposition de confédération européenne, prononcée à l'occasion du dîner d'État offert par Mátyás Szűrös, président de la République de Hongrie par intérim, et son épouse, Budapest, 18 janvier 1990.

471Le discours complet est disponible en annexe 15 de ce travail.

472François Mitterrand à Varsovie en 1989, et Jacques Chirac à Prague en 1997 délivrent des discours assez similaires, le premier évoquant dans la capitale polonaise « plus de mille ans [...] d'affinités intellectuelles et artistiques [...] de Copernic à Marie Curie, de Chopin à Miłosz » tandis que le second s'attarde longuement sur « la communauté d'esprit » et les « apports mutuels dans la vie culturelle et intellectuelle » entre la France et la République tchèque. Les deux discours sont consultables sur le site : [www.vie-publique.fr/discours/](http://www.vie-publique.fr/discours/)

473SÓTÉR, István, *L'esprit français en Hongrie*, Budapest, Officina, 1944.

## I- Un dialogue culturel franco-hongrois historiquement ininterrompu<sup>474</sup>.

### A- L'entre-deux-guerres : du ressentiment à la raison diplomatique.

Au sortir de la Première Guerre mondiale, la reconstruction d'une relation politique et diplomatique harmonieuse entre Paris et Budapest s'avère difficile<sup>475</sup>. L'image de la France ressort très écornée des discussions et des décisions issues du traité de Trianon et Paris incarne alors en pays magyar l'image de l'exécuteur sanguinaire d'une Hongrie dépeinte à la fois comme « le jouet des grandes puissances »<sup>476</sup>, et la victime d'un « complot orchestré par les conseils nationaux slaves »<sup>477</sup>. Inéluctablement, la confrontation dans le domaine politique mène au ternissement des relations sur le plan culturel<sup>478</sup> et Paris subit rapidement le contrecoup du traité en Hongrie<sup>479</sup>. Au cours de la première partie des années 1920, les échanges culturels se retrouvent *de facto* très réduits. L'illustration de la désaffection hongroise pour la France se retrouve dans le nombre d'étudiants magyars choisissant de s'orienter vers Paris pour s'y former au cours de l'immédiat après-guerre. Entre 1920 et 1925, alors que chaque année la Hongrie envoie près de 1500 étudiants poursuivre leur formation à l'étranger<sup>480</sup>, guère plus d'une à deux douzaines prennent le chemin de la capitale française<sup>481</sup>. Néanmoins, et ce malgré un contexte politique passablement défavorable<sup>482</sup>, les rapports culturels bilatéraux ne s'effacent pas totalement au cours de la période. La chercheuse

---

474À l'image de ce qui a été réalisé au sein de la première partie, nous nous livrons ici à un bref examen des relations culturelles franco-hongroises à travers l'histoire avec une attention particulière pour le XXe siècle. Ce retour en arrière, qui ne prétend pas à l'exhaustivité, répond à un double objectif. D'une part il nous permet d'inscrire le lien culturel franco-hongrois dans la longue durée, élément essentiel de cet aspect des relations bilatérales, et d'autre part il nous autorise à souligner les similitudes entre notre période d'étude et les situations antérieures, fournissant ainsi une profondeur d'analyse supplémentaire.

475ABLONCZY, Balázs, « Távol Párizstól. A magyar-francia kapcsolatok történetéhez 1920-1944 » [Loin de Paris. Sur l'histoire des relations franco-hongroises 1920-1944], dans PRITZ, Pál (dir.), *A magyar külpolitika a XX. században* [La Politique étrangère de la Hongrie au XXe siècle], Budapest, *Magyar Történelmi Társulat* [Société historique hongroise], 2002, pages 69-83.

476HOREL, Catherine, « La France et la Hongrie : affinités passées et présentes, de saint Martin à Nicolas Sarkozy », *Revue historique des armées*, 270/2013, pages 5-13.

477Ibid.

478ROMSICS, Ignác, « Francia-Magyar kulturális kapcsolatok és a Párizsi Magyar Intézet a két Világháború között » [Les relations culturelles franco-hongroises et l'Institut hongrois de Paris entre les deux Guerres mondiales], *Hungarológiai ismeretár* [Revue d'hungarologie], numéro 7, 1990, pages 109-129.

479Pour aller plus loin dans sur les relations entre la France et la Hongrie au sortir de Trianon et durant l'entre-deux-guerres on peut se référer à : ABLONCZY, Balázs, « A francia külpolitika magyarságképe a két háború között » [L'image de la politique extérieure française sur les Hongrois durant l'entre-deux-guerres], *Limes*, numéro 2, 2008, pages 27-41.

480Dont près des deux tiers à Vienne et Berlin. À ce sujet voir : NAGY, Iván, « A magyar diák külföldön egykor és most » [Les étudiants hongrois à l'étranger autrefois et maintenant], dans *A franciaországi magyarság* [Les Hongrois en France], Budapest, 1938, pages 85-87.

481BARÁTH, Tibor, « Magyar diákmozgalmak Franciaországban » [Les mouvements d'étudiants hongrois en France], dans *A franciaországi magyarság* [Les Hongrois en France], Budapest, 1938, pages 101-102.

482ABLONCZY, Balázs, « A francia külpolitika magyarságképe a két háború között » [L'image de la politique extérieure française sur les Hongrois durant l'entre-deux-guerres], *Limes*, numéro 2, 2008, pages 27-41.

hongroise Anikó Macher<sup>483</sup> explique ainsi qu'au lendemain de la signature du traité de Trianon, bien que l'influence française en Hongrie a fortement décliné, la culture française demeure malgré tout dominante au sein des élites intellectuelles hongroises<sup>484</sup>. Par ailleurs, sur le plan linguistique, la langue française ne disparaît pas totalement dans le pays puisque « la Hongrie ne fait pas subir à l'enseignement du français son ressentiment » vis-à-vis du traité<sup>485</sup>. Après une période difficile, les rapports culturels reprennent de manière plus intense au cours de la seconde moitié de la décennie 1920. Les deux pays prennent conscience de leur intérêt commun à rehausser leurs relations face à ce qui constitue déjà « la question allemande ». Paris en vient ainsi promptement à reconnaître que la Hongrie constituerait une addition judicieuse à son système de Petite Entente à l'Est tandis que de son côté Budapest s'interroge déjà sur les éventuelles conséquences sur son indépendance d'une trop grande présence économique et culturelle germanique dans le pays. Au cours du printemps 1925, Zoltán Magyary, le chef du département universitaire au ministère de la Culture et de l'Enseignement hongrois, indique que :

« Les autorités qui dirigent la vie scientifique hongroise [...] ont l'intention ferme de rapprocher, autant que possible, le monde savant et le public lettré hongrois du courant puissant de la culture française dont les productions sont indispensables à toute nation qui ne veut point perdre sa place parmi les peuples civilisés »<sup>486</sup>.

Ce que recherche alors avant tout la Hongrie c'est à éviter de tomber dans un isolement culturel qui pourrait s'avérer néfaste. Dans un discours de 1930, le comte István Bethlen, président du Conseil hongrois, résume ainsi la situation :

« Devons-nous maintenir dans la culture une orientation exclusivement allemande ? Pendant 400 ans nous avons été orientés vers la culture allemande ; voilà que nous avons reconquis

483MACHER, Anikó, « L'institutionnalisation de la présence culturelle occidentale en Hongrie de 1945 à 1963 », dans DULPHY, Anne, FRANK, Robert, MATARD-BONUCCI, Marie-Anne, ORY, Pascal, *Les relations culturelles internationales au XXe siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Berne, Peter Lang, 2010, pages 113-132.

484À ce sujet voir notamment MAJOROS, István, « L'influence de la France sur les intellectuels et écrivains en Hongrie après Trianon, pendant la période de l'entre-deux-guerres », dans CHALINE, Olivier, DUMANOWSKI, Jaroslaw, FIGEAC Michel, *Le rayonnement français en Europe centrale du XVIIe siècle à nos jours*, Pessac, MSHA, 2009, pages 511-517. Des éléments intéressants sont également présents dans : MONTETY (de), Henri, « L'expérience hongroise. Voyageurs français en Hongrie entre les deux guerres », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/1, Budapest, ELTE, 2012, pages 17-24.

485LACHAISE, Bernard, « L'enseignement du français en Hongrie au XXe siècle », *Revue d'histoire diplomatique*, Paris, Éditions A. Pedone, 2011, pages 17-27.

486Ibid.

notre indépendance et que nous ne sommes plus attachés à personne. Dans l'intérêt de la Nation, nous chercherons et nous devons chercher des contacts avec toutes les grandes nations occidentales faute de quoi nous exposons la Nation au danger d'étouffer dans sa propre graisse ou de retomber dans une orientation unilatérale »<sup>487</sup>.

Cette attitude de méfiance culturelle envers le voisin germanique n'est pas sans rappeler les propos que tient, soixante ans plus tard, quasiment jour pour jour, le chef de l'opposition hongroise, et futur Premier ministre, József Antall, au président François Mitterrand. Plaidant pour le renforcement de la présence culturelle française dans son pays, le président du Forum démocrate hongrois conclut son argumentation devant le président en expliquant que si la France ne fait pas les efforts nécessaires pour s'implanter, la Hongrie tombera « inévitablement dans les bras des Allemands »<sup>488</sup>.

Dans ce contexte, la fin des années 1920 est donc propice au refleurissement des rapports culturels. Le comte Bethlen, en visite à Paris en 1929, estime souhaitable la poursuite du processus de rapprochement à ce niveau entamé au cours des mois précédents avec l'ouverture à Paris du Bureau franco-hongrois de Renseignements universitaires<sup>489</sup>, la mise en place de l'enseignement de la littérature hongroise à l'Université de la Sorbonne<sup>490</sup>, et le lancement d'un hebdomadaire en langue française en Hongrie, *La Gazette de Hongrie*, cofinancé par le Quai d'Orsay et la présidence du Conseil hongrois<sup>491</sup>. L'action de rapprochement est poursuivie au début de l'année 1930 avec la création, à l'École des langues orientales<sup>492</sup>, d'une chaire de langue finno-ougrienne confiée à la préminente figure d'Aurélien Sauvageot<sup>493</sup> – revenu de Hongrie après près de dix ans de bons et loyaux services en tant que Professeur au Collège

---

487 *Gróf Bethlen István beszédei és írásai* [Discours et écrits du comte István Bethlen], volume II, Budapest, Genius könyvkiadó – T. Kiadása, 1933, page 293.

488 Cité par SCHREIBER, Thomas, *Les Actions de la France à l'est ou les Absences de Marianne*, Paris, L'Harmattan, 2000, page 208.

489 L'ancêtre de l'actuel Institut hongrois de Paris ouvre ses portes en 1928 grâce au soutien de Kuno Klebelsberg, le ministre hongrois de l'Instruction et des Cultes (1922-1931). Néanmoins son budget (12000 pengoes) est très faible par rapport à celui des autres capitales européennes. Voir : MAJOROS, István, *Op.cit*

490 Confiée, à partir de 1927, au Professeur Janós Hankiss.

491 HOREL, Catherine, « Une brève idylle dans les relations franco-hongroises au début des années trente », dans SANDU, Traian (dir.), *Illusions de la puissance, puissance de l'illusion. Historiographies et histoire de l'Europe centrale dans les relations internationales de l'entre-deux-guerres*, Paris, Cahiers de la Nouvelle Europe, CIEH, 2005, pages 111-125.

492 L'ancêtre de l'actuel Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO).

493 Aurélien Sauvageot, linguiste formé à l'ENS, enseigna le français au sein du Collège Eötvös de 1923 à 1931 et fut l'une des figures clés des relations franco-hongroises de l'entre-deux-guerres. Il est notamment l'auteur du *Grand dictionnaire français-hongrois* publié en 1932 et de son pendant, le *Grand dictionnaire hongrois-français* (1937). À ce sujet voir notamment : PERROT, Jean, « La carrière et l'oeuvre d'Aurélien Sauvageot. Engagement et retenue dans les options linguistiques », *Études finnos-ougriennes*, Volume 41, 2009, pages 9-25. Mais aussi : SANDU, Traian, « Aurélien Sauvageot à la découverte de la Hongrie des années 1923-1933 », *Études finnos-ougriennes*, Volume 41, 2009, pages 45-56.

Eötvös – et le passage dans la capitale hongroise, au cours de l'année 1931, de la Comédie-Française<sup>494</sup> à l'invitation de l'Association des compositeurs et dramaturges hongrois<sup>495</sup>. Le contexte, redevenu favorable, voit par ailleurs l'ouverture, la même année, d'une section de l'Alliance française dans le pays.

À l'approche de la Seconde Guerre mondiale, la situation se stabilise. Paris prolonge son effort avec l'ouverture en 1938 d'un lycée français dans la ville de Gödöllő, au nord de Budapest, mais le contexte révisionniste et réactionnaire du pays n'incite guère le Quai d'Orsay à mener plus en avant ses efforts en direction du pays, menant ainsi à l'instauration d'un *statu quo* au sein des relations culturelles bilatérales.

Deux éléments majeurs sont à retenir de ce survol des rapports culturels bilatéraux durant l'entre-deux-guerres<sup>496</sup>. D'une part, il faut souligner que même au sein de l'une des périodes les plus complexes et troublées de l'histoire des relations franco-hongroises, le lien culturel trouve le moyen de subsister *a minima*, illustrant ainsi la solidité des liens établis au cours des périodes précédentes et évoqués par les chefs d'État français. D'autre part il est nécessaire de retenir que les rapports culturels bilatéraux, comme l'ensemble des rapports bilatéraux franco-magyars, s'insèrent au sein d'un équilibre géopolitique plus large et incluent des acteurs additionnels. Dans le cas présent, l'Allemagne joue clairement le rôle d'émulateur des rapports culturels franco-hongrois avec d'un côté une France qui se refuse, pour des raisons d'équilibre diplomatique et d'influence en Europe, à délaissier la Hongrie aux Allemands, et de l'autre une Hongrie qui ne craint que trop de retomber dans un unilatéralisme qui s'est, par le passé, révélé périlleux. Une situation originale qui comporte des similarités avec le rapprochement culturel franco-hongrois des années post 1989.

### ***B- La renaissance de la culture française en Hongrie au sortir de la Seconde Guerre mondiale.***

Si la France ressort humainement et économiquement très affaiblie de la Seconde Guerre mondiale, ses ambitions de puissance et d'influence au sein d'un continent ayant

---

494AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (Z), volume 144, rapport de l'ambassade de Vienne, 27 novembre 1930. Cité par ROMSICS, Ignác, *Op.cit.*

495Pour davantage de détails sur la tournée à l'Est de la Comédie-Française voir : LACHAISE, Bernard, « La Comédie-Française en tournée en Europe centrale dans les années 1930 », dans CHALINE, Olivier, DUMANOWSKI, Jarosław, FIGEAC Michel, *Op.cit.*

496Pour un développement plus approfondi du thème au cours de la période on peut consulter : GUÉNARD, Annie, *La présence culturelle française en Europe centrale et orientale avant et après la Seconde Guerre mondiale (1936-1940, 1944-1949)*, thèse de doctorat sous la direction de René Girault, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, soutenue à l'Université de Paris I, 1994.

également subi les affres de la guerre sont, elles, demeurées intactes. Paris continue de nourrir l'illusion qu'elle peut devenir « un pont entre deux mondes opposés »<sup>497</sup>, capable à la fois de conserver une place centrale au cœur de l'espace géographique et politique européen et de renouer des liens avec l'ensemble des pays de cet espace. Dans l'impossibilité de s'appuyer sur d'autres instruments de puissance extérieure, la culture devient dans ce contexte l'outil principal de la politique étrangère française au sortir du conflit. Entre 1945 et 1946, le volet culturel représente ainsi 35% du budget du ministère des Affaires étrangères, avant de se stabiliser aux alentours de 30% au cours des deux années suivantes<sup>498</sup>. Dans ce cadre, l'Europe centre-orientale représente la principale cible de Paris<sup>499</sup> et fait l'objet d'une « intervention vigoureuse et multiforme »<sup>500</sup>. Dans le cas hongrois, la non-confrontation directe des deux pays durant le conflit facilite le rétablissement rapide des rapports politico-diplomatiques<sup>501</sup> et la reprise des contacts sur le plan culturel. Dès 1945 apparaît à Budapest une Association Hongrie-France avec à sa tête l'écrivain György Bölöni, puis, l'année suivante, son pendant parisien, l'Association Démocratique des Hongrois de France<sup>502</sup>. Les années 1945-1947 sont donc marquées en Hongrie à la fois par une « une atmosphère favorable »<sup>503</sup> et une politique culturelle « d'ouverture »<sup>504</sup> en direction de Paris. De manière concrète, « les Hongrois attendent avec impatience la réapparition des livres, des artistes, des conférenciers et des films français »<sup>505</sup> tandis « qu'une partie considérable de l'intelligentsia et de la jeunesse estudiantine hongroise dirige une fois de plus son regard vigilant<sup>506</sup> vers la culture française »<sup>507</sup>.

À Budapest, la reconstruction d'une influence culturelle prend dans un premier temps la forme d'une relance des éléments qui avaient pu exister au cours des années d'avant-guerre. On assiste ainsi à la réouverture du lycée français de Gödöllő mais aussi à celle de l'Alliance française<sup>508</sup>. L'année 1946 voit, elle, l'introduction de l'enseignement de la langue française

497GUÉNARD, Annie, « Réflexions sur une diplomatie culturelle de la France », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, volume 65, numéro 1, 2002, pages 23-27.

498 *Ibid.*

499Les PECO drainent alors près de 50% des bourses gouvernementales mises à disposition des universités et des Grandes Écoles.

500GUÉNARD, Annie, *Op.cit.*

501Les relations diplomatiques sont officiellement rétablies le 28 janvier 1946.

502BERÉNYI, Pál, « Les relations culturelles franco-hongroises après 1945 et l'Institut hongrois de Paris », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 2, 1990, pages 191-197.

503Ces propos sont ceux de Guy Turbet-Deloff, ancien directeur de l'Institut français de Budapest. Ils sont rapportés dans : LACHAISE, Bernard, *Op.cit.*

504GYERGYAI, Albert, « Les rapports littéraires franco-hongrois », *Le livre en Hongrie*, 1959.

505SCHREIBER, Thomas, *Op.cit.*, page 208

506Les termes « regards vigilants », renvoient ici sans aucun doute aux célèbres vers du poète hongrois János Batsányi et à la formule, devenue quasi adage en Hongrie, « *Vigyázó szemetek Párizsra vessétek!* » : [Pour connaître votre destin], tournez vos regards vigilants vers Paris », issue du poème *A Franciaországi változásokra* [Sur les changements en France] de 1789.

507BERÉNYI, Pál, *op.cit.*

508GUÉNARD, Annie, « De la reconstruction à l'éviction. Entre 1944 et 1949, une politique culturelle française en Europe centrale et orientale confrontée à l'organisation du Bloc communiste », *Matériaux pour l'histoire*

dans toutes les écoles générales où les conditions le permettent – y compris celles des quartiers populaires – avec pour but ultime la création d'un baccalauréat bilingue<sup>509</sup>. La relance se caractérise par la multiplication des échanges intellectuels sous les formes les plus diverses (conférences, expositions<sup>510</sup>) et on assiste alors à une sorte de « francisation de la vie culturelle hongroise »<sup>511</sup>. Paul Éluard, Louis Aragon, ou encore Pierre Emmanuel, se rendent en Hongrie tandis que la capitale française reçoit les visites de Gyula Illyés, de Zoltán Kodály et d'Albert Gyergyai, autant d'ambassadeurs de la culture hongroise en France<sup>512</sup>. En 1947, la nomination comme ambassadeur de Hongrie en France du très francophile Mihály Károlyi<sup>513</sup> ne peut qu'augurer d'un avenir radieux pour les rapports culturels bilatéraux<sup>514</sup> d'autant qu'à Budapest les autorités hongroises semblent de plus en plus ouvertes à l'idée du remplacement de l'influence austro-allemande par la présence culturelle française<sup>515</sup>. La France profite de ce contexte très favorable pour ouvrir dans la capitale hongroise un institut culturel<sup>516</sup> tandis qu'à Paris se forme, durant le mois d'avril 1947, un groupe d'amitié franco-hongrois à l'Assemblée nationale<sup>517</sup> présidé par Gérard Jouve et auquel participent, entre autres, Maurice Schumann, Guy Mollet et Jean-Paul Palewski<sup>518</sup>.

Mais le temps des espoirs convergents et des politiques volontaristes communes est bientôt interrompu. À partir de la fin de l'année 1947, le Quai d'Orsay et les acteurs diplomatiques et culturels en poste à Budapest sentent que le contexte politique et idéologique est en train d'évoluer dans le pays. À l'image de la fracture qui se dessine en Europe avec la formation de deux blocs, la Hongrie est la scène de la montée en puissance du parti communiste et de sa soumission progressive aux consignes du Kominform<sup>519</sup>.

---

*de notre temps*, numéro 36, 1999, pages 21-27.

509Il faut en réalité attendre 1992 pour voir un tel dessein se réaliser. Voir *infra*

510Les travaux des peintres Tivadar Csontváry Kosztka et Gyula Derkovits sont présentés à Paris.

511BERÉNYI, Pál, *op.cit.*

512*Ibid.*

513Le comte Mihály Károlyi de Nagykároly a été le Premier ministre de Hongrie d'octobre 1918 à janvier 1919 avant de devenir le premier Président de la République démocratique de Hongrie le 11 janvier 1919. Il démissionne le 20 mars 1919 face à l'ultimatum de la note Vix qui exige, au nom de la Triple Entente, un nouveau recul territorial de la Hongrie. Au cours du mois de juillet 1919, il choisit de s'exiler en France, où il demeure jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale.

514HADJU, Tibor, «*Károlyi Mihály párizsi követsége, 1947- 1949*» [Mihály Károlyi, ambassadeur de Hongrie à Paris, 1947-1949], *Múltunk* [Notre passé], numéro 2, 2002, pages 3-57.

515DIENER, Georges, « Histoire des relations culturelles franco-hongroises à partir des échanges écrits ou oraux inédits concernant l'Institut français à Budapest », *Cahiers d'études hongroises*, Paris, 1990.

516DIENER, Georges, *Une histoire de l'Institut français en Hongrie 1947-1989*, Paris, L'Harmattan, 1990.

517FÜLÖP, Mihály, « Les relations franco-hongroises depuis 1945 », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 6, 1994, Paris, pages 217-227.

518Pour une étude détaillée du groupe d'amitié France-Hongrie voir : LACHAISE, Bernard, « France-Hongrie au parlement sous la Ve République : histoire d'une amitié », dans LACHAISE, Bernard, RICHARD, Gilles, GARRIGUES, Jean (dir.), *Les territoires du politique. Hommages à Sylvie Guillaume*, Presses universitaires de Rennes, 2012.

519DIENER, Georges, « Histoire des relations culturelles franco-hongroises à partir des échanges écrits ou oraux inédits concernant l'Institut français à Budapest », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 2, 1990, pages 163-167.

### *C- La culture française en Hongrie durant les années noires du jdanovisme : entre entrave et survie.*

Dès le début de l'année 1948, le renforcement de Moscou sur la scène intérieure hongroise apparaît inéluctable et l'action culturelle française dans le pays s'en ressent. On assiste à la réduction généralisée des possibilités culturelles et Paris se voit contraint de s'adapter à la nouvelle donne. L'affaiblissement est progressif, mais constant. Les barrières idéologiques se renforcent alors que dans le même temps les budgets se restreignent. Les interventions françaises dans la capitale hongroise, comme en province, via son institut ou ses associations, se heurtent de plus à la mainmise du parti communiste sur l'éducation et la vie culturelle ainsi qu'à ses diverses structures de propagande, de contrôle et de censure. Paris, « capitale du cosmopolitisme occidental condamné par Moscou »<sup>520</sup>, devient l'une des cibles prioritaires de la lutte du Kominform contre « les agents étrangers »<sup>521</sup>. En janvier 1949, l'Association Hongrie-France est dissoute puis c'est au tour de l'Association Démocratique des Hongrois de France de subir le même sort<sup>522</sup>. Peu à peu la totalité des projets d'accords culturels est abandonnée. C'est le cas notamment du projet de création d'une chaire de Hongrois à la Sorbonne ou encore de l'idée de coopération radiophonique<sup>523</sup>. Le mois d'octobre 1949, voit l'expulsion, après vingt-cinq ans de présence en Hongrie, de l'attaché de presse de la légation de France à Budapest, François Gachot, accusé d'espionnage<sup>524</sup> lors du procès de László Rajk<sup>525</sup> ce qui provoque en représailles, la restriction par Paris de la liberté de mouvement des diplomates hongrois<sup>526</sup>. L'atmosphère de suspicion qui pèse sur la culture française dans le pays devient étouffante et le lycée français ainsi que le Collège Eötvös sont contraints de fermer.

Néanmoins, alors que dans la majorité des pays du bloc de l'est la culture française est quasiment réduite à néant, en Hongrie elle parvient à survivre *a minima*. L'Institut français de

---

520 GUÉNARD, Annie, *Op.cit.*

521 *Ibid.*

522 BERÉNYI, Pál, *Op.cit.*

523 FEJÉRDY, Gergely, *A francia kultúrdiplomácia főbb törekvései és lehetőségei Magyarországon 1945 és 1990 között* [Les principales ambitions et possibilités de la diplomatie culturelle française en Hongrie entre 1945 et 1990], *Külgügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külgügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 2, 2011, pages 53-75.

524 En réalité, le pouvoir communiste goûte très peu la diffusion d'informations et d'ouvrages français non conformes à la doctrine.

525 László Rajk, ancien ministre de l'Intérieur (1946-1948) puis des Affaires étrangères (1948-1949) et chef de la police politique communiste hongroise (l'ÁVH) est l'accusé principal des procès d'épuration intentés à l'initiative de Mátyás Rákosi au sein du Parti des travailleurs hongrois sur le modèle bien connu des procès du régime stalinien.

526 FÜLÖP, Mihály, *Op.cit.*

Budapest (IFB) reste ouvert<sup>527</sup> tout au long de la période<sup>528</sup> tout comme l'Alliance française<sup>529</sup>. Certes tous deux doivent renoncer à mener des activités à grande échelle et s'attachent à poursuivre un travail discret : conférences d'histoire de l'art et séances de cinéma pour l'Institut, expositions littéraires pour l'Alliance. Au niveau linguistique, l'Institut dispense de nouveau, dès le milieu de l'année 1950, un enseignement du français<sup>530</sup> sous la forme de cours du soir<sup>531</sup> tandis que le lecteur de français de l'Université de Szeged, Monsieur Grenier, réussit, malgré la fermeture de la chaire de français, à se maintenir en étant nommé chargé de cours par son université<sup>532</sup>.

Si la « petite détente » politique des années 1953-1956 crée les conditions favorables<sup>533</sup> à « une recrudescence de l'activité culturelle franco-hongroise »<sup>534</sup>, amorcée en premier lieu dans le domaine cinématographique<sup>535</sup>, puis observable au niveau des activités de l'IFB<sup>536</sup>, la Révolution de 1956 vient, elle, créer un effet contradictoire sur les relations culturelles<sup>537</sup>. D'un côté, le drame hongrois suscite en France un énorme mouvement de sympathie et d'intérêt de la part des intellectuels<sup>538</sup>, ceux-ci prenant fait et cause en faveur des

---

527Le seul institut culturel derrière le rideau de fer avec celui de Zagreb.

528Plusieurs éléments semblent avoir contribué à maintenir ouvert l'Institut. En premier lieu probablement la volonté des autorités hongroises de préserver, à titre de réciprocité, l'Institut hongrois de Paris. En second lieu le fait que l'Institut français de Budapest ait été assez récent et n'avait de fait qu'un rayonnement culturel limité, bien éloigné de l'attraction que pouvait exercer un tel bâtiment en Roumanie, en Pologne ou encore en Tchécoslovaquie. Sa « nocivité » était donc jugée assez restreinte pour être tolérée. Enfin, plusieurs auteurs rapportent, non sans amusement, le fait que l'épouse du leader hongrois, Mátyás Rákosi, aimait à faire relever par sa corsetière des modèles de sous-vêtements dans les revues de mode parvenant à l'Institut.

529BAJOMI, Lázár, *Ego sum gallicus captivus*, Budapest, Európa Könyv kiadó, 1980, pages 279-280.

530Il s'agit là de la reprise des cours précédemment offerts par l'école de la légation de France suite à la nationalisation des locaux par le régime communiste. Pour plus de détails voir : DIENER, Georges, *Une histoire de l'Institut français en Hongrie 1947-1989*, L'Harmattan, Paris, 1990.

531Les cours rassemblent entre 500 et 600 élèves.

532DIENER, Georges, « Histoire des relations culturelles franco-hongroises à partir des échanges écrits ou oraux inédits concernant l'Institut français à Budapest », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 2, 1990, pages 163-167.

533FEJERDY, Gergely, « Les relations franco-hongroises à la veille de l'insurrection de 1956 », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 14, tome 2, pages 417-426.

534BERÉNYI, Pál, *Op.cit.*

535Après la nomination en 1955, au Festival de Cannes, du film de Zoltán Fabri, *Le Carrousel*, une semaine du cinéma français est organisée à Budapest pour la première fois de l'histoire. Par ailleurs, le nombre de films prêtés aux différents organismes hongrois par l'IFB est multiplié par 6 entre 1953 et 1956.

536Les cours du soir à l'Institut qui recevaient au début de l'année 1952 aux alentours de 500-600 élèves en reçoivent plus de 1200 en 1956 ce qui crée le besoin de louer de nouvelles salles, alors que dans le même temps le nombre de livres prêtés par la bibliothèque de l'Institut passe de 1380 à 5529.

537LACHAISE, Bernard, « Un français en Hongrie 1947-1958 : Guy Turbet-Delof », *Öt Kontinens, az Új és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/2, Budapest, ELTE, 2011, pages 103-112.

538Pensons aux articles de Jean-Paul Sartre dans *Les Temps modernes* (novembre-décembre 1956), de Raymond Aron dans *Le Figaro* (30 novembre 1956), ou encore de Marcel Merleaud-Ponty dans *L'Express* (23 novembre 1956). À ce sujet voir : KECSKÉS, Gusztáv, « La politique étrangère française et la révolution hongroise de 1956 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, numéro 83, juillet-septembre 2006, pages 40-49

révolutionnaires hongrois<sup>539</sup>, alors que de l'autre côté, sur le plan officiel, on assiste à la totale glaciation des rapports<sup>540</sup>. Il faut attendre le début de la décennie suivante pour voir une reprise d'une collaboration institutionnelle culturelle<sup>541</sup>. Pourtant, sur le plan intérieur, la Hongrie a réintroduit, dès 1957, l'enseignement des langues vivantes autres que le russe dans les écoles d'enseignement secondaire, ce qui a permis au français de faire sa réapparition dans les statistiques des langues vivantes enseignées en Hongrie aux côtés de l'allemand et de l'anglais<sup>542</sup>. À Debrecen, puis à Szeged, sont par ailleurs créées dans le cadre de chaires d'études romanes, des sections de « hautes études en français », tandis que dans la capitale le nombre d'étudiants en français triple après 1957<sup>543</sup>.

---

539Citons ici l'exemple d'Albert Camus qui offre le montant de son prix Nobel de littérature (1957) pour aider les intellectuels et les familles hongroises émigrant en France.

540Sur la question des rapports franco-hongrois durant et après la Révolution de 1956, nous renverrons à la bibliographie très fournie à ce sujet et particulièrement aux travaux du Professeur Kecskés, dont principalement l'ouvrage tiré de sa thèse de doctorat: KECSKÉS, Gusztáv, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Paris, Publications de l'Institut hongrois de Paris, 2005. Mais aussi aux nombreux articles détaillés, en français, sur la question : KECSKÉS, Gusztáv, « La politique étrangère française face à la révolution hongroise de 1956 », *Relations internationales*, numéro 122, été 2005, pages 87–103. KECSKÉS, Gusztáv, « De l'autre côté du « rideau de fer ». La révolution hongroise de 1956 et la politique étrangère française à la lumière de quelques entretiens avec d'anciens diplomates », *Specimina Nova*, Pécs, 1999, pages 155–171. KECSKÉS, Gusztáv, « Les relations diplomatiques franco-hongroises après la révolution de 1956. La politique étrangère française dans le bloc soviétique à propos de l'affaire hongroise », *Cahiers d'Études hongroises*, numéro 14, tome 2, 2007-2008, pages 427–438. KECSKÉS, Gusztáv, « La politique étrangère française et la révolution hongroise de 1956 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, numéro 83, juillet-septembre 2006, pages 40-49. FEJÉRDY, Gergely, « Les relations franco-hongroises à la veille de l'insurrection de 1956 », *Cahiers d'études hongroises, Temps, Espace, Langage*, tome 2, L'Harmattan, Paris, 2008, pages 417-426. FEJÉRDY Gergely, « Les relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones de l'Europe occidentale et la Hongrie, de 1944 à 1956 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, numéro 31, automne 2010, Paris, pages 141-149.

541Sur le plan politique les relations reprennent avant, à ce sujet voir MAJOROS, István, « Les relations franco-hongroises (1956-1964) », *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine*, Paris, 1996 3-4, pages 75-79.

542BERÉNYI, Pál, *Op.cit.*

543Pour un développement plus en profondeur sur la période et le sujet on peut se référer à : FEJÉRDY, Gergely, *Les relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones d'Europe et la Hongrie, de 1944 à 1956*, thèse de doctorat en histoire sous les directions de Georges-Henri Soutou et de Sándor M. Kiss, 2009, Paris IV et Université Pazmány Péter de Budapest. Pour une version remise à jour voir : FEJÉRDY, Gergely, *L'Europe francophone et la Hongrie au début de la guerre froide: Les relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones de l'Europe occidentale et la Hongrie de 1944 à 1956*, Paris, Honoré Champion, 2014. Mais aussi : TROLLEY de PRÉVAUX, Florent, *La politique culturelle de la France en Europe de l'Est (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie) entre 1948 et 1968*, thèse de doctorat sous la direction d'Antoine Marès, soutenue à l'Université de Paris I en 2012.

***D- L'élargissement de la coopération culturelle et la mise en place d'une collaboration institutionnelle<sup>544</sup>.***

Avec le développement du processus de « détente-entente-coopération » au cours des années 1960 et compte tenu de l'importance du système de diplomatie culturelle dans l'objectif gaullien d'Europe de l'Atlantique à l'Oural<sup>545</sup>, les relations culturelles franco-hongroises connaissent une nette amélioration au cours de la période. Comme au sortir de la Seconde Guerre mondiale, les moyens du département culturel du Quai d'Orsay sont relevés<sup>546</sup>, et la France redevient plus active en Hongrie<sup>547</sup>. La volonté française de se relancer culturellement dans le pays fonctionne d'autant mieux qu'elle coïncide avec une ère de relative détente du régime caractérisée par la popularisation d'une expression restée célèbre : « qui n'est pas contre nous est avec nous »<sup>548</sup>. Le 25 octobre 1961, après une préparation minutieuse de plusieurs mois, la France et la Hongrie signent, un protocole d'échanges culturels et de coopération scientifique, valable deux ans et reconductible<sup>549</sup>. L'accord prévoit de favoriser les échanges entre établissements d'enseignement supérieur – universités et Grandes Écoles – via l'invitation de professeurs et de lecteurs<sup>550</sup>, mais également la mise en place de bourses de recherches pour les étudiants<sup>551</sup>. Le protocole est complété par un accord distinct entre le CNRS et l'Académie hongroise des sciences<sup>552</sup>. L'année suivante on assiste à la

---

544Pour ce qui est du contexte international et en particulier des rapports politiques entre la France et la Hongrie au cours de la décennie 1960 nous ne pouvons que renvoyer aux travaux, nombreux et très détaillés, de Zoltán Garadnai qui ont été cités en introduction. Sur les aspects plus proprement culturels des éléments sont fournis dans KLENJÁNSZKY, Sarolta, *Les relations politiques et culturelles du régime communiste hongrois avec la gauche française dans la Guerre froide (1945-1981)*, thèse de doctorat en histoire, sous la direction de Marc Lazar et d'István Majoros soutenue à l'Université de Budapest, ELTE, 2013.

545Les relations culturelles et scientifiques y sont en effet perçues comme un domaine clé pour parvenir à une pénétration idéologique et à la « détente ».

546Une augmentation de près de 50%. À ce propos voir : FEJÉRDY, Gergely, *A francia kultúrdiplomácia főbb törekvései és lehetőségei Magyarországon 1945 és 1990 között* [Les principales ambitions et possibilités de la diplomatie culturelle française en Hongrie entre 1945 et 1990], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], *Külügyi és Külgazdasági Intézet* [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 2, 2011, pages 53-75

547Même si la Hongrie n'est pas réellement prioritaire au sein du bloc de l'Est, la diplomatie française lui préférant bien souvent la Pologne, la Tchécoslovaquie ou encore la Roumanie, des pays avec lesquels les liens sont plus traditionnels. À ce sujet voir par exemple : MORELLE, Chantal, « Les relations franco-hongroises à l'époque du Général de Gaulle », *Revue d'histoire diplomatique*, Éditions A. Pedone, Paris, 1998, pages 63-78.

548L'expression hongroise, « *Aki nincs ellenünk az velünk van* » est employée pour la première fois publiquement par János Kádár au cours du mois de décembre 1961.

549DIENER, Georges, « Histoire des relations culturelles franco-hongroises à partir des échanges écrits ou oraux inédits concernant l'Institut français à Budapest », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 2, 1990, pages 163-167.

550L'accord a par exemple facilité l'échange de lecteurs entre les universités de Budapest et de la Sorbonne, ou encore entre celles de Debrecen et de Dijon : à ce propos voir MAJOROS, István, *Op.cit.*

551Un volet concernant la coopération artistique est également inclus.

552FEJÉRDY, Gergely, *Op.cit.*

systématisation des relations entre les télévisions et les radios nationales<sup>553</sup>. C'est la première fois dans l'histoire des deux pays qu'une base juridique de coopération culturelle est mise en place.

D'un point de vue géostratégique, la Hongrie qui était restée isolée sur le plan international depuis 1956, voit d'un très bon œil ce rapprochement avec Paris. L'historien Zoltán Garadnai, explique que pour la Hongrie, « la France est d'une importance capitale – tant du point de vue politique que propagandiste et idéologique – [...] [pour] atteindre la consolidation internationale tant espérée, et par là même l'épanouissement de la stabilité interne »<sup>554</sup>. En effet, la société hongroise, qui s'était profondément inquiétée de la marginalisation et de la périphérisation du pays après 1956, se félicite de cette ouverture vers un des pays majeurs de l'Europe occidentale<sup>555</sup>. Paris présente par ailleurs l'avantage de ne pas éveiller autant les soupçons de Moscou qu'un rapprochement avec l'Allemagne aurait pu le faire<sup>556</sup> alors que pour la France ce rapprochement répond, une nouvelle fois, à la volonté de limiter l'influence allemande dans la région<sup>557</sup>.

À partir de 1964, la normalisation des rapports bilatéraux sur le plan politique – qui s'est traduite par l'élévation, le 17 décembre 1963, des légations au rang d'ambassades<sup>558</sup> – permet une accélération du rapprochement culturel<sup>559</sup>. Celui-ci est par ailleurs facilité par l'annonce, lors du 8e congrès du parti socialiste ouvrier hongrois, de l'amnistie générale en Hongrie et l'affirmation du côté français de la volonté d'opérer « en pleine indépendance » un rapprochement avec l'Est<sup>560</sup>. Dès le début de l'année 1965, Paris ouvre un centre de documentation dans la capitale magyare<sup>561</sup> et le général de Gaulle affirme, lors de la réception à Paris, du chef de la diplomatie hongroise, János Péter<sup>562</sup>, vouloir « développer davantage

---

553BERÉNYI, Pál, *Op.cit.*

554GARADNAI, Zoltán, « Les relations franco-hongroises 1963-1968 », *Öt Kontinens, az Új és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'Université ELTE], numéro 2010, ELTE, Budapest, 2011, pages 121-140.

555GARADNAI, Zoltán, « La tentative de la politique d'ouverture de la Hongrie aux pays de l'Ouest, 1967-1968. Le cas des relations franco-hongroises ». *Öt Kontinens. Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'Université ELTE], ELTE, numéro 2011/2, Budapest, 2012, pages 117-128.

556BOUILLON, Pierre, *Entre partenaires et adversaires, une ouverture asymétrique et stratégique : La France face à la Roumanie et à la Hongrie (1968-1977)*, Thèse de doctorat sous la direction de Marie-Pierre Rey, soutenue à l'Université de Paris I, le 30 novembre 2013, page 60.

557GARADNAI, Zoltán, « La visite de János Péter à Paris (11-12 janvier 1965) », *Öt Kontinens, az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'Université ELTE], numéro 2012/2, ELTE, Budapest, 2013, pages 59-72.

558FÜLÖP, Mihály, *Op.cit.*

559FEJÉRDY, Gergely, *Op.cit.*

560SCHREIBER, Thomas, *Op.cit.*, page 91.

561FÜLÖP, Mihály, *Op.cit.*

562Un événement qui constitue une première dans l'histoire des deux pays. À ce sujet, voir l'étude détaillée de : GARADNAI, Zoltán, « La visite de János Péter à Paris (11-12 janvier 1965) », *Öt Kontinens, az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département

encore » les relations scientifiques, techniques et politiques avec le pays<sup>563</sup>. Les mots ne restent pas sans effet, puisque l'année 1966 est à l'origine d'un changement qualitatif notable dans la relation culturelle franco-hongroise avec la signature, le 16 juillet, d'un accord culturel qui se substitue au protocole d'échanges culturels établi en 1961. La coopération est élargie à un cadre d'activités désormais très vaste et prévoit, outre la mise en place de nouvelles bourses de recherches et de conférences, un échange de documentation scientifique, l'organisation de missions d'experts, une large diffusion du livre « tant par la voie commerciale que par le don ou l'échange » et la création d'une sous-commission chargée de la mise en place de ces initiatives<sup>564</sup>. L'accord est perçu, des deux côtés, comme « un pas décisif dans la voie de la normalisation des relations culturelles entre les deux pays »<sup>565</sup>. Ce contexte favorable permet l'accroissement du volume d'activité de l'IFB qui change sa stratégie de fonctionnement. D'organisme exclusivement destiné à l'intelligentsia hongroise, il s'engage, par l'élargissement des événements qu'il propose, dans une voie à vocation moins élitiste. En 1968, l'Institut propose ainsi 40 séances de cinéma qui drainent un public plus nombreux et plus populaire qu'auparavant<sup>566</sup>.

Jusqu'au milieu de l'année 1968, les relations culturelles constituent donc l'un des succès majeurs de la nouvelle relation franco-hongroise<sup>567</sup> et le général de Gaulle s'en montre particulièrement satisfait lors de la réception en France du Premier ministre hongrois, Jenő Fock<sup>568</sup>. Mais l'été 1968 et la participation hongroise, dans le cadre du pacte de Varsovie, à l'intervention en Tchécoslovaquie viennent largement entacher les rapports bilatéraux sur le plan politique et mettre à mal la coopération sur le plan culturel<sup>569</sup>.

---

d'histoire moderne et contemporaine de l'Université ELTE], numéro 2012/2, ELTE, Budapest, 2013, pages 59-72.

563SCHREIBER, Thomas, *Op.cit.*, page 95-96.

564Journal officiel de la République française, 2 avril 1967, page 323.

565DIENER, Georges, « Histoire des relations culturelles franco-hongroises à partir des échanges écrits ou oraux inédits concernant l'Institut français à Budapest », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 2, 1990, pages 163-167.

566*Ibid.*

567Zoltán Garadnai parle d'un « apogée dans la politique de normalisation franco-hongroise » avec la visite du Premier ministre hongrois, Jenő Fock en France du 25 au 30 mars 1968. GARADNAI, Zoltán, « La tentative de la politique d'ouverture de la Hongrie aux pays de l'Ouest, 1967-1968. Le cas des relations franco-hongroises ». *Öt Kontinens. Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történelmi Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'Université ELTE], ELTE, numéro 2011/2, Budapest, 2012 pages 117-128.

568GARADNAI, Zoltán, *Iratok a magyar-francia kapcsolatok történetéhez (1963-1968)* [Documents sur l'histoire des relations franco-hongroises (1963-1968)], Magyarország és a világ Diplomáciatörténet [Histoire diplomatique de la Hongrie et du monde], Budapest, 2008, pages 417, document numéro 119.

569GARADNAI, Zoltán, « A magyar-francia kapcsolatok története De Gaulle tábornok elnöksége alatt (1958-1969) » [L'histoire des relations franco-hongroises sous la présidence du général de Gaulle (1958-1969)], *Külföldi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 4, 2011, pages 157-172.

***E- La décennie 1970 : une volonté de rapprochement culturel maintes fois réaffirmée sans résultat concret.***

Le début de la décennie 1970 se caractérise par un plafonnement des rapports culturels bilatéraux. Après l'accélération de la collaboration institutionnelle initiée avec l'accord de 1966, les autorités françaises et hongroises se contentent de vivre au rythme des réunions et des décisions de la commission mixte – une rencontre tous les trois ans – sans chercher à augmenter davantage la dimension des échanges scientifiques et intellectuels. Pis, jusqu'en 1975, on peut arguer que la présence culturelle française en Hongrie tend à se détériorer<sup>570</sup>. Sur l'avis de ses conseillers, le président Valéry Giscard d'Estaing a fait supprimer les émissions de la radio d'État dans le pays<sup>571</sup> tandis que le Quai d'Orsay a choisi de réduire la voilure de sa coopération scientifique et technique par crainte d'espionnage industriel<sup>572</sup>. Lors d'un entretien avec le Premier ministre français, Pierre Messmer, en juillet 1973, le Secrétaire général du parti communiste hongrois, János Kádár, n'hésite pas à estimer qu'en matière culturelle la France se laisse aller et bénéficie d'une « rente de situation »<sup>573</sup>. Malgré ce manque d'efforts, la France parvient encore en effet, cette année-là, à écouler 1,8 million de livres<sup>574</sup> dans le pays<sup>575</sup>. Mais l'attrait pour la littérature française ne se retranscrit pas dans les chiffres de l'enseignement. Sur le plan linguistique, le français continue d'occuper une place ultra minoritaire dans la société hongroise, d'autant plus que les lycées – dans lesquels le russe est toujours obligatoire – demeurent réticents à offrir à leurs étudiants le choix de l'apprentissage de la langue de Molière en tant que seconde langue<sup>576</sup>. Le nombre de francophones demeure dès lors très limité. Le Quai d'Orsay estime qu'au milieu des années 1970 entre 5 000 et 10 000 personnes ont une bonne connaissance de la langue française<sup>577</sup> – ce qui correspond à un peu moins de 0,1% de la population. Ce nombre très limité de francophones explique la diffusion extrêmement restreinte de la presse française dans le pays<sup>578</sup>.

Si la seconde moitié des années 1970 voit une légère amélioration de la situation culturelle

---

570FEJÉRDY, Gergely, *Op.cit.*

571SCHREIBER, Thomas, *Op.cit.*, page 143.

572FEJÉRDY, Gergely, *Op.cit.*

573AN. 5AG2/1016, Archives de la présidence Pompidou, Hongrie, entretien entre Pierre Messmer et János Kádár, 19 juillet 1973. Cité par BOUILLON, Pierre, *Op.cit.*, page 73.

574Traduits en hongrois.

575BOUILLON, Pierre, *Op.cit.*, page 77.

576Le français n'arrive qu'en troisième place derrière l'allemand et l'anglais et n'est choisi que par environ 11% des élèves

577L'Institut français accueille alors environ 1300 élèves. AMAE, Série Europe, Sous-série Hongrie (1971-1976), carton 3347, compte rendu de l'ambassade de France en Hongrie, 1973. Cité par BOUILLON, Pierre, *Op.cit.*, page 73.

578FEJÉRDY, Gergely, *Op.cit.*

française dans le pays, l'ouverture d'une téléthèque au sein de l'IFB en 1976 conférant un certain prestige à la présence culturelle française<sup>579</sup>, et la signature d'un accord de coproduction cinématographique favorisant la diffusion de film français sur le territoire hongrois<sup>580</sup>, la Hongrie, elle, continue de se montrer insatisfaite de l'équilibre des relations culturelles bilatérales. Concrètement, le gouvernement hongrois estime que l'échange culturel se fait largement en sa défaveur et que la présence de sa propre culture en France est insuffisante. Cette question est soulevée au cours de l'automne 1977, lors du passage à Budapest, du Premier ministre français, Raymond Barre<sup>581</sup>. Si sa venue en Hongrie répond essentiellement à des objectifs économiques<sup>582</sup>, les entretiens bilatéraux<sup>583</sup> sont aussi l'occasion d'évoquer l'importance à attacher à une meilleure connaissance des cultures réciproques. Si Paris se montre très ouverte sur la question, c'est aussi parce que le développement de sa culture reste un enjeu clé dans l'optique de l'augmentation de sa coopération économique avec Budapest, et que la langue, nous l'avons rappelé, demeure un vecteur essentiel de l'échange. Les entretiens bilatéraux offrent l'occasion aux dirigeants hongrois de consentir à un nouvel encouragement de l'enseignement du français dans le pays<sup>584</sup> tandis qu'en contrepartie, Paris accepte volontiers d'augmenter ses efforts pour la diffusion du hongrois en France<sup>585</sup>. Lors du passage de János Kádár à Paris l'année suivante<sup>586</sup>, une attention particulière est portée aux liens culturels. Le président Valéry Giscard d'Estaing reconnaît qu'il reste à donner à ces rapports « la densité qui correspond à la volonté de nos gouvernements et aux possibilités de nos deux pays »<sup>587</sup>, manière de dire en creux, qu'un écart demeure entre ce que les deux États peuvent réaliser et ce qu'ils ont réalisé jusque là.

Mais la décennie 1970 se referme sur une volonté mutuelle de rapprochement qui ne débouche pas sur un accroissement significatif des contacts. Globalement, Paris demeure sans

---

579DIENER, Georges, « Histoire des relations culturelles franco-hongroises à partir des échanges écrits ou oraux inédits concernant l'Institut français à Budapest », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 2, 1990, pages 163-167.

580Archives du Sénat, MARTIN, Hubert, MARSON, James, LE COZANNET, Yves, « *Situation des relations culturelles de la France avec l'Autriche et la Hongrie* », rapport d'information numéro 192, session ordinaire 1982-1983.

581Le Premier ministre reste trois jours en Hongrie, du 27 au 29 octobre 1977, et profite de son passage pour participer à la célébration du trentième anniversaire de la fondation de l'Institut français.

582Il est venu accompagné du ministre du Commerce extérieur, André Rossi.

583Raymond Barre est reçu par son homologue hongrois, György Lázár, mais aussi par János Kádár.

584Communiqué commun publié au terme de la visite de Raymond Barre.

585Le directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au ministère des Affaires étrangères, Roger Vaurs, ainsi que le président de l'Institut des relations culturelles hongrois, Rudolf Ronai, en conviennent lors de leur rencontre en marge de la visite du Premier ministre.

586Du 15 au 17 novembre 1978.

587Toast prononcé par Valéry Giscard d'Estaing, président de la République, à l'occasion du dîner offert en l'honneur de János Kádár, premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois, palais de l'Élysée, 15 novembre 1978.

illusions excessives quant à l'intensité possible des rapports culturels au cours de la période, rapports qui n'ont par ailleurs pas constitué l'élément central des rapports bilatéraux<sup>588</sup>.

### ***F- La première relance mitterrandienne.***

L'héritage culturel des années 1970 sur le plan des relations bilatérales se révèle donc assez modeste. Davantage encore lorsqu'il est opposé aux rapprochements institutionnels développés dans le cadre de la politique d'entente-détente-coopération du général de Gaulle. Sur le plan linguistique, les chiffres n'ont pas évolué entre le début des années 1970 et le commencement de la décennie suivante et continuent indéniablement de constituer « le point faible du dispositif culturel français en Hongrie »<sup>589</sup>. En 1982, au niveau du primaire – où depuis 1980 une deuxième langue peut être étudiée de manière facultative – environ 2000 élèves reçoivent des cours de français, ce qui correspond à 0,3% des effectifs<sup>590</sup>. Dans le secondaire, où toujours bien peu de lycées offrent la possibilité d'étudier une seconde langue, 2730 élèves étudient le français dont 1000 dans des lycées à langue renforcée<sup>591</sup>. Pour ce qui est du supérieur, trois universités disposent d'une chaire de français : Budapest, Debrecen et Szeged. Celles-ci regroupent en tout et pour tout 250 étudiants pour lesquels le français est la matière principale auxquels il convient d'ajouter 700 élèves qui ont choisi d'étudier le français sous forme d'options<sup>592</sup>. Enfin, l'IFB accueille environ 2000 élèves<sup>593</sup>, ce qui porte le total d'apprenants dans le pays à un peu moins de 8000. La situation ne satisfait personne au plus haut niveau de l'État français à commencer par le nouveau président de la République, François Mitterrand. Ce dernier qui a, nous l'avons rappelé, de la sympathie pour la Hongrie<sup>594</sup>, estime dans un entretien accordé à la télévision hongroise<sup>595</sup>, en prélude de son déplacement officiel à Budapest, que « sur le plan culturel qui touche davantage, par définition à la formation de l'esprit, à l'orientation de la pensée [...] nous pouvons faire beaucoup plus ». Une opinion qu'il répète, quasiment mots pour mots, quelques jours plus tard

---

588Avec la Hongrie, l'objectif resta essentiellement de « faire des affaires ». BOUILLON, Pierre, *Op.cit.*, page 226.

589AS, MARTIN, Hubert, MARSON, James, LE COZANNET, Yves, *Op.cit.*, page 44

590Ibid.

591Vingt-sept lycées à travers le pays dans lesquels le français est étudié à raison de huit heures par semaine.

592AS, MARTIN, Hubert, MARSON, James, LE COZANNET, Yves, *Op.cit.*, page 44.

593Ibid.

594Bernard Lachaise a rappelé que le président français avait une « connaissance personnelle et positive » de la Hongrie depuis au moins 1976. LACHAISE, Bernard, « François Mitterrand et la Hongrie : un nouveau départ pour les relations franco-hongroises? », dans BENE, Krisztián et FERENC, Dávid (dir.), *Entre coopération et antagonismes. Les dimensions des relations franco-hongroises de l'époque moderne à l'intégration européenne*, Actes du colloque international de l'Université de Pécs le 13 mars 2013, Éditions Codex- Université de Pécs, 2014, pages 87-97.

595IFM, Interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, Paris, 4 juillet 1982.

lors d'un déjeuner en compagnie de quelques-uns des principaux dirigeants hongrois<sup>596</sup> et à l'occasion duquel il explique longuement vouloir développer des « échanges culturels plus réguliers et plus féconds » jugeant qu'il y a « entre nous une amitié réelle, mais un peu endormie »<sup>597</sup>. Estimant que « les Français ont à découvrir ou à redécouvrir [...] la richesse de la culture hongroise, son originalité, sa vigueur, qu'il s'agisse de littérature, de cinéma ou de poésie »<sup>598</sup> il annonce le lancement d'un programme de traduction et de publication d'ouvrages hongrois en français et la mise à disposition à cet effet, par le gouvernement français, d'une enveloppe budgétaire conséquente<sup>599</sup>. Son voyage est également l'occasion d'annoncer la mise à l'étude de la construction d'un nouvel institut culturel en remplacement de l'ancien dont les locaux, vétustes et ténus, ne sont plus jugés en adéquation avec les nouvelles intentions culturelles françaises dans le pays. La mise en chantier d'un tel bâtiment – qui avait été évoqué depuis bien longtemps au sein du Quai d'Orsay et du ministère de la Culture<sup>600</sup> – est une décision forte dans la volonté de nouveau départ exprimée par le président Mitterrand au sein des relations culturelles franco-hongroises<sup>601</sup>.

Encore une fois, il faut souligner que la volonté française de relance culturelle en Hongrie n'est pas exempte d'arrière-pensées géopolitiques, la France voit en effet un certain intérêt à « opposer un contrepoids à l'influence naturellement prépondérante en Hongrie, du monde germanique »<sup>602</sup> et souhaite dans ce contexte « ranimer la composante latine de la Hongrie »<sup>603</sup>.

La qualité des rapports politiques établis à la suite du voyage de François Mitterrand aboutissent sur le plan culturel à la fondation, le 14 décembre 1985, sur la base d'un accord entre les ministres français<sup>604</sup> et hongrois<sup>605</sup> de l'Éducation, du Centre interuniversitaire

---

596IFM, Allocution de François Mitterrand à l'occasion du déjeuner offert en l'honneur de János Kádár et de Pál Losonczi, à la Résidence de France, Budapest, 9 juillet 1982.

597Ibid.

598Ibid.

599Paris finance ainsi, pour un total de 943 000 francs, la publication de vingt ouvrages d'auteurs magyars chez dix éditeurs différents. Parmi eux figurent quelques-uns des plus grands auteurs hongrois passés et contemporains : Péter Eszterházy, Gyula Krúdy, Dezső Kosztolányi. AS, Journal officiel, question écrite numéro 08631 de Monsieur Hubert Martin, 1 mars 1990, page 390 et réponse du ministère de la Culture, Journal officiel, 10 mai 1990, pages 1027.

600La possibilité est évoquée pour la première fois en 1969 puis de nouveau en 1971 avant d'être abandonnée. L'idée refait surface en 1979, mais reste, une fois encore, lettre morte.

601Même s'il faut encore attendre dix ans avant l'ouverture du bâtiment. Voir *infra*.

602Fondation Jean Jaurès, 432 RI 1. Relations PS-Hongrie. Note sur les relations politiques France-Hongrie, 9 décembre 1983. Cité par LACHAISE, Bernard, *Op.cit.*

603Ibid.

604Jean-Pierre Chevènement.

605Béla Köpeczi.

d'études hongroises (CIEH)<sup>606</sup> au sein de l'Université de Paris III<sup>607</sup> et au déménagement l'année suivante<sup>608</sup> de l'Institut hongrois de Paris (IHP) dans une magnifique demeure bourgeoise de la rue Bonaparte<sup>609</sup>, un emplacement prestigieux au cœur du Paris historique<sup>610</sup>, à quelques encablures du Palais du Luxembourg<sup>611</sup>.

Au cours de l'année 1988, la bonne entente bilatérale donne lieu à la création, à l'initiative de Rose-Marie Lagrave et de György Granasztói, de l'Atelier franco-hongrois en sciences sociales<sup>612</sup>, dans le cadre d'une coopération internationale établie entre l'Université Eötvös Loránd et l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS)<sup>613</sup>. Le centre se donne pour tâche de favoriser « la rencontre de deux mondes »<sup>614</sup> en transmettant « les mots et les gestes pour faire des sciences sociales »<sup>615</sup> dans un esprit inspiré du courant des Annales.

La collaboration culturelle se prolonge également dans le domaine linguistique. Côté magyar on assiste à la création de six postes de lecteurs de hongrois dans plusieurs universités françaises<sup>616</sup> tandis que du côté français, le gouvernement entend bien profiter d'une part, de la bienveillance du nouveau ministre hongrois de l'Éducation, l'historien francophone et francophile, Béla Köpeczi, dont l'ambassadeur français en Hongrie, Jacques Lecompt, a indiqué au Quai d'Orsay qu'il était « bien disposé à l'idée de faire reprendre un peu de poids à notre langue en favorisant la relance de son enseignement dans les lycées de Budapest et de province »<sup>617</sup> et d'autre part, de la réforme du système hongrois d'éducation en matière

---

606Le CIEH va rapidement devenir, de par son dynamisme, le moteur de la recherche sur la Hongrie en France. Dès 1989 le centre entreprend l'élaboration d'un dictionnaire bilingue franco-hongrois et hongrois-français en collaboration avec l'Université de Szeged et l'Institut de linguistique de l'Académie des Sciences de Hongrie. Le CIEH conduit par ailleurs de nombreuses recherches sur l'histoire des relations franco-hongroises, sur la littérature, l'art et la musique hongroise. À partir de 1989, le centre publie également une revue en collaboration avec l'IHP, *Les Cahiers d'études hongroises*. Un survol des activités du CIEH entre 1985 et 1989 est disponible dans le numéro 1 des *Cahiers d'études hongroises* consultable en ligne : <http://epa.oszk.hu/02400/02413/00001/pdf/>

607L'Université de la Sorbonne Nouvelle-Paris III met à disposition du centre les locaux et le personnel grâce au financement du ministère de l'Éducation nationale, tandis que la partie hongroise fournit un demi-poste de bibliothécaire et pourvoit aux besoins du Centre en ouvrages hongrois récents.

608MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35 document 00724/10, relations franco-hongroises.

609« Ce changement d'adresse symbolise la croissance radicale de l'envergure de l'activité de notre Institut », témoigne Pál Pataki, l'ancien directeur de l'IHP (1990-1991). Le témoignage complet est disponible sur le site de L'Institut hongrois : <http://www.parizs.balassiintezet.hu/fr/qui-sommes-nous/memoires/> (site consulté le 4 novembre 2015).

610Une illustration du bâtiment figure en annexe 20 de ce travail.

611Une relocalisation appréciée par le président du Sénat, Alain Poher : « L'Institut hongrois a eu l'excellente idée de devenir le très proche voisin du Sénat de la République française [...] Je souhaite vivement qu'un grand nombre de mes compatriotes aient la curiosité de rendre visite au 92 rue Bonaparte ». Institut hongrois de Paris (IHP), livre d'or, 16 décembre 1986.

612Devenu depuis le Centre franco-hongrois en sciences sociales.

613Entretien de l'auteur avec György Granasztói, 18 novembre 2013.

614*Lettre de l'EHESS*, numéro 42.

615LAGRAVE, Rose-Marie, *Voyage aux pays d'une utopie déchue. Plaidoyer pour l'Europe centrale*, PUF, Paris, 1998.

616Dans les universités de Lille, Lyon, Bordeaux, Paris 3, Strasbourg et au sein de l'INALCO.

617AN 5AG4/CD 274, dossier 4, préparation, déroulement et bilan du voyage officiel en Hongrie de François Mitterrand (7 au 9 juillet 1982), lettre de Jacques Lecompt à Claude Cheysson, ministre des Relations

linguistique. En effet, des enquêtes diligentées au cours de la seconde moitié des années 1970 et du début des années 1980 ont montré que le niveau en langues étrangères de la population était alarmant bas<sup>618</sup>. Face à ce constat, mais aussi pour répondre à la demande croissante d'enseignement en langues occidentales de la population, le gouvernement magyar, imagine une solution originale : les programmes d'enseignement bilingue (*kéttannyelvu oktatás*) dans les écoles du secondaire, une opportunité que Paris entend saisir. À la rentrée 1987, la France inaugure ainsi deux sections bilingues françaises<sup>619</sup> dans les lycées Ferenc Kölcsey de Budapest<sup>620</sup> et Károly Kisfaludy de MÓhacs, puis, de nouveau l'année suivante, au sein du lycée Kálmán Mikszáth de Pásztó dans le nord-est du pays . Au total 250 adolescents étudient le français à raison de 80 heures par mois tandis que Paris envisage alors d'étendre le dispositif.

Quel bilan tirer des relations culturelles bilatérales avant 1989 ? Incontestablement, les liens dans ce domaine ont été importants dès le début du XXe siècle et ont su, le plus souvent, ne pas disparaître malgré la dégradation cyclique des rapports politiques. Les initiatives mises en place au cours des années 1960 puis lors de la relance de 1982 ont eu un effet favorable sur la qualité et le volume des échanges culturels entre les deux pays. Néanmoins la division politique Est-Ouest et la séparation idéologique qui en découlait avaient par définition limité l'approfondissement de ces rapports au-delà d'une certaine limite théorique. François Mitterrand en était dès l'origine conscient : « nous ne ferons pas des miracles »<sup>621</sup> avait-il concédé, le 4 juillet 1982, lors de l'entretien qu'il avait accordé à la télévision hongroise. Le chef de l'État avait pris le temps de préciser qu'il visait essentiellement à « la multiplication [des] formes d'échanges »<sup>622</sup> espérant que « d'autre après [lui] feront davantage »<sup>623</sup>. Ce que le président français n'avait pas anticipé c'est que l'accélération de l'histoire au centre et à l'Est du continent allait lui offrir, à lui et sa diplomatie, la possibilité d'effectuer un second rapprochement culturel, plus significatif et plus profond cette fois.

Dans cette optique, les années 1989-1990 marquent un tournant. Ce qui n'était jusque là que

---

extérieures, 10 août 1982.

618 HALASZ, Gábor, LANNERT, Judit, *Jelentés a magyar közoktatásról* [Rapport sur l'éducation publique hongroise], Budapest, Országos Közoktatási Intézet [Institut National d'Éducation Publique], 1997, page 43.

619 AS, « *La Hongrie dans l'Union européenne* », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 10 au 22 septembre 1999 par une délégation sénatoriale du groupe d'amitié France-Hongrie, page 108.

620 Soixante-douze élèves suivent, vingt heures par semaine, leur cours de mathématiques, physique, géographie, histoire et biologie en français. Le dispositif bilingue qui prévoit une scolarité sur cinq ans (au lieu de quatre pour le cursus normal) y est assuré par dix-huit professeurs francophones assistés d'un lecteur.

621 IFM, Interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, Paris, 4 juillet 1982.

622 *Ibid.*

623 *Ibid.*

le sentiment du peut-mieux-faire, se transforme en une opportunité réelle. La fin des tabous idéologiques et les changements sociaux-culturels sans précédent en Hongrie se coordonnent pour créer une conjonction de facteurs qui n'étaient plus apparus depuis 1945. 1989 offre une nouvelle chance de « rebattre les cartes »<sup>624</sup>.

## **II- Les relations culturelles bilatérales dans une nouvelle dimension : le temps des espoirs mutuels (1989-1991).**

### ***A- « La nécessité des retrouvailles avec les intellectuels de l'Est ».***

À l'image des relances culturelles précédentes, la relance initiée en 1982 s'était essouffée avec le temps. Dans une note du mois d'avril 1986, le Quai d'Orsay avait reconnu « la nécessité de donner à notre action culturelle, scientifique et technique en Europe centre-orientale des moyens financiers appropriés afin d'enrayer l'érosion de notre influence culturelle et linguistique dans la région »<sup>625</sup> tandis qu'une dépêche du 26 octobre 1987 avait mis en exergue le faible niveau des échanges universitaires entre la France et la Hongrie et les « très longs délais ou l'absence de réponse dans certains cas »<sup>626</sup> dans la mise en place des dossiers de coopération. Un sentiment renforcé par les chiffres : en 1987, seulement cinq personnes avaient bénéficié d'une bourse de recherches en Hongrie<sup>627</sup>.

La visite officielle à Paris, en novembre 1988, de Károly Grósz nous permet de dresser un état des lieux complet des relations culturelles bilatérales à la veille des changements politiques en Hongrie et de tirer un bilan chiffré de la relance de 1982<sup>628</sup>. Sur le plan audiovisuel, « 3,3% de la programmation est française »<sup>629</sup> tandis que TV5 possède 200 antennes individuelles de diffusion dans le pays. L'Institut français produit environ une pièce de théâtre par mois auxquelles viennent s'ajouter des spectacles de danse et différents concerts<sup>630</sup>. Sur le plan de la jeunesse, le conseiller culturel de l'ambassade de France précise

---

<sup>624</sup>*Ibid.*

<sup>625</sup>AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6322, HON 6.2/3, affaires culturelles, télégramme diplomatique, avril 1986.

<sup>626</sup>AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6322, HON 6.2/3, affaires culturelles, dépêche, 26 octobre 1987.

<sup>627</sup>*Ibid.*

<sup>628</sup>CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 206, visites de personnalités politiques hongroises en France, notes pour la préparation de la visite de Károly Grósz, télégramme diplomatique, 31 octobre 1988.

<sup>629</sup>Ce qui correspond pour l'année 1988 à la diffusion de 47 films, de 4 téléfilms, de 9 documentaires et d'une série (tous ces programmes étant doublés en hongrois).

<sup>630</sup>CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 206, visites de personnalités politiques hongroises en France, notes pour la préparation de la visite de Károly Grósz, télégramme diplomatique, 31 octobre 1988.

qu'au cours de l'année 1988 : « 173 jeunes Français se sont rendus en Hongrie »<sup>631</sup> dans le cadre d'un échange scolaire ou d'un séjour de découverte du pays tandis que côté hongrois, 170 adolescents ont pris la direction de la France au cours de la même période, des adolescents méticuleusement « sélectionnés » et « bien pensants »<sup>632</sup>. Linguistiquement, le russe demeure la langue obligatoire dans les collèges (10-14 ans) et les lycées (15-18 ans) tandis que les établissements dans lesquels l'apprentissage d'une seconde langue est imposé demeurent très rares. Lorsque c'est le cas, seuls 8,8% des élèves choisissent alors le français. Au niveau de l'enseignement supérieur les chiffres ne sont guère meilleurs : 395 élèves ont choisi le français comme matière principale – ce qui correspond à un peu moins de 7% des effectifs des étudiants en langue<sup>633</sup> – auxquels viennent s'ajouter 1400 étudiants qui suivent des cours de français en tant que non-spécialistes, des chiffres en progression depuis 1982<sup>634</sup> mais qui demeurent extrêmement modestes.

Dans l'ensemble, subsiste à Paris le sentiment que Marianne ne pourra pas faire mieux dans le pays tant que l'idéologie et la géopolitique sépareront les deux États<sup>635</sup>. Mais les premiers craquements au sein du bloc de l'Est qui avaient convaincu les conseillers du président de la nécessité d'une relance dans la région dès le début de l'année 1988<sup>636</sup> sont également ressentis par les services culturels du Quai d'Orsay. En janvier 1988, un symposium sur l'identité culturelle européenne organisé au sein du ministère des Affaires étrangères conclut à « la nécessité des retrouvailles avec les intellectuels d'Europe de l'Est au sein d'une grande Europe de la culture »<sup>637</sup> et s'interroge déjà sur les possibilités de formuler « une nouvelle politique culturelle française à l'Est », « plus ambitieuse » et « dans la durée »<sup>638</sup>.

Au cours du mois de juin 1988, estimant que « la diffusion de notre presse est insignifiante »<sup>639</sup> en Hongrie, le Quai d'Orsay qui souhaite « renforcer notre impact médiatique »<sup>640</sup> dans le pays, décide de la création d'un hebdomadaire francophone et de l'augmentation du volume horaire des émissions de Radio France Internationale (RFI)<sup>641</sup>. Ce nouveau plan médiatique propose également la multiplication des abonnements à la presse

---

631 *Ibid.*

632 *Ibid.*

633 À titre de comparaison, le russe est choisi dans 52% des cas, l'anglais dans 27% et l'allemand dans 13%.

634 À l'Université d'économie le nombre d'élèves étudiant le français a ainsi augmenté de 65% depuis 1982.

635 Entretien de l'auteur avec Jacques de Chalendar, ancien président de l'association Initiatives France-Hongrie, 20 décembre 2012.

636 Voir la première partie de ce travail et notamment : « C- La relance française à l'Est et la place de la Hongrie ».

637 CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 252, compte rendu de la réunion des conseillers culturels et scientifique en poste en Europe de l'Est, 5-6 décembre 1988.

638 *Ibid.*

639 CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 274, relance de la politique à l'Est, dossier technique, note du 26 juin 1988.

640 *Ibid.*

641 La mise en place d'un émetteur plus puissant est également programmée.

pour l'ambassade de France et l'IFB mais aussi une diffusion plus large de celle-ci auprès des « personnalités francophones gouvernementales, intellectuelles et ecclésiastiques »<sup>642</sup> et en particulier « des nouveaux talents et des personnalités qui montent »<sup>643</sup>. Au cours du mois d'octobre 1988, les conseillers culturels d'Europe centre-orientale, réunis à Paris pour un bilan annuel, indique au Quai d'Orsay qu'il ne faut plus limiter les actions aux seules décisions des commissions mixtes et soulignent la nécessité d'étendre les rapports bilatéraux notamment « en matière d'audiovisuel »<sup>644</sup>. Le personnel diplomatique et culturel sur place ressent pour la première fois depuis très longtemps les possibilités qui s'entrouvrent peu à peu.

## ***B- 1989-1990 : une nouvelle opportunité culturelle à saisir des deux côtés***

### *I- « Agir vite et dans tous les domaines ».*

« Lorsque que l'histoire frappe à notre porte, ne la laissons pas repartir bredouille »<sup>645</sup>. Les mots adressés, le 15 octobre 1989, au conseiller culturel de l'ambassade de France à Budapest, par le secrétariat d'État chargé du plan auprès du Premier ministre montrent que le gouvernement français a été très tôt conscient des possibilités que les transformations sociaux-politiques en cours en Hongrie étaient en train de lui ouvrir sur le plan culturel. Un an plus tôt, le destinataire de cette lettre, Jack Batho, évoquait le fait que la France n'avait jamais pu intervenir directement au niveau culturel en Hongrie au cours des décennies passées, chaque projet se devant de transiter par le ministère hongrois de la Culture et de répondre à un processus bureaucratique long et complexe qui tendait à limiter la mise en place de nouveaux projets<sup>646</sup>. L'effondrement du régime hongrois offre progressivement l'opportunité au dispositif d'action culturelle français en Hongrie de s'adresser à une pluralité de nouveaux acteurs culturels désormais affranchis des carcans du communisme : du simple citoyen aux municipalités, des associations locales aux unions professionnelles, autant de nouveaux partenaires pour l'IFB et les services culturels de l'ambassade. Paris ne s'y trompe pas : « la démocratisation engagée en Hongrie justifie une relance avec des objectifs plus ambitieux que

---

642CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 274, relance de la politique à l'Est, dossier technique, note du 26 juin 1988.

643À cet égard le nom de Péter Medgyessy est évoqué : « le vice-premier ministre , francophone et possible successeur de Monsieur Grósz ».

644CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 272, réunion des ambassadeurs en poste en Europe de l'est, compte rendu de la conférence sur les questions culturelles, scientifiques et techniques, 25 octobre 1988.

645CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 252, note du secrétariat d'État auprès du Premier ministre chargé du plan, 15 octobre 1989.

646Par ailleurs, lorsque ces projets avaient le bonheur d'aboutir, ils ne bénéficiaient que très rarement d'un soutien adéquat de la part des autorités hongroises.

par le passé »<sup>647</sup>. Pour le Quai d'Orsay, « la préoccupation prioritaire [est] de former les futures élites dont on souhaite qu'elles s'orientent vers l'Occident »<sup>648</sup> et de manière plus générale « d'établir un dialogue plus profond à tous les niveaux »<sup>649</sup>. Dans cette optique la diffusion de notre image et de notre potentiel technologique sont jugés comme des éléments clés<sup>650</sup>. L'enthousiasme général encourage la diplomatie à vouloir « agir vite et dans tous les domaines »<sup>651</sup>. Mais l'ambassadeur français, Pierre Brochand, met en garde contre la précipitation : « la situation actuelle n'est pas propice à la conclusion d'accords, qui, dans les circonstances n'auraient qu'une valeur et une efficacité restreinte »<sup>652</sup> et estime qu'il serait plus judicieux « d'attendre la mise en place de bases solides à partir de 1991 »<sup>653</sup>. En effet le pays s'apprête à subir des bouleversements politiques et institutionnels majeurs au cours du printemps 1990, ce qui ne manquera pas de conduire à la mise en place de nouveaux textes et de nouveaux décideurs sur le plan culturel. Néanmoins, Pierre Brochand considère que « dans le domaine de la formation universitaire<sup>654</sup>, il est urgent d'occuper le terrain et de répondre aux attentes très fortes qui, le processus de libéralisation au sein de l'enseignement supérieur aidant, ne font qu'accentuer »<sup>655</sup>, un conseil qui s'avère fort bien avisé puisqu'en dépit du changement de régime, aucun professeur d'université ou académicien ne perd son poste<sup>656</sup>, et que les contacts noués dès le début de l'année 1990 au niveau universitaire survivent aux transformations des années suivantes.

L'ambition française de se tourner vers la Hongrie fonctionne d'autant mieux qu'elle trouve face à elle un État très enclin à favoriser ses desseins.

---

647AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6322, HON 6.2/3, affaires culturelles, note du cabinet du Premier ministre sur la coopération scientifique et technique en Hongrie, 9 novembre 1989.

648AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6322, HON 6.2/3, affaires culturelles, visite d'Hubert Curien en Hongrie, télégramme diplomatique, 22 décembre 1989.

649CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 274, relance de la politique à l'Est, dossier technique, note du 26 juin 1988.

650AN, Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930168/10, plan de relance à l'Est (1990-1992).

651*Ibid.*

652AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6322, HON 6.2/3, affaires culturelles, visite d'Hubert Curien en Hongrie, télégramme diplomatique, 22 décembre 1989.

653*Ibid.*

654L'ambassadeur désigne les sciences économiques et politiques, l'informatique et la gestion comme les domaines qui apparaissent les plus prometteurs en termes de collaboration future

655AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6322, HON 6.2/3, affaires culturelles, visite d'Hubert Curien en Hongrie, télégramme diplomatique, 22 décembre 1989.

656ROMSICS, Ignác, « Les élites hongroises et le changement de régime », dans BAUQUET, Nicolas et BOCHOLIER, François (dir.), *Le communisme et les élites en Europe centrale*, PUF, 2006, Paris, pages 273-286.

## 2- Le double équilibrage hongrois.

À l'image de sa nouvelle politique extérieure, la politique culturelle hongroise des années 1989-1991 se construit autour de l'idée centrale du rééquilibrage vers l'Ouest. La Hongrie qui vient de subir près d'un demi-siècle d'assimilation culturelle abusive de la part des Soviétiques aspire à plus d'européanité. Dans cette optique, la culture française joue un rôle majeur, car elle permet non seulement d'offrir ce supplément « d'Ouest » tant recherché par la société hongroise, mais aussi de fournir un contrepoids à l'attraction naturelle – et non rejetée – du pays pour la culture germanique. En effet, si la Hongrie n'est pas opposée à la diffusion sur son territoire d'une culture allemande avec laquelle elle est en contact depuis des siècles, en revanche « la substitution d'une hégémonie à une autre »<sup>657</sup> est elle jugée inacceptable.

Conscient de l'esprit de compétition qui anime la France vis-à-vis de l'Allemagne à l'Est<sup>658</sup>, les dirigeants hongrois n'hésitent pas à s'en servir comme d'un levier psychologique<sup>659</sup> lors de leurs entretiens avec les autorités françaises<sup>660</sup> afin d'obtenir le maximum sur le plan culturel : « le retrait du russe offre une opportunité [...] mais il faut faire comprendre à nos partenaires français qu'en Hongrie, en ce moment l'anglais envahit tout aux côtés de l'allemand »<sup>661</sup>. De Miklós Németh à József Antall, tous les dirigeants hongrois réclament « plus d'efforts pour l'enseignement du français »<sup>662</sup>, et davantage d'aides pour faire progresser la culture française sur leur territoire<sup>663</sup>.

Si Budapest se montre si bienveillante face au projet de relance culturelle française, c'est en

---

657AN, Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930409/9, Hongrie, entretien du Premier ministre avec József Antall, télégramme diplomatique, 25 juin 1990.

658Le 28 mars, l'ambassadeur de Hongrie à Paris, Rezső Palotás, écrit : « La décision [de relance] du gouvernement français dans la région est aussi motivée par la volonté de compenser les actions de la RFA ». MNL-OL, Küm, XIX-J-1-z, France 1989, carton 9, document 03778, télégramme diplomatique, 28 mars 1989.

659La stratégie n'est pas nouvelle. À ce propos voir FEJÉRDY, Gergely, « A francia–német együttműködés Magyarország szemszögéből, a rendszerváltás korszakában » [La coopération franco-allemande vue depuis la perspective hongroise, à l'ère du changement de régime], *Külgazdasági és Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], *Külgazdasági és Külügyi Intézet* [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures] numéro 4, 2013, pages 74-97.

660Une méthode que les ambassadeurs et conseillers culturels français en Hongrie semblent également avoir adoptée. Il n'est en effet pas rare de voir, dans les télégrammes diplomatiques et autres notes, la mise en avant de l'exemple de réussite allemand pour ensuite requérir davantage d'aides financières, humaines ou matérielles.

661MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1989, carton 51 document 10445, plan de travail pour les relations culturelles hungaro-françaises, 7 novembre 1989.

662MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 00160/2, thèmes de discussion entre Miklós Németh et François Mitterrand, 11 janvier 1990.

663MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 00160/1, thèmes de discussion entre Mátyás Szűrös et François Mitterrand, 11 janvier 1990.

second lieu parce qu'elle entend, elle aussi, profiter de l'atmosphère favorable pour réparer ce qu'elle avait continué de considérer, tout au long des années 1980, comme une asymétrie injuste au sein des relations culturelles bilatérales. En 1982, et ce malgré les efforts accomplis après le passage du président Mitterrand dans leur pays, les Hongrois avaient estimé que « nos efforts pour faire connaître leur culture sont insuffisants »<sup>664</sup> et rappelé, en juin 1987 leur « dépit [face] à l'ignorance dans laquelle la France tient la Hongrie »<sup>665</sup>. Au sein de cette rhétorique classique de « l'amour sans retour », seul Károly Grósz avait semblé plus mesuré en soulignant, à l'automne 1988, qu'il fallait « prendre en considération l'importance respective de chacun des pays dans la vie de l'autre »<sup>666</sup>.

Toujours est-il qu'en 1989 la Hongrie est consciente que les transformations en cours sur son territoire ont « réussi à attirer l'attention des décideurs français »<sup>667</sup> et qu'il faut à tout prix « capitaliser culturellement sur ce nouvel intérêt »<sup>668</sup>. Le ministère des Affaires étrangères hongrois estime par ailleurs que « l'instabilité intérieure des pays traditionnellement francophiles (Roumanie, Yougoslavie) » favorise encore davantage les possibilités de rééquilibrage culturel avec la France<sup>669</sup>.

Le conseiller culturel hongrois en poste à Paris considère pour sa part que dans cette optique « [la] priorité c'est de s'assurer que le plus grand nombre possible d'étudiants hongrois viennent en France<sup>670</sup> dans de bonnes conditions »<sup>671</sup>. Derrière cette phrase se cache vraisemblablement l'idée d'obtenir davantage de financements (bourses d'échanges et de recherches), mais surtout celle de l'allègement des procédures contraignantes de l'administration française en termes de visas pour les étudiants et les chercheurs hongrois. À cet égard Budapest souhaite en particulier la mise en place de visas gratuits pour les moins de 25 ans et la réduction du délai de délivrance de 21 à 5 jours pour les chercheurs<sup>672</sup>.

---

664AN 5AG4/CD 274, dossier 4, préparation, déroulement et bilan du voyage officiel en Hongrie de François Mitterrand, du 7 au 9 juillet 1982, note du ministère des relations Extérieures, 21 juin 1983.

665AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6323, HON 6.2/4, relations culturelles avec la France, dépêche du 16 juin 1987.

666CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 206, visites de personnalités politiques hongroises en France, visite de Károly Grósz, télégramme diplomatique, 14 novembre 1988.

667MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1989, carton 51, document 10445, plan de travail pour les relations culturelles hungaro-françaises, 7 novembre 1989.

668*Ibid.*

669MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 00160/1, thèmes de discussion entre Mátyás Szűrös et François Mitterrand, 11 janvier 1990.

670En 1988, seulement 16 étudiants hongrois sont admis dans des universités françaises, un nombre fort réduit qui est en large partie la conséquence du coût élevé de la vie en France par rapport à la Hongrie mais qui est aussi lié aux problèmes de visas et au fait qu'il n'y a pas de possibilités d'enseignement supérieur français en Hongrie. AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6323, HON 6.2/4, affaires culturelles, relations avec la France, dépêche, 7 mai 1988.

671MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1989, carton 51, document 10445, plan de travail pour les relations culturelles hungaro-françaises, 7 novembre 1989.

672À terme le gouvernement hongrois souhaite la suppression totale des visas pour les citoyens hongrois.

L'excitation face aux nouvelles opportunités en train de poindre est également perceptible chez le futur directeur de l'IHP, Pál Pataki<sup>673</sup>. Dans son rapport annuel, celui qui n'est encore que chargé de mission à l'Institut, évoque sa joie<sup>674</sup> face à la perspective de pouvoir enfin « transmettre librement la vraie culture hongroise », « sans motif ultérieur »<sup>675</sup> et d'accueillir dans les locaux de l'IHP « les Hongrois de France »<sup>676</sup>. Son plan de travail pour l'année 1990 entend aller au-delà de la simple « propagande culturelle » à laquelle l'institution s'était livrée jusque là. Le but avoué est désormais de nouer des liens scientifiques et techniques qui peuvent également profiter au pays sur le plan économique, mais aussi de participer au « rapprochement européen » sous toutes ses formes. Dans cette optique l'Institut organise un colloque sur « la magyarité et l'Europe »<sup>677</sup> au cours de l'année 1990, et s'efforce de présenter, à chaque occasion possible, à Paris comme en province, les transformations politiques, économiques et constitutionnelles de la Hongrie au public et aux investisseurs français<sup>678</sup>.

### ***C- La relance culturelle de 1989 : une dimension historiquement inégalée.***

La conjonction des volontés mutuelles de rapprochement et de l'opportunité offerte par l'histoire de la réaliser conduisent à « une mutation sans précédent »<sup>679</sup> et à l'élévation de la densité des relations culturelles à un niveau « jamais connu auparavant »<sup>680</sup>. Sur le terrain la relance française se traduit de deux manières principales. D'une part par la mise à disposition d'une manne financière exceptionnelle et d'autre part par la mise en place de nouveaux outils de coopération culturelle.

---

673Pál Pataki remplace Pál Berényi à l'été 1990. Au moment de sa nomination en tant que directeur, Pál Pataki travaille déjà depuis cinq ans à l'IHP en tant que chargé de mission et responsable des grandes manifestations, du cinéma, de la littérature, de l'éducation, et de la bibliothèque.

674Pál Pataki revient sur cet épisode, vingt ans plus tard, dans le cadre d'un témoignage publié par l'IHP : « Le bonheur qui nous a rempli à la chute du régime autoritaire nous obnubile de plus en plus fréquemment. Je pensais, désormais rien ne nous empêchera de présenter à Paris les vraies valeurs de notre culture ». [http://www.parizs.balassiintezet.hu/fr/qui-sommes-nous/memoires/#P\\_1\\_PATAKI](http://www.parizs.balassiintezet.hu/fr/qui-sommes-nous/memoires/#P_1_PATAKI).

675MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1989, carton 50, document 6296, rapport annuel de Pál Pataki, 10 mai 1989.

676Une grande partie des hommes de lettres, intellectuels, et artistes hongrois expatriés en France après 1956 était en effet longtemps demeurée *persona non grata* à l'IHP même si la situation s'était un peu assouplie à partir du milieu des années 1980.

677IHP, rapport annuel d'activité, 1990.

678L'IHP organise par exemple un colloque sur le droit des sociétés en Hongrie à l'Université d'Aix-Marseille.

679ALLAIRE, Françoise, « Les relations culturelles franco-hongroises depuis 1989 », *Revue d'Europe Centrale, Tome III /2*, Centre d'études germaniques, Strasbourg, 1995, p. 217-227.

680Ibid.

## 1- L'explosion de l'enveloppe culturelle.

Dans le cadre de la relance à l'Est, la part de l'Europe centre-orientale dans le budget de la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques (DGRCST) du Quai d'Orsay augmente de 65% entre 1988 et 1990<sup>681</sup>, une augmentation répercutée rapidement sur le budget culturel des ambassades françaises dans la région. À Budapest, le poste voit la multiplication par huit de son enveloppe de coopération culturelle et scientifique<sup>682</sup> qui passe de 8,3 MF à 63,5 MF entre 1989 et 1991<sup>683</sup>. Ce déploiement impressionnant de moyens répond à un double souci de visibilité et d'efficacité. Il s'agit à la fois de « rattraper le retard accumulé depuis 45 ans »<sup>684</sup> et de « prendre de vitesse nos partenaires occidentaux »<sup>685</sup>. La mobilisation de moyens financiers de cette ampleur se double de la définition d'une méthodologie aboutissant à la création, en avril 1990, d'une structure spécifique : la Mission interministérielle de coordination pour les pays de l'Europe centrale et orientale (MICECO). Placée sous l'autorité directe du Premier ministre et dirigée par Élisabeth Guigou<sup>686</sup> l'organisation se voit fixer un double objectif sur le plan culturel<sup>687</sup> : « mener une politique ambitieuse de formation linguistique »<sup>688</sup> et « assurer la mise en place de nouveaux vecteurs du rayonnement de la culture française »<sup>689</sup> en Hongrie. Pour cela elle bénéficie, pour la seule année 1990, d'un budget de 320 MF que l'on prévoit de porter, l'année suivante, à 550 MF<sup>690</sup>. La Hongrie bénéficie de 18% du total de ces fonds<sup>691</sup>, ce qui, ramené au nombre d'habitants, fait d'elle la principale destinataire de ces financements « sans communes mesures avec le niveau qui prévalait avant 1990 »<sup>692</sup>. Au total entre 1990 et 1993, la MICECO

---

681CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 274, relations culturelles, relance de la politique à l'est, dossier technique, note du 26 juin 1988.

682AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/8, relations avec la France, visites-rencontres-entretiens, télégramme diplomatique, 21 mai 1992.

683À la suite du passage de François Mitterrand en 1990, l'enveloppe avait déjà été triplée passant de 8,3 MF à 25 MF.

684AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1, relations avec la France, dossier général, télégramme diplomatique, 7 juin 1993.

685*Ibid.*

686Puis, à partir d'octobre 1990, par André Ramoff (voir biographie en annexe 21).

687Il est important de préciser que si la culture n'est pas l'axe prioritaire de travail de la MICECO dont la mission est, de manière plus large, l'aide à la reconstruction d'un État de droit et la restructuration de l'économie, les échanges de personnes et d'idées ainsi que le renforcement de la présence culturelle française en Hongrie – qui représente à bien des égards un accompagnement indispensable et même un préalable nécessaire aux opérations économiques, et industrielles – demeurent parmi les objectifs principaux.

688MNL-OL, Kùm, XIX-J-1-k, France, 1991, carton 23, documents 2319-7, bilan et perspectives de la MICECO, juillet 1991.

689*Ibid.*

690AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visites de personnalités politiques hongroises en France, fiche récapitulative des aides françaises à la Hongrie, 16 mai 1991.

691*Ibid.*

692*Ibid.*

consacre près de 150 MF<sup>693</sup> à la Hongrie, un effort que la France ne manque pas de souligner via des campagnes d'information et de sensibilisation à travers tout le pays.

## 2- La mise à disposition de nouveaux outils de coopération culturelle.

### a- Le nouvel Institut français de Budapest : geste symbolique d'une politique d'envergure.

La politique étrangère, constituée par définition de formules et de postures, est aussi, et peut-être avant tout, une politique d'images et de symboles. Or qu'y a-t-il de plus marquant en termes d'image pour Paris que la construction, au cœur de la capitale hongroise, d'un immense centre culturel ?<sup>694</sup> Dans le cas du nouvel IFB, si la taille et la qualité de la construction constituent des gages de l'attachement français à la Hongrie, alors le pari est réussi. Le bâtiment a mis près de dix ans à sortir de terre<sup>695</sup> mais le résultat est spectaculaire : 5500 mètres carrés sur sept étages, une salle de spectacle multifonction de 220 places<sup>696</sup>, un hall d'exposition, douze salles de classe, une bibliothèque sur trois niveaux, un café, des bureaux... L'édifice, qui est le fruit d'une véritable collaboration bilatérale avec d'un côté un architecte<sup>697</sup> et un constructeur<sup>698</sup> français et de l'autre un superviseur<sup>699</sup> et des sous-traitants hongrois<sup>700</sup>, a été placé dans un lieu symbolique, à l'emplacement de l'ancienne légation de France, au cœur de la ville, le long de « la plus belle avenue de Budapest »<sup>701</sup>, le Danube. Avec l'ouverture d'une structure d'une telle dimension, et dans un cadre si prestigieux, Paris veut montrer, avec le plus de clarté possible, que l'intérêt que lui manifeste la Hongrie est réciproque et que le temps de « l'amour sans retour » est désormais révolu. Il s'agit donc à la fois « d'un geste politique majeur d'une exceptionnelle visibilité dans les relations franco-hongroises »<sup>702</sup> et de l'affirmation par Paris que Budapest est désormais considérée sur le plan

---

693AN 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), télégramme diplomatique, 9 décembre 1996.

694Le journal *Le Monde* parle de « l'un des plus grands établissements culturels français à travers le monde » dans son édition du 31 mai 1992.

695Après l'organisation d'un concours d'architecture en 1984, le projet nécessite trois ans d'études et quatre ans de travaux. Le bâtiment est par ailleurs livré avec un an de retard, le sol ayant réservé quelques surprises (notamment la présence de câbles non signalés sur les plans mais aussi des squelettes humains).

696Une illustration est disponible en annexe 20 de ce travail.

697Il s'agit de Georges Maurios, ancien étudiant des beaux-arts à Paris, passé par l'Université d'Harvard et les ateliers Le Corbusier.

698Le Comptoir général du bâtiment a obtenu le contrat de construction.

699Péter Aczél.

700Les terrassements, la fondation et le gros œuvre sont confiés à l'entreprise nationale AEV22 sur l'insistance du gouvernement hongrois.

701BENKŐ, Melinda, « Budapest et le Danube. Un point de vue budapestois en 2011 », *Öt Kontinens, Az Uj-és Jelenkori Egyetemes Történelmi Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'Université ELTE], ELTE, Budapest, 2012, pages 49-60.

702AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1, affaires culturelles, télégramme diplomatique, 18 avril 1994.

culturel, au même titre que Rome, Madrid ou Berlin, comme un partenaire européen à part entière. « La qualité du bâtiment est très clairement un message sur la modernité [...] c'est une espèce de manière de dire : on vous respecte et on vous aime [...] on va vous montrer ce qu'il y a de mieux »<sup>703</sup>. Mais l'Institut n'a pas été construit simplement pour servir de symbole, il a aussi un but pratique : développer et installer la culture et la langue française dans le pays. En ce sens il doit agir non seulement comme un aimant en offrant « une image plus percutante par rapport au jeune public hongrois »<sup>704</sup> mais aussi comme un catalyseur du nouvel effort culturel français dans le pays en étant « plus séduisant » que les autres instituts culturels, un objectif résumé, sans langue de bois, par son ancien directeur, Jack Batho : « En gros c'est venez faire vos études chez nous plutôt que chez eux [...] si vous devez apprendre une langue étrangère, apprenez plutôt le français que l'allemand, l'allemand ça ne sert à rien! »<sup>705</sup>. Le nouveau bâtiment est inauguré le 25 mai 1992 par la secrétaire d'État à la Francophonie et aux Relations culturelles, Catherine Tasca<sup>706</sup>, et le président hongrois, Árpád Göncz, en présence du ministre de la Culture, Bertalan Andrásfalvy, du ministre des Affaires étrangères, Géza Jeszenszky et du maire de la capitale, Gábor Demszky<sup>707</sup>. Si l'inauguration ne provoque guère l'émotion en France<sup>708</sup>, en Hongrie en revanche les réactions sont très positives<sup>709</sup> et témoignent des attentes relatives à cette construction. Les discours côtés hongrois reprennent le thème de l'amour unilatéral pour souligner l'importance du chemin accompli en deux ans<sup>710</sup>. Géza Jeszenszky explique que la « réconciliation franco-hongroise » illustrée par ce nouvel édifice est un élément « indispensable de la sécurité et de l'équilibre européen »<sup>711</sup>. La presse écrite<sup>712</sup>, la télévision<sup>713</sup> et la radio rendent compte dans la largeur de l'événement qui se déroule dans une atmosphère festive et attire un large public. L'élégance ainsi que la modernité du bâtiment, qui s'intègre dans le panorama en bord de fleuve, sont mises en avant. On vante également les nouveautés technologiques offertes et l'outil est jugé à la hauteur des nouvelles ambitions affichées par la France dans le pays. Cependant, passée l'excitation des

703IFB, « Fő utca 17: Le bâtiment de l'Institut français a 20 ans, Budapest 1992-2012 », témoignage de Jack Batho, ancien conseiller de coopération et d'action culturelle et directeur de l'IFB, page 13.

704Ibid.

705Ibid.

706Le président français avait prévu de faire le déplacement, mais son calendrier chargé, et sa maladie, ne lui permettent pas de s'y rendre. Il a néanmoins confié un message à lire à sa secrétaire d'État.

707Une photo de l'inauguration du nouvel Institut, ainsi que des illustrations du bâtiment sont disponible en annexe 20 de ce travail.

708Hormis quelques revues spécialisées en architecture et deux courts articles dans le journal *Le Monde* (31 mai 1992), il n'est fait mention quasiment nulle part de l'inauguration du bâtiment.

709Un article de la presse hongroise au moment de l'inauguration de l'IFB figure en annexe 20 de ce travail.

710AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/8, visites-entretiens-rencontres, télégramme diplomatique, 26 mai 1992.

711Ibid.

712*Magyar Nemzet*, 26 mai 1992.

713Les archives audiovisuelles hongroises sont consultables sur le site du *Nemzeti Audiovizuális Archívum*, l'INA hongrois.

premiers mois, le conseiller culturel s'interroge : « un tel équipement n'est-il pas surdimensionné pour un pays dont moins de 1% de la population parle français<sup>714</sup> alors que plusieurs pays voisins, davantage francophones, ne sont pas pourvus d'un tel instrument ? »<sup>715</sup>. Une interrogation qui semble d'autant plus légitime si l'on considère qu'un peu plus de deux ans avant l'inauguration du nouveau bâtiment, l'ambassadeur français en Hongrie expliquait que l'Institut français était déjà le mieux ancré des instituts occidentaux dans le pays : « son antériorité, le renouvellement de sa programmation et l'ouverture vers des partenaires hongrois lui confèrent un certain prestige »<sup>716</sup>.

#### b-Le redéploiement du réseau de l'Alliance française.

Après près de 40 années d'immobilisme, l'Alliance française<sup>717</sup> reprend son développement en Hongrie à la faveur de la signature d'un accord de coopération<sup>718</sup> avec le TIT, la société hongroise de vulgarisation scientifique. Au cours du printemps 1989, soutenue dans sa démarche par le gouvernement français<sup>719</sup>, l'Alliance française décide de se développer sur le territoire magyar et prévoit à cet égard l'ouverture d'une nouvelle branche dès le début de l'année suivante. Sur les conseils de l'ambassade, la ville de Pécs dans le sud du pays est d'abord considérée<sup>720</sup>. Elle accueille en effet depuis 1985 une chaire de français et l'installation d'une alliance offrirait un excellent complément au réseau linguistique français de la région. Cependant le projet doit être abandonné peu avant l'été, « des rivalités d'ordres personnelles entre certains des acteurs impliqués »<sup>721</sup> ayant conduit les autorités françaises à revoir leur position. Au cours de l'été 1989, les villes de Veszprém, Székesfehérvár et Szeged sont tour à tour considérées en remplacement. Si les autorités hongroises semblent offrir leur préférence aux deux premières, Paris estime pour sa part que, Szeged, la quatrième plus large ville du pays, est la plus à même d'offrir à l'Alliance les conditions idéales à une nouvelle

---

714Une incongruité déjà soulignée par le journal *Le Monde* : « le nouvel Institut français en Hongrie se trouve dans le pays d'Europe centrale qui est sans doute le moins francophone », 31 mai 1992.

715IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 130, télégramme diplomatique, 25 juin 1992.

716AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6323, HON 6.2/4, affaires culturelles, télégramme diplomatique, 6 avril 1990.

717Il n'est pas inutile de souligner ici que si sur le plan légal l'Alliance française est une association de droit privé et que ses branches sont régies par le droit local. Son fonctionnement demeure néanmoins, en grande partie, placé sous l'égide de l'ambassade de France via son conseiller culturel.

718L'accord date de 1987. Il permet alors l'ouverture d'une Alliance à Miskolc dans le nord-est du pays. Une carte de la Hongrie est disponible en annexe 6 de ce travail.

719À l'occasion de l'assemblée générale de l'Alliance française, le 14 juin 1989, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Thierry de Beaucé, a annoncé le déblocage de 7 MF pour permettre de conforter l'implantation de l'Alliance en Hongrie et en Pologne. *Le Monde*, 17 juin 1989.

720AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6323, HON 6.2/3, affaires culturelles-relations avec la France, dépêche, 17 mai 1989.

721*Ibid.*

implantation<sup>722</sup>. Le conseiller culturel rappelle que la ville bénéficie « d'une vieille tradition francophone et francophile »<sup>723</sup> sur laquelle l'Alliance pourra s'appuyer avec notamment la présence d'une école normale supérieure formant les enseignants des premiers et seconds degrés, mais aussi d'un réseau d'écoles primaires et secondaires où le français pré-existe<sup>724</sup>. Ces éléments finissent par faire pencher la balance en faveur de la capitale régionale et l'alliance de Szeged ouvre ses portes le 2 janvier 1990. Au cours des deux années suivantes, l'Alliance française poursuit son développement à travers le pays en inaugurant de nouvelles sections dans les villes de Debrecen (1991), de Pécs (1991)<sup>725</sup> et de Győr (1992)<sup>726</sup>.

### c- De l'école française au lycée français de Budapest.

Jusqu'en 1989, la France se contente d'avoir dans la capitale hongroise une école de dimension très restreinte. Créée en 1962<sup>727</sup>, la « petite école de Budapest » est à l'origine strictement une école d'ambassade<sup>728</sup> qui fonctionne de façon minimale dans les anciens locaux de l'Institut français sous la gestion des parents d'élèves. Au cours des vingt-cinq années suivantes, les effectifs ne dépassent que rarement une cinquantaine d'élèves, conséquence d'une stricte politique d'auto-limitation<sup>729</sup>. Il faut attendre la fin des années 1980 pour que l'inscription d'élèves hongrois devienne possible<sup>730</sup>. Elle concerne alors essentiellement des enfants d'ingénieurs ou d'universitaires magyars dont les parents ont effectué des missions de coopération dans les pays du Maghreb et qui, à leur retour, inscrivent leurs enfants à l'école française<sup>731</sup>. Ce nouvel apport conduit à la création de nouvelles classes et à l'ouverture d'un premier cycle d'enseignement secondaire en relation avec le Centre National d'Enseignement à distance (CNED). Mais les nouveaux arrivants créent des problèmes de place et l'école « explose dans les murs »<sup>732</sup>. La relocalisation devient incontournable. À l'automne 1988, l'ambassadeur de France en Hongrie, Christiane

722La ville est jumelée, depuis 1987, avec Nice.

723AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6323, HON 6.2/3, affaires culturelles-relations avec la France, dépêche, 17 mai 1989.

724C'est le cas notamment au lycée Endre Ságvári où le français est déjà enseigné depuis plusieurs années. Ce lycée devient par la suite, en 1993, le cinquième lycée de Hongrie à accueillir une section bilingue français-hongrois.

725Où les problèmes ont fini par se régler.

726IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 134, Alliance française, note du 3 juin 1993.

727IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 165, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2004), télégramme diplomatique, 30 janvier 2004.

728Elle compte alors dix-sept élèves.

729CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 253, enseignement, télégramme diplomatique, 9 juin 1987.

730L'année 1987 pour être précis.

731IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 174, Lycée français, télégramme diplomatique, 11 septembre 2002.

732Ibid.

Malitchenko<sup>733</sup>, réclame l'installation de l'école dans des locaux « plus appropriés, c'est à dire plus grands »<sup>734</sup>. Au cours du printemps 1989, la décision est prise : à la rentrée 1990 l'école déménagera et s'ouvrira totalement aux demandes extérieures. Le gouvernement hongrois met alors à disposition, à des conditions financières très favorables<sup>735</sup>, de nouveaux locaux et assure la prise en charge du salaire d'un professeur de langue et de civilisation tandis que de son côté Paris offre pour 250 000 francs de nouveaux équipements scolaires<sup>736</sup>. À la rentrée de septembre, les effectifs sont multipliés par trois et l'école accueille plus de 150 élèves – dont près de la moitié de Hongrois – de la maternelle à la quatrième<sup>737</sup>. Mais la mesure ne satisfait qu'à moitié les autorités hongroises qui réclament depuis plusieurs mois déjà l'ouverture d'un lycée français sur le modèle bien connu des autres capitales européennes. Au cours du mois de novembre 1989, le Premier ministre hongrois, Miklós Németh, écrit personnellement au président Mitterrand en anticipation de sa visite en Hongrie pour lui expliquer que « la fondation d'un lycée français [...] favoriserait les conditions sociales et culturelles nécessaires à ce que la Hongrie puisse occuper une place entière [dans] l'Europe du XXIe siècle »<sup>738</sup>. Le président français se dit « touché profondément »<sup>739</sup> par la demande et ne semble pas hostile à l'idée<sup>740</sup> : « discutons-en lors de mon voyage » écrit-il le 8 janvier 1990 en réponse au courrier du chef de gouvernement hongrois. L'attitude du président dans cette affaire semble plus ouverte que celle du Quai d'Orsay qui s'inquiète avant tout du coût d'une telle structure et estime que « le système de classes bilingues paraît plus approprié aux besoins actuels de la Hongrie »<sup>741</sup>. À l'automne, 1989, une note sur cette question, adressée au Premier ministre français, Michel Rocard avait souligné la nécessité d'éviter lors de la relance à l'Est le double écueil « du retour au passé [et de] la satisfaction immédiate des demandes des nouveaux partenaires »<sup>742</sup>, et préciser à cet égard que « la réouverture de lycées français tels qu'ils

733Christiane Malitchenko occupe cette position du 13 mars 1986 au 22 décembre 1989. Une liste des ambassadeurs de France en Hongrie entre 1989 et 2004 est disponible en annexe 7.

734CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 272, conférence des ambassadeurs en poste à l'Est, questions culturelles scientifiques et techniques, note du 25 octobre 1988.

735Le nouveau loyer de l'école est deux fois inférieur au prix du marché et son bail, sur dix ans, prévoit une augmentation annuelle de 10% alors même que l'inflation est alors supérieure à 25%.

736CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 253, enseignement, note du service de l'enseignement du français à l'étranger, 16 mars 1990.

737Ibid.

738CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 253, enseignement, lettre de Miklós Németh à François Mitterrand, 14 novembre 1989.

739CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 253, enseignement, lettre de François Mitterrand à Miklós Németh, 8 janvier 1990.

740« Je souhaite vivement qu'à l'heure où l'Europe peut enfin se retrouver, la France et la Hongrie resserrant leurs liens : la langue, la culture ont toujours été [des] instrument[s] privilégié[s] pour cela ».

741AN. 5AG4/EG/204, dossier 5, préparation et déroulement du voyage de François Mitterrand en Hongrie les 18 et 19 janvier 1990, dossier de synthèse du ministère des Affaires étrangères sur le voyage, 12 janvier 1990.

742AN., Archives du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier G-024634-100, plan de relance à l'Est (1990-1992).

fonctionnaient avant la guerre, nostalgie réconfortante en un sens, serait une erreur [...] Il convient d'abord d'évaluer avec réalisme les besoins de formation des jeunes [et de ne pas] s'enfermer dans des actions onéreuses qui, dans quelque temps, s'avèreraient inefficaces et dépassées »<sup>743</sup>. Cette opinion n'est pas partagée par l'ambassadeur de France en Hongrie qui estime justifiée la demande des autorités hongroises : « Est-il nécessaire de souligner que Budapest aurait été tout naturellement dotée d'un lycée français comme toutes les capitales européennes sans la coupure forcée des quarante-cinq dernières années ? [...] Au moment où les États d'Europe centrale ont recouvert quasi instantanément leur 'normalité' et partant, leur niveau de relations de toutes natures qu'ils avaient autrefois avec le reste du continent, nous ne pouvons pas leur refuser les moyens qu'il nous a paru si naturel de consacrer aux pays voisins d'Europe de l'Ouest »<sup>744</sup>. Le sujet est donc au menu des échanges entre François Mitterrand et les dirigeants hongrois lors de la visite du président en Hongrie<sup>745</sup>. Ces derniers considèrent tous que l'ouverture d'un lycée français serait un instrument prestigieux pour la culture et la langue française dans le pays, et insistent sur l'importance symbolique d'un tel établissement dans leur objectif de rapprochement vers l'Ouest<sup>746</sup>. Si le président français semble entendre les arguments de ses interlocuteurs, le Quai d'Orsay apparaît toujours réservé face à une création *ex nihilo*. Finalement une solution intermédiaire, assez pragmatique, est trouvée. Des classes supplémentaires sont ouvertes au fur et à mesure de la scolarité des élèves, ce qui se traduit, à la rentrée 1992, par l'ouverture de classes de terminale faisant *de facto* de l'école française de Budapest, le lycée français de Budapest. L'année suivante, les parents d'élèves, associés à la Chambre de commerce franco-hongroise, posent les premières bases juridiques d'un lycée autonome en créant la « Fondation du Lycée français de Budapest » qui reçoit dès 1994 les subventions de l'État hongrois<sup>747</sup> pour la scolarisation des élèves magyars et des dons de mécènes<sup>748</sup>.

---

743 *Ibid.*

744 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/2, enseignement, télégramme diplomatique, 13 juillet 1990.

745 Mais aussi des entretiens du ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas.

746 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 26, documents 00160/1, thèmes de discussions entre François Mitterrand et Mátyás Szűrös, 11 janvier 1990, et document 00160/2, thèmes de discussion entre François Mitterrand et Miklós Németh, 11 janvier 1990.

747 Et devient *de jure* lycée français de Budapest.

748 IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 174, lycée français, télégramme diplomatique, 11 septembre 2002.

### 3- Le développement de la coopération universitaire et de la recherche.

#### a- La création du Centre interuniversitaire d'études françaises.

Dans le but de favoriser la coopération scientifique et le développement de partenariats entre les universités françaises et les départements de français des différentes universités hongroises, les gouvernements des deux pays s'entendent pour créer, en décembre 1990, au sein du département de français de l'Université Eötvös Loránd de Budapest (ELTE), le pendant hongrois du CIEH, le Centre interuniversitaire d'études françaises (CIEF) chargé d'animer et de coordonner les programmes d'échanges et les projets de coopération culturelle bilatérale<sup>749</sup>. On prévoit également d'y héberger une antenne du bureau d'action linguistique du service culturel français et de lui confier la conception et la mise en œuvre des programmes de formation des professeurs hongrois de français<sup>750</sup>. Le CIEH est placé sous la direction d'un universitaire hongrois choisi par le ministère de la Culture et de l'Éducation sur proposition du recteur de l'Université d'ELTE tandis que le directeur adjoint est désigné par la France<sup>751</sup>. La Hongrie alloue, en plus des locaux, une subvention annuelle de fonctionnement que la France vient compléter par des aides ponctuelles consacrées aux équipements et aux activités scientifiques. Paris s'engage à mettre par ailleurs à la disposition du Centre un fonds documentaire de référence (livres, revues, matériels pédagogiques) qu'elle enrichit régulièrement. Un conseiller pédagogique, spécialiste de la formation continue est également nommé<sup>752</sup>. À l'image du CIEH, le CIEF organise très rapidement des colloques sur l'histoire des relations franco-hongroises, mais aussi sur les rapports littéraires, linguistiques et artistiques bilatéraux et lance une *Revue d'études françaises* publiée annuellement.

#### b- La participation française au Collegium Budapest.

Avec l'objectif de créer des échanges intellectuels à haut-niveau et de promouvoir la rencontre entre les chercheurs des pays d'Europe centre-orientale et ceux d'Europe occidentale, le Wissenschaftskolleg de Berlin porte, au cours de l'année 1990<sup>753</sup>, la création

---

749CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 252, relations culturelles, dossier général, note sur le CIEH, 10 janvier 1990.

750Ibid.

751Journal officiel de la République française, 1 septembre 1994, numéro 202, page 12654.

752Ibid.

753Son directeur, le Professeur Wolf Lepenies, écrit au ministre français de la Recherche, Hubert Curien, le 16 juillet 1990 pour lui demander de soutenir le projet : « L'engagement de la France démontrerait la responsabilité commune de l'Allemagne et de la France pour le développement de l'Europe entière ». AMAE série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6322, HON 6.2/3, relations culturelles, relations avec les autres pays, note du 31 juillet 1990.

d'une institution basée sur son modèle<sup>754</sup> dans la capitale hongroise. Cette nouvelle structure qui doit réunir à la fois les universités hongroises, l'Académie des sciences du pays et des centres universitaires occidentaux, a pour but d'encourager l'essor de la recherche internationale autour des problèmes spécifiques à la région et de « faire connaître les meilleurs représentants de la vie scientifique locale auparavant ignorés, soit en raison de l'isolement politique, soit par manque d'information scientifique »<sup>755</sup> offrant ainsi « une alternative adéquate à l'exode intellectuel des chercheurs de la région »<sup>756</sup>. Le gouvernement français se montre dès l'origine intéressé par l'idée<sup>757</sup> de ce centre d'excellence<sup>758</sup> – que l'on choisit de nommer Collegium Budapest – et s'associe à sa création et à son financement en s'engageant à verser 1 MF pendant cinq ans (1992-1997)<sup>759</sup>. Le centre ouvre ses portes en octobre 1992<sup>760</sup> et l'historien français Georges Duby en préside le conseil scientifique tandis que le directeur du CIEF, Vilmos Bárdosi, en devient le Secrétaire général<sup>761</sup>. Au cours de sa première année de fonctionnement, un quart de ses *fellows* (chercheurs) sont français<sup>762</sup>.

#### ***D- La priorité donnée à l'enseignement du français***

Le survol historique effectué au début de ce chapitre a montré dans quelle mesure la diffusion de la langue a toujours été au cœur des préoccupations culturelles de la diplomatie française en Hongrie, mais aussi à quel point l'achèvement de cet objectif était resté complexe au cours du temps. La langue française, dont l'enseignement en Hongrie est attesté depuis le début du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>763</sup>, a connu des avancées notables dans le pays après 1945<sup>764</sup>, mais aussi d'importants reculs<sup>765</sup>. En 1987, alors que le niveau de la langue française sur le

754Mais aussi sur celui de l'*Institute for Advanced Study* de l'Université de Princeton.

755IFB, Coopération technique, scientifique et universitaire, carton 193, Collegium Budapest, note de synthèse.

756Une idée déjà évoquée par Lepenies : « éviter la fuite des cerveaux ». AMAE série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6322, HON 6.2/3, relations culturelles, relations avec les autres pays, note du 31 juillet 1990.

757Malgré les réserves de l'ambassadeur.

758AMAE série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6322, HON 6.2/3, relations culturelles, relations avec les autres pays, note du 31 juillet 1990.

759Sa création est actée en septembre 1990 lors du sommet franco-allemand des ministres de la Recherche.

760Le gouvernement hongrois a mis à disposition un magnifique bâtiment (l'ancienne mairie de Buda), dans le quartier du château.

761IFB, Coopération technique, scientifique et universitaire, carton 193-198, Collegium Budapest, note de synthèse.

762Soit deux sur huit.

763BARDOSI, Vilmos (dir.), *235 années d'enseignement du français à l'Université de Budapest, Actes de la journée d'études commémorative internationale tenue à l'Université Eötvös Loránd de Budapest le 24 septembre 2010*, ELTE BTK, Francia Tanszék [Département de français], Budapest, 2011.

764OLAH, Tibor, « Le renouveau de la francophilie en Europe centrale. La Hongrie et la langue française » in *De Gaulle en son siècle, Actes des journées internationales tenues à l'UNESCO, Paris 19-24 novembre 1990, tome VII, De Gaulle et la culture*, Plon – La Documentation française, Paris, 1992, pages 277-281

765Pour une vision d'ensemble de la place du français en Hongrie au XX<sup>e</sup> siècle voir : LACHAISE Bernard, « L'enseignement du français en Hongrie au XX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire diplomatique*, Éditions A.

territoire magyar s'est stabilisé<sup>766</sup> depuis plusieurs années, l'ambassadeur de France n'envisage pas un changement de la situation dans un avenir proche: « notre langue demeure et semble appelé à demeurer uniquement la langue d'une élite »<sup>767</sup>. Les événements des années 1989-1990 offrent à la France l'occasion de donner tort à son représentant et de changer le cours des choses en Hongrie. En janvier 1990, lors de son déplacement à Budapest, le président Mitterrand indique aux enseignants du lycée bilingue Ferenc Kölcsey<sup>768</sup> réunis devant lui qu'il va « demander au ministre des Affaires étrangères de classer ce problème de l'enseignement de la langue à l'étranger et particulièrement en Hongrie, parmi les problèmes prioritaires des prochains budgets »<sup>769</sup>. Le chef de l'État explique être conscient qu'il y a « une grande compétition mondiale des langues »<sup>770</sup> et que « certaines langues, notamment la langue anglaise, appuyée par la puissance américaine et par la commodité que cela représente sur le plan commercial, gagnent de la vitesse sur les autres langues en Europe »<sup>771</sup>. Pour faire face à cela, le président se dit prêt à « faire des efforts » pour que « notre langue et notre culture soient diffusées en Hongrie »<sup>772</sup>.

Un large ensemble de mesures en faveur de la langue française est arrêté à la suite du passage du chef de l'État. Le gouvernement français décide en premier lieu de financer un programme d'aide à la reconversion des anciens professeurs de russe en tablant sur la formation de 200 enseignants par an<sup>773</sup>. L'opération comprend des séminaires de formation en Hongrie, mais aussi des stages de perfectionnement en France. À cet effet, 100 mois de bourse sont mis à disposition des enseignants auxquels s'ajoutent 240 mois de bourses pour les établissements spécialisés formant les futurs enseignants et pour les chercheurs en langue et littérature française<sup>774</sup>. Le plan de relance linguistique prévoit également la création de dix postes d'experts linguistiques dans les centres de formation des futurs enseignants (Budapest, Szeged, Szombathely, Miskolc, Nyíregyháza)<sup>775</sup>. Au niveau du supérieur, la France soutient le développement d'un département de français au sein de l'Université de Miskolc<sup>776</sup> et d'une

---

Pedone, Paris, 2011, pages 17-27.

766À un niveau très bas.

767AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6323, HON 6.2/3, affaires culturelles-relations avec la France, dépêche, 16 juin 1987.

768Une illustration du lycée, mais également de sa visite par François Mitterrand en janvier 1990 figurent en annexe 20 de ce travail

769IFM, Allocution de François Mitterrand sur l'enseignement du français à l'étranger et notamment en Hongrie, Budapest, 19 janvier 1990. Ce discours figure en annexe 2.

770Ibid.

771Ibid.

772Ibid.

773CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 252, relations culturelles, dossier général, note sur la relance culturelle en Hongrie, 20 janvier 1990.

774Ibid.

775Ibid.

776AS, « La Hongrie dans l'Union européenne », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 10 au 22 septembre 1999 par une délégation sénatoriale du groupe d'amitié France-Hongrie, page 112.

filière d'enseignement francophone<sup>777</sup> à l'université technique de Budapest<sup>778</sup>. À l'Université d'économie Karl Marx, le ministère des Affaires étrangères procède à la nomination d'un lecteur tandis qu'un attaché linguistique est déployé dans le pays pour coordonner l'ensemble des actions à mener dans ce domaine<sup>779</sup>. Dans le secondaire, outre l'élargissement de l'école française de Budapest qui a été évoqué, deux nouvelles sections bilingues sont créées avec l'envoi de personnels enseignants dans les lycées Sándor Petőfi d'Aszód et Endre Ságvári de Szeged. Ces établissements – tout comme le reste des lycées accueillant des sections francophones – reçoivent un appui logistique important : en sus du remplacement des manuels de français, devenus inutilisables, tant par leurs contenus idéologiques que par leurs méthodologies, les lycées sont dotés de matériel audiovisuel (magnétophones, magnétoscopes, caméscopes, antennes paraboliques), et informatique (ordinateurs, lecteurs de CD-ROM) ainsi que d'une bibliothèque française de base. Des investissements qui représentent plus de 70 000 francs par sections. L'atmosphère générale favorise la naissance du *Journal Francophone de Budapest* qui paraît d'abord de manière mensuelle avant de devenir bimensuel et de tirer à 9000 exemplaires<sup>780</sup>.

Côté hongrois, la fin de l'année 1990 est marquée par l'apparition d'une réflexion sur la manière de promouvoir sur l'ensemble du territoire magyar les relations franco-hongroises dans le domaine de la jeunesse, de la langue et de la culture. Le ministre des Affaires étrangères, Géza Jeszenszky et le ministre de la Culture et de l'Éducation, Bertalan Andrásfalvy, confient à l'ancien soliste de l'orchestre philharmonique National de Hongrie devenu Secrétaire général de la Commission nationale hongroise à l'UNESCO, Árpád Fasang<sup>781</sup>, la tâche de développer ce projet<sup>782</sup>. Au cours du mois de janvier 1992 celui-ci adresse une lettre à Roland Dumas dans laquelle il rappelle à la fois la volonté « fondamentale [de la Hongrie] de poursuivre une politique culturelle équilibrée qui doit se manifester dans l'enseignement du français »<sup>783</sup> et le handicap que représente, pour le retour de son pays à l'Ouest, « l'ignorance des langues étrangères »<sup>784</sup>. Pour répondre à ce double enjeu, Árpád Fasang a dessiné, au cours de l'automne 1991, le projet des « volontaires pour le

777Le programme prévoit une formation sur les technologies de pointe en cinq ans entièrement en français.

778AS, « La Hongrie dans l'Union européenne », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 10 au 22 septembre 1999 par une délégation sénatoriale du groupe d'amitié France-Hongrie, page 112.

779AN. 5AG4/CDM 39, dossiers de Caroline de Margerie, dossier 3, Hongrie (1988-1991), note du 23 janvier 1990.

780Échange de l'auteur avec Éva Vámos, rédactrice en chef du *Journal Francophone de Budapest*, 12 septembre 2013.

781HVG, 20 février 2008.

782IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 131, Fondation franco-hongroise pour la jeunesse.

783Ibid.

784En 1991, l'éducation en langues étrangères dans le pays a été déclarée « question stratégique » par le gouvernement de József Antall. AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1990-1995), carton 7101, HON 6.2/5, jeunesse-sports, note du 8 mars 1993

français » avec l'objectif avoué « d'inonder le pays de la langue et de la culture française »<sup>785</sup>. En septembre 1992, le projet prend corps sous la forme d'une fondation dotée par le gouvernement hongrois d'un capital de base de 2 MF<sup>786</sup> : la Fondation Franco-Hongroise pour la Jeunesse<sup>787</sup> (FFHJ) dont le but est désormais « la diffusion de la langue française en Hongrie sur de larges bases sociales, l'augmentation du niveau d'enseignement de la langue française comme langue étrangère, l'acquisition d'une meilleure connaissance mutuelle chez la jeunesse des deux peuples, un renforcement de la pensée et de la coopération européennes par le biais des relations bilatérales »<sup>788</sup>. Pour cela la fondation fait venir dans le pays des enseignants français retraités<sup>789</sup>, puis, dès la seconde année, de jeunes diplômés<sup>790</sup> dont elle prend en charge le salaire ainsi qu'une partie des frais de logement<sup>791</sup>. À partir de 1993, le ministère français des Affaires étrangères finance les frais de voyage<sup>792</sup> des enseignants et assure leur encadrement et leur suivi pédagogique<sup>793</sup>. L'association s'occupe également de favoriser le jumelage de lycées français et de lycées hongrois. Des liens sont ainsi établis entre les lycées Beausoleil de Cesson et Zoltán Kodály de Győr, les lycées Elie Faure de Lormont et Endre Ságvari de Szeged ou encore les lycées Condorcet de Bordeaux et Lajos Kossuth de Mosonmagyaróvár<sup>794</sup>.

Sur le plan linguistique, le bilan de la relance est positif<sup>795</sup>. Au sein de l'école française, les effectifs sont multipliés par trois entre 1990 et 1993. Dans les lycées le nombre d'étudiants choisissant le français double<sup>796</sup> entre 1990 et 1992<sup>797</sup> et, en 1994, le président Árpád Göncz

---

785IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 131, Fondation franco-hongroise pour la jeunesse.

786Trente millions de Forints, l'équivalent de deux millions de francs.

787*Magyar Francia Ifjúsági Alapítvány* en hongrois.

788Actes de fondation de la FFHJ.

789Par l'intermédiaire de l'Association générale des intervenants retraités (AGIR).

790Grâce à la mise en place par le ministère des Affaires étrangères français d'une opération « jeunes diplômés pour la Hongrie ». Le service culturel de l'ambassade de France s'adresse alors aux universités françaises en leur demandant de diffuser le projet auprès de leurs étudiants titulaires d'une maîtrise de Français-Langues étrangères (FLE) ou de Lettres.

791Les collectivités locales assurant la différence.

792Le ministère des Affaires étrangères français met 785 000 francs à disposition de la FFHJ en 1993.

793Pour plus d'informations on peut se référer à SZABÓ, Magda, « Hongrie », *L'année francophone internationale*, 1998, pages 276-277.

794KÜM, France, 1997, document 629, *Francia-Magyar Kezdeményezés* (Initiative France-Hongrie).

795Sur le thème de langue française en Hongrie au tournant des années 1980-1990, des éléments de réflexions peuvent être trouvés au sein des articles suivants : « La Francophonie en Hongrie, entretien avec son Excellence Árpád FASANG, Ambassadeur de Hongrie auprès de l'UNESCO », *La Revue des Sciences de Gestion, Direction et Gestion*, numéro 190-191, pages 11-17. Mais également : « L'enseignement bilingue francophone en Hongrie », *Le français dans le monde*, numéro. Et enfin dans : KELEMEN, Jólan, « Les études de français dans l'enseignement supérieur de Hongrie », *Revue d'études françaises*, numéro 1, 1996, ELTE, Budapest.

796*Le Monde*, 22 février 1992.

797Passant de 8000 à 16 000.

explique à François Mitterrand<sup>798</sup> que « 15% des lycéens apprennent désormais le français »<sup>799</sup>. Néanmoins, cette progression n'est pas entièrement à mettre à l'actif des efforts des deux gouvernements. Elle correspond aussi, en large partie, à un effet mécanique du reflux du russe. Si l'on se penche sur la progression de la langue anglaise au cours de la même période, on observe un processus similaire, mais avec un volume brut très supérieur. Entre 1990 et 1993, le nombre d'élèves apprenant l'anglais dans le pays passe ainsi de 250 000 à 975 000. C'est-à-dire que si la langue française progresse en Hongrie entre 1990 et 1993, elle ne progresse ni plus vite, ni plus fortement que ses « concurrentes » qui bénéficient souvent, elles aussi, d'importants soutiens<sup>800</sup>.

Incontestablement les années 1989-1991 marquent « un changement de cap »<sup>801</sup> sur le plan de la collaboration culturelle entre la France et la Hongrie<sup>802</sup>. Les moyens mis en place, tant sur le plan humain que financier sont considérables et provoquent un grand appel d'air au lendemain des bouleversements politiques en Hongrie. Une cohorte de stagiaires, d'étudiants et de chercheurs de tous horizons profitent de la multiplication des bourses et des accords bilatéraux mis à leur disposition pour se rendre en France et en Hongrie. L'époque est marquée à la fois par « l'imagination, la générosité et la hardiesse »<sup>803</sup> mais aussi, nécessairement, par des improvisations et des difficultés. Du côté français, les crédits alloués, colossaux, et les structures, nouvelles, nécessitent un temps d'adaptation. Un luxe que les services culturels de l'ambassade de France en Hongrie ne se voient pas offrir. Au cours de l'automne 1990, le Quai d'Orsay fait savoir à l'ambassade que les crédits accordés au titre de l'année 1990 ne seront pas reportés sur 1991 et qu'il lui faut utiliser l'ensemble des fonds alloués sous peine de « créer des effets pervers sur la crédibilité de nos engagements »<sup>804</sup>. Mais l'ambassade est débordée. D'une part elle éprouve des difficultés à gérer « le flot

---

798AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, préparation et calendrier des demandes d'audiences auprès de François Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994), compte rendu de l'entretien entre Árpád Göncz et François Mitterrand, 29 septembre 1994.

799Le chiffre, qui semble avoir été très légèrement arrondi à la hausse, prend en compte aussi bien les lycées professionnels que les écoles d'apprentissage et englobent toutes les formes d'enseignement (première et deuxième langue, options facultatives et obligatoires).

800L'Allemand peut ainsi compter, outre sur les aides venues de Bonn et des Länder, sur l'apport financier de puissantes *Stiftung* (fondations). À ce sujet voir : DAKOWSKA, Dorota, « Les fondations politiques allemandes en Europe Centrale », *Critique Internationale*, numéro 24, Paris, 2004, pages 139-157.

801AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1990-1995), carton 7101, HON 6.2/8, relations avec la France, visites-rencontres-entretiens, télégramme diplomatique, 21 mai 1992.

802L'ambassadeur français va même jusqu'à parler de « percée sans véritable précédent historique ». AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/8, relations avec la France, visites-rencontres-entretiens, télégramme diplomatique, 21 mai 1992.

803*Ibid.*

804CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 252, relations culturelles, télégramme diplomatique, 28 septembre 1989.

ininterrompu de visites d'intérêt très inégal»<sup>805</sup> qu'elle reçoit au cours de l'année 1990, et d'autre part elle rencontre des obstacles dans l'identification des « bons partenaires »<sup>806</sup> culturels côté hongrois, l'anathème frappant la centralisation et la planification dans le nouvel État ayant causé une dispersion des interlocuteurs et des centres de décisions.

En dépit de ces problèmes, la deuxième relance culturelle à l'Est de la présidence Mitterrand peut être considérée comme un succès et « il y a tout lieu de se réjouir »<sup>807</sup>. Favorisé par l'excellent accueil de la Hongrie, en recherche d'un équilibre culturel sur son territoire, mais aussi de publicité pour sa propre culture en France, le rapprochement se traduit par la concrétisation de plusieurs projets, dont un en cours depuis 10 ans : le nouvel Institut français. L'ampleur de cette relance a surpris les milieux officiels et l'opinion publique hongroise, « peu habitués à espérer autant de nous »<sup>808</sup>. Peu à peu, le sentiment latent d'être le pays le moins aimé de l'Europe de l'Est se dissipe. Mais c'est une opinion fragile qui a besoin d'être cultivée dans le temps. Or la France a eu en Hongrie, par le passé, la réputation de pratiquer une « politique du yoyo »<sup>809</sup> faite de rapprochements rapides et d'éloignements soudain, un reproche qui n'a « pas toujours été fait à tort »<sup>810</sup>. La décennie 1990 fournit donc à la France l'opportunité de remettre les compteurs à zéro et de laisser derrière elle les travers du passé. Lors de l'inauguration du nouvel institut culturel français, le ministre hongrois des Affaires étrangères, Géza Jeszenszky, rappelle, que « la France n'a désormais d'autres limites en Hongrie que celles qu'elle se fixe elle-même »<sup>811</sup>, un vœu pieux bientôt rattrapé par la réalité. À partir du début de l'année 1992, les services culturels de l'ambassade de France en Hongrie voient en effet leurs financements se contracter de manière très importante, un changement qui vient impacter non seulement le volume, mais également la qualité de la collaboration culturelle bilatérale à plusieurs niveaux.

---

805AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6323, HON 6.2/4, affaires culturelles, scientifiques et sportives, télégramme diplomatique, 20 décembre 1990.

806AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/8, relations avec la France, visites-rencontres-entretiens, télégramme diplomatique, 21 mai 1992.

807CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 228, visite d'État de François Mitterrand en Hongrie, télégramme diplomatique, 22 janvier 1990.

808AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/8, relations avec la France, visites-rencontres-entretiens, télégramme diplomatique, 21 mai 1992.

809MARÈS, Antoine, « Image et politique culturelle de la France en Europe centrale depuis les années 1980 », dans CHAUBET, François (dir.), *La culture française dans le monde (1980-2000), les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2010, pages 175-196.

810CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 228, visite de François Mitterrand en Hongrie, télégramme diplomatique, 20 janvier 1990.

811AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1990-1995), carton 7101, HON 6.2/8, visites-rencontres-entretiens, télégramme diplomatique, 26 mai 1992.

### III- L'essoufflement de la relance : la fin des illusions ?

À la veille de l'année 1989, le conseiller du président Mitterrand, Hubert Védrine, s'était interrogé, plein de lucidité, sur la capacité réelle de Paris à s'investir en Europe centre-orientale sur le long terme : « la France a-t-elle les moyens financiers et humains de ses nouvelles ambitions à l'Est ? »<sup>812</sup>, une inquiétude partagée par une partie de la diplomatie française<sup>813</sup>. En janvier 1990, au sortir de la visite du président Mitterrand en Hongrie, l'ambassadeur Pierre Brochand avait ainsi tenu à rappeler que les efforts français auraient « le plus grand besoin d'être entretenus à force de persévérance et d'imagination »<sup>814</sup>, un message qui sonnait alors autant comme une mise en garde contre la répétition des erreurs du passé que comme une prémonition dont il redoutait la réalisation.

#### *A- La fermeture des vannes financières.*

Au cours de l'été 1991, le ministre français de l'Économie et des Finances, Pierre Bérégovoy, et le ministre délégué au Budget, Michel Charasse<sup>815</sup>, se concertent pour envisager une réduction considérable de l'enveloppe budgétaire consacrée aux PECO<sup>816</sup>. Le projet prévoit la division par deux des sommes allouées à la région (de 628 MF à 328 MF) mais également le gel des crédits à hauteur de 70% pour la fin de l'année 1991<sup>817</sup>. Le ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, s'insurge, dans une lettre adressée à la Première ministre Édith Cresson<sup>818</sup> : « [cette] hypothèque considérable est en train de bloquer progressivement toute notre coopération à l'Est [...] les engagements politiques [sont] déjà pris [et] la parole de l'État est maintenant engagée ». Mais le chef de la diplomatie n'obtient pas gain de cause. À la rentrée 1992, les nouveaux arbitrages budgétaires sont jugés « brutaux » par l'ambassadeur de France en Hongrie<sup>819</sup> qui apparaît désabusé face à la situation. Le budget culturel de l'ambassade est amputé d'un tiers<sup>820</sup> et c'est l'ensemble du dispositif de coopération culturelle

812Note d'Hubert Védrine pour le président de la République, 14 décembre 1988, archives privées. Cité par BOZO, Frédéric, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Paris, Odile Jacob, 2005.

813Entretien de l'auteur avec Jacques de Chalendar, 10 décembre 2012.

814CADN, Ambassade de France en Hongrie (1980-1990), carton 228, visite d'État de François Mitterrand en Hongrie, télégramme diplomatique, 20 janvier 1990.

815Leurs biographies figurent en annexe 21 de ce travail.

816AN. Archives du Premier ministre (Édith Cresson), dossier 19940017/10, note de Pierre Vimont, 4 juillet 1991.

817Ibid.

818Édith Cresson est Première ministre du 15 mai 1991 au 2 avril 1992. La liste des chefs du gouvernement français entre 1989 et 2004 figure en annexe 8.

819AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1990-1995), carton 7101, HON 6.2/2.3, relations avec la France, télégramme diplomatique, 21 mai 1992.

820De 63,5 MF à 45 MF.

qui est touché. Les bourses d'études diminuent de plus de moitié passant de 155 en 1991 à 70 en 1992, une évolution jugée inacceptable par l'ambassadeur pour ce qui avait constitué « l'une des mesures les plus en vue »<sup>821</sup> de la relance : « un tel quota [...] est nettement insuffisant [...] il ne répond pas aux demandes des responsables hongrois. Il ne tient pas davantage compte des attentes de l'opinion locale, fortement impressionnée par le décollage opéré en 1990, mais aussi prompte à critiquer notre manque de persévérance habituellement opposé ici à la 'fiabilité germanique' »<sup>822</sup>. C'est la politique linguistique, pourtant l'objectif premier avoué du gouvernement français, qui est la plus touchée par cette diminution des subsides. Son budget est amputé de près de 60% passant de 19 MF en 1991 à seulement 8 MF en 1992<sup>823</sup>. Une nouvelle fois l'ambassadeur exprime son désarroi : « Moins de deux ans après sa mise en place, notre politique linguistique est en voie de démontage [...] le réseau des lecteurs dans les universités et les lycées bilingues est démantelé »<sup>824</sup>. Pierre Brochand estime qu'il s'agit là « du plus mauvais moment »<sup>825</sup> alors même que le projet des volontaires pour le français emmené par Árpád Fasang vient d'obtenir le soutien financier du gouvernement hongrois<sup>826</sup>. Globalement c'est le sentiment d'incompréhension qui prédomine au sein de la section culturelle de l'ambassade et de l'IFB. Alors qu'un partenariat durable avait semblé s'installer suite à l'ouverture tous azimuts de la France dans le pays, ce nouveau scénario vient compromettre les efforts accomplis depuis près de deux ans. Au moment même où s'achève la construction du nouvel institut culturel, le désengagement financier de la France pourrait s'avérer désastreux en termes d'image et « les éternels sceptiques, nombreux sur les rives du Danube [...] ne pourront que relever la contradiction »<sup>827</sup>. L'ambassadeur, plaide donc – en vain – pour un rehaussement de l'enveloppe : « face à une attente de plus en plus forte du public, nos efforts de ces deux dernières années n'auraient évidemment de sens que s'ils sont poursuivis [...] il s'agit de retirer les bénéfices dans la durée »<sup>828</sup>. Plus que tout, c'est donc au nom de la cohérence de la politique extérieure française dans la région que Pierre Brochand argue :

---

821AN, Archives du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930409/21, conférence des ambassadeurs en Europe orientale et centrale, télégramme diplomatique, 21 mars 1991.

822Ibid.

823AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/2.3, relations avec la France, télégramme diplomatique, 21 mai 1992.

824 IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, télégramme diplomatique, 21 mai 1992.

825AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/2.3, relations avec la France, télégramme diplomatique, 21 mai 1992.

826Nous revenons sur le rôle de cette initiative ci-après.

827AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/2.3, relations avec la France, télégramme diplomatique, 21 mai 1992.

828Ibid.

« L'occasion qui est offerte aujourd'hui à notre culture contemporaine d'investir la Hongrie est aussi unique et exceptionnelle que la situation de rupture dont procède à la fois le vide et l'appel à le combler. Nous ne saurions donc différer une action qui nous est demandée et dans laquelle nous nous sommes déjà engagés »<sup>829</sup>.

Comment expliquer ce désengagement soudain? Les plus fatalistes diront sans doute que la Hongrie n'a jamais intéressé la France, mais la première partie de ce chapitre a montré que l'argument ne tenait pas. Certainement, faut-il attribuer une part de responsabilité au contexte économique. En 1991-1992 la France doit faire face à un important ralentissement de sa croissance<sup>830</sup> et le gouvernement se voit contraint de faire des choix budgétaires. Néanmoins les arbitrages restent particulièrement défavorables à l'Europe centrale. Deux arguments peuvent être avancés à ce sujet. En premier lieu, le fait que la France ait été rassurée par l'engagement européen de l'Allemagne a pu contribuer, en partie, à la décélération de l'effort culturel français en Europe centre-orientale. La perspective d'une reconstruction d'une *Mitteleuropa* allemande au cœur de l'Europe écartée, Paris a peut-être inconsciemment desserré l'étau. En second lieu, et cela est assez prégnant dans les archives, il existe une certaine schizophrénie au sein de la diplomatie française vis-à-vis des opportunités culturelles réelles en Hongrie avec d'un côté un certain pessimisme quant aux véritables chances d'implantation de la culture française dans le pays et de l'autre une confiance mêlée de volontarisme. Dans le plan de relance à l'Est présenté à Michel Rocard en 1989 on insiste largement sur la nécessité de viser « le court et le moyen terme » en veillant « à ne pas s'engager dès maintenant dans des actions lourdes et onéreuses »<sup>831</sup> tandis que sur le plan linguistique on estime ne pouvoir « que viser à suppléer le russe comme troisième langue »<sup>832</sup>. À l'inverse, le 23 juillet 1992, une note transmise au Premier ministre, Pierre Bérégovoy<sup>833</sup>, explique que « la Hongrie n'est ni une zone exotique, ni une zone sous influence et dépendance germanique exclusive »<sup>834</sup> et qu'au niveau de la francophonie « la place que nous, Français, aurons dans ce pays sera celle que nous voulons [...]. À Budapest il y a une marge *de jure* pour cinq ou dix ans et on est accueilli à bras ouverts »<sup>835</sup>. Globalement

---

829 *Ibid.*

830 La croissance qui était de 4,2% en 1989 est passée à 1% en 1991 et les prévisions pour 1992 et 1993 ne sont alors pas des plus optimistes.

831 AN, Archives du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930168/10, plan de relance en Europe de l'Est.

832 AN, Archives du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930409/9, visite de József Antall en France, télégramme diplomatique, 20 juin 1990.

833 Pierre Bérégovoy est Premier ministre du 2 avril 1992 au 23 mars 1993.

834 AN, Archives du Premier ministre (Pierre Bérégovoy), dossiers de Jean-Claude Cousseran, dossier 19950484/2, Hongrie, note du 23 juillet 1992.

835 *Ibid.*

il faut donc opposer les espoirs du personnel diplomatique sur place qui estime voir de vraies possibilités pour l'ensemble du pays et les analyses de Paris, plus réalistes, qui souhaitent avant tout se concentrer sur la formation des élites. Sur le plan linguistique, le Quai d'Orsay est conscient que les Anglo-saxons et les Allemands ne restent pas inactifs dans le pays. En juillet 1989, lors de sa visite à Budapest, le président américain Georges Bush a annoncé le lancement d'un vaste programme d'aide à l'enseignement de l'anglais dans les écoles hongroises avec l'envoi de 120 volontaires du *Peace corps* par an<sup>836</sup>, tandis que l'Allemagne déploie, à partir du printemps 1990, un important réseau de lecteurs et de professeurs dans le pays.

Les conséquences de la fermeture des vannes financières se font sentir rapidement. Alors que la langue avait fortement progressé<sup>837</sup> entre 1989 et 1992<sup>838</sup>, à partir de l'année 1993 on assiste à une stagnation des effectifs<sup>839</sup>. Au 1er septembre 1993, le dispositif de détachement de lecteurs de français dans le pays prend fin. Si une large partie de ces postes sont reconduits, de manière « tardive et échelonnée »<sup>840</sup> – un fait « remarqué en Hongrie »<sup>841</sup> –, d'autres, comme le lectorat de Debrecen disparaissent complètement : « nos interlocuteurs hongrois prennent cela pour de la désinvolture »<sup>842</sup> explique l'ambassadeur, d'autant que dans le même temps les Anglais et les Américains dépêchent sur place 340 professeurs supplémentaires<sup>843</sup>.

En 1993, les crédits du ministère des Affaires étrangères subissent de nouvelles coupes. Le ministère voit l'annulation pure et simple de 220 MF de crédits d'interventions et le gel de 630 MF supplémentaires<sup>844</sup>. Roland Dumas estime, encore une fois que : « la décision paralyse les interventions extérieures du ministère et rend très difficile le respect des engagements présidentiels »<sup>845</sup>. À Budapest, autant que les problèmes de financements, qui « ne répondent plus aux enjeux »<sup>846</sup> c'est aussi la « rigidité de la programmation »<sup>847</sup> qui embarrasse le poste.

---

836AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/8, visites-rencontres-entretiens, télégramme diplomatique, 3 juin 1991.

837AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1.2, affaires culturelles, scientifiques et techniques, télégramme diplomatique, 13 juin 1993.

838Les effectifs sont multipliés par deux.

839AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1.2, affaires culturelles, scientifiques et techniques, télégramme diplomatique, 13 juin 1993.

840AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1, relations avec la France, dossier général, télégramme diplomatique, 7 juin 1993.

841*Ibid.*

842*Ibid.*

843Et les Allemands 145.

844AN, Archives du Premier ministre (Pierre Bérégovoy), dossiers de Jean-François Stoll, dossier 19950485/1, note de Jean-François Stoll, 15 mars 1993.

845*Ibid.*

846AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1, relations avec la France, dossier général, télégramme diplomatique, 7 juin 1993.

847AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1.2, affaires culturelles, scientifiques et techniques, télégramme diplomatique, 13 juin 1993.

L'ambassadeur se plaint ainsi du maintien constant de la répartition des crédits affectés d'une part à la mise en place de l'état de droit et des réformes économiques (45%) et d'autre part de ceux affectés au renforcement de la présence française (55%). Il souhaiterait pouvoir disposer du budget à sa guise et réajuster celui-ci en faveur des programmes culturels, jugeant que dans ce domaine « les résultats ne peuvent se voir que dans la durée »<sup>848</sup>.

### 1- L'exemple de l'école française de Budapest.

L'établissement est particulièrement touché par la diminution des crédits. Alors que l'école reçoit 1,2 MF d'aides en 1991, elle doit se contenter, l'année suivante, de 0,25 MF, soit près de cinq fois moins<sup>849</sup>. L'ambassadeur Pierre Brochand met en garde contre cette « distorsion extrême »<sup>850</sup> : « l'amputation de l'ampleur envisagée compromettrait l'existence même de l'école [...] une réduction de 90% du concours budgétaire français qui constitue 40% des ressources conduirait automatiquement à des mesures de fermeture de classes et à des suppressions d'activités qui ramèneraient l'établissement au niveau d'une école consulaire »<sup>851</sup>. Or depuis 1989 les effectifs sont en forte hausse et la mairie de Budapest a offert à plusieurs reprises la mise à disposition gratuite d'un terrain pour y construire un nouvel établissement<sup>852</sup>. La diminution des aides de l'État dans des dimensions aussi importantes serait synonyme d'un « retour en arrière proprement impensable »<sup>853</sup>. L'ambassadeur estime dès lors indispensable pour maintenir un minimum de cohérence dans les projets français que la dotation allouée à l'établissement soit portée à un montant au moins égal à celui de l'année précédente. Si l'école cristallise autant l'attention de Pierre Brochand, c'est qu'il s'agit d'un symbole fort pour l'image de la France dans le pays, mais aussi « d'un outil indispensable à l'implantation de nouvelles entreprises françaises dans le pays ». Dans le cas de l'école française de Budapest, le désengagement dépasse donc l'aspect purement culturel des relations bilatérales. La présence d'une école autorise les familles françaises – et donc les entreprises – à venir s'implanter en Hongrie et fonctionne de fait comme un joint entre les relations culturelles et les relations économiques. Non seulement il ne faut pas la

---

848 *Ibid.*

849 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/2, enseignement, télégramme diplomatique, 20 mai 1992.

850 *Ibid.*

851 *Ibid.*

852 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/2, enseignement, télégramme diplomatique, 9 décembre 1992.

853 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/2, enseignement, télégramme diplomatique, 20 mai 1992.

restreindre, mais il est au contraire souhaitable de l'agrandir pour impacter de manière positive les échanges bilatéraux<sup>854</sup>. Dans ce contexte, le discours du Secrétaire général de l'Agence pour l'enseignement du français à l'étranger (AEFE) de passage à Budapest les 23 et 24 juin 1993 ne sied guère l'ambassadeur. Celui-ci indique en effet que : « l'Europe centrale ne bénéficiera d'aucune priorité politique particulière »<sup>855</sup>, des propos qui font bondir Pierre Brochand : « Faut-il rappeler ici le caractère spécifique des PECO et, parmi ces derniers, de la Hongrie, sans doute le plus apte à nous rejoindre rapidement au sein de la communauté européenne ? »<sup>856</sup>. Tout en comprenant les efforts à réaliser en « cette période de rigueur budgétaire »<sup>857</sup>, l'ambassadeur s'interroge sur la possibilité d'envisager « de nouvelles stratégies pour diminuer le poids des postes les plus lourds et redéployer certaines masses budgétaires vers des investissements indispensables, en faisant jouer, si nécessaire, la solidarité envers les établissements les mieux dotés de notre réseau européen et les derniers venus d'Europe centrale »<sup>858</sup>. S'appuyant sur son plaidoyer l'ambassadeur réclame 20 MF pour agrandir l'école précisant que tout refus reviendrait à « abandonner l'un des domaines essentiels de notre politique de coopération avec un pays qui sera, au tournant du siècle, l'un de nos partenaires au sein de l'UE »<sup>859</sup>. Par ailleurs, Pierre Brochand met en garde le Quai d'Orsay en indiquant que ce désengagement culturel, contraire à l'insistance hongroise d'occuper le terrain, pourrait se répercuter dans des domaines « dans lesquels nous ne ménageons pas nos efforts par les marques d'intérêts »<sup>860</sup>, une référence à peine voilée à l'intense lobbying auquel se livre Paris dans le secteur économique, et particulièrement en matière de grands contrats et de privatisations<sup>861</sup>. Mais le ministère des Affaires étrangères ne voit pas les choses de la même manière. Le Quai d'Orsay estime que l'ambassadeur dresse un portrait trop sombre de la situation<sup>862</sup> et ne lui accorde qu'un crédit de 650 000 francs – 30 fois moins que sa demande! – pour étendre l'école maternelle et construire un laboratoire de physique. Paris considère en réalité le problème de manière inverse : la faiblesse de la communauté française en Hongrie ne justifie par le développement de l'école. Mais une telle

---

854 En 1993 le lycée doit refuser plusieurs dizaines d'élèves hongrois faute de place : « c'est inacceptable » estime l'ambassadeur,

855 IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 184, LFB (1989-1999), discours du secrétaire général de l'AEFE, 23 juin 1993.

856 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/2, enseignement, télégramme diplomatique, 13 juillet 1993.

857 *Ibid.*

858 *Ibid.*

859 *Ibid.*

860 *Ibid.*

861 Voir la troisième partie de ce travail et notamment : IV- « Les déconvenues françaises en matière de grands contrats dans la Hongrie de la première moitié des années 1990 ».

862 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/2, enseignement, télégramme diplomatique, 22 juillet 1993.

réponse ignore la question de l'image de la France dans le pays et celui du lien entre celle-ci et les retombées économiques.

## 2- Le désengagement du Collegium Budapest.

En 1991 la France s'était engagée à financer, aux côtés de l'Allemagne<sup>863</sup> et de plusieurs autres partenaires européens<sup>864</sup>, le nouvel établissement de recherche en Hongrie. Cependant, l'arrivée de nouveaux mécènes<sup>865</sup> a très rapidement dilué la présence française dans l'institution. Dès la fin de l'année 1995, le département culturel du Quai d'Orsay indique qu'il ne renouvellera pas sa subvention au Collegium<sup>866</sup> désormais jugé trop allemand<sup>867</sup> tandis que Georges Duby quitte la présidence du conseil scientifique<sup>868</sup>.

### **B- Un désintérêt côté français ?**

#### 1- La dichotomie entre les mots et des actes.

Il semble qu'il y ait eu, en partie, dans la politique culturelle française en Hongrie un décalage entre les intentions énoncées et les actions mises en place. En 1990, le président français avait été clair : « Nous voulons développer notre présence et notre action culturelle [...] nous devons travailler ensemble, échanger nos expériences, lancer des programmes de formation, en matière linguistique sans doute, mais aussi de gestion, d'informatique, d'économie [...] nous sommes prêts à multiplier ces initiatives »<sup>869</sup>. Mais une lettre de Georges Baal, directeur de recherche au CNRS, adressée directement au président de la République un an et demi plus tard semble montrer que l'intendance a du mal à suivre<sup>870</sup>. Dans sa longue missive, le chercheur se plaint « du silence ou de la fin de non-recevoir » que lui opposent « toutes les instances gouvernementales »<sup>871</sup> pour la mise en place d'un projet de manifestation culturelle franco-hongroise pour lequel le président Árpád Göncz a accordé son

---

863 Les Länder du Baden-Württemberg et de Berlin mettent chacun à disposition du Collegium 1,75 million de marks tandis que la Fondation Thyssen de Cologne finance le projet à hauteur de 3,6 millions de marks.

864 Les gouvernements suisse et autrichien y prennent également part.

865 Les fondations Volkswagen, et Jubiläums ou encore la loterie hollandaise et la Banque Royale de Suède.

866 Même s'il se réserve le droit de contribuer « sur projets ».

867 L'allemand est en effet devenu la langue exclusive des réunions du *curatorium*.

868 IFB, rapport de mission à Budapest, direction de la coopération scientifique et technique, sous-direction des Sciences sociales, humaines et de l'archéologie, 5 mars 1996.

869 IFM, Allocution de François Mitterrand à l'occasion du dîner d'État offert par Mátyás Szűrös, président de la République de Hongrie par intérim, et son épouse, Budapest, 18 janvier 1990.

870 AN. 5AG4/CD274, dossier 2, suivi des relations entre François Mitterrand et les responsables politiques hongrois (1988-1990), lettre du 14 août 1991.

871 *Ibid.*

haut-patronage et qui est par ailleurs inscrit dans l'accord triennal de coopération culturelle : « Lang et de Beaucé<sup>872</sup> n'ont même pas jugé utile ou poli de répondre aux lettres que le président de la République de Hongrie, le ministre de la Culture et l'ambassadeur de Hongrie leur ont fait parvenir par mon intermédiaire »<sup>873</sup>. Le chercheur déplore « le refus du ministère de la Culture d'apporter la moindre contribution »<sup>874</sup> et dénonce, avec virulence : « l'immense contradiction entre les grandes déclarations faites par le gouvernement en faveur de l'aide et de la coopération culturelle de la France avec les pays de l'Est, et en particulier la Hongrie, les énormes sommes consacrées à ces projets si l'on en croit les rapports de presse, et le refus [qu'il a] essayé partout ». Il évoque de surcroît le « fossé entre les promesses publiques et les réalisations concrètes du gouvernement »<sup>875</sup>. Faut-il voir dans cet échange les premiers signes d'un désengagement précoce du côté français ? Peut-être, même s'il paraît plus probable que dans ce cas de figure on assiste davantage à un problème de désorganisation face aux multiples projets à gérer qu'à un véritable retrait<sup>876</sup>. À l'inverse lorsque le 28 juillet 1994, le nouveau ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, explique dans un discours prononcé devant les conseillers et attachés culturels et scientifiques des ambassades de France dans le monde que « la priorité de la politique culturelle de la France est la propagation de sa langue »<sup>877</sup> et que moins de trois mois plus tard le nouveau ministre magyar de la Culture et de l'Éducation, Gábor Fodor, n'arrive pas, malgré des demandes répétées, à obtenir un entretien auprès des ministres français de la Culture<sup>878</sup>, de l'Éducation<sup>879</sup>, ou de l'Enseignement supérieur et de la Recherche<sup>880</sup> il est difficile de ne pas y voir, en plus d'un manque de tact diplomatique, une opposition frappante entre les mots et les actes. Le nouvel ambassadeur de France en Hongrie, François Nicoullaud<sup>881</sup>, s'étonne lui-même de la contradiction dans une note adressée au cabinet du ministre des Affaires étrangères : « compte tenu des efforts menés par la France pour développer sa présence culturelle dans un pays plus naturellement tourné

---

872 Respectivement ministre de la Culture et de la Communication et secrétaire d'État chargé des relations culturelles internationales

873 AN. 5AG4/CD274, dossier 2, suivi des relations entre François Mitterrand et les responsables politiques hongrois (1988-1990), lettre du 14 août 1991.

874 *Ibid.*

875 AN. 5AG4/CD274, dossier 2, suivi des relations entre François Mitterrand et les responsables politiques hongrois (1988-1990), lettre du 14 août 1991.

876 Néanmoins le cas ne semble pas isolé. Le journal *Le Monde*, publié, le 6 février 1992, le témoignage d'une enseignante de français dans un lycée de Budapest qui estime elle aussi que les actes ne sont pas en accord avec les discours : « les grandes réunions de la francophonie ne sont que des événements médiatiques ».

877 IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 134, Alliance française, rapport annuel de l'Alliance française, 1994.

878 Jacques Toubon (voir biographie en annexe 21).

879 François Bayrou (voir biographie en annexe 21)

880 François Fillon (voir biographie en annexe 21).

881 François Nicoullaud a remplacé Pierre Brochand le 5 août 1993. Une liste des ambassadeurs de France en Hongrie est disponible en annexe 7 de ce travail.

vers le monde germanique et face à la langue anglaise<sup>882</sup>, nos intérêts militent très fortement pour que Monsieur Fodor soit reçu »<sup>883</sup> avant d'insister : « Monsieur Fodor est l'une des personnalités les plus populaires de Hongrie. Nous le retrouverons certainement sur notre chemin »<sup>884</sup>, et de diriger la conversation sur un terrain qui semble plus propice à influencer sur les vues du gouvernement : « en tant que ministre chargé de la communication monsieur Fodor pèsera bientôt sur les décisions afférentes à la privatisation d'Antenna Hungária (équivalent de TDF), à la restructuration de l'audiovisuel hongrois, qui pourrait voir le lancement d'une chaîne privée, et à la construction d'un nouveau siège de la télévision hongroise, sujets qui intéressent au plus haut point TDF, TF1, Canal Plus et Bouygues »<sup>885</sup>. C'est-à-dire qu'au-delà de la dimension proprement culturelle et linguistique dont la France semble de moins en moins se soucier, il n'est « pas indifférent qu'il soit reçu à Paris »<sup>886</sup>. Cette stratégie qui consiste à lier les intérêts économiques français à ses intérêts culturels, déjà utilisée, nous l'avons vu, par Pierre Brochand dans le cas de l'école française de Budapest, semble désormais être l'unique ressort pour les ambassadeurs pour influencer, *a minima*, les décisions culturelles du Quai d'Orsay en Hongrie.

## 2- La dimension culturelle reléguée au second plan des relations bilatérales.

Lors de son bilan annuel, au cours du mois de juin 1993, l'ambassadeur de Hongrie en France, János Szávai, explique qu'au niveau ministériel les relations culturelles sont « assez fraîches » depuis quelques mois<sup>887</sup>. Ce manque d'intérêt au plus haut niveau se retranscrit dans les médias où la Hongrie perd du terrain. L'ambassadeur remarque ainsi que le nombre d'articles et de reportages télévisés<sup>888</sup> consacrés à son pays a largement chuté depuis un an et que lorsque la Hongrie est évoquée c'est surtout dans le contexte des tensions avec ses voisins slovaques et roumains.

De manière plus générale, alors que la quasi-totalité des entretiens au plus haut niveau<sup>889</sup> entre dirigeants hongrois et français au cours des années 1989-1991 inclut un volet culturel, les

---

882 Nous retrouvons ici l'utilisation classique du ressort de la « menace » allemande et anglo-saxonne.

883 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1.1, affaires culturelles, scientifiques et techniques, note au cabinet du ministre, 28 octobre 1994.

884 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1.1, affaires culturelles, scientifiques et techniques, note au cabinet du ministre, 25 octobre 1994.

885 *Ibid.*

886 *Ibid.*

887 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 12, document 002063, bilan annuel de l'ambassadeur, 30 juin 1993.

888 Huit en tout pour la période janvier-juin 1993.

889 Nous parlons ici des échanges entre les chefs de gouvernements, les chefs d'États, mais aussi des entretiens entre les ministres des Affaires étrangères.

archives hongroises et françaises, montrent, qu'à partir de 1993, les notes préparatoires aux entretiens contiennent de plus en plus rarement un développement autour de ce thème. En février 1994, lors du premier déplacement à Paris du nouveau Premier ministre hongrois, Péter Boross<sup>890</sup>, aucune référence n'est faite aux relations culturelles<sup>891</sup> au cours de ses entrevues avec Alain Juppé, Édouard Balladur et François Mitterrand. Une situation qui se reproduit en octobre 1994 lors de la venue de László Kovács, le ministre des Affaires étrangères<sup>892</sup>, puis de nouveau en décembre 1994 lors du passage du Premier ministre<sup>893</sup>, Gyula Horn<sup>894</sup> dans la capitale française. Les échanges portent désormais quasi intégralement sur les questions d'élargissement de l'UE, de défense et de sécurité (bon voisinage, OTAN, situation en Yougoslavie) et, sur le plan strictement bilatéral, sur les relations économiques. Lorsque les relations culturelles sont finalement évoquées, au détour de quelques phrases, comme en septembre 1993 lors de la visite à Paris du président hongrois Árpád Göncz<sup>895</sup>, elles sont jugées « décevantes »<sup>896</sup> de par et d'autre.

### ***C- Les difficultés de fonctionnement du réseau culturel français en Hongrie***

#### ***1- Un problème de coordination au sommet de la pyramide.***

Dès la fin de l'année 1991, le fonctionnement à Paris de la MICECO commence à soulever un certain nombre de questions dans les milieux diplomatiques et on en vient à s'interroger sur l'utilité même de son maintien. Une note du 26 février 1992 le confirme : « la MICECO va mal et est très critiquée »<sup>897</sup>. La nouvelle ministre déléguée aux Affaires européennes, Élisabeth Guigou, qui a été la première directrice de la mission, ordonne un

---

890Péter Boross a succédé, en tant que Premier ministre à József Antall le 12 décembre 1993. Une liste des chefs de gouvernements et des chefs d'États hongrois durant notre période d'étude est disponible en annexe 8 de ce travail.

891MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1994, carton 15, document 00373/2, visite de Péter Boross en France, télégramme diplomatique, 28 février 1994.

892MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1994, carton 16, document 002569/2, compte rendu de la visite de László Kovács en France pour le gouvernement, 24 octobre 1994.

893Gyula Horn prend les rênes du gouvernement le 15 juillet 1994.

894MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1994, carton 16, document 003409, visite de Gyula Horn en France, notes préparatoires, décembre 1994.

895Le président hongrois ne vient d'ailleurs pas accompagné de son ministre de la Culture. En revanche il est entouré par Károly Lotz, le ministre des Transports, László Lakos, le ministre de l'Agriculture, Károly Soós, le secrétaire d'État au Commerce et à l'Industrie et de Ferenc Bartha, le commissaire à la Privatisation.

896 AN. 5AG4/CD274, dossier 6, préparation et calendrier des demandes d'audiences auprès de François Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994), visite du président Göncz, note de Thierry Bert pour le président de la République, 29 septembre 1994.

897AN, Archives du Premier ministre (Édith Cresson), dossier 19940017/10, activité de la MICECO, note du 26 février 1992.

audit de la situation<sup>898</sup>. La liste des dysfonctionnements qui lui est présentée quelques semaines plus tard est longue. En premier lieu il semble que la MICECO souffre d'un problème d'autorité : considérée comme un organisme sous la tutelle du ministère des Affaires étrangères elle ne parvient pas à être écoutée des autres ministères<sup>899</sup>. Par ailleurs, elle exerce « les trois-quarts de ses activités désordonnées sur les plates-bandes de la Direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques (DGR CST) du ministère des Affaires étrangères », une DGR CST qui souhaite en tout état de cause sa fin<sup>900</sup>. À Budapest, l'ambassadeur, Pierre Brochand considère que ses services culturels sont consultés trop tard par la MICECO, sur des projets déjà trop avancés<sup>901</sup> : « l'ambassade n'est plus en mesure de contribuer utilement »<sup>902</sup>. Au cours de l'année 1991, la mission subit deux régulations budgétaires suivies d'un long gel de ses crédits<sup>903</sup>, preuve, s'il le fallait, que « l'Europe centrale et orientale n'est plus une priorité du gouvernement »<sup>904</sup>. Dans cette optique son Secrétaire général, André Ramoff<sup>905</sup>, estime que « le maintien d'une mission n'a guère de sens. Au mieux elle est une face qui ne trompe ni ses partenaires intérieurs et extérieurs ni ses concurrents européens, au pire elle règne sur de médiocres disputes entre ministère et services »<sup>906</sup>. Dès lors il n'y a que deux solutions : soit elle est réformée et se voit offrir plus de moyens et plus de pouvoirs « avec un droit de regard sur tout »<sup>907</sup> en y associant les différentes administrations, soit elle est supprimée, même si cela « lancerait une nouvelle fois un très mauvais signal à l'Est »<sup>908</sup>.

## 2- Les troubles précoces des alliances françaises.

Quelques années après leurs créations, les alliances françaises en Hongrie connaissent

---

898AN, Archives du Premier ministre (Édith Cresson), dossier 19940017/10, activité de la MICECO.

899Ibid.

900AN, Archives du Premier ministre (Édith Cresson), dossier 19940017/10, activité de la MICECO, note du 26 février 1992.

901AN, Archives du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez dossier 199/10, A30409/21, comité de coordination et de pilotage pour l'aide aux pays d'Europe du centre et de l'est, conférence des ambassadeurs en poste en Europe orientale et centrale, télégramme diplomatique, 21 mars 1991.

902AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1.2, affaires culturelles, scientifiques et techniques, télégramme diplomatique, 13 juin 1993.

903AN, Archives du Premier ministre (Édith Cresson), dossier 19940017/10, activité de la MICECO, note d'André Ramoff pour Pierre Vimont, 25 février 1992.

904Ibid.

905Sa biographie figure en annexe 21 de ce travail.

906Ibid.

907Ibid.

908Le gouvernement choisit pourtant cette seconde option en janvier 1994 en réintégrant la MICECO dans les structures de la DGR CST.

globalement toutes, à l'exception de celle de Miskolc, « de sérieux problèmes »<sup>909</sup> de fonctionnement à différents niveaux. Cela se traduit dans le quotidien par le manque de cours ou de programmes, parfois par un manque de professionnalisme dans l'organisation des manifestations<sup>910</sup>. La conseillère culturelle de l'ambassade de France estime que si l'on peut attribuer cela « à des problèmes de jeunesse »<sup>911</sup>, globalement « l'action générale s'en ressent »<sup>912</sup>. À Szeged, dans le sud du pays, la section de l'alliance française se retrouve sans locaux suite à la reprise des bâtiments qu'elle occupait par le propriétaire des lieux<sup>913</sup>. Sur le plan de la coopération, la conseillère culturelle estime que les alliances ne s'engagent pas assez dans de véritables coopérations avec les partenaires hongrois et se reposent trop sur une stratégie d'imposition de la culture française : « la rencontre et le partage sont des tactiques tout aussi payantes »<sup>914</sup>. Au final seule l'alliance de Miskolc tire son épingle du jeu. « Menée de façon remarquable »<sup>915</sup> par un instituteur détaché elle compte 246 élèves, un chiffre respectable<sup>916</sup>, et parvient à attirer, grâce à une programmation très active<sup>917</sup>, de 10<sup>918</sup> à 250<sup>919</sup> personnes en fonction des événements<sup>920</sup>.

### 3- La fondation pour la jeunesse franco-hongroise : des résultats bien éloignés des objectifs initiaux et des difficultés de fonctionnement de plus en plus importantes.

Au moment de sa création par Árpád Fasang en 1992, l'association s'était donné pour but « le séjour permanent de 250 à 300 professeurs de français en Hongrie »<sup>921</sup> et la création

---

909AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1, relations avec la France, dossier général, télégramme diplomatique, 16 avril 1994.

910Un problème que l'on peut lier, en partie, à la surutilisation d'un personnel local non rétribué. Les alliances ont en effet tendance à largement s'appuyer sur le bénévolat ce qui implique non seulement de l'instabilité au niveau des effectifs, mais se répercute également sur la qualité des programmes proposés.

911IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 134, Alliance française, rapport annuel de l'Alliance française, 1994.

912Ibid.

913Ibid.

914Ibid.

915AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/1, relations avec la France, dossier général, télégramme diplomatique, 16 avril 1994

916En 1991, l'alliance, qui est la plus ancienne du pays (création en 1987), ne compte que 83 étudiants. IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 134, Alliance française, rapport d'arrivée en poste, Alliance française de Miskolc, 16 novembre 1991.

917L'alliance possède un vidéo club et organise, une à deux fois par an, une semaine du cinéma français. En 1992 des films comme *Le péril jeune*, *Madame Bovary* ou encore *Un cœur en hiver* sont diffusés.

918Pour une conférence pédagogique

919Pour un concert d'Anne Pékoslanska.

920IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 134, Alliance française, rapport d'activité, Alliance française de Miskolc, juin 1994.

921AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/5, jeunesse-sports., note du 8 mars 1993.

d'un réseau de 150 lecteurs<sup>922</sup> « dans chaque ville moyenne de province »<sup>923</sup>. Pour atteindre un tel résultat, l'association avait estimé qu'il faudrait un budget de 100 000 francs par an et par personne<sup>924</sup>. Cinq ans plus tard, les chiffres sont bien loin des espoirs initiaux. En 1997, 67 professeurs enseignent la langue française dans 37 villes et 70 établissements à travers le pays<sup>925</sup>. Après un démarrage modeste<sup>926</sup>, l'association a réussi peu à peu à agrandir son réseau dans le pays<sup>927</sup>, mais a rapidement atteint ses limites. En 1997, les demandes en enseignants français des établissements secondaires hongrois sont divisées par trois par rapport à 1995<sup>928</sup>. Treize établissements dans le secondaire et deux dans le supérieur décident de se passer des services de l'association<sup>929</sup>. À Szekszárd, dans le sud du pays, les quatre établissements de la ville qui accueillent des enseignants français ne renouvellent pas leur demande<sup>930</sup>. Pour la fondation il devient très ardu de recruter davantage de professeurs. Les conditions de travail sont difficiles. Les enseignants sont logés dans des internats et sont fréquemment affectés dans plusieurs établissements à la fois tandis que leurs émoluments, très modestes<sup>931</sup> « ne leur permettent pas d'envisager raisonnablement leur avenir »<sup>932</sup>. Au début de l'année 1997, les enseignants écrivent au conseiller culturel de l'ambassade de France pour se plaindre de leur situation. Ils se disent « inquiets et mécontents » face à leurs situations salariales<sup>933</sup>. Le président de l'association se joint à leur demande dans une lettre adressée, le 16 juin, à l'ambassadeur de France, Paul Poudade<sup>934</sup> :

« À l'heure où le président de la République déclare que l'avenir est dans l'expatriation de plus en plus de jeunes Français à l'étranger nous interpellons la France sur ses responsabilités [...] Il nous semble que la France a des devoirs vis-à-vis des ses jeunes ressortissants – qui lui coûtent bien moins cher qu'un chômeur – et dont on ne cesse de nous dire qu'ils sont des

922IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français , carton 131, Fondation franco-hongroise pour la jeunesse.  
923Ibid.

924Soit au minimum 40 MF annuel, une somme colossale.

925IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français , carton 131, Fondation franco-hongroise pour la jeunesse.

926Douze enseignants retraités français participent au programme en 1992.

927Vingt-six enseignants retraités et 54 jeunes diplômés en 1994.

928IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français , carton 131, Fondation franco-hongroise pour la jeunesse (FFHJ), Procès-verbal du conseil d'administration de la FFHJ, 16 avril 1997.

929IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français , carton 131, Fondation franco-hongroise pour la jeunesse (FFHJ), Procès-verbal du conseil d'administration de la FFHJ, 2 décembre 1997.

930Les écoles n'ont plus les moyens de prendre en charge une partie du logement des enseignants.

931Les enseignants sont rémunérés 1228 francs brut par mois, ce qui constitue à l'époque 51% du Revenu minimum d'insertion (RMI) français, 23% du salaire minimum intercroissance (SMIC) et 11% du salaire d'un lecteur. Néanmoins les autorités françaises versent une indemnité forfaitaire de voyage de 3000 francs par an.

932IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français , carton 131, Fondation franco-hongroise pour la jeunesse (FFHJ), lettre des enseignants de la FFHJ en Hongrie au conseiller culturel, mars 1997.

933D'autant plus qu'ils ne cotisent pas en France pendant leurs années en Hongrie et que leurs collègues en Pologne, où un système similaire existe, reçoivent 20 000 francs annuels supplémentaires.

934Paul Poudade a succédé à François Nicoulaud en tant qu'ambassadeur de France en Hongrie le 6 mars 1997.

éléments essentiels à la diffusion de la langue et de la culture française et que ces devoirs, aujourd'hui, ne sont pas assumés »<sup>935</sup>.

La lettre, transmise au Quai d'Orsay, reçoit une réponse bien froide : « Le ministère des Affaires étrangères n'est pas l'employeur des jeunes diplômés, il n'a pas la responsabilité directe quant à leur situation en Hongrie au-delà de leur mission »<sup>936</sup>. La réaction est d'autant plus regrettable que le travail de la Fondation est très estimé du côté hongrois, le gouvernement n'ayant pas hésité à rehausser, au début de l'année 1996, sa subvention annuelle de près de 30%<sup>937</sup> pour subvenir aux besoins de la FFHJ, un geste politique significatif dans un climat d'austérité budgétaire<sup>938</sup>.

Malgré les désillusions et les difficultés, le personnel diplomatique français en Hongrie ne baisse pas les bras et continue d'inciter le gouvernement à s'investir davantage le pays. Quelques mois après sa prise de fonction, le nouvel ambassadeur de France en Hongrie, François Nicoulaud, rédige un long télégramme en direction du Quai d'Orsay dans lequel il insiste sur le fait que le « saupoudrage » ne fonctionne pas en matière de politique culturelle : « pour faire naître l'amour de notre pays et de notre culture il faut des lycées, des satellites [...] des lecteurs, des professeurs d'alliance dans des fonds de province ou aucun Français normal n'irait s'installer [...] il faut semer à tout vent »<sup>939</sup>. Un vœu en partie exaucé avec la mise en place de nouvelles initiatives en 1994.

#### ***D- L'apparition de nouvelles initiatives malgré l'essoufflement.***

##### *1- Le PAI Balaton et le PAP Kosztolányi.*

En Hongrie si le désengagement financier a été important, il n'a naturellement pas été synonyme de démantèlement du réseau de coopération culturelle. Les enveloppes budgétaires des années 1993-1994-1995, bien que réduites, restent très supérieures à celles qui prévalaient avant 1989.

---

935IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 131, Fondation franco-hongroise pour la jeunesse (FFHJ), lettre pour Paul Poudade, 16 juin 1997.

936IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 131, Fondation franco-hongroise pour la jeunesse (FFHJ), lettre du MAE pour la FFHJ, annexe du procès-verbal du conseil d'administration du 1er décembre 1998.

937Soit quinze millions de forints supplémentaires.

938AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/5, jeunesse-sports, note du 8 mars 1993.

939AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.2/5, jeunesse-sports, télégramme diplomatique, 11 novembre 1993.

En 1993, le Quai d'Orsay décide de lancer en Hongrie un programme d'action intégré (PAI) sur le modèle des PAI lancés en 1976 avec l'Espagne<sup>940</sup> et en 1986 avec l'Allemagne<sup>941</sup>. Le programme, nommé « Balaton » vise à favoriser la coopération au niveau universitaire en finançant des projets de recherches proposés conjointement par des équipes françaises et hongroises. Destiné aux laboratoires de recherches publics et privés, le programme finance les frais de voyages et de séjours de deux ou trois chercheurs de chaque équipe. Le PAI Balaton permet ainsi, dès sa première année de fonctionnement, la mise en place de 37 projets<sup>942</sup> de recherches<sup>943</sup> entre la France et la Hongrie et devient rapidement « la colonne vertébrale de la collaboration scientifique et technique »<sup>944</sup> entre les deux pays. Entre 1994 et 2000, près de 200 équipes de recherches hongroises et françaises sont impliquées dans le programme<sup>945</sup>. Néanmoins, celui-ci, financé à parts égales par la France et la Hongrie, n'implique pas la mise à disposition de fonds très importants. Le budget moyen par projet et par an varie dans la plupart des cas de 6000 à 25 000 francs<sup>946</sup>. Par ailleurs, la mise en œuvre des coopérations est assez complexe du fait de la multiplicité des acteurs engagés et des lourdes procédures administratives. Ainsi, du seul côté français, le programme n'implique pas moins de deux ministères<sup>947</sup> et trois services<sup>948</sup>, une complexité qui ne facilite pas la tâche des équipes de recherches. Malgré tout, le programme remplit certainement son objectif initial : « faire en sorte que la France dispose d'un instrument souple permettant à nos équipes de recherche de se constituer et de maintenir un « portefeuille » de coopérations avec les meilleurs laboratoires européens »<sup>949</sup>. À cet égard, le PAI Balaton permet bien de conserver<sup>950</sup>, d'approfondir, et de diversifier les liens franco-hongrois au niveau de la recherche. Dans près de la moitié des cas, les équipes de recherches qui ont été liées par un PAI se lancent dans une

---

940Le programme Picasso.

941Le programme Procope.

942MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1994, carton 15, document 002096, rapport annuel de l'ambassadeur, 7 juillet 1995.

943Au départ seulement dans le domaine des sciences fondamentales et appliquées. À partir de 1996 le programme s'ouvre aux sciences humaines et sociales.

944MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1994, carton 15, document 002096, rapport annuel de l'ambassadeur, 7 juillet 1995.

945IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 143, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 13 avril 2000.

946LAAT (de), Bastiaan et WARTA, Katharina, « Les programmes d'actions intégrées », *Annales des Mines*, mai 2005, pages 23-28.

947Le ministère des Affaires étrangères et le ministère de la Culture.

948La Direction de la coopération internationale pour le ministère des Affaires étrangères et la délégation aux Relations internationales et à la coopération ainsi que la direction de la Recherche pour le ministère de la Culture.

949IFB, Coopération technique, scientifique et universitaire, carton 162, direction de la coopération scientifique et technique, « Réflexions et propositions pour les programmes d'actions intégrées », note du 7 janvier 1998.

950Les études menées par le ministère des Affaires étrangères français sur l'efficacité du programme montrent qu'un projet de coopération sur cinq aurait été entièrement abandonné sans le PAI alors que les autres projets auraient été retardés ou menés sous une forme plus réduite, ou étalés dans le temps.

nouvelle coopération<sup>951</sup>, tandis que dans plus de quatre projets sur cinq, les chercheurs aboutissent à un ou plusieurs articles dans des revues à comité de lecture, des actes de conférences ou des contributions à une thèse. Le programme est enfin souvent l'occasion de nouer des liens au niveau personnel pour des chercheurs ayant passé un long séjour de formation ou de travail dans le pays partenaire. Les très bonnes relations nouées entre les membres du département d'histoire de l'Université de Bordeaux et ceux de l'Université Eötvös Loránd de Budapest en constituent une très bonne illustration.

La même année que la mise en place du PAI, le ministère des Affaires étrangères français décide du lancement d'un programme d'aide à la publication (PAP). Le programme nommé Kosztolányi qui a pour but d'aider financièrement les éditeurs français à traduire et publier des textes hongrois inédits (ou dont la traduction est épuisée, voire maladroite) permet l'édition de 140 titres entre 1993 et 1999<sup>952</sup>.

## 2- L'apport culturel de l'association Initiative France-Hongrie.

En 1994, naît, des discussions entre Árpád Göncz et Édouard Balladur<sup>953</sup>, un nouvel acteur des relations franco-hongroises : l'Association initiative France-Hongrie (INFH)<sup>954</sup>. Formée sur le modèle de l'Association France-Pologne créée en 1988, et financée par le ministère des Affaires étrangères français<sup>955</sup>, INFH n'a pas pour but premier le développement des relations culturelles. L'association, présidée à partir du 1er novembre 1994 par Jacques de Chalendar<sup>956</sup>, se voit attribuer une mission plus originale : « rapprocher la Hongrie profonde de la France profonde »<sup>957</sup>. Il s'agit donc avant tout de la mise en place d'une coopération décentralisée<sup>958</sup>. Les objectifs de l'association sont, entre autres, de préparer la Hongrie à l'intégration européenne ou de favoriser la coopération administrative et agricole bilatérale. Néanmoins l'association se donne également pour but de créer des coopérations

---

951IFB, Coopération technique, scientifique et universitaire, carton 162, direction de la coopération scientifique et technique, « Réflexions et propositions pour les programmes d'actions intégrées », note du 7 janvier 1998.  
952KÜM, France, 1999, document 8188-3, programme de coopération culturelle, scientifique et technique entre la France et la Hongrie pour 1999-2000-2001.

953KÜM, France, 1998, document 6641-1, préparatifs de la visite de János Martonyi en France, note sur INFH, 17 août 1998.

954*Francia-Magyar Kezdeményezés* en hongrois.

955À hauteur de 10 MF annuel.

956Jacques de Chalendar consacre un chapitre entier à l'expérience INFH dans son autobiographie : CHALENDAR (de), Jacques, *Une vie passionnée. Itinéraires et rencontres*, Jacques de Chalendar, Paris, 2011.

957Conversation entre Jacques de Chalendar et Árpád Göncz, propos rapportés par Jacques de Chalendar lors d'un entretien avec l'auteur le 20 décembre 2012.

958Nous revenons dans le chapitre suivant sur les projets développés sur le plan économique par l'association.

professionnalisantes au niveau universitaire, notamment par l'intermédiaire de formations de troisième cycle donnant lieu à la délivrance d'un double diplôme franco-hongrois<sup>959</sup>. En novembre 1995, soit un peu plus d'un an après sa nomination, le président de l'association, Jacques de Chalendar, effectue sa huitième mission de travail en Hongrie. Il se rend notamment à l'Université des sciences agronomiques de Gödöllő pour y inaugurer la mise en place d'un cycle de formation certificatif, en partenariat avec l'École supérieure d'agriculture d'Angers, intitulé « La Hongrie et l'UE : politiques régionales et agricoles »<sup>960</sup>. Deux mois plus tôt, l'association avait déjà inauguré un master de gestion, fruit d'une collaboration entre les universités de Lyon 3 et de Pécs<sup>961</sup>.

Dans le cadre de la mise en place de collaborations au niveau régional et local, l'association favorise également la multiplication des échanges scolaires entre les lycées des deux pays<sup>962</sup>. En 1999, 1000 lycéens hongrois, lauréats d'un concours sur l'image de la France en Hongrie sont invités en France<sup>963</sup> par l'association<sup>964</sup>, un exercice de promotion culturelle qu'INFH n'hésite pas à étendre aux journalistes et responsables culturels hongrois. En 2000, l'association lance ainsi une véritable campagne de *soft power*<sup>965</sup> en invitant plusieurs dizaines d'entre eux<sup>966</sup> à se rendre en France pour leur faire découvrir les grands événements culturels français<sup>967</sup> afin qu'ils puissent mieux informer le public hongrois, mais aussi dans le but d'élargir et de multiplier les réseaux culturels bilatéraux. Le dynamisme de l'association a conduit également à financer de nombreux événements en faveur de la langue française tels que les journées d'études franco-hongroises et la fête de la francophonie<sup>968</sup>.

---

959AS, « La Hongrie dans l'Union européenne », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 10 au 22 septembre 1999 par une délégation sénatoriale du groupe d'amitié France-Hongrie, page 116.

960IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 135, INFH, télégramme diplomatique, 25 octobre 1995.

961KÜM, France, 1997, document 629, *Francia-Magyar Kezdeményezés* (Initiative France-Hongrie).

962Principalement entre lycées professionnels.

963KÜM, France, 1997, document 629, *Francia-Magyar Kezdeményezés* (Initiative France-Hongrie).

964L'année suivante, c'est au tour de 1000 lycéens français de se rendre en Hongrie.

965IFB, Secrétariat général, SCAC et Institut français, carton 142, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 24 février 2000.

966Parmi les invités le directeur de l'Académie de musique Franz Liszt, mais aussi le directeur du festival de musique *Sziget* et la quasi-totalité des journalistes culturels des grands quotidiens et hebdomadaires hongrois.

967Les festivals de Bourges et d'Avignon ou encore les folles journées de Nantes sont au programme.

968KÜM, France, 1997, document 629, *Francia-Magyar Kezdeményezés* (Initiative France-Hongrie)

#### IV- L'Europe et le temps des « saisons » : les relations culturelles entre continuité et nouveauté (1995-2004).

##### *A- De nouveaux exécutifs qui n'influent pas sur le niveau des relations culturelles.*

S'interrogeant, dans l'introduction d'un article, sur la possibilité d'associer un événement politique – telle qu'une élection présidentielle – à un « nouveau départ » des relations franco-hongroises, l'historien Bernard Lachaise était parti de l'hypothèse que si sur le plan diplomatique l'idée était largement concevable<sup>969</sup>, en revanche sur le plan culturel la réponse était moins évidente<sup>970</sup>, finissant toutefois par concéder que « la question mérit[ait] d'être posée ».

Dans le cas de l'élection de Jacques Chirac, et vis-à-vis de la Hongrie, la réponse semble *a priori* plus évidente qu'elle ne l'était pour celle de François Mitterrand. Le nouveau chef de l'État est en effet mieux connu pour l'intérêt qu'il porte à l'extrême Orient ou l'Afrique<sup>971</sup> que pour sa connaissance des nouvelles démocraties. Par ailleurs, à l'Est c'est surtout avec la Russie<sup>972</sup> que le Président a formé des liens au cours du temps<sup>973</sup>. Néanmoins, il serait erroné de penser – ou d'écrire – que Jacques Chirac se désintéresse totalement de la région. Certes, la zone n'occupe pas une place majeure dans ses mémoires<sup>974</sup> et il n'y possède pas d'attaches personnelles aussi fortes que dans d'autres régions du globe. Néanmoins, il a su y former au cours du temps, des relations et des amitiés parfois profondes, comme celle qui le lia, au début de la décennie 1990, à József Antall. L'ancien directeur des archives de l'Université de médecine de la capitale hongroise rencontre pour la première fois Jacques Chirac au cours du printemps 1990. Sa personnalité et son tempérament séduisent le maire de Paris et le futur

---

969LACHAISE, Bernard, « François Mitterrand et la Hongrie : un nouveau départ pour les relations franco-hongroises ? », dans BENE, Krisztián et FERENC, Dávid (dir.), *Entre coopération et antagonismes. Les dimensions des relations franco-hongroises de l'époque moderne à l'intégration européenne*, Actes du colloque international de l'Université de Pécs le 13 mars 2013, Éditions Codex- Université de Pécs, 2014, pages 87-97.

970« Qui pourrait penser infléchir radicalement de telles relations par la seule volonté d'un nouveau Président ? » *Ibid.*

971LEQUESNE, Christian et VAISSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Riveneuve, Paris, 2013.

972Un pays pour lequel le Président possède « un attachement particulier et de l'admiration » et dont il n'est pas étranger à la langue et la culture. À ce sujet voir : TINGUY (de), Anne, « Le rapprochement avec la 'Nouvelle' Russie : une relation instrumentale ? », dans LEQUESNE, Christian, VAISSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 159-178.

973En tant que maire de Paris, Jacques Chirac a reçu de nombreuses délégations russes dans la capitale et bâti de solides relations avec plusieurs représentants politiques du pays. Le président français s'entend ainsi particulièrement bien avec Viktor Tchernomyrdine, Andreï Kozyrev ou encore Boris Eltsine. MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001373/4, télégramme diplomatique, 23 mai 1995.

974Il faut ainsi attendre la page 527 de l'ouvrage pour voir la zone évoquée pour la première fois : CHIRAC, Jacques, *Le temps présidentiel*, Paris, NIL, 2011.

chef du gouvernement magyar se voit rapidement accorder l'estime puis l'amitié de Jacques Chirac<sup>975</sup>. À cet égard, les lettres échangées entre l'épouse du président français et la veuve du Premier ministre hongrois au cours des années 1990<sup>976</sup> montrent que la relation entre les deux hommes allait au-delà de la simple courtoisie politique<sup>977</sup>.

Vis-à-vis de l'Europe centre-orientale de manière plus générale, il faut également rappeler que Bernadette Chirac avait fondé, en février 1990 – et à l'instigation de son époux<sup>978</sup>– l'association du Pont-Neuf dont l'objectif était de développer, avec la jeunesse des pays d'Europe centre-orientale, des relations universitaires, scientifiques et artistiques, et dont le premier président, Stanislas Pierret, devint par la suite le directeur de l'Institut français de Budapest<sup>979</sup>. Le président Chirac se sent donc concerné par la région dont il n'ignore rien des particularités de l'histoire. C'est ainsi que, quinze jours avant sa première visite officielle dans la capitale magyare, le matin de la nouvelle année 1997, Jacques Chirac adresse à son conseiller, Pierre Ménat, une note manuscrite dans laquelle il évoque l'histoire hongroise : « Mon voyage en Hongrie me rappelle un souvenir de lecture. Milan Kundera évoque quelque part la force du cri d'un directeur de l'agence de presse hongroise en septembre 1956 dans les secondes précédant le moment où il fut écrasé par un char russe. Son dernier geste a été d'envoyer un télégramme disant 'nous mourrons pour la Hongrie' »<sup>980</sup>. Belle image que celle du Président français qui prend le temps d'évoquer, dans une note qui ne contient ni éléments économiques, ni réflexions politiques, le complexe passé magyar et qui ne reflète finalement que, plusieurs semaines avant son départ, son état d'esprit vis-à-vis du pays.

Pourtant, du côté hongrois, si l'élection du chef de file du Rassemblement pour la France (RPR) et ancien Premier ministre, a été bien reçue par la presse<sup>981</sup> – mais aussi par une large partie de l'échiquier politique<sup>982</sup>– on ne s'attend pas foncièrement à une amélioration des

---

975À Budapest, en janvier 1997, Jacques Chirac évoque ainsi la mémoire de son ami en des termes élogieux : « [József Antall] était un grand homme d'État [...] prématurément disparu, que je connaissais bien et qui dirigea, en une période clé, le gouvernement du changement et des réformes ». AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), discours de Jacques Chirac devant le parlement hongrois, Budapest, 16 janvier 1997.

976AN. 5AG5/01A104, dossiers du Président, lettre de Madame Chirac à Madame Antall, 21 mai 1997.

977Jacques Chirac prend d'ailleurs le temps, en marge de son déplacement, et à titre privé, de rencontrer Madame Antall à Budapest le 16 janvier 1997. Une illustration de cette entrevue figure en annexe 20 de ce travail.

978Échange de l'auteur avec Stanislas Pierret, 4 avril 2012.

979À Prague en avril 1997, le président Chirac évoque brièvement l'association et son travail dans la région : <http://discours.vie-publique.fr/notices/977012000.html> (site consulté le 11 novembre 2014).

980AN. 5AG5/PM 15, dossiers de Pierre Ménat, visite officielle du Président en Hongrie, note de Jacques Chirac pour Pierre Ménat, 1er janvier 1997.

981Ce qui ne semble pas être le cas à Prague où le président français est jugé « versatile » et « imprévisible ». MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001373/2, télégramme diplomatique, 18 mai 1995.

982« L'opinion hongroise, toutes tendances confondues, y compris les responsables de la coalition socialiste-libérale, a accueilli avec une profonde satisfaction l'élection de Jacques Chirac [...] l'effet de notoriété l'a emporté sur les affinités politiques » indique ainsi l'ambassadeur français au Quai d'Orsay le 18 mai 1995.

relations bilatérales et donc des relations culturelles. Pis, le ministère des Affaires étrangères hongrois estime *a contrario* que « l'élection présidentielle a fait disparaître les préférences politiques construites et les amitiés »<sup>983</sup> et que fondamentalement le Président français a « très peu de connaissance de la Hongrie » et de ses nouveaux dirigeants<sup>984</sup>. Néanmoins cet élément ne semble pas inquiéter outre mesure le Quai Bem qui a, semble-t-il, reçu des assurances de la part du Quai d'Orsay. Au cours du mois de juin 1995<sup>985</sup>, le directeur Europe du ministère des Affaires étrangères<sup>986</sup>, Paul Poudade, a ainsi indiqué au représentant magyar en France, Béla Szombati, que le nouveau gouvernement français allait donner, à l'Est, la priorité à la Hongrie<sup>987</sup>, une perspective jugée d'autant plus réaliste du côté hongrois que le président Chirac a nommé à Matignon, un homme – Alain Juppé – qui lui « connaît la région, la Hongrie et ses dirigeants »<sup>988</sup> et qui n'avait pas hésité à indiquer, lors d'un déjeuner en compagnie de l'ambassadeur hongrois János Szávai, le 7 mars 1993, qu'en Europe centrale « ses meilleures relations sont avec Budapest »<sup>989</sup>. L'ancien chef de la diplomatie française s'est en effet rendu à plusieurs reprises<sup>990</sup> dans la capitale magyare et a fondé, en novembre 1989, l'association *Solidarité avec les nouvelles démocraties*<sup>991</sup> pour soutenir les transformations alors en cours en Europe centrale<sup>992</sup>. Néanmoins, le Quai Bem reste conscient qu'il faudra également nouer au-delà des des rapports le plus rapidement possible avec les nouveaux membres du gouvernement, une tâche qui ne s'annonce pas nécessairement des plus aisées, Paul Poudade ayant en effet indiqué à Béla Szombati, lors d'une nouvelle entrevue en septembre 1995, que les nouveaux ministres avaient tendance « à se renfermer »<sup>993</sup> sur les

---

AMAE, série Europe, sous série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 12.1/2, échanges politiques avec la France, dossier général, télégramme diplomatique, 18 mai 1995.

983MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001812, « Le nouvel exécutif français et les relations franco-hongroises », télégramme diplomatique.

984Sur le fond, l'analyse du Quai Bem n'est pas erronée. József Antall est décédé en décembre 1993 et, hormis le maire de Budapest, Gábor Demszky, que Jacques Chirac a rencontré à plusieurs reprises, le nouveau chef de l'État n'est pas familier avec les nouvelles personnalités politiques en place.

985MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001812/1, télégramme diplomatique, 16 juin 1995.

986Et futur ambassadeur de France en Hongrie.

987Aux côtés de la Roumanie et de la Pologne.

988MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001812, « Le nouvel exécutif français et les relations franco-hongroises », télégramme diplomatique.

989« Je ne connais pas la Pologne, je suis allé à Prague, et mes meilleures relations sont avec Budapest ». Les propos sont rapportés par l'ambassadeur János Szávai dans : MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 13, document 002063, rapport annuel de l'ambassadeur, 30 juin 1993.

990Notamment en décembre 1989 en compagnie de Nicolas Sarkozy et de Philippe Martel pour un séjour de trois jours au cours duquel il rencontre des membres du MDF lors d'une réunion du Klub Kossuth. Le voyage est suivi par TF1 et le reportage est visionnable sur le site des l'Institut national des archives audiovisuelles (INA). Alain Juppé retourne de nouveau en Hongrie en juin 1992.

991MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1989, carton 50, document 10171-2, télégramme diplomatique, novembre 1989.

992L'association se donne notamment pour objectif de coordonner les actions de formations de cadres d'entreprises et d'élus locaux hongrois et polonais, et ce afin d'assurer les succès économiques des expériences démocratiques en cours dans ces pays.

993MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 002434, télégramme diplomatique, 25

aspects intérieurs de leur portefeuille aux dépens de la dimension internationale. La Hongrie – qui a alors largement en tête la progression de sa candidature d'adhésion à l'UE et à l'OTAN<sup>994</sup> – envisage donc de « faire des gestes »<sup>995</sup> en direction de Paris, notamment sur le plan culturel, et ce afin de s'assurer du maintien de bonnes relations<sup>996</sup>.

Si, en France, les élections présidentielles de mai 1995 ont consacré le retour au pouvoir de la droite après 14 ans de présidence socialiste, en Hongrie en revanche, les élections législatives du printemps 1994 ont offert les rênes du pays aux anciens communistes<sup>997</sup> et conduit aux affaires le clivant Gyula Horn. Du côté français la victoire de l'ancien chef de la diplomatie magyare, est perçue avec une certaine circonspection. Gyula Horn ne cache en effet pas son orientation pro-allemande<sup>998</sup> et n'a pas oublié que Bonn l'avait soutenu pendant sa « traversée du désert » au sortir des élections législatives de 1990<sup>999</sup>. « Manifestement notre pays ne l'attire pas » indique ainsi Jean Lévy au président Mitterrand le soir du 13 décembre 1994<sup>1000</sup> tandis que l'ambassadeur de France à Budapest, François Nicoulaud, dresse un portrait peu flatteur du dirigeant dans un télégramme diplomatique au cours de l'été 1994. L'ancien ministre des Affaires étrangères du gouvernement Németh y est décrit comme « un interlocuteur difficile, ombrageux même »<sup>1001</sup> et sa première rencontre avec le représentant français laisse apparaître « un certain malaise »<sup>1002</sup> chez ce dernier. L'ambassadeur semble particulièrement gêné par la « façon dont il dévoile où [vont] ses sympathies »<sup>1003</sup> et « l'excès des propos »<sup>1004</sup> du personnage. Mais, fort heureusement pour Paris, le nouveau chef du gouvernement est entouré d'hommes qui sont davantage conscients

---

septembre 1995.

994 Voir la quatrième partie de ce travail.

995 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001812, « Le nouvel exécutif français et les relations franco-hongroises », télégramme diplomatique.

996 Une aide pour le français sur le plan linguistique est ainsi envisagée.

997 Désormais réformés et portant le nom de socialistes.

998 « Mon premier voyage, si je suis Premier ministre, sera pour l'Allemagne », déclare-t-il le soir du premier tour des élections qui ont placé son parti en tête des suffrages. AMAE, série Europe, sous série Hongrie (1991-1995), carton 7111, HON 12.2, relations politiques, entretiens et consultations politiques franco-hongrois, dossier Kovács, télégramme diplomatique, 3 juin 1994.

999 AMAE, série Europe, sous série Hongrie (1991-1995), carton 7109, politique étrangère, relations avec les autres pays d'Europe, Allemagne, télégramme diplomatique, 21 juillet 1994.

1000 AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, préparation et calendrier des demandes d'audiences auprès de François Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994), visite de Gyula Horn, note de Jean Lévy pour le Président, 13 décembre 1994.

1001 AMAE, série Europe, sous série Hongrie (1991-1995), carton 7111, HON 12.2, relations politiques, entretiens et consultations politiques franco-hongrois, télégramme diplomatique, 26 juillet 1994.

1002 AMAE, série Europe, sous série Hongrie (1991-1995), carton 7111, HON 12.2, relations politiques, entretiens et consultations politiques franco-hongrois, télégramme diplomatique, 13 décembre 1993.

1003 AMAE, série Europe, sous série Hongrie (1991-1995), carton 7111, HON 12.2, relations politiques, entretiens et consultations politiques franco-hongrois, télégramme diplomatique, 13 décembre 1993.

1004 *Ibid.*

que lui de la nécessité de conserver un équilibre dans les relations extérieures du pays<sup>1005</sup> et la germanophilie ouverte et affirmée du Premier ministre n'impacte pas négativement le niveau des relations culturelles entre les deux pays de la même façon que la présence, à Matignon, d'un homme politique jugé « résolument prohongrois »<sup>1006</sup> n'a pas d'effets positifs visibles sur ces mêmes relations. Dans une large mesure, on assiste donc, durant la seconde partie de la décennie 1990 et le début des années 2000, au prolongement des tendances observées au cours de la période précédente avec cependant quelques nuances, mais aussi quelques transformations.

### 1- Des budgets culturels en constantes diminutions.

Sur le plan financier, le budget de l'ambassade de France en Hongrie continue, entre 1995 et 2004, de se réduire passant ainsi de 36 MF en 1995 à 29 MF en 1999<sup>1007</sup> puis à 23 MF en 2004<sup>1008</sup>. Au début de l'année 2000, un rapport du Sénat en vient à estimer que les « sombres coupes »<sup>1009</sup> budgétaires perpétrées sans discontinuer, au sein du réseau culturel centre-européen depuis le milieu des années 1990 se sont désormais transformées en de véritables « hémorragies »<sup>1010</sup> et ont contribué à créer de fortes tensions venues « peser sur le financement des manifestations culturelles »<sup>1011</sup> et réduire les acteurs culturels hexagonaux à la « recherche quasi systématique de financements extérieurs sous la forme de partenariats »<sup>1012</sup>. Ces observations sont confirmées sur le terrain par l'analyse du budget de l'IFB. Ainsi, en 2001, alors que l'Institut consacre 5,9 MF aux « activités artistiques », seul le tiers de cette somme provient de l'ambassade, alors que le reste, soit plus de 3 MF, a été collecté par le biais du mécénat<sup>1013</sup>. La situation apparaît donc difficile en Hongrie. Pourtant, Budapest n'est pas la capitale la plus touchée par la réduction des budgets culturels en Europe centre-orientale au cours de la période. Plus au nord, à Prague, « l'enveloppe culture » de l'ambassade de France

---

1005 Notamment le ministre des Affaires étrangères, László Kovács et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, István Szent-Iványi (la biographie de ces personnalités figurent en annexe 21).

1006 Correspondance de l'auteur avec János Szávai, 6 février 2017.

1007 AS, CHAUMONT, Jacques, *Rapport d'information sur la mission effectuée dans six pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne (Chypre, Pologne, Estonie, République tchèque, Hongrie et Slovaquie), entre mai et juillet 2000*, rapport d'information numéro 102, fait au nom de la commission des finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation du Sénat, session ordinaire, 2000-2001, page 7.

1008 AN.5AG5/LA 23, dossiers de Laurence Auer, visite officielle du Président en Hongrie (23-24 février 2004), télégramme diplomatique, 30 janvier 2004.

1009 *Ibid.*

1010 A, CHAUMONT, Jacques, *Op.cit.*, page 13.

1011 *Ibid.* page 7.

1012 *Ibid.* page 13.

1013 Y compris via des partenariats en nature, par exemple avec les groupes Air France et Accor. Néanmoins, cette ressource est par nature aléatoire et tributaire de la conjoncture économique locale et il est extrêmement difficile pour l'IFB de prévoir ses activités annuelles sur la base de revenus potentiels.

est ainsi divisée par deux entre 1996 et 2000, passant de 14 MF à 7 MF<sup>1014</sup>. De même, lorsque l'on compare les situations hongroises et polonaises, on s'aperçoit que, proportionnellement au nombre d'habitants, Budapest bénéficie d'un budget moyen 3,6 plus important que celui de Varsovie<sup>1015</sup>. Enfin, et malgré cette constante réduction des subsides<sup>1016</sup>, l'IFB demeure, dans le pays, l'institut culturel le mieux doté financièrement devant le British Council et le Goethe Institut<sup>1017</sup>. Néanmoins, et en dépit de cette situation « privilégiée » en Europe centrale, l'IFB connaît de plus en plus de difficultés de fonctionnement au fur et à mesure du temps. À la veille de la seconde visite du Président français dans le pays, en février 2004, le conseiller culturel de l'ambassade de France signale ainsi qu'après « des années de régulation budgétaire et de baisse des moyens, la situation est [devenue] particulièrement délicate pour le réseau culturel et de coopération en Hongrie [...] l'Institut français est ainsi placé, comme le réseau des alliances françaises, dans une situation intenable et incompréhensible pour nos partenaires institutionnels »<sup>1018</sup>. Et le directeur de l'IFB d'illustrer son argumentation en prenant l'exemple de l'exposition Monet inaugurée le 1er décembre 2003 à Budapest et pour laquelle « les engagements pris ne peuvent pas être tenus par manque de trésorerie »<sup>1019</sup>. La situation apparaît d'autant plus regrettable que l'IFB a visiblement tenté, au cours des années 2000, de maximiser du mieux possible ses ressources quitte à donner, parfois, l'impression de fonctionner comme une entreprise. C'est ainsi qu'en septembre 2003, dans une note adressée au Quai d'Orsay, le directeur de l'IFB avait évoqué la nécessité « d'alléger la masse salariale »<sup>1020</sup> de l'Institut pour autoriser « un meilleur autofinancement des cours de langues et dégager des moyens supplémentaires pour les autres activités de l'établissement »<sup>1021</sup>.

En France, le réseau culturel hongrois souffre également des réductions budgétaires au cours de cette période. À Paris, en 1996, le CIEH est ainsi en passe de voir ses postes de directeur adjoint et de professeurs associés de hongrois disparaître faute de moyens<sup>1022</sup>. Le 7 mai 1997, l'ancien ministre hongrois de la Culture, l'historien Béla Köpeczi, adresse une lettre au

---

1014AS, CHAUMONT, Jacques, *Op.cit.*, page 36.

1015*Ibid.*

1016Il faut tout de même indiquer ici que l'IFB bénéficie de l'apport financier non négligeable d'INFH qui soutient fréquemment divers projets culturels.

1017IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 151, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 22 septembre 2001.

1018IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 160, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2003), télégramme diplomatique, 1er décembre 2003.

1019*Ibid.*

1020C'est-à-dire de licencier le personnel non essentiel qui peut l'être.

1021IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 160, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2003), télégramme diplomatique, 24 septembre 2003.

1022KÜM, France, 1997, document 5092/1, lettre de Jean Perrot, directeur du CIEH pour Béla Szombati, ambassadeur de Hongrie en France, 19 mai 1997.

directeur de la Sorbonne Nouvelle pour lui demander de trouver une solution face à la « situation de crise »<sup>1023</sup> dans laquelle le centre se trouve depuis plusieurs mois <sup>1024</sup>. Rue Bonaparte, la situation de l'IHP n'est guère plus enviable sur le plan financier<sup>1025</sup>. L'Institut qui consacre plus de 80% de son budget à son bâtiment<sup>1026</sup> doit lui aussi faire face à la diminution constante de ses crédits au fil des années, un état des choses qui ne rend que plus difficile sa tâche d'attirer un nouveau public<sup>1027</sup>. Et pourtant l'IHP y parvient en multipliant les événements hors murs, en sollicitant des cafés, des théâtres, des salles d'expositions, des cinémas, en « portant » la culture hongroise à travers tout Paris, mais aussi en province<sup>1028</sup>. À Budapest, l'Institut français fait également preuve d'un dynamisme similaire et parvient, malgré les contraintes budgétaires, à organiser en moyenne près 200 événements par an au cours de la période 1995-2004. Parmi eux, il faut certainement mentionner « le festival du film français ». Lancé en 1997, il a été, en devenant rapidement l'un des événements les plus populaires de l'IFB auprès de la population budapestoise<sup>1029</sup>, l'un des instruments les plus efficaces de la popularisation de la culture française dans le pays<sup>1030</sup>.

## 2- Les difficultés de la langue française :

Sur le plan linguistique, après une hausse significative du nombre d'élèves étudiant le français entre 1990 et 1992, les chiffres plafonnent ou reculent à partir de 1993-1994. La France qui avait mis énormément de moyens au début de la décennie 1990 pour le développement de sa langue en Hongrie se retrouve dans une impasse. Si dans le secondaire<sup>1031</sup> les effectifs se maintiennent aux alentours de 28 000 apprenants<sup>1032</sup> entre 1995

1023KÜM, France, 1997, document 5092/1, lettre de Béla Köpeczi pour Jean-Louis Leutrat, président de l'Université de la Sorbonne nouvelle-Paris 3, 7 mai 1997.

1024En réalité le problème n'est pas nouveau et le Président Árpád Göncz avait déjà profité de la venue de Jacques Chirac à Budapest au début de l'année 1997 pour lui demander d'intervenir personnellement dans ce dossier. AN. 5AG5/ CC 53, dossiers de Catherine Colonna, compte rendu de l'entretien entre le Président et Árpád Göncz, 18 janvier 1997.

1025L'ancien directeur de l'IHP entre 1995 et 1998, András Bálint Kovács, dont le témoignage de ses années à Paris est disponible sur le site de l'Institut, évoque ainsi les « moyens financiers ridicules » avec lesquels il dut composer durant son mandat.<http://www.parizs.balassiintezet.hu/fr/qui-sommes-nous/memoires/#AndrásBálintKovács> (site consulté le 23 décembre 2015).

1026Échange de l'auteur avec Balázs Ablonczy, ancien directeur de l'IHP, 9 mai 2012.

1027D'autant qu'à Paris il y a, chaque soir, en moyenne, plus de 900 spectacles, concerts ou expositions.

1028Témoignage d'András Bálint Kovács, IHP.

1029AS, « *La Hongrie dans l'Union européenne* », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 10 au 22 septembre 1999 par une délégation sénatoriale du groupe d'amitié France-Hongrie, page 128.

1030S'il est difficile de juger de l'impact direct du festival sur les chiffres on peut néanmoins indiquer qu'entre 1997, date du lancement de l'initiative et 1999 le nombre de spectateurs pour les films français en Hongrie a triplé pour atteindre un total de 230 000. par IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 26 avril 2000.

1031Lycées généraux et techniques confondus

1032Soit 10% du total des élèves.

et 2001<sup>1033</sup> en revanche dans le primaire, le français recule de 25% entre 1994 et 1998 et de 50% sur l'ensemble de la période 1995-2001<sup>1034</sup>. Ainsi, de 12 000 jeunes enfants étudiant la langue de Molière en 1994 on passe à 9000 en 1998 puis à moins de 6000<sup>1035</sup> en 2001<sup>1036</sup>. Cette désaffection grandissante au niveau du primaire s'explique par le fait que le système éducatif hongrois, réformé au milieu des années 1990, a offert une grande indépendance aux directeurs d'écoles dans le choix des langues étrangères à enseigner dans leurs établissements, ceux-ci basant alors le plus souvent leurs décisions sur la préférence des parents d'élèves qui privilégiaient les langues « utiles » c'est-à-dire, dans leurs esprits, l'anglais et l'allemand. Le seul moyen efficace pour Paris pour contrer cette tendance aurait été de convaincre le gouvernement magyar de mettre en place des subventions pour soutenir les écoles choisissant d'enseigner le français. Mais un tel mécanisme se serait nécessairement révélé fort coûteux<sup>1037</sup> et n'aurait apporté aucune garantie de succès<sup>1038</sup>. En réalité, sur cette question, la diplomatie française a semblé assez résignée : « il est évident que le français est et restera toujours à ce niveau une langue largement minoritaire » écrit ainsi, le 11 mai 2004, le directeur de l'IFB, Stanislas Pierret<sup>1039</sup>. Dans le supérieur<sup>1040</sup> si les chiffres sont globalement stables au cours de la période, le réseau reste en revanche très fragile. En juin 1999, le chef du département de français de l'école supérieure de pédagogie Gyula Juhász de Szeged, Mihály Bácskai, écrit ainsi à l'ambassadeur Paul Poudade, pour lui réclamer son aide pour le maintien des postes de lecteurs occupés dans son établissement par de jeunes diplômés français<sup>1041</sup> et menacés de disparition :

« Le non-renouvellement aurait des conséquences irréversibles dans le fonctionnement de

---

1033 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 152, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 3 décembre 2001.

1034 *Ibid.*

1035 Soit moins de 1% du total des effectifs.

1036 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 152, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 3 décembre 2001.

1037 Le compte rendu de l'échange entre Stanislas Pierret, le directeur de l'IFB et Zoltán Pokorni, le ministre hongrois de l'Éducation, en janvier 2001, montre que le gouvernement hongrois a cependant brièvement étudié la possibilité d'offrir une subvention normative extraordinaire pour chaque élève décidant d'apprendre une autre langue que l'anglais ou l'allemand. Mais la proposition n'a pas été adoptée dans le cadre du budget et le projet est resté lettre morte. IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 150, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 12 janvier 2001.

1038 Sur le terrain il est même parfois arrivé que des écoles ayant choisi d'enseigner le français en lieu et place de l'allemand ou de l'anglais se retrouvent boycottées par les parents d'élèves. IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 165, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2004), télégramme diplomatique, 11 mai 2004.

1039 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 165, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2004), télégramme diplomatique, 11 mai 2004.

1040 Pour le détail des chiffres on peut se rapporter à : AS, « *La Hongrie dans l'Union européenne* », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 10 au 22 septembre 1999 par une délégation sénatoriale du groupe d'amitié France-Hongrie, page 112-118.

1041 Recrutés par la Fondation franco-hongroise pour la jeunesse.

l'enseignement du français en Hongrie. Déjà voilà quelques années la suppression des postes de lecteurs officiels a sérieusement entamé le prestige de la France au sein du corps enseignant des études supérieures. Une nouvelle mesure de restriction entamerait davantage le rayonnement de la langue, de la culture et de la civilisation française en Hongrie [...] les jeunes diplômés, étant donné leur âge, sont très proches de nos étudiants. Leur savoir-faire et leurs nombreuses activités parascolaires et associatives leur permettent d'être de vrais ambassadeurs de la France dans notre pays [...] nous vivons dans une époque où nous sommes contraints de faire face à un raz-de-marée linguistique et culturel anglo-américain et germanique. Nous devrions unir nos efforts afin de sauvegarder la présence de la France et sa culture en Hongrie »<sup>1042</sup>.

De manière générale l'idée de développer le français « en masse » en Hongrie n'existe plus au sein de la diplomatie française à partir du milieu des années 1990<sup>1043</sup>. La stratégie de Paris consiste désormais à se concentrer sur des publics ciblés et en particulier sur « les filières d'excellences et les politiciens »<sup>1044</sup> et à s'appuyer sur « un réseau francophone actif dans la haute administration et le monde universitaire, assez restreint, mais qui permet d'avoir des interlocuteurs de poids dans la plupart des secteurs »<sup>1045</sup>. Pourtant, même au niveau de ces « filières d'excellences » les archives montrent que bien peu d'initiatives sont prises dans la seconde moitié des années 1990. Ainsi, entre 1994 et 1998 alors même qu'elles avaient été considérées comme « l'outil le plus favorable au rapprochement des deux pays »<sup>1046</sup>, aucune nouvelle section bilingue franco-hongroise n'est créée en Hongrie. Il faut attendre le début des années 2000 – et une nouvelle réforme éducative<sup>1047</sup> – pour voir apparaître dans le pays une seconde génération de sections bilingues. Paris soutient alors la création de cinq nouvelles classes dans les villes de Veszprém<sup>1048</sup>, Debrecen, Miskolc, Kaposvár et Pécs<sup>1049</sup>. Néanmoins, lorsque la situation théorique de la langue française s'améliore dans le pays, celle de ses

---

1042AN. 5AG5/JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, correspondance, notes adressées au Président, télégrammes diplomatiques (juin 1995-décembre 2001), lettre de Mihály Bácskai pour l'ambassadeur de France en Hongrie, 27 juin 1999.

1043Si tant est qu'elle ait réellement existé jusque là en dehors des membres les plus optimistes du réseau culturel français dans le pays.

1044IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 159, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2003), télégramme diplomatique, 28 mars 2003.

1045An. 5AG5/LA 40, dossiers de Laurence Auer, notes préparatoires pour l'entretien du Président avec László Sólyom, président de la République de Hongrie, télégramme diplomatique, 17 février 2006

1046IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 159, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2003), télégramme diplomatique, 18 mars 2003.

1047GRADVOHL, Paul, « L'école secondaire en Hongrie depuis 1989. Diversification et confrontation à un monde pluriel », *Le courrier des pays de l'Est : politique, économie et société*, La documentation française, Paris, numéro 1007, août 2000, pages 4-15.

1048Apparue en 1999.

1049À noter qu'aucune section n'est créée dans le nord-ouest du pays, la proximité avec la frontière autrichienne constituant une « attraction germanique » trop difficile à combattre.

principales « concurrentes » le fait également. Ainsi, en 2004, lorsque que le gouvernement magyar introduit le programme « langue-monde »<sup>1050</sup>, la démarche favorise certes l'apparition de six nouvelles sections de français dans le pays, mais elle autorise également, et surtout la création de près de 250 sections anglaises et de plus de 150 sections allemandes<sup>1051</sup>, réduisant proportionnellement *de facto* la place du français dans l'enseignement secondaire hongrois. En réalité, Paris a été consciente dès l'origine des potentiels effets néfastes de cette réforme et Jacques Chirac les avait pointés du doigt, en mars 2003, lors de sa rencontre avec le Premier ministre magyar Péter Medgyessy et alors même que la loi n'en était encore qu'au simple stade des discussions<sup>1052</sup>. À ce propos, il faut ajouter que, si les classes bilingues anglaises et allemandes n'ont aucun problème à se maintenir au cours du temps, il en va en revanche différemment des sections françaises, la pérennité de celles-ci tenant bien souvent aux stratégies locales. Ainsi, au lycée de Pasztó, où une section bilingue existe depuis 1988, les enseignants ont souvent dû se battre et s'investir personnellement pour conserver leur section en offrant, par exemple, des cours de français gratuits dans les écoles primaires et pour les habitants de la région<sup>1053</sup>. Mais visiblement la situation délicate de la langue française dans le pays n'est pas perçue de la même manière par les autorités hongroises. En octobre 2004, lors d'une rencontre entre l'ambassadeur de France, Philippe Zeller et le ministre hongrois de la Culture et de l'Éducation, Bálint Magyar<sup>1054</sup>, ce dernier juge ainsi « suffisant » le nombre de sections bilingues françaises en Hongrie. Le terme fait sursauter l'ambassadeur qui exprime sa « surprise » à son interlocuteur face à la teneur de ses propos puis rapporte l'échange au Quai d'Orsay :

« Il apparaît nettement que le ministère hongrois de l'Éducation ne compte pas le maintien de la diversité linguistique parmi ses priorités [...] La politique non avouée du 'tout anglais' qui prévaut au ministère pousse à mettre le doigt sur la contradiction flagrante entre les réformes de l'enseignement menées dans le pays et le discours du ministre des Affaires étrangères qui gère le dossier des coopérations francophones dont celui de la candidature hongroise à

---

1050Le programme *Világ-nyelv* (Langue-monde), élaboré en 2003, prévoit la mise en place, pour les établissements du secondaire qui le souhaitent, d'une classe supplémentaire dans laquelle 40% de l'enseignement est consacré aux langues étrangères. Pour un élève choisissant cette classe, le cursus est allongé d'un an (passant alors de 4 à 5 ans).

1051IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 166, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2004), télégramme diplomatique, 22 octobre 2004

1052Le président Chirac indique ainsi au chef du gouvernement magyar « qu'à la veille de l'intégration européenne, il est surprenant de voir que le succès des lycées bilingues et filières francophones risque à long terme d'être remis en cause par une réforme récente risquant de détruire des années d'investissements pédagogiques ». AN. 5AG5/LV 17, dossiers de Laurent Vigier, entretien du président avec Péter Medgyessy, télégramme diplomatique, 7 mars 2003.

1053BÓTTYÁN, Zoltán, *Réflexions sur l'enseignement francophone en Hongrie*, Lycée de Pasztó, Pasztó, 2003.

1054La biographie de ces deux hommes figurent en annexe 21 de ce travail.

l'Organisation internationale de la francophonie »<sup>1055</sup>.

La réponse à l'interrogation de l'ambassadeur sur la surprenante candidature de la Hongrie à l'OIF se trouve dans les archives du Quai Bem et nécessite un retour en arrière. En effet, si Budapest attend l'arrivée aux affaires du francophone et francophile Péter Medgyessy pour déposer officiellement une demande d'association en tant qu'observateur auprès de l'organisation, l'idée existe en réalité au sein de la diplomatie magyare depuis au moins 1996. C'est Árpád Fasang qui suggère, semble-t-il pour la première fois, cette candidature au cours de l'été 1996 dans une lettre adressée au secrétaire d'État aux affaires étrangères<sup>1056</sup>, István Szent-Iványi. Les arguments avancés sont alors davantage de nature « stratégiques » que culturels. Árpád Fasang explique ainsi dans sa missive qu'une adhésion à l'OIF, tout en permettant de faire table rase du passé et de diffuser l'image d'une Hongrie nouvelle et tournée vers l'avenir, constituerait une excellente opportunité de « nouer des contacts » auprès d'un groupe de 47 pays<sup>1057</sup> dont l'amitié pourrait, à terme, s'avérer utile pour la défense des droits et des intérêts hongrois en Europe<sup>1058</sup>. En ce sens l'adhésion hongroise à l'OIF correspond davantage dès l'origine au désir d'utiliser de nouveaux « amis » issus du cadre de la francophonie qu'à la volonté réelle et profonde de faire progresser la langue française en terres magyares<sup>1059</sup>. Néanmoins, le gouvernement hongrois n'est bien évidemment pas hostile à une telle perspective et Bálint Magyar l'indique clairement à l'ambassadeur Philippe Zeller : la Hongrie ne s'oppose pas à la création de nouvelles sections bilingues françaises, mais il faut garder à l'esprit que les établissements secondaires magyars sont autonomes<sup>1060</sup> et que si Paris veut rendre sa langue plus attractive elle doit mettre à disposition des établissements davantage d'enseignants, de stagiaires, d'assistants<sup>1061</sup> et s'aligner sur les Anglo-saxons, les Autrichiens et les Allemands dans ce domaine.

Au final, entre 1995 et 2004, le français ne progresse plus en Hongrie sauf dans la haute administration magyare, où l'approche de l'élargissement européen conduit un certain nombre

---

1055IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 166, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2004), télégramme diplomatique, 22 octobre 2004.

1056KÚM, France, 1996, document 6687, lettre d'Árpád Fasang pour István Szent-Iványi, 16 juillet 1996.

1057Dont vingt-quatre en Afrique où Árpád Fasang estime que la Hongrie a une carte à jouer.

1058À cet égard, le président de la FFHJ estime qu'une adhésion à l'OIF aurait éventuellement le potentiel de favoriser, à la marge, le sort des minorités magyares en Europe centre-orientale.

1059Il faut cependant peut-être nuancer cette idée. Il n'est en effet pas exclu qu'Árpád Fasang ait volontairement présenté son idée au Quai Bem sous cet angle pour augmenter les chances que son projet soit considéré par la diplomatie magyare.

1060IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 166, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2004), télégramme diplomatique, 22 octobre 2004.

1061En 2004, la FFHJ ne compte plus que 38 enseignants. IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 160, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2003), télégramme diplomatique, 12 septembre 2003.

de cadres à se former dans ce qui constitue l'une des langues principales de travail de l'UE<sup>1062</sup>. De manière plus large, la perspective de l'adhésion donne une nouvelle direction aux relations culturelles franco-hongroises à partir de 1995, Paris semblant abandonner en partie sa stratégie du « tout bilatéral » pour tenter de faire progresser sa culture à l'intérieur d'un cadre et d'initiatives plus larges.

## **B- Des moyens culturels français dépassés par l'ampleur des programmes européens et la nouvelle dimension des relations culturelles.**

À l'approche de l'élargissement de l'UE, la Hongrie se voit mettre à disposition des moyens financiers très importants dans le cadre des aides de préadhésion. Dans cette optique, elle bénéficie également d'une association à un grand nombre de programmes éducatifs et culturels européens : Socrates, Erasmus, Tempus, Lingua, Comenius. Dans ces conditions, la France n'a plus les moyens de lutter unilatéralement pour imposer sa culture dans le pays et abandonne en partie la stratégie du tout bilatéral pour tenter de faire progresser sa culture dans le cadre plus large de projets multilatéraux<sup>1063</sup>. Dès 1995, la France et la Hongrie décident ainsi, « dans la perspective désormais proche de l'adhésion à l'UE », d'orienter « toutes leurs coopérations vers la préparation de cette échéance qui transformera le cadre de [leurs] relations en les situant dans un espace politique, économique et social commun »<sup>1064</sup>. Si l'on prend l'exemple du français, l'objectif avoué est désormais « d'associer la promotion de l'enseignement de la langue française à celle des autres langues déjà enseignées »<sup>1065</sup>. Sur le plan concret, le service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade (SCAC) consacre de plus en plus de temps à concourir pour l'attribution de fonds européens et, semble-t-il, moins à développer des projets strictement bilatéraux<sup>1066</sup>. La tendance est perçue à Paris comme une erreur par le Sénat :

« La perspective de l'adhésion ne doit pas conduire [notre] ambassade à se transformer en courroie de transmission de l'UE. Ce serait une erreur [...] de ne pas faire valoir nos atouts et

---

1062KÜM, France, 1998, document 4288, note du 21 avril 1998.

1063KÜM, France, 1998, document 6641, relations culturelles bilatérales, note du 12 août 1998.

1064AMAE, série Europe, sous série Hongrie (1991-1995), carton 7101, HON 6.1/2, affaires culturelles, scientifiques, jeunesse et sport, données sur la Hongrie, commission mixte franco-hongroise, 7 février 1995.

1065IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 153, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2002), télégramme diplomatique, 20 février 2002.

1066Au printemps 2000, le directeur de l'IFB le reconnaît : « depuis plusieurs années le budget consacré aux actions bilatérales a considérablement diminué au profit de financements européens ». IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 146, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 10 avril 2000.

notre culture spécifique. Ce n'est en effet qu'en intensifiant [notre] coopérations bilatérale que nous pouvons développer notre influence politique dans [ce] pays appelé à nous rejoindre dans la grande maison européenne »<sup>1067</sup>.

La France est donc consciente, sur le plan théorique, qu'il ne faut pas abandonner la coopération culturelle bilatérale qui demeure pour elle un des seuls moyens de maintenir une politique d'influence indépendante face à une UE en passe de s'élargir et face à laquelle elle entend bien défendre ses intérêts. Mais la diplomatie culturelle en Hongrie doit s'adapter. Le contexte évolue, les budgets se restreignent et il faut trouver des solutions. Au début de l'année 2000, l'ambassadeur français explique que du point de vue culturel il est désormais « de notre intérêt en Hongrie de pouvoir nous appuyer sur l'influence allemande, ancienne et encore très forte »<sup>1068</sup>. Dans cette optique des projets de coopération commune voient le jour. Des bourses de recherches franco-allemandes sont mises en place. L'IFB et l'Institut Goethe diffusent ensemble un cycle de cinéma sur la réunification allemande et organisent de plus en plus souvent des conférences et des expositions en collaboration<sup>1069</sup>. Néanmoins, cette rationalisation des moyens ne signifie pas pour autant que Paris abandonne totalement sa politique de coopération culturelle bilatérale. Entre 1995 et 2000, plus de 150 équipes françaises et hongroises participent ainsi à un programme Balaton<sup>1070</sup>, une vingtaine d'universités et écoles des deux pays se lient par des accords pour faciliter les échanges<sup>1071</sup>, tandis que les deux « saisons culturelles » qui ont lieu, en France en 2001, puis en Hongrie en 2003, sont là pour rappeler que cette dimension de la coopération franco-hongroise n'a pas disparu.

---

1067AS, CHAUMONT, Jacques, *Op.cit.*, page 14.

1068IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 145, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 26 janvier 2000.

1069IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 149, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 7 février 2001

1070Dont 54 pour la seule année 2000. IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 146, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 13 avril 2000.

1071Par exemple l'École supérieure de journalisme de Lille avec l'Université d'ELTE pour créer un master de journalisme européen (1996) ou encore l'Université de Paris X avec l'Université de Szeged (1996).

## **C- Les saisons culturelles hongroises et françaises : un apogée des relations culturelles bilatérales.**

1- Magyarart : « La plus grande manifestation culturelle hongroise dans le monde depuis l'exposition universelle de 1900 »<sup>1072</sup>.

- *Un projet au long cours*

La Hongrie qui a souvent déploré au cours de l'histoire la sous-représentation de sa langue et de sa culture en France ne s'est pour autant jamais résignée à les y faire connaître. En 2001, l'opportunité tant attendue de pouvoir exposer à Marianne toutes les facettes et toute la diversité de ses traditions et de ses artistes se présente finalement sous la forme d'une saison culturelle : « Magyarart ». Le projet, initié par Paris au cours de l'été 1995, met six ans à se réaliser. La genèse de la saison nous est rapportée par l'ancien directeur de l'IHP, András Bálint Kovács :

« Lors d'un dîner organisé par l'Ambassade de Hongrie à l'occasion d'une visite en France de Gábor Fodor, le ministre hongrois de la Culture et de l'Éducation, Alain Lombard, ancien directeur de l'Institut français à Budapest se penche vers moi et me chuchote : 'Pourquoi monsieur le ministre n'a-t-il pas soulevé la question de la saison culturelle hongroise lors de son entretien avec notre ministre ?' »<sup>1073</sup>.

Mais le nouveau directeur de l'IHP est sans réponse : « Je ne savais pas à quoi il faisait allusion. Cette question ne figurait pas parmi les sujets de discussion prévus dans l'ordre du jour, et je n'en avais jamais entendu parler auparavant »<sup>1074</sup>. Visiblement le projet n'en est pas encore du côté hongrois à l'automne 1995. Cependant, András Bálint Kovács en parle, en privé, au ministre. Celui-ci semble intéressé, mais souhaite en savoir davantage sur le contenu et les financements envisagés<sup>1075</sup>. Lorsque Gábor Fodor est remplacé par Bálint Magyar en janvier 1996, l'idée repart de zéro :

« J'ai essayé d'attirer l'attention [du nouveau ministre] sur la saison culturelle hongroise en

---

1072AN. 5AG5/ JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, correspondance entre le Président et Viktor Orbán, lettre de Viktor Orbán pour Jacques Chirac, 8 février 2001.

1073Témoignage d'András Bálint Kovács, IHP.

1074Ibid.

1075Ibid.

France, mais son secrétaire d'État aux Affaires internationales s'est tenu à la formule initiale : la question de la saison culturelle ne figurait pas dans le programme de l'entretien de deux ministres, par conséquent, il [était] inutile d'insister »<sup>1076</sup>.

Les archives montrent qu'originellement le projet semble avoir divisé aussi bien en France qu'en Hongrie. À Paris, le Quai d'Orsay apparaît ainsi bien moins favorable à l'idée que le ministère de la Culture<sup>1077</sup>. À Budapest, si le secrétaire d'État à la culture trouve l'idée « impromptue » son ministre de tutelle estime en revanche qu'elle est « bonne » et que par conséquent : « il faut le faire »<sup>1078</sup>. Visiblement la décision est prise au cours du printemps 1996. Lors de la première rencontre entre Jacques Chirac et Árpád Göncz, le 3 juin 1996, le principe de la saison apparaît acté. Árpád Göncz suggère alors la date de l'an 2000<sup>1079</sup> mais le Président français estime qu'il « ne serait peut-être pas bon que cette année importante pour nos deux pays soit noyée dans les festivités du 3e millénaire »<sup>1080</sup>. L'attention est appréciée par le président Göncz<sup>1081</sup>. Au cours de l'automne et de l'hiver 1996 « les choses bougent très lentement »<sup>1082</sup> et il faut attendre le passage de Jacques Chirac à Budapest en janvier 1997 pour voir le projet passer du stade de la discussion à celui de la préparation. Mais la mise en place de la saison est longue et compliquée et « les débuts sont difficiles »<sup>1083</sup>. En réalité, il faut attendre le remplacement par Paris du coordinateur initial du projet<sup>1084</sup> par le directeur du Festival d'Avignon, Bernard Faivre d'Arcier, pour voir les choses s'accélérer. Associé à Miklós Szabó côté hongrois le nouveau « commissaire » français se voit attribuer trois objectifs : arrêter un programme commun de manifestations, régler les questions de financements – en particulier les opérations de grand prestige – et enfin « communiquer sur la saison »<sup>1085</sup>. Les préparatifs entre 1998 et 2000 sont très longs et reflètent la dimension de la manifestation en préparation. L'IHP alloue une très large partie de son temps et de ses ressources à la préparation de cet événement pendant ces trois années. Les rapports annuels de l'IHP montrent que dès le début de l'année 1998 des accords sont trouvés avec le Centre Pompidou et le

---

1076 *Ibid.*

1077 Entretien de l'auteur avec Jacques de Chalendar, 10 décembre 2012.

1078 Témoignage d'András Bálint Kovács, IHP.

1079 Alors que quelques mois plus tôt on envisageait encore 1998.

1080 AN. 5AG5/JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, entretien entre le Président Chirac et Árpád Göncz, *verbatim* de l'échange, 3 juin 1996

1081 *Ibid.*

1082 Témoignage d'András Bálint Kovács, IHP.

1083 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 149, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 19 janvier 2001.

1084 L'ancien directeur général d'Antenne 2, Jean-Michel Gaillard.

1085 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 149, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 19 janvier 2001.

musée d'Orsay à Paris, mais aussi avec l'opéra de Nice et la mairie de Grenoble<sup>1086</sup>.

- *Un effort financier colossal côté hongrois.*

À l'approche de l'adhésion magyare à l'UE, il semble que Budapest soit devenue de plus en plus consciente de l'importance politique que revêt cette première présentation de sa culture en France depuis le début du XXe siècle. L'effort financier consenti par le gouvernement hongrois en témoigne. Budapest débloque en effet 15 MF de francs pour l'événement et prend également à sa charge le transport<sup>1087</sup> et les assurances pour 18,25 MF supplémentaire<sup>1088</sup>. Au final, les Hongrois investissent autant d'argent pour la saison que Paris pour une année entière de programmation culturelle en Hongrie.

Du côté français les autorités semblent en revanche pencher vers la parcimonie. Le 14 novembre 2000, l'ambassadeur de France en Hongrie écrit au Quai d'Orsay pour se plaindre de « la faiblesse du budget français consacré à l'année de la Hongrie en France [qui rend] difficile la mise en œuvre de la plupart des actions engagées »<sup>1089</sup>. À la date de cette correspondance, Paris ne prévoit en effet de contribuer qu'à hauteur de 2,9 MF, une somme bien insuffisante selon l'ambassadeur : « cette ligne de crédit est [...] extrêmement modeste et ne parviendra à aider qu'un petit nombre de projets malgré les financements disponibles auprès du club AFAA, des collectivités locales, des opérateurs et de l'INFH »<sup>1090</sup>. Paul Poudade estime par ailleurs qu'il est :

« certains que nos interlocuteurs hongrois interpréteraient ce montant comme une absence de réciprocité et un désintérêt de la part de la partie française pour une saison culturelle dont la difficile et laborieuse préparation a déjà posé de nombreux problèmes (faible implication du 1er commissaire français, désorganisation du comité d'organisation hongrois) et ce malgré l'implication de l'ambassade »<sup>1091</sup>.

À ce titre l'ambassadeur réclame donc aux ministères des Affaires étrangères et de la Culture de bien vouloir « reconsidérer le montant de cette aide » et suggère une enveloppe « de l'ordre de 10 MF » – plus de trois fois plus que le montant initialement envisagé – au titre de la

1086KÜM, France, 1998, document 6397, rapport annuel de l'IHP, 2 juin 1998.

1087Aussi bien celui des personnalités que des œuvres d'art.

1088IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 149, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 6 mars 2001.

1089IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 148, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 14 novembre 2000.

1090Ibid.

1091Ibid.

participation directe de l'État français, une somme qui lui paraît « réaliste et de nature à satisfaire nos partenaires ». Le diplomate obtient, en partie, gain de cause et la France finit par contribuer à hauteur de 8 MF via l'Association française d'action artistique (AFAA), le département des Affaires internationales (DAI) du ministère de la Culture, l'Association INFH et des dons issus du mécénat privé<sup>1092</sup>.

- *Une réussite indéniable*

Après cinq années de discussions et trois ans de préparatifs, la saison est finalement « ouverte » à Paris, le 12 juin 2001 en présence du nouveau président de la République hongroise, Ferenc Madl. La soirée inaugurale se déroule au théâtre du Châtelet où l'œuvre de Béla Bartók, *Le château de Barbe-Bleue*, est jouée sous la direction de Pierre Boulez<sup>1093</sup>. Pour l'occasion des images de Budapest sont projetées sur les monuments parisiens et une station de métro de la capitale est transformée dans le style de la ligne 1 du métro budapestois<sup>1094</sup>. Au cours des six mois suivants, la saison voit l'organisation de plus de 800 événements à Paris et dans près de 250 villes de province, faisant par la même d'elle « la plus grande manifestation culturelle hongroise dans le monde depuis 1900 »<sup>1095</sup>. À Paris, place Saint-Sulpice, mais aussi dans huit villes de province, apparaissent ainsi des marchés hongrois mettant en valeur les produits du terroir magyar<sup>1096</sup>. À Caen, le musée de la ville offre à ses visiteurs une exposition fort bien construite sur l'histoire du monnayage hongrois<sup>1097</sup>. À Colmar, les habitants de la région peuvent non seulement venir admirer les peintures d'Endre Kolozsváry mais également entendre la musique de la légende du violon Joseph Szigeti<sup>1098</sup>. À Nancy des céramiques de la manufacture Zsolnay sont exposées. Au château de Vilandry, on retrace l'histoire de la Hongrie du temps du Roi Soleil. À Grenoble, le musée d'histoire parcourt l'évolution de la Hongrie « au fil du Danube ». À La Rochelle, le festival de la ville retrace pendant dix jours l'œuvre du cinéaste Béla Tarr. Dans toute la France, l'orchestre de la radio de Budapest livre des concerts tandis qu'un concours de connaissances sur la Hongrie est lancé dans de nombreux lycées hexagonaux. Au total la saison permet la venue de plus de 3000 artistes

---

1092IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 149, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 6 mars 2001

1093AN. 5AG5/ JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, entretien du Président avec Viktor Orbán, notes de cadrage, 10 décembre 2001.

1094La plus ancienne ligne de métro d'Europe continentale.

1095AN. 5AG5/ JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, correspondance entre le Président et Viktor Orbán, lettre de Viktor Orbán pour Jacques Chirac, 8 février 2001.

1096IFB, Coopération culturelle et médiathèque, carton 27, Magyart, programmes de la saison culturelle, 25 mai 2001.

1097Ibid.

1098Libération, 21 juin 2001.

magyars et fait l'objet de près de 600 articles dans la presse française.

Quinze jours après sa venue à Paris, Ferenc Madl écrit au président Chirac pour lui faire part de sa satisfaction face à l'ampleur de l'événement et exprimer son espoir que « bientôt le public hongrois pourra également bénéficier d'une expérience semblable grâce à une présentation amalgame de la culture française en Hongrie »<sup>1099</sup>. Du côté français le bilan retiré est également positif : « Magyart a permis de relancer les relations culturelles bilatérales entre la France et la Hongrie [et] de tisser des liens durables entre professionnels de la culture française et hongroise, d'intégrer certaines institutions dans les grands réseaux culturels européens et de les aider à se moderniser ».<sup>1100</sup> La saison a également autorisé la « valorisation du patrimoine et de la création contemporaine hongroise en France et à des acteurs majeurs de se faire connaître, mais également la mise en réseau d'opérateurs culturels français et hongrois »<sup>1101</sup>. Sur un plan plus pragmatique la saison a également autorisé l'augmentation du nombre de touristes français en Hongrie de 76% sur la période juin-décembre 2001<sup>1102</sup>.

## 2- « Franciart » : le succès incontestable de la culture française en Hongrie.

En écho à la saison hongroise en France, et conformément aux souhaits du président Madl, la Hongrie organise à son tour, en 2003, une « saison française » dans son pays<sup>1103</sup>. Annoncée officiellement en octobre 2002 lors du passage à Budapest du ministre français des Affaires étrangères français, Dominique de Villepin, les « journées françaises » ou « FranciArt » en Hongrie revêtent une dimension plus modeste que Magyart mais veulent incontestablement s'inscrire dans son prolongement en poursuivant la logique de dialogue établi entre les institutions et les artistes français et hongrois en 2001. Dans cette optique Paris se donne différentes priorités pour la saison. Elle souhaite tout d'abord participer aux « grands événements » hongrois<sup>1104</sup> (festivals du printemps et de l'automne, salon du livre<sup>1105</sup>) pour faire bénéficier sa culture d'une exposition maximale. Ensuite, elle entend se servir de la saison

---

1099 AN. 5AG5/ JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, correspondance entre le président et Ferenc Madl, lettre du 29 juin 2001.

1100IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2002), télégramme diplomatique, 11 juillet 2002.

1101Ibid.

1102Ibid.

1103 En réalité l'idée n'est pas nouvelle. En 1988 la possibilité d'organiser une année culturelle de la France en Hongrie avait été évoquée pour « mobiliser les esprits ». On avait alors proposé de la faire coïncider avec la date d'ouverture du nouvel Institut français. AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6323, HON 6.2/4, affaires culturelles, relations avec la France, dossier général, note de la sous-direction Europe centrale, 14 mars 1988.

1104IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 155, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2002), télégramme diplomatique, 25 octobre 2002.

1105Pour lequel Paris envoie notamment les écrivains Michel Houellebecq, Jean-Christophe Ruffin et Amin Maalouf.

pour offrir un tremplin international à ses jeunes artistes nationaux. Enfin, elle espère la mise en place de coproduction de spectacles et de programmes de formations bilatéraux dans tous les domaines possibles.

Fort de l'expérience de 2001, le développement de cette nouvelle saison ne semble pas soulever de problèmes majeurs de par et d'autre. La France prend en charge la majorité des coûts, mais Budapest finance tout de même l'événement à hauteur de 1,2 MF<sup>1106</sup>. La saison est inaugurée, fin janvier 2003, par les ministres hongrois – Gábor Görgey – et français – Noëlle Lenoir<sup>1107</sup> – de la Culture. Cette dernière, lors de son discours d'inauguration tient à replacer la saison dans le cadre plus large de l'élargissement à venir de l'UE à la Hongrie : « L'Europe veut se construire avec les citoyens, c'est-à-dire à travers les cultures et une culture qui est la base de notre continent »<sup>1108</sup>. La soirée d'inauguration se poursuit avec la projection, en avant-première, du film *Napoléon*, tourné, en grande partie, en Hongrie. La saison rassemble plus de 200 événements parmi lesquels peuvent être cités : la tournée du ballet de l'opéra de Paris<sup>1109</sup>, la semaine du film français organisée dans les villes de Szeged, Debrecen, Győr et Pécs, la transformation des thermes Rudas en salle de cinéma, l'aménagement d'une partie des quais de Budapest dans l'esprit de Paris-Plage<sup>1110</sup>, un concert hommage à Hector Berlioz à Győr, la diffusion de programmes français sous-titrés à la télévision hongroise, mais aussi de nombreuses conférences<sup>1111</sup> et expositions. À cet égard il faut mentionner l'exposition, au musée des Beaux-arts de Budapest, « Monet et ses amis »<sup>1112</sup> qui rassemble entre novembre 2003 et mars 2004 près de 200 000 visiteurs<sup>1113</sup>. Comme Budapest deux ans auparavant, Paris ressort très satisfaite de cet événement qui permet, une nouvelle fois, de rapprocher les deux pays.

Mais les succès des saisons ne constituent pas une garantie de réussite pour l'ensemble des desseins de collaborations culturelles et scientifiques entre les deux États. À cet égard, le projet avorté « d'Université française de Hongrie » au début des années 2000 fournit un parfait exemple.

---

1106IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 159, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2003), télégramme diplomatique, 31 mars 2003.

1107Venue accompagnée, pour l'occasion de nombreuses personnalités françaises dont les écrivains Michka Assayas et le prince Charles Bonaparte.

1108*Népszabadság*, 30 janvier 2003.

1109Bernadette Chirac fait d'ailleurs le déplacement en Hongrie à l'occasion de la première représentation de cet événement à Budapest, le 14 mars 2003.

1110Des transats, des arbres, mais aussi des tables et des douches sont ainsi installés le long de la berge sur 1200 m<sup>3</sup> de sable transportés pour l'occasion.

1111L'astronaute Claudie Haigneré remplit ainsi le grand amphithéâtre de l'IFB lors de sa venue.

1112Outre des toiles de Monet, l'exposition présente également des oeuvres de Pissarro, de Manet, de Renoir ou encore de Sisley.

1113AN. 5AG5/ PME 44, dossiers de Pierre Merviel, entretien entre Jacques Chirac et Péter Medgyessy, notes de cadrage, 24 février 2004

## D- L'échec du projet d'Université française de Hongrie.

Lors de la visite de Lionel Jospin en Hongrie, en mai 2000, et en marge des discussions sur l'élargissement de l'UE, le Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, évoque auprès de son homologue français, un « projet personnel » qui lui « tient à cœur »<sup>1114</sup>, celui de la création d'une « université française » de Hongrie sur le modèle de l'université américaine<sup>1115</sup> créée en 1991 sous le patronage du milliardaire américain d'origine magyar, Georges Soros. Cette nouvelle université accueillerait les élèves hongrois francophones du pays inscrits dans les filières françaises du supérieur, mais également des étudiants français et constituerait un « pôle d'excellence » autorisant la formation d'une élite intellectuelle francophone dans un environnement communautaire. Si l'idée apparaît plutôt intéressante, elle ne semble pas séduire Paris qui n'y voit que des inconvénients. Outre le coût potentiellement rédhibitoire du projet, la diplomatie française estime ainsi qu'il n'y a pas assez d'étudiants magyars dans les filières francophones dans le supérieur pour justifier d'une telle institution<sup>1116</sup>, et que par ailleurs les sujets qui devraient y être enseignés – y compris techniques – seraient bien trop nombreux pour que l'idée soit réalisable. Pourtant Budapest – et ce malgré le changement de majorité gouvernementale en 2002 – n'abandonne pas ce dessein. Le gouvernement socialiste de Péter Medgyessy modifie le projet initial<sup>1117</sup> en s'appuyant sur l'exemple de l'université germanique<sup>1118</sup> inaugurée le 29 novembre 2002 par les présidents allemand et magyar Johannes Rau et Ferenc Madl. Mais la position française ne change pas. D'une part le Quai d'Orsay estime que les accords interuniversitaires qui existent<sup>1119</sup> sont suffisants pour permettre des échanges dynamiques au niveau de l'enseignement supérieur et, d'autre part, la diplomatie française estime que si une université française devait se développer en Hongrie, il faudrait privilégier une université « en réseau » en utilisant les moyens modernes de télécommunications sur le modèle de l'Université de tous les savoirs<sup>1120</sup>. Devant les réticences exprimées par Paris, Budapest transforme de nouveau le

---

1114IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 5 mai 2000.

1115La *Central European University* (CEU)

1116Quatre-cent élèves environ en 2000.

1117IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 155, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2002), télégramme diplomatique, 4 décembre 2002.

1118L'Université Gyula Andrassy, née de la rencontre entre Viktor Orbán et Edmund Stoiber à Ulm en 2001, est financée en partenariat par les Länder de Bavière et du Baden-Württemberg, l'Autriche et la Hongrie et propose à environ 200 élèves par an des formations de troisième cycle en deux ans à choisir parmi trois départements (sciences juridiques et politiques, relations internationales, et études centre-européennes).

1119Plus de cinquante accords interuniversitaires existent entre la France et la Hongrie en 2003.

1120Initiée en 2000 par le ministre français de la Culture et de la Communication, Jean-Jacques Aillagon, l'Université de tous les savoirs est à l'origine un ensemble de 366 leçons magistrales données entre le 1er janvier et le 31 décembre 2000 au Conservatoire national des arts et métiers à Paris. Mené sous la direction du philosophe Yves Michaud, le projet a rassemblé un ensemble de spécialistes internationaux francophones

projet en offrant d'y associer la Belgique, le Luxembourg, mais aussi la Suisse et le Canada sous le nom d'Université francophone de Hongrie<sup>1121</sup>. Le 30 janvier 2004, les ministres français et hongrois de l'Éducation, Luc Ferry et Bálint Magyar, se rencontrent à Paris pour évoquer –entre autres – la nouvelle mouture de ce projet. Si Paris semble apparaître moins réticente à la mise en place « d' une structure légère et originale pouvant délivrer des diplômes français et hongrois tout en étant reconnue par la Commission européenne et pouvant s'appuyer sur le système Erasmus Mundus »<sup>1122</sup>, elle continue toutefois d'insister sur le fait que cette institution ne peut en aucun cas reprendre le système de l'université germanique et ne sera, au mieux, qu'un « instrument de coordination des filières existantes »<sup>1123</sup>. À la lecture de la proposition présentée par Budapest au secrétariat de la présidence française<sup>1124</sup>, à la veille de la seconde visite de Jacques Chirac en Hongrie en février 2004, il semble pourtant que le *quid pro quo* entre les deux pays subsiste autour de ce projet. Budapest continue en effet d'envisager une université « à l'allemande » sur le modèle de l'université Andrassy qui offrirait des doubles diplômes de niveau Master dans quatre spécialités différentes<sup>1125</sup> et qui regrouperait de 80 à 100 étudiants. Dans cette optique Paris fournirait les professeurs, le curriculum et le support pédagogique, tandis que Budapest se chargerait en échange de la mise à disposition des locaux et de la gestion administrative de l'institution. Les positions semblent donc encore assez distantes au début de l'année 2004. Mais ces divergences n'empêchent pas le président Chirac de donner son accord à la mise en route du projet<sup>1126</sup> lors de sa visite à Budapest en février 2004 et de proposer la nomination de l'historien Jacques Revel pour en coordonner le déroulement.

Au cours de l'été et de l'automne 2004, les discussions s'avèrent compliquées. Au début du mois de décembre 2004, le nouvel ambassadeur de France en Hongrie, Philippe Zeller, écrit au Quai d'Orsay pour exprimer ses doutes quant à la viabilité du dossier. Évoquant la « cacophonie » généralisée et la multiplicité d'interlocuteurs hongrois exposant « des opinions fort éloignées les uns des autres sans que leur propre mandat nous paraisse bien établi »<sup>1127</sup>, il

---

autour des tous les aspects de la connaissance humaine. En 2001 l'initiative est prolongée sous la forme d'une association, « UTLS-La suite », ayant pour objectif d'organiser de grandes conférences présentant à un large public les savoirs actuels dans tous les domaines possibles.

1121Plusieurs noms ont été considérés : « Institut d'études européennes », « Université internationale francophone ».

1122IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 164, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2004), télégramme diplomatique, 5 février 2004

1123Ibid.

1124AN. 5AG5/ LV 48, dossiers de Laurent Vigier, Hongrie, correspondance et entretiens officiels (2002-2007), « Proposition pour l'établissement d'une université francophone en Hongrie », 18 février 2004.

1125À savoir les relations internationales, la communication, les sciences politiques et les études centre-européennes.

1126AN. 5AG5/ PME 44, dossiers de Pierre Merviel, entretien entre Jacques Chirac et Péter Medgyessy, notes de cadrage, 24 février 2004

1127IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 166, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France

s'interroge également sur le coût de l'institution, conscient, semble-t-il, du fait que, par le passé, Paris a bien trop souvent eu tendance à s'engager dans des projets qu'elle n'était pas capable d'assumer sur la durée : « Il n'est pas exclu que nos partenaires attendent de notre part la nomination de personnels en mission de longue durée. Nous devons les en dissuader rapidement [...] Par ailleurs pour accréditer l'intérêt d'une filière francophone d'excellences en Hongrie il sera nécessaire de poursuivre la coopération en amont (licence) et en aval (doctorat) [...] les arbitrages budgétaires n'en seront rendus que plus difficiles pour le poste qui ne peut déshabiller une coopération pour en habiller une autre et voir ses marges de redéploiement de crédits ainsi limitées »<sup>1128</sup>. Sur le fond l'ambassadeur estime qui plus est qu'en ce qui concerne « la mobilité étudiante, qui me paraît essentielle [...] j'ai tendance à demeurer sceptique sur les capacités de nos partenaires à attirer autrement qu'à titre exceptionnel – comme c'est le cas aujourd'hui<sup>1129</sup> – des étudiants français pour venir effectuer un semestre ou une année de leur Master en Hongrie »<sup>1130</sup>. Si l'analyse peut paraître assez pessimiste, elle est également lucide quant aux erreurs à ne pas commettre pour ne pas voir la France taxée, une nouvelle fois, d'inconstance. Au final, et alors que l'ouverture de l'université était envisagée pour septembre 2005, le projet est abandonné. L'échec est assez mal vécu par des autorités hongroises qui avaient largement favorisé de leurs côtés, trois ans auparavant, le développement d'un autre outil éducatif, le lycée français de Budapest.

#### **E- Le nouvel écrin du lycée français de Budapest.**

De sa création « officielle » au début des années 1990 au tournant des XXe et XXIe siècles, le LFB n'a jamais été propriétaire de ses locaux et a toujours occupé, à travers la capitale hongroise, différents bâtiments, parfois vétustes. Cette situation, pour le moins inconfortable, est bien souvent apparue aux directeurs de l'établissement comme le pis-aller de la solution idéale, la construction d'un établissement neuf pourvu d'équipements modernes. Si la solution est envisagée dès 1993, les autorités françaises souhaitent en priorité s'assurer que l'augmentation rapide des effectifs depuis 1990 n'est pas un épiphénomène et il faut finalement attendre la veille de l'an 2000, alors que les baux du lycée s'apprêtent à expirer,

---

(2004), télégramme diplomatique, 9 décembre 2004.

1128 *Ibid.*

1129 En 2003, 122 étudiants français ont choisi de venir construire une partie de leur cursus en Hongrie dans le cadre du programme Erasmus. Si le chiffre apparaît assez faible, il est néanmoins en progression depuis 1998 (38 élèves) et à hauteur du nombre d'étudiants allemands (136). IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 160, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2003), télégramme diplomatique, 9 juillet 2003.

1130 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 166, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2004), télégramme diplomatique, 9 décembre 2004.

pour que « l'inadaptation des locaux et l'accroissement incessant des effectifs »<sup>1131</sup> justifient le changement. C'est l'association des parents d'élèves qui, avec l'aide de l'AEFE, prend en main le projet. Sa mise en place est très complexe<sup>1132</sup> et il faut plus de trois ans malgré le soutien du gouvernement magyar pour voir le lycée sortir de terre. L'AEFE finance 44% du coût total de l'édifice<sup>1133</sup> tandis que l'association des parents d'élèves contribue dans les mêmes proportions en contractant un prêt sur 15 ans garanti par l'État français. Le reste des fonds est apporté par INFH mais également par de nombreuses entreprises françaises présentes dans le pays : Auchan, Total-Fina-Elf, Capgemini, Chinoin, Michelin, Servier. Le Sénat participe également à l'effort en offrant l'équipement de l'auditorium et du matériel informatique. Au final, après plus d'un an de construction, un bâtiment de 8000 m<sup>2</sup> et de 40 classes équipées pouvant accueillir 700 élèves voit le jour<sup>1134</sup>. Le lycée est inauguré le 25 septembre 2002 en présence du président du Sénat, Christian Poncelet et de la présidente du Parlement hongrois, Katalin Szili. À la rentrée d'octobre, il accueille 497 élèves dont 53% de Français, 22% de Hongrois, 9% de binationaux et 16% de tiers, à la grande satisfaction de l'ambassadeur français qui se réjouit du développement de « l'instrument privilégié des liens culturels entre les deux pays »<sup>1135</sup>.

---

1131IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 12 avril 2000.

1132Plus de quarante sites potentiels de construction sont visités.

1133Soit 23,2 MF.

1134IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 155, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2002), télégramme diplomatique, 1er octobre 2002.

1135*Ibid.*

## **Bilan de la deuxième partie :**

Au sein de l'histoire des relations franco-hongroises, les rapports culturels ont certainement été ceux qui ont le mieux surmonté les crises et les crispations issues des divisions politiques entre les deux pays. Néanmoins, au début de l'année 1989, si une certaine francophilie est toujours présente parmi les élites magyares, la langue et la culture française ne sont encore que peu répandues parmi la population hongroise<sup>1136</sup>. L'écroulement du système communiste au tournant de la décennie 1990 offre à Paris la chance de corriger cet état des choses. Le projet français de relance culturelle en Hongrie reçoit un accueil d'autant plus excellent de la part des autorités magyares que celles-ci souhaitent de leurs côtés d'une part s'ouvrir davantage vers l'Ouest<sup>1137</sup> et d'autre part faire progresser leur propre culture en France. Les premières années de ce rapprochement sont marquées, côté français, par un déploiement financier de grande ampleur et la naissance de nouveaux outils de coopération de grande qualité (IFB, CIEF). Paris donne par ailleurs la priorité au développement de sa langue en favorisant la reconversion des anciens professeurs de russe, en soutenant l'accroissement du nombre de sections bilingues franco-hongroises, en stimulant les études de français dans le supérieur et en cofinçant avec la Hongrie l'Association franco-hongroise pour la jeunesse. Les résultats sont prometteurs et le nombre de jeunes magyars apprenant le français augmente de manière significative. Mais malgré ces excellents résultats, l'effort français en direction de la Hongrie tend à se ralentir, du moins sur le plan financier, à partir de l'automne 1991. La réduction drastique du budget culturel de l'ambassade à la rentrée 1992 laisse le personnel diplomatique français sur place pantois, mais s'explique par un contexte économique passablement dégradé et peut-être par la baisse de l'intérêt français pour la région. Pourtant, si une partie du réseau culturel souffre de ces coupes budgétaires de nouvelles initiatives voient le jour. Les programmes d'action intégrée « Balaton » et d'aide à la publication « Kosztolányi » sont lancés en 1994 tout comme l'association Initiatives France-Hongrie. En revanche la langue française ne progresse plus dans le pays et régresse même au niveau du primaire à partir de 1994. L'arrivée au pouvoir d'un nouveau chef de l'État en France en 1995 ne change rien à cette tendance. Le budget culturel de l'ambassade diminue de manière constante et la langue française perd du terrain en dépit de la création de nouvelles sections bilingues dans le pays et des efforts de l'IFB. Néanmoins les rapports culturels connaissent de nouveau une évolution positive à la fin de notre période d'études avec l'organisation de deux saisons culturelles.

---

1136Et ce malgré une première relance culturelle au cours des années 1980 (création du CIEH, apparition de sections bilingues franco-hongroises dans quelques lycées).

1137Tout en recherchant un équilibre.

**TROISIÈME PARTIE :**  
**LES RELATIONS ÉCONOMIQUES FRANCO-HONGROISES :**  
**DES LIENS À (RE)CONSTRUIRE**

## Introduction.

Aux côtés de la promotion de la culture et de la langue, la défense des intérêts économiques du pays sur la scène internationale a toujours été au cœur des objectifs de la diplomatie française. En avril 2013, le ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius a rappelé que le Quai d'Orsay se devait aussi d'être la « maison des entreprises » françaises à l'échelle de la planète et de défendre, partout, « les atouts des grandes entreprises, des PME innovantes, et de la main d'œuvre [nationale] »<sup>1138</sup>.

Au cours de l'histoire, cette tâche s'est parfois révélée ardue, faute de moyens ou de volonté, le plus souvent par manque de possibilités. Dans le cas de la Hongrie, un pays géographiquement relativement 'proche' de la France<sup>1139</sup>, c'est avant tout les deux guerres mondiales, puis les différences idéologiques nées de la guerre froide qui ont empêché les deux pays de se rapprocher sur le plan économique. En octobre 1984, le Premier secrétaire du parti socialiste hongrois, János Kádár, en visite officielle à Paris, explique, lucide, que c'est avant tout parce que « nos deux pays appartiennent à des systèmes d'alliances différents et [que] nos systèmes sociaux sont différents » que les conditions d'une véritable collaboration économique sont impossibles<sup>1140</sup>.

En effet, au sortir de la Seconde Guerre mondiale et durant les années de guerre froide – les matériaux s'exportant moins facilement que les idées – la reconstruction des liens de l'échange se révèle plus complexe que le renouvellement des liens de l'esprit. Malgré les efforts de rapprochements entrepris au cours des années 1960 et 1970, les transactions économiques entre les deux pays restent infimes jusqu'à la veille de l'effondrement du système communiste en Hongrie.

Cette partie, après avoir offert un rapide survol historique des relations économiques franco-hongroises pré-1989 (I) s'attache à décrire les lentes mutations économiques de la Hongrie et leurs impacts sur les relations économiques bilatérales au tournant de la décennie 1990 (II). Après une phase initiale d'hésitations, la France devient l'un des plus importants investisseurs en Hongrie au cours des années 1990-1995 (III). Néanmoins tout ne fonctionne pas encore parfaitement au sein de cette nouvelle relation. Les grands contrats (IV) et la faiblesse de la

---

1138 Discours de Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, sur la diplomatie économique, journée des entreprises, Paris, 9 avril 2013.

1139 Budapest est à environ deux heures d'avion de Paris et n'est distante que de 1200 kilomètres (c'est-à-dire moins que la distance qui ne sépare, par exemple, Brest d'Ajaccio).

1140 AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, préparation et calendrier des demandes d'audiences auprès de François Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994), toast de János Kádár à François de Mitterrand, 15 octobre 1984.

collaboration au niveau des PME (V) sont là pour rappeler, s'il le fallait, la fragilité des nouveaux liens créés avec le pays. Malgré tout, l'arrivée au pouvoir, en France, de Jacques Chirac et l'amélioration du contexte économique européen et hongrois au milieu de la décennie 1990 ouvrent la porte entre 1995 et 1999 à ce qui semble être la meilleure phase de l'histoire des rapports économiques bilatéraux (VI) avant l'apparition d'une phase de ralentissement (2000-2002) et la mise en place d'une nouvelle relance (VII).

## **I- Des rapports historiquement très modestes : les relations économiques franco-hongroises avant 1989.**

### ***A- Des échanges longtemps limités.***

À l'image des relations culturelles dont le président Mitterrand avait estimé en 1990 qu'elles ont existé « depuis des temps reculés »<sup>1141</sup> les premiers contacts économiques entre la France et la Hongrie sont anciens. Les premiers échanges avérés entre marchands 'Français' et 'Hongrois' remontent à la fin du IXe siècle<sup>1142</sup>. Néanmoins au cours du Moyen Âge et de l'époque moderne les relations économiques entre les deux États restent assez sporadiques, la Hongrie commerçant davantage, de manière logique, avec ses proches voisins du nord – Autriche et Bavière – et de l'ouest – États italiens – qu'avec la France. Il faut en réalité attendre la fin du XIXe siècle<sup>1143</sup> pour voir Paris s'inscrire véritablement dans l'économie hongroise en investissant dans le développement des chemins de fer du pays<sup>1144</sup>, mais aussi dans la modernisation de sa capitale. La société des Batignolles et l'ingénieur Ernest Goüin se voient ainsi confier, entre 1872 et 1876, la construction du pont Marguerite (*Margit híd*) reliant les villes de Buda et de Pest, l'architecte Auguste de Serres dessine les plans de la nouvelle gare de l'ouest (*Nyugati Pályaudvar*) tandis que la responsabilité de construire l'armature métallique du marché central de la ville (*Központi Vásárcsarnok*) échoit à Gustave Eiffel.

En 1888, la création du cercle des industriels français au cœur de la capitale magyare autorise la mise en place d'une collaboration économique plus importante entre les deux pays et les

---

1141IFM, Allocution de François Mitterrand lors du dîner d'État offert par Mátyás Szűrös, Président de la République de Hongrie par intérim, et son épouse, Budapest, 18 janvier 1990.

1142GYÖRKÖS, Attila, KISS, Gergely (dir.), *Francia-magyar kapcsolatok a középkorban* [Les relations franco-hongroises au Moyen Âge], Debrecen, Université de Debrecen, 2013.

1143Période au cours de laquelle Budapest connaît un développement sans précédent, à ce sujet voir par exemple : HOREL, Catherine, *Histoire de Budapest*, Fayard, Paris, 1999.

1144MICHEL, Bernard, « Les investissements français en Europe Centrale depuis 1989 », *Revue d'Europe Centrale, Tome VI /1*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1998, pages 71-86.

bons rapports établis durant cette période se prolongent jusqu'à l'arrivée de la Première Guerre mondiale<sup>1145</sup>. Le conflit, et le ressentiment né à Budapest à l'égard de Paris suite aux décisions de Trianon, viennent réduire à peau de chagrin les relations établies jusque là sur le plan économique. Néanmoins, malgré l'amertume et la rancœur, et à l'image de ce qui c'était passé pour les relations culturelles, les échanges reprennent, timidement, au début des années 1930 avec notamment la création d'une chambre de commerce franco-hongroise<sup>1146</sup> et le développement progressif des exportations de par et d'autre<sup>1147</sup>. Malgré tout, la dimension des échanges reste modeste au cours de l'entre-deux-guerres et les progrès accomplis sont bientôt annihilés par les tumultes du nouveau conflit<sup>1148</sup>.

Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, la Hongrie se retrouve rapidement enfermée par les mécanismes du Conseil d'assistance économique mutuelle (CAEM)<sup>1149</sup> et cantonnée à un système économique basé sur le triptyque collectivisation-planification-subvention ; une situation qui contribue profondément à son isolement au sein du marché économique mondial. La hausse des tensions Est-Ouest à partir de 1947, et la soviétisation du pays, provoquent une importante détérioration des rapports entre Paris et Budapest. Les premiers rapprochements sur le plan de l'échange, apparus immédiatement au sortir du conflit, sont gelés.

Si la mort de Staline en 1953 et la période de déstalinisation qui suit autorisent une légère amélioration des rapports diplomatiques<sup>1150</sup>, en revanche, les rapports économiques peinent eux à s'élever. Il faut attendre le milieu des années 1960 pour voir la Hongrie renouer de réelles relations avec Paris sur le plan économique. À partir de 1964, le pays bénéficie en effet, au sein du bloc soviétique, d'une certaine latitude sur le plan de sa politique intérieure,

---

1145SCHKOLNYK, Claude, « Les Tinayre, une famille de médiateurs culturels entre la France et la Hongrie », *Cahiers du centre de recherches historiques*, numéro 7, 1991.

1146« Le temps des fondateurs : 20 ans de la CCIFH », Chambre de commerce et d'industrie franco-hongroise, 2011, texte consulté en ligne le 3 novembre 2014 et disponible à l'adresse suivante: <http://www.ccifrance-hongrie.org/publications/1991-2011-20-ans-de-la-ccifh/le-temps-des-fondateurs/>

1147MAKKAI, László, ZIMÁNYI, Vera, KATUS, László, « Francia-Magyar Gazdaságtörténeti Konferencia » [Conférence sur l'histoire des relations économiques franco-hongroises], *A Magyar Tudomány Osztályának Közleményei* [Revue du département de philosophie et d'histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie], volume 17, 1968, pages 237-243.

1148MÜLLER, Viktória, « Relations franco-hongroises dans le domaine de l'économie 1940-1944 », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2009, Budapest, ELTE, pages 107-117.

1149Le CAEM, imposé par Staline à ses satellites européens à partir de 1949, se voulait une réponse au Plan Marshall et organisa la mobilisation des économies des vassaux de l'Union soviétique au service de la volonté moscovite de domination militaire de l'Europe. Son but fut, entre autres, de spécialiser les capacités de production de chaque pays et de les intégrer dans un vaste système de planification dirigé depuis Moscou. Le système, totalement étatique, bilatéral et fondé sur le troc eut pour conséquence la mise à l'écart de l'Europe centrale et orientale sur le plan économique.

1150KECSKÉS, Gusztáv, « La politique étrangère de la France envers l'Europe centrale et orientale de 1945 à 1956. Le cas hongrois », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2006, page 35-45.

contrepartie de son strict alignement sur Moscou dans le domaine des affaires extérieures<sup>1151</sup>. Cette relative liberté permet aux dirigeants magyars d'expérimenter dans le domaine économique et de mettre en place un modèle de « socialisme de marché »<sup>1152</sup>. Sur le plan bilatéral, cette ouverture nouvelle se traduit par la signature, dès 1966<sup>1153</sup>, d'un accord commercial franco-hongrois<sup>1154</sup>, puis, deux ans plus tard<sup>1155</sup>, par un accord de coopération économique et industrielle ; deux rapprochements qui viennent former les premières bases d'une collaboration économique entre les deux pays dans l'Europe d'après-guerre.

Si la mise en place en Hongrie, le 1er février 1968, du Nouveau mécanisme économique (NME)<sup>1156</sup>, premier compromis entre plan et marché, favorise la croissance dans le pays en offrant davantage d'indépendance aux acteurs économiques<sup>1157</sup>, sur le plan franco-hongrois en revanche le processus n'induit guère une multiplication visible et durable des échanges ou des investissements<sup>1158</sup>. Pourtant la France du début des années 1970 a la volonté réelle de s'ouvrir sur le monde et de promouvoir le développement de ses industries à l'étranger<sup>1159</sup>. Dans ce contexte, le NME aurait dû favoriser, en partie du moins, un rapprochement avec Paris. Mais le mécanisme n'a pas les répercussions escomptées sur le plan bilatéral<sup>1160</sup>. La signature, en

---

1151 FÜLÖP, Mihály, « La Hongrie entre l'Est et l'Ouest, 1945-1995 », *Bulletins de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine*, numéro 3-4, 1996, pages 66-74.

1152 La notion de socialisme de marché trouve ses racines dans la littérature des années 1930, notamment chez LANGE, Oskar, « On the economic theory of socialism », *The Review of Economic Studies*, volume 4, numéro 1, 1936, pages 53-71.

1153 Budapest s'engage alors à acheter pour près de 200 MF de biens d'équipement français. À ce sujet voir par exemple : ERDEI Balázs, *Les relations franco-hongroises à l'égard de l'élargissement à l'est de l'Union européenne*, Mémoire de DEA sous la direction de Michel LESAGE, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, juin 2001, page 34.

1154 L'accord, valable pour quatre ans, est renouvelé une première fois en 1970, puis de nouveau en 1974, cette fois-ci pour dix ans.

1155 En décembre 1968.

1156 Le NME constitue la première tentative de la Hongrie kádarienne pour réformer son économie. Tout en conservant le principe du centralisme politique, le NME vise à donner davantage de liberté aux acteurs économiques du pays en abandonnant le caractère obligatoire du plan central annuel pour les entreprises. Les prix du commerce sont en partie libérés, les notions de rentabilité et de bénéfices sont réhabilitées et le NME cherche à relancer les industries du pays (sidérurgie, mines, chimie). Le marché devient donc un instrument supplémentaire venant seconder le plan lorsque celui-ci se montre défaillant. L'objectif global étant d'accroître les possibilités de coopération en facilitant l'insertion de l'économie hongroise dans la division internationale du travail. Le mécanisme eut le mérite de favoriser la croissance économique et industrielle du pays en régulant, entre autres, les prix, les salaires et l'emploi, mais aussi en encourageant l'agriculture, en reconnaissant le droit à la propriété privée et en reliant les prix et les salaires aux prix agricoles pour les rendre plus réalistes.

1157 CAZES, Sandrine, « Hongrie », *Observations et diagnostics économiques*, numéro 34, novembre 1990, pages 103-115.

1158 L'autonomie accrue des chefs d'entreprises hongrois profite en réalité essentiellement aux partenaires traditionnels, Allemands et Autrichiens.

1159 BADEL, Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, numéro 90, 2006, pages 169-185.

1160 Il est vrai que face à la pression de la frange la plus conservatrice du parti communisme et inquiets des répercussions sociales et politiques du NME, les dirigeants hongrois choisirent assez rapidement de stopper les réformes débutées en 1968. Le nouveau système resta dès lors bien en deçà du niveau qui aurait pu l'amener à une véritable compatibilité avec les modèles économiques occidentaux.

1970, d'un nouvel accord commercial quinquennal<sup>1161</sup> entre les deux pays permet en revanche le développement sensible des échanges entre 1971 et 1973. L'accord qui prévoit notamment une certaine flexibilité de la part de la France vis-à-vis de plusieurs produits hongrois dont la diffusion était jusque là largement restreinte (textile, agroalimentaire, acier, appareils électriques) autorise l'expansion du commerce extérieur magyar en direction de Paris<sup>1162</sup>. Mais ces progrès ne sont que de courte durée et les chiffres décroissent de nouveau à partir de 1974<sup>1163</sup>. Par ailleurs, l'accord n'a pas d'influence directe sur les investissements français dans la région tandis que les contrats de biens d'équipements ne connaissent eux aucune hausse significative au cours de l'ensemble de la décennie 1970<sup>1164</sup>. Les historiens Georges Sokoloff et Gérard Wild démontrent, dans le chapitre qu'ils consacrent aux relations économiques de la France à l'Est sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing<sup>1165</sup> que, si au cours de la période 1950-1982 la tendance générale est à l'accroissement des échanges entre Paris et l'Europe de l'Est<sup>1166</sup>, en revanche, durant les années 1970, « les pays d'Europe centrale sont restés, ou sont devenus progressivement des acteurs mineurs des relations économiques entre la France et l'Est »<sup>1167</sup>. Dans le cas de la Hongrie, si les échanges avec la France sont globalement en progression durant la période<sup>1168</sup>, ils le sont de manière limitée et déséquilibré<sup>1169</sup> et dans des proportions inférieures à celle des échanges avec des pays comme l'Allemagne ou l'Italie. En 1975, Paris ne représente ainsi que 1,1% des exportations hongroises et 2,3% de ses importations<sup>1170</sup>, des chiffres quatre fois inférieurs à ceux de son voisin allemand qui a pourtant débuté à un niveau comparable à celui de la France dix ans plus tôt.

Entre 1972 – date à laquelle le gouvernement hongrois décide d'autoriser la création de sociétés mixtes<sup>1171</sup> à capitaux occidentaux dans le pays – et 1987, seules deux entreprises

---

1161 Accord qui correspond au renouvellement de celui de 1966.

1162 KEMENES, Egon, « Le commerce franco-hongrois » *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 7, numéro 4, 1976, pages 189-198.

1163 *Ibid.*

1164 Ils stagnent autour de 120 MF par an, avec néanmoins un pic à 200 MF en 1975.

1165 SOKOLOFF, Georges, WILD, Gérard, « Les relations économiques de la France avec l'Est », dans COHEN, Samy, SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1985, pages 209-213.

1166 Et plus particulièrement sous la présidence du général de Gaulle.

1167 SOKOLOFF, Georges, WILD, Gérard, *Op.cit.*

1168 Les exportations sont multipliées par 5 et les importations par 4,8 au cours de la période néanmoins elles partent toutes deux de niveaux infiniment bas et ne connaissent par ailleurs pas une progression régulière dans le temps.

1169 BOUILLON, Pierre, *Entre partenaires et adversaires, une ouverture asymétrique et stratégique : La France face à la Roumanie et à la Hongrie (1968-1977)*, thèse de doctorat sous la direction de Marie-Pierre Rey, soutenue à l'université de Paris I le 30 novembre 2013, pages 492-493.

1170 KEMENES, Egon, « Le commerce franco-hongrois » *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 7, numéro 4, 1976, pages 189-198.

1171 Une société mixte (*joint-venture* en anglais) est une filiale commune formée entre deux ou plusieurs entreprises dans le cadre d'une coopération économique internationale. En général ce cadre permet la coopération entre des sociétés qui partagent des compétences complémentaires.

françaises choisissent de franchir le pas et de profiter de l'opportunité offerte<sup>1172</sup> : la Société Générale en 1979, qui co-crée la CIB<sup>1173</sup>, et la SGZ, entreprise spécialisée dans la commercialisation de systèmes pour banques et hôpitaux, qui prend 49% des parts de la nouvelle société SG-MKB en 1983. L'initiative du gouvernement de Jenő Fock qui aurait pu changer la dimension de la collaboration économique bilatérale franco-hongroise au cours des années 1970 et 1980 reste donc inconséquente. Pis, les visites d'hommes d'affaires français en Hongrie, outils essentiels à la mise en place d'une confiance réciproque et d'une collaboration pratique, demeurent l'exception. Selon une tendance profondément ancrée au cœur des entrepreneurs nationaux, la crainte domine l'audace et la réserve la prise de risques. Les patrons de l'Hexagone se comportent donc davantage « en observateurs réticents qu'en futurs partenaires »<sup>1174</sup> vis-à-vis de la Hongrie et se contentent au cours de ces années de poser sur le 'laboratoire hongrois' un regard empli de curiosité sans que cet égard ne se transforme en rapprochement concret<sup>1175</sup>. Pourtant l'amélioration des rapports économiques bilatéraux, sous une forme ou sous une autre, est au menu de tous les entretiens entre dirigeants magyars et français au cours de la décennie<sup>1176</sup>. De la venue de Mátyás Timár à Paris en 1971<sup>1177</sup>, au déplacement de Maurice Schumann à Budapest en septembre de la même année<sup>1178</sup>, de la visite de Raymond Barre en Hongrie en octobre 1977<sup>1179</sup> à celle de János Kádár dans la capitale française en novembre 1978<sup>1180</sup>, sans oublier le déplacement de György Lázár en France en 1976<sup>1181</sup>, chaque rencontre est l'occasion de discuter des possibilités de rapprochements dans ce domaine. Mais chaque fois les « discussions à haut niveau ne

1172Alors que dans le même temps plus d'une douzaine de firmes allemandes s'engouffrent dans la brèche, soutenues dans leurs démarches par le chancelier Willy Brandt dans le cadre de son *Ost Politik*. C'est le cas par exemple de Siemens qui crée, dès 1974, l'entreprise Sicontact.

1173La *Central European International Bank* qui regroupe, en sus de la Société Générale (propriétaire de 11% des parts) et de la Banque Nationale de Hongrie, six investisseurs européens et une banque japonaise. Dans le cadre de l'économie planifiée, son rôle se limite essentiellement au financement du commerce extérieur.

1174BOUILLON, Pierre, *Op.Cit.*, page 506.

1175Entre 1968 et 1976, seuls 25 contrats de coopération industrielle sont signés entre firmes françaises et firmes hongroises. Le chiffre, pourrait paraître respectable s'il n'était pas similaire à celui existant alors entre la Hongrie et le Danemark (un pays douze fois moins peuplé que la France) et sept fois inférieurs aux coopérations germano-hongroises. À ce sujet voir : KEMENES, Egon, « Les relations économiques extérieures de la Hongrie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 7, numéro 1, 1976, pages 31-41.

1176Pour une vue d'ensemble des rapports entre la France et l'Europe centrale mais également de ses liens avec la Hongrie au cours de cette période voir en particulier : KECSKÉS, Gusztáv, « Franciaország Közép-Kelet-Európa politikája Giscard d'Estaing elnöksége idején, 1974–1981 » [La politique centre-orientale de la France du temps de la présidence Giscard d'Estaing, 1974-1981], *Kutatási Füzetek (Ünnepi szám Ormos Mária 75. születésnapjára)* [Cahiers de recherches, numéro spécial en l'honneur du 75e anniversaire de Mária Ormos], Pécs, Pécsi Tudományegyetem [Université de Pécs], 2005, pages 194–209.

1177BOUILLON, Pierre, *Op.cit.*, pages 211-212.

1178BOUILLON, Pierre, *Op.cit.*, page 209.

1179SCHREIBER, Thomas, *Les Actions de la France à l'est ou les Absences de Marianne*, Paris, L'Harmattan, 2000, page 157.

1180SZEBENI, Géza, « Kádár János és François Mitterrand három találkozója » [Les trois rencontres entre János Kádár et François Mitterrand], *Múltunk* [Notre passé], numéro 1, 2009, pages 4-25.

1181BOUILLON, Pierre, *Op.cit.*, pages 277-278.

conduisent pas à l'évolution des rapports économiques bilatéraux » et le niveau des échanges reste inférieur aux espoirs<sup>1182</sup>.

Les explications de ce relatif échec sont nombreuses. Sur le plan des entreprises, l'absence d'un cadre juridique complet – par exemple d'une convention sur la protection des investissements – a certainement constitué un frein majeur au développement de partenariats bilatéraux<sup>1183</sup>. Sur le plan technique, si les deux pays ont consenti à des échanges de savoir-faire, de brevets ou de licences, la crainte d'un espionnage industriel massif dans un contexte de compétition technologique Est-Ouest acéré d'une part, et le risque de voir la Hongrie devenir une concurrente sérieuse pour Paris dans certains domaines (électroniques, télécommunications) d'autre part, tendent à limiter le volume, la profondeur et la dimension des coopérations mises en place. Sur le plan commercial enfin, incontestablement, les mécanismes du CAEM n'ont pas constitué un facteur favorable à l'échange.

En somme, et ce malgré les réformes lancées au milieu des années 1960 et 1970<sup>1184</sup>, la Hongrie ne parvient jamais à mettre en place une véritable économie socialiste hybride performante reste, aux yeux de Paris, un modèle économique original cherchant à allier des impératifs économiques contradictoires, sans pour autant devenir un partenaire véritable.

### ***B- L'ouverture à l'Ouest de l'économie hongroise au cours des années 1980 : un effet limité sur le volume et la qualité des rapports économiques franco-hongrois.***

À l'entame de la décennie 1980, et ce malgré les efforts réalisés au cours des années de la Détente, les relations économiques entre la France et la Hongrie demeurent donc « infimes »<sup>1185</sup>. En 1981, Paris n'est que le 59<sup>e</sup> fournisseur de Budapest et son 55<sup>e</sup> client<sup>1186</sup>. En recevant János Kádár à l'Élysée, le 15 octobre 1984, François Mitterrand ne cache pas que sur le plan économique : « les résultats ne sont pas à la hauteur [des] ambitions » et souligne

---

1182MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 003537, visite d'une délégation du Sénat en Hongrie, note du 11 septembre 1989.

1183D'autant que de manière générale les entreprises françaises sont assez frileuses et bien peu d'entre elles ont une longue histoire d'internationalisation. Au cours des années 1970 la présence française à l'étranger est équivalente à celle de la Suisse ou des Pays-Bas. Les filiales françaises qui représentent alors 4,3% des filiales étrangères dans le monde sont par ailleurs le plus souvent situées dans des pays frontaliers : Italie, Belgique, Allemagne. À ce sujet voir par exemple : VENARD, Bertrand, « Multinationales et transition : une analyse de l'impact des multinationales sur la transition des entreprises hongroises », *Gestion 2000*, mars-avril 2008, pages 101-122.

1184Réformes entrecoupées par des phases d'arrêts et de relances.

1185AN. 5AG4/CD 274, dossier 4, préparation, déroulement et bilan du voyage officiel en Hongrie de François Mitterrand, note de Christian Sautter et Hubert Védrine pour le président de la République, 30 juin 1982.

1186ERDEI Balázs, *Les relations franco-hongroises à l'égard de l'élargissement à l'est de l'Union européenne*, mémoire de DEA sous la direction de Michel LESAGE, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, juin 2001, page 36.

que « nos industriels se connaissent encore mal »<sup>1187</sup>. Un constat d'autant plus sombre que la visite à Budapest du président français en 1982 avait pourtant permis un sursaut des liens économiques bilatéraux<sup>1188</sup> et que la Hongrie s'était entre-temps de nouveau lancée dans une réforme de son système économique avec l'objectif avoué de poursuivre le démontage de son modèle centralisé<sup>1189</sup>. Dans cette optique le gouvernement avait notamment choisi d'instituer un régime de prix libres dans les secteurs où jouait une concurrence véritable et de libéraliser son commerce extérieur<sup>1190</sup>. Les primes versées aux dirigeants d'entreprises étaient devenues – pour les deux tiers – fonction des bénéfices, tandis qu'une première législation sur la faillite avait vu le jour<sup>1191</sup>. Cet effort sur le plan intérieur s'était doublé d'un rapprochement en direction des institutions économiques occidentales avec l'adhésion du pays, en 1982, au Fonds monétaire international (FMI) et à la Banque mondiale (BM)<sup>1192</sup>. Sur le plan bilatéral, cette ouverture s'était traduite par un accord sur le développement de la coopération des entreprises sur des marchés tiers<sup>1193</sup> puis par la prolongation – pour dix ans – de l'accord franco-hongrois de 1974<sup>1194</sup>.

Dans la seconde partie des années 1980, la Hongrie débute une troisième phase de réformes de son économie avec, dès 1985, une loi de décentralisation qui allège les contraintes du Plan pour les entreprises publiques, bientôt accompagnée par la création de banques commerciales. En 1987, le gouvernement décide de l'ouverture d'un marché public des capitaux. Quelques mois plus tôt<sup>1195</sup>, le pays avait signé avec Paris une convention relative à l'encouragement et la protection des investissements réciproques<sup>1196</sup> dans laquelle les deux pays s'engageaient à assurer un traitement juste et équitable des investissements effectués par les investisseurs de l'autre et à leur appliquer le traitement accordé à ses propres investisseurs. Dans ce cadre, l'expropriation et la nationalisation avaient été strictement encadrées<sup>1197</sup> et le

---

1187AN. 5AG4/CD 274, dossier 6 préparation et calendrier des demandes d'audiences auprès de François Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994), toast de de François de Mitterrand à János Kádár, 15 octobre 1984.

1188AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, visites de responsables politiques hongrois, entretiens, audiences, note de Jean Musitelli pour le président de la République, 13 février 1987.

1189ANDREFF, Wladimir, « Redéploiement ou renouveau de l'économie hongroise ? Point de vue d'un 'outsider' », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 12, numéro 4, 1981, pages 5-30

1190RICHET, Xavier, « Réforme dans la réforme ? La nouvelle politique économique hongroise au seuil des années 1980 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 12, numéro 4, 1981, pages 31-60.

1191Le gouvernement choisit également d'appliquer une politique de dévaluation du forint après la fixation d'un taux de change unique et d'augmenter la proportion du secteur privé dans son économie. À ce propos voir par exemple : PIANELLI, Dominique, « La marche des réformes en URSS et en Europe de l'Est », *Économie prospective internationale*, numéro 38, 1989, pages 69-86.

1192*Le Monde diplomatique*, « Préserver le consensus social et économique : la Hongrie entre deux réformes économiques », juin 1983.

1193L'accord est signé à Paris le 9 juillet 1982.

1194Accord signé en mai 1985.

1195En novembre 1986.

1196Loi numéro 87522, Journal officiel, 12 juillet 1987.

1197Autorisées simplement pour cause d'utilité publique et contre indemnités.

transfert des intérêts, dividendes, bénéfices et revenus courants tirés des investissements totalement libérés.

Néanmoins, malgré ces progrès juridiques internes en Hongrie et la mise en place de ce nouvel accord interétatique, les rapports économiques et commerciaux bilatéraux ne décollent pas. Dans une note adressée à François Mitterrand, le 13 février 1987, le conseiller du président, Jean Musitelli, regrette « la désaffection de nos entreprises à l'égard de ce pays »<sup>1198</sup> et estime que les rapports n'ont eu de cesse de « baisser d'intensité par rapport au niveau atteint en 1982 »<sup>1199</sup>. Sur le terrain, les chiffres lui donnent raison. Entre la fin de l'année 1983 et le début de l'année 1988, aucune société française ne choisit de s'associer à une firme hongroise dans le cadre d'une société-mixte<sup>1200</sup> tandis qu'à Paris, le centre d'information sur les techniques hongroises se voit contraint à la fermeture<sup>1201</sup>. Sur le plan de l'échange, les exportations de la France vers la Hongrie ne connaissent aucune évolution significative tout au long de la période<sup>1202</sup> et la part de marché française dans le pays stagne autour de 2%<sup>1203</sup>, une tendance que le conseiller économique du chef de l'État, Marc Boudier, oppose, une nouvelle fois, au très fort dynamisme de Bonn : « L'Allemagne est beaucoup plus implantée en Hongrie, car elle s'est montrée beaucoup plus disponible à satisfaire les demandes hongroises en matière de coopération industrielle, notamment via la création de sociétés mixtes et par l'octroi de compensations en cas d'obtention de contrats »<sup>1204</sup>. Ainsi, entre 1975 et 1988, la République fédérale voit sa part de marché en Hongrie passer de 8% à 13,1%, créant, au passage, plus d'une vingtaine de sociétés mixtes.

Au début de l'année 1989, le banquier Thomas Molnar s'interroge, dans un article de la *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, sur les raisons du désintérêt français vis-à-vis de la Hongrie<sup>1205</sup> : « Comment expliquer que les efforts d'ouverture menés par les dirigeants hongrois suscitent une certaine méfiance chez les hommes d'affaires français [...] [et que] les entreprises soient sur leur garde ? ». En novembre 1988, lors de sa rencontre avec son

---

1198AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, visites de responsables politiques hongrois, entretiens, audiences, note de Jean Musitelli pour le président de la République, 13 février 1987.

1199Ibid.

1200Il faut en réalité attendre la toute fin de l'année 1988 avec la création du cabinet d'architecture Vati International alors même que le contexte économique du pays a déjà bien changé. CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 228, visite d'État de François Mitterrand en Hongrie, fiche d'information les investissements étrangers en Hongrie.

1201Le centre ne suscite pas assez d'intérêt et son fonctionnement est jugé trop coûteux par les autorités.

1202Voir le tableau des échanges commerciaux entre la France et la Hongrie de 1981 à 2005 en annexe 12.

1203AN. Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930409/9, entretien avec Károly Grósz, note de synthèse, 17 novembre 1988.

1204AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, visites de responsables politiques hongrois, entretiens, audiences, note de Marc Boudier, 16 novembre 1988.

1205MOLNAR, Thomas, « La Hongrie tête de pont des marchés de l'Est », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 20, 1989, pages 123-132.

homologue hongrois – Károly Grósz – le Premier ministre Michel Rocard avait estimé, comme l'avait fait le président Mitterrand avant lui, que cet état des choses s'expliquait essentiellement par « une méconnaissance réciproque »<sup>1206</sup> alors que du côté du Quai d'Orsay on avait été prompt à reconnaître que les entrepreneurs nationaux ne faisaient pas preuve d'une grande volonté d'ouverture en direction de la Hongrie. Un constat partagé par la diplomatie hongroise qui avait de son côté choisi de souligner « la rigidité et le manque d'intérêt des entreprises françaises »<sup>1207</sup> à leur égard tout en reconnaissant que le pays pouvait apparaître comme un lieu dans lequel il était difficile de s'implanter du fait des liens privilégiés qu'il entretenait avec ses partenaires historiques, allemands et autrichiens, mais aussi de par la complexité de sa langue<sup>1208</sup>. Néanmoins le Quai Bem avait essentiellement insisté sur la frilosité des patrons français et leur « approche minimaliste là où il faut prendre des risques »<sup>1209</sup> les accusant, en pointillé, de ne jamais agir de leur propre chef et d'attendre en permanence un solide soutien de leur administration<sup>1210</sup>.

Sur le plan pratique, la Hongrie se plaint de plus en plus fréquemment, à partir de 1987, de l'existence de visas pour les hommes d'affaires magyars et surtout des longs délais d'attente pour leurs délivrances<sup>1211</sup>, estimant qu'ils impactent négativement les échanges<sup>1212</sup>. À Paris enfin, l'ambassadeur hongrois, Gábor Nagy, fournit un argument original pour justifier de la faiblesse des relations économiques bilatérales. Dans une note de décembre 1989, le diplomate souligne l'absence d'un « lobby économique magyar »<sup>1213</sup> en France, comme il peut alors en exister un en Allemagne aux États-Unis<sup>1214</sup>, une absence qu'il juge préjudiciable et dont il illustre l'impact en l'opposant à la qualité des relations culturelles à la même époque via la présence d'une « intelligentsia » culturelle hongroise, citant à cet égard les noms de François Fejtő, de Victor Vasarely, de Pál Tár ou encore de celui du journaliste Gabriel

---

1206AN. Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez dossier 19930409/9, compte rendu de l'entretien du Premier ministre avec Károly Grósz, 17 novembre 1988.

1207MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 00724/7, situation des relations bilatérales et conseils pour leur développement.

1208*Ibid.*

1209*Ibid.*

1210On ne peut évidemment pas manquer de relever l'ironie de cette remarque venant d'un État qui dirige l'immense majorité de son économie et au sein duquel l'initiative privée est encore pour le moins réduite.

121121 jours.

1212AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6327, HON 8.4/1, relations économiques avec la France, lettre de la chambre de commerce de Hongrie à Paris pour François Périgot, président du CNPF, 18 janvier 1989.

1213MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 004632, note de l'ambassade, 23 décembre 1989.

1214Il cite à cet égard les noms du sénateur Tom Lantos et de l'homme d'affaires Georges Soros. Le premier, élu sans discontinuité au Congrès américain de 1981 à 2008 a été l'un des représentants démocrates de Californie et le président de l'influente Commission des Affaires étrangères, tandis que le second, né à Budapest en 1930 a été l'un des financiers les plus riches et les plus puissants de la planète.

Farkas.

Le constat est donc partagé des deux côtés : à l'orée des bouleversements politiques en Hongrie les relations économiques bilatérales sont encore « franchement médiocres »<sup>1215</sup> et « bien loin des souhaits et des possibilités »<sup>1216</sup>. Rétrospectivement, l'ambassadeur français, François Nicoullaud, en vient même à estimer « qu'au moment du changement de régime, sur le plan économique, nous partions de zéro »<sup>1217</sup>. Les chiffres lui donnent, en large partie, raison. À la fin de l'année 1988, le total des investissements français dans le pays représente moins de 13 millions de francs<sup>1218</sup>. En 1993, l'ambassadeur de France en Hongrie, János Szávai, retraçant dans une note l'évolution des rapports économiques entre les deux pays, estime qu'au commencement de l'année 1989 la Hongrie ne joue guère plus que le cinquième rôle dans la hiérarchie centre-orientale de la France derrière la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Roumanie et la Yougoslavie<sup>1219</sup>. L'immense fossé économique creusé entre Paris et Budapest au cours des décennies précédentes ne s'est pas réduit<sup>1220</sup>. Budapest continue de réaliser plus de 80% de ses échanges dans le cadre du CAEM<sup>1221</sup>, l'hyperconcentration des entreprises demeure toujours la norme<sup>1222</sup> tandis que le secteur privé continue de représenter moins de 10% du PIB. Dans un tel contexte, il est donc hors de question pour les entrepreneurs français d'investir dans un appareil industriel désuet et dans une économie jugée – à raison – obsolète.

Il faut donc attendre la toute fin de l'année 1988 pour observer les premiers soubresauts positifs au sein des relations économiques<sup>1223</sup>. La firme Campenon Bernard obtient ainsi un contrat d'étude pour le génie de la centrale nucléaire de Paks<sup>1224</sup> et plusieurs possibilités de

---

1215AN., Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930409/9, entretien avec Károly Grósz, note de synthèse, 17 novembre 1988.

1216MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 00724/3, relations économiques hungaro-françaises.

1217AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7114, HON 12.4, visites françaises en Hongrie, préparation du déplacement de Michel Barnier (16-17 novembre 1995), télégramme diplomatique, 6 novembre 1995.

1218VENARD, Bertrand, « Multinationales et transition : une analyse de l'impact des multinationales sur la transition des entreprises hongroises », *Gestion 2000*, mars-avril 2008, pages 101-122.

1219MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 12, document 002063, rapport annuel de l'ambassadeur, 30 juin 1993.

1220En 1989, le revenu moyen par personne en Hongrie est d'environ 5200 dollars contre 16500 dollars en France.

1221AS, PONCET, Jean-François, BARBIER, Bernard, CHERVY, William, COLLOMB, Francisque, FAURE, Jean, FRANÇOIS, Philippe, HUGO, Bernard, LAUCOURNET, Robert, MINETTI, Louis, *L'évolution économique de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Hongrie et leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France*, rapport d'information numéro 285, fait au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan du Sénat, session ordinaire, 1989-1990.

1222En 1988, 270 entreprises réalisent 83% de la production du pays et assurent 75% des emplois.

1223Bien que quelques collaborations plus anciennes entre firmes magyares et françaises aient existé (par exemple entre Thomson et Videoton depuis la fin des années 1970).

1224CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 206, télégramme diplomatique, 7 novembre

collaborations entre sociétés françaises et magyares (Citroën/Technoimpex, Valme/Mettaloglobus, RVI/Ikarus)<sup>1225</sup> sont mises en discussions à la suite du passage de Károly Grósz dans la capitale française. Ces lentes évolutions sont à mettre en rapport avec d'une part la volonté de relance à l'Est affichée par l'Élysée depuis la réélection de François Mitterrand au printemps 1988, et d'autre part avec les nouvelles mesures de libéralisation économiques mises en place dans le pays depuis plusieurs mois.

## **II- Relance à l'Est et libéralisation en Hongrie: le timide développement des rapports économiques franco-hongrois à l'orée du changement de régime (1988-1990).**

Attentif aux transformations en cours au centre et à l'est de l'Europe, François Mitterrand avait estimé, nous l'avons signalé<sup>1226</sup>, que sur le plan économique la Hongrie présentait pour la France un « intérêt particulier »<sup>1227</sup>. Une opinion partagée, une nouvelle fois, par son Premier ministre, Michel Rocard, qui lors de sa rencontre avec Károly Grósz, le 17 novembre 1988, évoque longuement toute l'attention qu'il porte à la nouvelle législation économique magyare<sup>1228</sup> et aux efforts du pays pour se rapprocher de la Communauté européenne<sup>1229</sup>. Le locataire de Matignon indique aussi, lors de son entretien, « apprécier particulièrement les avantages de la nouvelle loi autorisant la création d'entreprises à capital majoritairement étranger »<sup>1230</sup> et prend, en outre, le temps de plaider pour un « recentrage » de l'économie hongroise en direction de Paris<sup>1231</sup>, un processus qu'il juge alors « indispensable »<sup>1232</sup>. Moins d'une semaine après cet entretien, le Président Mitterrand explique au journal *Libération* que dans le cadre de la nouvelle « *Ostpolitik* à la française » il est nécessaire de « multiplier [avec l'Est] les échanges dont le niveau reste très en dessous de ce qu'ils pourraient être » et que dans cette optique il est prêt à aller « défendre partout et sur

---

1988.

1225MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 00724/7, situation des relations bilatérales et conseils pour leur développement, résumé des discussions économiques en cours.

1226Voir la première partie : C- La relance française à l'Est et la place de la Hongrie.

1227ATTALI, Jacques, *Verbatim (tome III, 1988-1991)*, Paris, Fayard, 1995, page 62.

1228À l'été 1987, le Premier ministre János Lázár a été remplacé par Károly Grósz qui prit immédiatement une série de mesures pour augmenter les revenus de l'État et pour rapprocher l'économie première de l'économie seconde. Nous développons ces mesures plus en détail dans les pages suivantes.

1229AN., Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930409/9, entretien avec Károly Grósz, note de synthèse, 17 novembre 1988

1230Par opposition à l'ancienne formule des sociétés mixtes dans lesquelles les firmes étrangères ne pouvaient prendre qu'une participation minoritaire

1231Et si possible aux dépens de Berlin et de Moscou.

1232AN., Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930409/9, entretien avec Károly Grósz, note de synthèse, 17 novembre 1988

place les intérêts de la France » avec, encore une fois, à l'esprit l'idée de ne pas se laisser décrocher dans la région : « d'autres pays s'implantent sur les marchés de l'Est [...] il convient aussi d'être présent ». Les propos du chef de l'État font alors échos à ceux de son ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, qui, devant l'ensemble des ambassadeurs français réunis à Paris, le 8 octobre 1988, avait insisté sur la nécessité de « saisir les opportunités économiques à l'Est »<sup>1233</sup>. Incontestablement, la signature, quinze jours auparavant – le 26 septembre 1988 – d'un accord de coopération économique entre la CEE et la Hongrie n'a pas échappé au chef de la diplomatie française. C'est donc dans ce contexte qu'est lancée, par le gouvernement, à destination des régions et des grandes villes françaises, une très large campagne d'information sur les perspectives de collaboration à l'Est. Le programme rencontre rapidement un certain succès et donne lieu, dès le début de l'année 1989, à une vague de visites sans précédent en Hongrie. En l'espace de quelques semaines, l'ambassade de France à Budapest reçoit ainsi une délégation du conseil général de Gironde, un groupe d'élus du conseil régional de Bretagne, mais aussi des conseillers généraux de la Nièvre et des maires de plusieurs grandes villes de province<sup>1234</sup>.

Dans le cadre de la relance économique à l'Est, le Quai d'Orsay prévoit également l'installation d'un bureau de l'Agence pour la Coopération technique, industrielle et économique (ACTIM) à Budapest et le renforcement des moyens de l'ambassade pour l'aide aux PME-PMI<sup>1235</sup>. Si Paris se montre si actif en direction de la Hongrie, c'est que les événements se sont accélérés depuis plusieurs mois. Au début de l'année 1987, un rapport auquel a participé l'économiste János Kornai et publié sous le titre de « Tournant et Réforme »<sup>1236</sup> a en effet estimé que « sans transformations radicales » du système vers une économie de marché le pays se dirigerait inéluctablement vers l'effondrement. Le document souligne également que de nouvelles mesures économiques isolées – c'est-à-dire non accompagnées de réformes institutionnelles majeures<sup>1237</sup> – seraient vouées à l'échec.

Dans un système qui avait basé sa pérennité sur le consumérisme à outrance et le pacte tacite « bien-être contre silence »<sup>1238</sup> entre les dirigeants et la population, les implications politiques de la dégradation des conditions économiques sont évidentes et le régime vacille. Le

---

1233CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 272, conférence des ambassadeurs en poste dans les pays de l'Est (1980, 1988), compte rendu de la séance du 3 octobre 1988.

1234CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 232, missions françaises en Hongrie.

1235CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 272, conférence des ambassadeurs en poste dans les pays de l'Est (1980, 1988), suivi de la réunion des ambassadeurs à l'Est : questions économiques, relevés de conclusions, 13 octobre 1988.

1236« Fordulat és Reform », *Medvetánc*, numéro 2, pages 5-163.

1237Le cas échéant d'une démocratisation totale du pays.

1238Le célèbre modèle du « socialisme du goulasch » qui voulait que la population accepte silencieusement le régime en échange du maintien d'un certain niveau de vie

phénomène est résumé merveilleusement par l'écrivain hongrois István Eörsi : « J'ignore quel lien il y a entre le prix de la viande et la mémoire d'un peuple, mais aussitôt que les prix de la viande ont commencé à grimper, les Hongrois se sont ressouvenus que Kádár avait tué Imre Nagy »<sup>1239</sup>.

Conscients des difficultés économiques et de l'érosion de leurs pouvoirs, les dirigeants hongrois avaient lancé, dès le début de l'année 1987, une nouvelle série de mesures, prémisses à l'instauration à venir d'une économie de marché : loi sur les faillites des entreprises, instauration d'une taxe à la valeur ajoutée, mise en place d'un impôt progressif sur le revenu<sup>1240</sup>, mais aussi d'un impôt sur les sociétés...<sup>1241</sup> Autant de signaux positifs lancés en direction des observateurs occidentaux. Mais les nouvelles réformes ne suffirent plus. Le 19 septembre 1988, l'ambassadeur de France en Hongrie, Christiane Malitchenko, évoque, dans une note adressée, au Quai d'Orsay, une situation économique « désastreuse », qui n'a « cesse de se dégrader »<sup>1242</sup>. Au cours des semaines suivantes, elle s'applique à décrire méthodiquement l'inflation galopante<sup>1243</sup>, la baisse massive de la compétitivité et l'endettement extérieur abyssal du pays<sup>1244</sup> et dessine une « société en état de choc face aux sacrifices à consentir » prédisant que « la modernisation fera des victimes »<sup>1245</sup>. Entre-temps Károly Grósz a été remplacé par Miklós Németh<sup>1246</sup> et la Hongrie a véritablement débuté sa transition.

Au cours des premiers mois de l'année 1989, les chefs d'entreprises et potentiels investisseurs français portent un regard « attentif »<sup>1247</sup> mais « circonspect »<sup>1248</sup> sur la Hongrie. Plusieurs milliers d'entre eux<sup>1249</sup> se rendent dans le pays pour y effectuer sur place un bilan de la situation et y observer les opportunités qui s'offrent à eux. Le constat est unanime. Si le mouvement de libéralisation qui touche le pays présente une formidable occasion d'investir, il

---

1239EÖRSI, István, « Le Nom de Marx fait aujourd'hui rougir les jeunes filles », *Lignes*, numéro 10, 1990, pages 143-153.

1240Le 1er janvier 1988.

1241ROMSICS, Ignác, « Les élites hongroises et le changement de régime », dans BAUQUET, Nicolas, BOCHOLIER, François (dir.), *Le communisme et les élites en Europe centrale*, Paris, PUF, 2006, pages 273-286.

1242AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6324, HON 8.1/1, économie, lignes générales, note sur l'économie hongroise, 19 septembre 1988.

1243Près de 25% au cours des derniers mois de 1988 (17,7% sur l'ensemble de l'année).

1244La dette hongroise est en effet passé, en cinq ans seulement, de 8,8 milliards de dollars (1984) à 20 milliards de dollars (1989), un chiffre qui fait alors de la Hongrie l'un des pays les plus endettés du monde par capita et qui avait déjà contraint ses dirigeants à demander, en mars 1985, une aide de 265 millions de dollars de la part du FMI.

1245AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6324, HON 8.1/1, économie, lignes générales, télégramme diplomatique, 19 janvier 1989.

1246Le 24 novembre 1988.

1247MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 001104, télégramme diplomatique, 17 février 1989.

1248*Le Monde*, 19 novembre 1989.

1249Vingt mille sur l'ensemble de l'année 1989, soit plus que pour l'ensemble des dix années précédentes.

présente également et surtout de grands risques. Le journal *Le Monde* résume parfaitement le sentiment ambiant : « il est plus facile de percer un mur que de passer d'une économie centralisée à une économie de marché »<sup>1250</sup>. Même les plus grandes entreprises, plus à même de faire face aux incertitudes qui entourent les transformations politiques et économiques, hésitent à franchir le pas et ne semblent pas totalement convaincues du bien-fondé de s'engager. Au début du mois de février 1989, l'entreprise Matra qui avait fait une offre pour un contrat portant sur la construction de routes à Budapest et en province décide de se retirer et de suspendre les discussions qu'elle tenait depuis plusieurs semaines en vue de la formation d'une société-mixte<sup>1251</sup>. Une « passivité »<sup>1252</sup> qui contraste avec le dynamisme des entreprises allemandes au même moment<sup>1253</sup>, mais que le président Mitterrand justifie *a posteriori* : « Je comprends que l'on soit prudent. Faire des investissements qui seraient à perte on comprend que les entreprises n'en veuillent pas »<sup>1254</sup>. En réalité, au-delà de la situation économique – critique – c'est avant tout les risques – inéluctables – de tensions sociales à venir dans le cadre de la transition qui préoccupent les entreprises françaises<sup>1255</sup>.

Pour tenter de mettre un terme à ces inquiétudes, la Hongrie se livre, dès le début de l'année 1989, à un travail de pédagogie en direction de Paris. Au cours du mois de mars 1989, István Kovács, le président de la section française de la Chambre de commerce de Hongrie, se rend en France pour y participer à une série de réunions organisées par le Conseil national du patronat français (CNPF). S'il se déplace dans la capitale française pour informer les industriels de l'Hexagone des « possibilités d'investissements en Hongrie »<sup>1256</sup>, il vient surtout pour tenter de les rassurer face à la situation économique précaire du pays. Dans un exposé lucide et volontaire, il présente d'abord les « failles » de l'économie hongroise, et ses origines, puis s'attarde sur les ajustements en cours depuis deux ans et ceux prévus pour les mois à venir. Après avoir rappelé les mesures mises en place depuis l'été 1987, il insiste sur les changements les plus récents : suppression du monopole d'État, dispense de licence pour une large partie des importations, nouvelle loi sur les sociétés de septembre 1988, nouvelle libéralisation des prix, possibilité de créer depuis le 1er janvier 1989, pour les personnes privées, des sociétés anonymes par actions et d'employer dans ce cadre jusqu'à 500

---

1250 *Le Monde*, 19 novembre 1989.

1251 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 001104, télégramme diplomatique, 17 février 1989.

1252 MICHEL, Bernard, *Op. cit.*

1253 En Hongrie, à la mi 1989, moins de dix entreprises françaises sont implantées alors qu'il y a déjà plus d'une cinquantaine d'entreprises allemandes. À ce sujet voir par exemple KEMENES, Egon, « La Hongrie face à la communauté européenne », *Économie prospective internationale*, numéro 40, 1989, page 75-83.

1254 IFM, Interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, Paris, 24 mai 1991.

1255 Correspondance de l'auteur avec François Melley, 12 octobre 2013.

1256 CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 215, relations bilatérales franco-hongroises, dossier général, note du 31 mars 1989.

travailleurs, nouvelle loi sur les investissements étrangers<sup>1257</sup>, abandon du réseau unique de système bancaire contrôlé par la banque centrale, création d'une bourse des valeurs (prévue pour juin 1990)... Si la liste des aménagements en cours est impressionnante, elle ne semble pas réellement convaincre les chefs d'entreprises présents. Lors des discussions qui suivent l'exposé, les patrons français semblent se montrer peu réceptifs aux arguments et l'humeur est plus au scepticisme qu'à l'enthousiasme<sup>1258</sup>. Pointant du doigt l'obligation de verser des compléments de salaires, l'existence d'exceptions sur les investissements (céréales), l'impossibilité de réaliser des investissements directs dans le pays (c'est-à-dire sans passer par le biais de sociétés mixtes), mais aussi le maintien du CAEM qui de par ses mécanismes les empêche de commercer avec d'autres pays via la Hongrie, les dirigeants français estiment que le pays n'est pas encore en mesure d'être traité comme un partenaire fiable.

Mais les choses évoluent au cours de l'année 1989. Le 31 janvier, le ministre hongrois de l'Intérieur, István Horváth, annonce la mise en vente de 51 entreprises d'État<sup>1259</sup> et la création d'une agence spécialisée en charge des privatisations. La Hongrie qui a urgemment besoin d'argent frais pour relancer son économie se donne les moyens de l'obtenir. Vis-à-vis de la France elle entend mettre fin à la politique « des mots vides »<sup>1260</sup> qui avait prévalu jusque là. Au cours du mois d'avril, le ministre du Commerce, Tamás Beck<sup>1261</sup>, se rend en France avec un objectif non dissimulé qui fait le titre du journal *Magyar Hírlap* : « Le capital français »<sup>1262</sup>. Sur place, son discours est limpide. La France qui ne représente que 0,14% des exportations hongroises et 0,16% de ses importations et qui ne compte alors que six sociétés mixtes en Hongrie<sup>1263</sup>, peut et se doit de mieux faire. Dans cette optique la mise en vente d'une partie des entreprises nationales hongroises représente une opportunité unique pour Paris de s'inscrire de manière durable dans l'économie magyare. Le 25 avril, de passage à Lyon<sup>1264</sup> pour l'inauguration des journées de l'économie hongroise dans la capitale des Gaules, Tamás Beck explique au journal *Le Progrès* que parmi ces entreprises « certaines marchent très bien » et que les autres « un peu malades sont guérissables »<sup>1265</sup>. La veille, à l'IHP, devant un parterre d'hommes d'affaires français, il avait expliqué, sur un ton simple et décontracté, à quel point le pays avait changé depuis plusieurs mois : « chez nous les ministres n'ont plus à fourrer leur

---

1257Qui prévoit des exemptions d'impôts et la possibilité de rapatriement des bénéficiaires en devise.

1258CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 215, relations bilatérales franco-hongroises, dossier général, note du 31 mars 1989.

1259*Figyelő*, 16 février 1989

1260MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 00724/3, relations hungaro-françaises.

1261 Voir biographie en annexe 21 de ce travail.

1262*Magyar Hírlap*, 25 avril 1989.

1263*Világgazdaság*, 28 avril 1989.

1264Où la Hongrie a ouvert depuis quelques mois une chambre de commerce.

1265*Le Progrès*, 26 avril 1989.

nez dans les entreprises »<sup>1266</sup> avait-il ainsi indiqué avant d'insister sur les progrès accomplis par son pays dans le domaine socio-économique en élaborant, lui aussi, sur les nouvelles lois récemment mises en place (droit de grève, le droit de manifestation, allocations chômage)<sup>1267</sup>. Son passage à Paris lui avait également permis de s'entretenir avec les responsables de Peugeot et de Thomson-CSF<sup>1268</sup> mais aussi avec le ministre français de l'Industrie, Roger Fauroux.

La multiplication des contacts et le travail de pédagogie portent peu à peu leurs fruits. Au fil des mois les appréhensions s'estompent et plusieurs entreprises françaises décident de franchir le pas. Vingt-cinq sociétés mixtes franco-hongroises sont créées<sup>1269</sup>, principalement dans la seconde moitié de l'année 1989<sup>1270</sup>, tandis que près d'une douzaine de contrats commerciaux sont signés entre les deux pays pour un total avoisinant 250 millions de francs<sup>1271</sup>. Parmi les principaux bénéficiaires de ces contrats se trouvent notamment Thomson-CSF (50 MF), Sagem (42 MF), Michelin (10 MF), la Vieille Montagne<sup>1272</sup> (45 MF) mais aussi les constructeurs automobiles Renault et Citroën (20 MF)<sup>1273</sup>. Les exportations françaises en Hongrie sont en hausse de 24% à la fin l'année 1989<sup>1274</sup> tandis que les exportations hongroises ont elles augmenté de 23%<sup>1275</sup>. Au début de l'année 1990, la France s'est replacée au douzième rang des fournisseurs de la Hongrie, un progrès considérable, bien qu'il ne se traduise pas encore en termes de parts de marché<sup>1276</sup>.

Les derniers mois de l'année 1989 apparaissent particulièrement favorables aux exportations hongroises en direction de la France. Le conseiller économique et commercial de l'ambassade de Hongrie à Paris parle « d'une progression spectaculaire » des échanges<sup>1277</sup>. Les secteurs jugés « les plus prometteurs »<sup>1278</sup> (électronique, industrie légère, articles de consommations

---

1266 *Libération*, 2 mai 1989.

1267 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1989, carton 51, document 5388/T, voyage de Tamás Beck en France, dossier préparatoire et bilan.

1268 *Ibid.*

1269 Dont par exemple les entreprises Mediagnozis (spécialiste de la création de logiciels et banques de données) et la Budapest Operator Agency (société d'aide à l'investissement).

1270 CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 228, visite d'État de François Mitterrand en Hongrie, dossier de synthèse, 22 janvier 1990.

1271 CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 228, visite d'État de François Mitterrand en Hongrie, fiche sur l'état des relations économiques franco-hongroises.

1272 Fournisseur de zinc.

1273 Soit l'équivalent d'environ 1000 véhicules.

1274 *Le Monde*, 23 septembre 1990

1275 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1989, carton 50, document 8007-18, visite de François Mitterrand en Hongrie, note du ministère du Commerce, 19 décembre 1989.

1276 Celles-ci stagnent encore aux alentours de 2,2% puisque d'autres pays profitent également de l'ouverture du marché magyar. CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 228, visite d'État de François Mitterrand en Hongrie, fiche sur l'état des relations économiques franco-hongroises.

1277 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 27, document 00802, rapport annuel de l'agence hongroise de commerce à Paris, 5 février 1990.

1278 *Ibid.*

courantes) voient leurs chiffres d'affaires monter en flèches. Il semble que ce soit l'industrie agroalimentaire hongroise qui bénéficie de la progression la plus marquée. Entre janvier et décembre 1989, les exportations de porcs et de volailles en direction de la France augmentent respectivement de 30% et 40% tandis que celle de foies gras quadruple<sup>1279</sup>. Ce dernier chiffre est si important qu'il en vient à déclencher, à l'automne suivant, une mini crise diplomatique entre les deux pays. En effet, au cours de l'année 1990, les quantités de foies gras venues de Hongrie sont si élevées qu'elles représentent 10% du total des exportations hongroises vers la France<sup>1280</sup> et plus de 65% du total des foies gras importés dans l'Hexagone<sup>1281</sup>. Face à cet état des choses, les contrôles sanitaires et douaniers français sont opportunément renforcés<sup>1282</sup> ce qui déclenche l'ire du conseiller commercial hongrois à Paris<sup>1283</sup> mais aussi celle du sous-secrétaire d'État à l'Économie, István Major, qui n'hésite pas à convoquer l'ambassadeur Pierre Brochand pour dénoncer l'injustice d'un procédé qu'il considère n'être ni plus ni moins que « du protectionnisme déguisé »<sup>1284</sup>.

Au début de l'année 1990, les regards des investisseurs français sur la Hongrie semblent avoir changé. Il faut dire que les résultats des premiers efforts économiques du pays semblent plutôt positifs : le taux de chômage – certes en hausse – demeure supportable tandis que la production du pays ne recule que de 10%, des résultats jugés globalement « encourageants » par le Quai d'Orsay<sup>1285</sup> qui observe qu'en parallèle le secteur privé a été dynamique : le nombre de PME magyares a été multiplié par quatre tandis que le commerce extérieur du pays s'est massivement réorienté vers l'Ouest<sup>1286</sup>. Dans un télégramme du 15 janvier 1990, en prélude de la visite de François Mitterrand dans le pays, l'ambassadeur Pierre Brochand tient un discours plutôt optimiste quant à la situation et l'avenir économique du pays<sup>1287</sup> et appelle les entreprises françaises à un certain volontarisme : « le risque n'est pas excessif et sauf catastrophe générale la Hongrie sera, dans 5 à 10 ans, un partenaire européen de plain-pied »<sup>1288</sup>. Dans cette optique il insiste, quelques mois plus tard, sur la

1279De 250 à 1100 tonnes.

1280AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7105, HON 8.4/8, relations économiques avec la France, contentieux commerciaux, télégramme diplomatique, 28 mai 1991.

1281MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 27, document 00802, rapport annuel de l'agence hongroise de commerce à Paris, annexe numéro 7, 5 février 1990.

1282Le député des Landes et président de l'Assemblée nationale, Henri Emmanuelli a écrit au ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, en ce sens.

1283MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1991, carton 22, document 7714/T, lettre du conseiller commercial de l'ambassade de Hongrie à Paris à la direction des douanes, 3 octobre 1991.

1284MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1991, carton 22, document 5978, aide mémoire sur la question de l'exportation de foies gras et de canards hongrois en France, 24 mai 1990.

1285CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 228, visite d'État de François Mitterrand, préparation de la visite, note de cadrage, 6 janvier 1990.

1286Alors qu'au début de l'année 1989 la Hongrie réalise plus de 80% de ses échanges dans le cadre du CAEM, un an plus tard cette proportion est tombée au-dessous de 50%.

1287Qui contraste avec les notes de sa prédécesseuse un an plus tôt.

1288CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 228, visite d'État de François Mitterrand,

nécessité pour les entreprises hexagonales de s'engager pleinement en précisant que la « multiplication des voyages d'affaires » – encore en augmentation de 100% par rapport à 1989 – ne saurait constituer « une réponse suffisante aux besoins »<sup>1289</sup>. En creux, l'ambassadeur souligne donc qu'il est nécessaire de favoriser une implantation locale durable de façon à ce que « les positions favorables acquises »<sup>1290</sup> le soient de manière pérenne. Sur le fond, Pierre Brochand insiste sur le fait que l'ambassade « ne peut se substituer aux entreprises ni même se porter garante de leur sérieux technique et financier »<sup>1291</sup> rappelant par la même que c'est aux entrepreneurs français de faire le nécessaire pour que leurs projets dans le pays aboutissent. Il est difficile de ne pas voir dans cette dernière phrase une allusion au projet « Galeries de France » alors embourbé depuis plusieurs mois dans des négociations interminables avec les autorités municipales de la capitale. L'idée d'un « quartier » culturel et commercial français reprenant le modèle des Halles à Paris avait en effet germé dans l'esprit de promoteurs français au cours de l'automne 1989<sup>1292</sup> et un plan d'investissement de près d'un milliard de francs avait été dessiné. Le projet envisageait de regrouper, sur six hectares, dans le cœur de la capitale hongroise<sup>1293</sup>, des bureaux, un luxueux hôtel de 200 chambres, une galerie d'exposition, mais également un grand centre commercial<sup>1294</sup>. Mais le dessein avait souffert d'un grand manque d'homogénéité et de l'absence d'un négociateur local avisé.

Si l'optimisme est de nouveau de rigueur au début de l'année 1990 c'est aussi certainement grâce à la mise en place, à l'été 1989, du programme européen PHARE (Pologne-Hongrie Assistance à la Reconstruction des Économies)<sup>1295</sup> et du projet de création d'une Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD), deux éléments qui viennent rassurer les investisseurs. PHARE, qui voit le jour lors du sommet du G7<sup>1296</sup> à Paris en juillet 1989, prévoit la mise en place d'un large éventail de mesures pour

---

préparation de la visite, télégramme diplomatique, 15 janvier 1990.

1289AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6327, HON 8.4/2, relations économiques avec la France, échanges commerciaux, télégramme diplomatique, 20 décembre 1990.

1290Il est probable qu'au moment où il écrit ses lignes, Pierre Brochand a particulièrement à l'esprit le bon avancement des discussions entre Matra et le gouvernement hongrois sur le projet de construction d'une nouvelle ligne de métro dans la capitale, mais aussi des négociations avec EDF concernant l'élargissement envisagé de la centrale nucléaire de Paks.

1291AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6327, HON 8.4/2, relations économiques avec la France, échanges commerciaux, télégramme diplomatique, 20 décembre 1990.

1292*Világgazdaság*, 7 décembre 1989.

1293Au sein du quartier de *Belváros*, le 5<sup>e</sup> arrondissement de la ville.

1294*Magyar Hírlap*, 7 décembre 1989.

1295À ce sujet voir par exemple : MAYHEW, Alan, « L'assistance financière à l'Europe centrale et orientale : le programme Phare », dans MINK, Georges, WILD, Gérard, « L'élargissement à l'est de l'Union européenne : regards croisés », *Revue d'études comparatives est-ouest*, volume 27, numéro 4, 1996, pages 135-158. Mais aussi : DELOCHE-GAUDEZ, Florence, LEQUESNE, Christian, « Le programme PHARE : mérites et limites de la politique d'assistance de la Communauté européenne aux pays d'Europe centrale et orientale », *Politiques et management public*, volume 14, numéro 1, 1996, pages 143-154.

1296Le G7 (groupe des Sept) est un groupe de discussion et de partenariats économiques qui rassemble quelques-unes des plus grandes puissances économiques de la planète (Allemagne, Canada, États-Unis,

faciliter la transition de ces deux pays<sup>1297</sup> vers une économie de marché et consolider leurs régimes démocratiques. De la libéralisation de l'accès au marché communautaire, à l'aide alimentaire, de l'aide budgétaire directe aux prêts de la BEI, le programme offre un certain nombre de garanties financières. Entre 1990 et 1993, la Hongrie reçoit ainsi 405M d'écus<sup>1298</sup> dans le cadre de PHARE<sup>1299</sup>.

De son côté le projet de BERD<sup>1300</sup> rassure également les investisseurs, car il prévoit d'agir sur les infrastructures via le renforcement des systèmes bancaires et le développement du secteur financier, mais aussi en favorisant les réformes et la croissance économique<sup>1301</sup>.

Enfin, à partir du printemps 1990, il apparaît clair aux observateurs français que le CAEM vit ses derniers instants. En mars 1988, Mikhaïl Gorbatchev avait déjà décrit l'organisation en des termes très négatifs : « Nous n'avons pratiquement aucun commerce, seulement des échanges primitifs [...] Il est devenu excessivement difficile pour nous de faire des affaires comme nous l'avons fait au cours des décennies passées. Le programme est mort »<sup>1302</sup>. Lors de la 45e assemblée du CAEM à Sofia, en janvier 1990, si la Hongrie n'ose pas encore réclamer officiellement son démantèlement<sup>1303</sup>, il est certain que, dans l'esprit de ses dirigeants, le système a vécu. En août 1990, c'est finalement le nouveau gouvernement Antall qui appelle à la dissolution pure et simple de cet organe jugé « anachronique »<sup>1304</sup>. Et s'il faut encore attendre une année supplémentaire pour que l'expérience du CAEM soit officiellement close (juin 1991), dans les faits l'organisation a déjà cessé d'exister et la Hongrie s'est tournée vers de nouveaux horizons avec la signature, en décembre 1991, d'un accord d'association avec l'UE<sup>1305</sup>.

---

France, Italie, Japon, Royaume-Uni).

1297Le Programme est ensuite étendu à l'ensemble des PECO.

1298Somme à la majorité affectée au développement du secteur privé, de la modernisation agricole et environnementale, mais aussi à la restructuration industrielle et à la sécurité nucléaire.

1299IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, coopération technique, scientifique et universitaire, carton 238, programme PHARE.

1300L'idée originelle provient du conseiller du président Mitterrand, Jacques Attali (à ce propos voir par exemple : ATTALI, Jacques, *Europe(s)*, Paris, Fayard, 1994). Le président français évoque pour la première fois publiquement cette institution lors d'un discours devant le parlement européen à Strasbourg le 25 octobre 1989. Dix-huit mois plus tard, le projet est né et le siège de la Banque est inauguré à Londres.

1301En Hongrie la BERD soutiendra par exemple au cours des années 1990 les entreprises Egis (pharmacie), Graboplast ou encore BorsodChem (chimie) pour lesquelles les investisseurs privés hésitaient à engager des capitaux.

AS., VILLEPIN (de), Xavier, « *La BERD : le redressement au service de la transition* », rapport d'information numéro 133, fait au nom de la Commission des Affaires étrangères de la défense et des forces armées du Sénat, session ordinaire, 1996-1997.

1302BÉKÉS, Csaba, « Back to Europe. The International Context of the Political Transition in Hungary, 1988–1990 », dans BOZOKI, András (dir.), *The Roundtable Talks of 1989 : The Genesis of Hungarian Democracy*, Budapest, CEU Press, 2002, pages 237-272.

1303Le vice-premier ministre, Péter Medgyessy, se contente alors d'appeler à une réforme radicale du système (nouveau cadre, nouvelles coopérations) et de proposer la mise en place d'un cercle renforcé de commerce entre la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

1304*Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 17 août 1990.

1305Dont les dispositions commerciales entrent en vigueur le 1er mars 1992.

### **III- L'accélération des investissements français en Hongrie dans le cadre des premières privatisations (1990-1994).**

Alors qu'à l'aube de la décennie 1990 la Hongrie n'était qu'un partenaire mineur de la France à l'Est, l'ouverture, timide, des investisseurs français vers le pays au cours des premières semaines de l'année 1990 est suivie par un rapprochement d'une ampleur considérable au cours des mois qui suivent. Entre le printemps 1990 et l'hiver 1993, la France investit près de trois milliards de francs dans le pays<sup>1306</sup> soit près de 65% de l'ensemble des investissements hexagonaux en direction de l'Est au cours de la période<sup>1307</sup>. Ce volume est si considérable qu'il en vient à représenter jusqu'à 20% du stock total des investissements étrangers en Hongrie<sup>1308</sup>. Comment expliquer cet attrait soudain pour la Hongrie et surtout la dimension de cet engouement ? Interrogé précisément sur ce point par la télévision hongroise<sup>1309</sup>, le 24 mai 1991, le président Mitterrand répond que ce rapprochement résulte de la conjonction de deux éléments simples : « La Hongrie est plus ouverte et la France est plus audacieuse »<sup>1310</sup>.

Cette partie s'attache, après avoir décrit l'impressionnante arrivée de capitaux français en Hongrie au début des années 1990, à en expliquer les causes et à en illustrer les caractéristiques.

#### ***A- « Le réveil de la France en Hongrie ».***

« Des abribus Decaux dans les rues, une quinzaine commerciale française dans un grand magasin, un restaurant tenu par un dentiste de Dunkerque reconverti juste en face d'un institut culturel dont les travaux avancent enfin [...] incontestablement les Français sont plus actifs. On assiste au réveil de la France dans un pays longtemps négligé »<sup>1311</sup>.

C'est par ces mots que le journaliste du *Monde* débute le récit du périple de François Périgot, le président du CNPF, et de 50 chefs d'entreprises français en Hongrie à l'automne 1990. En

---

1306MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1994, carton 16, document 002199, rapport annuel de l'ambassadeur, juin 1994.

1307MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 18, document 002121/1, note sur la politique centre-orientale de la France.

1308MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 18, document 002249, rapport d'activité de l'ambassade hongroise en France, 7 juillet 1992.

1309*Napi Gazdaság*, 11 janvier 1995.

1310IFM, interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, Paris, 24 mai 1991.

1311*Le Monde*, 23 septembre 1990.

un an les choses ont bien changé. Les entrepreneurs, « réservés » de l'automne 1989, se sont « précipités »<sup>1312</sup> dans le pays à partir du printemps 1990.

Jusqu'à l'automne 1989, les incertitudes qui pesaient sur l'avenir politico-économique du pays avaient été supérieures aux potentielles perspectives de profit en Hongrie et nous avons vu que même les plus grandes entreprises avaient préféré le principe du « *wait and see* ». Au printemps 1990, les circonstances ont changé. Les élections législatives du mois d'avril<sup>1313</sup> se sont déroulées sans encombre et ont porté au pouvoir une coalition libérale-conservatrice<sup>1314</sup> – dirigée par József Antall – bien décidée à poursuivre et accélérer les réformes économiques débutées par le gouvernement de transition qui l'a précédé. À Paris, l'arrivée au pouvoir de l'ancien professeur d'histoire devenu directeur des archives du musée de médecine de la capitale avait été anticipée<sup>1315</sup> et est accueillie avec satisfaction par le gouvernement et l'Élysée<sup>1316</sup>. En 1990, József Antall apparaît comme une figure politique relativement nouvelle. Resté à l'écart de la compromission avec le pouvoir communiste, mais aussi de la dissidence durant les années 1970 et 1980, il ne s'est rapproché de la vie politique qu'avec le délitement du régime à partir de 1987. L'homme est décrit par l'ambassadeur Pierre Brochand comme un personnage au tempérament « égal et courtois »<sup>1317</sup> doté d'un caractère « pondéré et lucide »<sup>1318</sup>. Perçu comme un « leader volontaire » qui a su s'entourer d'experts et qui mènera vraisemblablement « une politique pragmatique et modérée »<sup>1319</sup>, József Antall rassure la diplomatie française et par ricochet les entrepreneurs nationaux. L'ambassadeur français estime par ailleurs qu'il est « bien disposé à notre égard » et voit « plus clairement que d'autres l'influence que la France d'aujourd'hui est en mesure d'exercer sur l'avenir de son pays »<sup>1320</sup>. Dans ce contexte, Paris « lui apparaît comme un élément moteur de la Communauté et le contrepoids souhaitable à une probable néo-hégémonie germanique dont il redoute la dépendance »<sup>1321</sup>.

En visite dans la capitale française les 22 et 23 juin 1990<sup>1322</sup>, quelques semaines après son

---

1312 *Ibid.*

1313 Les premières élections libres depuis 1947.

1314 Le Forum démocrate hongrois (*Magyar Demokrátá Fórum*) qui a rassemblé 42,74% des voix au second tour choisit de s'allier au Parti indépendant des petits propriétaires (*Független Kisgazdapárt*) et au parti chrétien-démocrate (*Kereszténydemokrata Néppárt*) pour former une coalition gouvernementale

1315 AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, visites de responsables politiques hongrois, entretiens, audiences, compte rendu de l'entretien entre François Mitterrand et József Antall, 22 juin 1990.

1316 Entretien de l'auteur avec Thomas Schreiber, 15 avril 2012.

1317 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7117, HON 12.4, visites de personnalités hongroises en France, dossier général, József Antall, télégramme diplomatique, 19 juin 1990.

1318 *Ibid.*

1319 *Ibid.*

1320 *Ibid.*

1321 *Ibid.*

1322 Le Premier ministre hongrois arrive alors directement de Bonn. Le choix de « fusionner » les déplacements dans les capitales allemandes et françaises en un seul voyage ne relève bien évidemment pas du hasard. József Antall a voulu signifier de cette manière qu'il plaçait Bonn et Paris au même niveau d'importance. Un

élection, le nouveau Premier ministre magyar est reçu à l'Élysée par le président Mitterrand puis à Matignon par son homologue, Michel Rocard. Lors de ses entretiens il souligne à quel point la Hongrie ne souhaite pas « continuer sur la voie de l'unilatéralisme économique »<sup>1323</sup> (Russie) et encore moins « construire une nouvelle dépendance »<sup>1324</sup> (Allemagne) et indique à ses interlocuteurs que la Hongrie va accélérer sa transition vers l'économie de marché et qu'elle souhaite dans ce cadre « réellement intensifier »<sup>1325</sup> ses échanges avec Paris<sup>1326</sup> selon la tendance observée depuis plusieurs mois<sup>1327</sup>. Il faut dire à ce propos que le voyage de François Mitterrand en janvier 1990<sup>1328</sup> avait été de nature à encourager les entrepreneurs français. Lors de son déplacement le chef de l'État qui avait alors expliqué souhaiter « le développement des activités franco-hongroises pas uniquement à la tête »<sup>1329</sup> mais également par le biais des entreprises ou d'initiatives locales et régionales, avait annoncé la mise en place de plusieurs mesures destinées à faciliter les échanges économiques. C'est ainsi qu'une ligne de crédits garantis à l'exportation de deux milliards de francs sur trois ans avait été mise en place et un fonds d'investissement de 50 millions de francs sous forme de dons et de prêts du trésor<sup>1330</sup> destiné à promouvoir le développement des sociétés mixtes instauré. Dans la foulée de la visite, plusieurs entreprises françaises s'étaient liées à des firmes hongroises. Schlumberger avait conclu un partenariat avec Ganz Meter, Bull s'était rapproché de Videoton et Alcatel avait noué une alliance avec Finommechanikai Vállalat<sup>1331</sup>. Dans les mois qui avaient suivi le déplacement du président, le groupe de presse Hersant avait acquis 40,75 % du capital du journal *Magyar Nemzet*<sup>1332</sup>, Nice Presse Invest s'était emparé de la moitié des parts du quotidien régional *Délmagyarország*<sup>1333</sup>, et les entreprises Air Liquide, Suez et Publicis

---

geste apprécié par le Quai d'Orsay. AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7117, HON 12.4, visites de personnalités hongroises en France, dossier général, József Antall, télégramme diplomatique, 20 juin 1990.

1323AN., Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930409/9, notes d'entretien (document manuscrit) de la rencontre entre Michel Rocard et József Antall.

1324*Ibid.*

1325*Ibid.*

1326Dans cette optique József Antall est venu réclamer en personne la suppression des visas pour les séjours de moins de trois mois pour les ressortissants magyars, sujet sur lequel l'intransigeance française était assez mal comprise. Le chef du gouvernement hongrois obtient gain de cause (*Népszabadság*, 25 juin 1990).

1327Quinze nouvelles sociétés mixtes franco-hongroises sont apparues entre le 1er janvier 1990 et le mois de juin.

1328Voir le détail du voyage dans la première partie de la thèse.

1329IFM, Interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, 15 janvier 1990.

1330CADN, ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 240, relations économiques et financières, télégramme diplomatique, 20 décembre 1990.

1331*Le Monde*, 20 janvier 1990.

1332Le quotidien, fondé en 1938 par Sándor Pethő, est l'un des plus vieux journaux hongrois. D'orientation libérale à l'origine il devient, à partir de 1954, l'organe du Front populaire patriotique (*Hazafias Népfrent*). Au moment du changement de régime la ligne éditoriale change de nouveau et le journal devient conservateur. Considéré comme l'un des journaux les plus objectifs du pays en 1990, il est le troisième quotidien national avec une diffusion aux alentours de 150 000 exemplaires.

1333AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6327, HON 8.4/4, contrats et investissements,

avaient également investi dans l'économie du pays<sup>1334</sup>. Les banques françaises enfin ne furent pas en reste. Alléchées par les perspectives offertes par la modernisation économique du pays et les programmes gouvernementaux de privatisations à venir – mais aussi par le régime fiscal avantageux offert aux sociétés constituées avant le 31 décembre 1990 – la BNP, Indosuez et Parisbas<sup>1335</sup> avaient créé des filiales dans le pays<sup>1336</sup>. Sur l'ensemble de l'année 1990, plus de 70 nouvelles sociétés mixtes franco-hongroises avaient vu le jour, portant le total des investissements français dans le pays à plus d'un milliard de francs<sup>1337</sup>.

La progression observée en 1990 ne se ralentit pas au cours des mois suivants, au contraire. Les sommes investies entre 1991 et 1994 deviennent de plus en plus considérables alors même que la situation économique du pays se dégrade fortement, preuve que les patrons français<sup>1338</sup> se sont définitivement désinhibés. Au premier semestre de l'année 1991, les exportations françaises en direction de la Hongrie sont en hausse de 20% (973 MF) et les importations de 10% (1159 MF)<sup>1339</sup>. En avril 1991, une chambre de commerce et d'industrie franco-hongroise ouvre ses portes à Budapest<sup>1340</sup> et, en novembre, la région Centre inaugure un bureau-relais dans la capitale hongroise pour aider ses PME à venir s'implanter<sup>1341</sup>. La même année, Bouygues injecte 200 MF dans le pays, Novotel 300 MF et la Lyonnaise des Eaux près de 1,3 milliard. À la fin de l'automne, la France est devenue le quatrième plus large investisseur du pays avec 200 entreprises mixtes et 16% du total des IDE<sup>1342</sup>, une proportion qui ne fait qu'augmenter au fil des mois.

Comment expliquer que la Hongrie soit la réceptrice d'une telle proportion des investissements français ?

### ***B- L'ouverture précoce de la Hongrie.***

Au tournant de la décennie 1990 les conditions économiques en France se sont

---

télégramme diplomatique, 3 décembre 1990.

1334AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7105, HON 8.4/1.2 relations économiques avec la France, investissements, télégramme diplomatique, 1er août 1991.

1335Le groupe créé la banque d'affaires « Magyar Paribas » qu'il confie aux mains de l'ancien numéro deux du gouvernement Németh, Péter Medgyessy.

1336*Le Monde*, 20 décembre 1990.

1337CADN, ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 240, relations économiques et financières, télégramme diplomatique, 20 décembre 1990.

1338Du moins ceux des plus grandes entreprises, il en va différemment des patrons de PME (voir V).

1339AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7105, HON 8.4/1,2 relations économiques avec la France, investissements, télégramme diplomatique, 1er août 1991.

1340AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7114, HON 12.4, visites françaises en Hongrie, visite d'Élisabeth Guigou, télégramme diplomatique, 11 octobre 1991.

1341*Le Monde*, 16 février 1992.

1342Interview du ministre des Relations économiques internationales, Béla Kádár, dans le journal *La Tribune de l'Expansion*, 7 juin 1991.

passablement dégradées<sup>1343</sup> et les entreprises nationales se sont mises à la recherche de nouvelles opportunités pour faire face à la saturation des marchés occidentaux<sup>1344</sup>. L'ouverture des économies de l'Est leur a alors offert une double chance : celle de pouvoir s'installer dans la région pour y produire à un coût inférieur, et surtout celle d'y trouver de nouveaux consommateurs pour leurs produits. Questionné sur la perspective de voir les marchés centre-orientaux faire sortir l'économie française de la crise, le président Mitterrand avait répondu, sans faux-semblant : « Je le souhaite »<sup>1345</sup>.

Dans cette logique, la Hongrie est apparue aux entreprises françaises, comme le meilleur partenaire possible à l'Est. D'une part parce que ces dernières estiment que le pays présente une main-d'œuvre « qualifiée et disciplinée »<sup>1346</sup> mais également parce qu'elles considèrent que les Hongrois ont bien plus d'aptitudes à penser en termes d'affaires que les autres nations d'Europe du fait que des embryons d'entreprises privées ont pu voir le jour dans le pays au début des années 1980<sup>1347</sup>. Vue de Paris, l'ambassadeur János Szávai estime pour sa part que l'ouverture des entreprises françaises en direction de son pays doit également beaucoup à la « bonne image »<sup>1348</sup> développée par Budapest dans la sphère politique française entre 1990 et 1992, image qui s'est ensuite étendue aux sphères économiques et médiatiques<sup>1349</sup>. L'ambassadeur considère ainsi que le pays fait figure d'État « courageux et réformateur » et qu'il apparaît comme « une île de stabilité »<sup>1350</sup>, au cœur d'une Europe centrale où les divisions tchécoslovaques et le sort yougoslave ne font que renforcer cette conception. Étrangement la raison principale de cette ruée vers le nouvel *El Dorado* hongrois ne figure pas dans la note de l'ambassadeur<sup>1351</sup>. En réalité si près des trois quarts des investissements français<sup>1352</sup> se dirigent vers la Hongrie entre 1990 et 1993, c'est avant tout grâce à la réussite des réformes économiques du pays entamées plus tôt et plus fermement qu'ailleurs et en particulier au processus de privatisations mené avec davantage de constance et de détermination que dans tout autre pays de la région<sup>1353</sup>. En Tchécoslovaquie – puis en

1343La croissance qui était de 4,6% en 1988 n'a eu de cesse de décroître pour atteindre -0.6% en 1993.

1344AN., Archives des services du Premier ministre (Pierre Bérégovoy), dossiers de François Villeroy de Galhau, dossier 199505507/5, politique extérieure, Europe de l'Est.

1345IFM, interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, Paris, 24 mai 1991.

1346CSAKI, György, « L'investissement direct étranger en Hongrie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 28, numéro 2, 1997, pages 39-69.

1347Interview du directeur de PricewaterhouseCoopers, David Young, au quotidien économique *Napi Gazdaság*, 11 janvier 1995.

1348MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 18, document 001500, note sur les relations franco-hongroises, franco-roumaines et sur les rapports entre la Hongrie et la CEE., 14 avril 1992.

1349Ibid.

1350MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 18, document 002121/1, la politique centre-orientale de la France.

1351Peut-être est-elle trop évidente pour être mentionnée ?

1352Et occidentaux.

1353Rappelons encore une fois qu'en 1990 la dette extérieure du pays, près 20 milliards de dollars, fait de la Hongrie l'un des pays du les plus endettés du monde.

République tchèque et en Slovaquie – les gouvernements se sont refusés, au début des années 1990, à privatiser bon nombre d'entreprises nationales (télécommunications, gaz, pétrole) et lorsqu'ils ont fini par s'y résoudre, la majeure partie des sociétés a été cédée en priorité à des proches de l'administration. En Pologne, les programmes de privatisations sont plus lents et de surcroît repoussés à plusieurs reprises face aux larges campagnes anti-privatisation qu'ils déclenchent en 1989-1990<sup>1354</sup>. La Pologne apparaît moins attractive pour les investisseurs de manière générale : le cadre juridique y est complexe, les réglementations y sont moins favorables et le marché y est très – trop ? – grand et nécessite de lourds financements. Enfin, dernier élément qui contribue à orienter prioritairement les capitaux français vers la Hongrie, le fait que l'Allemagne y soit sensiblement moins bien implantée que dans les autres pays de la région. En Hongrie les IDE allemands ne représentent en effet 'que' 35% du flux total des IDE alors qu'en République tchèque, par exemple, Bonn est à l'origine de plus de 75% des investissements dans le pays, un quasi-monopole contre lequel il apparaît alors impossible de lutter<sup>1355</sup>.

### ***C- Les investissements français en Hongrie : une structure caractéristique.***

Au début de l'année 1993, si le nombre de sociétés françaises présentes en Hongrie demeure très inférieur à celui de l'Allemagne<sup>1356</sup> en revanche la dimension des sommes investies par chaque entreprise côté français est considérable. Alors que l'investissement moyen d'une entreprise allemande en Hongrie au début des années 1990 est de 225 000 dollars, celui d'une entreprise française est de 1,5 million de dollars<sup>1357</sup>. Un écart conséquent qui se justifie par une différence majeure d'approche du marché. En effet, alors que les Allemands privilégient davantage le développement des liens au niveau local et régional et la collaboration avec les PME, la France choisit essentiellement de s'implanter en Hongrie par le biais des privatisations. Au début de la décennie 1990, trois adjectifs définissent la nature des investissements français en Hongrie : larges, sectorisés et centralisés. L'investissement français est ainsi essentiellement le fait de très grands groupes qui viennent s'installer dans le pays via le rachat d'entreprises nationales dans l'espoir de venir produire à moindre coût et de s'implanter rapidement sur un nouveau marché. La très large majorité de ces opérations sont par ailleurs réalisées à Budapest ou dans sa proche banlieue, très peu d'entreprises osant

---

1354 *Głos Pomorza*, 4 juillet 1990.

1355 BOUDIER-BENSEBAA, Fabienne, « Analyse comparée des investissements directs français et allemands dans le triangle de Visegrád (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 24, numéro 2, 1993, pages 101-140

1356 Plus de 500 firmes allemandes sont déjà présentes en Hongrie début 1993.

1357 BOUDIER-BENSEBAA, Fabienne, *Op.cit.*

s'aventurer au-delà du cœur économique du pays. Enfin, l'essentiel des investissements s'effectue dans un nombre fort limité de secteurs qui peuvent être regroupés en quatre domaines principaux : l'agroalimentaire avec par exemple les investissements de Béghin-Say et de Saint-Louis dans l'industrie sucrière hongroise en 1992<sup>1358</sup>, mais aussi de Danone dans la Kelet-Pesti Tejüzemet (1993) ou encore de Bongrain dans les laiteries de la région de Veszprém ; l'électronique avec, entre autres, le rachat de l'entreprise Vertesz par Merlin-Guérin, mais aussi les partenariats noués, nous l'avons vu, par Bull et Alcatel ; les services financiers et les assurances (GAN, Cerus, Colonia) ; et enfin la chimie-pharmacie (Rhône-Poulenc, Saint-Gobain). Dans ce dernier domaine, le rachat, pour un milliard de francs sur trois ans, de l'entreprise Chinoin par le géant pharmaceutique français Sanofi constitue une parfaite illustration de la stratégie d'investissement français en Hongrie au début des années 1990 et mérite que l'on y consacre quelques lignes.

- L'acquisition de Chinoin par Sanofi : cas d'école de l'investissement français en Hongrie au début des années 1990.

À la fin des années 1980, l'entreprise pharmaceutique magyare Chinoin, contrainte par l'augmentation des coûts de recherche-développement et par la concentration de l'industrie pharmaceutique mondiale, s'engage dans une stratégie d'ouverture et de recherche d'alliances à l'Ouest. Elle commence par ouvrir des bureaux de représentation en Pologne et en URSS puis par enregistrer des produits en Amérique du Nord, au Japon et en Europe. Mais ces mesures se révèlent insuffisantes. L'entreprise a besoin de grandir et surtout elle a besoin de l'injection de capitaux frais<sup>1359</sup>. En 1989 la nouvelle loi sur les entreprises du gouvernement Németh lui permet de se restructurer en SARL et l'exécutif donne son feu vert à la privatisation de l'entreprise à hauteur de 30% du capital. Rapidement le groupe français Sanofi perçoit non seulement les atouts 'standards' de la firme (personnel qualifié à faible coût, porte d'entrée vers les marchés de l'Est)<sup>1360</sup>, mais aussi ses spécificités propres : l'entreprise a une vraie tradition d'innovation, possède des outils de qualités<sup>1361</sup>, et détient en outre des brevets intéressants. Mais sa potentielle acquisition soulève également des questions : comment évaluer la valeur réelle d'une firme non cotée en bourse et marquée par les défauts structurels classiques des entreprises de type soviétique (sureffectifs, insuffisance

---

1358AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7105, HON 8.4/1,2 relations économiques avec la France, investissements, télégramme diplomatique, 1er août 1991.

1359Entretien de l'auteur avec István Nagy, ancien dirigeant de Chinoin, 23 mai 2013.

1360Chinoin réalise alors près du tiers de son chiffre d'affaires dans les pays de l'Est.

1361Notamment trois sites industriels à Újpest, Nagytétény et Csanyikvölgy qui pourraient constituer d'excellentes bases pour le développement de médicaments génériques.

de fonds propres, importance de la dette)?<sup>1362</sup> L'investissement comporte donc évidemment des risques. Il faudra nécessairement restructurer l'entreprise – c'est-à-dire se séparer de certaines parties de l'activité et donc licencier avec tous les risques de tensions que cela comporte – mais aussi transformer la culture d'entreprise. Par ailleurs il est extrêmement délicat d'estimer la progression des coûts salariaux, l'évolution du marché domestique et régional, mais aussi la stabilité politique, autant d'éléments qui pourraient impacter négativement le projet<sup>1363</sup>. Mais l'entreprise semble avoir les reins solides et, après plusieurs mois de réflexions et d'études, les dirigeants de Sanofi estiment que le jeu en vaut la chandelle. La firme française décide de transmettre une offre. Cependant la concurrence est rude, 150 autres compagnies sont intéressées. Après un premier écrémage, le nombre de candidats est ramené à 70 puis à 4. Sanofi en fait partie<sup>1364</sup>. Au cours du mois d'octobre 1990, le géant français présente un projet aux autorités magyares en charge du dossier. Compte tenu des obligations imposées au futur acquéreur, elle souhaite d'une part obtenir au moins 40% de l'entreprise – au lieu des 30% prévus initialement – et d'autre part elle veut poser une option de prise de majorité pour le futur. Les demandes provoquent des discussions côté hongrois<sup>1365</sup> mais l'offre finit par être acceptée les dirigeants magyars ayant apprécié la volonté du groupe de s'inscrire dans le pays sur la durée<sup>1366</sup>. En novembre 1990, les deux parties parviennent à un accord<sup>1367</sup>.

Le cas Chinois-Sanofi constitue l'exemple parfait du type d'investissement français dans la Hongrie du début des années 1990 : très large, consenti dans le cadre d'une privatisation et concentré sur un secteur très précis. Néanmoins les multiples succès recueillis par les entreprises françaises dans le cadre de rachats/privatisations ne doivent pas masquer d'autres pans, moins brillants, des relations économiques franco-hongroises au début de la décennie 1990.

La multiplication des échecs en matière de « grands contrats », et la faiblesse des coopérations dans le domaine des PME représentent deux parfaites illustrations des difficultés qui subsistent entre les deux États durant cette période.

---

1362Correspondance de l'auteur avec Patrick Chocat, ancien dirigeant de Sanofi en Hongrie, 6 juillet 2013.

1363« L'acquisition de Chinois en Hongrie: comment le groupe Sanofi-Synthélabo a-t-il mené son développement en Europe de l'Est? », Institut des Entreprises, 23 octobre 2003, rapport consultable en ligne : [http://www.institut-entreprise.fr/sites/default/files/publication/docs/documents\\_internes/Power\\_point\\_Sanofi.pdf](http://www.institut-entreprise.fr/sites/default/files/publication/docs/documents_internes/Power_point_Sanofi.pdf)

1364Ibid.

1365Entretien de l'auteur avec István Nagy, 23 mai 2013.

1366Ibid.

1367Le rachat est finalisé en février 1991. En juillet 1993, Sanofi devient majoritaire à 51% (pour un investissement total de 590 MF) mais l'État hongrois conserve une *golden share* pouvant bloquer les décisions stratégiques. En 1995 la firme française rachète 25% de parts supplémentaires avant de définitivement acquérir la totalité de Chinois au cours de l'année suivante. Au total, ce rachat a coûté près d'un milliard de francs.

#### **IV- Les déconvenues françaises en matière de grands contrats dans la Hongrie de la première moitié des années 1990.**

Les grands contrats, dont la portée peut revêtir une extrême importance sur le plan économique, en raison de leurs poids dans les exportations et de leur impact sur la balance commerciale – mais aussi parfois sur l'emploi –, sont des symboles politiques très forts, des indicateurs de l'influence d'un pays sur un autre et de la qualité de leurs liens diplomatiques<sup>1368</sup>. Un succès peut rapidement devenir la vitrine d'un savoir-faire technologique, et un exemple à suivre pour les autres entreprises nationales tandis qu'à l'inverse, un échec, et plus encore la répétition d'échecs, peut avoir « de sérieuses répercussions »<sup>1369</sup> sur la qualité des rapports économiques entre deux pays et, au-delà, de leurs relations politiques.

En Hongrie, alors que paradoxalement les rapports diplomatiques, et culturels entre Paris et Budapest n'ont de cesse de s'améliorer entre 1989 et 1995, la France subit de nombreux revers dans le domaine des grands contrats. Acceptés dans un premier temps comme la conséquence d'une importante concurrence entre les différents partenaires occidentaux, leur multiplication au fil des mois finit par fortement irriter le gouvernement français et par créer des tensions au sein du couple franco-hongrois. Le développement qui suit, après avoir mis en lumière la succession d'échecs français en matière de grands contrats entre 1989 et 1995, cherche à en comprendre les raisons et analyse plus précisément trois cas (Airbus, Thomson-CSF et Matra).

##### ***A- Espoirs déçus.***

Les transformations et la réouverture de l'économie hongroise au début de la décennie 1990 suscitent rapidement les convoitises des plus larges compagnies françaises. Le nouveau régime, bien décidé à moderniser l'ensemble du pays, lance plusieurs dizaines d'appels d'offres internationaux pour la rénovation des réseaux de télécommunications, des chemins de fer, des routes et des aéroports du pays. Autant d'opportunités auxquelles de nombreux groupes français entendent prendre part. Entre 1990 et 1995, Bouygues, Alstom, France Télécom, ATR, Alcatel, mais aussi Spie-Batignolles, Matra, Airbus, Suez ou encore GTM répondent aux différents appels d'offres émis par le gouvernement hongrois avec un point

---

1368BADEL, Laurence, *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XXe siècle*, Publication de La Sorbonne, Paris, 2011.

1369MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 28, document 002716, les projets français en Hongrie, note de l'ambassadeur János Szávai, 20 novembre 1992.

commun, celui de subir « pour des raisons qui ne tiennent pas toujours à l'inadéquation de leurs offres »<sup>1370</sup> de cinglantes défaites. Entre le printemps 1990 et l'automne 1995, Bouygues échoue ainsi à obtenir le marché pour la construction d'un nouveau terminal à l'aéroport de Budapest<sup>1371</sup>, EDF, qui espérait obtenir un contrat de 7 milliards de francs pour la construction de deux tranches de 900 mégawatts/heures à la centrale nucléaire de Paks, voit la Hongrie préférer investir dans des turbines à gaz<sup>1372</sup>, tandis que France Télécom, pourtant mieux-disant sur un marché de 800 MF<sup>1373</sup>, connaît l'insuccès face à l'allemand Deutsche Telekom<sup>1374</sup>. La dimension mais surtout la multiplication de ces revers en vient très rapidement à inquiéter l'ambassadeur de Hongrie en France. Dès l'automne 1992, János Szávai exprime un certain embarras face à cet enchaînement d'infortunes : « Si pris un à un les échecs sont explicables, il devient difficile de justifier auprès de la France la série dans sa totalité »<sup>1375</sup>. Au moment où il écrit ces lignes, l'ambassadeur sait déjà qu'un nouvel échec se profile à l'horizon pour Paris. En effet, la compagnie aérienne nationale hongroise, Malev, s'apprête à choisir l'américain Boeing aux dépens d'Airbus pour le renouvellement de sa flotte<sup>1376</sup>, et ce en dépit du fait que « le Premier ministre Michel Rocard a longuement insisté » sur la nécessité de sélectionner le géant européen de l'aéronautique<sup>1377</sup>. Les discussions de l'ambassadeur avec le Quai d'Orsay s'annoncent déplaisantes, il le sait. Pourtant, côté français, l'ambassadeur Pierre Brochand avait mis en garde Paris au cours de l'été 1990 contre le mirage des grands contrats commerciaux : « les grands projets ne sauraient constituer la panacée [...] l'économie hongroise n'est de toute façon guère propice à leurs éclosions »<sup>1378</sup> et conseillé d'assurer « la multiplication des liens au niveau des PME, recette des succès allemands, autrichiens et italiens dans le pays »<sup>1379</sup>. Mais la France a historiquement toujours beaucoup misé sur ce type de contrats et elle avait espéré que la venue de François Mitterrand, en janvier 1990, favoriserait leurs conclusions à court et moyen terme. Face aux espoirs placés, les désillusions sont particulièrement douloureuses en Hongrie.

1370AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), relations financières, télégramme diplomatique, 9 décembre 1996.

1371AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.2, postes-télécommunications-espace, télégramme diplomatique, 29 septembre 1994.

1372MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 28, document 002716, les projets français en Hongrie, note de l'ambassadeur János Szávai, 20 novembre 1992.

1373AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.2, postes-télécommunications-espace, télégramme diplomatique, 21 décembre 1993.

1374Et par décision unanime du jury, 10 voix à 0.

1375MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 28, document 002716, les projets français en Hongrie, note de l'ambassadeur János Szávai, 20 novembre 1992.

1376Voir *infra*.

1377MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 28, document 002716, les projets français en Hongrie, note de l'ambassadeur János Szávai, 20 novembre 1992.

1378AN., Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez dossier, 19930409/9, visite de József Antall en France, télégramme diplomatique, 20 juin 1990.

1379Ibid.

En octobre 1992, lorsque l'entreprise Spie-Batignolles – à qui le projet d'électrification de la ligne ferroviaire Budapest-Kelebia semblait promis – ne parvient pas à conclure un accord avec le gouvernement magyar et alors que dans le même temps le groupe Matra voit ses projets de construction du métro se compliquer sérieusement<sup>1380</sup>, l'ambassadeur Szávai écrit au Quai Bem : « les difficultés qui sont en train d'émerger pour les entreprises françaises [dans notre pays] viennent ternir l'excellente image bâtie jusqu'ici par la Hongrie en France »<sup>1381</sup>. L'ambassadeur magyar se montre inquiet de la réaction de la presse économique spécialisée qui parle désormais « de se tourner vers la Petite Entente »<sup>1382</sup>. Sur le plan strictement économique, il explique que la Hongrie doit dorénavant lutter avec « des pays comme l'Ukraine, la Russie et le Kazakhstan »<sup>1383</sup> pour attirer les capitaux français et que la multiplication de ces revers est contre-productive dans cet effort d'attraction. Il suggère aussi à ses dirigeants de jouer cartes sur tables<sup>1384</sup> et d'indiquer clairement aux hommes d'affaires français les possibilités et les conditions d'un succès<sup>1385</sup>. Plus globalement c'est la vive tendance du Premier ministre hongrois à contredire les annonces de sa politique étrangère (diversification des partenariats économiques dans le cadre du retour à l'Europe) qui horripile au plus haut point le gouvernement français. L'exaspération est de plus en plus palpable au fur et à mesure du temps. En juin 1993, après l'annonce de la non-sélection de Matra sur le projet de développement du métro de la capitale, le ministre français des Transports, Bernard Bosson, annule purement et simplement sa visite prévue en Hongrie quelques semaines plus tard<sup>1386</sup> tandis que les dirigeants de Spie-Batignolles – qui se sont eux déplacés à Budapest – demandent aux autorités hongroises si tous les marchés seront donnés aux Allemands et s'ils doivent même continuer à participer aux appels d'offres<sup>1387</sup>. L'impression que la Hongrie se sert des offres françaises comme d'un levier pour obtenir de meilleures conditions de la part des Allemands, des Américains ou des Autrichiens est latente.

Dans deux télégrammes d'octobre et de novembre 1992, au-delà de l'aspect purement économique du « conflit », l'ambassadeur Szávai redoute que la multiplication des décisions défavorables à l'égard de la France ne vienne impacter négativement les relations politiques

---

1380 Voir *infra*

1381 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 28, document 002716, les projets français en Hongrie, note de l'ambassadeur János Szávai, 20 novembre 1992.

1382 *Ibid.*

1383 *Ibid.*

1384 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 13, document 002483, visite des représentants de Spie-Batignolles en Hongrie.

1385 L'ambassadeur semble ici expliquer, en pointillés, qu'il faut faire comprendre à la France lorsque ses démarches n'ont aucune chance d'aboutir, une posture à laquelle la diplomatie hongroise ne peut évidemment pas se résoudre.

1386 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 13, document 002483, visite des représentants de Spie-Batignolles en Hongrie.

1387 *Ibid.*

cordiales établies entre les deux pays depuis 1990, une situation qui aurait alors potentiellement pour conséquences d'affaiblir la position de la Hongrie en Europe centrale et qui pourrait indirectement se répercuter sur ses minorités<sup>1388</sup>. À cet égard l'ambassadeur prend le soin de préciser : « Je recommande donc fortement de prendre en compte, en chaque occasion, la portée 'extérieure' des décisions économiques, et que, lorsque les offres présentées ne diffèrent pas de manière importante, de parvenir à une décision qui prenne en compte les intérêts nationaux »<sup>1389</sup>.

### ***B- Revers multiples, causes multiples.***

La remarque de l'ambassadeur Szávai en novembre 1992 était fort juste. Si, pris un à un, les échecs peuvent se comprendre, pris dans leur ensemble ils deviennent plus complexe à expliquer. En 1998, la politologue Florence Deloche-Gaudez, s'était brièvement penchée sur cette question dans le cadre de son étude sur les rapports entre la France et l'Europe de l'Est<sup>1390</sup> et avait fourni deux pistes de réflexion. La première avait souligné que la réticence française à l'adhésion des pays d'Europe centrale et orientale à l'UE<sup>1391</sup> avait probablement desservi les intérêts économiques de la France dans ces pays. Sans aller jusqu'à parler de « représailles » elle avait estimé que l'attitude et « les mots », pour le moins frais de la France – et en particulier ceux de son président<sup>1392</sup> – à l'égard de l'Est avaient certainement nui à Paris. Une intuition confirmée par l'ambassadeur Pierre Brochand, dans un télégramme diplomatique, le 11 octobre 1991 :

« Il est essentiel de veiller à ce que [nos] résultats [économiques] non négligeables ne soient pas affectés par le renouvellement de malentendus auxquels, plus que les autres grands partenaires de la Hongrie, nous semblons exposés [...] si l'on peut espérer que les suspicions ranimées par le projet de Confédération à son origine et, plus récemment, par la négociation d'association, sont maintenant derrière nous, il va de notre intérêt, que les aspirations de l'Europe centrale, Hongrie en tête, ne paraissent pas soutenues par les seules puissances se

---

1388 *Ibid.*

1389 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 28, document 002716, les projets français en Hongrie, note de l'ambassadeur János Szávai, 20 novembre 1992.

1390 DELOCHE-GAUDEZ, Florence, « La France et l'élargissement de l'Union européenne », *Études du CERI*, numéro 46, Paris, 1998, pages 1-39.

1391 Voir la quatrième partie : « Les relations franco-hongroises à la lumière de l'élargissement euroatlantique ».

1392 Notamment ceux de François Mitterrand à Prague : « des dizaines et des dizaines d'années », à ce sujet voir le développement sur la Hongrie et le projet mitterrandien de confédération européenne dans la quatrième partie.

réclamant d'une tradition danubienne (Allemagne, Italie) »<sup>1393</sup>.

Le second élément qui avait été pointé du doigt par la chercheuse française était le fait que la France du début des années 1990 qui était un pays gouverné par des socialistes et doté d'un fort secteur étatique n'avait pas forcément formé une grande impression sur des dirigeants centre-européens fraîchement convertis à l'économie de marché. Si les arguments développés présentent un intérêt indéniable, l'analyse détaillée de quelques-uns des exemples d'échecs français en Hongrie montre que les causes restent cependant très diverses et qu'il est difficile de distinguer une explication unique. Néanmoins, quelques remarques générales peuvent s'appliquer à la situation dans son ensemble en Hongrie. Tout d'abord il faut garder à l'esprit qu'aussi intense le lobby diplomatique français ait pu être, les lobbys américains, allemands, et, à moindre échelle, autrichiens, le furent tout autant. Ensuite, il faut souligner que la Hongrie a une très longue tradition de travail et de confiance avec ses proches voisins<sup>1394</sup> qu'elle n'a pas avec Paris. Lorsque Siemens obtient la majorité des contrats au début des années 1990, il faut se souvenir que l'entreprise a été l'une des premières à venir s'installer dans le pays vingt ans plus tôt. Troisième élément à considérer : le fait que bon nombre de décideurs hongrois parlent allemand. Dans un pays où le nouveau cadre juridique demeure encore largement flou, les relations personnelles sont un facteur clé de la réussite. Or il ne faut jamais sous-estimer la dimension supérieure de liens construits lors de discussions tenues dans une langue comprise par tous et sans traducteur. Enfin, la dimension géopolitique n'est pas absente des considérations lors de l'attribution des marchés publics. Les États-Unis, qui sont le plus grand investisseur en Hongrie entre 1990 et 1993, représentent également un allié indispensable dans le dessein hongrois naissant d'adhésion à l'OTAN, tandis que l'Allemagne, fer-de-lance de l'élargissement à l'Est, apparaît certainement à Budapest comme un partenaire plus légitime que Paris. Néanmoins chaque cas est unique et pour chaque revers la cause principale diffère. L'analyse de trois exemples parmi les nombreux échecs français illustre parfaitement ce dernier point.

- Airbus face au « tropisme technique ».

Le premier cas d'étude est un peu particulier puisque la compagnie Airbus, bien que son siège social soit situé en France<sup>1395</sup>, n'est pas 100% française. Elle fait partie d'un

---

1393AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7114, HON 12.4, visites françaises en Hongrie, visite d'Élisabeth Guigou, télégramme diplomatique, 11 octobre 1991.

1394Körösi, István, *Op.cit.*

1395À Blagnac, et ce depuis 1974.

consortium regroupant trois autres membres de l'UE : l'Allemagne, l'Angleterre et l'Espagne. Si la précision est importante, elle n'affecte en tout cas pas la manière de négocier des diplomates français lorsqu'il s'agit d'en défendre les intérêts.

À Budapest, au début de l'année 1990, lorsque la compagnie aérienne nationale, Malev, décide de moderniser sa flotte en investissant dans l'achat de plusieurs gros et moyens porteurs, Airbus est naturellement candidate. Le 30 novembre 1990, l'ambassadeur Pierre Brochand – accompagné pour l'occasion par ses collègues allemand, anglais et espagnol – est reçu en audience par le Premier ministre József Antall. Venu plaider le dossier du géant européen de l'aéronautique ils trouvent face à lui un homme plutôt embarrassé : « La Hongrie est constamment prise entre le marteau et l'enclume lorsqu'il s'agit de choisir un partenaire pour les investissements [...] ici c'est le pire des cas »<sup>1396</sup> indique József Antall à son interlocuteur. En effet, dans cette affaire Airbus est opposé à l'américain Boeing, l'Europe aux États-Unis. Ce « choix de Sophie » semble visiblement mettre mal à l'aise le dirigeant hongrois. Au cours de l'échange, ce dernier dit « comprendre la valeur symbolique d'acheter européen », « même un petit nombre »<sup>1397</sup>, et souligne que son « sentiment personnel » penche en faveur du consortium européen. Néanmoins, le chef du gouvernement magyar admet également que « les dirigeants américains se montrent très pressants »<sup>1398</sup> sur cette affaire<sup>1399</sup> et qu'il doit « tenir compte de l'avis de l'opposition et de celui des techniciens » – c'est à dire de la compagnie aérienne –. Or les deux penchent plutôt pour l'offre de la firme de Chicago, tandis que le ministère hongrois des Transports n'exprime pas de préférence. Au sortir de la réunion, l'affaire ne se présente pas bien. L'offre de Boeing est financièrement plus intéressante pour la Hongrie (7 millions de dollars de moins par appareil) et Airbus se doit de faire un effort. L'entreprise européenne décide alors de diminuer le prix de ses appareils de 4 millions de dollars sans pour autant choisir de s'aligner sur le prix de son concurrent. Au cours du printemps 1991, il devient clair que Malev s'apprête à s'orienter vers l'offre américaine<sup>1400</sup>. Le bureau du Premier ministre se dit gêné par ce choix dans la perspective européenne, mais explique qu'il ne souhaite pas inverser le choix de l'utilisateur<sup>1401</sup>. Au final l'échec d'Airbus s'explique à la fois par une offre moins compétitive, mais aussi par un certain « tropisme technique » favorable à Boeing la compagnie Malev étant déjà équipée par le constructeur

---

1396CADN, ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 247 , coopération franco-hongroise, Airbus, Air, transports et communications, télégramme diplomatique 30 novembre 1990.

1397Ibid.

1398Ibid.

1399Et certainement avec de très bons arguments. En 1990, 50% des investissements directs étrangers (IDE) en Hongrie proviennent en effet des États-Unis.

1400AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.1, transports, télégramme diplomatique, 11 juin 1991.

1401Ibid.

américain. Dans ce cas précis, si Paris se dit « déçue »<sup>1402</sup> par la décision il semble qu'elle l'accepte avec une certaine résignation. Ce n'est pas le cas dans tous les dossiers.

- Thomson-CSF, l'énorme désillusion.

À la fin de l'année 1993, le gouvernement hongrois annonce le lancement d'un appel d'offres pour la fourniture de matériel de radio-surveillance aérienne. Le ministre français des Transports, Bernard Bosson, qui avait annulé sa visite en Hongrie l'année précédente, choisit finalement de se rendre dans le pays, en mars 1994, d'une part pour obtenir des explications claires et définitives sur la question de la rénovation de la ligne de chemin de fer Budapest-Kelebia et d'autre part pour soutenir l'offre du français Thomson-CSF dans ce nouveau dossier<sup>1403</sup>. À Paris, l'ambassadeur hongrois estime que c'est le bon moment pour attribuer un contrat à Marianne. La France vient en effet d'essuyer deux échecs consécutifs en République tchèque (Air France) et en Slovaquie (Renault), et il voit là l'occasion de relancer les liens entre les deux pays : « un succès pourrait avoir des répercussions positives sur l'ensemble des rapports bilatéraux »<sup>1404</sup> écrit-il le 9 mars 1994. Entre le printemps 1994 et l'été 1995, la France appuie très fort le projet de Thomson-CSF. Au cours du mois de juillet 1995, l'ambassadeur François Nicoullaud rencontre le ministre hongrois des Transports, Károly Lotz, pour soutenir la proposition française. Durant l'entretien, François Nicoullaud indique qu'un « nouvel échec constituerait un signal négatif pour l'ensemble des entreprises françaises intéressées par la Hongrie » et souligne « la quasi-absence à ce jour de sociétés françaises parmi les nouvelles bénéficiaires de grands contrats »<sup>1405</sup>. Étonnamment l'ambassadeur se heurte à une fin de non-recevoir de la part du ministre qui indique « se refuser à exercer des pressions sur un jury de professionnels compétents »<sup>1406</sup>.

L'étude des archives montre que globalement, jusqu'à l'automne 1995, les autorités hongroises se révèlent relativement imperméables au travail français de *lobbying*. En décembre 1992, à la suite de la note remplie d'inquiétude de l'ambassadeur hongrois en France, le Quai Bem<sup>1407</sup>

---

1402 *Ibid.*

1403 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1994, carton 15, document 001011/1, visite de Bernard Bosson en Hongrie, télégramme diplomatique, 9 mars 1994.

1404 *Ibid.*

1405 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.2, postes-télécommunications-espace, télégramme diplomatique, 5 juillet 1995.

1406 En octobre 1993 le ministre hongrois des Finances, Ivan Szabó, avait également adopté la même argumentation devant l'ambassadeur Nicoullaud, mais sur un ton beaucoup plus conciliant : « le mode de choix dans les grandes affaires, en laissant beaucoup d'autonomie à des instances techniques ne permet pas au gouvernement d'orienter, comme il l'aurait peut-être fallu, le sens de certaines décisions ». AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7105, HON 8.4/5, relations économiques avec la France, visites-entretiens-missions générales, télégramme diplomatique, 19 octobre 1993.

1407 En l'occurrence Sándor Peisch, le secrétaire adjoint aux Affaires étrangères.

avait interrogé le ministère des Transports, mais aussi la mairie de Budapest et le cabinet du Premier ministre sur les raisons de ces multiples revers français. Les réponses qui étaient revenues avaient été assez similaires. Endre Juhász, le secrétaire général du ministère des Relations économiques internationales, avait indiqué, après avoir rappelé l'amélioration globale des relations franco-hongroises depuis trois ans, y compris sur le plan économique, que le gouvernement hongrois donnait sa chance à la France, mais qu'il ne pouvait pas « influencer sur le choix final en faveur d'une entreprise ou une autre »<sup>1408</sup>. Une réponse finalement très semblable à celle fournie, le 18 octobre 1995, par le ministre hongrois de l'Industrie et du Commerce, Imre Dunai, de passage en France. Pressé de s'expliquer sur la succession d'insuccès français par la secrétaire d'État au Commerce extérieur, Christine Chauvet, il avait répondu, le plus simplement du monde, que les entreprises allemandes faisaient « des offres plus agressives » et que le gouvernement n'intervenait pas dans les décisions<sup>1409</sup>. Un argument qui n'avait pas convaincu.

Dans le cas de Thomson-CSF, alors que la rumeur court sur les bords du Danube, le 20 juillet 1995, que l'entreprise est sur le point d'être écartée au profit de Siemens-Plessey, l'ambassadeur français, furieux, rédige un télégramme<sup>1410</sup> dans lequel il estime que « le jeu n'est pas ouvert ! ». Dénonçant l'hypocrisie des dirigeants hongrois qui ne cessent de clamer publiquement leur volonté d'équilibre économique et de faire le contraire au moment de l'attribution des contrats il explique avoir « attiré avec une certaine véhémence l'attention [du directeur de cabinet du Premier ministre, István Tóth] sur les conséquences d'un nouvel échec »<sup>1411</sup> soulignant à quel point cela « enverrait un message très négatif en direction des entreprises françaises »<sup>1412</sup> et démontrerait, une nouvelle fois, « la fermeture du marché hongrois aux concurrents français »<sup>1413</sup>. L'ambassadeur explique par ailleurs qu'on ne peut pas d'un côté réclamer la venue des investisseurs et des PME françaises sans de l'autre offrir *a minima* les conditions d'une concurrence équitable en termes de grands contrats. Allant plus loin, il avait indiqué à István Tóth, que « lorsque le dossier technique le justifie », le gouvernement hongrois ne devrait pas hésiter à contrecarrer la dépendance économique et commerciale du pays envers l'Allemagne et à influencer en direction des offres françaises<sup>1414</sup>.

---

1408MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 28, document 002716, les projets français en Hongrie, lettre d'Endre Juhász pour Sándor Peisch.

1409AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7105, HON 8.4/1, investissements, rencontre entre Christine Chauvet et Imre Dunai, compte rendu d'entretien, 18 octobre 1995.

1410AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.2, postes-télécommunications-espace, télégramme diplomatique, 20 juillet 1995.

1411AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.2, postes-télécommunications-espace, télégramme diplomatique, 20 juillet 1995.

1412*Ibid.*

1413*Ibid.*

1414*Ibid.*

Mais l'argumentaire ne fonctionne pas. Le 6 novembre 1995, en préambule de la visite du ministre français délégué aux Affaires européennes, Michel Barnier, à Budapest, un télégramme de l'ambassadeur souligne que « quels que soient les qualités techniques ou le niveau de prix des offres françaises, elles tendent à être écartées »<sup>1415</sup> et explique que « seule une réelle volonté politique pourrait contrer une telle situation »<sup>1416</sup>. C'est dans cette optique que l'ambassadeur a écrit, quelques jours plus tôt au président de la République<sup>1417</sup>.

Si dans le cas de Thomson-CSF il semble bien que ce soit le lobbying effréné des Allemands qui ait eu raison d'une offre qui apparaissait présenter « des références bien supérieures à celle de son concurrent »<sup>1418</sup>, il serait erroné de croire que la cause de tous les revers français en Hongrie en termes de grands contrats au début des années 1990 soit à mettre au débit exclusif de nos voisins d'outre-Rhin ou de la partialité des Magyars. L'exemple de la gifle reçue par Matra sur un projet qu'elle avait quasiment signé montre que les entreprises françaises ont été parfaitement capables d'échouer par leurs propres moyens dans ce domaine.

- Le gâchis Matra.

Dès le début de l'année 1988, l'entreprise Matra se montre très intéressée par le projet d'extension du métro budapestois. Son directeur, Bernard Félix, qui avait rencontré Károly Grósz à Paris lors de sa venue en novembre 1988, se rend plusieurs fois dans le pays au cours de l'année 1989<sup>1419</sup>. En janvier 1990, lors de la visite de François Mitterrand en Hongrie, un protocole d'intention<sup>1420</sup> est signé entre le groupe français et le gouvernement hongrois. Au cours de l'automne 1990, une offre pour la construction de sept stations de métro sur 4,5 kilomètres et pour un coût global de 2,4 milliards de francs est transmise aux autorités hongroises<sup>1421</sup>. Mais le ministère de l'Économie français se montre inquiet du caractère non concurrentiel de l'offre, bien supérieure à celle de l'allemand Siemens, et du fait que Matra refuse de participer au capital de la future société concessionnaire<sup>1422</sup>. Le ministre des Affaires

---

1415AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7114, HON 12.4, visites françaises en Hongrie, visite de Michel Barnier, télégramme diplomatique, 6 novembre 1995.

1416*Ibid.*

1417Voir la partie VII de ce chapitre : « La Hongrie et la diplomatie économique de Jacques Chirac ».

1418AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7114, HON 12.4, visites françaises en Hongrie, visite de Michel Barnier, télégramme diplomatique, 6 novembre 1995.

1419MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 00544, note du 31 janvier 1989.

1420Engagement qui définit le cadre de négociation d'une transaction et qui conduit, le plus souvent à l'aboutissement de cette transaction.

1421AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6332, HON 10.1, transports, compte rendu de Monsieur Cottin, chargé de mission au cabinet du Premier ministre, 31 octobre 1990.

1422 Par ailleurs, la BNP, partenaire du projet, se montre réticente à financer de tels montants.

étrangères, Roland Dumas, et le président de la République, François Mitterrand, interviennent personnellement dans cette affaire et insistent auprès des dirigeants de Matra pour qu'ils revoient leur offre, leur expliquant qu'il est essentiel pour la France de remporter ce contrat afin de provoquer un effet de synergie sur d'autres projets<sup>1423</sup>. Matra s'exécute et à la fin de l'année 1992, l'ambassadeur Pierre Brochand estime que « l'affaire est presque acquise »<sup>1424</sup>. Mais les choses se compliquent. L'entreprise française, percevant la possibilité d'obtenir un contrat de gré à gré<sup>1425</sup>, soumet une nouvelle offre, mi-septembre pour 4,1 milliards de francs<sup>1426</sup>. Le changement de prix, si soudain, si tardif et dans de telles proportions déclenche un tollé à Budapest. Face à cette réaction, la firme française se reprend et évoque, maladroitement, « une erreur »<sup>1427</sup> avant de ramener son prix à 3,1 milliards. Mais le mal est fait. La bétise a jeté le discrédit sur l'entreprise qui souffrait déjà « d'un déficit de sympathie auprès de la municipalité de Budapest ». Par ailleurs, son comportement a « réveillé les interrogations que suscitait sa technologie »<sup>1428</sup>. Cependant Budapest n'écarte pas la France du projet. Souhaitant conserver le crédit gouvernemental de 2 milliards dont elle dispose elle demande à s'adresser à un autre partenaire français. Mais le Quai d'Orsay ne le souhaite pas et demande à Matra d'apporter des garanties sur le prix d'une future extension et sur la fiabilité de son système. L'effort est vain. Budapest ne croit plus en Matra et choisit de s'orienter vers un appel d'offres international<sup>1429</sup> – ce qui constitue déjà un désaveu en soi pour l'entreprise française –. Mise en concurrence avec l'allemand Siemens et le consortium d'entreprises hongroises Hídépítő, Matra est éjectée dès le premier tour de vote le 24 juin 1993<sup>1430</sup> alors même qu'un mois plus tôt l'ambassadeur semblait encore croire en ses chances de succès<sup>1431</sup>. Matra n'a pas résisté aux oppositions croissantes nées au sein du conseil municipal de Budapest et aux critiques émises par la Banque mondiale sur son projet. Par ailleurs, l'entreprise semble avoir été beaucoup trop agressive dans les derniers mois de

---

1423AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 6332, HON 10.1, transports, compte rendu de Monsieur Cottin, chargé de mission au cabinet du Premier ministre, 31 octobre 1990.

1424AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.1, transports, télégramme diplomatique, 21 septembre 1992.

1425C'est-à-dire un contrat où les parties contractantes déterminent librement, ensemble, par la discussion, les conditions de leur convention

1426AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.1, transports, télégramme diplomatique, 21 septembre 1992.

1427Ibid.

1428La technologie « VAL » employée par Matra n'est en effet pas compatible avec les autres lignes du réseau, ce qui rend d'une part impossibles les économies d'échelle, et d'autre part placerait le groupe français en position de force en cas d'extension du métro dans le futur.

1429AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.1, transports, fiche sur Matra en Hongrie, 7 mai 1993.

1430AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.1, transports, télégramme diplomatique, 24 juin 1993.

1431AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.1, transports, télégramme diplomatique, 23 mai 1993.

négociations. L'ambassadeur note que : «la maladresse et l'insistance de Matra ont fini par irriter l'équipe municipale et faire naître des rumeurs de corruptions »<sup>1432</sup>.

Cette partie ne serait pas complète sans préciser que la France remporte, malgré tout, quelques contrats au cours de la période. Des exemples de succès dont les hommes politiques hongrois n'hésitent pas à se servir lors de leurs rencontres avec les dirigeants français. Cependant, hormis le très large contrat obtenu par le groupe GZDC (filiale de la Lyonnaise des Eaux et du groupe Suez) qui remporte un marché de 1,2 milliard de francs<sup>1433</sup> pour l'aménagement d'un ensemble d'hôtels et de bureaux sur des terrains adjacents à la gare de l'ouest (*Nyugati pályaudvar*)<sup>1434</sup>, la majorité des contrats sont de taille modeste: les sociétés SEFRI et CBC remportent un appel d'offres pour la rénovation de l'hôtel Royal<sup>1435</sup>, Bouygues et Altea se partagent la construction d'un hôtel à proximité de la gare de l'est (*Keleti pályaudvar*) tandis que Spie-Batignolles se voit confier l'extension du Novotel de la capitale. Autant de contrats qui apparaissent comme des lots de consolation vus de Paris d'autant que dans le même temps ses PME, colonne vertébrale de son économie, continuent de se montrer hésitantes vis-à-vis de la Hongrie.

## **V- La Faiblesse des PME françaises en Hongrie : un problème insoluble à travers le temps.**

### ***A- Hésitations.***

À l'inverse de l'Italie, de l'Autriche ou de son voisin d'outre-Rhin dont le système de *Mittlestand*<sup>1436</sup> s'est rapidement installé en Hongrie au début des années 1990, la France n'a pas eu le réflexe, l'envie, ou l'expérience nécessaire pour développer son réseau de PME en territoire magyar au cours de la même période. Entre 1989 et 1996, alors que plus de 20 000 nouvelles sociétés voient le jour en Hongrie<sup>1437</sup>, seule une poignée d'entre elles<sup>1438</sup> résulte de

<sup>1432</sup>*Ibid.*

<sup>1433</sup>AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7105, HON 8.4/4, relations économiques avec la France, autres secteurs, télégramme diplomatique, 17 avril 1991.

<sup>1434</sup>Écartant au passage l'allemand DIBAG, l'autrichien REVITAL, le suédois SKANSKA et l'américain BECHTEL.

<sup>1435</sup>AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7105, HON 8.4/4, relations économiques avec la France, autres secteurs, télégramme diplomatique, 17 avril 1991.

<sup>1436</sup>Le terme renvoie, de manière assez large, aux petites et moyennes entreprises. En Allemagne cette catégorie comprend toutes les entreprises de moins de 500 employés et réalisant moins de 50 millions d'euros de chiffre d'affaire annuel.

<sup>1437</sup>Dont 4000 sont allemandes, 2670 autrichiennes, 1190 américaines, 1120 italiennes et moins de 250 françaises. IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 145, télégramme diplomatique, 6 janvier 200.

<sup>1438</sup>Moins d'une trentaine.

l'initiative d'une PME française. Au cours des premières années, cette timidité se justifie par les incertitudes politiques, économiques, juridiques et financières entourant la Hongrie que nous avons évoquées<sup>1439</sup>. Au début de l'année 1991 le ministère des Affaires étrangères français estime ainsi que « la Hongrie se heurte à des difficultés qui semblent indiquer que le processus de transition sera plus laborieux qu'on ne le prévoyait »<sup>1440</sup> et que « l'évolution est incertaine »<sup>1441</sup> face à la dégradation du niveau de vie.

Le gouvernement Antall, qui a été élu sur la promesse de l'instauration d'une « économie sociale de marché » basée sur la libre entreprise et la libre propriété, doit en effet se confronter, depuis le printemps 1990, à la lourde tâche de mettre en place une réforme économique générale assurant la diminution du rôle de l'État dans la production tout en garantissant le bon fonctionnement du processus de privatisation des principales firmes du pays. Le programme a tout d'une gageure<sup>1442</sup> et le gouvernement a besoin de faire rentrer le plus rapidement possible des capitaux extérieurs en se montrant attractif pour les investisseurs étrangers, mais également en augmentant drastiquement ses revenus intérieurs. C'est avec ce dernier objectif en tête, qu'il décide, au cours du mois d'octobre 1990, de l'augmentation de 65% du prix des carburants<sup>1443</sup>. La décision, brutale, provoque l'immédiate réaction des chauffeurs de taxi et des routiers du pays. Un blocage généralisé des principaux axes de transports s'organise. Les accès aux ports et aéroports, mais aussi aux postes-frontières sont fermés. À Budapest, et dans toutes les grandes villes, les principales artères de circulations et les ponts sont entravés. Le pays est paralysé. La population se range du côté des grévistes et les tensions sont de plus en plus fortes. Mais le gouvernement refuse de céder et la situation menace de s'envenimer. Le ministre de l'Intérieur, Balázs Horváth<sup>1444</sup>, met en garde les manifestants : il n'exclut pas de faire appel à l'armée pour briser le mouvement de grève. Le scénario de crise tant redouté par Paris se dessine<sup>1445</sup>. Le matin du 26 octobre, alors que l'ordre d'intervenir a, semble-t-il, été donné<sup>1446</sup>, le président Árpád Göncz lance un appel au calme. Il s'oppose à toute utilisation de la force et demande la suspension de la hausse des prix à l'origine du conflit. La situation s'apaise. Balázs Horváth, mais également le ministre des

---

1439 *Le Monde*, 14 février 1991.

1440 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7103, HON 8.1/1, relations économiques avec la France, affaires économiques et financières, note du 20 janvier 1991.

1441 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7103, HON 8.1/1, relations économiques avec la France, affaires économiques et financières, note du 8 mars 1991.

1442 La tâche est d'autant plus complexe que le gouvernement n'a demandé qu'un délai de grâce de 100 jours

1443 Le prix du « super » passe ainsi de 36 à 67 forints le litre du jour au lendemain.

1444 Qui occupe alors la fonction de Premier ministre par intérim (József Antall ayant dû subir une intervention chirurgicale).

1445 Voir la première partie de ce travail et notamment : D- Les transformations politiques en Hongrie : sources d'inquiétudes et d'admiration côté français.

1446 *Le Monde*, 28 octobre 1990.

Finances, Ferenc Rabár, sont remerciés<sup>1447</sup>. Le pire a été évité, mais la violence de la crise prouve à quel point la tâche de la transition économique qui incombe au gouvernement sera dure. Dans un tel contexte les banques françaises se montrent très sélectives<sup>1448</sup> sur les projets d'investissements des PME dans le pays et durcissent leurs conditions de prêt. Dès lors, les entreprises hexagonales se contentent essentiellement d'adopter des stratégies pragmatiques, au coup par coup, qui consistent à saisir des opportunités pour s'installer localement sur des micromarchés aux risques peu élevés (biens de consommation courants, services commerciaux). La stratégie est pratiquement l'inverse de celle adoptée au cours de la même période par les entrepreneurs allemands. Ceux-ci, forts d'un système public national d'aides très efficace, n'hésitent pas à mettre en place une stratégie globale de développement en Hongrie. Alors que les entreprises et les banques françaises concentrent essentiellement leurs regards sur l'état de l'économie hongroise<sup>1449</sup>, les Allemands considèrent davantage les opportunités qui découlent de cet état<sup>1450</sup>. Par ailleurs, Bonn est consciente que toutes les catégories de la population ne sont pas affectées de la même manière par la transition. Si une majeure partie d'entre elles se retrouve perdante – c'est le cas des ouvriers, des fonctionnaires, des salariés agricoles ou encore des retraités<sup>1451</sup> qui développent une certaine nostalgie de la « belle époque Kádár », perçue comme le temps du plein emploi et du bien être<sup>1452</sup> – d'autres en revanche retirent clairement un profit des transformations. C'est le cas des travailleurs indépendants, des entrepreneurs – entendus au sens le plus large du terme – et c'est avec cette catégorie que des liens durables peuvent se former<sup>1453</sup>. L'ambassadeur français, Pierre Brochand, partage cette vision des choses. Dans un télégramme envoyé au Quai d'Orsay, à la fin de l'année 1991, il estime que si la Hongrie n'est bien évidemment « pas immunisée contre les risques émanant du processus de transition économique » le pays demeure en revanche « un partenaire sérieux » qui a su rediriger ses échanges commerciaux vers la CEE et

---

1447De manière plus générale, le mandat de József Antall se caractérise par une assez grande instabilité ministérielle. Entre 1990 et 1994, 50 personnes se succèdent aux 26 postes de secrétaires d'État et 86 fonctionnaires aux fonctions de sous secrétaires d'État.

1448Les taux d'intérêt sont très hauts en Hongrie ce qui oblige les entreprises françaises à réaliser des accords avec leurs banques nationales et les montages peuvent être compliqués tandis que les primes COFACE sont élevées (voir *infra*).

1449Le PIB est en recul de 18%, l'inflation a atteint 35%, et le chômage (7%) est en forte hausse.

1450L'important besoin de capitaux et d'investisseurs étrangers de la Hongrie la conduit à offrir des conditions très favorables aux entreprises qui souhaitent venir s'y installer. Par ailleurs une installation précoce se transformera nécessairement en un avantage quasiment décisif au moment du redressement – attendu – de l'économie.

1451FERGE, Zsuzsa, « A rendszerváltás nyertesei és vesztesei » [Les vainqueurs et les vaincus du changement de régime], *Társadalmi riport* [Rapport social], Budapest, TARKI, 1996, pages 414-443.

1452TÓTH, István György (dir.), *Mil ans d'histoire hongroise. Histoire de la Hongrie de la Conquête jusqu'à nos jours*, Budapest, Corvina, 2003.

1453AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visites de personnalités politiques hongroises en France, visite de József Antall, télégramme diplomatique, 10 avril 1991.

l'OCDE sous « l'autorité et le savoir-faire » de son Premier ministre<sup>1454</sup>. Dans cette optique, Pierre Brochand estime que malgré les difficultés économiques et « grâce à l'antériorité des réformes entreprises dans le pays», les Hongrois ont acquis les réflexes du marché et de la société de consommation et que par conséquent le pays, qui « n'a pas eu besoin d'une thérapie de choc », ne représente « pas un risque important » pour les potentiels investisseurs français<sup>1455</sup>. Ces lignes sont rédigées alors que la Première ministre française, Édith Cresson, vient de lancer, quelques semaines auparavant, un plan PME/PMI<sup>1456</sup> incluant un large volet extérieur et prévoyant, entre autres, la prise en charge du provisionnement du risque politique par la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE)<sup>1457</sup> ainsi qu'un plafond d'aides à l'exportation relevé. Le dispositif vient s'ajouter au mécanisme de soutien à l'action des PME mis en place en 1990 sous la forme d'un fonds de garantie de 100 millions de francs<sup>1458</sup> géré par la Société d'assurance française pour le capital risque (SOFARIS). Mais les seules aides financières semblent insuffisantes pour inciter les PME à investir à l'Est. Celles-ci ont également besoin d'information sur les techniques, moyens et coûts de l'implantation. Cela nécessite une parfaite connaissance des structures juridiques, une appréciation des risques, et une recherche de partenaires locaux et de contrats. En Allemagne des organismes très efficaces existent pour cela<sup>1459</sup>. En France c'est le poste d'expansion économique de l'ambassade qui est chargé de cette tâche mais ses moyens sont plus limités<sup>1460</sup> et il est débordé<sup>1461</sup>. Certes, en 1990, Paris a créé la MICECO pour pallier une partie de ce problème, mais nous avons vu, dans la partie précédente, que la structure, dont le budget était partiellement consacré au culturel, ne fonctionnait pas toujours de manière optimale. Il faut attendre le 1er janvier 1993 pour voir apparaître en Hongrie un centre d'information et de coopération industriel (ACTIM) dirigé par l'hungarophone Pierre Waline<sup>1462</sup>. Le centre, comme tous ceux de ce genre ouvert par la France dans le monde, se donne pour but

---

1454AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7103, HON 8.1/1, relations économiques avec la France, télégramme diplomatique, 18 décembre 1991.

1455*Ibid.*

1456*Les Échos*, 17 septembre 1991

1457La COFACE, créée en juin 1946 est une société d'assurance-crédit qui garantit les créances nées d'une opération de vente par un exportateur français à un acheteur étranger. Schématiquement, la COFACE s'occupe de la couverture des risques commerciaux ordinaires que courent les exportateurs (non-paiement par l'importateur, insolvabilité du client étranger...).

1458AS, question écrite numéro 08641 d'Olivier Roux, publiée dans le Journal officiel du sénat le 19 novembre 1987, pages 1816, et réponse du ministère du Commerce extérieur, publiée dans le Journal officiel du sénat, le 31 décembre 1987, page 2042.

1459Et les Länder sont également très actifs en ce sens. La Bavière et le Baden-Württemberg consacrent chacun presque autant à la Hongrie (250 millions de marks) que la MICECO.

1460Deux à trois personnes travaillent dans le service économique à Budapest.

1461Le poste d'expansion économique de l'ambassade reçoit chaque année plus de 2000 entreprises. *Les Échos*, 29 mai 1992.

1462AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7105, HON 8.4/1.2, relations économiques avec la France, investissements, télégramme diplomatique, 31 octobre 1995.

d'informer les décideurs magyars sur les techniques françaises. Il se sert pour cela de la presse locale spécialisée pour diffuser des communiqués et des articles sur les technologies innovantes des entreprises françaises. Il organise également des séjours en France pour que les journalistes locaux puissent se rendre dans les entreprises françaises et faire état de leurs qualités. À Budapest, et ce « en dépit du dynamisme de son directeur »<sup>1463</sup>, le centre ne fonctionne pas bien et les objectifs fixés lors de sa création ne sont pas atteints. Entre 1993 et 1995, seules deux opérations de coopération industrielles sont mises en place par son intermédiaire, un chiffre bien éloigné des attentes originelles qui conduit l'ambassadeur François Nicoullaud à en recommander la fermeture<sup>1464</sup>.

### ***B- Un manque de visibilité et de confiance persistant.***

En mai 1992, en marge de la foire de Budapest, un groupe de patrons de PME françaises, accompagné pour l'occasion par le directeur de la SOFARIS, Bertrand Larrera de Morel, se rend dans le pays pour y explorer les possibilités d'exportations et d'investissements<sup>1465</sup>. En dépit de l'environnement économique complexe, ces fabricants d'onduleurs électroniques, loueurs de bases-vie pour chantier et autres vendeurs de matériel agricole écoutent avec attention les responsables hongrois venus à leur rencontre et profitent de leur voyage pour lier des contacts avec des entrepreneurs locaux. Séduits par les atouts du pays – cadre législatif renouvelé, traditions commerciales, bas coût du travail, situation au cœur de l'Europe, fort potentiel de croissance – il semble malgré tout qu'un important sentiment de doute persiste en leur for intérieur à l'issue du voyage<sup>1466</sup>. Les possibilités encore bien réelles de faillite et d'insolvabilité qui pèsent sur un bon nombre d'entreprises magyares, mais aussi les risques inhérents au complexe contexte régional – embrassement de la Yougoslavie voisine – semblent l'emporter aux yeux des entrepreneurs français sur les atouts visibles du pays. Il faut dire que du côté Quai d'Orsay, jusqu'à l'automne 1992, le scénario catastrophe continue d'être envisagé comme une réelle possibilité. Une note du 5 novembre 1992 envisage ainsi deux *scenarii* possibles pour la Hongrie des mois et des années à venir. Le premier – souhaité – considère le succès des réformes économiques hongroises et l'intégration progressive du pays à l'Ouest, la Hongrie devenant « le pôle de stabilité de la région ». Le second – redouté – dessine une société magyare en proie à de graves problèmes

---

1463 *Ibid.*

1464 *Ibid.*

1465 *Les Échos*, 29 mai 1992.

1466 Correspondance de l'auteur avec László Madarász, ancien président de la Chambre de Commerce et d'Industrie franco-hongroise 15 mars 2016.

sociaux, ravagée par la montée du chômage, déséquilibrée par l'arrivée de réfugiés issus de la Yougoslavie en crise, rongée par la montée d'un nationalisme exacerbé par les tensions avec la Roumanie et la Slovaquie voisines et nourri par la frange la plus radicale du MDF<sup>1467</sup>.

Néanmoins si ces considérations d'ordres géopolitiques jouent probablement un rôle dans le raisonnement des directeurs de PME françaises, elles impactent certainement moins négativement leurs décisions que les exemples d'échecs ou de difficultés auxquelles sont confrontées les autres entreprises françaises qui ont tenté l'aventure en Hongrie.

### ***C- Les difficultés rencontrées par les premières PME françaises en Hongrie : un exemple dissuasif ?***

En économie, et particulièrement lorsqu'il s'agit d'investissements, la réussite attire la réussite et, à l'inverse, l'échec agit, presque toujours, comme un facteur majeur de dissuasion. De manière générale, lorsqu'il s'agit d'investir sur un nouveau marché les PME françaises préfèrent attendre pour pouvoir observer la manière dont les plus grandes entreprises se comportent et pour ensuite s'implanter et bénéficier de leurs réseaux<sup>1468</sup>. Dans le cas de la Hongrie, le problème est complexe. En effet, si les investissements français se portent bien au début des années 1990, ce sont surtout, nous l'avons vu, de larges voire de très larges investissements effectués par des multinationales aux reins financiers très solides et dans le cadre de privatisations. Ces réussites peuvent difficilement constituer des exemples probants pour les PME. Celles-ci ont besoin d'observer des firmes aux besoins et aux dimensions similaires. Or, les premières PME qui tentent leur chance en Hongrie rencontrent de multiples obstacles.

Au début de l'année 1990, un groupe d'entrepreneurs bretons décide de franchir le pas et crée une société mixte en Hongrie, la Soframi<sup>1469</sup>. Pour favoriser un phénomène de synergie, le groupe décide de bâtir une « Maison de la Bretagne » dans la capitale magyare. Après l'achat d'un terrain dans le sixième arrondissement de la capitale et l'obtention d'un permis de construire à la fin de l'année 1992, le projet vient se heurter à de nombreuses difficultés administratives et financières<sup>1470</sup>. Au début de l'année 1994, les entrepreneurs écrivent à l'ambassadeur de France pour lui demander de leur venir en aide. Pour des raisons de délais,

---

1467AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7097, HON 2.14/1, vie politique intérieure, « Scénarios pour la Hongrie », note d'Olivier Brochenin, 5 novembre 1992.

1468Les grandes entreprises entraînant le plus souvent dans leur sillage leurs prestataires de services, banques et assurances, et leurs éventuels sous-traitants

1469AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7110, HON 12.1/1, relations politiques avec la France, échanges de messages, lettre pour l'ambassadeur, 24 février 1994.

1470Ibid.

le terrain acheté en 1992 est sur le point d'être perdu et les efforts consentis depuis quatre ans sont proches de se révéler vains<sup>1471</sup>.

L'exemple n'est pas unique. Interrogé sur les facteurs qui ont pu contribuer à la réserve des PME françaises en Hongrie, l'ancien conseiller commercial de l'ambassade de France, François Melley, explique qu'en sus des « difficultés bureaucratiques » – telles que l'obtention d'informations claires et concordantes ou de permis de construire – « les problèmes de langues » et « de financements » ont constitué les principaux obstacles d'installation aux PME françaises en Hongrie<sup>1472</sup>. Autant de mécanismes complexes auxquels les PME ne sont pas habituées à se confronter et face auxquels elles ne peuvent pas répondre par une logistique et des effectifs aussi importants que les multinationales<sup>1473</sup>.

#### ***D- Une situation qui se prolonge sur l'ensemble de la période.***

En janvier 1997, lors de son entretien avec le président français, si le Premier ministre hongrois Gyula Horn exprime sa satisfaction quant à la place économique désormais occupée par la France dans son pays<sup>1474</sup>, il déplore en revanche le manque de dynamisme des PME françaises et insiste sur la nécessité d'élargir la coopération dans ce domaine<sup>1475</sup>. Sur le plan pratique, il demande à ce que Paris « ne classe plus la Hongrie comme un pays à risque ». Le Premier ministre hongrois fait ici clairement référence au provisionnement élevé du risque hongrois par les banques françaises<sup>1476</sup>, un problème également évoqué, le 25 novembre 1996, par le député de l'Essonne et vice-président du groupe d'amitié France-Hongrie à l'Assemblée nationale, Michel Berson, dans une lettre adressée à Jacques Chirac et dans laquelle il souligne par ailleurs que « les primes COFACE pour la Hongrie sont très supérieures à ce qui se fait pour la République tchèque et la Slovaquie alors que les Hongrois ont un historique de paiements beaucoup plus favorables [...] la situation démoralise fortement les entreprises françaises »<sup>1477</sup>. Le ministère de l'Économie répond que « malgré les succès économiques

---

1471 *Ibid.*

1472 Correspondance de l'auteur avec François Melley, ancien conseiller commercial de l'ambassade de France en Hongrie, 12 octobre 2013.

1473 *Ibid.*

1474 Cinquième partenaire commercial, troisième investisseur (une situation qui doit beaucoup aux investissements d'EDF/GDF dans le pays en 1995 et au rachat par Michelin de l'entreprise Taurus pour 66 millions de dollars en 1996.

1475 KÜM, France, 1997, document 417-7, visite de Jacques Chirac en Hongrie, notes pour l'entretien entre Gyula Horn et Jacques Chirac, 7 janvier 1997.

1476 Dans le cadre de la réglementation de la commission de contrôle des banques, les banques françaises doivent provisionner « le risque hongrois » à moyen terme alors que les banques allemandes n'ont pas cette contrainte, ce qui crée artificiellement les conditions d'une compétition défavorable.

1477 AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), lettre de Michel Berson, 25 novembre 1996.

enregistrés, la Hongrie reste moins favorable » et restera par conséquent classée en risque 3/6<sup>1478</sup>. L'argument est difficile à entendre pour le député, mais aussi pour les autorités hongroises qui viennent de redresser l'économie de manière spectaculaire et dont le pays connaît une croissance annuelle désormais supérieure à 4%. En réalité, dès la fin de l'année 1993, le Quai d'Orsay s'est montré rassuré par le bilan positif, bien qu'incomplet de la transition hongroise. Ni les énormes difficultés économiques, ni la mort de József Antall – décédé des suites d'un lymphome – ni les oppositions apparues à l'intérieur même du MDF et de la population n'ont déstabilisé le système. Dans ce contexte, Paris signe, en octobre 1993, un protocole financier de partenariat avec la Hongrie, valable trois ans, prévoyant notamment la mise à disposition d'un crédit de 50 MF à taux bonifié, renouvelable une fois, affecté en priorité aux PME et destinés à couvrir en partie leurs besoins de financement dans le cadre de la création de sociétés mixtes. Néanmoins, à la fin de l'année 1996, alors que la question de son renouvellement se pose, la DREE estime qu'il n'est pas nécessaire de prolonger l'expérience<sup>1479</sup>, un avis qui n'est pas celui de l'ambassadeur François Nicoulaud. Dans un télégramme en date du 9 décembre 1996, il appuie le maintien du dispositif, estimant que « les financements offerts par le protocole ont joué un rôle incitatif indéniable »<sup>1480</sup> et que malgré les difficultés pour les entreprises françaises à identifier des partenaires fiables le protocole doit être reconduit<sup>1481</sup>. Le Secrétariat général de l'Élysée reçoit plusieurs lettres de PME françaises au cours du mois de décembre arguant également en ce sens. Le 28 décembre 1996, le directeur de la société EM technologies, spécialisée dans le découpage et l'emboutissage de pièces métalliques pour l'industrie automobile, écrit au président de la République pour plaider son cas. Dans le cadre du protocole d'octobre 1993, son entreprise a en effet bénéficié d'une ligne de crédit de 3,4 MF qui a lui permis de créer une société mixte en Hongrie. Le non-renouvellement du partenariat mettrait l'entreprise en grandes difficultés. Dans son courrier le PDG rappelle que 50 MF est « un montant relativement modeste comparé à l'effort de nos voisins et amis allemands [...] certains Länder à leur seule échelle consentent un effort global bien plus important pour appuyer les projets de leurs ressortissants

---

1478La COFACE classe alors les pays, comme les agences de notations, sur une échelle de 1 à 6 (1 étant le meilleur résultat possible) en fonction d'une analyse des différents risques encourus : contexte politique, situation financière extérieure, solvabilité de l'État, vulnérabilité à un retrait de capitaux, fragilité du secteur bancaire, croissance et solidité de la croissance à long terme, indicateurs macro-économiques des pays industrialisés, comportement de paiement pour les grands contrats.

1479AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), fiche de la DREE sur le protocole de partenariat industriel franco-hongrois.

1480AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), télégramme diplomatique, 9 décembre 1996.

1481Un protocole similaire entre la France et la Pologne a été reconduit au cours des mois précédents.

nationaux »<sup>1482</sup>. Au final le président décide de reconduire le dispositif<sup>1483</sup>. Mais le renouvellement ne permet pas réellement d'amélioration des chiffres et la période 1997-2004 n'est qu'une succession de relances sans effet. En janvier 1997, un déjeuner<sup>1484</sup>, organisé par l'ambassade de Hongrie à Paris, en présence de représentants du ministère des Affaires étrangères et de l'Économie, mais aussi de chefs d'entreprises, indique la nécessité de mettre en place un financement spécialisé et un soutien opérationnel pour les PME-PMI ainsi qu'une coopération approfondie au niveau local et régional<sup>1485</sup>. En janvier 2001, Ubifrance<sup>1486</sup> publie le guide « exporter en Hongrie, l'essentiel d'un marché » à destination des PME dans l'espoir de susciter de nouvelles intentions. En juin 2002, à l'initiative conjointe de la direction des relations économiques extérieures (DREE), de l'Institut français des relations internationales (IFRI) et du Centre franco-autrichien pour le rapprochement économique en Europe, un séminaire sur le rôle des PME dans le processus d'élargissement de l'UE se tient les 27 et 28 juin à Ljubljana autour du constat que « peu de PME françaises osent s'implanter à l'Est »<sup>1487</sup>. En octobre de la même année, la Chambre de commerce et d'industrie franco-hongroise décide de renforcer son service commercial et de créer un annuaire afin d'apporter un meilleur soutien aux PME-PMI dans le pays<sup>1488</sup>. Mais malgré la multiplication des constats, des relances et des initiatives, la situation n'évolue pas au fil du temps. En mai 2003 la chambre de commerce et d'industrie de Lyon continue de remarquer que « les PME françaises considèrent encore, à tort, les marchés centre-européens comme difficile d'accès voire fermés »<sup>1489</sup>. En février 2004, l'histoire se répète et le ministre français délégué au Commerce extérieur, François Loos, déclare vouloir « développer l'internationalisation de nos PME dans les pays d'Europe centrale et orientale » en prenant exemple sur l'Italie, « très en pointe dans ce domaine grâce à son organisation très décentralisée, organisée en districts industriels »<sup>1490</sup>.

La ruée vers l'Est qui a suivi la chute du mur de Berlin fait donc figure d'un feu de paille au niveau des PME. La curiosité des premiers mois a rapidement fait place à un comportement réaliste ultra prudent de la part des patrons de PME. Les risques encourus ont

---

1482AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), lettre du directeur de EM Technologies au secrétariat de la présidence, 28 décembre 1996.

1483KÚM, France, 1997, document 10363, visite de Pierre Moscovici en Hongrie, note de cadrage.

1484KÚM, France, 1997, document 417-11, visite de Jacques Chirac en Hongrie, suivi des relations économiques bilatérales.

1485KÚM, France, 1997, dossier 417-12, rapport de Péter Veress sur les relations franco-hongroises, 10 avril 1997.

1486L'agence française pour le développement international des entreprises qui accompagne les firmes hexagonales dans leur parcours à l'export, depuis l'orientation sur les marchés étrangers jusqu'à la concrétisation d'affaires et l'implantation sur le terrain

1487*Le Monde*, 8 juillet 2002.

1488AN. 5AG5/PME44, dossiers de Pierre Merviel, relations économiques avec la Hongrie (janvier-février 2004), plan d'action commerciale 2004-2006.

1489*Ibid.*

1490*Le Monde*, 13 février 2004.

semblé en permanence être réévalués à la hausse tandis que l'incertitude face à la lenteur des mutations économiques, face au maintien des équilibres macro-économiques et face à un environnement géopolitique perçu comme potentiellement instable a primé sur le désir d'entreprendre et la volonté de miser sur l'avenir. À la fin de l'année 2004, moins d'une cinquantaine de PME françaises sont installées en Hongrie<sup>1491</sup>, un chiffre qui n'a quasiment pas évolué entre 1995 et 2004 et ce malgré les multiples tentatives de relance.

## **VI- La Hongrie et la diplomatie économique de Jacques Chirac.**

### ***A- Conquérir les marchés d'Europe centrale.***

À l'inverse de son prédécesseur à l'Élysée, pour qui l'exercice de la diplomatie économique relevait clairement de la corvée<sup>1492</sup>, le président Chirac effectue généralement cette tâche sans rechigner, avec entrain, et parfois même avec un certain enthousiasme<sup>1493</sup>. Dès les premiers mois de son septennat, il n'hésite pas à manifester publiquement tout l'intérêt qu'il porte à l'expansion internationale des entreprises françaises et à leur réussite à l'étranger. Le 27 août 1996, devant les ambassadeurs français réunis à Paris, il explique, sans ambages, que la défense des intérêts économiques nationaux se doit, plus que jamais, d'être au cœur de leurs priorités :

« Un Français sur quatre travaille pour l'exportation [...] essentiel pour l'emploi, ce combat de tous les jours, combat dans lequel je me suis investi personnellement, est aussi votre combat [...] J'attends de vous un soutien résolu à l'action des Français expatriés [...] à la promotion des intérêts économiques de notre pays [...] mobilisez tous votre expérience, votre talent, votre énergie, au service de nos entreprises [...] [car] près du tiers de notre croissance résulte désormais des performances de nos entreprises sur les marchés étrangers »<sup>1494</sup>.

---

1491AS. « *La Hongrie européenne : un partenaire séduisant pour la France* », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 19 au 21 avril 2005 par une délégation du Groupe sénatorial interparlementaire France-Hongrie, page 57.

1492Bien que rompu à la pratique, le président Mitterrand avait plusieurs fois exprimé publiquement, et en privé, son manque d'enthousiasme face à cet ouvrage. Le 19 avril 1991, à Bucarest, lors d'une conférence de presse conjointe avec le président de la République roumaine, Ion Iliescu, il avait insisté sur le fait qu'il n'était pas « un voyageur de commerce ». (IFM, conférence de presse de François Mitterrand, 19 avril 1991, Bucarest) des dires qui confirmaient alors les propos qu'il avait tenus quelques mois plus tôt auprès de son conseiller, Jacques Attali : « On me reproche de faire beaucoup de voyages. Eh bien, moi, chaque fois ça m'ennuie. Mais enfin, je ne suis pas un vendeur, ce n'est pas mon métier ! », Cité par ATTALI, Jacques, *Verbatim* (tome III : 1988-1991), Fayard, Paris, 1995, page 413.

1493ROY (du), Albert, *Domaine réservé. Les coulisses de la diplomatie économique*, Paris, Seuil, 2000.

1494KÜM, France, 1997, document 8451, conférence des ambassadeurs, discours du président de la République française, 27 août 1997.

La vigoureuse promotion des intérêts économiques nationaux est une mission que le président s'est auto assignée et dont il ne fait pas mystère : « Quand je vais à l'étranger, je n'ai aucun complexe. J'y vais pour vendre les produits français »<sup>1495</sup>. Dans cette optique l'Europe centro-orientale représente clairement une zone prioritaire de marchés à conquérir<sup>1496</sup> et le chef de l'État ne met pas plus de quelques semaines après son élection pour se saisir des dossiers économiques de la région. Au cours de l'automne 1995, sur les conseils avisés de son ambassadeur en Hongrie<sup>1497</sup>, le président Chirac écrit personnellement, et ce à deux reprises, au Premier ministre hongrois, Gyula Horn, pour évoquer l'état des rapports économiques bilatéraux. Dans une première missive<sup>1498</sup>, adressée au cours du mois d'octobre 1995<sup>1499</sup>, le chef de l'État se contente de suggérer le développement des relations économiques et commerciales entre les deux pays via la nomination, par chaque État, d'un chargé d'affaires responsable exclusivement de ces questions. L'initiative est bien accueillie par le gouvernement magyar qui choisit de confier cette tâche, au début de l'année 1996, à l'ancien ministre du Commerce extérieur et ex-ambassadeur de Hongrie en France, Péter Veress. Côté français les noms de Xavier de Villepin, de Jean-Bernard Raimond, de François Guillaume ou encore celui de Raymond Barre sont suggérés au président par ses conseillers<sup>1500</sup>. Si la préférence du chef de l'État se porte sur le premier cité<sup>1501</sup>, c'est finalement à l'ancien ministre de l'Agriculture, François Guillaume<sup>1502</sup>, que revient la mission de redynamiser les échanges bilatéraux et le titre officieux de « Monsieur Hongrie »<sup>1503</sup>. Au cours du printemps 1996, les deux hommes se voient donc confier officiellement le triple rôle « d'observateur, d'initiateur et de médiateur »<sup>1504</sup> des relations économiques franco-hongroises.

---

1495CAMBON, Paul, « Diplomatie économique : l'esprit de conquête », *Label France*, numéro 29, octobre 1997.

1496MARÈS, Antoine, « Jacques Chirac et l'Europe centrale », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013.

1497Le 26 septembre 1995, François Nicoullaud explique dans un télégramme diplomatique « qu'après l'échec de France Télécom et de Thomson » il serait souhaitable que le chef de l'État écrive directement au Premier ministre hongrois pour s'enquérir des raisons de ces multiples revers et suggérer une relance des relations économiques entre les deux pays, en n'oubliant pas, au passage, de « rappeler son soutien à l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne ». AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7104, HON 8.1/3, affaires économiques, privatisation en Hongrie, télégramme diplomatique, 26 septembre 1995.

1498AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), note de Pierre Ménat pour le président, 19 décembre 1996.

1499La lettre *in extenso* ne figure pas dans les archives, mais sa date et son contenu sont évoqués dans la largeur dans la note pour le président du 19 décembre 1996.

1500AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), note de Pierre Ménat pour le président, 19 décembre 1996.

1501Une note manuscrite du chef de l'État dans les archives indique cette préférence.

1502François Guillaume est ministre de l'Agriculture du gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac de mars 1986 à mai 1988.

1503Xavier de Villepin, trop occupé par son rôle de président de la Commission des Affaires étrangères du Sénat, a dû décliner l'offre.

1504KÛM, France, 1997, document 417-12, rapport de Péter Veress sur les relations franco-hongroises, 10 avril 1997.

Le 3 novembre 1995, le président Chirac adresse une nouvelle lettre au Premier ministre hongrois, lettre dans laquelle il se montre à la fois plus disert sur le fond et plus incisif sur la forme. Choisisant d'évoquer, de manière précise, les multiples revers subis par Paris en matière de grands contrats au cours des années passées il appelle le gouvernement socialiste magyar à s'ouvrir davantage aux sociétés françaises :

« Certes, les entreprises françaises ont remporté quelques succès dans vos appels d'offres internationaux, mais tout compte fait très limités, hormis le secteur des travaux publics [...] comme souvent en ce genre de situation, les responsabilités sont sans doute partagées. Mais il serait dommage que se constitue une sorte de handicap pour les sociétés françaises qui souhaitent travailler chez vous et avec vous. Il me revient pourtant que plusieurs d'entre elles, parmi les plus dynamiques, le perçoivent ainsi. Je ne peux me satisfaire [de cet] état des choses au regard des ambitions que je forme pour le développement des relations franco-hongroises [...]. Vous ferez bientôt des choix très importants pour la structure à long terme de votre économie. Dans le processus de privatisation dont vous avez vous-même fixé les lois et les procédures, de grandes sociétés françaises sont désireuses, à cette occasion, d'investir dans le développement de votre pays. Dans le strict respect des règles de la concurrence, je vous serai reconnaissant de garder en mémoire, en chaque occasion possible cet engagement de rééquilibrage que les dirigeants hongrois ont constamment exprimé aux dirigeants français »<sup>1505</sup>.

En visite officielle à Paris en septembre 1994, le président Árpád Göncz avait été le dernier à rappeler cette volonté hongroise de rééquilibrage. Devant le Premier ministre français, Édouard Balladur, il avait expliqué que dans le cadre des nouvelles privatisations à venir (énergie, transports, banques, télécommunications) la Hongrie donnerait entièrement sa chance à la France<sup>1506</sup>. Un engagement que le commissaire en charge de la privatisation qui l'accompagnait, Ferenc Bartha, un « francophone à l'esprit ouvert »<sup>1507</sup>, avait confirmé<sup>1508</sup>.

Le moment choisi pour l'envoi des deux lettres de Jacques Chirac est parfait et ne relève en

---

1505AN. 5AG5/JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, correspondance Horn-Chirac (novembre 1995-octobre 1996), lettre du président de la République pour Gyula Horn, 3 novembre 1995.

1506MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, carton 15, France 1994, document 001702/7, compte rendu de la visite d'Árpád Göncz en France, 3 octobre 1994.

1507AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7104, HON 8.1/3, affaires économiques, privatisation en Hongrie, télégramme diplomatique, 26 septembre 1994.

1508Malheureusement pour Paris, Ferenc Bartha sur lequel l'ambassadeur avait jugé qu'un travail de lobbying aurait pu s'avérer efficace et qui semblait assez réceptif aux arguments français, démissionne en janvier 1995 à la suite du scandale de la privatisation de « Hungarhotels » (voir ci-dessous).

rien du hasard. La diplomatie française a en effet anticipé le redémarrage de l'économie hongroise à la suite des réformes d'austérité initiées par le ministre des Finances, Lajos Bokros<sup>1509</sup>, mais également les nouvelles opportunités en lien avec les privatisations, stoppées au début de l'année 1995 – à la suite du « scandale Hungarhotels »<sup>1510</sup> – et en passe d'être relancées.

### ***B- Anticiper l'amélioration du contexte économique hongrois.***

La transition économique en Hongrie entre 1989 et 1995 s'est accompagnée de graves problèmes économiques et sociaux et par l'apparition, compréhensible, de tensions dans la société magyare<sup>1511</sup>. Alors qu'au cours de la période communiste, le taux de chômage était estimé entre 1% et 3 %<sup>1512</sup> de la population active<sup>1513</sup>, le début des années 1990 voit l'arrivée d'un chômage de masse dans le pays qui touche en particulier les régions industrielles et agricoles du nord-est (comitats<sup>1514</sup> de Nógrád, Borsod-Abaúj-Zemplén et de Szabolcs-Szatmár-Bereg)<sup>1515</sup>. Entre 1989 et 1994, plus d'1,5 million d'emplois sont ainsi supprimés<sup>1516</sup>. 2800 entreprises font faillite, la production agricole s'écroule de plus de 30%, le PIB chute de 15% et la production industrielle de 25%<sup>1517</sup> cependant que le déficit budgétaire passe de 114 milliards à 322 milliards<sup>1518</sup>.

Le gouvernement Antall-Boross à qui échoit la responsabilité de démanteler la planification centrale, de réduire les subsides étatiques et de réorienter les échanges du pays à l'Ouest

1509 Voir biographie en annexe 21.

1510 Suite à un appel d'offres conduit par l'Agence pour les biens d'État (ÁVÜ), la plus grande chaîne hôtelière du pays, HungarHotels, a été vendue au cours de l'automne 1994 au consortium américain General Hospitality (AGH) pour 57,4 millions de dollars. En décembre 1994, le Premier ministre Gyula Horn, prétextant un prix de vente insuffisant, décide d'annuler la vente, une décision qui provoque la démission du patron de l'agence des privatisations, Ferenc Bartha et le blocage pendant plus de six mois des privatisations dans le pays.

1511 À tel point qu'en 1995, 51% des Hongrois interrogés estiment que le nouveau régime est pire que l'ancien.

1512 FERGE, Zsuzsa, « A rendszerváltás nyertesei és vesztesei » [Les vainqueurs et les vaincus du changement de régime], *Társadalmi riport* [Rapport social], Budapest, TARKI, 1996, pages 414-443.

1513 Même si bon nombre de personnes exercent alors un emploi « inutile » venant s'inscrire dans une forme de chômage déguisé. En Hongrie, avant 1990, on estime ainsi que 80 % des effectifs auraient été suffisants pour maintenir le niveau de production. À ce sujet voir par exemple : FASSMAN, Heinz, « Phänomene der Transformation. Ökonomische Restrukturierung und Arbeitslosigkeit in Ost-Mitteleuropa », *Petermanns Geographische Mitteilungen*, numéro 136, 1992, pages 49-59.

1514 Le comitat (*megye* en hongrois) désigne la subdivision politique intermédiaire entre l'État et les localités en Hongrie. De par leur taille et leur fonctionnement, on peut les comparer aux départements français.

1515 DÖVENYI, Zoltán, « Les effets sociaux de la transition en Hongrie. Les exemples du chômage, de la pauvreté et des migrations villes/campagnes », *Revue Géographique de l'Est*, volume 43, numéro 1-2, 2003, pages 2-11.

1516 C'est-à-dire plus que le nombre d'emplois créés durant les quatre décennies précédentes. À ce sujet voir, par exemple : TIMAR, János, « A munkaerőpiac változásai 1997 és 2002 között » [Les changements du marché de l'emploi entre 1997 et 2002], *Közgazdasági szemle* [Revue d'économie], volume XLIV, numéro 11, 1997, pages 987-999.

1517 En 1990-1991.

1518 Entre 1990 et 1994.

s'acquiesce du mieux qu'il peut de sa tâche<sup>1519</sup>. Néanmoins, au moment de son arrivée au pouvoir en 1994, le nouveau Premier ministre, Gyula Horn<sup>1520</sup>, doit faire face à une situation économique préoccupante : 12% de la population est sans emploi, l'inflation est supérieure à 20% et la balance commerciale est en forte détérioration depuis 1993<sup>1521</sup>. Le Premier ministre décide alors de lancer un très dur programme d'austérité dont la responsabilité de la mise en place est confiée à son nouveau ministre des Finances, Lajos Bokros. Les nouvelles mesures, communément appelées « paquet Bokros », sont mises en place en mars 1995. La TVA est immédiatement augmentée de deux points (de 10 à 12%), les taxes sur l'essence augmentent de 15%, les prestations sociales sont fortement réduites, les salaires et les retraites sont gelés, les taux d'intérêt sont relevés pour limiter la consommation<sup>1522</sup>, le forint est dévalué de 8% pour soutenir les exportations et une taxe ainsi que des quotas à l'importation sont instaurés<sup>1523</sup>. Le gouvernement décide par ailleurs de l'annulation pure et simple de l'exposition universelle qui devait être organisée en partenariat avec Vienne en 1996. Si ces mesures sont appréciées à l'Ouest, notamment par la Banque Mondiale, l'UE et le FMI<sup>1524</sup> elles le sont beaucoup moins sur la scène intérieure. Les syndicats hurlent au scandale et une large frange du parti socialiste se désolidarise de l'action du gouvernement. Dans une longue lettre adressée au président Chirac, le Premier ministre hongrois explique que la population ne pourra accepter ces efforts que si elle est assurée qu'ils se traduiront en contrepartie par une adhésion rapide à l'Union européenne :

« Pendant que le gouvernement hongrois met en œuvre une politique dure et conséquente [...] les habitants ont à supporter de lourdes charges [...] il est indispensable que les puissances européennes apprécient ces efforts nationaux à leurs justes valeurs. Je pense que la confirmation ferme du calendrier de l'élargissement de l'UE pourrait encourager davantage le pays tandis qu'une incertitude qui planerait sur la date de l'adhésion pourrait nourrir un sentiment de manque de perspectives, de même qu'elle pourrait susciter des doutes quant à la politique du gouvernement dont le noyau central est constitué par l'adhésion à l'Union

---

1519SZOKOLOCZY-SYLLABA, Jean, « L'économie hongroise : bilan et options », *Revue d'Europe Centrale, Tome III /1*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1995, pages 29-50.

1520Son parti, le MszMP, est arrivé en tête des élections législatives de mai 1994 avec 54% des voix et a choisi de former une coalition originale avec les libéraux du Szdsz (18% des voix), manière de partager les responsabilités des impopulaires réformes à venir (voir ci-dessous), mais aussi de s'assurer des deux tiers des votes nécessaires au parlement pour faire adopter les lois stratégiques en accord avec la Constitution de 1990.

1521Provoquée par la chute brutale des exportations (-20%) combinée à l'explosion des importations.

1522AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visites de personnalités politiques hongroises en France, visite d'Árpád Göncz, situation économique de la Hongrie, télégramme diplomatique, 15 septembre 1994.

1523AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7103, HON 8.1/1, affaires économiques, bulletin d'information économique, août-septembre 1994.

1524Avec qui la Hongrie conclut un nouvel accord après celui de 1991.

européenne »<sup>1525</sup>.

Si Gyula Horn replace les efforts de transition économique hongrois dans une perspective plus large, Paris semble adopter une vision plus pragmatique et matérialiste des événements. Au-delà des efforts réalisés, c'est avant tout les opportunités qui découlent de ces efforts qui intéressent Marianne. C'est le cas particulièrement vis-à-vis de la reprise du processus de privatisation dans le pays à partir de l'été 1995.

### ***C- Bénéficiaire des nouvelles privatisations.***

Le 1er mars 1995, le gouvernement Horn nomme Tamás Suchman ministre sans portefeuille en charge des privatisations. Le 17 juin, le parlement hongrois vote une nouvelle loi prévoyant la fusion des deux agences en charge de ce processus. L'ÁVRT (Agence de gestion des biens nationaux) et l'ÁVÜ (Agence pour les biens d'État) deviennent l'ÁPVRT (Agence d'État pour la privatisation)<sup>1526</sup>. Cette nouvelle entité, placée sous l'autorité d'un conseil de surveillance fait la part belle au politique<sup>1527</sup>, une nouveauté qui semble satisfaire l'ambassadeur de France en Hongrie. Estimant que la structure sera plus aisément « influençable au niveau politique »<sup>1528</sup>, ce dernier considère qu'elle pourrait s'avérer favorable à Paris<sup>1529</sup>. Début août 1995 le gouvernement Horn lance un premier appel d'offres pour la privatisation en un seul bloc de la centrale nucléaire de Paks<sup>1530</sup> au centre du pays, mais aussi de l'opérateur MVM (*Magyar Villamos Művek*)<sup>1531</sup> dont le capital est ouvert à hauteur de 24% ainsi que de six sociétés régionales de distribution d'énergies et de sept compagnies de production. GDF et EDF font face à la féroce concurrence des Allemands de

---

1525AN. 5AG5/JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, correspondance Horn-Chirac (novembre 1995-octobre 1996), lettre de Gyula Horn pour le président de la République, 23 septembre 1996.

1526AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1986-1990), carton 7104, HON 8.1/3, affaires économiques, privatisation en Hongrie, télégramme diplomatique, 8 janvier 1995.

1527Huit des onze membres sont désignés par les groupes parlementaires, les syndicats et les employeurs.

1528AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7104, HON 8.1/3, affaires économiques, privatisation en Hongrie, télégramme diplomatique, 8 janvier 1995.

1529De prime abord le raisonnement peut paraître curieux. Gyula Horn ne s'est pas montré particulièrement proche de Paris depuis son arrivée au pouvoir et le système offre tout autant l'opportunité aux concurrents de la France d'influer sur les décisions. Néanmoins l'ambassadeur part du constat que, d'une part le système précédent ne s'est pas montré particulièrement favorable à l'État français et que, d'autre part, le nouveau système présente l'avantage de ne plus offrir aux décideurs hongrois l'opportunité de se retrancher derrière l'argument -fort utile pour eux- de ne pas pouvoir influencer les décisions. Ironiquement, lorsque quelques mois plus tard, l'ambassadeur apprend qu'un parlementaire allemand de la CDU ayant des intérêts dans le gaz conseille très officieusement le Premier ministre hongrois en matière de privatisation, il semble moins se réjouir du nouveau processus de décision. AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7104, HON 8.1/3, affaires économiques, privatisation en Hongrie, télégramme diplomatique, 28 juillet 1995.

1530Quatre tranches de 450 mégas/watts heures qui représentent plus de 50% de la production d'électricité du pays.

1531L'équivalent magyar d'EDF.

Ruhrgas, de Bayernwer et de Preussen, mais aussi de plusieurs autres entreprises italiennes (Italgas), britanniques (British Gas) et scandinaves (Vatenfall). Quelques jours après l'annonce de ces privatisations, le Secrétaire général adjoint des Affaires européennes et économiques du Quai d'Orsay rencontre le chargé des Affaires économiques de l'ambassade de Hongrie. Lors de l'entretien le premier nommé explique au second « qu'en qualité de futur membre de l'UE la Hongrie devrait assurer un certain équilibre entre ses différents partenaires commerciaux » et qu'elle ne peut constamment lui réclamer d'un côté un soutien politique en matière d'élargissement sans lui offrir de l'autre un minimum d'équité économique<sup>1532</sup>. L'argument est repris *in extenso* en novembre 1995 lors de la venue en France du ministre hongrois du Commerce et de l'Industrie<sup>1533</sup>, Imre Dunai<sup>1534</sup>. À Paris l'ambassadeur de Hongrie, Béla Szombati, semble souscrire entièrement à la démonstration française et écrit à son ministère de tutelle : « [Il faut] veiller à ne pas renforcer auprès des officiels et des entrepreneurs français la croyance que la France est désavantagée dans les processus d'appels d'offres, en particulier aux profits des Allemands »<sup>1535</sup>. Et l'ambassadeur d'aller plus loin et de suggérer l'attribution d'un « gros contrat aux Français »<sup>1536</sup>, envisagé comme une sorte d'offrande pour marquer l'arrivée d'un nouveau Président au pouvoir, mais aussi pour autoriser la Hongrie « à s'appuyer plus tard, au cours de discussions bilatérales, sur cet exemple de réussite »<sup>1537</sup>.

Visiblement, le gouvernement hongrois finit par entendre le message. En décembre 1995, EDF et GDF remportent<sup>1538</sup> deux des cinq sociétés<sup>1539</sup> de distributions de gaz et d'électricité ouvertes à la privatisation du pays, à la grande satisfaction de l'ambassadeur français : « Il a été tenu compte des termes de la lettre [du président] du 3 novembre appelant à une ouverture de la Hongrie aux sociétés françaises [...] ces succès viennent contrebalancer les décisions négatives depuis deux ans »<sup>1540</sup>. Le contentement est d'autant plus fort que quelques semaines

---

1532MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 002483, note de l'ambassade de Hongrie en France, 13 novembre 1995.

1533AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7103, HON 8.1/1, affaires économiques, bulletin d'information économique, novembre 1995.

1534Le ministre passe huit jours en France, fait assez rare pour être souligné, et se rend à Paris, Bordeaux, Nantes et Orléans.

1535MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 002483, note de l'ambassade de Hongrie en France, 13 novembre 1995.12

1536MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001812, Le nouveau gouvernement français et les relations hungaro-françaises.

1537Ibid.

1538KÜM, France, 1998, document 4105, les entreprises françaises en Hongrie, note pour Péter Medgyessy, 27 mars 1998.

1539Deux étant le nombre maximal possible pour une seule entreprise, le gouvernement hongrois ayant souhaité, pour des raisons qu'il est fort aisé de comprendre, ne pas offrir l'ensemble de la distribution à une seule et unique compagnie.

1540AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 10.3/1, énergie, relations avec la France, télégramme diplomatique, 7 décembre 1995.

plus tard, c'est au tour de Michelin d'être choisi pour le rachat de l'entreprise Taurus dans le cadre d'une opération de plus de 6,8 milliards de forints<sup>1541</sup>. À l'Élysée, ces résultats encourageants ne font que renforcer la volonté du président d'aller de l'avant en Hongrie dans tous les domaines. Le *verbatim*<sup>1542</sup> de l'entretien du chef de l'État avec son homologue hongrois, le 3 juin 1996, le confirme :

« Nous voulons continuer d'investir [en Hongrie] mais à la française . C'est à dire en partenariat. En revanche, nos échanges commerciaux ne sont pas brillants. Il est rare que nous obtenions en ce domaine les conditions d'une compétition égale, surtout face aux Autrichiens et aux Allemands. Il faut améliorer cette situation et mieux l'équilibrer. Nous suivons avec attention votre programme de privatisation , notamment en ce qui concerne l'audiovisuel, la deuxième chaîne de télévision et la société de télédiffusion Antenna Hungária »<sup>1543</sup>.

Sur ce dernier dossier, le président hongrois se montre réceptif aux arguments de Jacques Chirac et avoue même « souhaiter le succès de TF1 dans l'appel d'offres »<sup>1544</sup> tout en reconnaissant « qu'il y a des manœuvres considérables en cours » et que « des considérations politiques joueront autant que les facteurs économiques » avant d'ajouter, prudent, que ce n'est « pas [lui] qui décidera »<sup>1545</sup>. Calme, le président Chirac répond : « Nous demandons simplement que l'affaire soit traitée normalement, que les offres soient considérées en fonction de leurs mérites propres. Vous savez qu'avec d'autres, par exemple Bertelsmann, il en va différemment »<sup>1546</sup>. Le président Chirac est un fin négociateur. Il aborde toujours, et en détail, l'ensemble des affaires économiques en cours lors de ses entretiens avec les dirigeants hongrois. La meilleure illustration de cette intense diplomatie économique vis-à-vis de la Hongrie réside certainement dans la première visite officielle du président en Hongrie en janvier 1997.

---

1541KÜM, France, 1998, document 4105, les entreprises françaises en Hongrie, note pour Péter Medgyessy, 27 mars 1998

1542AN. 5AG5/JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, rencontre entre Jacques Chirac et Árpád Göncz, *verbatim* de l'entretien, 3 juin 1996.

1543La privatisation d'Antenna Hungária a été l'un des plus grands paradoxes de la transition économique postcommuniste en Hongrie. Alors même que le pays a réussi, à coup de réformes courageuses, à privatiser des pans entiers de son économie, il a buté pendant six ans sur un dossier apparemment plus « facile » à gérer et, en tout cas, socialement moins douloureux : la privatisation de l'audiovisuel. Faute de consensus, portant essentiellement sur le mode de nomination et de révocation des présidents des chaînes d'État, les médias du service public ont donc continué à être dirigés par une directive gouvernementale communiste datant de 1974. Il faut attendre décembre 1995 pour voir le Parlement adopter une nouvelle « loi médias » et le mois d'août 1996 pour voir lancer les premiers appels d'offres.

1544AN. 5AG5/JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, rencontre entre Jacques Chirac et Árpád Göncz, *verbatim* de l'entretien, 3 juin 1996.

1545*Ibid.*

1546*Ibid.*

## *D- Le « super VRP Chirac » en Hongrie<sup>1547</sup>*

« De même qu'elle était hier 'la plus belle baraque du camp socialiste', la Hongrie est aujourd'hui l'un des candidats les plus crédibles à l'Union européenne [...] c'est aussi le pays d'Europe centrale et orientale qui a su drainer, grâce à une législation adéquate, le plus d'investissements étrangers »<sup>1548</sup>

Lorsqu'il arrive à Budapest, le matin du 16 janvier 1997, dans le cadre d'une visite officielle de deux jours, Jacques Chirac se présente dans un pays qui commence enfin à ressentir sur le plan macro-économique les effets positifs du lourd plan d'ajustement de 1995. Le déficit des administrations publiques a été ramené à 3% du PIB (contre 8,4% en 1994)<sup>1549</sup>, le déficit des transactions courantes a été réduit à 4% du PIB (contre 9,5% en 1994)<sup>1550</sup>, les revenus liés au tourisme ont doublé en l'espace de douze mois (1,3 milliard de dollars en 1996 contre 0,7 milliard en 1995)<sup>1551</sup> et la croissance est repartie à la hausse après plusieurs années d'arrêt. Vue de Paris, la Hongrie, qui a adhéré à l'OCDE le 29 mars 1996, est incontestablement devenue le pays « le plus avancé dans la voie de l'économie de marché »<sup>1552</sup>.

Si l'amélioration des rapports économiques bilatéraux ne constitue pas l'objectif unique du déplacement de Jacques Chirac en Hongrie en ce début d'année, elle est en clairement l'un des deux buts principaux<sup>1553</sup> et la cohorte d'hommes d'affaires qui accompagne le Président est là pour en témoigner. En effet, si « l'escorte personnelle » du président français à Budapest est très modeste<sup>1554</sup> – une « simplicité » que les services du protocole hongrois semblent apprécier<sup>1555</sup> – en revanche, le nombre de chefs d'entreprises qui se joignent à lui ne l'est pas. Le cortège est si imposant que l'une des conseillères du président en vient même à s'interroger, en préambule du déplacement, sur l'éventualité d'en réduire le volume, pour « ne

---

1547 *Libération*, 18 janvier 1997.

1548 *Libération*, 16 janvier 1997.

1549 AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), situation et perspectives économiques de la Hongrie, note de Patrick Berger pour le président de la République, 11 juillet 1997.

1550 *Ibid.*

1551 *Ibid.*

1552 *Ibid.*

1553 Le développement qui suit reprend plusieurs éléments d'un article de l'auteur : PICHONNIER, Christopher, « Le voyage de Jacques Chirac en Hongrie (16-17 janvier 1997) », dans AUDIGIER, François et LAURENT, Sébastien-Yves (dir.), *Un historien du politique. Mélanges en l'honneur de Bernard Lachaise*, Paris, Riveneuve, 2015, pages 246-263.

1554 KÜM, France, 1996, document 5261-1, visite de Jacques Chirac, notes sur le programme de la visite.

1555 « Au contraire de François Mitterrand et de ses nombreux invités, amis et artistes le président Chirac n'amènera que deux à trois personnes qui ne prendront pas part au programme officiel [...] sa femme ne l'accompagne pas [...] et le président ne souhaite pas se rendre en province ». KÜM, France, 1996, document 5261-1, visite de Jacques Chirac, notes sur le programme de la visite.

pas donner trop l'apparence du voyageur de commerce »<sup>1556</sup>. Mais le président Chirac n'est pas effrayé par la perspective de donner de lui-même l'image du VRP de la France, au contraire, « il y est prêt »<sup>1557</sup>. Edmond Alphandéry (EDF), Pierre Gadonneix (GDF), Noël Forgeard (Matra Défense-Espace), Martin Bouygues (Bouygues), Jérôme Monod (Lyonnaise des eaux), Patrick Le Lay (TF1), Jean-Paul Cluzet (RFI), Jean-Marie Messier (Compagnie générale des eaux), Gilles Leservot (Transroute), Alain Alliot (Panol), Lucien Fayolle (VICARB) et Jean-Luc Mendler (EMFI) sont donc prévus pour accompagner le président en sus du ministre du Commerce extérieur, Yves Galand<sup>1558</sup>. Le nombre de patrons invités est près de deux fois plus élevé que lors du voyage du président en Pologne quatre mois plus tôt<sup>1559</sup>.

Le chef de l'État arrive en terre magyare avec un plan de bataille économique qui lui a été fixé au préalable par son ambassadeur dans un télégramme en date du 9 janvier 1997<sup>1560</sup>. Le détail de chaque affaire en cours lui est transmis afin qu'il puisse évoquer directement les questions en tête-à-tête. C'est ainsi que l'on constate que le groupe Matra est bien placé pour la fourniture de missiles sol-air à l'armée hongroise, mais que le choix définitif n'est pas encore arrêté face à une rude concurrence suédoise et américaine : « il faut insister »<sup>1561</sup> indique l'ambassadeur qui semble penser que l'intervention personnelle du président dans cette affaire pourrait se révéler capitale. Le chef de l'État est également informé que le groupe Thomson qui avait été « très injustement écarté en 1994 du contrôle de la circulation aérienne civile par le lobbying effréné de Siemens »<sup>1562</sup> est désormais en lise pour la fourniture de systèmes de contrôle aérien militaire. L'ambassadeur recommande au président de « plaider le sérieux et la qualité des stratégies de compensations élaborées par les sociétés françaises ». Concernant le groupe Alstom, en concurrence avec l'entreprise américaine General Electric sur un marché de 300 millions de francs pour la fourniture de turbines à gaz, le chef de poste à Budapest conseille de « plaider le rééquilibrage ». Enfin, la Compagnie générale des eaux, la Lyonnaise des eaux et SAUR (groupe Bouygues) figurent parmi les cinq candidats présélectionnés pour la privatisation des eaux de la capitale : il faut « rappeler au maire de Budapest qu'aucune société française n'a encore remporté de concession sur sa ville et que

---

1556AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), note d'Anne Dutilleul, 19 décembre 1996.

1557Ibid.

1558Les ministres des Affaires étrangères, Hervé de Charette, et de l'Intérieur, Jean-Louis Debré sont également de la partie.

1559*Libération*, 12 septembre 1996.

1560AN. 5AG5/CC23, dossiers de Catherine Colonna, relations diplomatiques avec la Hongrie, notes et notes d'entretien, télégrammes diplomatiques, télex, correspondance, discours (mai 1995-avril 2003), télégramme diplomatique, 9 janvier 1997.

1561Ibid.

1562AN. 5AG5/CC23, dossiers de Catherine Colonna, relations diplomatiques avec la Hongrie, notes et notes d'entretien, télégrammes diplomatiques, télex, correspondance, discours (mai 1995-avril 2003), télégramme diplomatique, 9 janvier 1997.

l'occasion se présente de combler cette lacune »<sup>1563</sup>.

Lors de sa visite, le président français applique méthodiquement les recommandations de son ambassadeur et aborde de manière systématique ces questions au cours de ses rencontres avec les plus hauts dirigeants hongrois. En face du maire de Budapest, Gábor Demszky<sup>1564</sup>, le président Chirac insiste longuement sur son souhait de voir « pour une fois »<sup>1565</sup> une compagnie française remporter l'appel d'offres sur les transports et l'eau. Devant le président Göncz, sur un ton amical et faussement ingénu, Jacques Chirac s'interroge : « Mon cher Árpád je n'arrive pas à comprendre pourquoi la Hongrie est le seul pays avec lequel nous ne parvenons pas à conclure de grands contrats commerciaux. Serions-nous toujours les moins bons ? Ce serait vraiment l'exception hongroise. »<sup>1566</sup> avant d'estimer, de manière plus directe, que « les grands contrats ont quasiment tous, jusqu'à présent, échappés aux entreprises françaises »<sup>1567</sup> et de citer, pêle-mêle, les échecs de Matra, Thomson, Dassault, TF1, Spie-Batignolles, ou encore ceux de Bouygues et de la Lyonnaise des eaux<sup>1568</sup>. Devant son homologue, le président français poursuit en évoquant le différend qui oppose alors EDF/GDF à l'État hongrois en matière de tarifs d'énergie<sup>1569</sup> : « des engagements ont été pris en 1995 à l'égard des investisseurs étrangers et notamment d'EDF/GDF [...] nous souhaitons que des compensations soient accordées »<sup>1570</sup>. En guise de réponse, la plupart des dirigeants s'appuient – conformément aux recommandations de l'ambassadeur Béla Szombati – sur les exemples récents de réussite française dans le pays. Gyula Horn évoque ainsi Michelin, Egis, EDF, mais aussi Sanofi et promet que « la Hongrie continuera de donner sa chance à la France »<sup>1571</sup>. Le président français profite également de son déplacement pour encourager les milieux d'affaires français à faire l'effort nécessaire de leur côté pour être plus présents en Hongrie –

---

1563 *Ibid.*

1564 Voir biographie en annexe 21.

1565 AN. 5AG5/PM 15, dossiers de Pierre Merviel, Visite officielle du Président Chirac en Hongrie (16-17 janvier 1997), entretien entre Jacques Chirac et Gábor Demszky, 16 janvier 1997.

1566 *Le Figaro*, 18 janvier 1997

1567 AN. 5AG5/PM 15, dossiers de Pierre Merviel, Visite officielle du Président Chirac en Hongrie (16-17 janvier 1997), *verbatim* de l'entretien entre Jacques Chirac et Árpád Göncz, 16 janvier 1997.

1568 Le président Göncz répond, sur un ton cordial, mais pragmatique au président français : « Vous n'avez pas été les premiers à venir ici [...] Il est vrai que les meilleurs morceaux de la privatisation ont été rapidement vendus. Mais nous accueillons volontiers les investissements sur les terres vierges ». *Le Figaro*, 18 janvier 1997.

1569 En 1995, au moment de leurs prises de participations dans les sociétés hongroises de production d'énergies, EDF et GDF avaient conclu un accord avec le gouvernement magyar qui s'était engagé à mettre « à un niveau de marché » les tarifs de l'énergie avant la fin de l'année 1996 et à indexer en 1997 les prix de l'énergie sur la hausse des prix. Après une première augmentation de 25% du gaz et de 18% de l'électricité au cours du mois de mars 1996, le gouvernement avait décidé de geler les prix pour 1997, puis de ramener la hausse de 1996 au niveau de +18,3% pour l'électricité et de +16,93% pour le gaz, des décisions qui n'avaient pas manqué de déclencher les plaintes des compagnies françaises concernées

1570 AN. 5AG5/PM 15, dossiers de Pierre Merviel, Visite officielle du Président Chirac en Hongrie (16-17 janvier 1997), *verbatim* de l'entretien entre Jacques Chirac et Árpád Göncz, 16 janvier 1997.

1571 KÜM, France, 1997, document 417-7, thèmes de discussion pour l'entretien entre Gyula Horn et Jacques Chirac, 7 janvier 1997.

où leurs produits n'occupent encore qu'une place très modeste avec 4 % du marché – lors d'un petit-déjeuner organisé par la chambre de commerce franco-hongroise<sup>1572</sup> qui réunit 400 personnes à l'hôtel Hilton. La rencontre est suivie par le second Forum économique franco-hongrois durant lequel les participants insistent sur la nécessité de résoudre les problèmes de communication entre les deux pays : communication de la capacité et de la qualité de l'offre technologique française en Hongrie et communication en France de la réalité économique hongroise et des opportunités de partenariats entre les entreprises des deux pays<sup>1573</sup>.

À l'heure du bilan, le président Chirac se montre particulièrement confiant quant à l'avenir des entreprises françaises dans le pays. En matière de grands contrats, un domaine où il a regretté que la France n'ait jusque là obtenu « que des contrats de moyenne ou de petite importance », le chef de l'État exprime un optimisme quasi prophétique : « J'ai quelques raisons de penser que cet état des choses pourrait changer »<sup>1574</sup>. Le président Chirac a visiblement reçu, en privé, des garanties verbales de la part des dirigeants hongrois quant à la concrétisation de plusieurs dossiers. Et en effet, moins de trois mois après ces déclarations, l'entreprise Matra est en passe de remporter, après près de cinq ans d'intense lobbying et face à l'importante concurrence du suédois Bofors et de six autres multinationales<sup>1575</sup>, un contrat de 569 MF pour la fourniture de missiles mistral de défense aérienne à l'armée hongroise<sup>1576</sup>. Au même moment, le consortium piloté par la Lyonnaise des eaux est choisi pour acquérir 25% du capital de l'entreprise de gestion des eaux de la capitale hongroise (*Fővárosi Vízművek*) dans le cadre d'un contrat de privatisation<sup>1577</sup> faisant de l'affaire le second dossier évoqué lors de la visite présidentielle à aboutir de manière favorable aux intérêts français<sup>1578</sup>.

De manière globale la visite semble avoir ouvert la meilleure période de l'histoire des relations économiques bilatérales. En juillet 1998, à la veille de la visite du nouveau Premier ministre hongrois, Viktor Orbán, à Paris une note de synthèse préparée pour le chef de l'État souligne « la multiplication des exportations vers la Hongrie de 50% en 1997 et de 50% au premier semestre 1998 » et met en exergue l'influence de la visite présidentielle dans cet état

---

1572 *Le Monde*, 18 janvier 1997.

1573 Chambre de commerce franco-hongroise (<http://www.ccifrance-hongrie.org/>).

1574 *Libération*, 18 janvier 1997.

1575 Commentaire réaliste et teinté d'ironie de l'ambassadeur français « en l'absence d'une offre allemande, il est manifestement plus facile aux autorités hongroises de retenir une offre française ».

1576 AN. Archives des services du Premier ministre (Alain Juppé), dossiers de Laurence Dors, dossier 20000312/3, politique intérieure hongroise (1995-1997), télégramme diplomatique, 2 avril 1997.

1577 AN. Archives des services du Premier ministre (Alain Juppé), dossiers de Laurence Dors, dossier 20000312/3, politique intérieure hongroise (1995-1997), télégramme diplomatique, 16 avril 1997.

1578 À noter que, dans cette affaire, l'Allemagne est présente via la participation de l'entreprise RWE aqua à hauteur de 49% du consortium mené par les Français.

des choses<sup>1579</sup>. La venue du président français a créé un mouvement positif et développé une confiance chez les entreprises françaises.

### ***E- L'apogée des relations économiques franco-hongroises.***

Dans les mois qui suivent la visite présidentielle, on assiste à la multiplication sans précédent des échanges entre les deux pays. Entre 1997 et 2000, les exportations hongroises en France sont multipliées par 2,7 passant de 4,8 milliards de francs à 13,31 milliards de francs cependant que les exportations françaises en Hongrie doublent (de 5,3 milliards à 10,5 milliards). La période est également caractérisée par la transformation de la structure des échanges et des investissements entre les deux pays. Côté hongrois la primauté de l'agriculture dans les exportations laisse place à la fabrication d'appareils électroniques et informatiques qui représentent désormais près de 40% des exportations magyares vers Paris<sup>1580</sup>. Côté français on assiste à l'apparition d'investissements d'un nouveau type et dans de nouveaux secteurs. Les privatisations étant en passe de se terminer<sup>1581</sup>, les grandes firmes hexagonales réalisent désormais davantage d'investissement *greenfield*<sup>1582</sup>. En avril 1998, le groupe Auchan inaugure ainsi à Budaörs, en banlieue de Budapest, et en présence du ministre hongrois des Finances, le premier d'une dizaine d'hypermarchés dans le pays<sup>1583</sup>. Le géant de l'agroalimentaire prévoit alors d'injecter plus de 500 millions de dollars sur dix ans en Hongrie. Au cours de l'été précédent, les magasins Cora et Bricostore avaient également fait leur entrée sur le marché hongrois, tandis qu'Air France avait augmenté la fréquence de ses vols quotidiens Paris-Budapest de deux à trois<sup>1584</sup>. Les exemples sont nombreux : Air Liquide investit 60 MF entre 1998 et 1999 dans la construction d'une usine de séparation du gaz et de l'air à Kazincbarcika<sup>1585</sup> à la suite de la signature d'un contrat à long terme de fourniture de gaz

---

1579AN. 5AG5/JL12, dossiers de Jacques Lapouge, notes préparatoires à l'entretien du président de la République avec Viktor Orbán, 12 juillet 1998.

1580La Hongrie qui accueille des géants de l'électronique et de l'informatique tels que Sony, IBM, Siemens, Phillips, est devenue en l'espace de quelques années un grand pays atelier.

1581Après 1998 le processus de privatisation commence à toucher à sa fin en Hongrie. La Holding d'État chargé des privatisations qui détenait des participations dans 493 sociétés en 1996 ne détient plus de parts que dans 211 d'entre elles au début de l'année 1998. Sur ce total elle est légalement obligée de conserver ses participations dans 91 (certaines des sociétés travaillent dans des secteurs clés : eaux, transports, postes, électricité, que le gouvernement ne souhaite pas compromettre). Pour plus d'information voir : *The Economist Intelligence Unit*, « Country Profile 1999-2000 », pages 22-26, rapport de l'OCDE, 1999.

1582À l'inverse d'un investissement dans le cadre d'une privatisation, un investissement *greenfield*, ou *ex nihilo* se caractérise par la création d'une filiale entièrement nouvelle (usine ou magasin) et le recrutement de nouveaux employés.

1583AN. 5AG5/AD 217, dossiers d'Anne Duthilleul, Hongrie, comptes rendus de réunions interministérielles, correspondance, notes au Président Chirac, télégramme diplomatique, 24 avril 1998

1584AN. 5AG5/AD 217, dossiers d'Anne Duthilleul, Hongrie, comptes rendus de réunions interministérielles, correspondance, notes au Président Chirac, télégramme diplomatique, 30 novembre 1998.

1585AN. 5AG5/AD 217, dossiers d'Anne Duthilleul, Hongrie, comptes rendus de réunions interministérielles,

industriel avec la société Borsodchem<sup>1586</sup>, le groupe Danone engage 830 millions de Forints dans le pays<sup>1587</sup>, Peugeot étend son réseau de concessionnaires...

À la veille de l'an 2000, la France compte 220 filiales d'entreprises en Hongrie et plus de 50 bureaux de représentation. Elle a investi près de 11,4 milliards de francs en un peu moins de cinq ans, emploie 41 000 salariés et dégage un chiffre d'affaires de 21 milliards de francs<sup>1588</sup>. Ces chiffres font d'elle le troisième investisseur du pays<sup>1589</sup> avec 11,4% du total des investissements, derrière l'Allemagne (33%) et les États-Unis (25%) et son cinquième fournisseur<sup>1590</sup>. En 2000, pour la première fois de l'histoire, les autorités françaises jugent les relations économiques « bonnes et en croissances »<sup>1591</sup>.

Si le déplacement du président a clairement eu l'effet d'un catalyseur sur les échanges franco-hongrois, il ne faut pas oublier de souligner que les circonstances ont aussi été de nature à favoriser ce rapprochement. Entre 1997 et 1999, la Hongrie connaît une croissance moyenne de près de 4,5%<sup>1592</sup> cependant que sa dette extérieure diminue de plus de 30%<sup>1593</sup>, des éléments qui nourrissent la confiance des investisseurs français. L'accélération du processus d'élargissement de l'UE est également un des facteurs qui a incité les entrepreneurs français à renforcer leur présence dans le pays. L'adhésion de la Hongrie au marché unique lui apportera de nombreux effets bénéfiques, aux premiers rangs desquels les financements communautaires. Enfin, du crédit doit être apporté au travail acharné de l'association INFH. Née des discussions entre Árpád Göncz et Édouard Balladur le 1er novembre 1994 et dotée d'un financement annuel de 10 MF, l'association a œuvré sans relâche au rapprochement économique de la France et de la Hongrie au niveau local et régional. En organisant des journées agricoles franco-hongroises<sup>1594</sup>, en mettant en place, dès 1996, le Francoforum, lieu de rencontres les entreprises et les étudiants, en initiant de nombreuses collaborations locales et régionales (Finistère-Csongrad, Pays de Loire/Balaton, Nice/Szeged)<sup>1595</sup>, INFH a clairement

---

correspondance, notes au Président Chirac, télégramme diplomatique, 29 janvier 1998.

1586Le plus grand fabricant hongrois de plastique.

1587KÚM, France, 1998, document 4105, les entreprises françaises en Hongrie, note pour Péter Medgyessy, 27 mars 1998.

1588Contre 5,7 milliards en 1995.

1589KÚM, France, 1998, document 6641-1, visite de János Martonyi en France, note sur les relations économiques franco-hongroises, août 1998.

1590Derrière l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la Russie. IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégramme diplomatique, 22 mars 2000.

1591AN. 5AG5/JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, entretien avec Viktor Orbán, note de cadrage pour le président, du 6 octobre 2000

1592 4,4% en 1997, 5% en 1998, 4% en 1999.

1593LHOMEL, Édith, « Hongrie : un bilan globalement positif », *L'Europe centrale et orientale : dix ans de transformations (1989-1999)*, Paris, La documentation française, 2000, pages 219-237.

1594KÚM, France, 1997, document 629, INFH.

1595La liste des partenariats franco-hongrois initiés ou soutenus par INFH entre 1995 et 2000 figure en annexe 14 de ce travail.

été « un acteur majeur de la relation franco-hongroise » sur le plan économique<sup>1596</sup>.

## VII- Les années 2000 : une évolution en deux temps.

### *A- La contraction des rapports économiques bilatéraux : préférence nationale et protectionnisme en Hongrie (2000-2002).*

Après une période de développement nourri de 1995 à 1999, les rapports économiques connaissent un ralentissement sensible au début des années 2000. Les échanges commerciaux, en augmentation constante depuis 1989, stagnent pour la première fois depuis plus de dix ans<sup>1597</sup> et les investissements français dans le pays sont en recul. Au début de l'année 2003, la Hongrie est redescendue au troisième rang des débouchés pour les exportations françaises dans la région – derrière la Pologne et la République tchèque – et Budapest n'est plus le premier fournisseur de la zone pour Paris<sup>1598</sup>. Si cette contraction des rapports économiques correspond, en partie, à la fin des grandes privatisations en Hongrie, mais aussi à une logique naturelle de plafonnement – le marché hongrois n'étant pas extensible *ad vitam aeternam* – il est également le fruit d'un contexte politique nouveau devenu moins favorable aux investisseurs étrangers.

#### I- « La fin d'une certaine idée des privatisations »<sup>1599</sup>.

Les élections législatives du printemps 1998 en Hongrie consacrent la victoire de l'Alliance des jeunes démocrates, le Fidesz, qui réunit 38,3% des suffrages. Le parti conservateur de droite choisit de former une coalition gouvernementale avec le Forum démocrate hongrois (*Magyar Demokrata Fórum*) et le parti indépendant des petits propriétaires (*Független Kisgazdapárt*). L'arrivée au pouvoir du jeune Viktor Orbán<sup>1600</sup> ouvre la porte à une nouvelle ère pour le pays sur le plan socio-économique. Le nouveau Premier ministre<sup>1601</sup>, qui prône le retour aux valeurs traditionnelles – famille, travail, identité – se fait

1596AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7111, HON 12.3, coopération politique, dossier général, télégramme diplomatique, 5 décembre 1995.

1597Voir l'annexe 12 : « Évolution du commerce bilatéral franco-hongrois (1981-2005) ».

1598Une place désormais occupée par Varsovie.

1599IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 148, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 10 novembre 2000.

1600À 35 ans il est alors le plus jeune Premier ministre d'Europe.

1601Comme cela avait déjà été le cas pour son prédécesseur, le nouveau chef du gouvernement hongrois ne fait pas l'objet d'un portrait très flatteur de la part de la diplomatie française. À la veille du voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2004), Viktor Orbán est décrit comme un jeune homme « volontiers cassant et donneur de leçons, très médiatique [...] et complaisant vis-à-vis de l'extrême droite ». AN. Archives du

le chantre du protectionnisme et de la préférence nationale dans le domaine économique. Il s'agit désormais pour le gouvernement de « protéger les intérêts des Hongrois » à la fois en matière de marchés publics, mais aussi dans le cadre des – désormais rares – privatisations. À cet égard, l'ambassadeur français, Paul Poudade, explique, à la fin de l'année 2000, que l'arrivée au pouvoir de la coalition Fidesz-MDF-FKgp a coïncidé avec « la fin d'une certaine idée des privatisations »<sup>1602</sup>. En effet, alors que les gouvernements précédents avaient choisi, dans l'écrasante majorité des cas, de privatiser par offre publique de vente<sup>1603</sup>, le nouveau gouvernement Orbán décide, de plus en plus fréquemment, de traiter ces affaires de gré à gré<sup>1604</sup> et « entre Hongrois »<sup>1605</sup>. Ce que l'ambassadeur Poudade nomme la « nouvelle méthode Orbán » a pour conséquence de voir la France écartée d'emblée de plusieurs projets.

Au cours de l'automne 2000, la BNP se montre très intéressée par les discussions autour de la privatisation annoncée du groupe financier Postabank. Mais l'ambassadeur, conscient que les efforts du groupe français pourraient s'avérer vains, conseille la plus grande prudence dans cette affaire et exprime explicitement ses doutes face à la transparence réelle du processus : « je me demande si le groupe hongrois OTP ne constitue pas déjà le candidat idéal pour le gouvernement »<sup>1606</sup>. En effet, depuis plus d'un an les cas de protectionnisme déguisés – ou affirmés – se sont multipliés et l'ambassadeur souligne que « [Viktor] Orbán gouverne avec autorité, pratiquant des relations assez dures avec l'opposition et les partenaires sociaux. Son gouvernement cède aussi à une certaine dérive nationaliste »<sup>1607</sup>. En réalité le nouveau Premier ministre fait plein usage de la Constitution de 1990 pour réorganiser le fonctionnement du pouvoir et concentrer la majorité des décisions autour d'un cabinet restreint. Le bureau du Premier ministre fonctionne de plus en plus en vase clos et l'opposition n'est consultée que sur les questions de politique étrangère ou sur celles qui requièrent les deux tiers des votes à l'Assemblée<sup>1608</sup>.

---

Premier ministre (Lionel Jospin), dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, dossier 20040364/6, voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000), note de cadrage pour le Premier ministre, 1er mai 2000.  
1602IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 148, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 10 novembre 2000.

1603L'offre publique de vente (OPV), méthode la plus commune de privatisation, consiste, selon un mécanisme bien connu, à proposer au marché, à un prix déterminé et à des conditions prédéfinies, les titres que l'État souhaite céder dans les entreprises dont elle est l'actionnaire majoritaire.

1604À l'inverse de la vente par OPV, la vente de gré à gré voit le gouvernement choisir de manière discrétionnaire un ou plusieurs acquéreurs pour l'achat des parts d'une entreprise publique dont il souhaite se séparer.

1605IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 148, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 10 novembre 2000.

1606AN. 5AG5/JL12, dossiers de Jacques Lapouge, notes de cadrage pour l'entretien entre Jacques Chirac et Viktor Orbán, 6 octobre 2000.

1607Ibid.

1608FRICZ, Tamas, « The Orbán Government », dans SCHMIDT, Maria, TOTH, László György, *From Totalitarian to Democratic Hungary. Evolution and Transformation (1990-2000)*, New York, Columbia University Press, 2000, pages 520-570.

Au début de l'année 2000, les français Bull et La Poste s'associent pour remporter un appel d'offres de 35 MF portant sur le traitement des données du recensement à venir en Hongrie<sup>1609</sup>. Victorieuses au cours du printemps, les deux entreprises se retrouvent écartées à l'automne, « probablement à la suite de l'intervention de certains membres du cabinet Orbán cherchant à favoriser un projet concurrent »<sup>1610</sup>. La « préférence nationale » est de plus en plus visible au fur et à mesure des mois dans le pays. Au printemps 2001, le groupe EADS, associé pour l'occasion à l'allemand Siemens, concourt pour le renouvellement du réseau de télécommunication des services publics hongrois. Sa technologie, que l'ensemble des observateurs juge supérieure, obtient les faveurs des techniciens du ministère hongrois de l'Intérieur qui recommandent au chef du gouvernement l'adoption de l'offre franco-allemande<sup>1611</sup>. Mais l'effort est infructueux. EADS et Siemens sont balayés par la proposition – pourtant financièrement moins avantageuse – du hongrois Magyar Posta<sup>1612</sup>. Encore une fois la décision a été prise « directement au niveau du cabinet du Premier ministre »<sup>1613</sup>.

En matière de travaux publics, l'ambassadeur français explique également que « désormais toutes les entreprises étrangères sont écartées des projets autoroutiers »<sup>1614</sup>. Dans une formule dont il est difficile de ne pas ressentir toute l'ironie, Paul Poudade, explique que ce changement de cap en matière de privatisation et de marchés publics « ne s'explique pas uniquement par la nécessité de trouver des financements pour la campagne électorale de 2002 »<sup>1615</sup>. En réalité, le passage de nombreuses entreprises nationales sous le giron étranger au cours des années 1990<sup>1616</sup> a choqué une partie de la classe politique et de l'opinion publique hongroise. De fait, le rééquilibrage auquel se livre le gouvernement Orbán, si bénéfique puisse-t-il se révéler en matière électorale, répond donc aussi, dans une certaine mesure, au ressenti général de la société magyare.

Sur le plan strictement franco-hongrois il serait néanmoins injuste de faire porter l'entière responsabilité de la diminution des rapports économiques au nouveau gouvernement.

---

1609AN. 5AG5/JL12, dossiers de Jacques Lapouge, notes de cadrage pour l'entretien entre Jacques Chirac et Viktor Orbán, 6 octobre 2000.

1610AN. 5AG5/JL12, dossiers de Jacques Lapouge, notes de cadrage pour l'entretien entre Jacques Chirac et Viktor Orbán, 6 octobre 2000.

1611IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 151, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 9 juillet 2001.

1612Ibid.

1613Ibid.

1614IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 148, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 10 novembre 2000.

1615Ibid.

1616Une étude de l'Académie des sciences de Budapest a démontré qu'en 2002 la part des capitaux étrangers dans le secteur industriel était de 72,5 % et que les sociétés à capitaux étrangers employaient 46,5 % des effectifs en produisant 71,8% des revenus du pays. *Le Monde*, 26 décembre 2012.

Plusieurs exemples locaux et régionaux<sup>1617</sup> viennent démontrer qu'indépendamment de la couleur politique des autorités, le contexte général est, semble-t-il, devenu moins favorable pour les entreprises françaises au début des années 2000. Malgré cela, Paris n'est pas exclue de manière systématique de l'ensemble du marché hongrois et plusieurs entreprises françaises parviennent à obtenir divers contrats. C'est le cas par exemple de Sagem qui se voit confier, en 2001, le renouvellement du système informatique de traitement des empreintes digitales de la police hongroise<sup>1618</sup>. Au niveau des privatisations, le seul exemple positif est celui d'EDF qui rachète, pour 200 millions de dollars, et avec l'aval du ministère hongrois de l'Économie, une des principales sociétés de production d'électricité et de chaleur du pays : Budapesti Eromu. Toutefois, dans ce cas précis le gouvernement n'avait pas d'offre nationale et ne souhaitait pas voir les Allemands renforcer leur hégémonie dans ce secteur<sup>1619</sup>.

2- « Faire face aux récents obstacles rencontrés par les entreprises françaises en Hongrie » : le voyage de Lionel Jospin à Budapest (3-4 mai 2000).

Les premiers mois des années 2000 semblent donc marqués par l'apparition de difficultés « peu nombreuses, mais ardues »<sup>1620</sup> pour plusieurs entreprises françaises en Hongrie. À Szeged, dans le sud du pays, la firme Vivendi – en charge depuis le milieu des années 1990 de la gestion des eaux de la ville – est en conflit ouvert avec la nouvelle majorité municipale qui tente de l'évincer aux profits d'une entreprise locale<sup>1621</sup>. À Budapest, la Lyonnaise des Eaux est confrontée à une situation similaire<sup>1622</sup>. Sur le plan national, la compagnie Transroute<sup>1623</sup> subit d'énormes pressions de la part de la société nationale des autoroutes (NYUMA) qui tente de la contraindre à accepter un nouveau contrat faisant fi de ses droits antérieurs et avec des bénéfices moindre<sup>1624</sup>. Dans ce contexte, devenu assez hostile, plusieurs groupes français qui envisageaient de venir s'installer dans le pays font marche arrière. C'est le cas de Carrefour qui, au vu des succès des magasins Cora et Auchan,

---

1617 Voir *infra*

1618 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 158, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 24 janvier 2003.

1619 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 148, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 18 décembre 2000.

1620 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 5 mai 2000.

1621 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 148, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 11 décembre 2000.

1622 AN., Archives du Premier ministre (Lionel Jospin), dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, dossier 20040364/6, voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000).

1623 En charge de la gestion de plusieurs autoroutes dans le pays.

1624 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 146, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 13 avril 2000.

contemplant depuis plusieurs mois le développement d'une chaîne de supermarchés sur le territoire magyar mais qui renonce officiellement face aux « immenses difficultés d'obtention d'autorisations administratives »<sup>1625</sup>. C'est également le cas du groupe Peugeot-Citroën qui recherchait un nouveau lieu pour construire une usine de véhicules<sup>1626</sup> et qui après avoir longuement considéré Budapest, finit par s'installer 200 kilomètres plus à l'ouest, à Bratislava<sup>1627</sup>.

La multiplication de ces accroc contribue, en partie, à la décision du Premier ministre français de se rendre en Hongrie au printemps 2000<sup>1628</sup>. En effet, si dix-sept ans après la visite du dernier chef de gouvernement français dans le pays<sup>1629</sup>, Lionel Jospin se rend à Budapest<sup>1630</sup> pour évoquer l'élargissement de l'UE et « compenser le déficit de visites ministérielles dans le pays »<sup>1631</sup>, il le fait également dans une très large mesure pour venir « discuter des grands contrats »<sup>1632</sup> et faire face « aux difficultés que rencontrent certaines sociétés françaises dans le pays »<sup>1633</sup>. Face à des autorités hongroises « qui parlent avec une grande franchise de la politique macro-économique »<sup>1634</sup> mais qui sont « beaucoup moins disertes lorsqu'on aborde certaines difficultés concrètes rencontrées par nos entreprises »<sup>1635</sup>, le Premier ministre vient avec l'objectif clair de soutenir la communauté entrepreneuriale nationale et d'exercer « tant que de besoin » une pression sur son vis-à-vis hongrois, en particulier en matière de grands contrats, domaine où « la prise de décision est concentrée entre les mains du Premier ministre »<sup>1636</sup>.

---

1625LSA, *Commerce et consommation*, 8 novembre 2000.

1626IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 158, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2003), télégramme diplomatique, 17 janvier 2003.

1627S'il semble que l'appréciation du forint et l'augmentation des salaires en Hongrie en 2001-2002 aient été les facteurs déterminants de la décision, il est certain que le contexte général, passablement dégradé, des relations entre les entreprises françaises et les autorités magyares ait favorisé le choix slovaque.

1628AN., Archives du Premier ministre (Lionel Jospin), dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, dossier 20040364/6, voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000).

1629Pierre Mauroy en juillet 1983.

1630Les 3 et 4 mai 2000.

1631L'ambassadeur avait rappelé au Quai d'Orsay que la visite était nécessaire pour permettre de « dissiper l'impression sous-jacente selon laquelle nos axes d'effort en Europe centre-orientale étaient essentiellement la Pologne et la Roumanie » mais également pour ne pas laisser l'Allemagne – qui avait envoyé ses ministres de la Défense, de l'économie, des Affaires étrangères, mais aussi son Chancelier en visite au cours des mois précédents – développer plus avant leur influence dans le pays aux dépens de Paris. IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 145, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (200), télégramme diplomatique, 6 janvier 2000.

1632AN., Archives du Premier ministre (Lionel Jospin), dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, dossier 20040364/6, voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000).

1633IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 145, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000) télégramme diplomatique, 6 janvier 2000.

1634IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 145, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 18 janvier 2000.

1635Ibid.

1636Ibid.

Accompagné, comme de tradition, par une pléiade de chefs d'entreprises au rang desquels Pierre Gadonneix (EDF), Gérard Mestrallet (Suez), Jean-Daniel Lévi (Framatome), Thierry de Beaucé (Vivendi), Patrick Pineaud (Le Béliér), Jacques Peyrusaubes (EDF), Hervé Chefdeville (Suez)<sup>1637</sup>, mais aussi par ses ministres des Affaires étrangères, Hubert Védrine, de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement, Dominique Voynet, des Affaires européennes, Pierre Moscovici<sup>1638</sup> et de son secrétaire d'État au Commerce extérieur, François Huwart, Lionel Jospin vient argumenter sur plusieurs dossiers en cours. Airbus se montre de nouveau intéressée par la vente d'A320 à la compagnie nationale MALEV<sup>1639</sup>, Alstom souhaite obtenir le marché d'équipement des nouvelles rames de métro et de tramways de la capitale, Matra aimerait activer l'option du contrat d'armement signé en 1997 qui prévoit la livraison d'une deuxième salve de missiles antiaériens pour 800 MF<sup>1640</sup>, mais aussi répondre à l'appel d'offres du ministère hongrois de l'Intérieur pour la fourniture de systèmes de communications cryptées<sup>1641</sup>, enfin, Renault, est candidat pour la livraison de véhicules blindés à l'armée hongroise<sup>1642</sup>.

Mais le Premier ministre vient aussi pour régler ce qu'il décrit devant son homologue hongrois comme « les petits problèmes que lui ont signalés les entreprises françaises »<sup>1643</sup>. Évoquant en premier lieu les difficultés générales: « l'opacité et la rigidité des procédures douanières » et « la lenteur du remboursement de la TVA »<sup>1644</sup>, il se penche ensuite plus précisément sur les principaux cas qui viennent d'être évoqués. Devant le maire de la capitale, Gábor Demszky, après avoir rappelé les nombreux investissements effectués par la France pour aménager la 'perle du Danube' par le passé<sup>1645</sup> il insiste, en référence au conflit qui oppose la ville à la Lyonnaise des Eaux sur « la nécessité d'une stabilité juridique et le respect des contrats »<sup>1646</sup>.

---

1637IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 5 mai 2000.

1638Voir biographie en annexe 21.

1639AN. Archives du Premier ministre (Lionel Jospin), dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, dossier 20040364/6, voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000), note de cadrage pour le Premier ministre, 2 mai 2000.

1640IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 5 mai 2000.

1641Le Premier ministre rappelle à ce sujet que Matra vient de remporter des appels d'offres similaires en République tchèque et en Slovaquie, gage de garantie de la technologie.

1642Si la France estime avoir particulièrement une carte à jouer sur les marchés militaires c'est en partie parce que l'un de ses principaux concurrents dans ce domaine, les États-Unis, ne dispose plus du levier de l'adhésion à l'OTAN – la Hongrie étant devenue membre en mars 1999 – pour imposer l'acquisition de ses produits.

1643IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 5 mai 2000.

1644Ibid.

1645Station d'épuration, incinérateur d'ordures, extension de l'aéroport.

1646AN. Archives du Premier ministre (Lionel Jospin), dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, dossier 20040364/6, voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000), entretien de Lionel Jospin avec Gábor Demszky, 4 mai 2000.

Face à Viktor Orbán, il aborde l'ensemble des problèmes en suspens, appelant par exemple au règlement le plus rapide possible des désaccords entre Transroute et NYUMA « conformément au contrat conclu », mais aussi du conflit opposant le groupe Canal Plus<sup>1647</sup> à l'américain HBO, filiale du groupe Time Warner<sup>1648</sup>. Revenant sur le cas de Bull qui est alors en grande difficulté dans le processus d'appel d'offres, il estime qu'il serait « dommage que l'offre techniquement supérieure de cette société qui avait été retenue par l'office hongrois de statistiques soit ensuite écartée pour des motifs incertains »<sup>1649</sup>.

Globalement les résultats de la visite sont positifs. Canal Plus finit par obtenir gain de cause, le gouvernement hongrois demandant à HBO de se mettre en règle avant la fin de l'année 2000. Bull obtient finalement le marché tant escompté, tandis que, fait plus surprenant, l'entreprise Bouygues remporte, en novembre 2000, et après une compétition très serrée, le contrat de reconstruction et d'exploitation<sup>1650</sup>, du palais des sports de Budapest (*Budapest Sportcsarnok*)<sup>1651</sup> un événement d'autant plus marquant que sa principale concurrente était la société hongroise Arcadom de l'homme d'affaires Sándor Demján<sup>1652</sup>, très proche du Premier ministre. Incontestablement, les interventions<sup>1653</sup> du Premier ministre « se sont révélées utiles »<sup>1654</sup>.

### 3- « Les Français sont toujours au cœur des scandales ».

Au début de l'année 2001, le géant de l'agroalimentaire Danone annonce la fermeture

---

1647AN. Archives du Premier ministre (Lionel Jospin), dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, dossier 20040364/6, voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000), Entretien Lionel Jospin – Viktor Orbán, 3 mai 2000.

1648HBO diffuse alors par satellite des programmes en Pologne via la Hongrie sans être soumise aux quotas de production et de diffusion d'œuvres polonaises. Canal Plus qui est, elle, soumise à ces règles considère que le groupe américain se sert de la Hongrie pour exercer une concurrence déloyale et demande depuis plusieurs années au gouvernement hongrois de régler ce différent.

1649IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 148, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 21 septembre 2000.

1650IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 148, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 22 novembre 2000.

1651Dévasté par un incendie accidentel en décembre 1999.

1652Né à Börvely (Bervenii dans l'actuelle Roumanie) en 1943, Sándor Demján débute sa carrière en province dans les années 60, en occupant différents postes de direction au sein d'une coopérative d'achats et de vente. En 1976, grâce à son sens des affaires il devient le directeur du grand magasin indépendant Skála, à Budapest. Son succès est tel qu'en 1986 lui est confiée la création de la première banque commerciale de Hongrie, la *Magyar Hitelbank* (Banque hongroise du crédit). Après le changement de régime, il diversifie ses activités et devient l'un des hommes le plus riche du pays.

1653Entre-temps Viktor Orbán et son ministre des Affaires étrangères, János Martonyi, avaient été reçus ensemble à Paris (les 5 et 6 octobre 2000).

1654IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 148, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 30 octobre 2000.

de l'usine de biscuits de Győr dans le nord-ouest du pays<sup>1655</sup>. Rapidement les médias hongrois s'emparent de l'histoire pour dénoncer la stratégie des entreprises françaises dans le pays « venues racheter des marchés et pas des usines »<sup>1656</sup>. L'affaire est prise très au sérieux par le gouvernement hongrois et le ministre de l'Économie, György Matolcsy, indique qu'il « utilisera tous les moyens constitutionnels à sa disposition pour empêcher Danone de fermer »<sup>1657</sup>. Dénonçant « les fourberies autour de cette fermeture » il souligne que le gouvernement ne « restera pas les bras croisés »<sup>1658</sup>. Il n'en faut pas moins pour rallumer certains sentiments antifrçais dans les médias nationaux. Le journal *Népszabadság* dénonce ainsi « la méthode à l'américaine »<sup>1659</sup> d'un rachat-liquidation sans états d'âme, tandis que le quotidien *Magyar Nemzet*, qui titre sur « une leçon amère », estime, non sans cynisme, que « les Français sont toujours au cœur des scandales en Hongrie : autoroutes, eaux, biscuits »<sup>1660</sup>. Comment expliquer un tel déchaînement de passions ? Ce n'est pourtant pas la première fermeture de ce genre dans le pays. En réalité, Danone est confronté à un double problème de contexte et de « charges émotionnelles » dans cette affaire. L'usine de Győr est en effet « l'équivalent des biscuits nantais en France »<sup>1661</sup>, elle est connue à travers l'ensemble du pays et l'attachement sentimental des Hongrois à une marque qui date de la double monarchie est réel. Ensuite, le moment choisi pour annoncer la fermeture se révèle inopportun. Depuis l'affaire des Tziganes de Zámoly<sup>1662</sup>, une large partie de la presse hongroise ne manque aucune occasion de dénoncer en bloc la présence économique française dans le pays<sup>1663</sup>. Dans ces circonstances Danone doit faire face à un important boycott de ses produits<sup>1664</sup>. Ses ventes sont en baisse de 20% en l'espace de quelques semaines et l'ambassadeur Paul Poudade estime nécessaire de trouver rapidement « une porte de sortie à

---

1655Qu'elle avait racheté quelques mois plus tôt

1656IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 150, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 20 avril 2001.

1657Ibid.

1658Ibid.

1659Ibid.

1660Ibid.

1661Ibid.

1662En juillet 2000, un groupe d'une cinquantaine de Tziganes en provenance du village de Zámoly (situé à soixante kilomètres à l'ouest de Budapest), avait déposé une demande d'asile en France auprès de l'Office de protection des réfugiés et apatrides (OPRA), demande qui avait été jugée recevable par les autorités françaises et qui avait provoqué la colère de la diplomatie hongroise, inquiète de l'image véhiculée par une telle décision dans le contexte des négociations d'adhésion à l'UE.

1663Voir par exemple l'article de János Szikra dans le numéro de janvier 2002 de la revue *Hitel* : « Ipari Trianon ? A győri kekszgyár gyarmatosítása » [Trianon industriel ? La colonisation de l'usine de biscuit de Győr]

1664D'autant qu'entre-temps la marque a osé produire des biscuits de la marque « Győri Kecs » en Pologne et en République tchèque. « Ce serait comme produire du camembert dans les Vosges » écrit l'ambassadeur le 30 août 2001. IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 151, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 30 août 2001.

cette crise pour éviter que cette affaire ne devienne un contentieux franco-hongrois »<sup>1665</sup>. L'inquiétude est d'autant plus justifiée que l'affaire est remontée au plus haut-niveau, le président Madl ayant écrit directement au président Chirac pour lui demander d'intervenir personnellement<sup>1666</sup>. Les Hongrois finissent par obtenir gain de cause. Le 27 octobre 2001, le groupe alimentaire français annonce le maintien de l'usine<sup>1667</sup>. Mais les firmes françaises ont vu leurs images se dégrader dans le pays, et la tourmente continue. Le 28 février 2002, le journal *Magyar Nemzet* met en cause Alstom en l'accusant d'avoir bénéficié en 1996, au prix d'une série d'abus, d'un contrat de 4,9 milliards de forints pour le remplacement des condensateurs de la centrale nucléaire de Paks alors même que son devis initial était de 2,7 milliards. L'affaire n'est pas sans rappeler l'incident Matra en 1993. La veille, c'est la BNP qui avait été attaquée sur ce même dossier. La banque française est accusée d'avoir indûment perçu plusieurs millions de forints pour des conseils fictifs. L'ambassadeur, Dominique de Combles de Nayves, explique que si l'attaque n'est pas forcément dénuée d'arrière-pensées<sup>1668</sup>, elle donne tout de même une très mauvaise image de la France sans compter qu'elle soulève également le courroux des Allemands, floués dans cette affaire<sup>1669</sup>.

La période 2000-2002 est donc assez contrastée au niveau des relations économiques franco-hongroises et si les exemples développés ne peuvent pas être entièrement considérés comme la norme, la multiplication des problèmes à différents niveaux démontrent que le contexte est globalement moins favorable et il faut à plusieurs reprises l'intervention directe du Premier ministre pour assister à un minimum de rééquilibrage.

Le retour au gouvernement des socialistes et surtout d'un Premier ministre francophone, Péter Medgyessy, jugé « proche de la France »<sup>1670</sup>, à partir de l'été 2002, est bien perçu par le Quai d'Orsay et redonnent confiance aux entreprises françaises.

---

1665IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 150, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 20 avril 2001.

1666IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 150, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 18 juin 2001.

1667*Le Monde*, 28 octobre 2001.

1668Au moment des faits, le dirigeant de la filiale hongroise de la BNP était Péter Medgyessy, le candidat du parti socialiste pour les élections législatives du printemps 2002.

1669IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 153, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2002), télégramme diplomatique, 28 février 2002.

1670IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 155, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2002) télégramme diplomatique, 1 octobre 2002.

## ***B- Stabilisation des échanges et nouvelle relance (2003-2004).***

### ***1- Un contexte redevenu favorable aux échanges.***

Les élections législatives du printemps 2002 en Hongrie se soldent par la courte défaite de la coalition de centre droit menée par le Premier ministre sortant et conduisent, comme ce fut le cas de l'ensemble des élections législatives dans le pays depuis 1990, à l'alternance. Les socialistes se joignent à l'Alliance des démocrates libres<sup>1671</sup> pour former un gouvernement confié à l'ancien ministre des Finances de Károly Grósz et de Gyula Horn, Péter Medgyessy. Sur le plan économique, ce dernier s'engage à la transparence, et annonce le réexamen des marchés publics passés avant mai 2002. La concurrence pour la construction de routes et d'autoroutes est rétablie – à la grande satisfaction des opérateurs français concernés, Colas, GTA et AKA<sup>1672</sup> – tandis que les privatisations, largement interrompues entre 1998 et 2002 reprennent. Dans un premier temps elles concernent la branche gazière du groupe MOL<sup>1673</sup>, les services de voirie de la capitale<sup>1674</sup>, mais aussi la chaîne de télévision Antenna Hungária<sup>1675</sup>. Le contexte semble donc progressivement redevenir favorable. Les investissements venus de France font leur retour. Renault annonce la construction d'un entrepôt régional de pièces détachées à Győr<sup>1676</sup>, Citroën choisit de relancer son développement commercial dans le pays en investissant 8,2 millions d'euros dans la construction d'un nouveau siège à Budapest et en étendant son réseau de concessionnaires<sup>1677</sup> dans le pays, tandis le groupe franco-belge Delhaize, propriétaire des supermarchés Match décide de réinjecter 10 millions d'euros dans ses infrastructures pour en moderniser la logistique<sup>1678</sup>. Au début de l'année 2003, le ministère français du Commerce annonce de la mise en place d'un plan d'action sur trois ans pour relancer les investissements français dans 25 pays du monde. La Hongrie y figure en bonne place<sup>1679</sup>. Estimant que « la Hongrie est souvent considérée par nos entreprises comme un petit marché et que les demandes spontanées y sont plus rares qu'en Pologne ou en République tchèque », le plan se donne pour

---

1671 *Szabad Demokraták Szövetsége* (SzDSz)

1672 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 155, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2002) télégramme diplomatique, 11 octobre 2002.

1673 Qui intéresse GDF.

1674 Pour laquelle Vivendi transmet une offre.

1675 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 157, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2003), télégramme diplomatique, 24 janvier 2003.

1676 AN. 5AG5/PME44, dossiers de Pierre Merviel, relations économiques avec la Hongrie (janvier-février 2004), plan d'action commerciale 2004-2006, présence française en Hongrie en 2002.

1677 *Ibid.*

1678 *Ibid.*

1679 SÁSKA, Zsófia, *Francia Jelenlét a magyar gazdaságban* [La présence française dans l'économie hongroise], Budapesti Gazdasági Főiskola [École de commerce de Budapest], Külkereskedelmi Főiskola Kar [Département du commerce extérieur], Budapest, 2007, page 27.

objectif « d'en augmenter la visibilité et la notoriété » Le 25 février 2004, François Loos, le ministre délégué au Commerce extérieur, Philippe Baudry, le chef de la mission économique de Hongrie et Jean-Pierre Trotignon, le directeur général d'Ubifrance, présente à Budapest le triple objectif du plan triennal: - Sensibiliser les entreprises françaises aux particularités du marché hongrois en rendant par exemple systématique le déplacement des agents de la mission économique de Hongrie en province lors de leurs venues en France, mais aussi par l'augmentation de leur présence sur des salons professionnels du type salon de l'agriculture<sup>1680</sup>. -Renforcer la veille en matière de marchés publics dans le cadre de l'adhésion en gardant en particulier un œil attentif sur les divers financements et fonds structurels européens à exploiter<sup>1681</sup>. -Faciliter l'accès des entreprises françaises dans le pays. À cet égard Ubifrance prévoit la publication d'un guide, *S'implanter en Hongrie*, pour compléter un premier volume publié en 2001, *Exporter en Hongrie, l'essentiel d'un marché*<sup>1682</sup>. Le plan comporte un certain nombre d'annexes dont la plus intéressante est incontestablement celle qui fait état des « marchés porteurs » pour les entreprises françaises dans le pays. On y voit par exemple que les secteurs de l'ameublement et du bricolage qui représentent un « marché en plein essor »<sup>1683</sup> ont dégagé près d'un milliard d'euros de revenus en 2003. Le secteur du vin est également ciblé comme un marché à fort potentiel pour Paris. La France n'y occupe que 5% des ventes : « il y a de la place »<sup>1684</sup>. Le document souligne de surcroît que dans le cadre de l'entrée de la Hongrie dans l'UE « l'obligation de mise aux normes sanitaires des industries agroalimentaires » va provoquer un important appel d'air pour les équipements de réfrigérations : « il faut saisir l'occasion »<sup>1685</sup>. Enfin, les transports et l'environnement apparaissent comme les deux secteurs potentiellement les plus lucratifs. La Hongrie s'apprête en effet à lancer un programme de modernisation et de développement de son réseau de chemins de fer : 1500 kilomètres de lignes et 33 gares à travers tout le pays sont concernés par les travaux<sup>1686</sup>. L'opérateur BKV<sup>1687</sup> souhaite pour sa part rénover la ligne 2 du métro de la capitale et acquérir de nouvelles rames (opération de près de 300 millions d'euros). Enfin, un projet de 400 millions d'euros pour la

1680AN. 5AG5/PME/44, dossiers de Pierre Merviel, relations économiques avec la Hongrie (janvier-février 2004), plan d'action commerciale (2004-2006), fiche 3 : sensibiliser davantage les entreprises françaises au dynamisme du marché hongrois.

1681AN. 5AG5/PME44, dossiers de Pierre Merviel, relations économiques avec la Hongrie (janvier-février 2004), plan d'action commerciale 2004-2006.

1682AN. 5AG5/PME/44, dossiers de Pierre Merviel, relations économiques avec la Hongrie (janvier-février 2004), plan d'action commerciale (2004-2006), fiche 4 : Faciliter l'accès au marché hongrois

1683Ibid.

1684Ibid.

1685Ibid.

1686AN. 5AG5/PME44, dossiers de Pierre Merviel, relations économiques avec la Hongrie (janvier-février 2004), plan d'action commerciale 2004-2006.

1687L'équivalent hongrois de la RATP.

construction d'un réseau de collecte et d'une station de traitements des eaux usées sur la presqu'île de Csepel au sud de Budapest existe<sup>1688</sup>. La veille de la présentation de ce plan à la presse, le président Chirac venait de conclure une nouvelle visite de deux jours en Hongrie, sa deuxième en sept ans.

## 2- La dimension économique du second voyage de Jacques Chirac en Hongrie (23-24 février 2004).

Le président Chirac avait apprécié son premier déplacement dans la capitale hongroise en 1997, il l'avait dit<sup>1689</sup>, mais aussi écrit<sup>1690</sup>. C'est donc avec une certaine bonne humeur qu'il y retourne, en février 2004<sup>1691</sup>. En 1997, le chef de l'État s'était déplacé avec importante délégation de chefs d'entreprises à ses côtés. Ce n'est pas le cas cette fois-ci. Le président n'est accompagné que par son ministre de la Culture, Jean-Jacques Aillagon, et sa ministre déléguée aux Affaires européennes, Noëlle Lenoir<sup>1692</sup>. Lors de la préparation du voyage, cette absence d'hommes d'affaires inquiète la direction des relations économiques extérieures (DREE). Son directeur, Pierre Moraillon, écrit aux conseillers du président, un mois avant la date prévue de la visite : « les visites présidentielles sont peu fréquentes [...] il serait dommage que ce prochain déplacement ne comporte pas un volet économie »<sup>1693</sup>. En réalité le voyage prévoit, bien évidemment, des discussions économiques. Si aucun homme d'affaires n'accompagne le président c'est qu'il a été prévu qu'ils se joignent au ministre de l'Économie, Francis Mer<sup>1694</sup>, dont le déplacement en Hongrie est prévu pour quelques semaines plus tard<sup>1695</sup>. À Budapest, le président Chirac est conscient des opportunités de développements

---

1688AN. 5AG5/PME/44, dossiers de Pierre Merviel, relations économiques avec la Hongrie (janvier-février 2004), plan d'action commerciale (2004-2006), annexe 1.

1689« C'est avec beaucoup de joie et beaucoup d'émotion que je reviens à Budapest. Je n'ai pas oublié l'accueil exceptionnel que m'avaient réservé vos compatriotes, il y a maintenant sept ans. J'avais été impressionné par le grand vent d'espérance qui soufflait ici, par la passion des Hongrois à écrire leur nouveau destin. J'avais rencontré la jeunesse hongroise portée par l'exaltante promesse de liberté, de succès, d'ouverture, d'un pays qui se reconstruisait, d'un pays qui franchissait les étapes pour reprendre toute sa place en Europe ». AN. 5AG5/01A10/35, dossiers du président, discours et allocutions du président, toast du président lors du dîner offert en son honneur par Ferenc Madl, 23 février 2004.

1690À Árpád Fasang et Magda Szabó : « je garde un souvenir particulièrement marquant de mon déplacement en Hongrie ». AN. 5AG5/PM15, dossiers de Pierre Merviel, correspondance entre Árpád Fasang et Jacques Chirac, 28 janvier 1997.

1691Les notes d'entretiens du président reflètent cet état d'esprit. L'humeur et le ton y sont fréquemment décrits comme « agréables », « chaleureux » et « détendus ». À ce propos voir : AN. 5AG5/LA 23, dossiers de Laurence Auer, visite d'État du président Chirac en Hongrie, mais aussi, AN. 5AG5/LV 38, dossiers de Laurent Vigier, Hongrie 2002-2007 : correspondances et entretiens officiels

1692*Le Monde*, 23 février 2004.

1693AN. 5AG5/PME44, dossiers de Pierre Merviel, relations économiques avec la Hongrie (janvier-février 2004), note de la direction des Relations économiques extérieures, 23 janvier 2004.

1694AN. 5AG5/PME44, dossiers de Pierre Merviel, relations économiques avec la Hongrie (janvier-février 2004), notes d'entretiens pour l'entrevue Jacques Chirac - Péter Medgyessy, 24 février 2004.

1695Par ailleurs, le Premier ministre français, Jean-Pierre Raffarin, a également invité son homologue, Péter

économiques liées à l'adhésion de la Hongrie le 1er mai 2004. Il sait que le pays s'apprête à recevoir trois milliards d'euros de la part de l'Union au titre des fonds structurels et de la cohésion pour la seule période 2004-2006 et il comprend à quel point le pays, de par son positionnement – et qui sera le second plus grand pays après la Pologne à rejoindre l'Europe – constitue une excellente base de réexportation vers le reste de l'Europe centre-orientale.

Dix jours avant le voyage du président, une note du ministère de l'Équipement résume les enjeux économiques et commerciaux de la visite<sup>1696</sup> : « la Hongrie va lancer un appel d'offres pour la construction d'une quatrième ligne de métro (un contrat de plus de 800 millions d'euros), Alstom est intéressée », « le ministère hongrois de l'Intérieur prévoit de se doter d'un réseau de radio communications cryptées (contrat de 100 à 200 millions d'euros), Thalès est candidate ». La note explique également que le chef de l'État doit soutenir le système Tetrapol d'EADS/Siemens, l'entreprise Sagem pour l'équipement électronique d'hélicoptères, la firme Panhard pour la fourniture de véhicules blindés légers, mais aussi les « intérêts des entreprises Vinci, ASF et Transroute » sur le projet de construction de l'autoroute M6 devant relier Budapest à la Croatie via Dunaujváros et Mohács. Enfin, parmi les dernières privatisations en cours, deux intéressent tout particulièrement la France : TDF a toujours des vues sur Antenna Hungária, tandis que GDF et Suez aimeraient jouer un rôle dans la privatisation de la branche gazière de MOL. Comme en 1997, le président Chirac se voit conseiller de plaider sur ce sujet « un rééquilibrage des partenariats énergétiques »<sup>1697</sup> et comme en 1997 il s'exécute et n'éluide à nouveau aucun de ces thèmes lors ses entretiens avec le président hongrois Ferenc Madl<sup>1698</sup> et le Premier ministre Péter Medgyessy<sup>1699</sup>.

Sur place le président annonce deux mesures phares pour renforcer la collaboration économique bilatérale : d'une part la création d'un technopole d'excellence scientifique dans la ville de Szeged regroupant des laboratoires, des universités et des entreprises des deux pays spécialisés dans les biotechnologies et la pharmacie, et d'autre part la mise en place d'une « Année économique de la Hongrie » en France pour faire mieux connaître les opportunités d'investissements sur le marché hongrois (expositions, partenariats PME, salons professionnels)<sup>1700</sup>. Avec cette dernière initiative, le Président espère relancer les rapports

---

Medgyessy à venir participer à une réunion sur les investissements en mai à la Baule en présence de plusieurs autres ministres français (Nicolas Sarkozy, Jean-Paul Delevoye, Michèle Alliot-Marie, Francis Mer)  
1696AN. 5AG5/PME44, dossiers de Pierre Merviel, relations économiques avec la Hongrie (janvier-février 2004), note du ministère de l'Équipement pour le président de la République, 13 février 2004.

1697En effet, après une totale absence dans le domaine énergétique au début des années 1990, l'Allemagne domine désormais le secteur.

1698Ferenc Madl a remplacé, en août 2000, Árpád Göncz qui n'a pas souhaité poursuivre pour un troisième mandat.

1699AN. 5AG5/LV 37, dossiers de Laurent Vigier, visite officielle du président de la République en Hongrie (23-24 février 2004), documents 7 et 8, entretien avec Ferenc Madl et Péter Medgyessy.

1700AN. 5AG5/PME44, dossiers de Pierre Merviel, relations économiques avec la Hongrie (janvier-février

économiques, mais aussi stopper la concentration du commerce hongrois à Paris et français à Budapest en favorisant les partenariats régionaux.

Comme en 1997, le voyage semble avoir eu un effet positif sur les échanges et les investissements. Quelques mois après le passage du président, l'entreprise Colas rachète six entreprises en Hongrie, la société Klépierre, filiale de BNP-Paribas acquiert 12 des 16 centres commerciaux de la société hollandaise Plaza center<sup>1701</sup> et Auchan se décide à ouvrir de nouveaux hypermarchés dans le pays. Dans le secteur automobile que les effets de la visite sont sensibles. Alors que la France était assez largement restée à l'écart de ce domaine, Peugeot devient entre 2004 et 2006 le premier exportateur français en Hongrie<sup>1702</sup> tandis que le trio Renault-Peugeot-Citroën en vient à représenter 22% de parts de marché dans le pays. Mais c'est surtout l'année économique de la Hongrie en France, organisée en 2005, qui livre les meilleurs résultats<sup>1703</sup>. L'événement permet aux échanges bilatéraux d'augmenter de 10% après plusieurs années de stagnation et consacre la signature de grands contrats pour un total de 900 millions d'euros. Véolia et Suez, obtiennent ainsi une large partie du contrat de retraitement des eaux usées à Csepel (249 millions d'euros), Vinci se voit confier la construction de deux tunnels, d'une station du métro 4, d'un échangeur d'autoroute et d'un pont à haubans (près de 500 millions d'euros), Colas est choisit pour la construction d'un tronçon d'autoroute de 10 kilomètres et de 20 ouvrages d'art (60 millions d'euros) tandis qu'Alstom et EADS s'adjugent également différents contrats d'équipements.

---

2004), notes d'entretiens pour l'entrevue Jacques Chirac - Péter Medgyessy, 24 février 2004.

1701AN. 5AG5/LA/40, dossiers de Laurence Auer, entretien du président Jacques Chirac avec son homologue hongrois László Solyom, dossier de base, « Les investissements français en Hongrie », note de la Direction générale du Trésor et de la Politique économique, 15 février 2006.

1702AN. 5AG5/LA/40, dossiers de Laurence Auer, entretien du président Jacques Chirac avec son homologue hongrois László Solyom, dossier de base, 10 mars 2006.

1703Ibid.

## Bilan de la troisième partie.

À la veille des bouleversements politiques en Hongrie, et malgré les tentatives de rapprochement au cours des années 1970 et 1980, les rapports économiques entre la France et la Hongrie demeurent extrêmement modestes. Les deux systèmes économiques, largement incompatibles, et la frilosité des entreprises françaises à l'égard des pays de l'Est n'ont pas autorisé le développement des échanges au cours des années précédant le changement de régime en Hongrie. Cette situation, regrettée par les dirigeants des deux pays changeant, lentement, à partir du début de l'année 1989, puis plus franchement dès le printemps 1990. À la recherche de nouveaux marchés, mais également d'une main d'œuvre peu chère, les entreprises françaises portent leurs regards sur une Hongrie qui entame alors avec force et caractère la transformation de son économie. En l'espace de quatre ans (1990-1993), Paris devient le troisième plus large investisseur en terres magyares<sup>1704</sup>. Après un bref ralentissement des engagements français entre 1994 et 1995, dû à l'arrêt des privatisations hongroises, le processus reprend. La période 1996-2000 constitue alors la meilleure de l'histoire des relations franco-hongroises sur le plan économique. Les échanges commerciaux qui étaient restés modérés jusque là décollent de manière spectaculaire<sup>1705</sup>, de nouveaux types d'investissements<sup>1706</sup> voient le jour<sup>1707</sup>, tandis que Paris se voit enfin attribuer des grands contrats. Le seul point négatif demeure la quasi-absence de PME françaises dans le pays en dépit des multiples tentatives de relance. Au final, entre 1989 et 2004, la France a investi plus de 15 milliards de francs en Hongrie<sup>1708</sup>. En 2004, les firmes hexagonales emploient 50 000 personnes dans le pays et représentent 5% du marché<sup>1709</sup>. Incontestablement l'économie constitue la plus grande réussite des relations franco-hongroises au cours de notre période, néanmoins elle représente également la dimension la plus asymétrique des rapports entre les deux pays. En effet, hormis quelques sociétés immobilières, il n'y a quasiment aucun investissement magyar en direction de la France, et si la Hongrie est tout de même le 27<sup>e</sup> fournisseur de la France c'est essentiellement parce qu'elle est un pays atelier qui abrite des multinationales de grande envergure telles que Sony, IBM, Phillips, Suzuki ou encore Audi.

---

1704 Voir l'annexe 13 de ce travail.

1705 Les exportations hongroises en France sont multipliées par quatre (passant de 3,4 milliards de francs à 13,3 milliards), tandis que les exportations françaises en direction de la Hongrie triplent (passant de 3,7 milliards de francs à 10,5 milliards). Voir l'annexe 12 de ce travail.

1706 Les investissements « greenfield ».

1707 Et dans de nouveaux secteurs d'activités (grande distribution, automobile, bricolage).

1708 5AG5/LA 23, dossiers de Laurence Auer, visite d'État du président en Hongrie, télégramme diplomatique, 7 janvier 2004.

1709 Le chiffre est inférieur à la moyenne des parts de marchés françaises dans l'UE (10%) mais équivalent à celui de la présence française en Pologne et en République tchèque. Néanmoins il demeure très éloigné de la part de marchés allemande (24,7%).

**QUATRIÈME PARTIE :**

**LES RELATIONS FRANCO-HONGROISES À LA LUMIÈRE  
DE L'ÉLARGISSEMENT EURO-ATLANTIQUE**

## Introduction.

De la chute du Mur de Berlin en novembre 1989 à l'intégration de dix nouveaux membres au sein de l'Union européenne au printemps 2004, de la dissolution du pacte de Varsovie en juillet 1991, à l'élargissement de l'OTAN en mars 1999, les débats sur le bien-fondé, les circonstances et les conditions de ces événements ont incontestablement dominé l'agenda diplomatique français et occupé, par extension, une large place au sein des discussions entre la France et la Hongrie au cours de cette période.

En février 1994, le secrétaire d'État à l'Administration du Quai Bem, et futur ministre des Affaires étrangères, János Martonyi, explique au journal *Magyar Nemzet* que « vue de Budapest, Paris a deux dimensions : l'une a trait aux relations bilatérales alors que la seconde concerne le fait que la France est aussi l'un des facteurs déterminants de notre politique européenne »<sup>1710</sup>. Mais alors qu'au fur et à mesure du temps la Hongrie a progressivement exprimé, de plus en plus fort, et avec de plus en plus de conviction son besoin de sécurité et sa volonté de rejoindre la famille occidentale, la France n'a pas toujours su comprendre – ou répondre – au dessein hongrois d'intégrer la Communauté, ni même appréhender son désir, tout aussi réel, d'établir des liens avec l'OTAN.

Cette quatrième, et dernière partie, choisit de placer l'étude des relations entre la France et la Hongrie dans une dimension et un contexte plus large en analysant la façon dont la volonté hongroise de s'ancrer définitivement à l'Ouest a pu se heurter aux conceptions françaises du fonctionnement de la scène et des institutions politico-économiques européennes et mondiales, et en s'interrogeant sur la manière dont cette attitude a pu provoquer des incompréhensions, des suspicions, voire parfois des tensions entre les deux pays.

Si les volontés hongroises d'adhésion à l'UE et à l'OTAN font partie d'un objectif unique – le retour à l'Ouest – elles obéissent à des logiques et à des calendriers propres et doivent être, pour la clarté de la démonstration, dissociées. Vue de France, la question de l'élargissement euroatlantique à la Hongrie ne se pose pas de manière spécifique. En effet, malgré les bonnes relations nouées avec « le bon élève de la transition », Paris ne dissocie jamais le cas magyar du reste de la région et la diplomatie française pense toujours ces sujets à l'échelle supérieure. La Hongrie est ainsi le plus souvent traitée au sein d'un groupe plus large, de trois, lorsque le pays est associé à la Pologne et à la République tchèque (OTAN), de six lorsque s'ouvrent les premières négociations d'adhésion à l'UE, de douze lorsque la Commission européenne décide

---

<sup>1710</sup>*Magyar Nemzet*, 22 février 1994.

d'étendre les discussions sur l'élargissement à tous les pays candidats, voire même de 40 dans le cadre de la conférence sur la stabilité en Europe. Cette attitude qui consiste à lier le destin hongrois à celui du reste des pays de l'ancien bloc soviétique et parfois même à celui de la Russie<sup>1711</sup> provoque une certaine frustration chez les dirigeants hongrois. Néanmoins, malgré quelques tensions, et en dépit des réticences répétées de la France autour de ces projets, les rapports entre la France et la Hongrie restent globalement cordiaux au cours de la période.

Ce dernier chapitre se décompose en quatre parties. La première partie se penche sur la volonté hongroise de rejoindre progressivement la Communauté européenne au début des années 1990 et à la réaction française face à ce dessein (1989-1992). Une place particulière est accordée dans ce développement au projet français de confédération européenne et à sa réception en Hongrie. La sensible modification de l'attitude française sur la question de l'élargissement à partir de 1993 et l'impact de cette nouvelle situation sur les relations franco-hongroises fait l'objet de notre seconde partie. À l'image du développement consacré à la confédération européenne, cette partie offre également une analyse du pacte de stabilité pour l'Europe, autre initiative française, du point de vue hongrois. La troisième partie recouvre l'étude des relations franco-hongroises autour de la question de l'élargissement de l'UE sous les présidences de Jacques Chirac et est elle-même divisée en deux moments principaux (1995-1997 puis 1997-2004). Enfin, la dernière partie se consacre aux rapports entre les deux pays autour du projet d'élargissement de l'OTAN, Paris s'étant montrée plus hostile, et pendant plus longtemps sur le projet d'extension de l'Alliance que sur la question de l'élargissement européen.

---

1711 Dans le cas de l'élargissement de l'OTAN.

## I- Le rêve hongrois de retour à l'Europe face aux perceptions françaises de l'ordre européen (1989-1992).

### A- *Le progressif désir magyar d'ancrage à l'Ouest.*

La Hongrie a toujours au cours de son histoire regardé vers l'Ouest<sup>1712</sup>. Qu'il s'agisse des « regards attentifs jetés vers Paris »<sup>1713</sup> au cours du XVIIIe siècle, ou des affinités nouées avec ses voisins allemands et autrichiens pendant près d'un millénaire, c'est toujours dans la direction de l'Occident que les élites hongroises ont recherché, lorsqu'elles en étaient libres, leurs sources d'inspirations. Culturellement à l'ouest, géographiquement au centre, et *de facto* politiquement à l'Est<sup>1714</sup>, la Hongrie du XXe siècle a donc développé, au cours des années de guerre froide, un important sentiment d'éloignement voire d'isolement vis-à-vis de l'Europe de l'Ouest. Au cours des années 1950 et 1960, vu de Budapest, l'Occident est de plus en plus devenu une sorte de mythe auquel toutes les vertus incapables d'être produites par le modèle socialiste furent attribuées : « plus la grisaille et la médiocrité accablante de la vie quotidienne prédominent à l'Est, plus l'Ouest se colore des lumières d'un bien-être général né d'une créativité et d'une dynamique sociale sans limites »<sup>1715</sup>. Cet attrait pour l'Ouest et ce combat contre l'Est, depuis l'occupation ottomane jusqu'à l'oppression soviétique est ce qui semble avoir caractérisé le plus profondément l'histoire du pays<sup>1716</sup>. Dans la Hongrie kadarienne des années 1970 et 1980, ce désir d'ouverture vers l'Ouest se matérialise largement par la multiplication de contacts et d'échanges avec les dirigeants occidentaux. Entre 1977 et 1984, Budapest reçoit ainsi les visites de Raymond Barre (1977), d'Helmut Schmidt (1979), de François Mitterrand (1982)<sup>1717</sup> de Georges Bush (1983), d'Helmut Kohl (1983) ou encore celle

---

1712À ce propos, l'historien hongrois Ignác Romsics écrit : « Dès la fondation de l'État hongrois, un des facteurs les plus importants de la pensée politique et de la politique culturelle fut le désir de se rapprocher de l'Occident chrétien et de connaître la culture des peuples européens plus développés. L'histoire hongroise n'a pour ainsi dire eu de siècle où ses souverains n'aient pas considéré ce rattachement à l'Europe comme un des moyens principaux et même indispensables des progrès du pays ». ROMSICS, Ignác, « Francia–magyar kulturális kapcsolatok és a párizsi Magyar Intézet a két világháború között » [Les relations culturelles franco-hongroises et l'institut hongrois de Paris dans l'entre-deux-guerres], dans JUHÁSZ, Gyula, KISS, Csaba (dir.), *Magyarságkutatás. A Magyarságkutató Intézet évkönyve* [Recherche hongroise. Annuaire de l'institut de recherche sur la Hongrie], Budapest, Magyarságkutató Intézet [Institut de recherche sur la Hongrie], 1989, pages 193-204.

1713Référence au célèbre poème de János Batsányi, *A franciaországi változásokra* [Sur les changements en France] que nous avons déjà évoqué dans la partie précédente.

1714 KUNDERA, Milan « Un occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale », *Le Débat*, numéro 27, 1983, pages 3-23.

1715 RESZLER, André, *Rejoindre l'Europe : destin et avenir de l'Europe centrale*, Paris, Georg Éditeur, 1998.

1716 Pour une mise en perspective historique de cette idée voir, par exemple : MAJOROS, István, « La Hongrie à la recherche de l'Europe », *Öt Kontinens, Az Uj-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/2, Budapest, ELTE, 2012, pages 63-70.

1717 SZEBENI, Géza, « Kádár János és François Mitterrand három találkozója » [Les trois rencontres entre

de Margaret Thatcher (1984) et de Benedetto Craxi (1984)<sup>1718</sup> cependant que les dirigeants socialistes magyars n'ont de cesse de nouer des liens avec les partis sociaux-démocrates de l'Ouest (parti socialiste français<sup>1719</sup>, SPD allemand, mais aussi avec les Anglais du *Labour*, et le parti socialiste ouvrier espagnol de Felipe Gonzalez)<sup>1720</sup>.

Néanmoins, jusqu'à la fin des années 1980, les tentatives hongroises de rapprochement avec l'Ouest ne peuvent se faire que dans le respect du cadre de la doctrine Brejnev<sup>1721</sup> et l'attitude hongroise ressemble à un complexe équilibre entre d'une part la volonté – teintée de prudence – de conserver le soutien soviétique et d'autre part le désir de développer au maximum ses rapports avec l'Europe occidentale. En février 1987, le secrétaire du comité central du PSOH, Mátyás Szűrös, en visite officielle à Paris, évoque longuement, lors de ses discussions avec François Mitterrand, la question du rapprochement de la Hongrie et de l'Ouest<sup>1722</sup>, mais les propositions se situent encore largement dans une logique de bloc à bloc (multiplication des contacts entre le Pacte de Varsovie et l'OTAN, rapprochement entre le CAEM et la CEE). Cependant le dirigeant hongrois évoque aussi l'idée d'une « consultation » entre l'UEO et la Hongrie et laisse poindre la volonté de son pays d'établir des relations directes avec la CEE<sup>1723</sup>. Ce dernier projet n'est en réalité pas nouveau. En 1982, Hubert Védrine avait reçu une demande similaire de la part de Budapest : « les Hongrois souhaiteraient entamer confidentiellement des conversations sur une éventuelle association de la Hongrie à la CEE, sur le modèle autrichien. Ils ont obtenu une réponse favorable et rapide des Britanniques et des Allemands »<sup>1724</sup>. Si la Hongrie recherche tant le rapprochement avec la Communauté, c'est essentiellement pour des raisons économiques. Le pays craint l'apparition de nouvelles fractures avec le marché unique et ne veut pas voir la CEE devenir une « forteresse

---

János Kádár et François Mitterrand], *Múltunk* [Notre passé], numéro 1, 2009, pages 4-25.

1718SZÖRENYI, András, « La politique étrangère hongroise au début d'une nouvelle phase », *Revue internationale et stratégique*, numéro 61, 2006, pages 37-48.

1719François Mitterrand se rend ainsi en Hongrie, en 1976, à la tête d'une délégation du parti socialiste.

1720Entretien avec Gyula Horn, dans MINK, Georges, SZUREK, Jean-Charles, *La grande conversion. Le destin des communistes en Europe de l'Est*, Paris, Le Seuil, 1999.

1721À ce propos, l'historien hongrois Csaba Békés explique que malgré les signes et les déclarations de Gorbatchev à partir de 1985, les mots restent pendant longtemps trop ambigus pour que la Hongrie soit certaine à 100% que la Doctrine ait été abandonnée. BÉKÉS, Csaba, *Európából Európába. Magyarország konfliktusok keresztjében (1945-1990)* [De l'Europe à l'Europe. La Hongrie au sein des conflits], Budapest, Gondolat Kiadó, 2004.

Par ailleurs, tout le monde dans l'élite soviétique ne partageait pas l'idée d'un abandon volontaire de l'est de l'Europe. À ce sujet voir, par exemple, KRAMER, Mark, « The Collapse of East-European Communism and the Repercussions within the Soviet Union (Part 3) », *Journal of Cold War Studies*, volume 7, numéro 1, hiver 2005, pages 1-24.

1722AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, préparation et calendrier des demandes d'audiences auprès de François Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994), compte rendu de la rencontre entre François Mitterrand et Mátyás Szűrös, 13 février 1987.

1723 Ce qui sera finalement chose faite dès la fin de l'année 1988 avec la conclusion, le 26 septembre 1988, d'un accord de commerce entre la Communauté et la Hongrie.

1724AN. 5AG4/CD 274, dossier 4, préparation, déroulement et bilan du voyage officiel en Hongrie de François Mitterrand (7-9 juillet 1982), note d'Hubert Védrine pour Bernard Garcia, 8 décembre 1982.

technologique et économique »<sup>1725</sup>. En novembre 1988, lors de sa rencontre avec Michel Rocard, Károly Grósz explique que « l'esprit de la Hongrie est européen »<sup>1726</sup> et que dans cette optique son gouvernement souhaiterait participer non seulement au programme EUREKA<sup>1727</sup>, mais aussi rejoindre le conseil de l'Europe. Les velléités de rapprochement se font de plus en plus intenses. Dès janvier 1989, les dirigeants hongrois élaborent un plan prévoyant les étapes du « retour à l'Europe »<sup>1728</sup>. Néanmoins, jusqu'au printemps 1990, si ce désir est déjà l'un des objectifs affirmés de la diplomatie hongroise, il ne passe pas encore nécessairement, dans l'esprit des dirigeants magyars, par une adhésion à la Communauté. Interrogé sur le projet méditerranéen de confédération européenne<sup>1729</sup> lors d'une session de l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe<sup>1730</sup> à Strasbourg fin janvier 1990, le Premier ministre hongrois, Miklós Németh, estime que : « l'adhésion de la Hongrie à la Communauté et même l'idée d'une Europe entièrement réunifiée ne sont pas à l'ordre du jour dans un avenir prévisible »<sup>1731</sup> et que « c'est dans le cadre du Conseil de l'Europe que la Hongrie entend procéder à des échanges de vues sur ce qui pourrait être 'la maison commune' »<sup>1732</sup>. Mais cette position n'est que provisoire. L'ambassadeur Pierre Brochand le pressent déjà, le 15 janvier 1990 : « très vite la Communauté va devenir le point d'ancrage évident d'une aspiration viscérale de retour à la normale après plus de 40 ans d'assimilation abusive de la part des Soviétiques »<sup>1733</sup>. Et si, début avril 1990, lors d'une rencontre entre le directeur adjoint Europe du Quai d'Orsay et plusieurs responsables hongrois<sup>1734</sup>, ces derniers continuent de souligner la volonté de leur

1725AN., Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930409/9, entretien du Premier ministre avec Károly Grósz, note de synthèse, 17 novembre 1988.

1726Ibid.

1727Le Programme EUREKA a été lancé en 1985 à l'initiative de François Mitterrand et d'Helmut Kohl pour renforcer la compétitivité de l'industrie européenne. Dans ce cadre, les entreprises et les laboratoires de recherche, publics ou privés des États membres étaient invités à proposer des projets de coopération, sur des thèmes et selon des partenariats de leur choix, pour mettre au point des produits, des procédés ou des services appelés à prendre place à terme sur le marché. Après une évaluation au sein des instances d'EUREKA, les projets bénéficient d'un « label » qui leur permet d'accéder, dans la plupart des cas, à des soutiens financiers selon les procédures en vigueur propres aux pays concernés.

1728Les détails du projet sont rapportés dans HORVATH, István, NEMETH, István, *És a falak leomlanak. Magyarország és német egység (1945-1990)* [Et les murs tombent. La Hongrie et l'unité allemande (1945-1990)], Budapest, Magvető Kiadó, 1990, pages 346-442.

1729Nous revenons en détail sur le projet de confédération et sa réception en Hongrie ci-après.

1730Institution au sein de laquelle la Hongrie a obtenu, le 8 juin 1989 le statut d'observateur spécial et déposé, le 16 novembre 1989, par l'intermédiaire de son ministre des Affaires étrangères, Gyula Horn, une demande d'adhésion. À ce sujet voir : FÜLÖP, Mihály, « L'adhésion de la Hongrie au conseil de l'Europe », dans BITSCH, Marie-Thérèse, *Jalons pour une histoire du Conseil de l'Europe, Actes du Colloque de Strasbourg*, Éditions Peter Lang, Berne, 1997, 177-189.

1731Conseil de l'Europe, assemblée parlementaire, quarante et unième session ordinaire (quatrième partie), 29 janvier-2 février 1990, compte rendu des débats, tome III, séances 22 à 29, pages 638, Strasbourg, 1990.

1732À noter ici l'usage préférentiel des termes gorbatchevien de « maison commune » de la part du dirigeant hongrois, en lieu et place de l'idée de « confédération » sur laquelle il était interrogé.

1733CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 228, visite d'État de François Mitterrand en Hongrie, télégramme diplomatique, 15 janvier 1990.

1734Il s'agit d'István Nahon, le directeur des relations économiques internationales au Quai Bem, de Géza

pays de « retrouver sa place au cœur de l'Europe et de renforcer ses rapports avec la Communauté sans prétendre y adhérer »<sup>1735</sup>, les élections législatives des mois d'avril-mai 1990 en Hongrie<sup>1736</sup> viennent changer la donne. Dès les premiers jours de son mandat, le nouveau Premier ministre, József Antall, indique clairement la nouvelle ligne de conduite de son gouvernement : « d'abord le Conseil de l'Europe, ensuite les accords d'association et sous dix ans la CEE »<sup>1737</sup>. La ministre française déléguée aux Affaires européennes, Élisabeth Guigou, reçue à Budapest au début du mois de février 1991 se voit confirmer ce changement de cap lors d'une longue entrevue avec son homologue hongrois : « [notre] priorité absolue en politique étrangère est désormais l'adhésion, aussi bien pour des raisons de politique intérieure, d'économie que de sécurité nationale »<sup>1738</sup>. Tout en étant conscient que le processus sera long et « très sélectif »<sup>1739</sup>, dans « l'euphorie du changement »<sup>1740</sup> la Hongrie espère pouvoir bénéficier rapidement du « soutien nécessaire »<sup>1741</sup> de Paris dans la réalisation de son dessein, même si elle est déjà consciente qu'il faudra gagner sa confiance « par petits coups »<sup>1742</sup>. Mais Paris n'a pas exactement la même vision des événements en Hongrie et à l'est du continent que Budapest, ou du moins elle n'en tire pas les mêmes objectifs. Globalement, sur cette question, la France oppose à la Hongrie une politique qui repose sur la dualité d'une rhétorique qui s'inspire d'une part de la tradition des droits de l'Homme et d'autre part d'une diplomatie inspirée de la raison d'État<sup>1743</sup>.

***B- Oui au retour en Europe, non à l'élargissement de la CEE : les relations franco-hongroises face au désir français de « préserver la Communauté » (1989-1992).***

La France n'a jamais contesté la légitimité historique et morale de l'élargissement de la CEE et la nécessité de la réunification de l'Europe<sup>1744</sup>. En novembre 1988, le président

---

Molnar, le directeur adjoint de la zone Europe-Méditerranée, d'André Erdős, le directeur des relations internationales et de monsieur Jolsvai, le directeur adjoint de la coopération régionale.  
1735CADN, Ambassade de France à Budapest (1980-1990), carton 215, relations bilatérales franco-hongroises, dossier général, relations politiques, télégramme diplomatique, 12 avril 1990.  
1736Qui consacrent la victoire du MDF.  
1737AN., Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, dossier 19930409/9, note de Marisol Touraine pour le Premier ministre, 20 juin 1990.  
1738«A magyar külpolitika abszolút prioritása az Európához való közeledésünk belpolitikai, gazdasági és nemzetbiztonsági okokból egyaránt », traduction de l'auteur. MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, carton 25, France, 1991, entretiens d'Élisabeth Guigou en Hongrie (7-8 février 1991).  
1739MNL-OL, Küm, XIX-J-j, France, 1990, carton 27, document 002152, rapport annuel du premier secrétaire de l'ambassade de Hongrie en France, Lajos Tóth, 23 mai 1990.  
1740REUSS, Conrad, *La Hongrie en perspective*, Paris, L'Harmattan, 2003.  
1741MNL-OL, Küm, XIX-J-j, France, 1990, carton 27, document 002152, rapport annuel du premier conseiller de l'ambassade de Hongrie en France, György Szathmáry, 23 mai 1990.  
1742Ibid.  
1743HASSNER, Pierre, « Vers l'Est du nouveau ? », *Esprit*, mars-avril 1989.  
1744En février 1992, François Mitterrand avait longuement évoqué « l'injustice des traités de ce siècle qui ont,

Mitterrand avait rappelé devant Károly Grósz, la nécessité de « transcender Yalta » et le besoin des Européens de s'unir et de prendre en main leur destin face à « l'expansionnisme de la culture américaine et les ailes de la technologie japonaise »<sup>1745</sup>. Néanmoins, la diplomatie française a incontestablement été prise de court<sup>1746</sup> par la soudaineté et la vitesse des événements des années 1989-1990 et, dans ce contexte, ses priorités sont fort différentes de celle de la Hongrie. Comme pour la question de la réunification allemande, l'idée française n'est pas de s'opposer au processus de rapprochement entre les deux parties du continent, mais de le contrôler et de veiller à ce qu'il ne vienne pas affaiblir le projet européen. Nous l'avons vu dans la première partie de ce travail, face aux transformations à l'Est l'objectif de la diplomatie française est double. Il s'agit d'une part de préserver et d'accélérer la marche en avant de la CEE<sup>1747</sup> – dont Mitterrand craint qu'elle ne soit remise en cause par les bouleversements de l'année 1989 –, et d'autre part de s'assurer de la poursuite des réformes en URSS en garantissant une certaine stabilité à Mikhaïl Gorbatchev. De fait, si Paris n'est pas opposé aux changements, elle souhaite qu'ils se déroulent de manière lente et progressive. Le 15 février 1989, le conseiller du Président Mitterrand, Loïc Hennekine<sup>1748</sup>, qui reçoit László Vass l'un des principaux dirigeants du Quai Bem, indique que la France considère la transition à l'Est comme un « processus positif » mais qui ne doit en aucun cas se révéler « disruptif pour la construction européenne »<sup>1749</sup>. Quinze jours plus tard, c'est au tour du secrétaire d'État chargé du Plan, Lionel Stoléro<sup>1750</sup>, de tenir un discours similaire devant le président du Bureau national de planification, Ernő Kemenes. Le dirigeant français explique ainsi à son interlocuteur, de manière très concrète, que la Communauté souhaite avant tout se renforcer sur le plan économique et qu'il n'existe pas d'autres objectifs à moyen terme<sup>1751</sup>. La France envisage donc la transition à l'Est comme un processus long, de plusieurs années voire de

---

pour satisfaire la gloire du vainqueur ou son instinct de puissance ou ses intérêts immédiats, toujours nié les réalités historiques, géographiques, spirituelles ou ethniques ». MNL-OL, Küm, XIX-J-k, France, 1992, carton 28, document 6858, allocution de François Mitterrand au palais de Chaillot, « Les Tribus ou l'Europe », 29 février 1992.

1745MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 00547, visite de Károly Grósz en France. En creux le président français semble dire qu'il est plus important pour la France de se défaire de la mainmise américaine sur l'Europe de l'Ouest que de la domination soviétique sur l'Europe de l'Est.

1746Mais qui ne l'a pas été ?

1747La ministre française des Affaires européennes, Édith Cresson, évoque en octobre la nécessité de « d'abord renforcer la cohésion intérieure de la Communauté ». MNL-OL, Küm, France, 1989, carton 35, document 0041/75, télégramme diplomatique : « Le jugement de la France sur le déroulement des événements en Europe de l'Est et en particulier en Hongrie, 7 novembre 1989.

1748Voir biographie en annexe 21.

1749MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 00104, télégramme diplomatique, 15 février 1989.

1750Voir biographie en annexe 21.

1751MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 001104/8, discussions entre Lionel Stoléro et Ernő Kemenes, télégramme diplomatique, 28 février 1989.

plusieurs décennies<sup>1752</sup>. Quant à la question de l'élargissement de la CEE, hormis Jacques Attali qui laisse la porte entrouverte<sup>1753</sup>, il est clair que le projet n'est pas d'actualité dans l'esprit des dirigeants français. Le constat semble par ailleurs valable des deux côtés de l'échiquier politique. Début décembre 1989, lors de sa rencontre avec Valéry Giscard d'Estaing, Imre Pozsgay se voit ainsi indiquer par l'ancien président de la République que non seulement la période de transition sera très longue, mais qu'il ne sera en outre pas question d'adhésion à la CEE tant que des incompatibilités existeront : « en l'état des choses, même l'Autriche ne répond pas aux critères »<sup>1754</sup> précise ainsi l'ancien chef de l'État à son interlocuteur. Quinze jours plus tôt, le 18 novembre 1989, à l'occasion d'un dîner à l'Élysée avec ses partenaires européens, François Mitterrand, qui évoquait les bouleversements à l'Est avait insisté sur le fait qu'il ne fallait pas « encombrer » le Conseil européen à venir avec ces questions pour se concentrer sur la tâche principale : « parachever la construction européenne »<sup>1755</sup>. En effet aux yeux du président français : « la Communauté n'est pas n'importe quoi [elle] obéit à certaines règles, dépend de certains principes » et dans cette optique on ne peut pas « mêler à ces discussions des pays qui n'y sont pas préparés »<sup>1756</sup>. Fondamentalement, Paris n'est pas la seule capitale européenne à suivre cette ligne de conduite entre le printemps 1989 et l'automne 1990. Bonn semble également partager la vision française. Le 14 juillet 1989, Helmut Kohl évoque les transformations en Hongrie lors d'une rencontre avec Mikhaïl Gorbatchev :

« Nous avons de bonnes relations avec les Hongrois. Cependant nous ne voulons pas de déstabilisation. C'est pourquoi lorsque je rencontre les Hongrois je leur dis : nous considérons les réformes en cours dans votre pays comme une affaire interne, nous les soutenons, toutefois si vous voulez entendre nos conseils nous recommandons que vous n'accélériez pas trop, car vous pourriez perdre le contrôle du processus et cela commencerait à vous autodétruire »<sup>1757</sup>.

---

1752 Voir *infra* : la Hongrie face au projet mitterrandien de confédération européenne.

1753 « Dans dix ans peut-être » indique-t-il à son interlocuteur. MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 001104/6, télégramme diplomatique, discussions entre Jacques Attali et László Vass, 17 février 1989.

1754 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1989, carton 35, document 001104/9, discussions entre Valéry Giscard d'Estaing et Imre Pozsgay, télégramme diplomatique, 6 décembre 1989.

1755 FAVIER, Pierre, MARTIN-ROLAND, Michel, *La décennie Mitterrand : tome III, les défis (1988-1991)*, Paris, Éditions du seuil, 1996, page 183.

1756 IFM, conférence de presse du président de la République, Rome, 15 décembre 1990.

1757 *The End of the Cold War in Europe, 1989: New Thinking and New Evidence. A Compendium of Declassified Documents Prepared for a Critical Oral History Conference organized by the National Security Archive*, Washington D.C., Musgrove, Géorgie, 1-3 mai 1998. Document cité dans : BÉKÉS, Csaba, « Back to Europe. The International Context of the Political Transition in Hungary, 1988–1990 », dans BOZOKI, András (dir.), *The Roundtable Talks of 1989 : The Genesis of Hungarian Democracy*, Budapest, CEU Press, 2002, pages 237-272.

Quant à l'idée d'élargissement de la Communauté, le chancelier allemand n'y semble pas plus favorable que la majorité des autres grands dirigeants européens<sup>1758</sup>. Mais alors que le Président français fait plutôt preuve de constance dans le temps<sup>1759</sup> entre ses déclarations publiques et ses déclarations privées<sup>1760</sup> sur la question, il semble que le discours allemand se transforme plus rapidement et soit plus adaptable. Au cours du printemps et de l'été 1991, plusieurs personnalités magyares sont reçues à Bonn par un chancelier allemand qui leur tient un discours plus qu'encourageant quant aux possibilités d'une adhésion magyare à la Communauté. Devant Iván Pető, le président du groupe parlementaire du SZDSZ, Helmut Kohl affirme que la Hongrie a de bonnes chances de devenir un membre à part entière « au cours de cette décennie » et précise que « l'Allemagne l'y aidera »<sup>1761</sup>. Quelques semaines plus tôt, en mai, 1991 devant le Président Árpád Göncz, le chancelier était allé encore plus loin en indiquant qu'il était « possible que cet événement se produise entre 1996 et 1998 »<sup>1762</sup> tandis qu'en juillet 1991 il avait précisé à László Surján, le ministre hongrois de la Santé, que : « la Hongrie sera le premier pays à rejoindre la Communauté [...] après l'admission de l'Autriche et de la Suède »<sup>1763</sup> ajoutant au passage que pour la Pologne et la République tchèque une date ultérieure devrait être envisagée : « les trois pays ne peuvent pas espérer entrer le même jour dans la Communauté »<sup>1764</sup>. Les déclarations, qui sont rapportées à l'Élysée, exaspèrent le Président Mitterrand<sup>1765</sup> qui ne se prive pas pour livrer, quelques semaines plus tard, le fond de sa pensée :

« La France ne s'oppose pas [à l'adhésion des pays de l'Est], mais elle sait que, lorsqu'il s'agira d'accroître les versements nationaux à la Communauté, d'alourdir la charge de ceux qu'on

---

1758Le 15 février 1990, Helmut Kohl évoquant cette question lors d'un dîner avec François Mitterrand estime que : « la solution n'est pas que tous [les pays] entrent dans la CEE. Il faut donc offrir une alternative ». ATTALI, Jacques, *Verbatim (tome III, 1988-1991)*, Paris, Fayard, 1995, page 428.

1759Au début de l'année 1991, deux des principaux conseillers du président, écrivent ainsi que « les Douze ne peuvent satisfaire l'aspiration spontanée des nouvelles démocraties à rejoindre dans délai la Communauté. Ce serait rendre un mauvais service à la Hongrie [...] de [l']entretenir dans l'illusion d'une adhésion proche et indolore [...] des États qui adhéreraient sans y être préparés perdraient leurs dernières chances d'assainissement ; la Communauté verrait remise en cause sa cohésion et son identité ». VÉDRINE, Hubert, MUSITELLI, Jean, « Les changements des années 1989-1990 et l'Europe de la prochaine décennie », *Politique étrangère*, numéro 1, 1991, pages 165-177.

1760Avec néanmoins des nuances, semble-t-il, à partir de l'été 1991, vis-à-vis de la Hongrie : voir *supra*

1761AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, politique étrangère, relations UE-Hongrie, télégramme diplomatique, 24 juillet 1991

1762Ibid.

1763Ibid.

1764Ibid.

1765D'autant plus que l'Allemagne n'est plus seule à tenir ce discours. Au cours de l'été 1991, le ministre des Affaires étrangères italien, Gianni De Michelis, déclare lors d'une conférence de presse qu'un « siège attend la Hongrie dans la CEE » et parle d'une adhésion « entre 1996 et 1998 », un soutien pour le moins spectaculaire. AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.6, politique étrangère, relations Hongrie-pays européens, Italie, télégramme diplomatique, 8 juillet 1991.

appelle les contributeurs nets [...], c'est-à-dire de ceux qui paient plus qu'ils ne reçoivent, à ce moment, beaucoup se désisteront »<sup>1766</sup>.

Le président répète à l'envi ces propos au cours des mois suivants<sup>1767</sup>. François Mitterrand est d'autant plus agacé par la teneur des conversations du chancelier allemand que la France s'est montrée très active au niveau de l'aide à la transition et pour la réorganisation générale de l'Europe au cours de cette période<sup>1768</sup>. Avec l'objectif de recomposer l'espace européen de l'après-guerre froide, le président français a en effet proposé le développement d'une organisation rassemblant tous les pays européens dans un cadre doté de structures politiques légères de nature intergouvernementale. Un projet original qui mérite que l'on s'y attarde d'un point de vue « franco-hongrois ».

### 1- La Hongrie face au projet mitterrandien de confédération européenne : voie de garage ou raccourci potentiel vers la Communauté ?<sup>1769</sup>

À la veille de la nouvelle année 1990, au cours de la traditionnelle présentation de ses vœux à la Nation, le Président François Mitterrand introduit pour la première fois, sous les regards attentifs et étonnés de ses collaborateurs, l'expression « confédération européenne » qu'il définit alors, de manière assez générale, comme « une organisation commune et permanente d'échanges, de paix et de sécurité »<sup>1770</sup>.

Au sein d'un discours dans lequel la situation politico-économique de l'Europe centro-orientale semble occuper toutes ses pensées<sup>1771</sup>, le Président français tente d'esquisser un projet d'avenir pour cette Europe en proie à d'importants bouleversements géopolitiques.

---

<sup>1766</sup>Le Monde, 13 septembre 1991.

<sup>1767</sup>Le 29 février 1992, le président français explique qu'il « faut d'abord renforcer la Communauté puis l'élargir, et, ensuite, bâtir une structure propre à l'Europe tout entière » avant de dénoncer les « responsables d'autre pays de la Communauté » qui font valoir qu'ils « [ont] les bras grands ouverts. Grands ouverts oui ! Jusqu'au jour où on leur demandera de payer leur contribution ! Alors vous apercevrez des bras qui se refermeront ! ». IFM, Allocution du président de la République lors du colloque « Les tribus ou l'Europe », Palais de Chaillot, Paris, 29 février 1992.

<sup>1768</sup>Nous avons rappelé, dans la troisième partie de ce travail que, dès le 25 octobre 1990, à Strasbourg, et sur proposition de son conseiller Jacques Attali, le président français avait suggéré le lancement d'une « Banque pour l'Europe » (la future BERD).

<sup>1769</sup>Cette sous-partie reprend de larges pans d'un article de l'auteur : PICHONNIER, Christopher, « La Hongrie et le projet mitterrandien de confédération européenne », *Öt Kontinens, az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2014/1, Budapest, ELTE, 2016, pages 241-260.

<sup>1770</sup>IFM, Allocution du président de la République à l'occasion de la présentation de ses vœux aux Français pour la nouvelle année, Paris, 31 décembre 1989.

<sup>1771</sup>Le président Mitterrand évoque ainsi, dès la seconde phrase de son discours : « le changement qui s'est produit ces derniers mois dans les pays de l'Est [et qui] dépasse, en importance, tout ce que nous avons connu depuis la Seconde Guerre mondiale et s'inscrit, sans aucun doute, parmi les grands événements de l'histoire ».

Traçant un parallèle entre la Révolution française de 1789 – qui fête alors son bicentenaire – et les révolutions de velours en cours à l'est du continent, François Mitterrand se livre à une analyse lucide des défis qui se dressent désormais devant l'Europe de la fin du XXe siècle :

« Des questions nouvelles commencent à se poser qui n'auront pas de réponse en un jour, mais elles sont posées : l'avenir des alliances, l'Alliance atlantique et le Pacte de Varsovie, à quel rythme poursuivre le désarmement, sous quelle forme et dans quelles conditions se réunira le peuple allemand, quel type de coopération entre l'Est et l'Ouest, l'intangibilité ou non des frontières existantes, et jusqu'où le réveil des nationalités ? »<sup>1772</sup>.

Le projet de confédération européenne dévoilé lors de cette allocution constitue la tentative personnelle du Président français de répondre à plusieurs de ces enjeux et d'apporter une pierre, qu'il juge essentielle, au nouvel édifice européen en construction.

L'idée, développée au cours de l'hiver 1989, mais indubitablement le fruit d'une réflexion plus lointaine, a fait, *a posteriori*, l'objet de témoignages de la part des proches du chef de l'État<sup>1773</sup>, mais également de plusieurs articles d'historiens centrés autour du rôle de la France dans le développement du projet<sup>1774</sup>. En revanche, l'accueil réservé au dessein mitterrandien par ses principaux destinataires – les pays d'Europe centre-orientale (PECO) – et en particulier par la Hongrie n'a guère été l'objet de recherches approfondies.

---

<sup>1772</sup>IFM, Allocution du président de la République à l'occasion de la présentation des ses vœux aux Français pour la nouvelle année, Paris, 31 décembre 1989.

<sup>1773</sup>À ce propos voir la contribution de l'ancien ministre des Affaires étrangères du président Mitterrand : DUMAS, Roland, « Un projet mort-né : la Confédération européenne », *Politique étrangère*, numéro 3, Paris, 2001, pages 687-703, et l'article du conseiller diplomatique et porte-parole de la présidence : MUSITELLI, Jean, « François Mitterrand, architecte de la Grande Europe. Le projet de Confédération Européenne (1990-1991) », *Revue Internationale et stratégique*, numéro 82, Paris, 2011, pages 18-28.

<sup>1774</sup>Essentiellement l'oeuvre de Frédéric Bozo dont nous livrons ici, pour référence, les articles principaux autour de ce thème : BOZO, Frédéric, « The Failure of a Grand Design : Mitterrand's European Confederation (1989-1991) », *Contemporary European History*, numéro 17 (3), 2008, pages 391-412. BOZO, Frédéric, « François Mitterrand et la fin de la guerre froide (1981-1991) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, numéro 101-102, 2011(1), pages 39-45. D'importants éléments sur le sujet se retrouvent également dans l'ouvrage du même auteur : BOZO, Frédéric, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Odile Jacob, Paris, 2005. Il faut également citer : BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, N. Piers et NUTI, Leopoldo, (dir.), *Visions of the End of the Cold War in Europe, 1945-1990*, Berghahn Books, Oxford, 2012 et notamment le chapitre 19 « Mitterrand's Vision and the End of the Cold War ». L'ancien conseiller et porte-parole de Mikhaïl Gorbatchev, Andreï Grachev, livre un témoignage sur le sujet dans son article : « From the Common European Home to European Confederation: François Mitterrand and Mikhaïl Gorbatchev in Search of a Road to a Greater Europe », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, N. Piers et NUTI, Leopoldo, (dir.), *Europe and the End of the Cold War : A Reappraisal*, Routledge, Londres, 2008. Une vision plus critique du projet est présente dans : RUPNIK, Jacques, « La France de Mitterrand et les pays de l'Europe du centre-est », dans COHEN, Samy (dir.), *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, PUF, Paris, 1998, pages 189-222, mais aussi dans HUTCHINGS, Robert L., *American Diplomacy and the End of the Cold War: An Insider's Account of U.S. Policy in Europe, 1989–1992*, Woodrow Wilson Center Press, Washington, 1997. Enfin, le thème est également abordé dans l'ouvrage de SCHABERT, Tito, *Wie Weltgeschichte gemacht wird. Frankreich und die deutsche Einheit*, Klett-Cotta, Stuttgart, 2002.

La proposition, le 31 décembre 1989, du chef de l'État de créer, au cours des années 1990, « une confédération européenne au vrai sans du terme, qui associera tous les États de notre continent »<sup>1775</sup>, prend « tout le monde de court »<sup>1776</sup>, aussi bien ses plus proches conseillers que les observateurs français et internationaux. François Mitterrand ne s'est en effet ouvert à personne de son intention et c'est de lui-même qu'il a mûri ce concept. Ni son porte-parole, Hubert Védrine, ni son conseiller spécial, Jacques Attali, ni son ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas – duquel le Président est pourtant très proche – n'ont été mis dans la confidence. Ce dernier le concède d'ailleurs volontiers: « la surprise était de taille »<sup>1777</sup> et rien ne semblait pouvoir indiquer la gestation de ce projet dans l'esprit du Président. Pourtant, rétrospectivement, l'idée peut être ressentie une première fois en amont. Le 22 décembre 1989, François Mitterrand, en visite à Berlin, évoque, sans que personne ne le relève, la possibilité de mettre en place un « système qui puisse prévaloir pour l'Europe tout entière [en créant] un type de relations organiques qui permettrait d'intégrer tous ces pays chacun à leur manière »<sup>1778</sup>. Si le profil de l'idée est déjà certainement présent dans ces propos, il faut néanmoins attendre la présentation des vœux aux Français pour voir apparaître pour la première fois le terme de « confédération ».

Au cours de l'automne 1989, l'ensemble des républiques de l'Est – Roumanie exceptée – ont connu des révolutions de velours et sont, à des degrés divers, sur le chemin du retour à la démocratie. Mais l'évolution est encore loin d'être achevée et la diplomatie française, Mitterrand en tête, entrevoit encore la possibilité d'un arrêt brutal du processus. En Hongrie, Paris craint particulièrement, nous l'avons dit, les conséquences d'une crise économique et se montre également concernée par la réaction russe face aux transformations. Roland Dumas estime ainsi qu'en dépit des difficultés économiques et politiques dans lesquelles Gorbatchev et Moscou sont enlisés, l'URSS est « encore loin d'être à genoux »<sup>1779</sup> et que, forte de ses 400 000 soldats déployés en Europe centre-orientale, l'Union soviétique est encore capable de « mouvements d'éléphants dans un magasin de porcelaine »<sup>1780</sup>. Les questions qui se dressent alors devant François Mitterrand sont donc complexes: comment soutenir les bouleversements en cours au centre et à l'est du continent sans risquer de provoquer Moscou? Comment offrir une aide à des nations qui retrouvent peu à peu leur liberté et souhaitent

---

1775IFM, Allocution du Président de la République, François Mitterrand à l'occasion de la présentation des ses vœux aux Français pour la nouvelle année, Paris, 31 décembre 1989.

1776MUSITELLI, Jean, *Op.cit.*

1777DUMAS, Roland, *Op.cit.*

1778IFM, Conférence de presse du Président de la République, François Mitterrand, à l'occasion de sa visite officielle à Berlin, 22 décembre 1989.

1779DUMAS, Roland, *Op.cit.*

1780Ibid.

s'amarrer à l'Europe libre sans pour autant les intégrer dans une CEE en pleine transformation? Face à la nécessité d'offrir une alternative à l'adhésion Mitterrand invente donc « l'objet confédération »<sup>1781</sup>.

François Mitterrand, qui n'imagine pas un seul instant, nous l'avons souligné, la possibilité d'intégrer à court ou moyen terme les PECO dans une Communauté des Douze qui vient de s'engager dans un approfondissement politique et économique est malgré tout conscient qu'on ne peut pas « laisser les pays de l'Est seuls »<sup>1782</sup>. Dans cette optique le projet de confédération semble apparaître aux yeux du chef de l'État tout autant comme une alternative acceptable à l'adhésion pour les PECO que comme un instrument de protection du « premier cercle » européen.

- *La visite de François Mitterrand en Hongrie : premiers soutiens officiels et premières réserves privées face au projet.*

François Mitterrand était resté vague le soir du 31 décembre quant au contenu précis qu'il comptait donner à son projet. Partant d'un constat simple : « L'Europe, c'est évident, ne sera plus celle que nous connaissons depuis un demi-siècle. Hier, dépendante des deux superpuissances, elle va, comme on rentre chez soi, rentrer dans son histoire et sa géographie »<sup>1783</sup> il avait formulé une proposition assez générale : « à partir des accords d'Helsinki, je compte voir naître dans les années 1990 une confédération européenne au vrai sans du terme, qui associera tous les États de notre continent dans une organisation commune et permanente d'échanges, de paix et de sécurité »<sup>1784</sup> et posé des conditions à sa naissance : « cela ne sera évidemment possible qu'après l'instauration, dans les pays de l'Est, du pluralisme des partis, d'élections libres, d'un système représentatif et de la liberté d'information »<sup>1785</sup>. Son déplacement officiel dans la capitale hongroise, les 18 et 19 janvier 1990, lui fournit l'occasion de détailler de vive voix son projet auprès des dirigeants magyars, mais également l'opportunité d'observer leurs réactions, un bon indicateur de la viabilité de sa proposition. Bernard Lachaise explique, dans un article retraçant en détail le voyage présidentiel<sup>1786</sup>, que : « la question de la confédération n'a pas de place dans les préparatifs »

---

1781MUSITELLI, Jean, *Op.cit*

1782Ibid.

1783IFM, Allocution du Président de la République à l'occasion de la présentation des ses vœux aux Français pour la nouvelle année, Paris, 31 décembre 1989.

1784Ibid.

1785Ibid.

1786LACHAISE, Bernard, « Le voyage de François Mitterrand en Hongrie en 1990 », *Öt Kontinens, az Új és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire

côté français alors qu'il semble que le thème ait été plutôt bien préparé côté hongrois<sup>1787</sup>. Une note de synthèse du 15 janvier 1990<sup>1788</sup> conseille aux interlocuteurs magyars du Président de l'interroger principalement autour de deux axes : quel est le but concret du projet à long terme? Et quels avantages la Hongrie et sa région peuvent-elles en retirer?

L'étude des entretiens bilatéraux du président français avec les dirigeants hongrois permet de se forger une idée plus précise de l'orientation que François Mitterrand entend donner à son projet. Lors de sa rencontre avec József Antall, le chef de l'opposition et futur Premier ministre, François Mitterrand explique que : « le but [du projet] est que tous les États d'Europe se confédèrent et qu'il y ait un certain nombre d'objectifs commun avec un système de contraintes souples»<sup>1789</sup>. À Mátyás Szűrös, le président de la République par intérim, il indique que : « les pays d'Europe de l'Est ont besoin d'établir un contact organique avec l'Europe de l'Ouest, comme nous avec ceux de l'Est » et que dans cette optique la confédération serait le lieu de rencontre idéal<sup>1790</sup>. Les propos du dirigeant français restent cependant assez généraux, et le chef de l'État le reconnaît volontiers, il ne veut « rien dicter »<sup>1791</sup> considérant qu'« il est trop tôt pour figer ce qui en sera le cadre précis »<sup>1792</sup>. Malgré tout, lorsqu'il s'agit des rapports à donner entre la confédération et la Communauté, le Président ne fait pas mystère de sa vision : « La Communauté ne peut pas s'élargir indéfiniment à tous les pays » précise-t-il le 18 janvier à Mátyás Szűrös<sup>1793</sup>. Le lendemain, devant le chef du nouveau parti socialiste hongrois<sup>1794</sup>, Imre Pozsgay, il confirme : « La CEE n'est pas une simple zone de commerce, mais une zone de construction. L'adhésion n'est pas possible pour tous. La CEE n'a pas intérêt à accueillir en permanence de nouveaux pays (Autriche, Turquie) »<sup>1795</sup>. En conséquence, le président français estime qu'il faut trouver « de nouvelles formes de collaboration » et bâtir une sécurité à travers « un système moins rigoureux que la CEE »<sup>1796</sup>. Le dessein ne peut être plus limpide : la confédération est certes une main tendue vers l'Est, mais elle constitue aussi, essentiellement, une alternative à la

---

moderne et contemporaine de l'université ELTE], numéro 2009, ELTE, Budapest, pages 63-74.

1787La confédération fait l'objet de plusieurs notes de la part des services du Quai Bem entre le 2 et le 16 janvier 1990.

1788MNL-OL, Küm, XIX-J-1-k, France, 1990, carton 40, document 216-3, point de vue hongrois sur la confédération européenne, 15 janvier 1990.

1789FAVIER, Pierre et MARTIN-ROLAND, Michel, *Op. cit.*, page 173.

1790BOZO, Frédéric, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Odile Jacob, Paris, 2005, page 346.

1791IFM, Interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, 15 janvier 1990.

1792IFM, Interview de François Mitterrand à l'agence télégraphique hongroise (MTI) et au journal *Népszabadság*, 17 janvier 1990.

1793Entretien entre François Mitterrand et Mátyás Szűrös, 18 janvier 1990, cité par BOZO, Frédéric, *Op.cit.*, page 346.

1794Le *Magyar Szocialista Párt* (MSZP)

1795MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 00160/6, compte rendu de la visite du président Mitterrand, entretien avec Imre Pozsgay, 23 janvier 1990.

1796Ibid.

Communauté pour certains pays.

Les propos du président français ne semblent cependant pas froisser les dirigeants hongrois qui apportent un soutien prudent à la proposition au cours de leurs entretiens avec le Président Mitterrand. Mátyás Szűrös exprime ainsi la « sympathie » de la Hongrie à l'égard du projet dans la mesure où celui-ci tend à soutenir les changements en cours en Europe centre-orientale<sup>1797</sup> tandis que le Premier ministre hongrois, Miklós Németh, dit « apprécier la volonté de stabilité »<sup>1798</sup> contenue dans la proposition, tout particulièrement aux regards des questions des minorités. Enfin, Imre Pozsgay reconnaît que l'ambition revêt une « réelle importance »<sup>1799</sup> dans le prolongement des accords d'Helsinki pour la sécurité du continent.

Au final la Hongrie apporte son soutien politique au projet. Mátyás Szűrös indique que son pays est « disposé à coopérer dans le progrès de cette idée de confédération européenne »<sup>1800</sup>, faisant ainsi de Budapest la première capitale européenne à prendre officiellement position en faveur de la proposition. Néanmoins, l'ambassadeur Pierre Brochand prend le soin de souligner, dans un télégramme diplomatique en date du 20 janvier 1990, qu'en privé des questions ont été soulevées autour du projet, en particulier concernant le rôle de l'URSS au sein de la confédération, mais aussi de l'articulation de la future institution vis-à-vis de la CSCE. En revanche, aucune remarque n'est alors présente concernant les rapports CEE-confédération, l'adhésion en elle-même, n'étant pas encore, nous l'avons dit au début de ce chapitre, l'objectif central de la politique étrangère hongroise.

Si la réaction de la classe politique hongroise est globalement restée modérée face au projet, les médias locaux, ont eux accordé une grande importance à l'idée du chef de l'État. Le président français est amplement questionné sur le sujet, le 15 janvier, par la télévision hongroise<sup>1801</sup> puis de nouveau le 17, par l'agence de presse *Magyar Távirati Iroda* (MTI)<sup>1802</sup> et le journal socialiste *Népszabadság*. Interrogé sur les critiques que son projet a déjà commencé à susciter en Europe<sup>1803</sup>, François Mitterrand ne semble pas troublé par la remarque et répond : « On n'avait jamais non plus réuni une Communauté comme celle des Douze [...] donc,

---

1797MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 00160/1, thèmes de discussions entre Mátyás Szűrös et François Mitterrand.

1798MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 00160/2, thèmes de discussions entre Miklós Németh et François Mitterrand.

1799MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 00160/3, thèmes de discussion entre Imre Pozsgay et François Mitterrand.

1800Agence France Presse (AFP), 19 janvier 1990.

1801L'entretien, enregistré avant le départ de François Mitterrand pour Budapest, est diffusé lors de sa visite quelques jours plus tard.

1802L'équivalent magyar de l'AFP.

1803« Certains critiquent votre idée de confédération disant que c'est un peu idéaliste parce que cela n'a jamais réussi dans l'histoire de cette région de l'Europe ».

l'argument "on n'avait jamais vu" n'est pas un argument suffisant ». Au cours de ces deux entretiens le Président, comme face aux dirigeants hongrois, ne s'avance pas trop sur le contenu précis de son idée : « le projet mérite discussion »<sup>1804</sup> reconnaît-il devant le journaliste de la télévision hongroise, précisant que « la mission de cette confédération sera extrêmement large : elle touche l'économie, la sécurité et unifie les États autour de quelques grands projets »<sup>1805</sup> et « aura à se référer aux principes d'Helsinki »<sup>1806</sup>.

Néanmoins, une nouvelle fois, sur la question du lien entre la confédération et la CEE, il apparaît très clair quant à ses intentions, distinguant « d'une part un premier cercle avec des institutions fortes et fermes, des disciplines, c'est la Communauté des Douze » et d'autre part « un deuxième cercle de démarches en commun, d'échanges de toutes sortes, de sécurité garantie entre les Douze et tous les autres qui sont prêts »<sup>1807</sup>, c'est-à-dire la confédération. Le Président rappelle que la CEE a un autre projet en cours : « renforcer ses structures et lui donner un contenu de plus en plus dynamique pouvant aller jusqu'à la décision politique commune »<sup>1808</sup>. Dans ce contexte, il n'imagine pas une adhésion des pays de l'Est à la Communauté, préférant davantage envisager un partenariat privilégié, mais en prenant tout de même le soin de préciser qu'il « ne s'agit pas de substituer à la Communauté des Douze une vague confédération. Il s'agit d'une autre construction complémentaire »<sup>1809</sup>. La presse hongroise semble globalement séduite par le projet du Président. Le journal *Magyar Nemzet* estime que l'idée est « d'une grande portée »<sup>1810</sup> et répond au « rêve européen » de la Hongrie tandis que le quotidien *Magyar Hírlap*, qui décrit le Président français comme « un homme d'État d'une grande force morale »<sup>1811</sup>, souligne la convergence des intérêts franco-hongrois autour de la proposition<sup>1812</sup>.

- *Un raccourci vers la CEE malgré tout?*

Plus encore après qu'Élisabeth Guigou a longuement insisté lors de son entretien avec Géza Jeszenszky sur le fait que « la confédération n'est pas une voie de garage »<sup>1813</sup> mais une

---

1804IFM, Interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, 15 janvier 1990.

1805*Magyar Nemzet*, 18 janvier 1990

1806IFM, Interview de François Mitterrand à l'agence télégraphique hongroise (MTI) et au journal *Népszabadság*, 17 janvier 1990.

1807IFM, Interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, 15 janvier 1990.

1808*Ibid.*

1809*Ibid.*

1810*Magyar Nemzet*, éditorial du 18 janvier 1990.

1811*Magyar Hírlap*, 18 janvier 1990.

1812*Magyar Hírlap*, 20 janvier 1990.

1813MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1991, carton 25, entretiens d'Élisabeth Guigou en Hongrie (7-8 février 1991).

« structure parallèle, un processus vers la Communauté » et après qu'elle a pris le soin d'ajouter que la Hongrie « aurait sa place dans la CEE »<sup>1814</sup>, la diplomatie hongroise « continue d'avoir un préjugé favorable »<sup>1815</sup> en direction du projet : au mieux l'institution jouera le rôle d'accélérateur en direction de la Communauté, au pire elle constituera une étape structurante du processus de retour à l'Europe.

Cette confiance affichée dans le projet ne signifie pas que la Hongrie n'a pas eu d'inquiétudes à l'égard du dessein mitterrandien au cours de la période 1990-1991. Quelques jours avant le déplacement à Paris de Géza Jeszenszky, l'ambassadeur Pierre Brochand indique au Quai d'Orsay que des interrogations subsistent côté hongrois « quant aux modalités de participation des États en voie de recomposition (URSS, Yougoslavie) dans le projet de confédération »<sup>1816</sup> et que Budapest se montre « très désireuse de recevoir des informations supplémentaires sur nos intentions »<sup>1817</sup>. Globalement, sur l'ensemble de la période 1990-1991, il n'est donc jamais inutile au cours des rencontres bilatérales de « dissiper la crainte que ce nouveau cadre ne soit un substitut à l'élargissement de la Communauté »<sup>1818</sup> même si, ironiquement, « les Hongrois n'excluent pas eux-mêmes [l'idée] que la confédération joue ce rôle à l'égard des pays moins préparés plus à l'est ou au sud »<sup>1819</sup>, un scénario pour lequel François Mitterrand a entrouvert la porte au cours du printemps 1991.

En visite à Paris au cours du mois de mai 1991 – pour ce qui constitue alors son cinquième déplacement officiel dans la capitale française en moins d'un an – le nouveau Premier ministre hongrois, József Antall, se voit exposer une version un tant soit peu renouvelée de la vision mitterrandienne du futur de la CEE et du rôle de la confédération. Certes, François Mitterrand maintient que « la Communauté ne peut pas fonctionner à 30 ! » estimant qu'« elle a déjà trop de difficultés à résoudre avec ses problèmes internes »<sup>1820</sup> mais il concède qu'elle pourrait fonctionner « à 15 ou 16 »<sup>1821</sup>. Jugeant que « l'économie, les mœurs, et l'histoire » rapprochent la Hongrie de la CEE il indique au Premier ministre hongrois qu'il trouverait « normal » et « très bien » que la Hongrie « devienne un jour membre de la Communauté »<sup>1822</sup>, une formulation temporellement vague qui avait déjà été employée par

---

1814 Restant néanmoins très vague quant au calendrier en indiquant simplement « un jour ».

1815 AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, visites de responsables politiques hongrois en France, entretiens, audiences, note de Philippe Bastelica pour le président, avril 1991.

1816 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visite de Géza Jeszenszky à Paris, télégramme diplomatique, 25 avril 1991.

1817 *Ibid.*

1818 AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, visites de responsables politiques hongrois en France, entretiens, audiences, note de Philippe Bastelica pour le président, avril 1991.

1819 *Ibid.*

1820 AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, visites de responsables politiques hongrois en France, entretiens, audiences, entretien entre François Mitterrand et József Antall, notes de Pierre Morel, 21 mai 1991.

1821 *Ibid.*

1822 *Ibid.*

Élisabeth Guigou à Budapest. Pourtant, et c'est une première, au cours de cet entretien, François Mitterrand va plus loin et évoque un calendrier : « D'abord l'Autriche et la Suède, ensuite il y en aura d'autres. Je n'y suis pas hostile, au contraire, mais il faut avoir conscience des délais. Par exemple pas avant 1993. Entre 1993 et 2000, on peut imaginer que l'Autriche, la Suède, la Hongrie <sup>1823</sup> et la Tchécoslovaquie vont rejoindre [la Communauté] »<sup>1824</sup>. Considérant « qu'ensuite cela sera difficile pour la Yougoslavie et l'URSS », le président français explique que c'est pour cela qu'il a « imaginé la confédération, pour faire travailler tout le monde ensemble à égalité de dignité. Non pas à la place de la CEE, c'est complémentaire. Il faut partir de ce qui existe et imaginer la fin du siècle et le début du prochain »<sup>1825</sup>. Le contenu de cet échange séduit incontestablement József Antall qui se voit indiquer d'une part que son pays se verra offrir l'opportunité d'adhérer à la CEE à l'horizon de l'an 2000, et d'autre part que sa participation à la confédération ne sera en aucun cas un palliatif à l'intégration communautaire. Il est aisé de comprendre, dans ce contexte, la sympathie que la Hongrie a pu exprimer à l'égard de l'idée de confédération, et ce d'autant plus que Budapest estime en parallèle que le projet à la capacité de devenir un élément clé dans la protection de ses minorités.

- *Un moyen privilégié de règlement des questions de minorités pour la Hongrie ?*

À Budapest, en janvier 1990, François Mitterrand avait exprimé assez clairement le rôle que pourrait jouer la confédération dans le délicat dossier des minorités. Jugeant que « les problèmes de nationalité paraissent plus pressants encore que les problèmes économiques »<sup>1826</sup> il avait estimé que la confédération pouvait devenir un cadre de négociations diplomatiques dans lequel on trouverait des solutions aux pressantes questions ethniques et frontalières afin de : « permettre le contrôle sinon le règlement de l'éveil des nationalités, les aspirations des minorités et le devenir des alliances militaires »<sup>1827</sup>. En réalité, ce que le Président français craignait alors plus que tout c'était le retour à l'Europe émiétée de 1919<sup>1828</sup>, la réapparition des violences en lisière de frontières mal dessinées, « les effusions

---

1823La similarité des propos avec les déclarations supposées du chancelier Kohl (voir *infra*) au cours de l'été 1991 tendent à montrer que, dans le cas de la Hongrie, les positions françaises et allemandes ne sont pas si éloignées.

1824AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, visites de responsables politiques hongrois en France, entretiens, audiences, entretien entre François Mitterrand et József Antall, notes de Pierre Morel, 21 mai 1991.

1825*Ibid.*

1826LEGAULT, Albert (dir.), *Les six mois qui ont ébranlé le monde*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 1991, page 181.

1827*Ibid.*

1828Il évoque déjà ce danger dans son discours du 31 décembre 1989.

de sang »<sup>1829</sup> et « l'effet de contagion »<sup>1830</sup> à toute l'Europe, à cette Europe que la France venait de passer près d'un demi-siècle à reconstruire. Face à ces dangers, François Mitterrand avait évoqué la possibilité de créer « un statut des minorités »<sup>1831</sup> et un « droit des populations »<sup>1832</sup> et appelé à ne pas fermer les yeux sur les « minorités lorsqu'elles sont opprimées »<sup>1833</sup>. La Hongrie qui compte alors près de 2,5 millions<sup>1834</sup> de « Magyars d'outre-frontières »<sup>1835</sup> ne peut que réserver un accueil chaleureux à une telle prise de position<sup>1836</sup>. Le chef de l'opposition, József Antall, qui a remis au président français, la veille de ces déclarations, un mémorandum sur le statut des minorités hongroises est ravi et adresse une lettre de félicitations au chef de l'État<sup>1837</sup>.

Six mois plus tard, c'est cette fois-ci en tant que Premier ministre que József Antall indique à François Mitterrand considérer « avec de plus en plus d'intérêt l'idée de confédération [...] surtout avec ce qui se passe en Roumanie »<sup>1838</sup>. Le dirigeant hongrois fait alors référence aux violents affrontements interethniques qui ont opposé, dans la ville de Târgu Mureş<sup>1839</sup> en Roumanie, au cours du mois de mars 1990, la minorité hongroise de Transylvanie aux Roumains des villages alentours<sup>1840</sup>, et qui se sont terminés dans le sang<sup>1841</sup>. Dans cette optique József Antall estime que la confédération « offrirait une claire perspective » pour le règlement des questions ayant trait aux minorités « même si on ne peut réaliser la chose tout de suite »<sup>1842</sup>.

---

1829IFM, Interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, 15 janvier 1990.

1830Ibid.

1831IFM, Conférence de presse de François Mitterrand sur l'ouverture de la Hongrie à l'Europe, le problème des minorités, les relations franco-hongroises et le socialisme démocratique européen, Budapest, 19 janvier 1990.

1832Ibid.

1833Ibid.

1834Environ 1,7 million de Hongrois vivent en Roumanie, 500 000 dans ce qui constitue encore la Tchécoslovaquie, 300 000 en Yougoslavie et près de 150 000 en Ukraine.

1835Traduction littérale du terme hongrois « *határon túli magyarok* », c'est-à-dire les minorités hongroises de l'étranger.

1836Elle sera beaucoup moins appréciée du côté de Bucarest, à ce propos voir notamment LACHAISE, Bernard, *Op.cit.*

1837RUPNIK, Jacques, « La France de Mitterrand et les pays de l'Europe du centre-est », dans COHEN, Samy (dir.), *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, PUF, Paris, 1998, pages 189-222.

1838AN. 5AG4/CD274, dossier 6, préparation et calendrier des demandes d'audiences auprès de François Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994), compte rendu de l'entretien entre François Mitterrand et József Antall, 22 juin 1990.

1839Marosvásárhely en hongrois.

1840À ce sujet voir par exemple : SALAT, Levente, ENACHE, Smaranda (dir.), *Romanian-Hungarian Relations and the French-German Reconciliation*, Cluj-Napoca, Ethnocultural Diversity Resource Center, 2004.

1841Au moins cinq morts et plus de 200 blessés.

1842 AN. 5AG4/CD274, dossier 6, compte rendu de l'entretien entre François Mitterrand et József Antall, 22 juin 1990.

- *L'opposition d'une partie de la communauté internationale et le fiasco de Prague : l'échec du projet.*

La Hongrie, malgré les inquiétudes qu'elle a légitimement pu avoir, s'est donc montrée globalement favorable au projet de confédération au cours de la période 1990-1991<sup>1843</sup>. Cette position de sympathie à l'égard de l'idée du Président français n'a pas été partagée par tous les acteurs de la communauté internationale. Les États-Unis en particulier, soucieux de préserver leur tutelle sur le vieux continent, voient d'un très mauvais œil le dessein mitterrancien. Au cours de l'hiver 1990 et du printemps 1991, la diplomatie américaine s'emploie donc à saper la confédération « en soufflant aux dirigeants d'Europe centrale que Mitterrand leur offre une institution au rabais pour retarder leur intégration dans la Communauté »<sup>1844</sup>. Si Budapest a été rassuré, en privé, face à ce scénario, il semble que l'argument porte plus profondément sur les autres pays de la zone<sup>1845</sup>. De son côté, l'Allemagne, qui est naturellement un partenaire essentiel à la mise en œuvre d'un projet d'une telle envergure, commence, elle aussi, à partir du printemps 1991, à exprimer des « réticences feutrées »<sup>1846</sup>, signe que la pression amicale de Washington a probablement fait son effet outre-Rhin, mais peut-être également que, sur le fond, Berlin n'apprécie guère les manœuvres françaises dans son arrière-cour d'Europe centrale<sup>1847</sup>. Enfin, la CEE qui vient de débiter une phase de consolidation n'est elle-même guère encline à s'engager plus en avant dans cette ambition au long cours.

François Mitterrand avait imaginé le lancement de son projet au cours d'une grande assemblée « à l'image de 1948 »<sup>1848</sup>, réunissant l'ensemble des pays d'Europe, y compris l'URSS, autour d'une même table. Le sommet – qui prend le nom d'Assises – doit se dérouler à Prague du 13 au 15 juin 1991 et réunir près de 150 personnalités issues de la société civile, du monde des affaires, des intellectuels, mais également des scientifiques, hommes politiques, et juristes de tous bords, européens, américains, canadiens et japonais.

Mais la veille de l'ouverture, le Président français jette un froid. Interrogé par Radio France

---

1843Il faut peut-être nuancer légèrement cette affirmation avec le témoignage de l'ambassadeur János Szávai qui estime pour sa part, avec du recul que József Antall n'a probablement pas été enthousiasmé outre mesure par le projet sur le plan personnel, y préférant semble-t-il le Conseil de l'Europe. Correspondance de l'auteur avec János Szávai, 6 février 2017.

1844MUSITELLI, Jean, *Op.cit.*

1845Pour plus de détails voir : BOZO, Frédéric, *Op.cit.*, pages 346-360.

1846MUSITELLI, Jean, *Op.cit.*

1847Officiellement l'Allemagne estime que la CEE et la CSCE sont probablement des outils suffisants pour accomplir les objectifs du président Mitterrand.

1848Référence au congrès de La Haye qui avait rassemblé, du 7 au 10 mai 1948, près de 750 délégués venus de toute l'Europe et donné le coup d'envoi de ce que beaucoup considère comme les premiers moments du fédéralisme européen.

Internationale (RFI) sur la possibilité que la confédération soit le moyen de « maintenir à la porte »<sup>1849</sup> de la CEE certains pays comme la Pologne ou la Tchécoslovaquie, François Mitterrand se défend tout d'abord : « Surtout pas, non. Pourquoi ? Je ne décide rien pour les autres »<sup>1850</sup> avant d'admettre, comme il l'avait fait devant József Antall, que l'élargissement permanent de la CEE n'est pas la solution :

« Je sais c'est que ces pays [d'Europe centrale et orientale] voudraient bien entrer [dans la CEE]. S'ils le peuvent, j'en serai tout de suite d'accord, mais ils ne sont pas en mesure de le faire [...] la Suède et l'Autriche sont des pays tout à fait préparés en raison de leur niveau de vie, de la réalité économique à entrer dans l'Europe du Marché commun. Peut-on en dire autant des pays anciennement communistes qui sont dans un état de délabrement tout à fait inquiétant ? [...] je pense que la Communauté a déjà quelque peine à régler ses problèmes internes à Douze et il y a un danger qui pèse sur elle, c'est que les grands nombres finissent par en changer la nature pour en faire simplement une zone de libre-échange »<sup>1851</sup>.

Et c'est lorsqu'il évoque le calendrier que François Mitterrand – sans en avoir semble-t-il conscience – hypothèque les chances de succès de son projet : « les pays de l'Est et puis quelques autres, qui se sont libérés de la tutelle soviétique [...] et qui ne peuvent pas accéder à la Communauté pour des raisons de fait et non pas parce que je ne le souhaite pas [...] [entreront] dans une phase intermédiaire qui peut durer des dizaines et des dizaines d'années »<sup>1852</sup>. Les propos choquent la majorité des dirigeants d'Europe centre-orientale, accréditant le soupçon que la France cherche à différer indéfiniment leur adhésion. Si au sortir des Assises et malgré les déclarations malvenues du chef de l'État français, le projet n'est pas encore techniquement abandonné, le changement du contexte international – crise yougoslave, putsch du 15 août à Moscou, désagrégation de l'URSS, élaboration du traité de Maastricht – finit par reléguer le débat sur l'architecture paneuropéenne au second plan. Lors de la venue de József Antall à Paris, en septembre 1991, à l'occasion de la signature du traité d'entente et d'amitié franco-hongrois<sup>1853</sup>, il n'est plus question du projet lors des entretiens bilatéraux<sup>1854</sup> et la tournure des événements semble clairement avoir jeté un froid dans les relations diplomatiques entre les deux pays. Pourtant, en marge de la signature du traité, le

1849IFM, Interview de François Mitterrand à Radio France Internationale sur le projet de confédération européenne et la position de la France vis-à-vis de l'adhésion des pays de l'Est à la CEE, 12 juin 1991.

1850Ibid.

1851Ibid.

1852Ibid.

1853Voir la première partie : VII- Le traité d'entente et d'amitié franco-hongrois.

1854AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, visites de responsables politiques hongrois en France, entretiens, audiences, visite de József Antall, 11 septembre 1991.

Président Mitterrand prend à nouveau le soin de préciser que « contrairement à d'autres pays » la Hongrie répondait aux critères nécessaires à l'adhésion, renouvelant ainsi ses déclarations de mai 1991<sup>1855</sup>.

## 2- La Hongrie vue de Paris : une image, mais pas un statut.

Les mots de François Mitterrand, adressés en privé, et à plusieurs reprises, aux dirigeants magyars représentent en réalité le cœur du problème et de l'incompréhension qui habitent les relations diplomatiques franco-hongroises sur la question de l'élargissement entre 1989 et 2004. En effet, alors que la Hongrie est tour à tour décrite par la diplomatie française comme « le meilleur élève » de la transition, « le pays le plus avancé » à l'Est, « une île de stabilité au centre du continent » ou encore « un exemple à suivre », cette image, extrêmement positive, ne se traduit jamais par l'obtention d'un statut à part. La considération dont bénéficie Budapest auprès des dirigeants français n'a pas d'influence directe sur son sort. À la lumière des entretiens entre dirigeants magyars et français, il ressort clairement que, traitée seule et considérée pour ses mérites propres, la Hongrie pourrait intégrer la Communauté avant même le début du XXI<sup>e</sup> siècle. Ainsi, au moment des négociations d'adhésion<sup>1856</sup>, la Hongrie ne pose que très rarement – pour ne pas dire jamais – un problème spécifique aux dirigeants de l'Hexagone. En février 1992, lorsque le Quai d'Orsay envisage le scénario d'une intégration magyare dans la Communauté et ses conséquences sur la politique agricole commune (PAC), la perspective est jugée « coûteuse, mais possible »<sup>1857</sup>. En effet, « à l'inverse de la Pologne »<sup>1858</sup> l'héritage du passé y semble moins lourd et l'agriculture hongroise apparaît même « assez efficace »<sup>1859</sup> aux yeux du Quai d'Orsay qui va jusqu'à souligner une « parenté avec la petite France agricole »<sup>1860</sup> de par la diversité des cultures et des productions.

Malgré tout, la France se refuse à dissocier, tout au long de notre période d'étude, le cas hongrois du reste des PECO pour ne pas « créer de nouveaux rideaux de fer à l'Est »<sup>1861</sup>. Au mieux la Hongrie est donc incluse dans un groupe de deux ou trois avec la République tchèque et la Pologne, au pire dans un groupe de « l'Est » très large pouvant aller jusqu'à

---

1855MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1991, carton 25, document 002270/1, visites de József Antall et Géza Jeszenszky en France (11-12 septembre 1991), discussions entre François Mitterrand et József Antall.

1856Voir *supra*

1857AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7106, HON 8.5, affaires économique, « La Hongrie et la politique agricole commune: perspective d'intégration », note du 7 février 1992.

1858Ibid.

1859Les rendements ont doublé entre 1964 et 1988 et l'agriculture magyare produit 30% d'excédents en 1989.

1860AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7106, HON 8.5, affaires économique, « La Hongrie et la politique agricole commune: perspective d'intégration », note du 7 février 1992.

1861MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1991, carton 25, compte rendu de la visite d'Élisabeth Guigou en Hongrie (7-8 février 1991).

comprendre la Russie, l'Ukraine et la Turquie<sup>1862</sup>. Lors des pourparlers sur l'élargissement, la Hongrie fait toujours partie du « premier groupe », mais ce groupe n'a de cesse de s'élargir, passant de trois ou quatre à six<sup>1863</sup> puis à douze<sup>1864</sup>. Sur le fond, au sein du processus d'élargissement, vue de Paris, « la question hongroise ne se pose pas »<sup>1865</sup>. Dans l'optique de l'élargissement, la Hongrie est « balancée dans la même corbeille que les autres postulants »<sup>1866</sup> et c'est cette attitude qui conduit à une certaine incompréhension entre Paris et Budapest au cours du temps. En mars 1993, une note de la direction des Affaires économiques et financières du Quai d'Orsay estime que « s'accumulent vis-à-vis de la France griefs et soupçons de vouloir retarder, voire *sine die* [une] adhésion [hongroise] et de mettre [le pays] délibérément dans un 'paquet' sans espoir avec les Bulgares et les Roumains »<sup>1867</sup>. La note explique que cette volonté de ne pas vouloir laisser en chemin ces derniers « heurte » les Hongrois : « Ils perçoivent moins l'impératif de stabilité de ne pas créer un nouveau mur qui exclurait les Balkans que la volonté de les 'mettre dans le même sac' afin de ne pas les associer réellement à la Communauté »<sup>1868</sup>.

En réalité, après l'échec du projet de confédération la Hongrie s'est mise à guetter très attentivement tous les signes et les mots venus de Paris. Si on ne peut pas réellement parler de tensions entre les deux pays, plusieurs éléments semblent indiquer que les liens se sont légèrement desserrés pendant quelques mois. Entre octobre 1991 et mars 1993 on ne recense ainsi aucune visite bilatérale<sup>1869</sup> au niveau des chefs de gouvernements, des ministres des Affaires étrangères et des secrétaires d'État ou ministres délégués aux Affaires étrangères et européennes<sup>1870</sup>. Au cours de l'hiver 1992-1993, le Quai Bem et la presse hongroise observent avec une certaine amertume la non-visite de Roland Dumas dans leur pays alors même qu'il se rend à Bratislava, mais aussi à Bucarest<sup>1871</sup>. « Voyage d'hiver autour de la Hongrie » titre le

---

1862 Voir *supra* : la Hongrie et le « plan Balladur ».

1863 Le conseil européen de Luxembourg, en décembre, 1997 décide de l'ouverture des négociations à un groupe de six candidats comprenant, outre la Hongrie, Chypre, la Pologne, la République tchèque, l'Estonie et la Slovaquie.

1864 En décembre 1999, le conseil européen d'Helsinki choisit d'élargir les négociations d'adhésion à la Roumanie, la Slovaquie, la Bulgarie, la Lituanie et la Lettonie et Malte.

1865 Entretien de l'auteur avec André Erdős, 16 mars 2016.

1866 Correspondance entre André Erdős et Antal Berkes cité dans : BERKES, Antal, *L'opinion publique française face à l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne*, Mémoire de Master I sous la direction de Philippe Mioche, Université de Provence, 2011, page 92.

1867 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, relations Hongrie-CEE, note de la direction des affaires économiques et financières, 9 mars 1993

1868 *Ibid.*

1869 Voir l'annexe 9 de ce travail : chronologie des visites diplomatiques de haut-niveau entre la France et la Hongrie (1989-2004).

1870 Une absence de contacts au plus haut-niveau de près de dix-huit mois qui ne se produit qu'une seule fois entre 1989 et 2004. Néanmoins des visites ministérielles continuent d'exister. Côté français, Catherine Tasca, Pierre Joxe ou encore Hubert Curien se rendent en Hongrie, tandis que Paris reçoit la visite, entre autres, de Lajos Für et de Mihály Kupa (la biographie de ces personnalités figurent en annexe 21 de ce travail).

1871 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 12, document 00277, visite de Roland Dumas en

journal *Magyar Hírlap*<sup>1872</sup> qui s'interroge sur la véritable signification de cette absence d'escale du ministre d'État dans la capitale magyare. L'article souligne par ailleurs que le chef de la diplomatie hexagonale s'est déjà rendu à trois reprises en Roumanie alors qu'il n'est venu qu'une seule fois en Hongrie<sup>1873</sup>. À l'occasion de cet article, l'ambassadeur français adresse une lettre au ministre des Affaires étrangères dans laquelle il met en garde contre le retour en Hongrie « des préjugés historiques » et la résurgence du thème de la « Petite Entente » dans la presse magyare<sup>1874</sup>. Au cours du mois de mai 1993, Pierre Brochand écrit de nouveau au Quai d'Orsay<sup>1875</sup> pour rappeler que « si le rythme des visites politiques à haut-niveau entre les deux pays a été intense durant les deux premières années du nouveau régime en Hongrie, il a eu tendance à se ralentir [...] le Président Göncz a effectué depuis trois ans de nombreuses visites à l'étranger (Allemagne, Grande-Bretagne, Italie, Espagne, Portugal, Pays-Bas, Danemark, États-Unis) mais pas en France »<sup>1876</sup>. Pour ne pas perdre pied en Hongrie, l'ambassadeur français semble estimer que tous les symboles comptent. Une excellente illustration de cet argument se retrouve au cours de l'automne 1992. En septembre, alors qu'il était prévu que le parlement français ratifie l'accord d'association de la Hongrie à l'UE, la question est retirée de l'ordre du jour « sur l'intervention de l'Élysée »<sup>1877</sup>. Lorsque l'ambassadeur hongrois à Paris, János Szávai, annonce, par téléphone, ce retard au Premier ministre József Antall, ce dernier, furieux, qualifie alors le Président Mitterrand de « vieux salaud »<sup>1878</sup>. Face à l'embarras audible de l'ambassadeur, le chef du gouvernement magyar poursuit : « Ne toussote pas. Je sais que nous sommes sur écoute mais je veux que le message lui parvienne. Ce sera plus rapide que la diplomatie ! »<sup>1879</sup>. En réalité, en Hongrie le retard est perçu au mieux comme un désintérêt latent de la France pour le pays, au pire comme un affront et une volonté délibérée de les tenir à l'écart de la Communauté<sup>1880</sup>. Bien

---

Roumanie, télégramme diplomatique, 25 janvier 1993.

1872 *Magyar Hírlap*, 15 janvier 1993

1873 Deux fois en réalité : en janvier 1990, en compagnie de François Mitterrand, et de nouveau en avril 1991. Néanmoins il n'y vient en effet qu'une seule fois dans le cadre d'un voyage « indépendant ».

1874 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7107, HON 12.1/2, échanges politiques avec la France, dossier général, lettre de Pierre Brochand pour Roland Dumas, 20 janvier 1993.

1875 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7117, HON 12.4, visites hongroises en France, lettre de Pierre Brochand pour Alain Juppé, 28 mai 1993.

1876 En novembre 1993, le président Göncz se plaint d'ailleurs auprès de l'ambassadeur François Nicoulaud de ne pas encore avoir été reçu en France.

1877 Correspondance entre János Szávai et Antal Berkes cité dans : BERKES, Antal, *L'opinion publique française face à l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne*, Mémoire de Master I sous la direction de Philippe Mioche, Université de Provence, 2011, page 87.

1878 Correspondance de l'auteur avec János Szávai, 5 février 2017.

1879 *Ibid.*

1880 *A posteriori*, l'ambassadeur János Szávai, interrogé sur la question estime, que le délai était essentiellement la conséquence de la « grève des agriculteurs » qui souhaitaient alors une réforme de la PAC. Correspondance de l'auteur avec János Szávai, 5 février 2017.

évidemment, cette évaluation de la situation est rejetée par la diplomatie française<sup>1881</sup> qui explique sur ce sujet avoir « souhaité passer outre les questions juridiques [en lien avec la ratification] par volonté politique d'aller vite » mais ne pas avoir pu accepter un texte « truffé d'erreurs [...] au-delà de ce qui est admissible dans un état de droit »<sup>1882</sup>.

La multiplication de ces anicroches semblent inquiéter de plus en plus l'ambassadeur français qui suggère, de nouveau, au début du mois de mai 1993, d'adapter la position française vis-à-vis de l'élargissement : « Il est plus nécessaire que jamais pour nous de tenir un discours chaleureux et dépourvu d'ambiguïté sur l'objectif d'intégration de l'Europe centrale et aussi ouvert que possible [...] Le sentiment a malheureusement longtemps prévalu que notre pays était des quatre grands le moins disposé à faciliter l'intégration rapide des pays d'Europe centrale, voire le plus réticent à leur reconnaître une spécificité vis-à-vis de leurs voisins d'Europe orientale »<sup>1883</sup>. Estimant que « notre influence dans cette région et à terme dans la Communauté élargie en dépend pour une bonne part »<sup>1884</sup> il conseille d'offrir une vision plus positive et plus proactive de l'élargissement, « alors que précisément l'image des pays qui se prévalaient d'une tradition danubienne (Italie, Allemagne) tend pour diverses raisons à se brouiller, que l'allant un peu démagogique des Britanniques reste lointain et que les États-Unis sont pour une fois absent d'un débat crucial »<sup>1885</sup>. Si l'ambassadeur multiplie les télégrammes en ce sens à partir du milieu de l'année 1993, c'est que le gouvernement français a changé. La droite est revenue aux affaires et la stratégie européenne des nouveaux dirigeants semble sensiblement – dans les mots du moins – renouvelée.

## **II- Entre acceptation résignée et rhétorique diplomatique : l'adhésion hongroise et le gouvernement Balladur (1993-1995).**

### ***A- Discours rénovés, positions similaires ?***

À partir de l'été 1993, les réticences françaises face à l'élargissement à l'Est semblent s'émousser quelque peu<sup>1886</sup>. Paris donne l'impression d'adopter une posture moins défensive et

---

1881 Pour la défense de Paris, il faut signaler qu'en mai 1993, seulement quatre pays de l'Union ont ratifié le texte. La France n'est donc pas plus en retard que la majorité de ses partenaires.

1882 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, relations Hongrie-CEE, note de la direction des affaires économiques et financières, 9 mars 1993

1883 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, relations Hongrie-CEE, télégramme diplomatique, 6 mai 1993.

1884 *Ibid.*

1885 *Ibid.*

1886 SERRE (de la), Françoise, « La France et l'élargissement à l'Est de l'Union européenne », *Annuaire français des relations internationales*, volume 5, 2004, pages 506-517.

une approche plus ouverte. Pourtant, sur le plan personnel, le président Mitterrand n'a pas fondamentalement changé d'avis et demeure « réservé vis-à-vis de tout élargissement hâtif »<sup>1887</sup>, continuant même de considérer le processus « inopportun »<sup>1888</sup> et « dénué de sens »<sup>1889</sup> dans la mesure où il conduirait inévitablement à l'affaiblissement des structures de la Communauté. Malgré cela Paris ne s'oppose pas aux décisions du Conseil européen de Copenhague de juin 1993 qui reconnaît que « les pays associés de l'Europe centrale et orientale qui le désirent pourront devenir membres de l'Union européenne »<sup>1890</sup>. Il faut dire que cette acceptation, conditionnelle et sans calendrier, énonce un certain nombre de critères (mise en place d'institutions démocratiques stables, respects des droits de l'Homme, protection des minorités, fonctionnement d'une économie de marché capable de faire face à la concurrence de l'Union, prise en compte de la capacité de l'Union à assimiler de nouveaux membres...) qui nécessiteront du temps à être réalisés.

Plusieurs éléments expliquent ce relatif changement d'attitude côté français. Le premier est certainement lié au fait que les structures de l'Union aient été renforcées dans les mois précédents le Conseil. Après le deuxième référendum danois de mai 1993, l'Union économique et monétaire, conçue par François Mitterrand comme le nouveau moteur de l'intégration et pour laquelle il s'est battu, becs et ongles, durant la présidence française de 1989, est en passe de se réaliser. Le traité sur l'Union européenne qui prévoit l'instauration d'une monnaie unique au plus tard au tournant des années 1990 a été ratifié par tous les États membres<sup>1891</sup> et Paris est désormais rassurée quant à la pérennité d'une structure qu'elle a contribué à bâtir depuis plusieurs décennies. Second élément, il semble que le Président Mitterrand soit « arrivé à la conclusion qu'il ne pouvait pas ne pas suivre le mouvement »<sup>1892</sup> sur la question de l'élargissement. Le Danemark, mais aussi les Pays-Bas, le Royaume-Uni et surtout l'Allemagne y sont en effet alors très favorables<sup>1893</sup> et la diplomatie française a pris conscience qu'il est désormais vain de s'opposer au processus<sup>1894</sup>. Enfin, dernier élément, et

1887VÉDRINE, Hubert, *Les mondes de François Mitterrand. À l'Élysée 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996, page 562.

1888MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 12, document 001067/1, « Le point de vue de la France sur l'UE et l'OTAN », discussion entre János Szávai et Jean Vidal, télégramme diplomatique, 18 octobre 1993.

1889Ibid.

1890Conclusions de la Présidence du Conseil européen de Copenhague des 21-22 juin 1993, article I.13.

1891DELOCHE-GAUDEZ, Florence, « La France et l'élargissement de l'Union européenne », *Études du CERI*, numéro 46, Paris, 1998, pages 1-39.

1892VÉDRINE, Hubert, *Op.cit.*, page 562.

1893Néanmoins ces deux derniers pays ne le sont pas nécessairement pour les mêmes raisons. Les observateurs ont en effet largement considéré que le Royaume-Uni soutenait essentiellement l'élargissement pour freiner l'intégration. À ce sujet voir, par exemple : SERRE (de la), Françoise, WALLACE, Helen, « Les relations franco-britanniques dans l'Europe de l'après guerre froide », *Études du CERI*, numéro 1, avril 1995.

1894Il semble qu'Élisabeth Guigou, favorable sur le plan personnel à l'élargissement de la Communauté aux PECO, ait adressé, dès le printemps 1992, une note au président de la République suggérant de changer de stratégie sur cette question. Échange de l'auteur avec Georges Saunier, chargé de mission à l'Institut Français

non des moindres, le président français doit désormais composer, sur le plan intérieur, avec une nouvelle cohabitation, les élections législatives de mars 1993 ayant consacré la victoire de la droite et porté au pouvoir une coalition RPR-UDF qui semble plus favorable, dans les paroles du moins, à l'élargissement.

Budapest, qui avait anticipé la cohabitation, estime qu'il s'agit d'une bonne chose sur le plan des relations bilatérales et d'un progrès pour son dessein européen, la droite apparaissant plus ouverte<sup>1895</sup> sur la question de l'élargissement que le précédent gouvernement socialiste<sup>1896</sup>. Néanmoins, au sein du gouvernement, l'ambassadeur János Szávai, fait la distinction entre d'une part le nouveau ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé<sup>1897</sup>, qui connaît bien la Hongrie et dont l'attitude sur l'élargissement est jugée « ouverte et constructive »<sup>1898</sup> et, d'autre part, le Premier ministre, Édouard Balladur, duquel il écrit qu'il ne recherchera pas l'affrontement avec le président Mitterrand et ne décidera de rien en matière de politique étrangère et de sécurité sans se mettre d'accord au préalable avec le chef de l'État<sup>1899</sup>. Et l'ambassadeur magyar de décrire « l'accord tacite de non-agression » entre les deux hommes<sup>1900</sup>. En réalité, sur l'Europe, les positions du nouveau Premier ministre ne sont pas si éloignées de celles de François Mitterrand. La lecture des mémoires de l'ancien chef du gouvernement le confirme. En effet, si Édouard Balladur estime que la France n'a « ni le droit moral, ni de motif politique, ni d'intérêt économique à refuser d'associer à l'UE les nations qui sont libérées de l'emprise soviétique »<sup>1901</sup>, il considère aussi le « danger que l'élargissement fait courir à l'UE, celui de l'affaiblissement qui permettrait aux diverses politiques nationales de se déployer sans considération pour les intérêts de leurs partenaires »<sup>1902</sup> et surtout les défis

---

Mitterrand, 15 janvier 2014.

1895 Dans son rapport annuel, l'ambassadeur Szávai écrit que « les principaux dirigeants de droite sont plus chaleureux que l'actuel gouvernement sur la question de l'élargissement ». MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1992, carton 18, document 002249, télégramme diplomatique, 7 juillet 1992.

1896 Fondamentalement, il semble néanmoins que la question de l'adhésion ne soit pas nécessairement une question de partis politiques. Les ambassadeurs hongrois interrogés sur cette question s'accordent pour montrer qu'aussi bien à gauche (Élisabeth Guigou, Pierre Joxe, Michel Rocard, Pierre Morel) qu'à droite (Alain Lamassoure, Alain Juppé, Michel Barnier) des personnalités étaient fort favorables sur le plan personnel, et souvent sur le plan politique, à l'élargissement.

1897 Qui dès avant sa nomination au Quai d'Orsay s'est montré très ouvert sur la question de l'élargissement : « Je suis de ceux qui pensent qu'il faut vite un geste fort, signifiant que nous accueillons ces pays dans la Communauté, quitte à prévoir, comme on l'a fait en d'autres temps pour les pays du Sud, des phases de transition un peu longues en matière d'adhésion économique », indique-t-il au journal *Le Monde*, le 6 mars 1993.

1898 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 12, document 001245/4, « La formation de la nouvelle politique étrangère française », note de l'ambassadeur, 21 avril 1993.

1899 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 12, document 001245/4, « Les efforts d'intégration de la Hongrie et la politique étrangère française », note de l'ambassadeur, 20 octobre 1993.

1900 Une idée confirmée, à demi-mot, et *a posteriori* par Édouard Balladur lui-même : « Je préférerais régler les problèmes avec [François Mitterrand] en tête-à-tête, dans le secret [...] je n'aime pas la violence verbale, ni le côté parfois ridiculement théâtral de la politique [...] sur les sujets importants Monsieur Mitterrand m'a apporté son aide ». BALLADUR, Édouard, *Deux ans à Matignon*, Paris, Plon, 1998, page 187.

1901 BALLADUR, Édouard, *Op.cit.*, page 115.

1902 *Ibid.*, page 116.

à relever dans le cadre de ce processus, jugé plus « inéluctable »<sup>1903</sup> que nécessaire : « il nous faut gérer le gigantisme sans perdre l'ambition originelle : une Europe bien ordonnée [...] [cet élargissement] n'est pas compatible avec l'application littérale du traité de Maastricht [...] une Europe à 15 puis 20 et davantage ne pourrait fonctionner comme une Europe à 6, 9 ou 12<sup>1904</sup> [...] L'Europe doit pouvoir préserver ce qui a été acquis, elle doit s'adapter et de deux manières : en réformant ses institutions, afin de les rendre plus simples, plus efficaces, en revoyant ses politiques afin d'éviter qu'avec l'élargissement le coût budgétaire n'en devienne insupportable »<sup>1905</sup>. Conscient de cet état des choses, l'ambassadeur János Szávai estime qu'il faut surtout s'appuyer sur le « lobby hongrois »<sup>1906</sup> construit en France depuis 1990 pour faire avancer le dossier de l'élargissement et défendre les intérêts de la Hongrie. À cet égard les noms des sénateurs Gérard Larcher et Michel Poniatowski, mais aussi ceux des députés Xavier Deniau, Jean-Noël de Lipkowski, Denis Jacquat et Jean-Claude Mignon<sup>1907</sup> sont cités comme étant « sensibles aux demandes » hongroises<sup>1908</sup>. Les députés Jacques Godfrain, Jean-Pierre Delalande et Jacques Baumel ainsi que le cardinal Jean-Marie Lustiger et l'historien Joseph Goy<sup>1909</sup> peuvent également être considérées comme des personnalités « favorables » à la Hongrie<sup>1910</sup>.

Fondamentalement les « nouvelles » positions françaises sur l'élargissement en 1993 ne semblent pas si différentes de celles de 1990<sup>1911</sup>. Si l'on compare les déclarations d'Élisabeth Guigou à Budapest en février 1991 à celles d'Alain Juppé en juillet 1993, les dissemblances semblent essentiellement cosmétiques. En 1991, Élisabeth Guigou avait indiqué que la Hongrie avait « vocation » à devenir membre de l'UE en vertu du traité de Rome et souligné à quel point l'avancé de ses réformes et son appartenance au conseil de l'Europe l'avait placé sur cette voie<sup>1912</sup>. Mais la ministre avait également rappelé que l'intégration nécessiterait des phases intermédiaires et une adaptation progressive<sup>1913</sup>, des propos modérés qui avaient alors

1903 *Ibid.*, page 109.

1904 *Ibid.*, page 116.

1905 *Ibid.*, page 128.

1906 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 12, document 001245/4, « Les efforts d'intégration de la Hongrie et la politique étrangère française », note de l'ambassadeur, 20 octobre 1993.

1907 Les biographies de ces personnalités figurent en annexe 21 de ce travail.

1908 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 12, document 001245/4, « Les efforts d'intégration de la Hongrie et la politique étrangère française », note de l'ambassadeur János Szávai, 20 octobre 1993.

1909 Les biographies de ces personnalités figurent en annexe 21 de ce travail.

1910 Correspondance de l'auteur avec János Szávai, 6 février 2017.

1911 Rappelons à cet égard que la France n'a jamais formulé d'opposition de principe à cet élargissement comme elle avait pu le faire vis-à-vis de l'entrée de la Grande-Bretagne dans l'Union, tout juste a-t-elle exprimé des craintes voire des réserves.

1912 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7114, HON 12.4 visites de personnalités françaises en Hongrie, visite d'Élisabeth Guigou (7-8 février 1991), bilan de la visite, télégramme diplomatique, 11 février 1991.

1913 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1991, carton 25, compte rendu de la visite d'Élisabeth Guigou en

été bien reçus par ses interlocuteurs magyars<sup>1914</sup>. En juillet 1993, quelques semaines seulement après le conseil européen de Copenhague, Alain Juppé avait exprimé les positions françaises avec plus d'emphase et de vigueur : « Je voudrais que les choses soient claires : la France n'a pas de réticences, pas d'oppositions, ne fait pas obstacle à l'adhésion, au contraire elle la souhaite »<sup>1915</sup> sans pour autant dévier véritablement de la ligne de conduite qui avait prévalu jusque là, puisqu'il avait aussi longuement souligné la difficulté de la tâche à venir et les écueils à éviter :

« La CEE n'est pas simplement une zone de libre-échange. C'est une union politique qui comporte beaucoup de contraintes, qui a créé notamment depuis des années un droit positif très riche. Il faut pouvoir le prendre en compte [...] une entrée précipitée ne serait peut-être pas toujours dans l'intérêt des pays candidats qui doivent progresser dans la réalisation d'une véritable économie de marché, dans le processus des privatisations, dans leur développement économique et social [...] Il faut trouver le point d'équilibre, le moment où véritablement les conditions seront réunies pour que cette adhésion se fasse dans l'intérêt mutuel, dans l'intérêt de la Communauté qui sera renforcée par l'adhésion de nouveaux pays et dans l'intérêt des candidats qui, à ce moment-là, se retrouveraient eux-mêmes soutenus dans leurs efforts »<sup>1916</sup>.

Sur le fond, les propos sont similaires à ceux d'Élisabeth Guigou. La France n'a pas d'opposition de principe, mais observe que se dressent devant les PECO et l'UE une tâche difficile à accomplir et des étapes à franchir ensemble. L'idée demeure donc la même, et seule la présentation diffère. Néanmoins il est vrai que les mots du président Mitterrand apparaissent, eux, plus durs que ceux de son nouveau gouvernement. En février 1994, alors qu'il reçoit la visite du nouveau Premier ministre hongrois, Péter Boross<sup>1917</sup>, si François Mitterrand explique lui aussi « partager tout à fait [le] désir d'élargissement »<sup>1918</sup> il souligne

---

Hongrie (7-8 février 1991).

1914Élisabeth Guigou rencontre notamment, outre József Antall, Géza Jeszenszky et Árpád Göncz, le ministre de l'Économie, Béla Kádár, le ministre de l'Industrie et du Commerce, Péter Ákos Bod, ou encore le ministre des Finances, Mihály Kupa. MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1991, carton 25, compte rendu de la visite d'Élisabeth Guigou en Hongrie (7-8 février 1991).

1915AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7114, HON 12.4 visites de personnalités françaises en Hongrie, visite d'Alain Juppé, conférence de presse conjointe avec Géza Jeszenszky, 13 juillet 1993.

1916*Ibid.*

1917Pour ce qui constitue alors le premier déplacement officiel à l'étranger du nouveau chef du gouvernement hongrois.

1918AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, préparation et calendrier des demandes d'audiences auprès de François Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994), compte rendu de l'entretien entre François Mitterrand et Péter Boross le 23 février 1994, notes de Thierry Bert, 24 février 1994.

également qu'il « va falloir apprécier les étapes »<sup>1919</sup> et c'est à cet instant que son discours devient plus pessimiste :

« Actuellement votre pays, avec la République tchèque est celui qui a le mieux avancé dans l'ordre économique. Mais il est évident que son adhésion à l'UE serait pour le moment très difficile. Regardez le Portugal et la Grèce, nous sommes heureux de les avoir avec nous, mais cela entraîne beaucoup de lourdeurs et beaucoup de dépenses. Dans l'immédiat, il faut commencer sans tarder à travailler ensemble, pour préparer le moment où vous entrerez dans l'UE, mais si vous le désirez naturellement, parce qu'on ne va pas vous forcer ! [...] Votre situation est le fruit de la malchance. L'influence soviétique ne correspond à rien. La Hongrie a exactement la même vocation à adhérer à l'Europe que la France, l'Italie ou le Danemark. Mais il faut être conscient des difficultés qu'une telle intégration présenterait à l'heure actuelle. Prenez par exemple les questions financières : il y a trois pays contributeurs nets au budget communautaire, l'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne. Comment voulez-vous que nous alourdissions encore le fardeau ? Même chose sur le plan institutionnel : nous ne voulons pas d'élargissement s'il doit en résulter un affaiblissement de la Communauté. Je parle d'affaiblissement institutionnel et politique dans le cas où les nouveaux adhérents voudraient diminuer les exigences communes de l'Union, et faire une zone de libre-échange sans autres obligations, c'est-à-dire, une Europe anglo-saxonne dont personne ne veut en France. Lorsque nous faisons ce raisonnement, ce n'est pas du tout par hostilité, mais parce que nous refusons un élargissement qui viderait l'Union de sa substance et finalement ne servirait à personne. [...] On ne peut pas accepter tout ce [qu'on] nous demande. La Norvège veut garder son poisson et ses eaux territoriales, la Suède ne veut pas payer pour le budget, l'Autriche non plus d'ailleurs. Chacun demande des exceptions pour ses régions défavorisées. Il faudrait que toutes ces demandes deviennent plus raisonnables sinon, s'ils veulent tout garder eh bien qu'ils le gardent ! »<sup>1920</sup>.

Néanmoins, il est clair qu'en 1994 le président Mitterrand s'est résigné à l'élargissement : « la question est entendue »<sup>1921</sup> indique-t-il, le 29 septembre 1994, à son homologue hongrois, Árpád Göncz : « vous serez membre de l'UE »<sup>1922</sup>. Le problème n'est donc plus désormais 'si'

---

1919 *Ibid.*

1920 *Ibid.*

1921 AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, préparation et calendrier des demandes d'audiences auprès de François Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994), compte rendu de la rencontre entre François Mitterrand et Árpád Göncz, notes de Jean Vidal, 29 septembre 1994.

1922 *Ibid.*

mais 'quand et comment ?' et, comme le résume si bien le président : « combien ça coûte ? »<sup>1923</sup>. Une question à laquelle le chef de l'État hongrois s'était visiblement préparé :

« En 1993, la Hongrie a importé de l'UE beaucoup plus qu'elle ne lui a exporté. L'excédent d'importation a été d'un milliard de dollars. Le marché vous remboursera donc largement les sommes investies. À Bruxelles on a publié des chiffres inconsidérément exagérés sur le coût que représenterait l'adhésion. Je suis convaincu, en me plaçant du point de vue de l'intérêt à long terme de l'UE, ou si l'on veut d'un point de vue 'égoïste' européen, que l'UE conclurait un bon marché en acceptant notre adhésion [...] Ce n'est donc pas seulement en raison de notre passé européen, en raison de notre culture, qu'il est souhaitable de nous accepter au sein de l'Union, mais également parce que nous sommes un partenaire profitable »<sup>1924</sup>.

François Mitterrand ne peut que s'incliner face à la démonstration : « C'est vrai, vos arguments sont forts, c'est incontestable ! ». Néanmoins le Président évoque immédiatement l'autre question que sous-tend l'élargissement : « le problème de l'organisation globale de l'Union, encore fragile. Il faudra en renforcer l'organisation. Naturellement je ne suis pas hostile à un examen positif de cette question [...] mais je suis hostile à une Europe à la carte de type de celle que souhaiteraient les Britanniques »<sup>1925</sup>. Encore une fois, dans cette affaire, la France semble pragmatique, ce n'est pas une question de principe, mais une question de pratique. Et, encore une fois, la position du gouvernement n'est pas dissemblable de celle du Président. L'année précédente, Alain Lamassoure avait expliqué à János Martonyi que « la réforme des institutions communautaires constituait un préalable nécessaire à tout élargissement »<sup>1926</sup> et avait introduit l'idée de cercles concentriques<sup>1927</sup> qui n'avait pas soulevé d'objections de la part de Budapest « à condition que l'on puisse passer d'un cercle à un autre », et pour autant que « l'élargissement et l'approfondissement [soient] des procédures parallèles »<sup>1928</sup>.

---

1923 *Ibid.*

1924 *Ibid.*

1925 *Ibid.*

1926 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7111, HON 12.2, relations politiques avec la France, entretiens et consultations politiques franco-hongroises, compte rendu de l'entretien entre Alain Lamassoure et János Martonyi, télégramme diplomatique, 13 mai 1993.

1927 L'idée est plus tard développée par Édouard Balladur. L'Europe serait articulée autour de trois cercles concentriques, le plus vaste regroupant les États ayant « vocation à adhérer » un jour à l'UE, le deuxième comprenant les pays membres engagés dans la défense de l'acquis communautaire, le cercle central enfin, réunissant ceux qui « veulent aller plus loin dans l'intégration ». *Le Monde*, 18 novembre 1994.

1928 AN. 5AG4/CD 274, dossier 6, préparation et calendrier des demandes d'audiences auprès de François Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994), compte rendu de la rencontre entre François Mitterrand et Árpád Göncz, notes de Jean Vidal, 29 septembre 1994.

Au final, après 18 mois de gouvernement de droite les positions n'ont guère évolué et le nouvel ambassadeur hongrois, Béla Szombati, parle alors d'une « politique molle »<sup>1929</sup>. En janvier 1994, alors que la Hongrie se prépare à déposer officiellement une demande d'adhésion à l'UE<sup>1930</sup> – demande pour laquelle Paris n'apparaît pas très favorable – le nouvel ambassadeur de France à Budapest, François Nicoullaud, dans l'esprit de son prédécesseur, met lui aussi en garde le Quai d'Orsay :

« Il ne faut pas se laisser enfermer dans le rôle, ingrat pour nous, de celui qui dit non [...] Si l'on voulait convaincre la Hongrie de renoncer à son projet, il faudrait disposer d'arguments forts et surtout défendus solidairement par les principaux états membres [...] l'Allemagne et un peu aussi l'Italie se posent volontiers en interprètes et défenseurs des intérêts hongrois. Il serait dommage que Bonn offre un langage plus avenant que Paris. Certes nous devons à nos amis hongrois le langage de la vérité. Mais la vérité pour nous est aussi que la période actuelle de déstructuration de l'Europe centrale favorise, en Hongrie en tous cas, et peut-être ailleurs, l'influence de ceux qui sont déjà les plus présents, du fait de l'histoire, de la géographie et de l'économie : donc en premier les Allemands [...] le risque est donc qu'à trop attendre, entre finalement en Europe une Hongrie sensiblement 'germanisée'. *A contrario*, une entrée relativement proche de la Hongrie dans l'Union européenne changerait à temps la donne. Elle la mettrait de plain-pied avec d'autres partenaires et nous offrirait des possibilités renouvelées de dialogue et d'influence [...] Dans ce raisonnement et sans effacer les sérieuses difficultés du parcours, le plus tôt pourrait alors être le mieux, à commencer par l'acceptation de bon gré d'une demande d'adhésion »<sup>1931</sup>.

Mais les conseils de l'ambassadeur ne semblent pas réellement être pris en compte. Dès le dépôt de la demande hongroise, le 1er avril 1994, la France s'empresse de rappeler que « l'Union européenne doit impérativement procéder aux adaptations institutionnelles indispensables pour assurer un fonctionnement efficace et démocratique de l'Union élargie aux PECO »<sup>1932</sup>, une manière de dire, en creux, que l'approfondissement de l'UE doit précéder

---

1929MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1994, carton 15, document 001702/7, compte rendu de la visite d'Árpád Göncz en France, 3 octobre 1994.

1930Les dirigeants hongrois font part de cette volonté au vice-président de la Commission européenne, Henning Christophersen, lors de son passage à Budapest, le 19 novembre 1993. AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, politique étrangère, relations UE-Hongrie, télégramme diplomatique, 23 novembre 1993.

1931AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, politique étrangère, relations CEE-Hongrie, télégramme diplomatique, 25 janvier 1994.

1932AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, politique étrangère,

l'élargissement et que toutes les discussions sont gelées jusqu'à la conclusion de la conférence intergouvernementale (CIG) de 1996. D'autre part, les autorités françaises soulignent avec une extrême vigueur qu'aucun dialogue sur l'élargissement ne sera possible tant qu'un accord garantissant la stabilité de l'Est n'aura pas été trouvé, une attitude qui contraste fortement avec les déclarations de Bonn au même moment. Le 5 avril, le ministre des Affaires étrangères et vice-chancelier allemand, Klaus Kinkel, déclare en effet qu'on ne « peut pas avoir dit à ces pays pendant des décennies, rejoignez notre communauté occidentale libre, débarrassez-vous du communisme et dire à présent : non, il n'y a pas de place pour vous dans la maison européenne »<sup>1933</sup>. La différence de perception créée en Hongrie par ces propos perdure pendant longtemps. Au cours de l'automne 1994, un nouvel incident vient par ailleurs renforcer, artificiellement, l'image négative de la France dans la presse et l'opinion publique magyare. Durant l'été 1994, les PECO ont été invités à participer, en tant qu'observateurs, au conseil européen d'Essen prévu pour le mois de décembre 1994. Au milieu du mois de novembre, cette invitation est annulée<sup>1934</sup>. La presse magyare s'empresse alors de pointer du doigt la responsabilité de la France : « on peut présumer que des États membres sensibles au rôle dirigeant grandissant de l'Allemagne vont à nouveau torpiller l'opiniâtreté de Monsieur Kohl et faire en sorte que l'Allemagne, lorsqu'elle quittera la présidence, ne sera pas en mesure de conduire au rythme qu'elle aurait voulu l'ouverture vers l'Europe orientale »<sup>1935</sup>. Si la France n'est pas directement nommée dans l'article, la description est suffisamment précise pour que tout un chacun l'ait reconnu<sup>1936</sup>. Le lendemain, le journal *Magyar Hírlap* accuse cette fois-ci Paris *ad hominem* : « Les efforts de l'Allemagne ont certainement buté sur les protestations françaises. Paris veut avoir la garantie que l'admission des PECO ne se fera pas au détriment des pays méditerranéens »<sup>1937</sup>. Bien évidemment, l'ambassadeur français rejette ces accusations et le fait savoir à ses interlocuteurs magyars : « ces préjugés à notre égard sont dénués de tous fondements [...] et causent de sérieuses préoccupations à Paris »<sup>1938</sup>. Pourtant, le 30 novembre 1994, lorsqu'à l'issue d'un sommet franco-allemand, le chancelier Kohl annonce personnellement la réinvitation des PECO, la cause semble entendue pour la presse hongroise : « le fait que l'invitation ait été annoncée par le chancelier Kohl après sa rencontre

---

relations CEE-Hongrie, télégramme diplomatique, 2 avril 1994.

1933AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, politique étrangère, relations CEE-Hongrie, télégramme diplomatique, 5 avril 1994.

1934AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, politique étrangère, relations CEE-Hongrie, télégramme diplomatique, 25 novembre 1994.

1935*Magyar Nemzet*, 25 novembre 1994.

1936Il se peut que l'Espagne soit également visée dans cette affaire.

1937*Magyar Hírlap*, 26 novembre 1994.

1938AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, politique étrangère, relations CEE-Hongrie, télégramme diplomatique, 2 décembre 1994.

avec le président Mitterrand donne encore plus de probabilités au fait que c'était avant tout la France qui s'était opposée »<sup>1939</sup>. Malgré le démenti du ministre hongrois des Affaires étrangères, László Kovács, qui indique que Paris ne s'est pas mis en travers de la venue de la Hongrie<sup>1940</sup>, la presse conserve un ton assez acerbe. Le journal *Népszabadság* apparaît amer face à cette victoire à la Pyrrhus : « [La Hongrie] participera au déjeuner au goût d'aumône autour d'une petite table à part dressée au dernier moment »<sup>1941</sup>.

Le contenu des débats lors du Conseil ne fait rien pour apaiser le courroux des médias magyars. Le ministre français des Affaires étrangères, Alain Juppé, y explique en effet que l'aide de la Communauté en faveur des PECO ne doit pas se faire aux dépens des pays du Sud et réclame donc que l'Union prévoit la mise en place de crédits équivalents aux aides dont bénéficieront les PECO pour les pays tiers méditerranéens au cours de la période 1995-1999. Ce souci de rééquilibrage vient s'ajouter à la volonté française de ne pas laisser pour compte ses alliés traditionnels à l'Est (Roumanie et Bulgarie), autant de comportements qui alimentent l'image d'une France circonspecte vis-à-vis de l'Europe centrale. Quelques mois plus tôt, la France avait déjà soulevé des soupçons en Hongrie, lorsqu'elle avait évoqué la mise en place du projet de « Pacte de stabilité pour l'Europe », une idée que Paris avait rapidement imposée comme un préalable à l'adhésion.

### ***B- La Hongrie et le « Plan Balladur ».***

L'année 1989 a rouvert à l'est de l'Europe des questions que la longue parenthèse soviétique avait mises en hibernation. Avec l'effondrement des régimes communistes, les problèmes liés à l'extrême imbrication des populations dans la région et à la complexité des frontières – une source historiquement inépuisable de tensions et de conflits – ressurgissent. Comme le président Mitterrand, le Premier ministre Édouard Balladur est très inquiet face à « l'instabilité, les crises à répétition les guerres locales [et] les divergences dans les anciens pays communistes »<sup>1942</sup>. Dans ce contexte, il estime que, sur la scène européenne, « la première des urgences [...] c'est la paix, la paix entre les nations, la paix à l'intérieur des nations, entre les ethnies et les groupes, le maintien des frontières [et] le respect des droits des minorités »<sup>1943</sup>. Mais alors que François Mitterrand avait tenté de résoudre cette équation à l'intérieur d'un projet d'architecture paneuropéenne très large – la Confédération – le nouveau

---

1939 *Népszava*, 26 novembre 1994.

1940 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, politique étrangère, relations CEE-Hongrie, télégramme diplomatique, 2 décembre 1994.

1941 *Népszabadság*, 1er décembre 1994.

1942 BALLADUR, Édouard, *Op.cit.*, page 119.

1943 *Ibid.*

chef du gouvernement souhaite lui se concentrer sur les aspects purement techniques de la question et « mettre l'accent sur les problèmes des frontières<sup>1944</sup> et des minorités<sup>1945</sup> – la plus vieille question européenne – car leur solution [est] la condition préalable de tout le reste : quelles relations devons-nous avoir avec les anciens pays communistes qui frappent à la porte d'une Union européenne constituant un système déjà rodé ? [...] Comment apaiser les tensions entre les Hongrois et leurs voisins? ». Face au risque que « ce qui a eu lieu hier en Yougoslavie ne se reproduise demain ailleurs »<sup>1946</sup>, le chef du gouvernement entend réunir une conférence internationale « ayant pour objectif de stabiliser la situation de l'Europe et d'y instituer l'équilibre »<sup>1947</sup>.

En Hongrie, la question des minorités avait globalement été mise en sourdine par le régime Kádár<sup>1948</sup>, du moins jusqu'au début des années 1980<sup>1949</sup>. Avec l'arrivée au pouvoir de József Antall, les questions d'identité nationale et de protection des minorités redeviennent centrales dans la politique étrangère magyare<sup>1950</sup>. En mai 1990, le nouveau Premier ministre se déclare, « dans l'âme », le Premier ministre de 15 millions de Hongrois, tandis que le nouveau ministre de la Défense, Lajos Für<sup>1951</sup>, se dit « prêt à défendre les intérêts des Hongrois même hors du territoire national »<sup>1952</sup>. Le gouvernement Antall – qui a instauré un secrétariat des Hongrois d'outre-frontières rattaché directement au cabinet du Premier ministre – se montre très actif sur les questions ayant trait à la protection des minorités au sein des structures internationales (CSCE, Conseil de l'Europe, Initiative centre-européenne) mais aussi via ses

---

1944Dont beaucoup datent alors du traité de Paris (1947).

1945Au début de la décennie 1990, plus de 5% des habitants en Europe du centre-est sont des minorités. Dans le cas de la Hongrie, c'est plus de 2,5 millions de citoyens d'origines magyares qui sont répartis dans sept pays différents.

1946JUPPÉ, Alain (entretien avec), « Diplomatie française : le deuxième souffle », *Politique internationale*, numéro 61, automne 1993, page 20.

1947Ibid.

1948À ce propos Jörg Hoensch explique que malgré la dégradation générale de la situation des minorités hongroises en Roumanie – le gouvernement roumain exerçant une politique de plus en plus répressive à l'égard des minorités hongroises au fur et à mesure du temps – les autorités hongroises se montrèrent (peut-être par solidarité socialiste?) très patientes et calmes sur le sujet. HOENSCH, Jörg K., *A history of modern Hungary (1867-1986)*, Longman, Londres, 1988, page 277.

1949Lors du XIIe congrès du PSOH (mars 1980) János Kádár souligne qu'en Hongrie « vivent avec nous des peuples de différentes ethnicités sous la protection de nos lois et de notre constitution. Nous souhaitons la même chose pour les Hongrois en dehors de nos frontières ». À partir du milieu des années 1980, les relations avec Ceaușescu se dégradent autour de cette question. Dès le printemps 1984, à la suite de critiques émises par l'ambassadeur hongrois en Roumanie sur le traitement réservé aux minorités hongroises dans le pays lors d'un entretien à Radio Bucarest, le gouvernement roumain décide de fermer unilatéralement son consulat de Debrecen.

1950À ce propos, le nouveau gouvernement estime que « sa responsabilité est particulièrement engagée ». *A nemzeti megújítás programja* [Le programme de la rénovation nationale], septembre 1990, page 184.

1951Voir biographie en annexe 21.

1952NOUZILLE, Jean, « Les élections de mai 1994 et leurs conséquences sur la politique extérieure de la Hongrie », *Revue d'Europe Centrale, Tome III /1*, Centre d'études germaniques, Strasbourg, 1995, pages 9-22.

contacts bilatéraux. Évasif durant les premiers mois de son mandat<sup>1953</sup>, József Antall finit par reconnaître, le 19 août 1992, lors du congrès panhongrois, que son pays ne recherchera pas une révision des frontières par la force<sup>1954</sup>. Néanmoins, il réclame partout, et de manière appuyée, un statut d'autonomie pour les minorités magyares ainsi qu'une législation internationale contraignant les états membres de la CSCE à appliquer les résolutions du sommet de Copenhague (1990) faisant du droit des minorités, une partie intégrante des droits de l'Homme<sup>1955</sup>.

Au moment où Édouard Balladur évoque pour la première fois son projet de pacte de Stabilité, si la Hongrie est parvenue à établir des relations cordiales et à mettre en place des accords sur le droit et la protection de ses minorités avec ses voisins ukrainiens<sup>1956</sup> et slovènes<sup>1957</sup>, il en va différemment de ses relations avec la Slovaquie et la Roumanie voisines. Avec la Slovaquie, où vivent près de 560 000 Hongrois (10% de la population totale), la situation est délétère<sup>1958</sup>. Outre le conflit qui oppose, depuis plusieurs années les deux pays sur la question du barrage Gabčíkovo-Nagymaros<sup>1959</sup>, les deux gouvernements s'affrontent sur des problèmes de découpages administratifs, de gestion locale, d'usage de la langue et des prénoms hongrois, de signalisations bilingues sur les panneaux routiers...<sup>1960</sup> Alors que le

---

1953 MONTFERRAND (de), Bernard, « Stabilité européenne : le plan Balladur », *Politique Internationale*, numéro 67, 1995, Paris, pages 237-247.

1954 NOUZILLE, Jean, *Op.cit.*

1955 *Ibid.*

1956 Accord de mai 1991 ratifié le 12 mai 1993 (après un long débat au sein du parlement magyar) qui reconnaît le droit des minorités nationales et met un terme à toutes revendications territoriales

1957 Une convention est conclue le 6 novembre 1992 et ratifiée le 29 avril 1994.

1958 Et plus encore après la division entre la République tchèque et la Slovaquie qui donne lieu à une forte hausse du nationalisme slovaque et voit le renforcement de la pression étatique sur les minorités hongroises.

1959 En 1977, la Hongrie et la Tchécoslovaquie ont signé un traité bilatéral prévoyant la construction sur le Danube d'un système d'écluses et d'une centrale hydroélectrique. À l'époque, la protection de l'environnement n'étant pas le premier souci des gouvernements communistes de la région, les travaux sont lancés sans qu'aucune étude environnementale ne soit menée au préalable. À partir du milieu des années 1980 des associations écologistes des deux pays (par exemple Duna Kör en Hongrie) commencent à dénoncer les effets négatifs du projet (baisse du niveau des eaux souterraines, risques d'eutrophisation des eaux de surface, destruction de la faune et de la flore du fleuve...). En 1988, une grande manifestation réunissant 40 000 personnes devant le parlement hongrois – action collective d'une taille exceptionnelle pour l'époque – réclame l'arrêt des travaux et dénonce « le projet stalinien de défiguration du Danube ». Le 27 octobre 1989, le gouvernement magyar adopte une résolution décidant unilatéralement de la suspension du projet, une décision qui ne sied guère aux autorités tchécoslovaques qui ont déjà terminé près de 90% de la totalité des travaux. La situation s'envenime entre Budapest et Prague au cours de l'automne et de l'hiver 1990. Le gouvernement tchécoslovaque décide, en novembre 1991, de terminer les travaux de son côté et adopte une solution qui implique le détournement du Danube, ce que Budapest considère, à raison, comme une violation des traités internationaux concernant les frontières. En 1992, le gouvernement hongrois dénonce le traité de 1977 et la tension entre le nouveau gouvernement slovaque et Budapest est à son comble. Dans cette affaire, la France ne souhaite pas prendre parti malgré les nombreux courriers adressés par József Antall au président Mitterrand, et Paris se contente de suggérer le règlement de la question devant la cour internationale de justice de La Haye, ce à quoi les deux pays finissent par se résoudre en 1993. Pour plus de détails concernant cette affaire on peut se référer, par exemple, à FÜRST, Heiko, « The Hungarian-Slovakian Conflict over the Gabčíkovo-Nagymaros Dams : An Analysis », Institute for Peace Research and Security, Université d'Hambourg, 2003.

1960 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.1, politique étrangère, lignes générales, visite de János Martonyi en France (10-12 mai 1993), télégramme diplomatique, 6 mai 1993.

gouvernement hongrois s'oppose à l'entrée de la Slovaquie au sein du Conseil de l'Europe<sup>1961</sup> et refuse de signer un accord sur l'intangibilité des frontières sans un accord préalable sur les droits de ses minorités, Bratislava de son côté, refuse tout dialogue tant que ses frontières ne sont pas garanties.

Avec Bucarest les rapports sont tout aussi glacials<sup>1962</sup> depuis la campagne de destruction de villages hongrois en Transylvanie initiée en 1988 par Ceaușescu et perçue en Hongrie comme la volonté pure et simple d'annihiler la minorité hongroise du pays<sup>1963</sup>. En Roumanie, Budapest réclame une codification du droit pour ses minorités<sup>1964</sup>, mais aussi la réouverture de son consulat à Cluj<sup>1965</sup> ainsi que la restauration de l'université Bolyai, fusionnée à l'université Babeș après 1956. Par ailleurs, Budapest demande l'abolition de la loi roumaine qui définit le séparatisme comme un crime. Autant de demandes que ne siéent guère Bucarest qui estime pour sa part, que la question des minorités est une affaire intérieure qui ne requiert pas d'actes internationaux et qui souligne par ailleurs que les droits de ces populations sont assurés au titre de la garantie des droits de l'Homme inscrits dans les articles 1 et 11 de la Constitution roumaine du 21 novembre 1991. Vu de Paris, en mai 1993, le climat est jugé « préoccupant et susceptible de dégénérer à tout moment »<sup>1966</sup>. Si Budapest a bien souvent espéré l'intervention de la France dans ces affaires<sup>1967</sup>, elle a visiblement aussi été consciente qu'elle ne recevrait qu'un soutien modéré<sup>1968</sup> face à une Roumanie, « alliée traditionnelle » de Paris, qui exerce

---

1961POLAKOVA, Éva, « La minorité hongroise de Slovaquie », dans MATHIEN, Michel, SERAFÍNOVÁ, Danuša, *L'expression médiatique de la diversité culturelle en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Bruylant, 2012, pages 123-140.

1962Seul élément positif à noter, l'accord « ciel ouvert » de mai 1991 qui autorise, quatre fois par an, un survol des territoires roumains et hongrois par des avions, non armés, de l'autre partie

1963NIKLISSON, Tomas, *Regime Stability and Foreign Policy Change. Interaction between Domestic and Foreign Policy in Hungary (1956-1994)*, Lund, Lund University, 2006, page 147.

1964Près de deux millions de Magyars vivent alors en Roumanie.

1965Fermé en 1988. KUN, Joseph, *Hungarian foreign policy: the experience of a new democracy* [La politique étrangère hongroise : l'expérience d'une nouvelle démocratie], Praeger, Washington, 1993, page 38.

1966AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.1, politique étrangère, lignes générales, visite de János Martonyi en France (10-12 mai 1993), télégramme diplomatique, 6 mai 1993.

1967En mars 1995, par exemple, le député de Meurthe-et-Moselle, Jean-Paul Durieux, écrit au ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, pour lui signaler que les maires hongrois en visite en France (dans le cadre des collaborations mises en place par INFH) lui ont demandé que la France se serve de ses « bonnes relations avec Bucarest » pour « arbitrer le différent hungaro-roumain ». AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7111, HON 12.3, relations politiques avec la France, coopération politique, lettre de Jean-Paul Durieux pour le ministre des Affaires étrangères, 6 mars 1995.

1968Le 1er octobre 1990, l'ambassadeur hongrois en France explique à son poste, à la suite de la remise par Budapest d'un mémorandum sur la situation des minorités hongroises en Europe, que si la France ne saurait supporter les pogroms et les actions punitives contre les Hongrois, elle ne souhaite ni stigmatiser ni isoler la Roumanie. MNL-OL, Küm, XIX-J-1-z, France, 1990, carton 8, document 10972, télégramme diplomatique, 1er octobre 1990.

Par ailleurs, dans une note de mars 1991, János Szávai estime que si la question des minorités avait été au cœur des discours de François Mitterrand en janvier 1990 en Hongrie, le Quai d'Orsay possède en revanche une conception plus traditionnelle et plus réservée sur la question des minorités et se réfère essentiellement à la codification internationale (Conseil de l'Europe, Charte régionale des langues), une attitude que l'ambassadeur ne juge « pas réellement constructive ». La note précise également que Paris n'a elle-même pas été historiquement très tolérante vis-à-vis des revendications de ses « minorités » citant à cet égard les

également de son côté un fort travail de lobbying sur les responsables politiques français<sup>1969</sup>.

Globalement, Paris, malgré de timides tentatives semble souvent être restée impuissante à exercer une pression suffisante ou à refuser de s'engager<sup>1970</sup> en faveur d'un pays ou de l'autre choisissant, le plus souvent, de traiter ces questions dans un cadre plus large comme dans le cas du pacte de stabilité<sup>1971</sup>.

En dessinant son projet, le Premier ministre français avait deux objectifs en tête. D'une part, nous l'avons dit, agir de façon préventive pour éviter la répétition d'un scénario de type yougoslave et, d'autre part, utiliser l'attrait suscité par l'UE pour inciter les pays à l'est et au centre du continent à régler leurs différends. En ce sens, le plan Balladur répondait à une logique simple : faire signer des traités de bon voisinage garantissant les frontières en même temps que les droits des minorités. Dans cette optique le Premier ministre a essentiellement souhaité s'appuyer sur des traités et des institutions préexistantes (CSCE, Conseil de l'Europe, Haut-commissariat pour les minorités).

De quelle manière la proposition est-elle reçue en Hongrie ? Globalement, toute initiative dont le but premier n'est pas de promouvoir directement son adhésion à la Communauté est considérée avec circonspection et passée au crible. Au moment de la déclaration de politique générale d'Édouard Balladur, en avril 1993, le Quai Bem s'interroge sur la finalité de la proposition et estime que l'idée ressemble fort à « un réchauffé de confédération »<sup>1972</sup>. La première réaction est donc à la méfiance face à cette nouvelle proposition venue de Paris<sup>1973</sup>. Par ailleurs, Budapest ne semble guère goûter être de nouveau associée, sans distinction, à un très large ensemble de l'Est qui inclut alors dans l'esprit du Premier ministre des pays comme la Russie, l'Ukraine ou encore la Turquie. Les exemples évoqués par le chef du gouvernement lors de son discours devant l'Assemblée nationale (Congrès de Vienne, traité de Trianon, traité de Versailles, traité de Yalta) ne représentent de surcroît pas de très bons souvenirs côté hongrois. Enfin, Budapest apprécie peu d'être associée à l'image de poudrière explosive qui se dégage du discours du Premier ministre. En février 1994, le Premier ministre hongrois, Péter Boross, en visite officielle à Paris, souligne devant son homologue français que « la Hongrie

---

exemples corse et basque. Au final l'ambassadeur estime que malgré les déclarations de François Mitterrand la France adoptera un comportement neutre et prudent. MNL-OL, Küm, XIX-J-k, France, 1991, carton 22, document 3743-1/T, « La question des minorités nationales et de la protection des minorités en France », note du 27 mars 1991.

1969MNL-OL, Küm, XIX-J-1-z , France, 1990, carton 8, document 14479, télégramme diplomatique, 20 décembre 1990.

1970Correspondance de l'auteur avec János Szávai, 6 février 2017.

1971Néanmoins sur le conflit hungaro-roumain la France s'est dite prête à envisager le parrainage franco-allemand d'un projet de « réconciliation historique ».

1972Entretien de l'auteur avec Thomas Schreiber, 15 avril 2012.

1973RUPNIK, Jacques, « La France de Mitterrand et les pays de l'Europe du centre-est » dans COHEN, Samy (dir.), *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, COHEN, Samy (dir.), Paris PUF, 1998, pages 189-222.

ce n'est pas les Balkans ! »<sup>1974</sup> et que « l'analyse bosniaque ne correspond pas au cas de l'Europe centrale »<sup>1975</sup>, estimant par ailleurs que dans le cas de son pays « les conflits régionaux ne se transformeront pas en conflits armés »<sup>1976</sup>. Si le Premier ministre magyar reconnaît que les discussions avec la Roumanie et la Slovaquie sont difficiles<sup>1977</sup>, il insiste sur la stabilité hongroise au milieu d'un environnement géopolitique mouvant<sup>1978</sup> et rappelle les excellentes relations que le gouvernement Antall a su développer avec ses voisins croates, slovènes, autrichiens et ukrainiens depuis le changement de régime<sup>1979</sup>.

Malgré les remarques de Péter Boross, le Quai d'Orsay considère que la Hongrie fait preuve d'un « plus grand intérêt »<sup>1980</sup> pour le projet que ses voisins<sup>1981</sup>, en particulier après que le mémorandum de juin 1993 adressé aux différents pays concernés envisage la possibilité d'octroyer des droits collectifs aux minorités. Au cours de l'été et de l'automne 1993, pour que le Pacte de stabilité ne connaisse pas le tragique sort de la confédération, le gouvernement français prend le temps d'effectuer le travail de pédagogie nécessaire auprès des dirigeants européens. En Hongrie, début juillet 1993, le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, explique que le plan Balladur n'est ni une confédération bis, ni un substitut à l'adhésion, ni une nouvelle organisation<sup>1982</sup>. Si le chef de la diplomatie française prend particulièrement le temps de justifier le projet dans la capitale hongroise, c'est parce que la Hongrie, de par sa position géographique, son histoire et son importance régionale, et au même titre que la Serbie et la Turquie, représente aux yeux de Paris « un partenaire indispensable et central de la Conférence sur la stabilité »<sup>1983</sup>. Lors des discussions sur place les dirigeants hongrois se disent intéressés<sup>1984</sup> par l'idée, mais à trois conditions : que leur pays ne soit pas traité comme

---

1974AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visites de personnalité hongroises en France, dossier général, visite de Péter Boross, télégramme diplomatique, 26 février 1994.

1975MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1994, carton 15, document 00373/2, visite de Péter Boross en France, télégramme diplomatique, 28 février 1994.

1976AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visites de personnalité hongroises en France, dossier général, visite de Péter Boross, télégramme diplomatique, 26 février 1994.

1977Péter Boross explique notamment qu'il estime que Budapest n'a pas à renouveler des engagements sur les frontières auxquels elle a déjà souscrit à de multiples reprises (Trianon, acte final de la CSCE, Charte de Paris) mais qu'en revanche les minorités sont en droit d'obtenir plus en matière de droits collectifs.

1978Trois fédérations, l'URSS, la Yougoslavie et la Tchécoslovaquie, ont en effet disparu autour d'elle en moins de deux ans.

1979AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visites de personnalité hongroises en France, dossier général, visite de Péter Boross, télégramme diplomatique, 26 février 1994.

1980AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visites de personnalité hongroises en France, dossier général, visite de Péter Boross, « La Hongrie et le pacte de stabilité », notes préparatoires

1981La Pologne s'empresse de signaler à qui veut l'entendre qu'elle a déjà signé des accords de bon voisinage avec tous les États limitrophes tandis que la Bulgarie insiste sur le fait que, si risque d'instabilité il y a, il est plutôt dû aux difficultés de la transition économique. *Le Monde*, 10 décembre 1993.

1982*Le Monde*, 15 juillet 1993.

1983AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visites de personnalité hongroises en France, dossier général, visite de Péter Boross, « La Hongrie et le pacte de stabilité », notes préparatoires.

1984AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7114, HON 12.4, visites de personnalité

un objet indifférencié au sein d'une « Europe de l'Est » informe (c'est-à-dire qu'elle souhaite la mise en place de coopérations privilégiées), que les États-Unis soient associés aux discussions d'une manière ou d'une autre, et enfin que la Conférence envisage un statut aussi large et contraignant que possible pour les minorités. Une fois rassurée sur ces différents points la Hongrie exprime son vif intérêt pour un projet qui, sans remettre en cause l'assise territoriale des États, tirerait *de facto* les leçons de l'échec des règlements des deux guerres mondiales et imposerait ainsi une nouvelle conception de l'ordre européen, plus juste que celui ayant conduit par deux fois le peuple magyar au désastre.

Au cours de l'automne 1993, Paris parvient à convaincre ses principaux partenaires européens, au départ très sceptiques, de faire de son projet une « action commune » de l'UE au titre de la nouvelle politique étrangère et de sécurité commune (PESC) prévue par le traité de Maastricht, un élément qui contribue certainement au succès de l'initiative<sup>1985</sup>. C'est donc sous l'égide de l'UE que la conférence inaugurale se réunit à Paris en mai 1994. Du printemps 1994 au printemps 1995, les archives françaises montrent que la Hongrie se comporte plutôt de manière très constructive lors de ses discussions avec ses voisins<sup>1986</sup>. Il faut dire à cet égard que l'arrivée au pouvoir, en mai 1994, d'une coalition socialiste-libérale (MSZP-SZDSZ) et d'un Premier ministre, Gyula Horn, aux positions moins irrédentistes que son prédécesseur, a marqué un réajustement de la politique étrangère hongroise. Si les deux principaux objectifs de politique extérieure dressés par le gouvernement Antall-Boross (adhésion à l'UE et à l'OTAN) sont conservés, le soutien aux minorités, bien que maintenu, est désormais moins affirmé. Quelques jours après son arrivée au pouvoir, le nouveau Premier ministre explique ainsi, dans une référence à peine voilée aux mots de József Antall, souhaiter être le Premier ministre de « 10,5 millions de Hongrois »<sup>1987</sup>. L'approche de la question des minorités a, elle aussi, changé. Alors que le gouvernement Antall-Boross avait fait du progrès de la situation des Magyars d'outre-frontières la précondition de l'amélioration des relations avec Bratislava et Bucarest, le nouveau Premier ministre estime que « le statut des minorités magyares ne

---

françaises en Hongrie, dossier général, visite d'Alain Juppé, télégramme diplomatique, 15 juillet 1993.

1985 La France apparaît dès lors moins isolée et évite ainsi ce qui avait probablement été l'un des écueils majeurs du projet mitterrandien de confédération.

1986 De nombreux éléments sur l'avancée des négociations et les positions hongroises se trouvent notamment dans : AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2 politique étrangère, UE, demande d'adhésion, pacte de stabilité. Mais aussi très largement dans : AN., Archives des services du Premier ministre (Édouard Balladur), dossiers de Bernard de Montferrand et de Thierry Dana, dossiers 19970200/15 (pacte de stabilité, dont : presse, discours, déjeuner, préparation matérielle, notes de préparation), dossiers 19970200/16 (pacte de stabilité en Europe et conférence sur la sécurité et la coopération en Europe) et aussi dossier 19970200/17 (pacte de stabilité : conférence inaugurale (Paris, 26-27 mai 1994) positions de la Hongrie et conférence sur la stabilité en Europe (Paris, 20-21 mars 1995) positions de la Hongrie).

1987 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.1, politique étrangère, lignes générales, « La politique extérieure du nouveau gouvernement hongrois », télégramme diplomatique, 13 juillet 1994.

pourra être défini que si le gouvernement hongrois maintient de bonnes relations avec les gouvernements des États où vivent ces minorités »<sup>1988</sup>. La logique est donc inversée : il s'agit d'abord d'établir de bons rapports de voisinage pour ensuite travailler à l'amélioration des conditions des populations hongroises. À cet égard, le Premier ministre hongrois se dit prêt à entamer immédiatement des négociations avec la Roumanie et la Slovaquie en vue d'un accord de réconciliation historique sur le modèle franco-allemand qui inclurait la renonciation mutuelle des revendications territoriales, la reconnaissance des frontières, mais aussi la reconnaissance des droits des minorités. D'une certaine manière, la Hongrie choisit donc de se servir du Pacte de stabilité pour prouver aux dirigeants communautaires sa valeur et sa légitimité à entrer dans l'UE. Il faut dire que Paris a été assez clair sur le sujet. En septembre 1994, Édouard Balladur avait expliqué, sans ambages, au président Göncz qu'il était nécessaire que « le pacte aboutisse au début de l'année [1995] pour aborder l'esprit libre la question de l'adhésion à l'UE. Vous devez résoudre vos malentendus avec vos voisins. Si tel n'était pas le cas, votre entrée dans l'Union devrait être différée »<sup>1989</sup>.

Si la Hongrie se montre soucieuse de trouver des solutions lors de la période de négociation, celle-ci n'est pour autant pas totalement exempte de tensions. Au cours de l'automne 1994, le Premier ministre hongrois se montre ainsi foncièrement agacé par l'attitude roumaine – qu'il juge peu encline aux concessions – et s'interroge dans la presse sur « la valeur ajoutée du pacte de stabilité »<sup>1990</sup>. Depuis Paris, l'intellectuel hongrois exilé en France, Tibor Méray<sup>1991</sup>, publie, dans le journal *Népszabadság*, une tribune assez symptomatique de l'état d'esprit qui habite une partie de la société magyare sur cette question. Arguant que la Hongrie est un pays pacifique et respectueux des minorités, il indique qu'il n'y a pas lieu de se presser pour signer des accords de bon voisinage qui ne refléteraient pas une amélioration concrète du sort des minorités magyares<sup>1992</sup>.

---

1988 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.1, politique étrangère, lignes générales, « La Hongrie et les enjeux de sécurité », note du secrétariat général de la Défense nationale, 19 septembre 1994.

1989 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7112, HON 12.4, visites de personnalités hongroises en France, dossier général, visite d'Árpád Göncz, bilan de la visite, télégramme diplomatique, 3 octobre 1994.

1990 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2 politique étrangère, UE, demande d'adhésion, pacte de stabilité, télégramme diplomatique, 6 octobre 1994.

1991 Tibor Méray est un journaliste et écrivain hongrois né à Budapest en avril 1924. Diplômé de l'université Péter Pázmány, il travaille pour différents journaux et magazines en Hongrie du milieu des années 1940 au milieu des années 1950 (*Szabad Nép*, *Csillag*). Soutien du régime d'Imre Nagy, il fuit la répression soviétique après les événements de 1956 pour se réfugier à Bruxelles où il poursuit son travail de journaliste avant de venir s'installer à Paris au début des années 1970. À partir de 1971, et jusqu'en 1989, il y dirige l'hebdomadaire *Irodalmi Újság* en parallèle des ses activités d'écrivains

1992 *Népszabadság*, 27 octobre 1994.

Si les discussions progressent au cours de l'hiver 1994, avec la Roumanie<sup>1993</sup> et la Slovaquie<sup>1994</sup> elles le font trop lentement au goût de Paris. À quelques semaines de l'échéance finale<sup>1995</sup>, le Premier ministre Édouard Balladur adresse une lettre<sup>1996</sup> à ses homologues hongrois, roumains et slovaques pour leur rappeler « l'importance que l'UE accorde au Pacte de stabilité [...] cette entreprise et les intenses activités diplomatiques qu'elle a suscitées s'inscrivent dans la perspective de l'adhésion des PECO à l'UE » et souligne à quel point « il est essentiel que les pays concernés puissent élever leurs relations avec leurs voisins [...] il nous est apparu souhaitable de vous adresser, très exceptionnellement, ce message d'encouragement à rechercher l'heureux aboutissement de la négociation d'ici le début de la conférence finale, le 20 mars prochain »<sup>1997</sup>. En réponse à la missive du Premier ministre français, Gyula Horn adresse, le 10 mars 1995, une longue lettre dans laquelle il évoque l'avancement des discussions : « À la suite d'une intervention personnelle, la semaine passée, auprès du président Iliescu et de Monsieur Mečiar, il a été décidé d'élever le niveau des négociations à celui des secrétaires d'État ». Soulignant que la Hongrie a « fait preuve d'une grande souplesse » il explique qu'elle se refuse « à admettre qu'on ne tienne pas compte de la recommandation 1201<sup>1998</sup> du conseil de l'Europe qui a été mise en doute aussi bien par la partie roumaine que slovaque ». Le 14 mars 1995, le Quai d'Orsay fait parvenir une note au Premier ministre, Édouard Balladur, lui indiquant qu'il n'est « pas moral » pour la Hongrie de s'appuyer ainsi dans la mise au point d'un traité intergouvernemental sur une recommandation parlementaire dénuée de valeur juridique et qui a de surcroît déjà été rejetée par le Conseil de l'Europe<sup>1999</sup>. À cet égard, la diplomatie française recommande au chef du gouvernement de placer le Premier ministre hongrois devant ses responsabilités, c'est-à-dire de lui expliquer fermement que cette attitude n'est pas acceptable. L'information semble être passée à Budapest. Le 16 mars, le journal *Magyar Hírlap* conclut son éditorial du jour autour de cette

---

1993Le président roumain, Ion Iliescu, rencontre à plusieurs reprises son homologue magyar, Árpád Göncz, et le Premier ministre Gyula Horn. La Hongrie présente un texte sur l'inviolabilité des frontières et la Roumanie un document sur les droits et devoirs des minorités. Les deux pays travaillent à la mise à jour de l'aide mémoire de 1992 qui constitue le catalogue des questions bilatérales en vue de la signature d'un traité de base. AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2 politique étrangère, UE, demande d'adhésion, pacte de stabilité, télégramme diplomatique, note du 10 janvier 1995.

1994Vladimir Mečiar a formé un nouveau gouvernement, le 13 décembre 1994, et se dit prêt à discuter d'un accord global avec la Hongrie.

1995La conférence finale du 20 mars 1995.

1996Lettre cosignée par les deux autres membres de la « Troïka » européenne, Felipe Gonzalez et Helmut Kohl.

1997AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2 politique étrangère, UE, demande d'adhésion, pacte de stabilité, lettre d'Édouard Balladur, 28 février 1995.

1998La recommandation 1201 souligne notamment, dans son paragraphe 11, que « dans les régions où elles sont majoritaires, les personnes appartenant à une minorité nationale ont le droit de disposer d'administrations locales autonomes appropriées ou d'un statut spécial correspondant à la situation historique et territoriale spécifique et conforme à la législation nationale de l'État ».

1999Qui lui avait préféré la Convention-cadre sur la protection des minorités nationales signée le 1er février 1995.

question par les mots suivants : « nous avons reçu assez de messages »<sup>2000</sup>. En effet, outre les lettres d'Édouard Balladur, du chancelier Kohl et de l'UE, la Hongrie et ses voisins ont également reçu les « encouragements » des États-Unis par l'intermédiaire de Richard Holbrooke, le vice secrétaire d'État pour les affaires européennes de Bill Clinton, venue à Bratislava et à Budapest les 22, 23, 24 et 25 février 1995<sup>2001</sup>. La veille de l'ouverture de la Conférence finale, le 19 mars, un traité de bon voisinage et de coopération est conclu entre les deux pays et signé à l'hôtel Matignon<sup>2002</sup>. Si l'accord divise la classe politique en Hongrie<sup>2003</sup> il attire les louanges côté français<sup>2004</sup>. En revanche, la Hongrie ne parvient pas à s'entendre avec la Roumanie, mais les deux pays indiquent leur volonté commune d'aboutir à un accord le plus rapidement possible<sup>2005</sup>.

Au final, en aboutissant, à la signature d'une centaine d'accords bilatéraux, ce premier exercice de diplomatie préventive post guerre froide peut être considéré comme un succès. Le « plan Balladur » a bénéficié d'un contexte favorable – il intervient après le conseil européen de Copenhague qui a confirmé que les PECO pourraient adhérer à l'UE – et du fait qu'il a été adopté en tant qu' « action commune » de l'UE dans le cadre de la PESC. Si la France a joué un rôle important dans les négociations en recevant tous les pays à Paris, c'est essentiellement la perspective d'intégration à l'UE, mais aussi à l'OTAN qui ont joué un rôle déterminant dans la conclusion des accords. Du point de vue de Budapest, le Pacte a également constitué une bonne occasion de prouver aux Quinze sa capacité à régler ses conflits de voisinage – et par extension à rejoindre l'Union – et de laisser une bonne impression à une France qui s'apprête alors à changer d'exécutif.

---

2000 *Magyar Hírlap*, 16 mars 1993

2001 L'ancien ambassadeur américain en Allemagne fait clairement comprendre aux deux pays que leurs éventuelles adhésions à l'OTAN dépend aussi très largement du règlement de leurs contentieux

2002 *Le Monde*, 20 mars 1995.

2003 La droite (Fidesz, MDF, KDNP) refuse de voter la ratification du texte et le président du parti des petits propriétaires terriens, József Torgyan (voir biographie en annexe 21), va même jusqu'à parler de « trahison » et à dénoncer « un second traité de Trianon ». AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.3/2, relations Hongrie-CEE, télégramme diplomatique, 21 mars 1995.

2004 *Le Monde*, 21 mars 1995.

2005 Un accord est finalement signé en septembre 1996.

### III- La Hongrie et la question de l'élargissement de l'UE sous les présidences de Jacques Chirac (1995-2004).

#### A- Du volontarisme ... (1995-1997).

##### 1- Jacques Chirac, l'Europe et la Hongrie.

La Hongrie, et par extension les PECO, ne sont pas au cœur des préoccupations diplomatiques tous azimuts du président Chirac. Il est vrai qu'au moment de son arrivée au pouvoir, en mai 1995, la transition économique et démocratique de la région est déjà bien entamée et que le principe de l'élargissement de l'UE est acté. Au cours de ses deux mandats<sup>2006</sup>, il est difficile d'affirmer que le président français mène une politique centre-orientale bien définie. Toutefois on peut considérer qu'il conduit une politique européenne générale avec des nuances centre-européenne<sup>2007</sup> dont l'analyse de l'exemple hongrois fournit une excellente illustration.

Vue de Budapest l'élection du président Chirac est, nous l'avons indiqué, globalement bien accueillie. Néanmoins dans les premières semaines qui suivent son arrivée au pouvoir, la diplomatie hongroise n'est pas certaine de la direction que va prendre la politique européenne du nouveau chef de l'État. Le 10 mai 1995, l'ambassadeur Béla Szombati adresse une note au Quai Bem dans laquelle il explique que le nouveau président français doit composer avec des éléments très sceptiques sur l'Europe dans son propre camp (Philippe Séguin, Philippe de Villiers) et qu'il n'a pas toujours été lui-même un grand supporter de la politique d'Édouard Balladur sur la question<sup>2008</sup>. Néanmoins, l'ambassadeur souligne également que l'ancien Premier ministre de Valéry Giscard d'Estaing<sup>2009</sup> et de François Mitterrand<sup>2010</sup> est avant tout un « homme pragmatique »<sup>2011</sup> dont les déclarations sur l'Europe ont été de plus en plus positives au cours des années 1990<sup>2012</sup>. En réalité, sur l'Europe, Jacques Chirac est un gaulliste qui ne s'inscrit pas complètement dans la tradition des défenseurs les plus orthodoxes de la

---

2006De 1995 à 2002 puis de 2002 à 2007.

2007MARÈS, Antoine, « Jacques Chirac et l'Europe centrale », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 89-105.

2008MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001373/1, « La politique européenne et de sécurité de Jacques Chirac », note du 10 mai 1995.

2009De mai 1974 à août 1976.

2010De mars 1986 à mai 1988.

2011MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001812, « Le nouvel exécutif français et les relations franco-hongroises ».

2012MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001373/1, « La politique européenne et de sécurité de Jacques Chirac », note du 10 mai 1995.

souveraineté nationale<sup>2013</sup>. Sur ce sujet, il n'est pas injuste de considérer que le président a fait preuve d'une certaine adaptabilité au cours du temps<sup>2014</sup>. En décembre 1978, alors qu'il fait partie de l'opposition, Jacques Chirac n'hésite pas à accuser le président Giscard d'Estaing d'assujettir la France à Bruxelles<sup>2015</sup> et à dénoncer le parti du chef de l'État, l'UDF, comme « le parti de l'étranger »<sup>2016</sup>. En 1982, au moment des négociations d'adhésion de l'Espagne et du Portugal il dénonce « les graves difficultés »<sup>2017</sup> que poserait l'arrivée de ces pays aux intérêts agricoles nationaux et s'élève contre le poids croissant des contraintes communautaires. Mais Jacques Chirac est un homme politique pétri de contradictions, qui « déteste les dogmes »<sup>2018</sup> et les positions figées. Il est prêt à s'adapter lorsqu'il s'agit de maximiser les intérêts de la France<sup>2019</sup>. Contre l'Acte unique dans l'opposition, il ne montre aucune réticence à le faire ratifier en tant que Premier ministre en 1986. Sur l'Europe de manière générale, le politologue Jean-François Gribinski situe la « mue »<sup>2020</sup> du président Chirac à l'automne 1995<sup>2021</sup>. En réalité, sur la question du rapprochement avec « l'Autre Europe », il semble que le président français ait eu une opinion bien tranchée depuis plus longtemps. En juillet 1995, devant le parlement français, Jacques Chirac indique ainsi avoir « toujours été convaincu [...] que les événements de 1989 offraient une chance historique de réconcilier l'ensemble du continent européen » percevant alors la réunion de cet espace comme la réalisation du concept gaullien d'Europe de l'Atlantique à l'Oural. En janvier 1997, en visite officielle à Budapest, le président français explique, devant les députés hongrois, avoir été « le premier dirigeant politique européen à plaider, dès 1989, pour l'entrée des pays de l'Europe centrale et orientale dans la Communauté ». Si on ne trouve pas trace dans les archives de telles déclarations dès 1989<sup>2022</sup>, en revanche elles existent dès 1991. Au cours d'une réunion des partis libéraux

2013 LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013. Voir notamment l'introduction de l'ouvrage.

2014 Pour ne pas dire d'une franche versatilité, comme le dénonce François Mitterrand dans sa « Lettre à tous les Français » en avril 1988.

2015 « Appel de Cochin », 6 décembre 1978.

2016 *Ibid.*

2017 LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *Op.cit.*

2018 Échange de l'auteur avec Dominique de Villepin, 8 décembre 2011.

2019 Évoquant la « flexibilité » du président Chirac, Raphaëlle Bacqué écrit de lui : « En quinze ans, il a été tour à tour libéral, social, fédéraliste, libre-échangiste, travailliste et reaganien, contre la monnaie unique puis militant exemplaire de l'Europe, contre le quinquennat puis pour ». BACQUÉ, Raphaëlle, *Chirac ou le démon du pouvoir*, Paris, Albin Michel, 2002, page 72-73.

2020 GRIBINSKI, Jean-François, « Jacques Chirac et l'Europe : une politique réaliste », *Relations Internationales et Stratégiques*, numéro 25, printemps 1997, pages 66-81

2021 En réalité celle-ci semble très antérieure à cette date et s'est faite de manière progressive entre 1981 et 1986 avec le rapprochement du RPR et de l'UDF (les deux partis font liste commune aux élections européennes de 1984), puis avec le vote de l'Acte unique et la prise de position en faveur de la ratification du traité de Maastricht.

2022 Florence Deloche évoque néanmoins la possibilité que le président se réfère à un discours du 8 novembre 1989 à l'Institut français des relations internationales dans lequel il avait déclaré qu'il était impératif de « faire en sorte que la construction européenne d'une part ne s'affaiblisse pas [et] d'autre part ne reste pas limitée à la moitié occidentale de l'Europe ». DELOCHE Florence, « La France et l'élargissement de l'Union

conservateurs européens à Paris, celui qui est alors le maire de la capitale, se prononce ainsi clairement pour un élargissement de la CEE « le plus rapide possible »<sup>2023</sup> et souligne qu'il est « impensable que, par égoïsme et par manque de vision de l'histoire nous remplacions le mur de Berlin par un nouveau mur qui serait celui de l'argent. Il serait inadmissible que l'Europe centrale, désormais affranchie du totalitarisme, soit exclue pour 'des dizaines et des dizaines d'années' de la prospérité de l'ouest de notre continent »<sup>2024</sup>.

Euroconverti forcé ou consenti, toujours est-il que Jacques Chirac est clair avec la Hongrie sur cette question dès les premiers jours de son premier mandat. Le 19 juin 1995, le président français adresse une lettre à son homologue hongrois, Árpád Göncz, dans laquelle il lui garantit que « la France est à [ses] côtés sur le chemin de l'adhésion à l'UE »<sup>2025</sup>. Un geste très apprécié côté magyar. Le 22 juin 1995, le secrétaire d'État hongrois aux Affaires étrangères, István Szent-Iványi, se dit « agréablement surpris de la politique extrêmement équilibrée de la France » qui « ne sous-estime pas l'importance de ses relations avec l'Europe centrale »<sup>2026</sup>. Au cours de l'automne 1995, Jacques Chirac adresse des mots encore plus forts aux dirigeants hongrois. Le 3 novembre 1995, dans une lettre au Premier ministre, Gyula Horn, le chef de l'État indique : « Les années qui viennent seront placées sous le signe du processus d'adhésion de la Hongrie à l'UE [...] je veillerai personnellement à ce que la France exerce toute la volonté politique nécessaire pour surmonter les éventuelles difficultés [...] La France a la volonté de voir la Hongrie jouer dans la construction européenne un rôle important auquel la destine sa place au cœur du continent »<sup>2027</sup>. Une nouvelle fois, les propos tenus sont appréciés côté hongrois. Le 17 janvier 1997, Gyula Horn s'exclame : « décidément, en mai 1995, un nouveau chapitre s'est ouvert dans les relations avec la France ! Le soutien français [à l'adhésion hongroise] est sans équivoque »<sup>2028</sup>. Pourtant, bien que flattée, la diplomatie hongroise n'est pas dupe. Le Quai Bem demeure conscient que sur la question de l'élargissement la France offrira un discours positif aussi longtemps qu'elle ne verra pas d'incompatibilités majeures entre ses propres objectifs et les desseins des pays candidats, mais qu'elle continuera néanmoins, et avant tout, à privilégier la défense de ses intérêts propres<sup>2029</sup>.

---

européenne », *Études du CERI*, numéro 46, Paris, 1998, pages 1-39.

2023 *Le Monde*, 14 septembre 1991.

2024 *Ibid.*

2025 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7110, HON 12.1/1, relations politiques avec la France, échanges de messages, lettre de Jacques Chirac pour Árpád Göncz, 19 juin 1995.

2026 *Magyar Nemzet*, 22 juin 1995.

2027 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7110, HON 12.1/1, relations politiques avec la France, échanges de messages, lettre de Jacques Chirac pour Gyula Horn, 3 novembre 1995.

2028 AN., Archives des services du Premier ministre (Alain Juppé), dossiers de Laurence Dors, dossier 20000312/3, politique extérieure, Hongrie, compte rendu de l'entretien entre Jacques Chirac et Gyula Horn, télégramme diplomatique, 22 janvier 1997.

2029 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 002773/2, visite de Gyula Horn en France, « La politique européenne de la France », note du 13 novembre 1995.

Le gouvernement magyar est par ailleurs fort lucide quant au dessein premier de Paris dans cette affaire. Il s'agit pour elle de conserver un rôle majeur en Europe et son statut de puissance moyenne sur la scène internationale<sup>2030</sup>. Pour cela elle se doit bien évidemment d'être en première ligne sur les questions européennes – dont l'élargissement – et de ne plus subir les événements. En décembre 1995, Jacques Chirac explique à Gyula Horn souhaiter une Europe « plus sociale »<sup>2031</sup> et davantage tournée vers les peuples. Sur la question de l'élargissement, il tient de nouveau un discours positif et promet l'ouverture des négociations dès après la Conférence intergouvernementale (CIG) prévue pour 1996 et dont l'objectif demeure la réforme des institutions communautaires.

Après le Conseil européen de Madrid<sup>2032</sup>, une étape supplémentaire en vue de l'élargissement est franchie. Un calendrier prévoit que les négociations d'adhésion avec les PECO – mais aussi avec Malte et Chypre – pourront commencer six mois après la fin de la CIG tandis que la Commission se voit confier la tâche de préparer activement des « avis » sur les candidatures déposées. Au cours de l'année 1996, la France continue de décrire l'adhésion des pays associés comme « un objectif prioritaire et une nécessité »<sup>2033</sup>. Dans cette optique, elle préconise une « approche globale »<sup>2034</sup>, c'est-à-dire le lancement du processus de négociations de manière simultanée pour tous les pays candidats, mais défend également l'idée de négociations « au mérite » évoluant en fonction des progrès de chacun ainsi que des « trains d'adhésion »<sup>2035</sup>. La France souhaite par ailleurs une reprise de l'intégralité de l'acquis communautaire et des trois piliers<sup>2036</sup> afin de préserver la spécificité de l'UE qui ne doit pas se « diluer »<sup>2037</sup> dans une vaste zone de libre-échange. À la fin de l'année 1996, vue de Paris l'une des questions centrales de l'élargissement demeure néanmoins « l'impact budgétaire »<sup>2038</sup> et en

---

2030 *Ibid.*

2031 *Ibid.*

2032 En décembre 1995.

2033 AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), visite du président de la République en Hongrie, perspectives sur l'élargissement de l'Union européenne, note de fond pour le président, 10 janvier 1997

2034 *Ibid.*

2035 *Ibid.*

2036 Les « trois piliers » sont les éléments qui constituent, à partir de la signature du traité de Maastricht en 1992, l'architecture institutionnelle de l'Union européenne. Le premier pilier est constitué par la Communauté européenne héritière de la CECA, de la CEE et de l'Euratom et se base sur le traité de Rome révisé par l'Acte unique. Il s'agit d'un pilier supranational comprenant, entre autres, la politique agricole commune, l'union douanière et la monnaie unique. Le second pilier est constitué par la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) tandis que le troisième pilier concerne la coopération policière et judiciaire au niveau pénal.

2037 AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), visite du président de la République en Hongrie, perspectives sur l'élargissement de l'Union européenne, note de fond pour le président, 10 janvier 1997.

2038 *Ibid.*

particulier la question des fonds structurels. L'UE doit en effet concilier l'adhésion et la maîtrise des financements. Dans le cas d'un élargissement à douze pays, et compte tenu du fait que tous les nouveaux membres seront bénéficiaires nets des fonds de cohésion<sup>2039</sup>, l'application inchangée des règles de financement provoquerait l'explosion du budget communautaire<sup>2040</sup>, une hypothèse jugée « inacceptable »<sup>2041</sup> dans la capitale<sup>2042</sup>. En revanche, la question de la PAC ne semble déjà plus inquiéter Paris<sup>2043</sup>. Au début de l'année 1996, une note pour le président Chirac explique en effet qu'il n'y a « pas d'incompatibilité majeure entre la PAC et l'élargissement »<sup>2044</sup> et que, le cas échéant, il ne faut en aucun cas soutenir une réforme préalable du système avant de nouvelles adhésions : « une telle option risquerait de ne pas se terminer à notre avantage »<sup>2045</sup>. Encore une fois, sur ce point précis, la « question hongroise » n'existe pas en soi. En février 1996, la visite à Budapest du ministre français de l'Agriculture, Philippe Vasseur, a semble-t-il permis de régler tous les détails techniques, politiques et juridiques bilatéraux en lien avec cette question<sup>2046</sup>.

## 2- La Hongrie dans l'Union européenne « dès l'an 2000 ».

Le déplacement de Jacques Chirac en terres magyares, les 16 et 17 janvier 1997, répond à une double logique. Il s'agit d'une part d'améliorer les relations économiques entre les deux États<sup>2047</sup> et d'autre part de redorer l'image de la France – et potentiellement celle du président – dans le pays. Alors que les années Mitterrand avaient soufflé le chaud et le froid sur les rapports bilatéraux, et que le président Chirac pouvait encore lui-même souffrir de l'image d'un « Européen de raison plus que de cœur »<sup>2048</sup>, le chef de l'État est avant tout en campagne dans la capitale hongroise, il y mène un exercice de représentation et de

2039Calculés au prorata du nombre d'habitants.

2040Près du doublement selon la majorité des estimations en 1996.

2041AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), visite du président de la République en Hongrie, perspectives sur l'élargissement de l'Union européenne, note de fond pour le président.

2042D'autant plus que le volume des sommes impliquées pourrait aller jusqu'à représenter près de 15% du PIB de certains pays, un chiffre bien au-delà des capacités d'absorption de leurs économies et qui créerait immanquablement des déséquilibres macro-économiques insupportables.

2043En réalité la France a été rassuré sur l'avenir de la PAC à la fin de l'année 1995. Le livre blanc de la Commission européenne a en effet relativisé l'impact budgétaire de l'élargissement avec un coût estimé de 12 milliards d'écus (soit environ 25% du budget agricole de l'UE) pour une adhésion en 2000. Par ailleurs l'idée d'une refonte générale de la PAC – voulue par les Anglais – a été écartée et la Commission a prévu une période de transition avant la reprise intégrale de la PAC par les nouveaux entrants.

2044AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), « La PAC et l'élargissement de l'UE », note pour le président, 26 février 1996.

2045Ibid.

2046KÜM, France, 1997, document 417-6, visite de Jacques Chirac en Hongrie, thèmes de discussion entre Jacques Chirac et Árpád Göncz, 20 décembre 1996.

2047Voir la troisième partie et notamment : VI : La Hongrie et la diplomatie économique de Jacques Chirac.

2048GRIBINSKI, Jean-François, *Op.cit.*

communication politique.

Pour la Hongrie, la réception du président français est l'occasion de démontrer qu'elle est prête à adhérer à une Union transformée et renforcée<sup>2049</sup>, et qu'elle mérite de faire partie de la « première vague » d'adhésion. Pour cela les dirigeants hongrois s'appliquent à offrir une image positive des transformations de leurs pays et des « durs efforts accomplis »<sup>2050</sup> au cours des années précédentes.

Le contact passe bien entre le président français et ses interlocuteurs hongrois<sup>2051</sup> qui apprécient particulièrement son côté chaleureux et son style direct et personnel, mélange de simplicité et de non-formalisme. Mais ce sont surtout les mots – élogieux – et le discours – volontaire – du président français devant le Parlement hongrois<sup>2052</sup> qui touchent les dirigeants magyars :

« Je voudrais vous faire part de l'admiration de la France pour l'immense effort engagé ici il y a sept ans et pour le caractère exemplaire des réalisations accomplies. Tout ce qui a été entrepris et mené à bien en quelques années doit beaucoup au courage, à la détermination, à la lucidité des dirigeants hongrois [...] Votre pays a instauré une démocratie. Il a édifié un état de droit [...] Vous avez aussi engagé la réforme et la modernisation de votre administration et de vos collectivités locales [...] L'édification de votre démocratie s'est accompagnée de la mise en place d'une économie de marché [...] Que de chemin parcouru en seulement sept ans [...] le bilan [est] impressionnant »<sup>2053</sup>.

Sur la question de l'élargissement le président se montre très optimiste – certains diront trop optimisme – et exprime, avec beaucoup de verve, le soutien français en faveur de la Hongrie :

« Je le dis ici comme je l'ai dit à Varsovie<sup>2054</sup> : je souhaite que votre pays adhère à l'Union européenne dès l'an 2000. La France fera tout pour que cette date soit respectée. Certains disent : "c'est trop court, nous n'y arriverons pas ". C'est oublier toutes ces années durant lesquelles vous n'avez, nous n'avons que trop attendu. C'est oublier aussi qu'un calendrier est avant tout affaire de volonté politique. Le processus d'élargissement s'ouvrira six mois après

---

2049En janvier 1997, les membres de l'UE sont en pleine préparation du futur traité d'Amsterdam.

2050KÜM, France, 1997, dossier 417-7, thèmes d'entretien entre Gyula Horn et Jacques Chirac, 7 janvier 1997.

2051Entretien de l'auteur avec Thomas Schreiber, 9 décembre 2011.

2052L'intégralité du discours figure en annexe 15 de ce travail.

2053AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), discours de Jacques Chirac devant le parlement hongrois, Budapest, 16 janvier 1997.

2054Discours de Jacques Chirac sur les relations franco-polonaises, sur l'élargissement de l'Union européenne à la Pologne et sur l'Europe économique et sociale, Varsovie, 12 septembre 1996. <http://discours.vie-publique.fr/notices/967012600.html> (site consulté le 17 novembre 2016).

la conclusion de la Conférence intergouvernementale, c'est-à-dire, nous l'espérons, et je le répète, nous le voulons, dès la fin de cette année. Nous examinerons alors les avis de la Commission européenne. La Hongrie sera dans le groupe des pays avec lesquels les premières négociations s'engageront, elle qui avait anticipé, avant même 1989, le mouvement des réformes. Si chacun fait les efforts nécessaires, et à condition de prévoir les étapes et les transitions, ces négociations aboutiront très vite, nous en avons l'expérience »<sup>2055</sup>.

Si la diplomatie hongroise s'attendait, ou du moins espérait un tel soutien<sup>2056</sup>, la ferveur du discours et la force des mots font sensation dans la presse hongroise le lendemain matin. Le président français y est décrit de manière très élogieuse dans l'un des principaux quotidiens du pays<sup>2057</sup> tandis que la plupart des journaux reprennent de larges pans de l'allocution de la veille<sup>2058</sup> en insistant tous sur la mention de « l'an 2000 ». Sur le fond, il est difficile de savoir si le président français a réellement cru dans la réalisation de cette date<sup>2059</sup>. En septembre 1996, à la suite d'un discours similaire prononcé dans la capitale polonaise la Commission européenne s'était empressée de remettre en cause une telle éventualité<sup>2060</sup>. Après ces nouvelles déclarations, elle ressent à nouveau le besoin de faire une mise au point pour dissiper les espoirs nés de ces paroles<sup>2061</sup>. En réalité, il faut préciser que le président Chirac avait pris quelques précautions oratoires lors de son discours : « Pour vous accueillir dignement, cette Union doit être approfondie, ambitieuse et modernisée dans ses structures » et laisser entendre, en pointillés, que l'élargissement dépendrait en partie du succès de « la réforme des institutions européennes [et du] nouveau traité du Conseil européen d'Amsterdam »<sup>2062</sup>. Sur le fond, beaucoup d'observateurs ont jugé à l'époque le projet « irréaliste » et dénoncé la « surenchère politique »<sup>2063</sup> du chef de l'État français tandis que d'autres ont au contraire loué la « grande habileté tactique »<sup>2064</sup> du président dans cette affaire

---

2055AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), discours de Jacques Chirac devant le parlement hongrois, Budapest, 16 janvier 1997.

2056KÜM, France, 1997, document 417-6, visite de Jacques Chirac en Hongrie, thèmes de discussion entre Jacques Chirac et Árpád Göncz, 20 décembre 1996.

2057*Magyar Nemzet*, 17 janvier 1997.

2058*Népszabadság* et *Magyar Hírlap*, 17 janvier 1997.

2059En effet, il avait fallu sept ans à l'Espagne et au Portugal pour adhérer. Néanmoins, il est vrai que l'Autriche, la Finlande et la Suède n'avaient eu besoin que de 13 mois dans des circonstances différentes en 1994-1995.

2060À ce propos voir notamment l'article du journal *Libération* le 18 septembre 1996 : « La Pologne attendra ».

2061Quelques jours après le passage du président français en Hongrie, la Commission publie une note d'information dans laquelle est précisée que, compte tenu de la possible durée des négociations, la date « la plus réaliste pour les premières adhésions ne sera probablement pas antérieure à 2002 ». Le texte déclenche un tollé en Europe centre-orientale et provoque la rétraction de la présidence de la Commission qui déclare alors qu'il est « impossible de prévoir une date ». *Le Monde*, 24 janvier 1997.

2062AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), discours de Jacques Chirac devant le parlement hongrois, Budapest, 16 janvier 1997.

2063GRIBINSKI, Jean-François, *Op.cit.*

2064BONIFACE, Pascal, « Avantages et limites du volontarisme en politique étrangère », dans « La politique

jugeant qu'il importait peu que matériellement cela eût été difficile tant que Paris pouvait retirer les bénéfices politiques et économiques de ce discours. En affichant l'objectif de l'an 2000, le président français a probablement souhaité lever définitivement les soupçons qui pesaient depuis très longtemps sur les intentions françaises au sujet de l'élargissement à l'Est. Plusieurs auteurs estiment également que le président Chirac n'a pas voulu laisser au seul chancelier allemand<sup>2065</sup> – dont il n'était pas particulièrement proche à l'époque<sup>2066</sup> – le bénéfice d'un soutien politique aux PECO et « ne pas abandonner le rôle moteur de l'UE à la seule Allemagne »<sup>2067</sup>. Certainement, dans ce schéma de pensée, la dimension économique a également pu jouer un rôle. Nous avons rappelé, dans la partie précédente, que la multiplication des échecs français dans le domaine des grands contrats en Hongrie au début des années 1990 n'était probablement pas complètement étrangère à la réserve de Paris à l'égard de la question européenne. Anne Dulphy et Christine Manigand estiment pour leur part que le président a certainement pris conscience de « l'inéluctabilité de l'élargissement »<sup>2068</sup> et choisit, plutôt que de le subir et de « s'isoler dans une posture défensive sans issue »<sup>2069</sup>, de le mener<sup>2070</sup>. Autre argument qui peut être mis en avant et qui a pu influencer, à la marge, sur le comportement du chef de l'État, le fait qu'à Matignon et rue de Notre-Dame deux hommes très proches de Jacques Chirac, le Premier ministre Alain Juppé et le ministre des Affaires européennes, Michel Barnier<sup>2071</sup>, aient été très favorables sur le plan personnel à l'élargissement<sup>2072</sup>. Le président Chirac, qui travaille davantage en concertation avec ses ministres et ses conseillers que son prédécesseur<sup>2073</sup>, a certainement considéré avec beaucoup de bienveillance l'opinion de ses deux hommes. Enfin, dernier élément, plus pragmatique, que

---

étrangère du président Chirac », *Relations Internationales et Stratégiques*, numéro 25, printemps 1997, pages 19-26.

2065 Qui avait, lui aussi, évoqué, à Varsovie, en juillet 1995, dans ce qui semble avoir été une improvisation, la date de l'an 2000. *The Economist*, 15 juillet 1995.

2066 MIARD-DELACROIX, Hélène, « Divergence et convergences franco-allemandes », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 59-73.

2067 DULPHY, Anne, MANIGAND, Christine, « Jacques Chirac face au défi de l'élargissement de l'Union européenne », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 41-59.

2068 *Ibid.*

2069 *Ibid.*

2070 L'argument semble néanmoins difficile à concilier avec les déclarations proélargissement du président qui existent, nous l'avons vu dès 1991, et peut-être dès 1989.

2071 Michel Barnier, qui s'était rendu à plusieurs reprises dans les PECO en 1995 et 1996 avait notamment été frappé par l'importante présence politico-économique allemande et avait jugé qu'il était grand temps que la France y « reprenne pied ». Cité par DELOCHE, Florence, *Op.cit.*

2072 À la veille de son départ du Quai d'Orsay pour Matignon, Alain Juppé, avait ainsi rappelé que « l'extension à l'Est est conforme aux valeurs et aux intérêts de la France ». JUPPÉ, Alain, « Quel horizon pour la politique étrangère de la France ? », *Politique étrangère*, numéro 1, printemps 1995, page 246.

2073 COHEN, Samy, « Le système décisionnel de Jacques Chirac : de l'anti-mitterrandisme à l'illusion du gaullisme retrouvé ? », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 25-40.

l'on retrouve de manière plus évidente dans les archives, et que nous avons abordé avec l'exemple de la PAC, le fait que Paris ait été, dans une large mesure, rassurée sur les implications pratiques de l'élargissement aux PECO. En effet, au cours de l'année 1995, une réflexion menée sous l'égide du Secrétariat général du Comité interministériel (SGCI) pour les questions de coopération économique européenne a abouti, à l'automne, à des conclusions plutôt rassurantes quant aux conséquences de l'ouverture de l'UE aux PECO, soulignant qu'aucun des problèmes soulevés par l'élargissement n'apparaissent insurmontable à condition de s'y préparer correctement en adaptant certaines règles communautaires<sup>2074</sup>.

## **B- ... à la temporisation (1997-2003).**

### 1- La cohabitation et le préalable de la réforme institutionnelle.

Au printemps 1997, le président Chirac voit la côte de sa majorité s'éroder dans l'opinion publique. S'appuyant sur l'exemple de la lourde défaite de la gauche aux élections législatives de mars 1993, le chef de l'État décide, avec l'objectif d'éviter une nouvelle cohabitation, d'anticiper les élections législatives prévues pour juin 1998 et d'utiliser l'article 12 de la Constitution pour dissoudre l'Assemblée nationale. La stratégie se révèle être un échec. La gauche plurielle<sup>2075</sup> remporte le scrutin et le président se doit de composer avec un gouvernement d'opposition et un nouveau Premier ministre, Lionel Jospin, qui ne « [l]'apprécie guère »<sup>2076</sup>. Les relations entre le nouveau chef du gouvernement et le président sont assez mal aisées, « pour ne pas dire difficiles »<sup>2077</sup> et peuvent même franchement tourner à la « discorde »<sup>2078</sup>. Sur l'Europe, le président Chirac estime que « le nouveau Premier ministre [est] plutôt réservé »<sup>2079</sup>, ce qui n'augure rien de bon pour les PECO<sup>2080</sup>. À Budapest on accueille le retour au pouvoir des socialistes avec une certaine circonspection<sup>2081</sup> sans pour autant s'attendre à un changement significatif d'orientation sur la question de

---

2074DELOCHE, Florence, *Op.cit.*

2075Composée par le parti socialiste, le parti communiste, le parti radical de gauche, le Mouvement des citoyens, et le parti écologiste (Les Verts).

2076CHIRAC, Jacques, *Le temps présidentiel*, Paris, NIL, 2011, page 213.

2077Ibid., page 212.

2078Ibid., page 215.

2079Ibid., page 208.

2080Sur le plan pratique, la gestion des affaires européennes revient essentiellement au nouveau ministre des Affaires étrangères, et ancien conseiller du président Mitterrand, Hubert Védrine, un homme avec qui le président Chirac s'entend bien et dont il apprécie « la grande finesse d'analyse [et la] profonde maîtrise des rouages diplomatiques ». Surtout, le nouveau chef de la diplomatie française est habitué au cadre de la cohabitation, pour l'avoir vécu, de l'autre côté du miroir, auprès de François Mitterrand entre 1993 et 1995.

2081Entretien de l'auteur avec Thomas Schreiber, 9 décembre 2011.

l'élargissement<sup>2082</sup>. Pourtant, à partir de l'été 1997, il semble que le discours européen devienne plus « réaliste » côté français<sup>2083</sup>. Au début du mois de juillet, le nouveau ministre des Affaires européennes, Pierre Moscovici, adresse une longue lettre au ministre hongrois des Affaires étrangères, László Kovács, dans laquelle la position du gouvernement français apparaît plus réservée que quelques mois auparavant. S'il rappelle « la détermination de la France à aider la Hongrie à préparer l'adhésion »<sup>2084</sup>, il se refuse toutefois d'une part à évoquer une quelconque date d'adhésion – ce qui peut-être vu comme un retour en arrière côté magyar – et choisit essentiellement, d'autre part, de mettre l'accent sur la nécessité « d'aboutir à une solution satisfaisante sur le plan institutionnel d'ici l'entrée en vigueur du prochain élargissement » laissant clairement entendre qu'il n'y aura pas d'adhésion tant que cette question n'aura pas été réglée. En réalité, la CIG de 1996 n'a pas répondu aux espoirs français en matière de réforme institutionnelle et Paris semble désormais moins flexible vis-à-vis de l'élargissement<sup>2085</sup>. Quelques semaines après l'envoi de cette lettre, Lionel Jospin s'adresse aux ambassadeurs français réunis à Paris. Le contenu du discours, reproduit en intégralité par l'ambassade de Hongrie en France pour le Quai Bem, n'est pas de nature à rassurer la diplomatie hongroise. Sur l'Europe, le nouveau Premier ministre ne place l'élargissement qu'au troisième rang de ses priorités derrière « la réalisation de l'Union économique et monétaire »<sup>2086</sup> et « la promotion d'une Europe plus créatrice d'emplois »<sup>2087</sup>. Par ailleurs, lorsqu'il en vient à évoquer le « défi de l'élargissement »<sup>2088</sup>, le ton et le champ lexical du discours ressemblent davantage aux paroles de François Mitterrand entre 1989 et 1994 qu'aux discours volontaristes du président Chirac en 1996 et 1997. Lionel Jospin souligne ainsi que l'élargissement « ne doit pas détruire les équilibres internes de l'Union, en un mot il ne doit pas l'affaiblir »<sup>2089</sup> précisant, dans des termes que n'auraient pas reniés le président Mitterrand, qu'il « ne serait d'ailleurs pas de l'intérêt des pays candidats de rejoindre une Europe qui ne serait plus capable de leur apporter le soutien et la protection attendue et qui serait devenue impuissante et ingouvernable »<sup>2090</sup>. En conséquence, la France exige une réforme

---

2082 Indépendamment des hommes en place, la politique étrangère est toujours porteuse d'une certaine continuité.

2083 Un phénomène qui tient davantage aux circonstances qu'aux orientations politiques du nouveau gouvernement.

2084 KÜM, France, 1997, document 7024, lettre de Pierre Moscovici pour László Kovács, 7 juillet 1997.

2085 HAJNALKA, Vincze, « Franciaország és az EU keleti bővítése, avagy a templom őrzőjének dilemmái » [La France et l'élargissement à l'Est, ou le dilemme des gardiens du temple], disponible en ligne : <http://www.hajnalka-vincze.com/Publications/21/hu>

2086 KÜM, France, 1997, document 8451, conférence des ambassadeurs, document 1, discours de Lionel Jospin, 29 août 1997.

2087 *Ibid.*

2088 *Ibid.*

2089 *Ibid.*

2090 *Ibid.*

institutionnelle en préalable à tout nouvel élargissement : « le gouvernement sera particulièrement attentif à ce que cet élargissement n'ait pas pour conséquences de compromettre ce qui reste l'essentiel, l'affirmation d'une Union véritablement politique »<sup>2091</sup>. Sur le fond, le Président Chirac n'est pas en désaccord avec le Premier ministre. Deux jours plus tôt, il avait, lui aussi, expliqué, sur un ton certes un peu moins négatif, qu'il fallait « achever la construction de l'Europe avant tout élargissement »<sup>2092</sup>.

En réalité les discussions sur l'élargissement sont devenues plus techniques à partir du milieu de l'année 1997. Paris souhaite en effet le renforcement du rôle des parlements nationaux, une pondération des voix au Conseil européen en cas de vote à la majorité qualifiée, une réduction drastique du nombre de commissaires européens, mais aussi la mise en place de « coopérations renforcées », autant de positions qui ne sont pas toutes partagées par ses partenaires européens<sup>2093</sup> et au premier chef par la Hongrie qui souhaite pour sa part le maintien de la répartition d'un commissaire par pays, mais également la conservation du principe de l'unanimité qui lui offrirait un poids plus important au moment des votes.

Le 2 octobre 1997, avant la signature du traité d'Amsterdam issu de la CIG, la France se rallie, aux côtés de l'Italie, à une initiative de la Belgique qui se traduit par l'ajout au traité d'une déclaration des trois États affirmant que le renforcement des institutions est une « condition indispensable de la conclusion des premières négociations d'adhésion »<sup>2094</sup>. À Budapest, où l'on avait entendu, seulement neuf mois plus tôt, un discours dans lequel on lui ouvrait la porte pour l'an 2000, l'initiative passe mal<sup>2095</sup>. L'attitude française ravive les soupçons de naguère et on redoute qu'il ne s'agisse là d'un nouveau prétexte pour retarder l'élargissement<sup>2096</sup>. En visite officielle dans la capitale hongroise, les 16 et 17 novembre 1997, le ministre français délégué aux Affaires européennes, Pierre Moscovici se voit indiquer par ses interlocuteurs qu'il est « impensable »<sup>2097</sup> de repousser l'adhésion pour se concentrer en

---

2091 *Ibid.*

2092 KÜM, France, 1997, document 8451, conférence des ambassadeurs, document 2, discours de Jacques Chirac, 27 août 1997.

2093 SZEMLER, Tamás, « Az Európai Unió keleti kibővítésének forgatókönyvei Franciaország érdekei alapján » [Les scénarios d'élargissement de l'Union européenne à l'Est du point de vue des intérêts français], dans *Európai Tükör; Az EU országcsoportjainak fogadókészsége a közép keleteurópai országok csatlakozása esetére* [Miroir européen, la réceptivité des membres de l'UE vis-à-vis de la possibilité d'élargissement aux pays d'Europe du centre-est], Budapest, ISM, 1997.

2094 « Déclaration de la Belgique, de la France et de l'Italie relative au protocole sur les institutions dans la perspective de l'élargissement de l'Union européenne », annexe 6 de l'Acte final du traité d'Amsterdam.

2095 La diplomatie hongroise ne rejette pas la nécessité d'une réforme, mais elle estime, en substance, que les États membres auront le loisir de la faire pendant la durée des négociations qui pourraient s'avérer fort longues.

2096 PARZYMIES, Stanisław, « La France et l'Europe centrale », *Annuaire français des relations internationales*, volume X, 2009.

2097 KÜM, France, 1997, document 10363, visite de Pierre Moscovici en Hongrie, note préparatoire.

priorité sur les réformes : « l'Union a besoin d'être approfondie, mais il faut éviter à tout prix que cet approfondissement ne vienne obstruer l'élargissement »<sup>2098</sup>. En réalité, Paris est sortie fondamentalement insatisfaite de la CIG d'Amsterdam estimant que l'objectif premier qui lui avait été fixé n'était pas rempli. Une nouvelle fois la question semble par ailleurs transcender les clivages politiques dans l'Hexagone et il est difficile d'affirmer que la droite se montre plus favorable que le nouveau gouvernement socialiste sur cette question. À l'Assemblée nationale, un groupe de parlementaires de droite va même jusqu'à suggérer l'introduction, dans la loi de ratification du traité, d'un article stipulant que les premiers accords d'adhésion ne sauraient être ratifiés sans progrès préalables en matière de réformes institutionnelles<sup>2099</sup>.

À partir de mars 1998, la Hongrie – et les autres pays candidats – s'engagent dans une phase de négociations multilatérales extrêmement technique. Cette période dite de « criblage » passe en revue, avec des représentants de la Commission européenne, les différents aspects de l'acquis communautaire et les difficultés que soulèvent la reprise de cet acquis. En dépit des promesses faites par le président Chirac à son homologue hongrois en 1996, la France ne se montre pas particulièrement généreuse au moment de ces discussions. En juillet 1998, alors que l'Autriche – qui exerce alors la présidence de l'Union – propose<sup>2100</sup> que l'on ouvre les pourparlers d'adhésion en parallèle de la phase de criblage<sup>2101</sup>, Paris estime au contraire qu'il faut attendre les résultats de cette procédure avant d'envisager de véritables négociations. Encore une fois, dans cette affaire, la Hongrie apparaît essentiellement comme la victime collatérale de la politique européenne plus large de la France. Reçu par son homologue français à Paris au cours du mois de septembre 1998, le nouveau ministre hongrois des Affaires étrangères, János Martonyi, se voit en effet indiquer que : « la Hongrie est l'un des deux pays, si ce n'est le pays plus préparé [à adhérer] »<sup>2102</sup> et que « son accueil ne posera aucun problème à l'UE »<sup>2103</sup> mais qu'en l'état des choses la France se refuse à « mener une politique exclusive »<sup>2104</sup> – c'est-à-dire à favoriser un ou plusieurs pays aux dépens d'autres – mais aussi à « accepter des discussions insatisfaisantes »<sup>2105</sup> en matière de réformes et de reprises de l'acquis. Dans ces conditions le gouvernement français choisit de nouveau de ne

---

2098 *Ibid.*

2099 SERRE (de la) Françoise, LEQUESNE, Christian (dir.), *Quelle Union pour quelle Europe ?*, Bruxelles, Complexe, 1998, page 134.

2100 Elle est soutenue dans sa démarche notamment par l'Allemagne et la Grande-Bretagne, mais aussi par l'ensemble des pays nordiques.

2101 Agence Europe, 10 juillet 1998.

2102 KÚM, France, 1998, document 6641-3, compte rendu de la visite de János Martonyi en France, 15 septembre 1998.

2103 *Ibid.*

2104 *Ibid.*

2105 *Ibid.*

pas s'engager sur une éventuelle date d'adhésion ou même sur une date de fin des négociations<sup>2106</sup>. Au moment de cette rencontre, la Hongrie, qui a déjà ouvert 11 chapitres de discussion<sup>2107</sup> et espère en ouvrir 8 supplémentaires avant la fin de l'année 1998, souhaite pourtant adhérer « au plus tard » le 1er janvier 2002<sup>2108</sup>. János Martonyi est d'ailleurs venu à Paris avec une liste concrète de réponses aux éventuels problèmes que pourrait poser son pays en vue de l'adhésion. Le chef de la diplomatie magyare explique ainsi à ses interlocuteurs que l'adhésion hongroise ne provoquera pas une migration de masse des travailleurs hongrois vers l'Ouest, que la Hongrie est de loin le pays le plus avancé parmi les candidats en matière de protection environnementale, et enfin que son gouvernement pratique des taux de prélèvements sociaux à 30% qui écartent les risques de voir les entreprises occidentales venir pratiquer un dumping social sur son territoire<sup>2109</sup>. Lors d'une nouvelle rencontre entre Hubert Védrine et János Martonyi, quatre mois plus tard<sup>2110</sup> à Budapest, la Hongrie, qui estime avoir bien avancé dans le processus de criblage, entrevoit la fin des négociations pour juillet 1999 et croit désormais possible une adhésion fin 2000<sup>2111</sup>. Surtout elle prend le soin d'insister sur le fait que les discussions doivent se faire « pays par pays et non chapitre par chapitre [...] Les problèmes qui apparaissent pour un pays – Chypre par exemple – ne doivent pas faire obstacle aux discussions et aux progrès des autres pays »<sup>2112</sup>.

## 2- Les années 2000 : l'impatience hongroise et les relations avec Paris.

En décembre 1999, le conseil européen d'Helsinki décide de l'ouverture des négociations d'adhésion à l'ensemble des pays candidats<sup>2113</sup>. Il reprend ainsi à son compte l'accent mis par la Commission sur la dimension stratégique de l'élargissement et considère désormais celui-ci comme l'instrument de stabilisation le plus crédible pour le continent. Paris se rallie à cet « élargissement de l'élargissement » au bénéfice de pays qu'elle soutient traditionnellement<sup>2114</sup>, mais redoute néanmoins un engrenage qui conduirait à une

---

2106 Hubert Védrine précise à cet égard qu'il ne « s'agit pas d'une tactique » pour retarder l'élargissement, mais d'un « processus nécessaire ». KÜM, France, 1998, document 6641-3, compte rendu de la visite de János Martonyi en France, 15 septembre 1998.

2107 Sur 31 au total.

2108 KÜM, France, 1997, document 6641, visite de János Martonyi en France, notes préparatoires, 14 août 1998.

2109 *Ibid.*

2110 Le 16 janvier 1999.

2111 KÜM, France, 1998, document 9201-4, thèmes de discussion pour l'entretien entre János Martonyi et Hubert Védrine, 15 décembre 1998.

2112 *Ibid.*

2113 Soit douze au total. En sus de la « première vague » composée de la Hongrie, de la Pologne, de la République tchèque, de l'Estonie de la Slovaquie et de Chypre, les négociations concernent désormais également Malte, la Roumanie, la Bulgarie, la Lettonie et la Lituanie.

2114 Comme la Roumanie et la Bulgarie.

interprétation trop indulgente du degré de préparation des candidats et à l'abandon de tout traitement différencié<sup>2115</sup>. Ainsi, lorsqu'au début de l'année 2000, le Premier ministre travailliste britannique, Tony Blair, évoque un élargissement « au plus tard » en 2004, Paris s'empresse de le reprendre et de juger la formule « inopportune »<sup>2116</sup>. À Budapest, quelques semaines plus tôt, Pierre Moscovici avait expliqué à ses interlocuteurs que la fixation d'une date butoir serait en effet contre-productive puisqu'elle tendrait à « exonérer les pays candidats de tous efforts »<sup>2117</sup>. En réalité, face à l'accélération de l'élargissement, le *leitmotiv* de la politique française, demeure donc l'exigence d'une réforme des institutions<sup>2118</sup> : « Sans succès de la CIG, il serait vain de songer aux étapes suivantes. Les autorités françaises sont conscientes de la responsabilité qui leur incombe à ce titre, et elles abordent cette présidence<sup>2119</sup> avec l'ambition de faire progresser ou aboutir tous les dossiers qui engagent l'avenir » explique ainsi Pierre Moscovici à la veille de la présidence française de l'Union<sup>2120</sup>. La Hongrie, qui espérait une accélération des négociations<sup>2121</sup> sous présidence française, commence à montrer de clairs signes d'impatience. Le Premier ministre, Viktor Orbán, n'hésite pas à fustiger publiquement la lenteur des 15 et à estimer que « certains n'ont pas d'idées arrêtées »<sup>2122</sup> sur le nombre et la date de l'élargissement. La France n'est cependant pas nécessairement la première visée par ces propos. Christian Lequesne estime qu'à partir du moment où les négociations sont entamées, Paris n'est pas le partenaire le plus difficile à convaincre<sup>2123</sup>. Son jugement est confirmé par le ministre des Affaires étrangères, János Martonyi lors d'une rencontre avec l'ambassadeur français, Dominique de Combes de Nayves, en janvier 2002 : « [Le ministre] identifie les positions allemandes comme les principales sources des difficultés que rencontre son pays dans la négociation des conditions financières de son accession à l'UE »<sup>2124</sup>. Globalement les anciens ambassadeurs hongrois en France interrogés sur la question considèrent tous rétrospectivement que la France n'a pas eu

---

2115SERRE (de la), Françoise, *Op.cit.*

2116MIARD-DELACROIX, Hélène, *Op.cit.*

2117IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 3 juin 2000.

2118MAJZA, Béatrice, « La France et l'élargissement de l'Union européenne à l'Europe balkanique, médiane et du Sud-Est », *Annuaire français des relations internationales*, volume 3, 2002, pages 447-460.

2119La France préside l'UE du 1er juillet au 31 décembre 2000.

2120IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 3 juin 2000.

2121AN. Archives des services du Premier ministre (Lionel Jospin), dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, dossier 20040364/6, préparation du voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000), note de cadrage, 2 mai 2000.

2122IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 10 avril 2000.

2123LEQUESNE, Christian, *La France dans la nouvelle Europe : assumer le changement d'échelle*, Paris, Les Presses de Sciences Po. , 2008.

2124IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 153, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2002), télégramme diplomatique, 18 janvier 2002.

de réticences particulières en direction de la Hongrie sur la question de l'élargissement. Au niveau de l'opinion publique ce sont surtout des « peurs », souvent irrationnelles<sup>2125</sup> et nourries par une bonne dose de démagogie qui ont pu exister face à l'arrivée « d'inconnus » dans l'Union européenne, mais ces craintes n'ont pas été spécifiquement dirigées contre la Hongrie. Au niveau politique ce n'est pas tant l'adhésion de leur pays ou même des PECO de manière plus large qui a posé problème, mais le « changement d'échelle »<sup>2126</sup>. L'élargissement présente essentiellement une difficulté de dimensions et de structures. Il représente une hausse de 23% de la superficie de l'Union, de 20% de sa population, mais seulement un pourcentage minime de son PIB<sup>2127</sup>. Intégré huit anciens pays du bloc soviétique est un défi majeur qui se traduit nécessairement par un accroissement des disparités au sein de l'Union. Mais même dans cette optique la Hongrie est très périphérique dans la pensée française. Des pays comme la Pologne (de par sa taille) ou la Roumanie (faiblement développée) soulèvent davantage d'interrogations que le cas hongrois. Néanmoins, puisque la Hongrie est traitée, nous l'avons indiqué, à l'intérieur d'un ensemble plus large, les problèmes de cet ensemble deviennent, d'une certaine manière, ses propres problèmes et le sujet a pu créer quelques tensions entre la France et la Hongrie au cours des années 2000.

En visite officielle en Hongrie en mai 2000<sup>2128</sup>, le Premier ministre français Lionel Jospin se voit ainsi indiquer par les dirigeants magyars que « les meilleurs ne peuvent pas attendre les retardataires »<sup>2129</sup> dans le cadre des négociations. Inquiet du relâchement du rythme des discussions<sup>2130</sup> le gouvernement hongrois indique espérer une accélération du processus sous la présidence française de l'UE et voir se lever « l'hypothèque polonaise »<sup>2131</sup>. Les dirigeants magyars se font également un plaisir de rappeler au locataire de Matignon les propos du président Chirac en 1997<sup>2132</sup> alors même qu'un mélange de désillusion et de résignation semble gagner la population sur la question de l'élargissement<sup>2133</sup>. Mais, malgré l'insistance de

2125 Le fameux « plombier polonais ».

2126 LEQUESNE, Christian, *Op.cit.*

2127 KRIFA-SCHNEIDER, Hadjila, *L'élargissement de l'Union européenne : quels enjeux et défis majeurs ?*, Paris, L'Harmattan, 2007.

2128 Après s'être déplacé, en novembre 1998, à Prague, et, en juillet 1999, à Varsovie.

2129 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 5 mai 2000.

2130 Budapest avait déjà réservé un accueil mi-figue mi-raisin aux décisions d'Helsinki, notamment sur la date de fin 2002 et sur la possibilité de « rattrapage » offerte aux « Six d'Helsinki ».

2131 La Pologne est en effet très en retard dans la reprise de l'acquis, mais l'Allemagne ne conçoit pas une première vague d'adhésion dans laquelle le pays ne figurerait pas, une position qui, si elle est maintenue, équivaudrait à faire attendre les candidats les mieux préparés.

2132 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 147, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 5 mai 2000.

2133 À ce sujet voir NEUMAYER, Laure, *L'enjeu européen dans les transformations postcommunistes (Hongrie, Pologne, République tchèque, 1989-2004)*, Éditions Belin, Paris, 2006 et également : MINK, Georges, NEUMAYER, Laure, « Contagion anti-européenne en Europe centrale », *Politique étrangère*, numéro 3, 2002, pages 665-681.

ses interlocuteurs, Lionel Jospin, se refuse évidemment à s'engager sur une date<sup>2134</sup> et insiste au contraire sur « les retards à combler »<sup>2135</sup> pour la Hongrie notamment en matière environnementale<sup>2136</sup>, audiovisuelle et agricole<sup>2137</sup>. Pis, sur les chapitres qui ont déjà été négociés<sup>2138</sup> – et donc théoriquement « clos » – la France estime que « ce n'est qu'une commodité de langage : rien n'est agréé tant que tout n'est pas agréé »<sup>2139</sup>.

Le lendemain de sa rencontre avec Viktor Orbán<sup>2140</sup>, Lionel Jospin délivre un long discours à l'Université des Sciences économiques de Budapest qui n'est pas réellement de nature à rassurer les dirigeants magyars. En commençant par défendre la position de la France : « Je sais que certains ont voulu donner de mon pays une image d'un pays réticent à l'élargissement, soucieux de se retrancher dans le confort d'une Europe à 15. C'est faux »<sup>2141</sup>, il insiste ensuite, assez longuement, sur la difficulté que revêt l'élargissement : « [il s'agit] d'une entreprise exigeante d'abord pour les pays candidats. La reprise de l'acquis communautaire n'est pas une tâche facile [il faudra] des efforts considérables [et surmonter] des contraintes rigoureuses »<sup>2142</sup> avant de mettre en garde contre les dangers d'une « intégration trop rapide » qui « pourrait représenter une menace pour [votre] équilibre économique, social, voire politique »<sup>2143</sup>. Soulignant que s'il « n'est pas question de retarder [l'élargissement]. Il ne saurait être question non plus de brûler les étapes » et de rappeler qu'il ne faut en aucun cas « entraîner la dilution de l'idée européenne dans une simple zone de libre-échange »<sup>2144</sup> et qu'il faut en priorité « mener à bien la réforme institutionnelle ». Dans l'ensemble le discours ne semble pas très enthousiaste vis-à-vis de l'élargissement et le ton apparaît, par endroit, assez paternaliste. C'est le cas lorsque le Premier ministre évoque le soutien implicite de la Hongrie à l'Autriche de Jörg Haider<sup>2145</sup> : « L'Europe c'est aussi une communauté de valeurs [...] la

---

2134« La fixation d'une date d'entrée n'est pas pertinente » indique-t-il à son homologue, Viktor Orbán.

2135AN. Archives des services du Premier ministre (Lionel Jospin), dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, dossier 20040364/6, préparation du voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000), compte rendu de l'entretien entre Lionel Jospin et Viktor Orbán, 3 mai 2000.

2136La Hongrie demande une période transitoire de quatorze ans sur plusieurs questions ayant trait à l'environnement.

2137La Hongrie souhaite bénéficier des aides agricoles directes dès son adhésion tout en obtenant des périodes transitoires de cinq à dix ans pour son marché.

2138Au moment de la visite de Lionel Jospin, la Hongrie a terminé de négocier 10 des 31 chapitres de négociation.

2139AN. Archives des services du Premier ministre (Lionel Jospin), dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, dossier 20040364/6, préparation du voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000), note préparatoire sur l'UE, 18 avril 2000.

2140Avec qui le contact fut assez froid. *Le Monde*, 6 mai 2000

2141*Ibid.*

2142*Ibid.*

2143*Ibid.*

2144*Ibid.*

2145En février 2000, le parti d'extrême droite conduit par Jörg Haider, le *Freiheitliche Partei Österreichs* (FPÖ), est entré au gouvernement autrichien dans une coalition dirigée par le chancelier conservateur Wolfgang Schüssel. L'événement suscite de vives réactions au sein de l'UE. À l'instigation du chancelier Schröder et du président Chirac, les 14 pays qui composent l'UE aux côtés de l'Autriche se mettent d'accord

perspective d'une Europe qui sera plus hétérogène, d'une Europe plurielle que nous voulons, doit inciter encore plus encore à préserver l'unité de l'ambition commune. Au-delà des dimensions sociales, économiques et commerciales de l'Union, il est essentiel que les pays candidats adhèrent pleinement au projet européen lui-même, c'est-à-dire dire aux valeurs de démocratie et de liberté. C'est pourquoi la situation créée par l'arrivée au pouvoir dans l'un des États membres, l'Autriche, d'une coalition comprenant un parti d'extrême droite xénophobe a posé un problème majeur à l'Europe. Nous ne pouvons accepter que soient menacées les valeurs qui fondent le projet européen [...] Je suis convaincu que nos amis d'Europe centrale et orientale qui ont durement payé le prix de la démocratie et des droits de l'Homme comprennent cette exigence »<sup>2146</sup>.

Une certaine frustration transparait au cours des mois suivants dans la presse hongroise vis-à-vis de la lenteur du processus d'élargissement. Au sortir du Conseil européen de Santa Maria da Feira<sup>2147</sup>, les journaux nationaux ne cachent pas leur déception : « La Hongrie n'a pas eu beaucoup d'encouragements » déplore le journal *Magyar Nemzet*<sup>2148</sup>, « Paroles creuses pour les pays candidats »<sup>2149</sup> titre le quotidien *Népszabadság* qui relève également les déclarations du président Chirac : « Il ne sera pas facile de mener de front dans les mois à venir, avec succès, la CIG et la nouvelle phase de négociations d'adhésion »<sup>2150</sup>. L'impatience se perçoit également au sein des milieux diplomatiques. Les Hongrois ont le sentiment que plusieurs chapitres des négociations – par exemple ceux sur l'énergie et les relations extérieures – restent « artificiellement ouverts »<sup>2151</sup> et le Premier ministre magyar n'hésite pas à souligner publiquement qu'il « existe aussi une vie en dehors de l'Union »<sup>2152</sup>.

Du point de vue institutionnel, le conseil européen de Nice (7-9 décembre 2000) aboutit finalement à un accord qui satisfait, dans les grandes lignes, à la fois le président et le Premier

---

pour instaurer des sanctions diplomatiques contre la République alpine (arrêts des contacts bilatéraux pendant une période d'observation), une attitude à laquelle Varsovie et Prague s'associent, mais à laquelle Budapest ne souscrit pas. Viktor Orbán reçoit en effet la ministre des Affaires étrangères autrichienne Benita Ferrero-Waldner le 25 février 2000, puis le chancelier Schüssel les 26 et 27 avril 2000, une semaine avant la visite de Lionel, choisissant ainsi de surimposer « les impératifs de voisinage » aux sanctions voulues par l'UE.

2146AN. Archives des services du Premier ministre (Lionel Jospin), dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, dossier 20040364/6, préparation du voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000), discours du Premier ministre à l'Université des sciences économiques de Budapest, 4 mai 2000.

2147Les 19 et 20 juin 2000.

2148*Magyar Nemzet*, 21 juin 2000.

2149*Népszabadság*, 21 juin 2000.

2150*Ibid.*

2151IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 148, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2000), télégramme diplomatique, 21 septembre 2000.

2152*Ibid.*

ministre français<sup>2153</sup>. La Commission européenne comprendra un nombre de commissaires inférieur à 27<sup>2154</sup> et se verra attribuer des pouvoirs renforcés, les domaines soumis au vote à la majorité qualifiée seront étendus, la nouvelle pondération des voix au Conseil sera appliquée<sup>2155</sup>, les pouvoirs du parlement européen seront élargis tandis que la possibilité de mettre en place des « coopérations renforcées »<sup>2156</sup> – l'un des chevaux de bataille du président Chirac – est réaffirmée. À Budapest l'accord de Nice est perçu avec soulagement. La réforme des institutions effectuée il n'y a plus d'obstacles théoriques à l'élargissement. Néanmoins, la Hongrie se montre insatisfaite du nombre de députés européens<sup>2157</sup> que la réforme lui attribue<sup>2158</sup> et exprime une certaine inquiétude quant aux principes des coopérations renforcées, craignant notamment de voir se mettre en place une Europe à deux vitesses. Toujours est-il que, dès le début de l'année 2001, Paris considère que la Hongrie est « virtuellement dans l'UE »<sup>2159</sup> et qu'il faut à cet égard dialoguer avec elle comme si elle en était déjà un membre à part entière. Pourtant, lorsqu'au cours du premier trimestre 2003, des divergences apparaissent au sein de l'UE quant au soutien à apporter à l'intervention américaine en Irak, le président Chirac n'hésite pas à faire une distinction entre d'un côté les membres historiques de l'UE et de l'autre les futurs entrants.

---

2153SERRE (de la), Françoise, « Le traité de Nice : déconstruction ou refondation de l'Union ? », *Politique étrangère*, numéro 2, 2001, pages 259-275.

2154Le président de la Commission aura le pouvoir d'attribuer les portefeuilles des commissaires et de les redistribuer au cours de son mandat, ainsi que de choisir les vice-présidents et d'en fixer le nombre.

2155La nouvelle règle offre davantage de place aux pays les plus peuplés, ce qui permet d'éviter qu'une majorité de « petits » États impose sa volonté aux plus « grands ».

2156Introduite par le traité d'Amsterdam en 1997, la coopération renforcée constitue une modalité particulière de différenciation du rythme de participation des États membres à l'approfondissement de l'Union européenne. Cette notion de coopération renforcée se singularise par son ambivalence. De prime abord, elle porte en effet un coup d'arrêt à l'intégration, qui suppose que tous les États membres avancent au même rythme et participent aux mêmes politiques. En rompant avec cette logique unitaire ou uniformisante, la coopération renforcée se présente comme un facteur d'hétérogénéité. Toutefois, la quasi-impossibilité d'obtenir un accord au sein du Conseil sur toutes les questions sensibles, en raison du droit de veto que confère, dans certains domaines, à chaque État membre le vote à l'unanimité, légitime le recours à la coopération renforcée. Ses vertus résident dans l'effet d'entraînement qu'elle est censée produire. La différenciation apparaît ainsi comme une sorte d'expérimentation. Il y a là une source de motivation supplémentaire pour les États qui l'initient, dans la mesure où ils sont condamnés à réussir s'ils veulent être rejoints par ceux qui n'y ont pas participé d'emblée.

2157Vingt alors qu'elle en souhaitait vingt-deux pour être sur un pied d'égalité avec des pays à population équivalente tels que la Grèce et le Portugal.

2158Sur cette question, le ministre des Affaires étrangères français, Dominique de Villepin, en visite officielle en Hongrie, le 11 octobre 2002, explique aux Hongrois qu'il ne « faut pas ouvrir la boîte de Pandore » et prendre le risque de retarder l'élargissement. La Hongrie doit accepter la répartition des députés en l'état. IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 155, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2002), télégramme diplomatique, 1er octobre 2002.

2159IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 151, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2001), télégramme diplomatique, 23 juillet 2001.

### 3- La Hongrie, Paris et la « lettre des huit ».

En l'absence de solutions pacifiques au désarmement de l'Irak et d'une majorité au sein du Conseil de sécurité de l'ONU, les Américains, et leur alliés britanniques, finissent par imposer unilatéralement, à la fin de l'année 2002, au nom de la « lutte contre le terrorisme » et de la nécessité de priver Saddam Hussein de ses – supposées – armes de destruction massive, une intervention militaire en Irak. Au début de l'année 2003, l'Europe se divise sur la possibilité d'apporter un soutien logistique aux États-Unis. La France et l'Allemagne y sont franchement opposées. L'Espagne, l'Italie, le Portugal et le Danemark – en sus du Royaume-Uni – y sont favorables. Le 30 janvier 2003, ces cinq pays rédigent une lettre dans laquelle ils appellent à soutenir la démarche des États-Unis « plus que jamais menacés »<sup>2160</sup> par les dangers du terrorisme. Aux côtés de la Pologne et de la République tchèque, la Hongrie cosigne la déclaration. Six jours plus tard, les ministres des Affaires étrangères de dix nouveaux pays<sup>2161</sup> s'associent à l'initiative<sup>2162</sup> pour apporter leur aval à l'intervention américaine. La réaction française ne se fait pas attendre. Interrogé sur l'affaire, en marge d'une réunion du Conseil européen à Bruxelles, le 17 février 2003, le président Chirac livre, assez brutalement, le fond de sa pensée :

« Concernant en tous les cas les pays candidats, je ne parle pas des pays qui ne sont pas candidats, mais les pays candidats, honnêtement, je trouve qu'ils se sont comportés avec une certaine légèreté. Car entrer dans l'Union européenne, cela suppose tout de même un minimum de considération pour les autres, un minimum de concertation. Si, sur le premier sujet difficile, on se met à donner son point de vue indépendamment de toute concertation avec l'ensemble dans lequel, par ailleurs, on veut entrer, alors, ce n'est pas un comportement bien responsable. En tous les cas, ce n'est pas très bien élevé. Donc, je crois qu'ils ont manqué une bonne occasion de se taire »<sup>2163</sup>.

Par ailleurs le chef de l'État met fortement en garde la Hongrie, la Pologne et la République tchèque sur les conséquences possibles de cette affaire vis-à-vis de leur adhésion à l'UE :

« J'ajoute qu'au-delà du côté peu plaisant ou enfantin de la démarche, elle est dangereuse. Il ne

---

2160« Lettre des huit pour un front uni face à l'Irak », 30 janvier 2003.

2161Il s'agit de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Lettonie, de Lituanie, de la Croatie, de l'Estonie, de la Macédoine, de l'Albanie, de la Slovaquie et de la Slovénie

2162Déclaration du « groupe de Vilnius », 5 février 2003.

2163Déclarations du président Jacques Chirac lors de la conférence de presse à l'issue de la réunion du conseil européen informelle extraordinaire de Bruxelles, 17 février 2003.

faut pas oublier que plusieurs pays vont avoir, parmi les Quinze, la nécessité de ratifier l'élargissement par la voie du référendum. Or on sait très bien que, déjà, les opinions publiques, comme toujours quand il s'agit de quelque chose de nouveau, ont accueilli l'élargissement avec quelques réserves, sans toujours comprendre exactement l'intérêt qu'il y avait à l'approuver. Alors, évidemment, une démarche comme celle que vous soulignez ne peut que renforcer, dans l'opinion publique des Quinze et notamment de ceux qui feront une ratification par voie de référendum, un sentiment d'hostilité. Or il suffit d'un seul pays qui ne ratifie pas par référendum pour que cela ne marche pas. Donc, ces pays ont été, je dirais, à la fois, disons le mot, pas très bien élevés et un peu inconscients des dangers que comportait un trop rapide alignement sur la position américaine »<sup>2164</sup>

Les propos du président<sup>2165</sup> « jette[nt] un froid à l'Est »<sup>2166</sup>. Interrogé sur la réaction du président Chirac, le Premier ministre magyar, Péter Medgyessy, qui avait personnellement demandé l'atténuation d'un passage de la lettre des huit qu'il considérait trop ouvertement dirigé contre Paris et Berlin<sup>2167</sup> rétorque qu'il est « assez bien élevé pour ne pas répondre »<sup>2168</sup> tout en cherchant à minimiser l'incident. Le chef de la diplomatie magyare, László Kovács se montre plus sévère en soulignant que « nul n'a le droit de montrer du doigt ou pire, de menacer un pays pour son orientation nord-atlantique »<sup>2169</sup>. Néanmoins, hormis dans la presse<sup>2170</sup>, Budapest semble réagir de façon moins virulente que plusieurs autres pays<sup>2171</sup>. Vue de Hongrie la lettre est simplement l'expression d'un « droit à la parole »<sup>2172</sup>. Hasards du calendrier, Jacques Chirac et Péter Medgyessy se rencontrent moins de trois semaines après ces déclarations. Le ton est à l'apaisement des deux côtés. Le président Chirac explique avoir « réagi un peu fort »<sup>2173</sup>. « Je ne conteste à personne d'avoir une position propre » indique-t-il

---

2164 *Ibid.*

2165 Que le président regrette *a posteriori*, sur la forme mais pas sur le fond, notamment dans ses mémoires en estimant qu'il avait employé « un ton probablement trop intempestif ».

2166 *Libération*, 19 février 2003.

2167 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 160, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2003), télégramme diplomatique, 23 septembre 2003.

2168 AN. 5AG5/LA 23, dossiers de Laurence Auer, visite officielle du président en Hongrie (23-24 février 2004), note de préparation aux questions de la presse.

2169 *Libération*, 22 février 2003.

2170 « La crèche est notre vraie place et la cour des grands nous est interdite ! » écrit, amer, le journal *Népszabadság* du 22 février 2003.

2171 L'ambassadeur hongrois en France, André Erdős, est par exemple en accord sur le fond avec les propos du président français et le fait savoir à son poste dans une lettre quelques jours plus tard. Correspondance de l'auteur avec André Erdős, 16 mars 2016.

2172 IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 160, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2003), télégramme diplomatique, 29 septembre 2003.

2173 AN. 5AG5/LV 17, dossiers de Laurent Vigier, entretien du président avec Péter Medgyessy, compte rendu de l'entretien par Pierre Vimont, télégramme diplomatique, 7 mars 2003.

au chef du gouvernement hongrois, cependant « la précipitation est critiquable »<sup>2174</sup>. Sur le fond le président français explique que si tout le monde est d'accord sur l'objectif d'élimination des armes de destructions massives, il y a de grandes divergences sur les moyens à utiliser. La France ne voit pas l'Irak comme un danger immédiat. Le chef de l'État considère que l'intervention américaine est essentiellement une ingérence pour renverser un régime : « Si Saddam est un dictateur quid de Kim Jong-il ? »<sup>2175</sup>. Le président Chirac explique par ailleurs qu'il redoute les risques de terrorisme en cas de guerre en sus d'une instabilité géopolitique du Moyen-Orient. De son côté le Premier ministre hongrois craint de ne voir se développer une Europe trop faible dans un monde multipolaire : « Si les États-Unis partent en guerre sans une résolution du conseil de sécurité de l'ONU cela renforcera l'idée qu'ils peuvent agir à leur guise sans les Européens. Ne peut-on pas dire aux États-Unis que l'Europe les accompagnera sous certaines conditions ? »<sup>2176</sup>. Jacques Chirac estime que l'argument hongrois ne tient pas. Isoler les États-Unis sur cette question ne reviendrait pas à dire que l'UE ne compte plus. Sur l'idée de « poser des conditions aux États-Unis », le président juge l'hypothèse inapplicable, l'expérience ayant montré que les Américains n'acceptaient jamais de telles limitations<sup>2177</sup>. Sur le fond, le Premier ministre magyar estime que le président français a « raison sur le plan moral »<sup>2178</sup> mais craint que la domination économique américaine ne soit encore plus favorisée si l'Union ne s'engage pas. Au final la lettre est jugée « sans conséquence » par le président<sup>2179</sup>. Lors de la rencontre suivante entre les deux hommes<sup>2180</sup>, le sujet n'est plus évoqué. Entre-temps, la Hongrie a tenu un référendum sur l'adhésion<sup>2181</sup> puis signé le traité<sup>2182</sup> l'autorisant à rejoindre, l'UE le 1er mai 2004.

#### 4- La Hongrie dans l'UE, un partenaire pour la France ?

À quelques mois de l'entrée de la Hongrie dans l'UE, la France estime que « la richesse des [ses] relations bilatérales avec la Hongrie devrait [lui] permettre [...] lors des négociations à 25, de compter sur un partenaire supplémentaire voire d'une alliée potentielle pour la

---

2174Ibid.

2175Ibid.

2176Ibid.

2177Ibid.

2178Ibid.

2179AN. 5AG5/LV 17, dossiers de Laurent Vigier , entretien du président avec Péter Medgyessy, 24 février 2004.

2180En septembre 2003.

2181Le 12 avril 2003. Le scrutin, qui ne rassemble que 45% de participation, consacre la victoire du « oui » à l'élargissement à 83,76 %.

2182Le 16 avril 2003 à Athènes.

défense de [ses] intérêts vitaux (commerce, agriculture, transports, environnement) »<sup>2183</sup>. En effet, malgré les frictions périphériques qui ont pu exister entre les deux pays durant les négociations d'adhésion et les années qui les ont précédées, Paris estime que les relations entre les deux pays « n'ont jamais été aussi bonnes au cours de l'histoire »<sup>2184</sup> tandis que la Hongrie ne semble pas tenir rigueur outre mesure de l'attitude parfois très conservatrice de la France<sup>2185</sup>. L'accueil réservé à Budapest au président Chirac, les 23 et 24 février 2004, et le fait que, sept ans après sa première venue<sup>2186</sup>, le président français ait choisi la capitale hongroise pour venir présenter son projet sur l'avenir de l'Europe ne semble pas démentir cette impression<sup>2187</sup>. Une nouvelle fois le président se montre très élogieux à l'égard du « grand peuple hongrois » qui « incarne le génie de l'Europe »<sup>2188</sup> et vient rassurer le pays face aux inquiétudes d'une « Europe à deux vitesses »<sup>2189</sup> :

« Je tiens à le dire ici solennellement : c'est une Europe à 25 que la France veut construire ! L'Union élargie doit aller de l'avant au bénéfice de tous ses membres. Nous ne voulons pas d'une Europe divisée ou d'une Europe paralysée. Nous voulons faire avancer l'Union tout entière, en respectant les rythmes de chacun, dans une démarche qui devra rester ouverte, concertée et progressive ». Le président français précise toutefois que « certains pays auront la volonté et la capacité d'aller plus vite et plus loin : laissons-les ouvrir le chemin [...] Les plus résolus doivent pouvoir constituer ce que j'ai appelé des 'groupes pionniers', appelés à défricher en éclaireurs certains domaines où l'Europe peut s'intégrer davantage. Et, comme

---

2183IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 164, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2004), télégramme diplomatique, 30 janvier 2004.

2184AN. 5AG5/LA 23, dossiers de Laurence Auer, visite officielle du président en Hongrie (23-24 février 2004), notes de cadrage, 17 février 2004.

2185Budapest est en effet bien consciente que l'attitude française n'est jamais tournée en particulier contre elle et qu'elle bénéficie toujours d'une très bonne image en France.

2186La Hongrie est le seul pays d'Europe centrale dans lequel le président Chirac se rend à deux reprises.

2187Chirac se dit d'ailleurs heureux et ému de revenir en Hongrie : « je n'ai pas oublié l'accueil exceptionnel que m'avaient adressé vos compatriotes [et] j'avais été impressionné par le grand vent d'espérance qui soufflait ici ». AN. 5AG5/LV 17, dossiers de Laurent Vigier, visite officielle du Président Chirac en Hongrie (23-24 février 2004), document 4, allocution du président lors du dîner offert en son honneur par Ferenc Madl, 23 février 2004.

2188AN. 5AG5/LV 17, dossiers de Laurent Vigier, visite officielle du Président Chirac en Hongrie (23-24 février 2004), document 2, discours du président devant la communauté française de Hongrie, Budapest, 23 février 2004.

2189Le 18 février, l'ancien Premier ministre, et alors chef de l'opposition, Viktor Orbán avait écrit au chef de l'État pour exprimer la volonté hongroise de faire partie du premier cercle des collaborations : « Dans l'Union européenne on entend de plus en plus parler de l'idée d'une Europe à deux vitesses. La Hongrie est réellement désireuse de faire partie du noyau dur et d'apporter sa contribution au renforcement de l'Union. Mais ce processus est entravé par certaines restrictions sérieuses concernant la libre circulation de la main d'œuvre, l'introduction de Schengen, ainsi que les dispositifs de subvention des agriculteurs. La priorité nous semble aujourd'hui de finir au plus vite l'unification en cours, d'accélérer le processus de l'intégration et faire que les différences encore existantes disparaissent. Nous comptons sur votre appui personnel pour accélérer ces processus en renforçant toutes les opportunités de dialogue aussi bien au niveau des États qu'au sein du Parti populaire européen ». AN. 5AG5/LA 23, dossiers de Laurence Auer, visite officielle du président en Hongrie (23-24 février 2004), lettre de Viktor Orbán pour le président de la République, 18 février 2004.

cela a toujours été notre conception, c'est l'Europe tout entière qui en bénéficiera pour autant que les groupes pionniers soient respectueux, cela va de soi, de l'acquis communautaire, et ceci sous le contrôle de la Commission européenne, et restent bien entendu ouverts, sans aucune restriction, à tous ceux qui veulent ou qui peuvent les rejoindre »<sup>2190</sup>.

Comme en 1997, le président Chirac se livre également à un travail de pédagogie à Budapest, il vient « arrondir les angles »<sup>2191</sup> sur les possibles points de contentieux avec la Hongrie. Le 24 février, lors de sa rencontre avec le Premier ministre Péter Medgyessy, il se dit « heureux que la Hongrie ait retrouvé sa famille »<sup>2192</sup> et explique à nouveau que les « groupes pionniers » ne relèvent en rien d'une intention de scinder l'Europe en deux<sup>2193</sup>. Il profite également de cet échange pour réaffirmer le principe de solidarité dans la définition des perspectives financières à venir de l'UE. Il s'engage à maintenir la politique de cohérence et un effort financier particulier en faveur des dix nouveaux états membres. Surtout, le chef de l'État explique être favorable à l'inclusion, dans la Constitution européenne, au titre des valeurs de l'Union, d'un article sur la protection des droits des personnes appartenant à une minorité<sup>2194</sup>. Enfin, vis-à-vis de la libre circulation des travailleurs – au sujet de laquelle le traité d'adhésion prévoit une période de transition de 5 ans et une éventuelle période additionnelle de 2 ans – le président Chirac explique, après avoir souligné que ce sont l'Allemagne et l'Autriche qui ont insisté sur ce point, qu'entre-temps les entreprises hongroises sont tout à fait libres de venir effectuer des prestations de services en France et d'y établir des entreprises et avait précisé que, pour les étudiants, la liberté de circulations serait totale dès l'adhésion<sup>2195</sup>. Les messages du président semblent être bien reçus dans les médias : « Paris en faveur d'une Europe unie »<sup>2196</sup> titre *Magyar Nemzet*, « Chirac refuse l'idée d'une Europe dans l'Europe »<sup>2197</sup> lit-on dans le *Magyar Hírlap*. Le Premier ministre hongrois indique pour sa part : « tout à fait accepter qu'il y ait des groupes qui veulent aller plus loin et plus vite. L'Europe a été créée comme cela. L'accord de Schengen également. Et il est naturel que des coopérations plus

---

2190AN. 5AG5/LV 17, dossiers de Laurent Vigier, visite officielle du Président Chirac en Hongrie (23-24 février 2004), document 5, allocution du président devant le Parlement hongrois, 24 février 2004.

2191Échange de l'auteur avec l'ambassadeur Dominique de Combles de Nayves, 4 avril 2012.

2192AN. 5AG5/PME 44, dossiers de Pierre Merviel, entretien entre Jacques Chirac et Péter Medgyessy, 24 février 2004.

2193« Ce serait absurde ! » avait-il estimé, la veille, lors de sa conférence de presse commune avec son homologue, Ferenc Madl. AN. 5AG5/LV 17, dossiers de Laurent Vigier, visite officielle du Président Chirac en Hongrie (23-24 février 2004), document 3, conférence de presse conjointe de Jacques Chirac et de Ferenc Madl, 23 février 2004.

2194IFB, Secrétariat général, SCAC et IFB, carton 164, télégrammes diplomatiques de l'ambassade de France (2004), télégramme diplomatique, 26 février 2004.

21955AG5/PME 44, dossiers de Pierre Merviel, entretien entre Jacques Chirac et Péter Medgyessy, 24 février 2004.

2196*Magyar Nemzet*, 25 février 2004.

2197*Magyar Hírlap*, 25 février 2005.

étroites de ce genre existent. La Hongrie voudrait appartenir à ceux qui vont le plus vite et dans le plus grand nombre de domaine »<sup>2198</sup>.

Au final le bilan de la visite est positif. Outre les retombées économiques<sup>2199</sup> et culturelles<sup>2200</sup> du déplacement, la venue du président a permis de s'assurer du renforcement des liens bilatéraux avec un futur membre de l'UE.

#### **IV- La France, la Hongrie et l'élargissement de l'OTAN (1989-1999).**

Si, sur la question de l'élargissement de l'UE aux PECO, la France a pu avoir des réserves, des doutes, voire de franches réticences, nous avons vu, dans le premier développement de cette partie que, sur le principe, Paris ne contestait pas la légitimité de ce dessein. Il en va différemment lorsqu'au milieu de l'année 1991, les anciens satellites du bloc soviétique, la Hongrie en tête, commencent à s'intéresser au principe d'un élargissement de l'OTAN en leur faveur. La diplomatie française oppose alors une fin de non-recevoir ferme et catégorique :

« [Les pays de l'Est] peuvent chercher à établir avec les pays membres de l'Alliance atlantique des relations de courtoisie, des échanges fructueux. Ils ne peuvent pas espérer en devenir membres. Accepter l'adhésion à l'Alliance atlantique des anciens pays membres du pacte de Varsovie à l'exception de l'URSS créerait inmanquablement en URSS le sentiment d'une menace et d'un encerclement et y susciterait ou y aggraverait le contraire de ce qui est souhaitable »<sup>2201</sup>.

Les deux conseillers du président Mitterrand auteurs de ces mots soulignent par ailleurs qu'« une alliance trop élargie perd son sens : quand tout le monde est l'allié de tout le monde, plus personne n'est l'allié de personne »<sup>2202</sup>. Au moment où ces phrases sont couchées sur le papier à Paris, début 1991, la Hongrie n'a pas encore évoqué publiquement la possibilité d'un rapprochement avec l'Alliance<sup>2203</sup>, mais l'idée est déjà incontestablement en gestation dans

---

2198AN. 5AG5/LV 17, dossiers de Laurent Vigier, visite officielle du Président Chirac en Hongrie (23-24 février 2004), document 3, conférence de presse conjointe de Jacques Chirac et de Ferenc Madl, 23 février 2004.

2199Voir la troisième partie de notre texte et notamment : VII-B-2 : La dimension économique du second voyage de Jacques Chirac en Hongrie (23-24 février 2004)

2200Voir la seconde partie de ce travail.

2201VÉDRINE, Hubert, MUSITELLI, Jean, « Les changements des années 1989-1990 et l'Europe de la prochaine décennie », *Politique étrangère*, volume 56, numéro 1, 1991, pages 165-177.

2202Ibid.

2203Et pour cause, le pays est alors toujours officiellement membre du Pacte de Varsovie (il faut attendre l'été 1991 pour voir l'organisation dissoute) tandis que plusieurs dizaines de milliers de troupes soviétiques stationnent encore sur son territoire.

l'esprit de ses dirigeants.

### ***A- La Hongrie et l'OTAN : de la tentation de neutralité au besoin de sécurité.***

Jusqu'au début de l'été 1991, la Hongrie fait preuve d'une extrême prudence vis-à-vis de ses rapports avec l'OTAN. On ne relève aucune déclaration publique, ni de la part du gouvernement hongrois<sup>2204</sup>, ni même au sein de l'opposition, qui indiquerait que le pays recherchera automatiquement à nouer d'intensifs liens avec l'OTAN dès la dissolution officielle du Pacte de Varsovie<sup>2205</sup>. En réalité, jusqu'à l'automne 1990, deux conceptions majeures semblent exister au sein de la classe politique hongroise quant à l'avenir de la sécurité du pays. La première, se basant sur le constat que la Hongrie a bien souvent, au cours de son histoire, pris la mauvaise décision au moment de choisir ses alliances, prône la mise en place d'une neutralité. Cette idée semble assez répandue dans les cercles politiques entre 1989 et 1990<sup>2206</sup> et c'est la position qui est notamment défendue par l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) qui, après avoir proposé, au début de l'année 1989, la mise en place d'un statut spécial pour la Hongrie au sein du Pacte de Varsovie selon « le modèle français » dans l'OTAN<sup>2207</sup>, c'est-à-dire en dehors de la coopération militaire, évoque, dès avril 1989, la possibilité d'une neutralité.

La seconde idée, présente aussi bien au sein du dernier gouvernement communiste du pays que parmi le premier gouvernement postcommuniste, est celle de la dissolution des deux alliances militaires de la guerre froide. En janvier 1990, le ministre des Affaires étrangères hongrois, Gyula Horn, évoque cette perspective face à son homologue français, Roland Dumas, lors de leur rencontre à Budapest<sup>2208</sup>. Mais l'idée n'est encore envisagée que comme un but à long terme par le dirigeant magyar qui connaît bien, par ailleurs, le point de vue du président Mitterrand sur cette question<sup>2209</sup>. En juin 1990, le nouveau Premier ministre, József Antall, évoque lui aussi l'éventualité d'une double dissolution<sup>2210</sup> et plaide pour la mise en

2204Le programme électoral du MDF, *A nemzeti újjászületés programja* [Le programme de la renaissance nationale] ne contient absolument aucune réflexion sur ce sujet.

2205« Hungary and NATO : On the road to membership », note du ministère hongrois des Affaires étrangères, 1997.

2206DAKAI, Zsuzsanna, « NATO Membership and Hungarian Domestic Politics in the Nineties », dans KOVÁCS, András, WODAK, Ruth (dir.), *NATO, Neutrality and National Identity : the case of Austria and Hungary*, Böhlau, Vienne, 2003, pages 75-102.

2207*A rendszerváltozás programja* [Le programme du changement de régime], programme du SZDSZ 1989, page 19.

2208MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1990, carton 26, document 0016 0/4, entretien entre Gyula Horn et Roland Dumas, thèmes de discussions, 11 janvier 1990.

2209Le matin même de l'entretien entre Gyula Horn et Roland Dumas, le quotidien *Népszabadság* publie une interview de François Mitterrand dans laquelle il estime que « les alliances existent et ne sont pas près de se dissoudre », *Népszabadság*, 17 janvier 1990.

2210AN.Archives des services du Premier ministre (Michel Rocard), dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît

place d'un système de sécurité collective via la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe (CSCE)<sup>2211</sup> mais aussi par le développement d'un réseau d'accords bilatéraux, régionaux, et paneuropéens<sup>2212</sup>. L'idée de neutralité semble alors totalement abandonnée. En juillet 1990, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Géza Jeszenszky, estime que cette option ne serait attractive qu'en cas de persistance de la guerre froide<sup>2213</sup>, la fin de celle-ci vidant totalement l'idée de neutralité de son sens<sup>2214</sup>. Globalement, la question de la sécurité du pays ne semble pas centrale, du moins durant les premiers mois, pour le nouveau gouvernement magyar<sup>2215</sup> qui est confronté à d'autres urgences (mise en place de nouvelles institutions, réorganisation de l'économie). Néanmoins, au cours de l'automne 1990, un premier contact est noué entre les dirigeants hongrois et l'Alliance. Géza Jeszenszky, puis József Antall, sont reçus à Bruxelles, par Manfred Wörner, le Secrétaire général de l'organisation, qui se rend lui-même dans la capitale hongroise quelques mois plus tard<sup>2216</sup>. Au début de l'année 1991, la diplomatie hongroise commence à analyser de plus près les risques de sécurité qui existent pour son pays dans un contexte régional de plus en plus complexe. Budapest est bien évidemment consciente qu'historiquement la zone n'est pas des plus stables et les dirigeants hongrois se montrent de plus en plus inquiets face à la possible apparition de troubles causés par le démantèlement des sociétés communistes et les processus de démocratisation dans la région, mais aussi par la multiplication des tensions ethniques, religieuses et la réapparition du crime organisé en bordures de ses frontières.

À l'été 1991, après le retrait des troupes soviétiques du territoire magyar, deux événements agissent comme déclencheur du désir hongrois de rejoindre l'OTAN : la tentative de coup d'État à Moscou en août 1991, et l'escalade du conflit en Yougoslavie. Le premier événement vient rappeler aux Hongrois que leur liberté, récemment retrouvée, est encore fragile, tandis que le second souligne à quel point l'environnement de la sécurité internationale s'est transformé et combien les nationalismes peuvent à tout moment venir menacer l'intégrité territoriale du pays et mettre en danger le sort de ses minorités en dehors de celui-ci. À ce propos, le 1er août 1991, József Antall adresse une longue missive au président Mitterrand dans laquelle il laisse apparaître sa crainte pour « les milliers de personnes, sans défense, qui

---

Chevauchez, dossier 19930409/9, visite de József Antall en France, note de Marisol Touraine, 21 juin 1990.  
2211 *Ibid.*

2212 À ce sujet voir par exemple PATAKI, István « Hungarian foreign policy, the European Union and regional cooperation », dans GLATZ, Ferenc (dir.) , *Europa und Ungarn*, Budapest, Europa Institute, 1996, pages 17-24.

2213 *Report on Eastern Europe*, 27 juillet 1990.

2214 Il est en effet difficile d'être « neutre » sans adversaires.

2215 DURANDIN, Catherine, *OTAN, histoire et fin ?*, Paris, Diploweb éditions, 2013, page 66.

2216 DAKAI, Zsuzsanna, *Op.cit.*

vivent dans les localités croates à population hongroise (Szent László, Jankovačk, Retfala) »<sup>2217</sup> et face à « la situation tendue chez nos voisins du Sud [...] et susceptible d'engendrer un conflit plus grave encore »<sup>2218</sup>. Si la correspondance ne comporte pas de référence directe à l'OTAN<sup>2219</sup>, il en va différemment de la nouvelle lettre, adressée trois semaines plus tard, par le Premier ministre magyar au président français. Le 22 août 1991<sup>2220</sup>, József Antall explique ainsi à François Mitterrand être « très inquiet » du « coup » à Moscou<sup>2221</sup>, et plaide pour la mise en place rapide d'une « stratégie de contingence »<sup>2222</sup> contre la possibilité d'une restauration conservatrice en Russie. Le chef du gouvernement hongrois explique que son pays, mais aussi la République tchèque et la Pologne ne se sentent désormais plus en sécurité et doivent se préparer contre « tous événements inattendus »<sup>2223</sup>. Dans cette optique József Antall plaide pour « une OTAN rénovée et une présence nord-américaine renouvelée dans le système de sécurité européen »<sup>2224</sup> avant d'insister sur la nécessité d'assurer « la sécurité du peuple hongrois », par « une intégration politique et économique le plus rapide possible aux institutions européennes »<sup>2225</sup> évoquant l'idée, sans l'exprimer nommément, d'un vide stratégique à l'Est depuis la dissolution du Pacte de Varsovie.

---

2217AN. 5AG4/CD274, dossier 3, suivi des relations entre François Mitterrand et les responsables politiques hongrois (1991-1993), lettre de József Antall pour le président de la République, 1er août 1991.

2218*Ibid.*

2219Elle demande en revanche l'intervention personnelle du président Mitterrand qui « jouit [dans les Balkans] d'un grand prestige ».

2220Soit moins de 72 heures après le coup d'État à Moscou.

2221À la veille de la signature du traité d'Union par la Russie, le Kazakhstan et l'Ouzbékistan, et avant le ralliement des six autres républiques favorables à la refonte de l'Union, un coup d'État se produit à Moscou, le 19 août 1991. Fomenté par un groupe de conservateurs qui ne peuvent admettre le risque d'un éclatement de l'Union soviétique, le « coup » destitue le président Gorbatchev, alors en déplacement en Crimée, et le remplace par le vice-président Guennadi Ianaïev. L'État d'urgence est décrété et la censure rétablie. Boris Eltsine, élu président du Soviet suprême de la République socialiste fédérative de Russie au suffrage universel le 12 juin 1991, hostile au mouvement, se dresse contre les putschistes et appelle à la grève générale. Rapidement la situation se retourne et les partisans du remplacement de Gorbatchev sont arrêtés. Mais la crise a fait apparaître les tensions qui existent depuis des mois au sein du pouvoir soviétique et mis en avant la figure de Boris Eltsine. L'URSS se disloque. Les 20 et 21 août 1991, l'Estonie et la Lettonie déclarent leur indépendance. Elles sont bientôt suivies par l'Ukraine (24 août), la Biélorussie (25 août), la Moldavie (27 août), l'Ouzbékistan et le Kirghizstan (31 août).

2222AN. 5AG4/CD274, dossier 3, suivi des relations entre François Mitterrand et les responsables politiques hongrois (1991-1993), lettre de József Antall pour le président de la République, 22 août 1991.

2223*Ibid.*

2224L'idée semble reprendre le projet développé, le 18 juin 1991 à l'Institut Aspen de Berlin, par le secrétaire d'État américain, James Baker, d'une double extension de l'OTAN : extension de sa compétence (c'est-à-dire la création d'une communauté des démocraties occidentales dépassant le seul cadre des questions de défense) et extension géographique (c'est-à-dire un rattachement de l'Europe centrale).

2225Le lien entre sécurité et CEE est ainsi établi plus strictement. Par ailleurs, l'intégration à la CEE et à l'OTAN apparaissent pour la première fois comme les deux faces d'une même pièce, à savoir celle du « retour à l'Ouest ».

***B- Ménager la Russie, repousser les États-Unis : la France face au désir atlantique hongrois (1991-1995).***

Le Quai d'Orsay ne partage pas l'analyse du Premier ministre hongrois sur la situation géopolitique du continent et estime que la notion de « vide stratégique » n'est pas légitime<sup>2226</sup>. Paris considère que, sur le fond, la dissolution du pacte de Varsovie et le retrait des troupes soviétiques ont, au contraire, amélioré *de facto* les conditions de sécurité de la Hongrie. Elle juge de surcroît que le retour de l'armée rouge sur le territoire hongrois est fort peu probable et que la priorité demeure de ne pas « affoler Moscou »<sup>2227</sup>. Certes la diplomatie française est consciente des avantages qu'un tel processus pourrait présenter (stabilisation de la zone Danube/Balkans, ancrage de la région à l'Ouest) mais elle est encore davantage consciente des risques inhérents à celui-ci (réaction russe, importation de problèmes ethniques frontaliers). Par ailleurs aux yeux du président Mitterrand il hors de question d'envisager une quelconque extension politique et géographique de l'OTAN – c'est-à-dire des États-Unis – en Europe. Fondamentalement, ce n'est pas tant l'éventualité d'un élargissement de l'organisation à deux ou trois membres supplémentaires qui pose problème à Paris, mais l'idée que l'architecture de la sécurité européenne du XXI<sup>e</sup> siècle dépende principalement d'un membre extérieur à la Communauté. Pour la diplomatie française, élargir équivaudrait à démultiplier l'influence nord-américaine sur le continent, une hypothèse inconcevable. Encore une fois, comme pour l'élargissement de l'UE, la question « hongroise » ne se pose donc pas en tant que telle et la France raisonne de nouveau à l'échelle supérieure.

À partir de l'automne 1991, il devient clair que le choix hongrois de rejoindre l'OTAN est irrémédiable. À l'instar de l'entrée dans la Communauté européenne, l'adhésion à l'OTAN est progressivement présentée par la presse hongroise comme l'expression d'une appartenance légitime à l'Ouest et comme un gage nécessaire de sécurité alors même que la crainte de devenir davantage un enjeu qu'un acteur des relations internationales transparait de plus en plus. Or, pour la « nouvelle Hongrie », l'idée de voir sa destinée déterminée par d'autres est plus que jamais inacceptable. Peu à peu l'adhésion à l'OTAN apparaît comme l'unique moyen de ne plus subir les conséquences d'une situation géopolitique « d'entre-deux » (entre l'Allemagne et la Russie)<sup>2228</sup> à laquelle une partie des observateurs hongrois impute les malheurs passés du pays<sup>2229</sup>. Le 6 mai 1992, à Prague, en compagnie de Václav Havel et de

---

2226AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7110, HON 12.1, relations politiques avec la France, échanges de messages, la sécurité de la Hongrie et l'OTAN, note du Quai d'Orsay, 22 août 1991.

2227Ibid.

2228LEPESANT, Gilles, « La sécurité de l'Europe centrale et orientale après l'élargissement de l'OTAN », *Les études du CERJ*, Fondation nationale des sciences politiques, numéro 29, juillet 1997.

2229On mesure ici à quel point l'histoire est mobilisée dans la réflexion magyare et prévaut sur une analyse qui

Lech Wałęsa, József Antall annonce officiellement que la Hongrie vise l'accession à l'OTAN en tant que membre de plein droit<sup>2230</sup>.

Comment expliquer que désormais seule l'OTAN trouve grâce aux yeux des dirigeants hongrois ? Budapest s'est pourtant rapprochée, sous différentes formes, de nombreuses institutions internationales (Conseil de l'Europe, UEO, OSCE), a signé de multiples accords bilatéraux, et initié plusieurs coopérations régionales (groupe de Visegrád, Initiative centre-européenne, coopération carpatique). En réalité aucune de ces initiatives ne permet réellement de garantir une protection militaire en cas de crise. L'OSCE, sans être rejetée, ne convainc guère les Hongrois<sup>2231</sup>. Le grand nombre de pays qu'elle rassemble – y compris la Russie – et la règle de l'unanimité qui y prévaut en font avant tout un forum de discussions. L'UEO, longtemps apparue comme « une coquille vide »<sup>2232</sup> et auprès de laquelle la Hongrie obtient le statut de « partenaire consultatif », apparaît elle aussi très secondaire aux yeux des dirigeants magyars<sup>2233</sup>. La CEE est quant à elle certes perçue comme contribuant à la sécurité de ses membres et, dans une certaine mesure des pays candidats, mais elle ne comporte pas de composante militaire intégrée. Par ailleurs le chemin vers la Communauté semble encore bien long en 1992. En conséquence, seule une organisation de défense collective impliquant une présence permanente de soldats américains sur le sol européen et prévoyant une riposte automatique de tous les membres apparaît susceptible, aux yeux des dirigeants hongrois, de garantir leur indépendance et leur sécurité<sup>2234</sup>. Enfin, sur l'aspect purement pratique, il faut souligner que la Hongrie a réduit son budget militaire de 50% entre 1990 et 1993<sup>2235</sup> et que le nombre de ses soldats est passé de 122 000 en 1989 à 74 000 en 1992<sup>2236</sup>, deux éléments qui

---

semblerait plus objective et prospective des risques réels.

2230ALMÁSI, Ferenc, KADAR, Pál, « The role of Hungary in NATO, as a political and military alliance, with special regard to the relation of the National Security Strategy to NATO membership », *AARMS*, volume 4, numéro 2, 2005, pages 259-274.

2231AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.1, politique étrangère, lignes générales, télégramme diplomatique, 6 mai 1993.

2232BARBIER, Sandrine, « L'association des pays d'Europe centrale et orientale à l'Union de l'Europe occidentale : le statut 'd'associés partenaires' », dans DALLIER, Patrick, KOVACS, Péter, *Perspectives d'intégration des pays d'Europe centrale et orientale. Actes du colloque de Miskolc des 4-5 octobre 1996*, Paris, Montchrestien, pages 113-130.

2233Ibid.

2234La principale menace potentielle perçue depuis Budapest demeure la Russie. On estime que la fin de guerre froide n'a pas nécessairement mis un terme au danger venu de Moscou. À l'Empire soviétique pourrait succéder l'Empire russe et l'idée qu'on ne peut pas prévoir les années à venir prédomine en Hongrie. Néanmoins, une majorité des observateurs s'accorde à reconnaître que cette menace n'est probablement pas imminente. Ce que recherche la Hongrie dans l'OTAN, c'est avant tout une sécurité « positive », c'est-à-dire une sécurité qui ne soit pas seulement une absence de violences ou de menaces immédiates, mais le sentiment d'être effectivement protégé.

2235AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.1, politique étrangère, lignes générales, « Hongrie, les enjeux de la sécurité », note du secrétariat général de la Défense nationale, direction de l'évaluation et de la documentation, 19 septembre 1994.

2236SIMON, Jeffrey, *Hungary and NATO : problems in civil-military relations*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2003, page 43.

expliquent aussi le sentiment renforcé d'insécurité de la part du pays.

À Budapest, l'ambassadeur français, Pierre Brochand, s'est rapidement préoccupé de l'attitude de la diplomatie française sur cette question, exprimant, à l'occasion de la venue d'Élisabeth Guigou en Hongrie en octobre 1991, une opinion très précise sur la question :

« Il nous faut prêter attention alors qu'approche le sommet de Rome au désaccord qui se dessine au sujet des liaisons des États d'Europe centrale avec l'OTAN – le poids de Bonn s'ajoute à celui de Washington pour encourager leur extension spectaculaire –. Les récentes déclarations de József Antall aux États-Unis selon lesquelles l'OTAN devrait 'assurer les responsabilités de la sécurité dans la région comprise entre la frontière de l'Alliance et celle de l'URSS [et] l'appui catégorique donné par le sommet tripartite de Cracovie aux propositions Genscher-Baker sur l'institutionnalisation des liens, annoncent un écart grandissant avec nos positions, d'autant plus gênant que les raisons en sont mal comprises. D'une part, en effet, notre conception restrictive du rôle de l'organisation atlantique refuse à la Hongrie les solutions immédiates que sa situation à découvert lui commande de rechercher (il faut rappeler qu'une demande antérieure d'association à l'UEO a reçu, sous présidence française, une réponse également prudente). D'autre part, et surtout, l'OTAN figure dans l'esprit de nos partenaires [comme] l'un des deux modèles qui, avec la Communauté ont valu à l'Europe occidentale sa stabilité et sa prospérité actuelle : s'en rapprocher ou y entrer est une autre façon de se voir délivrer par sa famille naturelle le 'brevet de reconnaissance' qui par-delà toute autre considération définit le projet hongrois »<sup>2237</sup>.

Inquiet des réactions de la presse hongroise qui commence à broder sur le thème : « OTAN, la France se met encore en travers », l'ambassadeur met en garde contre : « le risque d'une nouvelle mésentente [avec la France] à quelques semaines d'intervalles »<sup>2238</sup> et suggère « sinon de réviser nos thèses, du moins d'en soigner la présentation et l'explication »<sup>2239</sup>. Sur le fond l'ambassadeur estime que : « Si nous n'y prenons pas garde, l'excellent climat qui s'est établi entre Français et Hongrois [...] risque à la longue de s'effriter, plus ailleurs que de se gâter, nos partenaires étant suffisamment perspicaces pour ne pas s'aliéner ouvertement un des grands pays de la Communauté »<sup>2240</sup> et d'insister sur les conséquences pratiques de cette

2237AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7114, HON 12.4, visites françaises en Hongrie, visite d'Élisabeth Guigou, télégramme diplomatique, 11 octobre 1991.

2238Sans aucun doute une allusion au « fiasco de Prague » et à l'échec du projet de Confédération (voir *infra*).

2239AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7114, HON 12.4, visites françaises en Hongrie, visite d'Élisabeth Guigou, télégramme diplomatique, 11 octobre 1991.

2240Ibid.

possible mésentente :

« Outre que cette altération insensible ne resterait pas sans conséquence sur le terrain ou la politique rencontre l'économie (projet de centrale nucléaire, participation aux grandes privatisations), elle remettrait plus généralement en question notre audience croissante dans un pays passablement courtisé malgré ses difficultés du moment, plus accueillant à notre influence que ne le laisse supposer les idées reçues et surtout occupant, dès à présent dans la vie internationale, demain (6, 8, 10 ans?) dans la Communauté, une place plus conforme aux mérites de ses habitants »<sup>2241</sup>.

Pourtant, au début de l'année 1992, les positions françaises ne semblent pas encore fondamentalement trop éloignées de celles de ses principaux partenaires sur cette question. En Allemagne, le ministre des Affaires étrangères, Klaus Kinkel<sup>2242</sup>, estime lui aussi, qu'il ne faut pas « courir le risque de faire revivre la rivalité stratégique Est-Ouest [et qu'il] serait tragique qu'en donnant des assurances à certains pays nous en inquiétions d'autre »<sup>2243</sup>. À Washington, les responsables américains ne sont pas non plus convaincus de l'intérêt d'un élargissement de l'OTAN. Jusqu'au milieu de l'année 1993, le président Clinton semble ainsi largement s'inspirer de la prudence de son prédécesseur sur la question pour estimer, lui aussi, qu'il n'est pas indispensable de provoquer inutilement la Russie<sup>2244</sup>. Le secrétaire américain à la Défense, Les Aspin<sup>2245</sup>, partage quant à lui l'analyse du Quai d'Orsay vis-à-vis de la faible possibilité de voir la Russie constituer une quelconque menace pour l'Europe centre-orientale et considère par ailleurs que la cohésion et la crédibilité de l'Alliance risqueraient d'être fragilisées par l'admission de nouveaux membres<sup>2246</sup>. Enfin, dans un contexte de réduction de son budget, et dans le cadre de la révision de l'engagement américain en Europe, le Pentagone ne manifeste pas non plus un grand enthousiasme sur la question.

Néanmoins, à partir du milieu de l'année 1993, la position de plusieurs des principaux acteurs de la scène internationale commence à s'assouplir légèrement face à la pression de plus en plus importante des PECO qui estiment avoir le droit de bénéficier de garanties de sécurité de la part des Occidentaux pour mener à bien leur démocratisation et leur modernisation économique. En Allemagne, au printemps 1993, le ministre de la Défense, Volker Rühle, se

---

2241 *Ibid.*

2242 Klaus Kinkel est le ministre allemand des Affaires étrangères d'avril 1992 à octobre 1998. Il est également vice-chancelier d'Allemagne de janvier 1993 à octobre 1998.

2243 LEPESANT, Gilles, *Op.cit.*, page 12

2244 CLINTON, Bill, *Ma vie*, Paris, Odile Jacob, 2004.

2245 Leslie Aspin est le secrétaire à la Défense de Bill Clinton de janvier 1993 à février 1994 date à laquelle il est remplacé par William Perry.

2246 LEPESANT, Gilles, *Op.cit.*, page 12

prononce pour l'ouverture d'un débat sur l'élargissement de l'Alliance<sup>2247</sup> tandis qu'aux États-Unis, sous la pression des lobbies<sup>2248</sup>, l'attitude des dirigeants change peu à peu<sup>2249</sup>. Ce n'est pas le cas à Paris, où même l'arrivée d'un nouveau gouvernement ne semble pas infléchir la position de la diplomatie française sur ce sujet. Le 16 mars 1993, un télégramme adressé à l'ambassadeur français en Hongrie par le Quai d'Orsay explique que ce n'est pas parce que la Hongrie autorise le survol de son territoire par les avions AWACS de l'Alliance<sup>2250</sup> dans le cadre d'opérations militaires qu'un rapprochement avec l'OTAN doit automatiquement lui être accordé. Dans cette optique, le département suggère à l'ambassadeur « la réserve et la prudence »<sup>2251</sup> lors de ses conversations sur le sujet avec ses interlocuteurs magyars. En octobre 1993, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, continue, lui aussi, de se dire « réservé sur la question d'une rapide adhésion d'un certain nombre de pays à l'Alliance »<sup>2252</sup> et invoque à cet égard le danger de voir se reconstruire des blocs en Europe en cas de rapide expansion de l'OTAN estimant que le Partenariat pour la paix<sup>2253</sup> constitue, pour les pays de l'Est, un cadre suffisant pour former des coopérations, des manœuvres conjointes, et des exercices communs. Quelques jours plus tôt, le conseiller du président Mitterrand, Jean Vidal, avait expliqué à l'ambassadeur János Szávai que l'élargissement serait

---

2247RÜHE, Volker, « Shaping Euro-Atlantic Policies – A Grand Strategy for a New Era », *Survival*, volume 35, numéro 2, 1993, pages 129-137.

2248Notamment ceux des grandes firmes de l'armement (Lockheed, Boeing, Textron) qui savent qu'il faudra remplacer le matériel militaire obsolète des anciens satellites de l'URSS en cas d'adhésion, mais aussi ceux des citoyens américains originaires des anciens pays de l'Est qui font pression sur Washington pour obtenir une aide à la démocratisation et à la sécurité de leurs pays d'origine respectifs (Tom Lantos, Georges Soros, Madeleine Albright).

2249Néanmoins jusqu'au milieu de l'année 1994, les responsables de l'administration Clinton demeurent relativement prudent sur la question et c'est essentiellement le Congrès, à majorité républicaine, qui prend plusieurs initiatives pour presser le président Clinton à s'engager sans plus attendre dans le processus d'élargissement de l'Alliance. À cet égard on peut mentionner notamment le *NATO Participation Act* du 2 novembre 1994, approfondi et renforcé par plusieurs amendements au cours de l'année 1995.

2250L'AWACS a notamment participé à la première guerre du Golfe (1990-1991), aux opérations en Libye (1992) et, à partir de 1993, aux différentes guerres dans les Balkans. À ce sujet voir, par exemple : LANZAT LACOUR, Ignacio, « AWACS de l'OTAN : un exemple de coopération internationale », *Revue de Défense Nationale*, tribune numéro 529, 2014.

2251AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7100, HON 4.4/4.4 état politique et intérieur, OTAN/AWACS, télégramme diplomatique, 16 mars 1993

2252Journal officiel, Assemblée nationale, session du 28 octobre 1993.

2253En 1993, les États-Unis, soucieux de ne mécontenter ni les PECO, ni la Russie, ni leurs partenaires ouest-européens, soutiennent l'idée d'une voix médiane sur la question de la sécurité en Europe et développent l'idée du Partenariat pour la Paix (PPP). L'initiative prolonge la logique du COCONA (Conseil de coopération nord-atlantique), créé en 1991, qui rassemblait l'ensemble des pays européens dans un forum de discussion sur les questions de sécurité au sens large mais qui ne répondait pas fondamentalement au désir de rapprochement des PECO avec l'OTAN. Le PPP, répond davantage à cette logique. Lancé à Bruxelles en janvier 1994, au cours du sommet de l'Alliance, il se base sur une logique bilatérale et prévoit des accords entre l'OTAN et près d'une trentaine de pays d'Europe centre-orientale autour de trois domaines principaux : des coopérations militaires conjointes dans des missions de maintien de la paix ou d'observations en collaboration avec les forces de l'Alliance, des coopérations entre groupes d'experts (échanges d'informations) et des actions de formation. La fonction du PPP est donc en partie militaire, mais recouvre également des objectifs politiques en visant la promotion des principes démocratiques et la stabilité.

« dommageable » pour tout le monde<sup>2254</sup>.

Au cours de l'automne 1993, la pression hongroise sur Paris se fait cependant de plus en plus forte . En l'espace de six semaines, le Premier ministre hongrois écrit trois fois au président Mitterrand. Le 4 octobre 1993, József Antall explique au chef de l'État que pour la Hongrie « l'OTAN [est] l'unique organisation militaire de sécurité réellement efficace »<sup>2255</sup> et qu'il faut « intégrer les pays de la région qui sont les plus prêts tout en réfléchissant sur l'élaboration de solutions de coopération en vue de satisfaire les besoins de sécurité des États qui ne sont pas assez mûrs pour adhérer »<sup>2256</sup>. Bien évidemment, aux yeux du chef du gouvernement magyar, la Hongrie « pays stable ayant une politique extérieure équilibrée et une économie capable de se développer »<sup>2257</sup> mérite de venir s'intégrer à l'Alliance : « de par sa position conséquente manifestée lors des crises du Koweït, des Balkans ou de la Russie, la Hongrie a clairement démontré qu'elle était un partenaire sûr et qu'elle honorait ses engagements »<sup>2258</sup>. Par ailleurs le Premier ministre hongrois estime que l'intégration de son pays « ne représente pas une charge supplémentaire à long terme pour l'Alliance, ni au sens politique du terme, ni au sens financier, ni du point de vue militaire »<sup>2259</sup>. Enfin, sur le plan géostratégique, József Antall considère que : « le renforcement du rôle de l'OTAN dans l'Est européen n'est pas opposé aux intérêts des forces démocratiques de la Russie, au contraire, il pourrait les aider »<sup>2260</sup>. Si les archives ne contiennent pas la réponse du président Mitterrand à cette missive, il semble que son contenu n'est pas offert satisfaction au chef du gouvernement hongrois puisque le 19 octobre 1993, József Antall adresse une nouvelle lettre au président français dans laquelle le ton semble sensiblement plus véhément. S'il dit « comprendre la situation difficile du président Eltsine et ses déclarations qui semblent réticentes »<sup>2261</sup> il dénonce la « politique qui fait presque subordonner l'intégration de l'Europe centrale et orientale à un intérêt supposé plus haut »<sup>2262</sup> et estime que celle-ci ne peut pas « être poursuivie plus longtemps »<sup>2263</sup> ou, en tout état de cause, pas au-delà « des élections prévues en Russie en décembre prochain »<sup>2264</sup>. Dans le cas contraire, celui où « l'OTAN manque à l'intégration réfléchie et programmée de la

---

2254MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1993, carton 12, document 001067/1, « Le point de vue de la France sur l'UE et l'OTAN », discussion entre János Szávai et Jean Vidal, télégramme diplomatique, 18 octobre 1993.

2255AN. 5AG4/CD 274, dossier 3, suivi des relations entre François Mitterrand et les responsables politiques hongrois (1991-1995), lettre de József Antall pour le président de la République, 4 octobre 1993.

2256Ibid.

2257Ibid.

2258Ibid.

2259Ibid.

2260Ibid.

2261AN. 5AG4/CD 274, dossier 3, suivi des relations entre François Mitterrand et les responsables politiques hongrois (1991-1995), lettre de József Antall pour le président de la République, 19 octobre 1993.

2262Ibid.

2263Ibid.

2264Ibid.

zone qui s'étend [entre elle] et la Russie et la laisse sans garantie pour *no man's land*, par un vide de sécurité, nous pourrions établir un scénario très pessimiste pour l'avenir »<sup>2265</sup> ajoutant voir se dessiner « l'esprit impérial de l'armée russe ». Dans une dernière lettre<sup>2266</sup> de cinq pages et organisée en quatre parties distinctes<sup>2267</sup>, le 10 novembre 1993, le dirigeant hongrois, indique vouloir livrer au président français ses « réflexions sur les lourdes questions que les événements de ces derniers mois [lui] ont suggéré »<sup>2268</sup>. Dans son introduction, József Antall se dit « conscient du poids [modeste] de la Hongrie et des possibilités [réduites] de faire valoir [ses] intérêts et [sa] position »<sup>2269</sup>. Reprenant la plupart des arguments développés dans ses correspondances précédentes il juge désormais l'élargissement le plus rapide possible de l'OTAN « nécessaire »<sup>2270</sup> pour ne pas laisser la Hongrie au cœur d'une « zone morte » face à une Russie qui n'a pas « renoncé au rétablissement de l'ensemble ou de la majeure partie de l'ex-URSS »<sup>2271</sup> s'appuyant, pour démontrer son argument, sur les exemples, dans le Caucase, de « la Géorgie et [de] l'Azerbaïdjan devenus indépendants sans vouloir l'adhésion à la CEI [et qui] se sont vus contraints à le faire ». La lettre développe par ailleurs un nouvel argument. Estimant que les tensions sociales nées à l'Est des processus de transitions peuvent être utilisées pour « retourner ou détourner nos pays à l'aide de la démagogie »<sup>2272</sup>, József Antall, citant à cet égard l'exemple des élections lituanienes<sup>2273</sup> et polonaises<sup>2274</sup>, met en garde contre la possibilité que les problèmes intérieurs viennent se heurter aux problématiques extérieures. Pour le Premier ministre, « sans l'intégration atlantique de la région nous pouvons esquisser la plus grave vision de l'avenir »<sup>2275</sup>. La conclusion de la lettre adopte un ton plus solennel en soulignant qu'il « serait tragique de ne pas mettre en valeur le grand tournant des années 1989-1990 »<sup>2276</sup> et explique, dans une phrase clairement destinée à la politique française dans cette affaire, qu' « on peut avoir des priorités à court terme, mais que l'on court toujours un risque

---

2265 *Ibid.*

2266 Conjointement adressée au Premier ministre, Édouard Balladur.

2267 Respectivement : les relations entre les pays de Visegrád et l'OTAN, la crise en Yougoslavie, la situation russe et enfin les difficultés économiques et tensions sociales qui pourraient résulter de ces événements en Europe du centre-est.

2268 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7110, HON 12.1/1, relations politiques avec la France, échange de messages, lettre de József Antall pour le président de la République et le Premier ministre, 10 novembre 1993.

2269 *Ibid.*

2270 *Ibid.*

2271 *Ibid.*

2272 *Ibid.*

2273 En novembre 1992, les élections législatives lituanienes sont marquées par une très large et très inattendue victoire du parti démocratique du travail (*Lietuvos demokratinė darbo partija*), l'ancien parti communiste.

2274 Rempportées, en septembre 1993, par une coalition de gauche comprenant de nombreux ex-communistes.

2275 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7110, HON 12.1/1, relations politiques avec la France, échange de messages, lettre de József Antall pour le président de la République et le Premier ministre, 10 novembre 1993.

2276 *Ibid.*

en n'ayant à l'esprit qu'une seule question »<sup>2277</sup>. La réponse du gouvernement français arrive exactement quinze jours plus tard. Si Édouard Balladur reconnaît que l'instabilité créée par le conflit yougoslave nécessite « d'offrir un cadre de stabilité à la Hongrie »<sup>2278</sup> il continue de considérer que « l'adhésion à l'OTAN est compliquée ». Sur la Russie, le chef du gouvernement français dit comprendre les « préoccupations légitimes » de la Hongrie, mais se montre ferme : la France ne veut pas « recréer des divisions ou des barrières [en Europe] qui menaceraient à terme son unité et risqueraient de donner à certains un sentiment d'exclusion »<sup>2279</sup>. Pour régler les questions de sécurité en Europe, la France préfère donc agir par le biais de son projet de Pacte de stabilité<sup>2280</sup>. Bien évidemment la réponse ne satisfait guère Budapest. Le ministre des Affaires étrangères, Géza Jeszenszky, réaffirme, moins de deux semaines après cette réponse, que la stratégie de laisser l'Europe centrale en dehors de l'Alliance pour faire plaisir aux Russes est une « erreur »<sup>2281</sup> et qu'en agissant de la sorte on isole au contraire la Russie de l'Europe en laissant une « zone tampon au centre »<sup>2282</sup>.

La position de la France semble assez peu évoluer au cours des dix-huit mois suivants. Pascal Boniface estime néanmoins que les réticences françaises se relâchent sensiblement après le sommet de l'OTAN à Bruxelles début janvier 1994<sup>2283</sup>. Les États-Unis y ont accepté le principe d'une complémentarité entre l'OTAN et l'Europe de la défense tandis que le Partenariat pour la Paix semble, aux yeux de Paris, pouvoir servir de salle d'attente – et pourquoi pas de voie parallèle? – à l'élargissement de l'Alliance, dont la réalisation semble désormais assez éloignée dans le temps pour satisfaire Paris. À l'issue du sommet, François Mitterrand reconnaît la légitimité de la demande des PECO de rejoindre une organisation de défense, « que cela soit l'OTAN ou l'UEO »<sup>2284</sup> mais n'oublie pas de rappeler, comme il l'avait fait pour la question de l'élargissement de l'UE, qu'une adhésion impliquerait « des obligations et des responsabilités »<sup>2285</sup> et qu'elle ne devrait en aucun exacerber des problèmes de sécurité pour des parties tiers. Enfin il rappelle que les problèmes les plus urgents demeurent avant tout ceux des minorités et des frontières et que ceux-ci peuvent être résolus à travers le Pacte

---

2277Ibid.

2278AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7110, HON 12.1/1, relations politiques avec la France, échange de messages, lettre d'Édouard Balladur pour József Antall, 25 novembre 1993.

2279Ibid.

2280Voir *supra*

2281AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7111, HON 12.2, relations politiques avec la France, entretiens et consultations politiques franco-hongrois, télégramme diplomatique, 29 novembre 1993.

2282Ibid.

2283BONIFACE, Pascal, « NATO's Enlargement, France's Dilemma », dans HAGLUND, David, *Will NATO go east ? The Debate Over Enlarging The Atlantic Alliance*, Kingston, Queen's University, 1996, pages 181-196.

2284Nouvelles Atlantiques, numéro 2586, 11 janvier 1994.

2285Ibid.

de stabilité<sup>2286</sup>. Mais à Budapest, le PPP<sup>2287</sup> et l'UEO sont essentiellement perçus comme « accessoires »<sup>2288</sup> voire, au départ, comme des « écrans de fumée »<sup>2289</sup> destinés à éluder l'élargissement atlantique. En mai 1994, le Premier ministre hongrois, Gyula Horn, explique, sur un ton très diplomatique, que « le PPP est un compromis »<sup>2290</sup> et qu'il « s'agit d'un pas positif, mais pas suffisant, précisant que : « l'adhésion à l'OTAN est une question qui ne se pose même pas, il s'agit d'une évidence »<sup>2291</sup>. Quelques semaines plus tard, il indique même souhaiter que celle-ci se réalise « avant la fin du siècle »<sup>2292</sup>. En ce qui concerne l'UEO<sup>2293</sup>, la Hongrie ne fait pas non plus preuve d'un très grand enthousiasme. L'organisation ne possède en effet pas réellement de pouvoirs opérationnels tandis que l'adhésion de plein droit semble de toute évidence conditionnée à une appartenance à l'UE<sup>2294</sup>. Par ailleurs, le fait que la Russie ne marque aucune réserve vis-à-vis de l'institution apparaît à Budapest comme la preuve qu'elle n'est encore qu'à un stade embryonnaire du point de vue défensif.

L'analyse des entretiens au plus haut niveau entre dirigeants français et dirigeants hongrois, semble montrer que, jusqu'au milieu de l'année 1995, les arguments et les positions françaises n'évoluent pas. En octobre 1994, le ministre des Affaires étrangères français, Alain Juppé, reçoit son homologue hongrois, László Kovács, à Paris et lui tient un discours très semblable à ceux des années et des mois précédents sur la question. De nouveau la « question russe » est mise en avant, le chef de la diplomatie française soulignant que « le pays peut basculer vers une démocratie, mais aussi vers un régime autoritaire. Son économie peut se stabiliser ou se diriger vers le chaos. La France ne veut pas pousser du mauvais côté. L'OTAN et son élargissement sont un dilemme. Rien ni personne ne peut garantir ce que sera la Russie dans cinq ans »<sup>2295</sup>. En réalité, vu de Paris, l'élargissement de l'Alliance ne peut pas précéder le rapprochement des PECO et de l'UE. Au début de l'année 1995, le ministre français de la Défense, François Léotard, réaffirme qu'il ne faut pas « brutaliser l'OTAN »<sup>2296</sup> et que la

2286 *Ibid.*

2287 La Hongrie signe le document-cadre du PPP le 8 février 1994.

2288 BARBIER, Sandrine, *Op.cit.*

2289 SZUREK, Sandra, « L'élargissement de l'OTAN aux PECO et le Partenariat pour la Paix », dans DALLIER, Patrick, KOVACS, Péter, *Perspectives d'intégration des pays d'Europe centrale et orientale. Actes du colloque de Miskolc des 4-5 octobre 1996*, Paris, Montchrestien, pages 85-112

2290 AMAE, série Europe, sous-série Hongrie (1991-1995), carton 7108, HON 11.1, politique étrangère, lignes générales, « Hongrie, les enjeux de la sécurité », note du secrétariat général de la Défense nationale, direction de l'évaluation et de la documentation, 19 septembre 1994.

2291 *Ibid.*

2292 *Kurier*, 9 juillet 1994.

2293 Au sein de laquelle la Hongrie obtient le statut « d'associé-partenaire » en mai 1994.

2294 Les membres de l'OTAN non membre de l'UE n'y possèdent ainsi que le simple statut de « membres associés ».

2295 MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1994, carton 16, document 002569/2, compte rendu de la visite de László Kovács en France, 24 octobre 1994.

2296 *Süddeutsche Zeitung*, 9 janvier 1995.

première des priorités doit être de renforcer le PPP et de rallier les PECO aux institutions européennes.

Il faut en réalité attendre le printemps 1995 pour voir Paris opérer un léger changement de discours sur la question puis l'hiver 1996 pour observer un véritable changement de position.

### ***C- Jacques Chirac et l'élargissement à l'Est de l'OTAN à travers les rapports franco-hongrois (1995-1999).***

L'élection de Jacques Chirac à la présidence de la République, le 7 mai 1995, ne laisse rien présager de bon pour Budapest sur la question de l'élargissement de l'OTAN. C'est du moins ce que pense l'ambassadeur hongrois en poste à Paris le 10 mai 1995<sup>2297</sup>. La Hongrie connaît l'attachement personnel du Président Chirac pour la Russie, un pays dans lequel il a beaucoup voyagé au cours de sa jeunesse et dont il a étudié la langue et la culture<sup>2298</sup>. L'accueil chaleureux réservé par la presse russe le lendemain de son élection ne peut apparaître que comme une confirmation de cette crainte<sup>2299</sup>. Néanmoins, le président français, bien que soucieux de ménager la Russie, et son président Boris Eltsine, semble se montrer plus ouvert sur la question de l'élargissement que son prédécesseur. Au Quai d'Orsay, le nouveau ministre des Affaires étrangères, Hervé de Charette, déclare, quelques jours seulement après son entrée en fonction, que : « La France porte un regard favorable sur l'élargissement de l'Alliance aux pays d'Europe centrale et orientale. Le processus est déjà en cours. Il sera terminé dans les prochains mois et je peux vous assurer que la France [le] supportera »<sup>2300</sup>. Quelques mois plus tard<sup>2301</sup>, le président Chirac écrit au Premier ministre hongrois, pour lui expliquer que « lorsque se négociera l'adhésion de la Hongrie à l'OTAN, la France exercera la volonté politique nécessaire »<sup>2302</sup> pour que celle-ci se fasse rapidement. Le 4 décembre, le chef de l'État, qui accorde une interview au magazine *Time*, estime qu'il est « évident que l'Alliance atlantique doit s'étendre à l'Est », précisant néanmoins qu'il faut « être prudent pour trouver un accord avec les Russes qui permettra que cet élargissement se fasse

---

2297MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001373/1, « La politique européenne et de sécurité de Jacques Chirac », note du 10 mai 1995.

2298TINGUY (de), Anne, « Le rapprochement avec la 'Nouvelle' Russie : une relation instrumentale ? », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 159-178.

2299MNL-OL, Küm, XIX-J-1-j, France, 1995, carton 14, document 001373/4, télégramme diplomatique, 23 mai 1995.

2300*Propos sur la Défense*, numéro 51, mai-juin 1995, pages 36-39.

2301Le 3 novembre 1995.

2302AN. 5AG5/JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, correspondance entre Gyula Horn et Jacques Chirac, lettre du 13 novembre 1995.

sans les menacer ou les humilier»<sup>2303</sup>. Ce souci de préserver la Russie est désormais le dernier point essentiel pour Paris, le président Chirac ayant abandonné le dogme gaulliste de l'indépendance de la France par rapport à l'OTAN et accepté de se rapprocher de l'organisation militaire intégrée en décembre 1995 – sans pour autant la rejoindre – se ralliant ainsi à un traitement atlantique de la défense<sup>2304</sup>. En juin 1996, Jacques Chirac continue donc de souligner, devant son homologue magyar, Árpád Göncz, la nécessité de préserver Moscou : « Naturellement je suis tout à fait attaché à l'élargissement de l'OTAN [...] mais la Russie exprime son inquiétude. La perspective de l'élargissement de l'OTAN fait naître chez les dirigeants russes, et entretient dans le peuple russe, la menace d'un encerclement. Ce n'est pas notre intérêt [...] parce que ça ne pourra que les inciter à se retourner vers l'est, c'est-à-dire d'abord vers la Chine malgré les divergences profondes qui la sépare de ce pays [...] Il faut procéder avec prudence et méthode. D'abord terminer la réorganisation de l'OTAN et ensuite tenter de mettre au point un accord avec l'OTAN et la Russie »<sup>2305</sup>. Le président Göncz dit comprendre « le souci de ménager la Russie » mais demande au président français de comprendre également « [leur] souci de sécurité »<sup>2306</sup> et d'ajouter : « Nous aimerions que la Russie soit aussi insérée dans un réseau d'obligation en matière de droits de l'Homme, d'environnement, de respect de la Constitution. Je m'en suis expliqué en tête-à-tête avec le président Eltsine à l'occasion du sommet de la CSCE à Budapest. Je l'ai trouvé très mesuré. Évidemment en public il tient des propos plus critiques pour des raisons que l'on peut comprendre »<sup>2307</sup>.

En réalité la position russe sur l'élargissement connaît une trajectoire assez similaire à celle de la France<sup>2308</sup>. Dès que se met en place en 1993-1994, le projet d'ouverture de l'OTAN à de nouveaux partenaires issus du bloc soviétique à peine cinq ans plus tôt, la Russie proteste avec véhémence. Le 15 septembre 1993, Boris Eltsine envoie une lettre aux décideurs politiques occidentaux pour leur indiquer qu'il s'opposera avec fermeté à l'extension de

2303 *Time*, 4 décembre 1995.

2304 *Le Monde diplomatique*, janvier 1996 : « Retour honteux de la France dans l'OTAN ».

2305 AN. 5AG5/JL 12, dossiers de Jacques Lapouge, entretien entre le Président Chirac et Árpád Göncz, *verbatim* de l'échange, 3 juin 1996

2306 *Ibid.*

2307 *Ibid.*

2308 Le sujet a été largement traité et nous ne livrons ici qu'un très rapide survol de la question puisque « l'argument russe » constitue l'une des deux principales raisons de l'opposition française à l'élargissement de l'OTAN jusqu'en 1995-1996. Pour plus de détails sur la Russie et l'OTAN, on peut se référer, par exemple, à : SPETCHINSKY, Laetitia, *Russie-UE : la naissance d'un partenariat stratégique. Les transformations de la politique étrangère russe 1991-2000*, Peter Lang, Berne, 2011. WILDE d'ESTMAEL (de), Tanguy, SPETSCHINSKY, Laetitia (dir.), *La politique étrangère de la Russie et l'Europe. Enjeux d'une proximité*, Bruxelles, Peter Lang, 2004. BARANOVSKY, Vladimir, « La Russie et la sécurité européenne », *Politique étrangère*, numéro 1, printemps 1995, pages 33-53. BRAUN, Aurel, « The Russian Factor », dans BRAUN, Aurel, BARANY, Zoltán (dir.), *Dilemmas of transition : the Hungarian experience*, New York et Oxford, Rowman and Littlefield, 1999, pages 273-299. FACON, Isabelle, « La Russie, l'OTAN et l'avenir de la sécurité en Europe », *Politique étrangère*, numéro 3, 1997, pages 291-305.

l'Alliance<sup>2309</sup>. En mai 1994, la revue *Foreign Affairs* ouvre ses colonnes au ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, Andreï Kozyrev, qui souligne alors l'absolue nécessité d'un partenariat entre les États-Unis et la Russie sur les questions sécurités. Accusant les experts américains de rester figés dans une stratégie d'endiguement à l'égard de son pays et de s'accrocher à la vision d'une fatale incompatibilité entre l'Occident et les Russes, il plaide pour une Russie puissante, indépendante, et contre l'ordre du monde fondé sur la doctrine de la « pax americana ». Sur la question de l'OTAN, l'éventualité d'un élargissement est repoussée avec violence, le ministre considérant que l'Alliance est elle-même inadéquate dans une conjoncture où la Russie n'est plus ni communiste, ni ennemie<sup>2310</sup>. De nombreux éléments peuvent être évoqués pour justifier cette virulente opposition russe. Outre le fait que les États-Unis avaient promis et répétés à plusieurs reprises aux dirigeants soviétiques puis russes, au début des années 1990, que l'OTAN ne s'étendrait pas<sup>2311</sup>, il faut certainement souligner, comme le fait Jacques Chirac devant Árpád Göncz, que la Russie a redouté une sorte d'encerclement en cas d'extension de l'Alliance. Isabelle Facon explique à ce propos que :

« La Russie, privée de frontières naturelles suffisamment 'dissuasives' s'est de tout temps sentie isolée et menacée par l'Europe comme par l'Asie. Sa réponse à cette vulnérabilité a été la constitution d'un glacis protecteur par la conquête de nouveaux territoires, notamment en Europe centrale et orientale, espace auquel Moscou a toujours accordé une attention prioritaire »<sup>2312</sup>.

Dans cette optique, l'expansion de l'Alliance serait de nature à créer une évolution perturbante et une sensation d'asphyxie pour la Russie réduisant ainsi sa sensation de « sécurité ». Il existe ensuite chez les Russes, le sentiment d'une « ingratitude » de l'Occident. Les dirigeants moscovites rappellent en effet volontiers à de nombreuses reprises entre 1991 et 1995, le fait qu'ils ont procédé, de leur propre chef et dès le début des années 1990 à des réductions unilatérales de forces en Europe de l'Est, mais aussi accepté la dissolution du pacte de Varsovie et la réunification de l'Allemagne – ainsi que sa réintégration dans l'OTAN – et proposé en premier une réduction des Forces conventionnelles en Europe (traité FCE), autant de gestes de bonne volonté garantissant la sécurité en Europe. Enfin, de nombreux experts et

---

2309DURANDIN, Catherine, *Op.cit.*, page 86.

2310KOZYREV, Andreï , « The Lagging Partnership », *Foreign Affairs*, volume 73, numéro 3, mai-juin 1994, pages 59-70.

2311DURANDIN, Catherine, *Op.cit.*, page 84.

2312FACON, Isabelle, « La Russie, l'OTAN et l'avenir de la sécurité en Europe », *Politique étrangère*, numéro 3, 1997, pages 291-305.

responsables politiques estiment qu'élargir l'OTAN reviendrait à donner des arguments aux nationalistes russes<sup>2313</sup> et pourrait créer un risque pour les dirigeants en place<sup>2314</sup> et la poursuite des réformes politiques et économiques en cours dans le pays. En ce sens, Jacques Chirac entend protéger Boris Eltsine<sup>2315</sup> comme François Mitterrand avait voulu protéger Mikhaïl Gorbatchev<sup>2316</sup>. Néanmoins la position de la France ne l'entraîne pas au-delà de cette forme d'accompagnement politique, car elle ne souhaite pas s'aliéner l'ensemble des autres pays occidentaux<sup>2317</sup>. Au-delà de la rhétorique sur la place légitime de la Russie dans les nouveaux ordres de sécurité européens et sur la nécessité de consolider les moyens d'action de l'OSCE, Paris est avant tout soucieuse de voir se renforcer le « pilier européen » de l'OTAN et la « question russe », n'est en ce sens pas la priorité. Même si les relations entre Paris et l'Alliance restent fraîches, la diplomatie française présume que ses objectifs seront mieux servis par un dialogue accru avec celle-ci et qu'il n'est donc pas utile de créer un sujet de tension supplémentaire au nom de l'amitié franco-russe. De fait, au début de l'année 1997 et à l'approche du sommet de l'OTAN de Madrid (juillet 1997), la France ne semble plus avoir de réticences quant à l'élargissement. À Budapest, en janvier, le président Chirac explique ainsi soutenir « sans réserve la candidature de la Hongrie à l'entrée dans l'OTAN »<sup>2318</sup> et souhaiter que « le Sommet l'Alliance décide d'engager les négociations d'adhésion »<sup>2319</sup>. Néanmoins, le chef de l'État souligne également, devant son homologue magyar, l'intérêt « d'inscrire l'extension de l'Alliance dans un projet global avec le renforcement de l'OSCE et la

2313L'idée s'appuie globalement sur l'exemple de l'Allemagne de 1918. Ruinée, humiliée et isolée elle avait fini par remettre la paix européenne en cause, alors qu'au contraire, soutenue et intégrée après 1945, elle était devenue une démocratie prospère et l'un des moteurs de l'Europe. En ce sens l'élargissement de l'OTAN est décrit par certains hommes politiques russes comme une sorte de « Versailles » russe, une paix dictée au vaincu de la guerre froide. C'est, d'une certaine manière, le sens des propos de Sergueï Karaganov, un des membres du conseil de sécurité russe : « Si l'OTAN s'élargit vers l'Est, la Russie deviendra, sous quelque gouvernement que ce soit, une puissance révisionniste s'efforçant de saper l'ordre européen déjà fragile ». Cité par LEPESANT, Gilles, « La sécurité de l'Europe centrale et orientale après l'élargissement de l'OTAN », *Les études du CERI*, Fondation nationale des sciences politiques, numéro 29, juillet 1997, page 25.

2314George Kennan, le père de la doctrine du *containment* de 1947 s'est souvent et longuement exprimé sur la question de la relation de l'OTAN avec la Russie pour conseiller instamment de ne pas étendre l'OTAN pour ne pas exclure la Russie du nouvel ordre euroatlantique post-guerre froide. Le 5 février 1997, dans le *New York Times* il écrit ainsi que « cette extension ne manquera pas d'enflammer les tendances nationalistes et anti-occidentales et militaristes au sein de l'opinion russe elle contrariera le développement de la démocratie en Russie, elle restaurera l'atmosphère de guerre froide dans les relations Est-Ouest, elle poussera la politique étrangère russe dans des directions qu'à coup sûr nous n'apprécions pas ».

2315Qu'il tutoie et avec qui il s'entend par ailleurs très bien sur le plan personnel.

2316Lorsque Jacques Chirac rencontre Árpád Göncz en juin 1996, la Russie est en plein milieu de ses élections présidentielles et le résultat s'annonce très incertain, Boris Eltsine faisant face à un sérieux candidat en la personne du Guennadi Ziouganov (représentant du Parti communiste de la Fédération de Russie). Le président français se veut donc très prudent dans ses propos.

2317La France a bien essayé, en décembre 1996, à Lisbonne, de proposer aux côtés de la Russie une OSCE renforcée, mais l'accueil réservé par les autres pays occidentaux à cette proposition fut bien froid et Paris décida alors de se concentrer sur la dimension européenne et atlantique de sa politique étrangère.

2318AN. 5AG5/JFC 31, dossiers de Jean-François Cirelli, Hongrie (1995-2001), discours de Jacques Chirac devant le parlement hongrois, Budapest, 16 janvier 1997.

2319Ibid.

conclusion d'une charte entre l'OTAN et la Russie »<sup>2320</sup>. Si l'attitude de la France a changé<sup>2321</sup>, c'est aussi parce que celle de la Russie s'est assouplie après la réélection de Boris Eltsine en juillet 1996. Au cours de l'automne 1996, le ministre russe des Affaires étrangères, Evguéni Primakov<sup>2322</sup>, a concédé qu'il pouvait souscrire à un élargissement politique de l'OTAN doté de garanties de sécurité collective, mais a également tenu à souligner que Moscou n'accepterait pas la présence de forces de l'Alliance et d'armes nucléaires sur le territoire d'un nouveau membre<sup>2323</sup>. De complexes négociation entre le début de l'année 1997<sup>2324</sup> et le mois de mai<sup>2325</sup> mènent finalement, le 27 mai 1997 à la signature, à Paris de l'Acte fondateur. L'accord permet aux Russes d'obtenir non seulement des avantages financiers<sup>2326</sup> en contrepartie de leur acceptation de l'élargissement de l'OTAN, mais également une reconnaissance de leur rôle dans les affaires européennes de sécurité<sup>2327</sup>. Le mérite de l'Acte fondateur repose par ailleurs sur le fait qu'il présente la Russie non pas comme un pays vaincu et affaibli, mais comme une puissance européenne. L'Acte fondateur ne prévoit en effet pas seulement une assistance financière accrue à la Russie, il lui procure aussi des bénéfices politiques non négligeables en lui offrant une demi-place au G7, mais aussi via la mise sur pied d'un « Conseil conjoint permanent OTAN-Russie » dont Moscou exercera la coprésidence avec le Secrétaire général de l'OTAN<sup>2328</sup>. Le document prévoit enfin une vingtaine de « domaines de consultation et de coopération » dont le maintien de la paix et les activités scientifiques liées à la défense<sup>2329</sup>. Au final, en créant un cadre autorisant le dialogue d'égal à égal entre l'OTAN et la Russie sur les affaires affectant la sécurité européenne et en décrédibilisant le risque d'isolement russe l'accord satisfait aussi bien Moscou<sup>2330</sup> que Washington, Berlin et Paris.

Si l'élargissement de l'OTAN est alors quasiment acté, le nom de ses premiers bénéficiaires ne l'est pas encore. À Sintra, le 30 mai 1997, trois jours après la signature, de l'Acte fondateur, les 16 partenaires des États-Unis dans l'OTAN sont réunis dans un château de la Riviera

2320AN. 5AG5/01A10/4, voyage officiel du Président en Hongrie (16-17 janvier 1997), entretien avec Árpád Göncz, 16 janvier 1997.

2321Même si nous venons de le voir la volonté de préserver la Russie demeure.

2322Evguéni Maximovitch Primakov, parfois surnommé le « Kissinger russe », ancien haut responsable du KGB, spécialiste du Proche-Orient, a été membre du Conseil présidentiel de Gorbatchev de 1990 à 1991, puis le ministre russe des Affaires étrangères de janvier 1996 à septembre 1998, avant de devenir le président du gouvernement russe de septembre 1998 à mai 1999.

2323DURANDIN, Catherine, *Op.cit.* page 84.

2324Notamment au Sommet américano-russe d'Helsinki les 20 et 21 mars 1997.

2325ALBRIGHT, Madeleine, *Madam Secretary, A Memoir*, New York, Miramax Books, 2003, pages 248-257.

2326*Le Monde*, 28 mai 1997.

2327LEPESANT, Gilles, *Op.cit.*, page 25.

2328Ce conseil se réunira au moins deux fois par an au niveau des ministres des Affaires étrangères et de la Défense et pourra décider entre autres d'opérations militaires conjointes de maintien de la paix.

2329LEPESANT, Gilles, *Ibid.*

2330Ce qui ne signifie néanmoins pas pour autant que les réticences russes face à la possibilité d'un élargissement aux pays baltes et aux NEI ont totalement disparu.

portugaise. Jacques Chirac y exerce alors un lobby très actif pour voir le prochain élargissement de l'OTAN inclure, en sus des trois pays d'Europe centrale pressentis pour faire partie de la première vague, la Bulgarie et la Roumanie. Le président français répète cet exercice, un peu plus d'un mois plus tard, le 7 juillet lors du sommet de l'OTAN à Madrid, en vain. Le surlendemain le conseil de l'OTAN annonce l'ouverture de pourparlers d'adhésion avec la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

Le 16 décembre 1997, les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN signent les protocoles sur l'accession de ces trois pays et le 12 mars 1999, après près d'une décennie d'attente la Hongrie devient finalement membre de l'Alliance aux côtés de ces deux voisins centre-européens<sup>2331</sup>.

---

2331 Moins de quinze jours après son adhésion officielle à l'OTAN, la Hongrie voit l'Alliance s'engager dans une action militaire au Kosovo par le biais de bombardements dans le cadre de l'opération *Allied Force*. Le gouvernement hongrois se retrouve alors dans une position difficile, ne pouvant pas échapper d'un côté à ses responsabilités en tant que nouveau membre de l'Alliance tout en ne souhaitant pas de l'autre antagoniser trop fortement ses voisins pour ne pas mettre en danger ses minorités. Les autorités hongroises choisissent donc la prudence aussi bien dans leurs mots que dans leurs actes. Le détail des réactions du gouvernement et de la presse à cet événement est rapporté dans : KOSZTOLÁNYI, Gusztáv, « Chronicle of a Conflict Foretold. Hungary, NATO and the Kosovo Crisis », *Central Europe Review*, numéro 28, avril 1999.

## **Bilan de la quatrième partie.**

Incontestablement la question de l'élargissement euroatlantique occupe une place croissante au sein des rapports franco-hongrois au cours de la période 1989-2004 tout en dépassant le simple cadre des relations bilatérales. Dès l'origine Budapest est convaincue de l'importance d'obtenir le soutien de Paris dans l'accomplissement de son désir de retour à l'Ouest. Sur la question de l'élargissement de la Communauté, et au cours des premières années de notre période, Paris, sans jamais contester la légitimité historique et morale de ce dessein, n'envisage jamais réellement la réalisation d'un tel projet sur le court ou le moyen terme. Dans cette optique, le président Mitterrand présente, à la veille de l'année 1990, son projet de confédération européenne qui fait l'objet d'un certain intérêt de la part des Magyars sans pour autant que celui-ci ne les détourne de leur objectif principal, l'adhésion à la Communauté.

À partir de 1993, les discours de la diplomatie française sur la question de l'élargissement européen apparaissent plus souples et semblent faire l'objet d'une adaptation pragmatique aux événements. Néanmoins, sur le fond, les positions ne changent pas fondamentalement. Si vis-à-vis de la Hongrie la France n'a ni aversion, ni opposition à la voir intégrer l'UE, elle se refuse toujours à dissocier son cas de celui des autres pays d'Europe centre-orientale. L'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac en 1995 semble donner le coup d'envoi à une approche plus volontariste de la question. Néanmoins l'échec de la réforme constitutionnelle amène Paris à offrir un discours plus modeste à partir de l'automne 1997. S'il est certain qu'entre 1998 et 2004 la France n'est pas la plus fervente défenseur de l'accélération du processus d'élargissement, elle n'est pas non plus la capitale européenne qui soulève le plus de problèmes. Globalement, et hormis l'incident de « la lettre des huit » il n'y n'a donc pas de désaccords majeurs entre les deux pays et les ambassadeurs hongrois interrogés considèrent même que Paris fait preuve de soutien et d'ouverture envers leurs pays au cours de cette période.

La France se montre en revanche plus ferme, entre 1989 et 1995, sur la question de l'élargissement de l'OTAN à la Hongrie et aux autres pays d'Europe centrale. Il est en effet hors de question pour la diplomatie française d'une part d'agiter inutilement la Russie et de courir le risque de voir se reconstruire en Europe de nouveaux blocs, et d'autre part d'envisager le développement d'une architecture de sécurité européenne placée sous le contrôle des États-Unis. À partir de l'automne 1995, la position de Paris évolue (en même temps que celle de la Russie) et la France finit par soutenir l'intégration hongroise à l'OTAN.

## **CONCLUSION**

Entre 1989 et 1991, la fin de la guerre froide, l'effondrement de l'empire soviétique, la chute du Mur de Berlin et le délitement des régimes en Europe de l'Est conduisent la France à repenser entièrement sa politique européenne et, ce faisant, à redessiner, avec les États au centre et à l'est du continent de nouveaux rapports. Dans ce contexte, le rapprochement avec la Hongrie, entamé – timidement – depuis le début des années 1980<sup>2332</sup> et l'arrivée au pouvoir de François Mitterrand<sup>2333</sup>, subit une accélération de grande ampleur. Facilitées par la disparition des décalages idéologiques et des tabous entre les deux États, et encouragées d'une part par le désir hongrois d'ouverture à l'Ouest, et d'autre part par la volonté française de relance à l'Est, les relations franco-hongroises – à tout point de vue – entrent dans une nouvelle dimension<sup>2334</sup>. Les premières années de cette nouvelle ère – qui s'ouvre avec la visite de François Mitterrand à Budapest en janvier 1990, puis par la signature d'un traité d'entente et d'amitié à l'intitulé ô combien symbolique – sont marquées par une phase d'excitation mutuelle et le développement d'initiatives tous azimuts. Sur le plan culturel, la France consent à un effort financier très important en direction de la Hongrie qui autorise une progression remarquable de sa langue et de sa culture dans le pays. Un nouvel institut culturel de grande envergure voit le jour<sup>2335</sup>, l'Alliance française développe son réseau et de nouveaux outils de coopération scientifiques apparaissent (CIEF, ). Ce contexte favorable permet également à la culture et à la langue hongroise de se développer en France<sup>2336</sup>. En sus de la diversification des activités de l'IHP, désormais libérées des carcans de la pensée communiste, on assiste également à la progression – modeste, mais réelle – de la langue hongroise dans le pays avec le développement d'un réseau de lectorats dans plusieurs universités de l'Hexagone, l'apparition d'une licence de hongrois<sup>2337</sup> et la parution d'une « méthode Assimil » d'apprentissage de la langue<sup>2338</sup>. Sur le plan économique, un rapprochement appréciable est pareillement observable. Attirées par les perspectives d'investissements offertes dans le cadre de la modernisation économique du pays<sup>2339</sup> et en recherche de débouchés nouveaux pour leurs produits et leurs services, les plus grandes firmes hexagonales, hésitantes durant les

2332Et de manière plus globale depuis le milieu des années 1960.

2333LACHAISE, Bernard, « François Mitterrand et la Hongrie : un nouveau départ pour les relations franco-hongroises? », dans BENE, Krisztián et FERENC, Dávid (dir.), *Entre coopération et antagonismes. Les dimensions des relations franco-hongroises de l'époque moderne à l'intégration européenne*, Actes du colloque international de l'Université de Pécs le 13 mars 2013, Talmont- Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2014, pages 87-97.

2334PICHONNIER, Christopher, « 1989, année charnière du renouveau des relations franco-hongroises », *Öt Kontinens, az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2012/2, Budapest, ELTE, 2013, pages 73-87.

2335Même si le projet est lancé, nous l'avons rappelé, au cours de la décennie précédente.

2336Dans des proportions certes bien plus humbles.

2337À l'INALCO.

2338KASSAI, Georges, SZENDE, Thomas, *Le hongrois sans peine*, Paris, Assimil, 1989.

2339Et en particulier par les bonnes affaires à conclure dans le cadre des privatisations.

premiers mois, finissent par se lancer avec vigueur et réussite en direction du marché hongrois. Politiquement enfin, la période se distingue par la multiplication de visites de haut niveau dont le rythme<sup>2340</sup> et le volume<sup>2341</sup> sont sans commune mesure avec les années – et les décennies – précédentes.

À partir de l'automne 1991, cette première phase de « retrouvailles enthousiasmées » se ralentit et il faut alors distinguer les chronologies politiques, culturelles, et économiques. Sur le plan politique, on observe un sensible fléchissement de l'intensité des visites bilatérales au plus haut niveau. Si les dirigeants hongrois se concentrent davantage sur la lourde tâche de la transition économique, il semble surtout que la diplomatie française se montre désormais moins préoccupée par le raffermissement de ses liens avec les nouvelles démocraties d'Europe centre-orientale que par la gestion du conflit dans les Balkans et le renforcement des structures communautaires<sup>2342</sup>. Certainement l'échec du projet de confédération européenne et les déclarations, peu avenantes, de François Mitterrand à Prague en juin 1991 contribuent elles aussi à réduire quelque peu<sup>2343</sup> l'intensité des échanges entre les deux pays.

Au niveau culturel, l'analyse est plus délicate. En effet si l'on assiste clairement à une réduction passablement brutale des financements dans ce domaine à la rentrée 1992<sup>2344</sup>, mais aussi à l'apparition de difficultés dans une partie du réseau culturel français dans le pays (Alliance française), la période est également témoin de la naissance de l'Association franco-hongroise pour la jeunesse, d'une progression sensible de la langue française dans le secondaire et le supérieur et de la multiplication d'accords interuniversitaires.

Dans le domaine économique enfin, les relations ne connaissent aucun ralentissement, bien au contraire. Les investissements français se multiplient<sup>2345</sup> et de nouvelles compagnies s'installent en Hongrie. Néanmoins, les échanges commerciaux ne progressent guère tandis que les PME hexagonales se montrent encore hésitantes à venir s'implanter dans le pays.

---

2340Le Premier ministre magyar, József Antall, se rend quatre fois à Paris en moins de dix-huit mois entre le printemps 1990 et l'automne 1991.

2341Plus de trente visites ministérielles de par et d'autre entre le printemps 1989 et l'automne 1991.

2342DUMAS, Roland, *Coups et blessures, 50 ans de secrets partagés avec François Mitterrand*, Paris, Cherche-midi, 2011, page 437.

2343Provisoirement du moins.

2344Pour autant les sommes allouées à la coopération culturelle demeurent infiniment supérieures à celles qui prévalaient avant 1989 tandis que Budapest demeure la capitale d'Europe centre-orientale la mieux dotée (en proportion du nombre d'habitants).

2345Pour atteindre un total de 300 MF au cours de l'été 1992. AN., Archives du Premier ministre (Pierre Bérégovoy), dossiers de Jean-Claude Cousseran, dossier numéro 19950484/2, dossier Hongrie, note du 23 juillet 1992.

Les changements de majorités gouvernementales en France<sup>2346</sup> et en Hongrie<sup>2347</sup> n'ont pas d'influence majeure sur l'état des relations entre les deux pays<sup>2348</sup>. Au printemps 1993, l'arrivée au pouvoir en France d'une coalition RPR-UDF a pourtant fait naître des espoirs côté magyar<sup>2349</sup> quant à l'accélération de la candidature hongroise à l'UE. Mais si la tonalité des discours français est sensiblement plus positive, Paris continue de défendre une vision prudente de l'élargissement. Dès l'automne 1993, le nouveau Premier ministre, Édouard Balladur, développe le concept de cercles concentriques tandis que son chef de la diplomatie, Alain Juppé, insiste lui, au cours du printemps suivant, sur la nécessité de rééquilibrer les relations de l'UE en direction du Sud, deux projets qui ne sont pas fondamentalement de nature à rapprocher la France de la Hongrie. Pourtant Budapest demeure clairement la partenaire numéro un de Paris en Europe centrale au cours de cette période et les dirigeants magyars sont plus appréciés par la diplomatie française que leurs homologues polonais, tchèques et slovaques<sup>2350</sup>. Du côté hongrois, le nouveau gouvernement socialiste mené par Gyula Horn poursuit la politique extérieure dessinée par le couple Antall-Boross et maintient le « retour à l'Ouest » en tête de ses priorités diplomatiques. Dans cette optique la conservation de liens de qualité avec Paris est essentielle et malgré la germanophilie affirmée du nouveau Premier ministre, Budapest continue de soigner ses rapports avec la France. Sur le plan culturel, la période voit le lancement d'un programme d'action intégrée (Balaton) qui permet de resserrer les liens entre chercheurs français et hongrois, mais aussi la naissance de l'Association INFH. En revanche, et pour la première fois depuis le début des années 1990, le français ne progresse plus et commence même, au niveau du primaire, à reculer. Sur le plan économique, enfin on note une diminution des investissements directs entre 1994 et 1995 avec l'arrêt du processus de privatisation entamé au début de la décennie.

Si l'arrivée au pouvoir de Jacques Chirac en 1995 n'a pas d'impact visible sur l'état des relations culturelles entre les deux pays, en revanche elle apparaît influencer de manière positive

---

2346En mars 1993.

2347En juillet 1994.

2348Il est étonnant de remarquer à cet égard que la période qui va de mars 1993 à juillet 1994 est l'un des seuls moments au cours duquel les deux pays ont une majorité politique de mêmes couleurs. Cela ne se reproduit qu'une seule fois au cours des dix années suivantes, et de nouveau de manière très brève (de juin 1997 à juillet 1998)

2349Même si l'ambassadeur János Szávai juge que l'UDF n'est pas très enthousiaste vis-à-vis de la Hongrie. Correspondance de l'auteur avec János Szávai, 5 février 2017.

2350En juillet 1992 une note de la direction stratégique du ministère des Affaires étrangères adressée au Premier ministre, Pierre Bérégovoy, explique que « contrairement aux autres dirigeants de la région » les hommes politiques magyars et en particulier le Premier ministre, József Antall, ne sont pas « américanolâtres », une situation qui les distingue alors de « Klaus et de sa clique et peut-être dans une moindre mesure de Monsieur Havel ». AN., Archives du Premier ministre (Pierre Bérégovoy), dossiers de Jean-Claude Cousseran, dossier numéro 19950484/2, dossier Hongrie, note du 23 juillet 1992.

sur le niveau des rapports économiques. La diplomatie économique proactive du président Chirac – il est vrai bien aidée par la reprise de la croissance en Hongrie et la relance des privatisations – semble produire ses effets. La France connaît une période d'expansion sans précédent dans le pays. Des investissements d'un type nouveau et dans de nouveaux secteurs font leur apparition à partir de 1997, les échanges commerciaux s'élèvent finalement de manière significative tandis que la France obtient enfin les grands contrats qu'elles avaient tant espérés durant la première partie de la décennie 1990. En revanche la faible présence des PME ne s'améliore pas, et ce malgré de multiples tentatives de relance.

Au niveau politique, la majorité des observateurs<sup>2351</sup> et des acteurs<sup>2352</sup> distingue également une césure, le nouveau président français se montrant plus conciliant que son prédécesseur sur la double question de l'élargissement de l'UE et de l'OTAN<sup>2353</sup>. Néanmoins, sur l'UE, Paris demeure partisane du préalable de la réforme institutionnelle tandis que sur l'OTAN la volonté de ne pas brusquer la Russie continue d'être le *leitmotiv* de la diplomatie française jusqu'au milieu de l'année 1997. Sur ces questions la France n'a pas une politique spécifique envers la Hongrie, et ce en dépit de l'excellente représentation du pays dans les médias et la classe politique française<sup>2354</sup>. Si la qualité des relations politiques bilatérales n'a de cesse de s'améliorer au cours de la période<sup>2355</sup>, le sort de la Hongrie n'est jamais distingué du cadre plus large « des pays candidats ». Budapest a donc une image, mais pas un statut auprès des dirigeants français et son destin euroatlantique demeure toujours lié à celui d'un groupe plus étendu, une situation qui provoque parfois quelques crispations chez les dirigeants magyars<sup>2356</sup>.

Le début des années 2000 est marqué essentiellement par la continuité. Si on observe un léger ralentissement sur le plan des échanges économiques et des investissements français en terres magyares, les relations culturelles atteignent en revanche un double apogée avec

---

2351 Par exemple PARZYMIES, Stanisław, « La France et l'Europe centrale », *Annuaire français des relations internationales*, volume X, 2009 ou encore MARÈS, Antoine, « Jacques Chirac et l'Europe centrale », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 89-105.

2352 En particulier les ambassadeurs magyars interrogés.

2353 Malgré les nuances que nous avons présentées.

2354 Bernard Lachaise a par exemple souligné de quelle façon les groupes d'amitiés France-Hongrie au Sénat et à l'Assemblée nationale deviennent plus actifs au cours de cette période : LACHAISE, Bernard, « France-Hongrie au parlement sous la Ve République : histoire d'une amitié », dans LACHAISE, Bernard, RICHARD, Gilles, GARRIGUES, Jean (dir.), *Les territoires du politique. Hommages à Sylvie Guillaume*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.

2355 Et de manière encore plus prégnante après la visite de Jacques Chirac en Hongrie en janvier 1997.

2356 Il faut toutefois ajouter que la Hongrie a elle-même bien souvent choisi de jouer la carte « groupe », en particulier au début de notre période d'études en s'associant à divers groupements régionaux (coopération de Visegrád, Pentagonale, coopération eurocarpatique...)

l'organisation de deux saisons culturelles de grande ampleur en 2001 et 2003. Sur le plan politique les dirigeants magyars commencent de plus en plus souvent à faire part à leurs homologues français de leur agacement face à la lenteur du processus d'élargissement sans que ces griefs ne soient nécessairement directement dirigés contre Paris. *In fine*, le seul véritable désaccord entre les deux pays durant cette période se situe en février 2003 autour de la question irakienne. Les paroles du président Chirac suscitent alors une brève – mais réelle – tension entre les deux pays quoique plus âpre dans les médias que dans la diplomatie<sup>2357</sup>. Malgré cela les rapports ne sont pas entachés et le président Chirac choisit de se rendre à nouveau en Hongrie au début de l'année 2004<sup>2358</sup>.

Au final les années 1989-2004 constituent une période exaltante des relations franco-hongroises, un temps fort de coopération et de redécouverte mutuelle. L'époque forme incontestablement l'aphélie d'un rapprochement qui s'est construit progressivement depuis le milieu des années 1960. À cet égard il faut donc répondre par l'affirmative à l'une de nos interrogations originelles<sup>2359</sup> : oui, incontestablement, la période marque la fin de « 300 ans d'amour impossible » entre les deux pays. La France a développé avec la Hongrie des liens économiques, politiques et culturels d'une dimension jamais atteinte auparavant.

Sur la modification de la nature de la politique française en Hongrie la réponse est en revanche, plutôt négative. Si Paris a bien bâti des relations originales et spécifiques avec Budapest, on ne peut pas pour autant parler d'une politique hongroise comme on peut parler d'une politique allemande ou d'une politique russe<sup>2360</sup> et « le bon élève hongrois » reste le plus souvent traité dans le cadre d'une action européenne plus globale.

Enfin, concernant l'asymétrie et l'ambiguïté des rapports, il faut indiquer que si les relations franco-hongroises restent déséquilibrées<sup>2361</sup> au cours de la période tant du point de vue politique<sup>2362</sup>, qu'économique<sup>2363</sup> ou culturel<sup>2364</sup>, en revanche jamais plus elles ne sont

---

2357 Cette dernière remarque est en réalité valable pour l'ensemble de notre période, la presse magyare étant souvent prompte à évoquer le traité du Trianon et à se livrer périodiquement à des diatribes antifrançaises.

2358 La Hongrie est d'ailleurs le seul pays d'Europe centrale dans lequel le président se rend par deux fois alors qu'un pays comme la Slovaquie n'a pas eu une seule fois les honneurs de sa visite.

2359 Voir l'introduction de ce travail.

2360 En ce sens la France a donc une politique avec la Hongrie, mais pas une politique de la Hongrie.

2361 Mais peut-il réellement en être autrement compte tenu de la dimension des deux pays ?

2362 Pour prendre un exemple concret, entre juillet 1996 et février 1999 la France reçoit la visite de dix-sept ministres hongrois alors que dans le même temps seulement six ministres français s'y rendent. KÜM, France, 1999, document 3344, tour d'horizon des relations bilatérales franco-hongroises, note de l'ambassadeur Béla Szombati, 8 mars 1999.

2363 Alors que 350 entreprises françaises sont implantées en Hongrie à la fin de notre période, il n'y a quasiment aucune entreprise hongroise en France. AN. 5AG5/LV 24, dossiers de Laurent Vigier, entretien du président avec Ferenc Gyurcsány, notes préparatoires, 8 octobre 2005.

2364 Le taille du « réseau » culturel hongrois en France (essentiellement l'IHP) demeure incomparable avec celle du réseau français en Hongrie.

imprégnées – comme elles avaient parfois pu l’être au cours de l’Histoire – par la distance, l’hostilité ou l’ignorance mutuelle. La Hongrie, en recouvrant sa place dans le giron occidental a également retrouvé, auprès de Paris, une amitié longtemps égarée.

## INDEX DES NOMS DE PERSONNES

### A

ADY, Endre, 33  
ALLIOT, Alain, 218  
ALPHANDÉRY, Edmond, 218  
AILLAGON, Jean-Jacques, 234  
ANDRÁSFALVY, Bertalan, 108, 116  
ANNE D'ANTIOCHE, reine de Hongrie, 70  
ANTALL, József, 59, 67, 71, 74, 75, 83, 103, 137, 181, 183, 195, 201, 207, 212, 244, 252, 255, 256, 257, 259, 262, 273, 274, 277, 278, 306, 307, 308, 310, 311, 314, 315, 328  
ARAGON, Louis, 86  
ARNOTHY, Christine, 65  
ASPIN, Leslie, 312  
ATTALI, Jacques, 40, 42, 52, 65, 246, 250

### B

BAAL, Georges, 126  
BÁCSKAI, Mihály, 144  
BADINTER, Robert, 45  
BAKER, James, 311  
BALLADUR, Édouard, 129, 135, 211, 222, 265, 272, 274, 276, 277, 279, 280, 281, 282, 316, 328  
BARANYAI, Tibor, 66  
BÁRDOSI, Vilmos, 114  
BARNIER, Michel, 198, 289  
BARRE, Raymond, 37, 94, 167, 210, 241  
BARTHA, Ferenc, 211  
BARTÓK, Béla, 153  
BATHO, Jack, 101, 108  
BAUDRY, Philippe, 233  
BAUMEL, Jacques, 266  
BEAUCÉ (de), Thierry, 65, 127, 228  
BECK, Tamás, 58, 177  
BÉLA III, roi de Hongrie, 28, 29, 70  
BERECZ, János, 51  
BÉRÉGOVOY, Pierre, 65, 120, 122  
BERÉNYI, Pál, 20  
BETHLEN, István, 82, 83  
BIANCO, Jean-Louis, 40, 52, 65  
BIHARI, István, 67  
BLAIR, Tony, 295  
BOKROS, Lajos, 212, 213

BÖLÖNI, György, 85  
BONIFACE, Pascal, 316  
BOROSS, Péter, 129, 267, 276, 277  
BOSSON, Bernard, 192, 196  
BOUDIER, Marc, 170  
BOULEZ, Pierre, 153  
BOUYGUES, Martin, 218  
BRANDT, Willy, 36  
BRICOUT, Edmond, 36  
BROCHAND, Pierre, 69, 70, 75, 102, 120, 121, 124, 125, 128, 130, 179, 180, 183, 191, 193, 195, 199, 202, 203, 243, 253, 255, 262, 311  
BUFFÉVENT (de), Georges, 64  
BUSH, Georges Herbert Walker, 123, 241

### C

CEAUȘESCU, Nicolae, 61, 275  
CHALENDAR (de), Jacques, 135, 136  
CHAMBON, Jean-Louis, 62  
CHARASSE, Michel, 120  
CHARETTE (de), Hervé, 306  
CHARLES-ROBERT D'ANJOU, roi de Hongrie, 29  
CHAUVET, Christine, 197  
CHEFDEVILLE, Hervé, 228  
CHÉLARD, Raoul, 32  
CHEVÈNEMENT, Jean-Pierre, 44  
CHIRAC, Bernadette, 138  
CHIRAC, Jacques, 22, 27, 137, 138, 139, 146, 151, 154, 157, 163, 206, 209, 210, 211, 216, 217, 218, 219, 220, 231, 234, 235, 240, 282, 283, 284, 285, 286, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 296, 299, 300, 301, 302, 304, 318, 319, 320, 321, 323, 324, 328, 329, 330.  
CLEMENCEAU, Georges, 34  
CLINTON, Bill, 281, 312  
CLUZET, Jean-Pierre, 218  
COCTEAU, Jean, 34  
COMBLES de NAYVES (de), Dominique, 231, 295.  
COUVE de MURVILLE, Maurice, 36  
CRAXI, Benedetto, 242  
CRESSON, Édith, 120, 203

## D

DE GAULLE, Charles (général), 35, 36, 39, 91, 92, 95  
DEHECQ, Jean-François, 64  
DELALANDE, Jean-Pierre, 266  
DELAPORTE, Pierre, 64  
DEMJÁN, Sándor, 67, 229  
DEMSZKY, Gábor, 108, 219, 228  
DENIAU, Xavier, 266  
DROUIN, René, 65  
DUBY, Georges, 114, 126  
DULPHY, Anne, 289  
DUMAS, Roland, 40, 41, 42, 43, 65, 70, 116, 120, 123, 174, 199, 250, 261, 306.

## E

EIFFEL, Gustave, 163  
ELTSINE, Boris, 314, 318, 319, 321, 322  
ÉLUARD, Paul, 86  
EMMANUEL, Pierre, 86  
ENYEDI, Ildikó, 67  
EÖRSI, István, 175  
ÉTIENNE Ier, roi de Hongrie, 28  
ESTERHÁZY, Péter, 54

## F

FABIUS, Laurent, 45, 57, 162  
FACON, Isabelle, 320  
FAIVRE d'ARCIER, Bernard, 151  
FARKAS, Gábor, 172  
FASANG, Árpád, 116, 121, 131, 147  
FAUROUX, Roger, 65, 178  
FAYOLLE, Lucien, 218  
FEJÉRDY, Gergely, 16  
FEJTŐ, François, 62, 65, 171  
FÉLIX, Bernard, 198  
FERRY, Luc, 157  
FOCK, Jenő, 36, 92, 167  
FODOR, Gábor, 127, 128, 150  
FORGEARD, Noël, 218  
FRANÇOIS Ier, roi de France, 30  
FÜLÖP, Mihály, 20  
FÜR, Lajos, 273

## G

GACHOT, François, 87

GADAUD, André, 62  
GADONNEIX, Pierre, 218, 228  
GALAND, Yves, 218  
GARADNAI, Zoltán, 17, 91  
GAZDAG, Ferenc, 20  
GENSCHER, Hans-Dietrich, 41, 42, 45, 311  
GÉZA II, roi de Hongrie, 28  
GODFRAIN, Jacques, 266  
GÖRGEY, Gábor, 148  
GUILLAUME II, empereur d'Allemagne, 33  
GUILLAUME, François, 210  
GISCARD D'ESTAING, Valéry, 37, 57, 93, 94, 166, 246, 282, 283  
GÖNCZ, Árpád, 108, 117, 126, 135, 151, 201, 211, 219, 222, 247, 262, 268, 279, 284, 319, 320  
GONZALEZ, Felipe, 242  
GOUÏN, Ernest, 163  
GORBATCHEV, Mikhaïl, 41, 48, 53, 56, 57, 58, 181, 245, 246, 250, 321  
GOY, Joseph, 266  
GUIGOU, Élisabeth, 42, 44, 65, 106, 129, 244, 254, 256, 266, 267, 311  
GRANASZTÓI, György, 67, 97  
GRIBINSKI, Jean-François, 283  
GRÓSZ, Károly, 48, 51, 57, 58, 60, 61, 99, 104, 171, 173, 175, 198, 232, 243, 245  
GYERGYAI, Albert, 86

## H

HABERER, Jean-Yves, 64  
HABSBURG, Ferdinand de (empereur), 30  
HAIDER, Jörg, 297  
HARBULA, Gyula, 67  
HAVEL, Václav, 309  
HENNEKINNE, Loïc, 65, 245  
HERMANN, Miklós, 66  
HOLBROOKE, Richard, 281  
HOREL, Catherine, 32  
HORN, Gyula, 51, 58, 129, 140, 206, 210, 213, 214, 219, 232, 278, 280, 284, 285, 306, 317, 328  
HORVÁTH, Balázs, 201  
HORVÁTH, István, 177  
HOWE, Geoffrey, 45  
HUSSEIN, Saddam, 300  
HUWART, François, 228

## I

ILLYÉS, Gyula, 67, 86

## J

JACQUAT, Denis, 266  
JANCSÓ, Miklós, 67  
JEANPIERRE, Marie-Françoise, 62  
JESZENSZKY, Géza, 70, 74, 108, 116, 119,  
254, 255, 307, 316  
JOSPIN, Lionel, 156, 226, 227, 228, 290,  
291, 296, 297  
JOUVE, Gérard, 86  
JOYON, Raymond, 35  
JUHÁSZ, Endre, 197  
JUPPÉ, Alain, 57, 127, 129, 139, 265, 266,  
267, 272, 277, 289, 313, 317, 328

## K

KÁDÁR, János, 36, 37, 40, 44, 46, 47, 48,  
50, 56, 93, 94, 162, 167, 168, 175, 202, 273  
KÁROLY, Mihály, 86  
KÁZSMÉR, János, 67  
KEMENES, Ernő, 245  
KERESZTES, Sándor, 67  
KECSKÉS, Gusztáv, 16  
KIM, Jong-il, 302  
KINKEL, Klaus, 271, 312  
KISS, János, 66  
KODÁLY, Zoltán, 86, 117  
KOLOZSVÁRY, Endre, 153  
KONRÁD, György, 67  
KÖPECZI, Béla, 97, 142  
KOUCHNER, Bernard, 65  
KOHLE, Helmut, 42, 45, 241, 246, 247, 271,  
281  
KORNAL, János, 174  
KOSSUTH, Ferenc, 33  
KOSSUTH, Lajos, 137  
KOSZTOLÁNY, Dezső, 33  
KOVÁCS, András Balint, 150  
KOVÁCS, László, 45, 57, 129, 272, 291,  
301, 317  
KOVÁCS, István, 67, 176  
KOZYREV, Andrej, 320

## L

LACHAISE, Bernard, 137, 251  
LAGRAVE, Rose-Marie, 97  
LANG, Jack, 65, 127  
LARCHER, Gérard, 266  
LARRERA de MORE, Bertrand, 204  
LÁZÁR György, 167  
LECOMPT, Jacques, 44, 97  
LE LAY, Patrick, 218  
LÉOTARD, François, 317  
LENOIR, Noëlle, 155, 234  
LEQUESNE, Christian, 295  
LESERVOT, Gilles, 218  
LÉVI, Jean-Daniel, 228  
LÉVY, Jean, 140  
LÉVY, Raymond, 64  
LIPKOWSKI (de), Jean-Noël, 266  
LOOS, François, 208, 233  
LORENTS, François, 64  
LOTZ, Karóly, 196  
LOUIS Ier d'Orléans, 29  
LOUIS le GRAND, roi de Hongrie, 29  
LOUIS II, roi de Hongrie, 30  
LOUIS IX, roi de France, 27  
LOUIS VII, roi de France, 28, 29  
LOUIS XIV, roi de France, 30  
LUCRÈCE, 60  
LUSTIGER, Aron Jean-Marie, 266

## M

MACHER, Anikó, 20, 82  
MADL, Ferenc, 153, 154, 156, 231, 235  
MAGYAR, Bálint, 146, 147, 150, 157  
MAGYARY, Zoltán, 82  
MAJOR, István, 179  
MAJOROS, István, 19  
MALITCHENKO, Christiane, 57, 111, 175  
MANIGAND, Christine, 289  
MARGERIE (de), Sophie-Caroline, 65  
MARTIN, Hubert, 65  
MARTONYI, János, 239, 269, 293, 294,  
295  
MATOLCSY, György, 230  
MATTHIAS CORVIN, roi de Hongrie, 27  
MEČIAR, Vladimir, 280  
MEDGYESSY, Péter, 58, 146, 147, 156,  
231, 232, 235, 301, 304  
MÉNAGE, Gilles, 62  
MÉNAT, Pierre, 138

MENDLER, Jean-Luc, 218  
MER, Francis, 234  
MÉRAY, Tibor, 279  
MESSIER, Jean-Marie, 218  
MESSMER, Pierre, 93  
MESTRALLET, Gérard, 228  
MIGNON, Jean-Claude, 266  
MITTERRAND, François, 11, 14, 15, 21, 22, 23, 27, 28, 31, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 48, 51, 52, 53, 57, 58, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 74, 77, 83, 95, 96, 98, 104, 111, 112, 115, 118, 119, 120, 129, 137, 140, 163, 168, 170, 171, 173, 176, 179, 182, 184, 186, 191, 198, 199, 241, 242, 243, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 262, 264, 265, 267, 268, 269, 272, 282, 286, 291, 305, 306, 307, 308, 309, 313, 314, 316, 321, 324, 326, 327  
MOCK, Alois, 58  
MOLLET, Guy, 86  
MOLNAR, Géza, 60  
MOLNAR, Thomas, 170  
MONOD, Jérôme, 218  
MONTESQUIEU (Charles-Louis de Secondat, baron de), 31  
MORAILLON, Pierre, 234  
MOSCOVICI, Pierre, 228, 291, 292, 295  
MÜLLER, Viktoriá, 20  
MUNKÁCSY, Mihály, 33  
MUSITELLI, Jean, 44, 170

## N

NAGY, Gábor, 40, 50, 51, 52, 55, 171  
NAGY, Imre, 49, 50, 67, 175  
NÉMETH, Miklós, 49, 50, 51, 55, 58, 59, 66, 103, 111, 140, 175, 188, 243, 253  
NICOULLAUD, François, 127, 133, 140, 172, 196, 204, 207, 270  
NYERS, Rezső, 48, 51

## O

ORBÁN, Viktor, 156, 220, 224, 225, 229, 295, 297

## P

PALEWSKI, Jean-Paul, 86  
PATAKI, Pál, 105

PEBEREAU, Michel, 64  
PÉRIGOT, François, 182  
PÉTER, János, 36, 91  
PETIT, Ernest (général), 35  
PETŐ, Iván, 247  
PETŐFI, Sándor, 19, 53, 116  
PEYRUSAUBES, Jacques, 228  
PIERRET, Stanislas, 138, 144  
PINEAUD, Patrick, 228  
POHER, Alain, 57  
PONCELET, Christian, 159  
PONIATOWSKI, Michel, 266  
POUDADE, Paul, 132, 139, 144, 152, 224, 225, 230  
POZSGAY, Imre, 48, 49, 51, 246, 252, 253  
PRIMAKOV, Evguéni, 322

## Q

QUILÈS, Paul, 65

## R

RABÁR, Ferenc, 202  
RAIMOND, Jean-Bernard, 45, 57, 63, 210  
RAJK, László, 87  
RAJK, László (fils), 66  
RÁKÓCZI, Ferenc, 30  
RAMOFF, André, 130  
ROCARD, Michel, 57, 111, 122, 171, 173, 184, 191, 243  
ROCKENBAUER, Zoltán, 66  
RÜHE, Volker, 312

## S

SACY (de), Louis-Michel, 31  
SARKOZY, Nicolas, 29  
SAUVAGEOT, Aurélien, 83  
SCHMIDT, Helmut, 241  
SCHREIBER, Thomas, 53, 65  
SCHUMANN, Maurice, 36, 86, 167  
SÉGUIN, Philippe, 282  
SEMSEY, András, 67  
SERRES (de), Auguste, 163  
SOKOLOFF, Georges, 166  
SOMOGYI, László, 57  
SOROS, Georges, 156  
STOLÉRU, Lionel, 245  
SUCHMAN, Tamás, 214

SURJÁN, László, 247  
SYLVESTRE II, pape, 28  
SZABÓ, István, 67  
SZABÓ, Miklós, 151  
SZAPOLYAI, János, 30  
SZÁVAI, János, 128, 139, 172, 186, 191,  
192, 193, 262, 266, 313  
SZEKENI, Géza, 20  
SZENT-IVÁNYI, István, 147, 284  
SZIGETI, Joseph, 153  
SZILI, Katalin, 159  
SZOMBATI, Béla, 134, 219, 270, 282  
SZÜRÖS, Mátyás, 51, 64, 242, 252, 253

## T

TABAJDI, Csaba, 56  
TAMÁS, Gáspár, 67  
TARR, Béla, 153  
TASCA, Catherine, 108  
THATCHER, Margaret, 45, 242  
TIMÁR, Mátyás, 36, 167  
TÓTH, István, 197  
TRIGANO, Gilbert, 64  
TROTIGNON, Jean-Pierre, 233

## U

UGRIN, Emese, 66

## V

VASARELY, Victor, 65, 171  
VASS, László, 52, 245  
VASSEUR, Philippe, 286  
VÁRKONYI, Péter, 58  
VÉDRINE, Hubert, 40, 41, 42, 53, 62, 65,  
120, 228, 242, 250, 294  
VILLIERS (de), Philippe, 282  
VILLEPIN (de), Dominique, 154  
VILLEPIN (de), Xavier, 210  
VOLTAIRE (François-Marie Arouet dit),  
29, 31  
VOYNET, Dominique, 228

## W

WALDEGRAVE, Earl James, 31  
WAŁĘSA, Lech, 310  
WALINE, Pierre, 203  
WHITEHEAD, John, 45  
WILD, Gérard, 166  
WÖRNER, Manfred, 307

## Z

ZELLER, Philippe, 146, 147, 157  
ZWEIG, Stefan, 60

# SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE THÉMATIQUE

## I- Archives :

### **1- Archives françaises.**

#### A- Archives nationales, Pierrefitte-sur-Seine.

##### a- Fonds François Mitterrand, 5AG4, 1981-1995 :

###### **5AG4/CD 274.**

Dossier 2 : Suivi des relations entre François Mitterrand et les responsables politiques hongrois (1988-1990).

Dossier 3 : Suivi des relations entre François Mitterrand et les responsables politiques hongrois (1991-1995).

Dossier 4 : Préparation, déroulement et bilan du voyage officiel en Hongrie de François Mitterrand, du 7 au 9 juillet 1982.

Dossier 6 : Préparation et calendrier des demandes d'audiences auprès de François Mitterrand et des visites en France des responsables politiques hongrois, entretiens, audiences (1982-1994).

###### **5AG4/12970**

Visite d'État du président de la République en Hongrie (18-19 janvier 1990).

- *Archives de Sophie-Caroline de Margerie*

###### **5AG4/CDM/39**

Dossiers 3 à 6 : Hongrie-Suivi (1988-1991).

- *Archives d'Élisabeth Guigou*

###### **5AG4/EG/204**

Dossier 5 : Préparation et déroulement du voyage de François Mitterrand en Hongrie les 18 et 19 janvier 1990.

**b - Fonds Jacques Chirac, 5AG5, 1995-2007 :**

- *Dossiers du président*

**5AG5/01A10/35**

Discours et allocutions du président Chirac (Budapest 2004).

- *Dossiers de Jacques Lapouge*

**5AG5/JL12**

Correspondance, notes adressées au président, télégrammes diplomatiques (juin 1995-décembre 2001).

Correspondance Göncz-Chirac (juin 1995-août 2000).

Correspondance Horn-Chirac (novembre 1995-octobre 1996).

Entretien avec Árpád Göncz du 3 juin 1996 (notes d'entretien, *verbatim* de l'échange).

Correspondance Orbán-Chirac (juin 1998-mars 2001).

Correspondance Madl-Chirac (juin 2000-octobre 2001).

Entretien avec Viktor Orbán du 6 octobre 2000 (notes de cadrage et notes d'entretien).

Entretien avec Viktor Orbán du 10 décembre 2001 (notes de cadrage et notes d'entretien).

**5AG5/JL 32**

Visite d'État de Ferenc Madl (12-15 juin 2001).

- *Dossiers de Pierre Ménat*

**5AG5/PM 15**

Visite officielle du président Chirac en Hongrie (16-17 janvier 1997). Notes manuscrites, fiches techniques, correspondance diverse.

- *Dossiers de Pierre Merviel*

**5AG5/PME 44**

Relations économiques avec les pays étrangers. Hongrie (janvier-février 2004), télécopies, rapports, correspondance, éléments de langage.

- *Dossiers de Jean-François Cirelli*

**5AG5/JFC 31**

Dossier thématique par pays. Hongrie (1995-2001).

- *Dossiers d'Anne Duthilleul*

#### **5AG5/AD 217**

Relations internationales, Hongrie, comptes rendus de réunions interministérielles, correspondance, notes au président Chirac.

- *Dossiers de Catherine Colonna*

#### **5AG5/CC 53**

Relations diplomatiques avec les pays étrangers, Hongrie, notes et notes d'entretien, télégrammes diplomatiques, télex, correspondance, discours (mai 1995-avril 2003).

- *Dossiers de Laurence Auer*

#### **5AG5/LA 23**

Visite d'État : visite officielle du président Chirac en Hongrie (23-24 février 2004).

#### **5AG5/LA 40**

Entretiens, déplacements, entretien du président Chirac avec László Sólyom (10 mars 2006).

- *Dossiers de Hugues Moret*

#### **5AG5/HM 11**

Relations bilatérales, Hongrie, correspondances diverses (juin 2005-octobre 2006).

- *Dossiers de Laurent Vigier*

#### **5AG5/LV 17**

Entretien du président Chirac avec Péter Medgyessy (7 mars 2003).

#### **5AG5/LV 24**

Entretien, suivi d'un déjeuner de travail du président Chirac avec Ferenc Gyurcsány (13 octobre 2005).

#### **5AG5/LV 26**

Entretien du président Chirac avec László Sólyom (10 mars 2006).

#### **5AG5/LV 37**

Visite officielle du président Chirac en Hongrie (23-24 février 2004).

## 5AG5/LV 38

Hongrie, correspondance et entretiens officiels (2002-2007).

### *c- Archives des services du Premier ministre, Michel Rocard (10 mai 1988-15 mai 1991) :*

- *Dossiers d'Olivier Mallet et de Benoît Chevauchez, chargés de mission puis conseillers techniques au cabinet du Premier ministre.*

#### **Dossier 19930168/10**

Politique extérieure (1988-1991).  
Notes diverses par pays (1988-1990).  
Enseignement du français à l'étranger (1988-1990).  
Francophonie (1989).

#### **Dossier 19930409/9**

Hongrie : -entretiens avec Monsieur Grósz, Premier ministre de Hongrie, 17 novembre 1988.  
-entretiens avec Monsieur Antall, Premier ministre de Hongrie, 22 juin 1990.

#### **Dossier 19930409/21**

Pays de l'Est.  
Comité de coordination et de pilotage pour l'aide aux pays d'Europe du Centre et de l'Est.  
Conférence des ambassadeurs en Europe centrale et orientale (25-26 mars 1991).

#### **Dossier 19930409/22**

Pays de l'Est.  
Mission interministérielle de coopération avec les pays d'Europe centrale et orientale, activités.  
Coopération culturelle à l'Est.  
COCON.

### *d- Archives des services du Premier ministre, Édith Cresson (15 mai 1991-2 avril 1992) :*

#### **Dossier 19940017/10**

Suivi du Conseil de l'Europe (novembre 1991 – janvier 1992).  
Notes à propos de la Confédération européenne (juillet-août 1991).  
La sécurité et la construction européenne (février-mars 1992).  
Lettre de Jacques Delors à Édith Cresson à propos du budget de la CEE.  
Accords d'association avec les pays d'Europe centrale et orientale (mai-juillet 1991).  
Dossier sur l'activité de la MICECO (Mission Interministérielle de Coopération avec les pays d'Europe Centrale et Orientale) (juillet 1991-mars 1992).  
Note au Premier ministre : « Que sont devenus les communistes à l'Est ? » (10 septembre 1991).

**e- Archives des services du Premier ministre, Pierre Bérégovoy (2 avril 1991-29 mars 1993):**

- *Dossiers de Jean-Claude Cousseran, conseiller diplomatique au cabinet du Premier ministre.*

**Dossier 19950484/2**

Politique extérieure.

Dossier Hongrie, état de la question : notes (1992).

- *Dossiers de Jean-François Stoll, conseiller technique puis conseiller économique au cabinet du Premier ministre.*

**Dossier 19950485/1**

Politique extérieure, relations commerciales, économiques et financières.

Notes de cabinet à Pierre Bérégovoy (avril 1992-mars 1993).

- *Dossiers de Jacques Maire, conseiller technique.*

**Dossier 19950502/2**

Affaires internationales.

Dossier Hongrie (1992-1993).

- *Dossiers de François Villeroy de Galhau, conseiller technique pour les questions européennes.*

**Dossier 19950507/5**

Politique extérieure.

Europe de l'Est (Europe centrale, Europe orientale) : comptes rendus, lettres, notes, documents de travail (1991-1993).

**f- Archives des services du Premier ministre, Édouard Balladur (29 mars 1993-11 mai 1995) :**

- *Dossiers de Xavier Muscat, conseiller technique pour les affaires financières.*

**Dossier 19960398/2**

Union européenne.

Conférence intergouvernementale : préparation.

Élargissement.

Conseil européen .

Commission des Communautés européennes (dont entretien du Premier ministre avec Jacques

Delors).  
Parlement européen.  
Présidence française.  
Procédures de consultation du Parlement dans la préparation du droit communautaire.  
Comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne : réunions.  
Procédures budgétaires.  
Fonds européen de développement (FED).

#### **Dossier 19960398/4**

Hongrie-Pologne, accords d'association.  
Pologne, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, République tchèque, Ukraine, Serbie, Croatie.  
Relations avec les pays d'Europe centrale et orientale.

- *Dossiers de Bernard de Montferrand et de Thierry Dana, conseillers pour les affaires diplomatiques.*

#### **Dossier 19970200/6**

Activités internationales d'Édouard Balladur.  
Comité permanent du comité interministériel des moyens de l'État à l'étranger.  
Conseil de l'audiovisuel extérieur de la France.

#### **Dossier 19970200/7**

Ministère des Affaires étrangères, réunion des ambassadeurs.

#### **Dossier 19970200/8**

Sommet des sept pays industrialisés : Tokyo.  
World Economic Forum : Davos.  
Forum de Crans-Montana : Bucarest.

#### **Dossier 19970200/12**

Conseils européens (Bruxelles, 10-11 décembre 1993, Corfou, 24-25 juin 1994, Essen, 9-10 décembre 1994, Cannes, 26-27 juin 1995).

#### **Dossier 19970200/14**

Conseils des ministres (Conseils de l'Union européenne).  
Présidence française de l'Union européenne, dont : Conférence intergouvernementale (CIG).

#### **Dossier 19970200/15**

Pacte de stabilité, dont : presse, discours, déjeuner, préparation matérielle, notes de préparation.  
Conférence inaugurale (Paris, 26-27 mai 1994) dont : Russie, Pays baltes et PECO : tables régionales de négociations.

### **Dossier 19970200/16**

Pacte de stabilité en Europe et Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.  
Pays d'Europe de l'Est et Pacte de stabilité.

### **Dossier 19970200/17**

Pacte de stabilité.

Conférence inaugurale (Paris, 26-27 mai 1994) dont : positions de l'UE , des États-Unis, de la Pologne, de la Roumanie, de la Hongrie, de la Slovaquie, de la République tchèque, de la Bulgarie, de la Russie, de l'Ukraine et des Pays baltes.

Conférence sur la stabilité en Europe (Paris, 20-21 mars 1995) dont : positions de l'UE (et ses relations avec les PECO) , de l'Italie, de la Slovénie, des États-Unis, de la Roumanie, de la Hongrie, de la Slovaquie, de la République tchèque, de la Russie, de la Moldavie et des Pays baltes.

Russie, Pays baltes et PECO : tables régionales de négociations.

Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE).

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE).

### **Dossier 19970200/18**

Conférence sur la stabilité en Europe. Conférence finale : articles, presse, discours.

### **Dossier 19970200/26**

Autriche.

Hongrie.

Bulgarie.

- *Dossiers de Jean-Pierre Lacroix, conseiller technique pour les affaires diplomatiques*

### **Dossier 19970446/6**

Pologne.

Roumanie.

Serbie.

### **g- Archives des services du Premier ministre, Alain Juppé (17 mai 1995-2 juin 1997) :**

- *Dossiers de Laurence Dors, conseiller technique pour les affaires économiques internationales*

### **Dossier 20000312/3**

Politique extérieure.

Hongrie : notes, comptes rendus, dépêches (1997).

### **Dossier 20000312/7**

Union européenne.

Élargissement de l'Union européenne , adhésion des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) : notes, communications (1997).

**h- Archives des services du Premier ministre, Lionel Jospin (2 juin 1997-6 mai 2002) :**

- *Dossiers de Jean-Maurice Ripert et de Denis Delbourg, conseillers diplomatiques.*

**Dossier 20040364/6**

Politique extérieure, voyages.

Hongrie : préparation du voyage de Lionel Jospin en Hongrie (3-4 mai 2000).

- *Dossiers de Florence Mangin, conseillère technique pour les affaires européennes*

**Dossier 20060624/5**

Conseils européens.

Préparation, déroulement et conclusions : télégrammes, conclusions, projets , notes de séances, discours, fiches, notes (1999-2002).

**Dossier 20060624/6**

Union européenne.

Présidence française (1994-2002).

**Dossier 20060624/7**

Union européenne.

Aides publiques.

**Dossier 20060624/14**

Union européenne.

Élargissement de l'UE , dossier de préparation de la conférence de Londres (12 mars 1998), programmes, fiches, télégrammes, notes et lettres.

Financement de l'élargissement, dossier de préparation du cadre financier 2004-2006 , note d'observation, tableaux statistiques, comptes rendus (2002).

Élargissement de l'UE, dossier relatif au développement de la coopération institutionnelle internationale, dossier relatif aux négociations d'adhésion : rapport, notes, télégrammes, mémorandum, lettres (2001-2002).

Relations avec les pays candidats à l'UE , préparation et déroulement des entretiens et réception des représentants des pays candidats : notes, lettres, télégrammes, comptes rendus (1997-2001).

**B- Archives du Ministère des Affaires étrangères et européennes français,  
La Courneuve :**

**a- Série Europe , sous-série Hongrie (1986-1990).**

**Carton 6322**

**Affaires culturelles, scientifiques et sportives.**

HON 6.1 Affaires hongroises-relations avec la France.

HON 6.2/2 Enseignement, relations scientifiques, visite d'Hubert Curien, coopération nucléaire.

HON 6.3 Relations avec les autres pays.

HON 7.6 Relations avec la France.

**Carton 6323**

**Affaires culturelles-Relations avec la France.**

HON 6.2/4 Dossier général, commissions mixtes, accord franco-hongrois sur les instituts culturels.

**Carton 6324**

**Économie**

HON 8.1/1 Lignes générales

**Carton 6327**

**Relations économiques avec la France.**

HON 8.4/1 Lignes générales.

HON 8.4/2 Échanges commerciaux.

HON 8.4/3 Coopération industrielle.

HON 8.4/5 Contrats, investissements.

**Carton 6328**

**Relations économiques avec la France.**

HON 8.4/5 Visites économiques bilatérales -Entretiens économiques.

HON 8.4/7 Groupes sectoriels.

HON 8.4/8 Sociétés mixtes franco-hongroises.

**Carton 6330**

**Commerce extérieur.**

HON 8.5/1 Relations économiques de la Hongrie avec les pays de la Communauté européenne, sommet de l'Arche, accord CEE-Hongrie , commissions mixtes CEE Hongrie.

**Carton 6332**

HON 10.1 Transports

**Carton 6333**

**Politique étrangère.**

HON 11.1 Lignes générales, notes du département, rencontres quadrilatérales puis pentagonales.

HON 11.3 Hongrie-Organismes internationaux.

HON 11.3/1 Hongrie-ONU.

HON 11.3/2 Hongrie-CEE, visite de Roland Dumas et Jacques Delors à Budapest.

HON 11.3/3 Hongrie CSCE – Forum de la culture à Budapest.

HON 11.3/4 La Hongrie et le conseil de L'Europe – Demande d'adhésion.

**Carton 6334**

**Politique étrangère.**

HON 11.4 Hongrie-URSS.

HON 11.5 Hongrie-Pays de l'Est , généralités.

**Carton 6336**

**Politique étrangère.**

HON 11.6 Hongrie-Pays occidentaux.

HON 11.7 Hongrie-USA.

**Carton 6337**

**Relations politiques avec la France.**

HON 12.1 Dossier général, vœux, messages, 40e anniversaire du rétablissement des relations diplomatiques, plan d'action de l'ambassadeur.

HON 12.2 Entretiens-consultations politiques.

**Carton 6338**

**Visites de personnalités politiques.**

HON 12.4 dossier général.

**Carton 6339**

**Visites de personnalités politiques.**

HON 12.3 Visite de Gyula Horn en France.

HON 12.4 Visite de Jean-Bernard Raimond en Hongrie.

**Carton 6340**

**Visites de personnalités politiques.**

HON 12.4 Visites de Károly Grósz, Laurent Fabius et József Antall.

**Carton 6341**

**Visite de François Mitterrand en Hongrie (18-19 janvier 1990).**

***b- Série Europe , sous-série Hongrie (1991-1995) :***

**Carton 7096**

### **État et politique intérieure.**

- HON 2.1 Lignes-discours-interviews.
- HON 2.2 Constitution-lois-décrets.
- HON 2.3 Chef d'État hongrois.
- HON 2.4 Gouvernements-nominations- compositions.
- HON 2.6 Parlement hongrois.
- HON 2.7 Administration-justice-police.
- HON 2.9 Partis politique, dossier général.

### **Carton 7097**

### **État et vie politique intérieure.**

- HON 2.12 Élections (présidentielles, législatives).
- HON 2.14/1 Déroulement de la vie politique intérieure (opinions, sondages, dossier général).
- HON 2.14/2 Événements particuliers.
- HON 2.14/3 Terrorisme, insécurité, extrémismes.
- HON 2.14/4 Manifestations-cérémonies.

### **Carton 7098**

### **État et politique intérieure.**

- HON 2.15 bis 1 Migrations-minorités.
- HON 2.15 bis 2 Émigration magyare (dossier général et dossier par pays).

### **Carton 7099**

### **État et politique intérieure.**

- HON 2.16 Droits de l'Homme.
- HON 2.17 Anciennes familles régnantes.
- HON 3.1 Les médias hongrois.
- HON 3.2 Presse écrite.
- HON 3.3 Radio-TV.
- HON 3.4 Relations avec la France.
- HON 3.5 Relations avec les pays tiers.
- HON 3.6 Relations multilatérales.
- HON 4.1 Politique de défense.
- HON 4.2 Ministère de la Défense.
- HON 4.3 Relations avec la France (accords-coopérations-visites bilatérales).

### **Carton 7100**

- HON 4.4/1 Relations avec les pays européens.
- HON 4.4/2 Relations hors Europe.
- HON 4.4/3/1 UEO.
- HON 4.4/4 OTAN / DG, Partenariat pour la paix, AWACS, liaisons diplomatiques visites.

### **Carton 7101**

### **Affaires religieuses.**

- HON 5.1 Situation religieuse.

HON 5.2 Relations avec la France.

**Affaires culturelles, scientifiques, jeunesse et sport.**

HON 6.1 Données sur la Hongrie.

**Relations avec la France.**

HON 6.2/1 Dossier général, commissions mixtes, accords.

HON 6.2/2 Enseignement.

HON 6.2/2 bis Alliance française.

HON 6.2/3 Relations scientifiques.

HON 6.2/4 Relations culturelles, ouverture d'une librairie à l'institut Français de Budapest.

HON 6.2/5 Jeunesse et sport.

HON 6.2/6 Assistance technique et technologique.

HON 6.2/7 Séminaires-colloques-missions.

HON 6.2/8 Visites-rencontres-entretiens.

HON 6.2/9 Bourses.

HON 6.2/9 Relations multilatérales avec les pays tiers.

**Carton 7103**

**Relations économiques avec la France**

HON 8.1/1 Affaires économiques et financières

**Carton 7104**

**Relations économiques avec la France**

HON 8.1/3 Privatisations en Hongrie

**Carton 7105**

**Relations économiques avec la France.**

HON 8.4/1 Présence française en Hongrie, protocoles, investissements, relations bilatérales.

HON 8.4/2 Échanges commerciaux.

HON 8.4/3 Relations industrielles et énergétiques.

HON 8.4/4 Relations autres secteurs.

HON 8.4/4 bis Assistance technique en matière d'économie.

HON 8.4/5 Visites économiques-Entretiens.

HON 8.4/6 Commissions mixtes.

HON 8.4/7 Réunions-colloques-séminaires.

HON 8.4/8 Contentieux commerciaux.

HON 8.4/9 Chambre de commerce.

**Carton 7106**

**Commerce extérieur.**

HON 8.5/1 Relations avec les pays d'Europe.

**Environnement.**

HON 8 bis/2 Relations avec la France.

### **Affaires financières.**

HON 9.2 Banques-Groupes financiers.

HON 9.3 Dettes.

HON 9.4/1 Aides de la France.

HON 9.4/2 Aides de la CEE.

HON 9.4/3 Aides internationale.

HON 9.5 Aides de la France.

HON 9.6 Relations financières avec la France.

### **Carton 7107**

#### **Transports hongrois.**

HON 10.1/2 Relations avec la France.

#### **Postes et télécommunications-espaces.**

HON 10.2 Données sur le pays.

HON 10.3/2 Énergie, relations avec la France.

HON 10.3/3 Affaire du barrage Gabčíkovo-Nagymaros.

### **Carton 7108**

#### **Politique étrangère.**

HON 11.1 Lignes générales.

HON 11.3/1 ONU.

HON 11.3/2 UE, demande d'adhésion.

HON 11.3/3 CSCE.

HON 11.3/4 Conseil de l'Europe.

### **Carton 7109**

#### **Politique étrangère.**

HON 11.5 Hongrie/Autres pays de l'Est.

HON 11.6 Hongrie/Pays d'Europe occidentale.

HON 11.4/1 Hongrie/Pays issus de l'ex URSS.

HON 11.4 Hongrie/URSS avant le démantèlement.

HON 11.4 Hongrie/Russie.

### **Carton 7110**

#### **Relations politiques avec la France.**

HON 12.1/1 Échanges de messages.

HON 12.1/2 Dossier général, relations bilatérales franco-hongroises.

### **Carton 7111**

#### **Relations politiques avec la France.**

HON 12.1/3 Traité d'entente et d'amitié France-Hongrie (1991).

HON 12.2 Entretiens et consultations politiques franco-hongroises.

HON 12.3 Coopération politique.

HON 12.5 Manifestations-commémorations-cérémonies.

HON 12.6 Coopération parlementaire.

### **Carton 7112**

#### **Visites de personnalités politiques hongroises en France.**

HON 12.4 Dossier général 1991-1995 (Antall, Jeszenszky, Farkas, Baltsai, Martonyi, Boross, Göncz).

### **Carton 7113**

#### **Visites de personnalités politiques hongroises en France.**

HON 12.4 Dossier général suite ( Kovács, Horn , Szent-Iványi).

### **Carton 7114**

#### **Visites françaises en Hongrie.**

HON 12.4 (Marchand, Guigou, Kiejman, Juppé, Rouyer, Brochenin, Lauvergeon, Mauroy, Lamassoure, Barnier, de Charette).

### **Carton 7115**

#### **Généralités.**

HON 13.2 Français en Hongrie.

HON 13.3 Hongrois en France.

HON 13 bis Dossier général.

HON 20.1 Généralités.

HON 20.2 Coopération décentralisée avec les régions de France.

HON 20.4 Coopération transfrontalière.

## **C- Centre des archives diplomatiques de Nantes (CADN).**

### **a- Archives de l'ambassade de France à Budapest (1980-1990).**

#### **Carton 200**

##### **Partis politiques.**

Parti socialiste ouvrier hongrois.

Évolution générale (1980-1988).

#### **Carton 203**

##### **Politique intérieure.**

Multipartisme.

#### **Carton 206**

##### **Personnalités Politiques (1980-1990).**

János Kádár.

Károly Grósz.

#### **Carton 208**

### **Enseignement et vie culturelle.**

Dossier général : coopération scientifique et technique, sport, musique, théâtre, cinéma.

### **Carton 214**

#### **Politique étrangère.**

Politique étrangère hongroise, notes de synthèse.

Chronologie.

Discours et interviews de personnalités politiques hongroises d'après l'agence MTI et commentaires.

### **Carton 215**

#### **Relations bilatérales franco-hongroises.**

Dossier général.

Échanges de lettres, messages, félicitations, vœux.

Relations politiques.

### **Carton 216**

#### **Ambassadeurs de France en Hongrie.**

Réunions préparatoires, plans d'action, rapports de fin de mission (1980-1990).

### **Carton 218**

Audiences.

Entretiens politiques.

Analyses hongroises de la politique française et de la politique économique : commentaires de la presse.

Relations entre les partis politiques.

Visites parlementaires.

### **Carton 221**

Visite d'État de François Mitterrand en Hongrie (1982).

### **Carton 224**

Visites de personnalités françaises en Hongrie (1985-1990).

### **Carton 227**

Visites de personnalités françaises en Hongrie (1989-1990).

### **Carton 228**

**Visite d'État de François Mitterrand en Hongrie (1990).**

Préparation de la visite.

### **Carton 229**

**Visite d'État de François Mitterrand en Hongrie (1990).**

Programme, presse, autre.

**Carton 230**

**Visite d'État de François Mitterrand en Hongrie (1990).**

Réception du président, dossier pour les membres de l'ambassade, photos.

**Carton 231**

Missions françaises en Hongrie (1988-1989).

**Carton 232**

Missions françaises en Hongrie (1989).

**Carton 233**

Missions françaises en Hongrie (1990).

**Carton 234**

Missions françaises en Hongrie (1990).

**Carton 238**

Visites de personnalités hongroises en France (1987-1989).

**Carton 239**

**Visites de personnalités hongroises en France (1987-1990).**

Visite de Monsieur Grósz (novembre 1988).

Visite de Monsieur Antall (juin 1990).

**Carton 240**

**Relations économiques et financières.**

Généralités.

**Carton 242**

Protection des investissements (1987-1989).

**Carton 243**

**Commission mixte franco-hongroise**

Dossier général.

**Carton 244**

## **Consultations économiques**

Dossier général.

### **Carton 245**

#### **Visites bilatérales.**

Missions et invitations françaises à caractère commercial.

Visites hongroises en France.

### **Carton 246**

Accords économiques et commerciaux.

### **Carton 247**

#### **Coopération franco-hongroise.**

Dossier général

### **Carton 248**

#### **Coopération franco-hongroise.**

Construction, urbanisme, pétrole, gaz, électricité, PTT.

### **Carton 249**

#### **Coopération franco-hongroise.**

Nucléaire, agroalimentaire, énergie, robotique, électronique.

### **Carton 252-253**

#### **Relations culturelles**

Enseignement, généralités.

Lecteurs de français en Hongrie, lecteurs de hongrois en France .

École française de Budapest.

Classes bilingues.

Échanges linguistiques.

### **Carton 254**

Institut français (activités et programmation).

### **Carton 255**

Service culturel (activités et programmation).

Usage et diffusion de la langue française.

Échanges culturels et artistiques (dossier général).

### **Carton 258**

Coopération universitaire.

### **Carton 259**

Bourses, missions, stages.

### **Carton 260**

Colloques et congrès, jeunesse et sports, Alliance française, statut des instituts culturels.

### **Carton 272**

Conférence des ambassadeurs en poste dans les pays de l'Est (1980, 1988).

### **Carton 274**

Relance de la politique à l'Est.  
Action culturelle, scientifique et technique.  
Domaine audiovisuel.

### **Carton 276**

Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement (BERD).  
Conseil de l'Europe.  
CEE.

### **Carton 277**

Relations CEE/Hongrie.

### **Carton 278**

Relations économiques CEE/CAEM.  
Relations économiques CEE/COMECOM.  
Programme PHARE.

### **Carton 284.**

Conférence de Copenhague.  
Conférence de Paris.

## **D- Archives de l'Assemblée nationale, Paris**

### **a- Rapports d'information :**

RÉVOL, Henri, *Rapport sur les enjeux des coopérations et des échanges de technologies avec les pays d'Europe centrale et orientale*, Paris, 1994.

TURPIN, Odette, *Rapport d'information numéro 3204 de l'Assemblée nationale sur la politique éducative extérieure de la France*, Paris, 27 juin 2001.

*Rapport d'information déposé par la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne sur le processus d'adhésion à l'Union européenne de la Hongrie, la République tchèque, la Lettonie, la Roumanie, la Pologne, la Slovaquie et l'Estonie*, Paris, 2001.

**b- Divers :**

Questions/Réponses des députés aux ministres du gouvernement concernant la Hongrie (1989-2004).

**E- Archives du Sénat, Paris**

**a- Rapports d'information :**

MARTIN, Hubert, MARSON, James, LE COZANNET, Yves, *Situation des relations culturelles de la France avec l'Autriche et la Hongrie*, rapport d'information numéro 192, session ordinaire 1982-1983.

PONCET, Jean-François, BARBIER, Bernard, CHERVY, William, COLLOMB, Francisque, FAURE, Jean, FRANÇOIS, Philippe, HUGO, Bernard, LAUCOURNET, Robert, MINETTI, Louis, *L'évolution économique de la Tchécoslovaquie, de la Pologne et de la Hongrie et leurs relations économiques, commerciales et financières avec la France*, rapport d'information numéro 285, fait au nom de la commission des Affaires économiques et du Plan du Sénat, session ordinaire, 1989-1990.

LAUIUN, Georges-Henri, BONNET, Christian, BOUVIER, Raymond, MASSERET, Jean-Pierre, *L'évolution institutionnelle au niveau national et local de la Tchécoslovaquie, de la Hongrie et de la Pologne*, rapport d'information numéro 21, fait au nom de la commission des Lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du règlement et de l'administration générale du Sénat, session ordinaire 1989-1990.

LECANUET, Jean, AILLIERES (d'), Michel, BOURGES, Yvon, ABADIE, François, BAYLE, Jean-Pierre, *Les évolutions à l'Est et leurs conséquences*, rapport d'information numéro 360, fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées, seconde session ordinaire de 1989-1990, juin 1990.

« *Rapport fait au nom de la commission des Affaires étrangères, de la défense et des forces armées sur le projet de loi adoptée par l'Assemblée nationale autorisant la ratification du Traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie* », rapport numéro 370, session ordinaire 1991-1992.

BADRÉ, Denis, « *Les conséquences économiques et budgétaires de l'élargissement de l'Union européenne aux pays associés d'Europe centrale et orientale* », rapport d'information numéro 228, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, session ordinaire, 1995-1996.

CLUZEL, Jean, *L'audiovisuel en Europe centrale et orientale*, rapport numéro 322, fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation du Sénat, session ordinaire, 1995-1996.

VILLEPIN (de), Xavier, « *La BERD : le redressement au service de la transition* », rapport

d'information numéro 133, fait au nom de la Commission des Affaires étrangères de la défense et des forces armées du Sénat, session ordinaire, 1996-1997.

ABOUT, Nicolas, « *Élargissement à l'Est : quelle stratégie pour l'Union ?* », rapport d'information numéro 102, session ordinaire, 1997-1998.

CHAUMONT, Jacques, *Rapport d'information sur la mission effectuée dans six pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne (Chypre, Pologne, Estonie, République tchèque, Hongrie et Slovaquie), entre mai et juillet 2000*, rapport d'information numéro 102, fait au nom de la commission des Finances, du contrôle budgétaire et des comptes économiques de la Nation du Sénat, session ordinaire, 2000-2001.

MASSON, Paul, *L'accès au marché du travail de l'Union européenne des ressortissants des pays d'Europe centrale et orientale après leur adhésion*, rapport d'information numéro 291, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, session ordinaire, 2000-2001.

HAENEL, Hubert, BADRÉ, Denis, DENEUX, Marcel, LAGAUCHE, Serge, SUTOUR, Simon *L'élargissement de l'Union européenne : état des lieux*, rapport d'information numéro 295, fait au nom de la délégation du Sénat pour l'Union européenne, session ordinaire 2001-2002.

CÉSAR, Gérard, DOMINATI, Philippe, GAUDIN, Christian, HERVIAUX, Odette, POINTREAU, Rémy, *La Hongrie, un partenaire stratégique pour l'économie française*, rapport d'information numéro 52, fait au nom de la commission des Affaires économiques, session ordinaire 2007-2008.

### **b- Comptes rendus de missions :**

« *Hongrie : vers l'Union européenne* », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 21 au 23 octobre 1996 par une délégation du Groupe sénatorial France-Hongrie, Rapport GA10, 1996.

« *La Hongrie dans l'Union européenne* », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 10 au 22 septembre 1999 par une délégation sénatoriale du groupe d'amitié France-Hongrie.

« *La Hongrie au sein de l'Union élargie : une chance historique* », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie par une délégation du Groupe interparlementaire d'amitié France-Hongrie du 25 au 27 septembre 2002.

« *La Hongrie européenne : un partenaire séduisant pour la France* », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 19 au 21 avril 2005 par une délégation du Groupe sénatorial interparlementaire France-Hongrie.

« *La Hongrie : difficultés, défis et détermination dans les réformes* », compte rendu de la mission effectuée en Hongrie du 6 au 9 septembre 2010 par une délégation du groupe interparlementaire d'amitié France-Hongrie.

### **c- Actes de colloques :**

« *Les collectivités locales en Europe centrale : de nouveaux partenaires économiques : Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie* », Actes du colloque du 25 novembre 1998,

Sénat. Paris.

« *Hongrie : opportunités nouvelles et fonds européens* », Actes du Colloque du 24 mars 2005, Sénat, Paris.

**d- Divers :**

Questions et réponses des sénateurs aux ministres du gouvernement concernant la Hongrie (1989-2004), Sénat.

**F- Archives de l'Institut François Mitterrand, Paris.**

-Discours et déclarations du Président François Mitterrand contenant les occurrences « Hongrie », « Hongrois », « Magyar » « Europe Centrale », « Europe Orientale », « Pays de l'Est », « Confédération », « OTAN » et « Élargissement » (1981-1995).

-Interviews du Président François Mitterrand (mêmes occurrences) (1981-1995).

-Archives photographiques des rencontres du Président François Mitterrand avec les dirigeants hongrois (János Kádár, Károly Grósz, Mátyás Szűrös et József Antall) (1981-1995).

**G - Archives de l'Institut français de Budapest.**

**a- Secrétariat général, SCAC et Institut français :**

**Carton 128**

Commission mixte 1990.

**Carton 130**

Initiative France-Hongrie.

**Carton 131**

Fondation franco-hongroise pour la jeunesse.

**Carton 134**

Alliance française.

**Carton 135**

Initiative France-Hongrie.

**Carton 136**

Initiative France-Hongrie.

**Carton 137**

Initiative France-Hongrie.

**Cartons 141 - 166**

Télégrammes diplomatiques (1999-2004).

**Carton 167**

Lycée français de Budapest (2000-2002).

**Carton 170**

Lycée français de Budapest : Statuts, rapports d'activités, acte de fondation (1995-2007).

**Carton 174**

Lycée français de Budapest (1999-2003).

**Carton 184**

Lycée français de Budapest (1989-1999).

**Carton 193**

Lycée français de Budapest – Création.

***b- Coopération technique, scientifique et universitaire***

**Carton 155**

Thèses en cotutelles.

**Cartons 161-192**

Coopération technique (1993-2008).

**Cartons 193-198**

Collegium Budapest.

**Cartons 238 et 239**

Programme PHARE (1990-2007).

**Cartons 256 et 257**

Coopération universitaire.

## **b- Coopération culturelle et médiathèque**

### **Cartons 1 -7**

Expositions.

### **Cartons 22 - 27**

Francia Art-Magyar Art .

## **c- Coopération linguistique et éducative, cours de langues**

### **Carton 9**

Fête de la francophonie (2001).

### **Carton 10**

Échanges scolaires, partenariat, lettres d'information.

### **Carton 11**

Programmation 2000, liste d'établissements.

### **Carton 20**

Francophonie.

### **Carton 22**

FLE, statistiques, francophonie.

## **2- Archives hongroises.**

### **A- Archives nationales de Hongrie (Magyar Országos Levéltár), Fonds du ministère des Affaires étrangères (Külügyminisztérium), Budapest.**

#### **a- Dossiers strictement secrets (Szigorúan titkos ügyiratainak).**

Dossier XIX-J-1-j, 1989, carton 35, France.

Dossier XIX-J-1-j, 1990, carton 26, France.

Dossier XIX-J-1-j, 1990, carton 27, France.

Dossier XIX-J-1-j, 1991, carton 25, France.

Dossier XIX-J-1-j, 1992, carton 18, France.

Dossier XIX-J-1-j, 1992, carton 12, France.

Dossier XIX-J-1-j, 1993, carton 12, France.

Dossier XIX-J-1-j, 1993, carton 13, France.

Dossier XIX-J-1-j, 1994, carton 15, France.

Dossier XIX-J-1-j, 1994, carton 16, France.

Dossier XIX-J-1-j, 1995, carton 14, France.

Dossier XIX-J-1-j, 1995, carton 15, France.

**b- Dossiers administratifs (Adminisztratív ügyiratainak).**

Dossier XIX-J-1-k, 1989, carton 50, France.

Dossier XIX-J-1-k, 1989, carton 51, France.

Dossier XIX-J-1-k, 1990, carton 40, France.

Dossier XIX-J-1-k, 1990, carton 41 France.

Dossier XIX-J-1-k, 1991, carton 21, France.

Dossier XIX-J-1-k, 1991, carton 22, France.

Dossier XIX-J-1-k, 1991, carton 23, France

Dossier XIX-J-1-k, 1992, carton 27, France.

Dossier XIX-J-1-k, 1992, carton 28, France.

**c-Télégrammes diplomatiques des représentations hongroises à l'étranger (Rejteltáviratainak külképviseletek).**

Dossier XIX-J-1-Z, 1989, carton 9, Paris.

Dossier XIX-J-1-Z, 1990, carton 8, Paris.

Dossier XIX-J-1-Z, 1991, carton 7, Paris.

**B- Archives du Ministère des Affaires étrangères hongrois (Külügyminisztérium), Budapest.**

**a- Fonds France, 1996.**

**Dossier 1399**

Visite de Philippe Coste (février 1996).

**Dossier 2035**

Correspondance de Gyula Horn avec Messieurs Jacques Chirac et Alain Juppé.

**Dossier 4217**

Pierre Joxe et la Hongrie.

**Dossier 5268**

Visite de Jacques Chirac en Hongrie.

**Dossier 5261**

Notes préparatoires à la visite de Jacques Chirac en Hongrie.

**Dossier 6687**

La francophonie en Hongrie (correspondance d'Árpád Fasang avec le secrétaire d'État István Szent-Iványi).

**Dossier 6620**

L'image de la Hongrie dans la presse française (1995-1996).

**Dossier 7772**

Visite de Péter Medgyessy à Paris (10 juillet 1996).

**Dossier 8097**

Discours de Jacques Chirac à la conférence des ambassadeurs (29 août 1996).

**Dossier 8917**

Préparatifs à la visite de Jacques Chirac en Hongrie (1997).

**b- Fonds France, 1997.**

**Dossier 417**

Visite de Jacques Chirac en Hongrie.

Délégation.

Thèmes d'entretiens avec Gyula Horn.

Thèmes d'entretiens avec Árpád Göncz.

Suivi de la visite : les relations économiques entre la Hongrie et la France.

Rapport de Péter Veress, « Monsieur France », sur les rapports France-Hongrie (10 avril 1997).

#### **Dossier 628**

Relations Hongrie-France en matière d'éducation.

#### **Dossier 629**

Association Initiative France-Hongrie (*Francia-Magyar Kezdeményezés*).

#### **Dossier 3351**

Fondation franco-hongroise pour la jeunesse (*Magyar-Francia Ifjúsági Alapítvány*).

#### **Dossier 5092**

Centre Inter-universitaire d'études hongroises (*Magyarságtudományi Központ*).

#### **Dossier 6447-2**

Compte rendu annuel d'activité de l'Institut hongrois à Paris.

#### **Dossier 7024**

Correspondance entre Pierre Moscovici et László Kovács.

#### **Dossier 8451**

Conférence des ambassadeurs français

Discours de Lionel Jospin.

Discours de Jacques Chirac.

#### **Dossier 10363**

Visite de Pierre Moscovici en Hongrie.

Notes de fond.

Thèmes d'entretiens.

#### **c- Fonds France, 1998.**

#### **Dossier 4105**

Visite de Péter Medgyessy à Paris.

#### **Dossier 4288**

Association Initiative France-Hongrie (*Francia-Magyar Kezdeményezés*).

**Dossier 6641**

Visite de János Martonyi à Paris.  
Thèmes de discussions (OTAN, UE, Russie).  
Relations bilatérales agricoles.  
Relations culturelles.  
Relations économiques.  
Compte rendu de la visite au gouvernement.

**Dossier 6397**

Rapport annuel de l'Institut hongrois de Paris (1997-1998).

**Dossier 9139**

L'activité d'Árpád Fasang pour le développement des relations franco-hongroises.

**Dossier 9759**

Incidents autour des foies gras hongrois.

**Dossier 9201**

Visite d'Hubert Védrine en Hongrie (17-18 décembre 1998).  
Thèmes de discussions.  
État des relations franco-hongroises.

**d- Fonds France 1999.**

**Dossier 8188**

Programme de coopération culturelle, scientifique et technique France-Hongrie pour 1999-2000-2001.

**Dossier 6964**

Coopérations municipales franco-hongroises.

**Dossier 4303**

Programme de coopération culturelle, scientifique, technique et institutionnelle entre la France et la Hongrie : documents.

**Dossier 3344**

Tour d'horizon des relations bilatérales franco-hongroises, rapport de l'ambassadeur de Hongrie à Paris (5 mars 1999).

## **C- Archives de l'Institut hongrois, Paris.**

Rapport annuel d'activité 1990.  
Rapport annuel d'activité 1991.  
Rapport annuel d'activité 1992.  
Rapport annuel d'activité 1993.  
Rapport annuel d'activité 1994.  
Rapport annuel d'activité 1995.

## **II – Entretiens et correspondances :**

### **A- En France :**

Aymar de Baillenx, chef d'entreprise, consul honoraire de Hongrie en France (21 octobre 2011).  
Dominique de Comble de Nayves, ancien ambassadeur de France en Hongrie (4 avril 2012).  
François Melley, ancien conseiller commercial de l'ambassade de France (12 octobre 2013).  
François Nicoullaud, ancien ambassadeur de France en Hongrie (2 mai 2016).  
Henri Lebreton, ancien conseiller culturel de l'ambassade de France (4 avril 2012).  
Jacques de Chalendar, ancien président de INFH (10 et 11 décembre 2012).  
Patrick Chocat, ancien responsable de Sanofi en Hongrie (6 juillet 2013).  
Stanislas Pierret, ancien directeur de l'IFB (4 avril 2012).  
Thomas Schreiber, journaliste (9 et 10 décembre 2011, 5 et 15 avril 2012).

### **B- En Hongrie :**

André Erdős, ancien ambassadeur de Hongrie en France (3 mai 2016).  
Béla Szombati, ancien ambassadeur de Hongrie en France (4 mai 2016).  
Éva Vamos, journaliste, rédactrice en chef du *Journal Francophone de Budapest* (20 mai 2013).  
György Granasztói, historien et ancien conseiller de Viktor Orbán (18 novembre 2013).  
István Nagy, ancien responsable de Chinoin (23 mai 2012).  
János Szávai, ancien ambassadeur de Hongrie en France (5 février 2017).  
Magda Szabó, ancienne présidente de la Fondation franco-hongroise pour la jeunesse (5 mai 2016).

## **III- Presse :**

### **A- Française :**

*Agence France Presse*  
*L'Expansion*  
*La Croix*  
*Le Figaro*  
*Le Journal Francophone de Budapest*  
*Le Monde*  
*Le Monde diplomatique*  
*Les Dernières Nouvelles d'Alsace*  
*Les Échos*  
*Libération*

## **B- Hongroise :**

*Figyelő*  
*HVG*  
*Kurír*  
*Magyar Hírlap*  
*Magyar Nemzet*  
*Magyar Távirati Iroda (MTI)*  
*Népszabadság*  
*Népszava*  
*Új Magyarország*

## **C- Allemande :**

*Die Welt*  
*Frankfurter Allgemeine Zeitung*  
*Reuters*  
*Süddeutsche Zeitung*

## **D- Anglo-saxonne :**

*The Economist*  
*The Financial Times*  
*The Independent*  
*Times*

## **IV- Bibliographie thématique :**

### **Sur l'histoire de l'Europe centrale et orientale :**

#### **Ouvrages :**

ALEKSIUN, Natalia *et al*, *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Paris, Presses universitaires de France, 2004.

CEVINS (de), Marie-Madeleine, *De l'Europe centrale au Moyen Âge*, Paris, Presses de l'université Paris-Sorbonne, 2013.

COLAS, Dominique (dir.), *L'Europe post-communiste*, Paris, PUF, 2002.

BEREND, Iván, *Central and Eastern Europe, 1944-1993 : detour from the periphery to the periphery*, Cambridge, Cambridge University Press, 1996.

BIBÓ, István, *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1985.

BOGDAN, Henry, *Histoire des pays de l'Est des origines à nos jours*, Paris, Perrin, 1991.

DELSOL, Chantal, BOTOS, Maté (dir.), *Les Deux Europes*, Paris, Éditions du Sandre, 2007.

HOREL, Catherine, *Cette Europe qu'on dit Centrale – Des Habsbourg à l'intégration européenne 1815-2004* –, Paris, Beauchesne, 2009.

HOREL, Catherine, *Nations, cultures et sociétés d'Europe centrale aux XIXe et XXe siècles : mélanges offerts au professeur Bernard Michel*, Paris, Publications de la Sorbonne, 2006.

MARÈS, Antoine (dir.), *Histoire et pouvoir en Europe médiane*, Paris, L'Harmattan, 1996.

RESZLER, André, *Rejoindre l'Europe : destin et avenir de l'Europe centrale*, Paris, Georg Éditeur, 1998.

RUPNIK, Jacques, *L'Autre Europe. Crise et fin du communisme*, Paris, Odile Jacob, 1990.

SZÚCS, Jenő, *Les trois Europes*, Paris, L'Harmattan, 1985.

WEIBEL, Ernest, *Histoire et géopolitique de l'Europe centrale : de l'Antiquité à l'Union européenne*, Paris, Ellipses Marketing, 2004.

### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

HOREL, Catherine, « L'Europe centrale 1945-1989 : une région imaginaire ? », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université] , Budapest, ELTE, 2006, pages 25-33.

KULESZA-MIETKOWSKI, Éva, MIETKOWSKI, Piotr, « Europe Centrale : quelle cohésion ? », *Politique étrangère*, numéro 1, 1993, pages 105-120.

KULESZA, Éva, « L'Autre Europe entre révolution et reconstruction », *Politique étrangère*, numéro 1, 1990, pages 19-24.

LESAGE, Michel, « La place de l'Europe centrale dans le dialogue est-ouest depuis 1945 », dans BEAUPRÊTRE Gérard (dir.), *L'Europe centrale , réalité, mythe, enjeu, XVIIIe-XXe siècles*, Varsovie, Éditions de l'Université de Varsovie, 1991.

MINK, Georges, « Intégration européenne et mutations sociales en Europe centrale », *Politique étrangère*, numéro 2, 2004, pages 373-386.

MINK, Georges, NEUMAYER, Laure, « Contagion anti-européenne en Europe centrale », *Politique étrangère*, numéro 3, 2002, pages 665-681.

MINK, Georges, SZUREK, Jean-Charles, « Europe centrale : la revanche des néo-communistes », *Politique Internationale*, numéro 67, 1995, pages 157-168.

### **Sur l'histoire de la Hongrie :**

#### **Ouvrages :**

BÉKÉS, Csaba, *Európából Európába. Magyarország konfliktusok keresztjében (1945-1990)* [De l'Europe à l'Europe. La Hongrie au sein des conflits], Budapest, Gondolat Kiadó,

2004.

BÉRENGER, Jean (dir.), *La Hongrie des Habsbourg : Tome 1, De 1526 à 1790*, Paris, Broché, 2010.

BÉRENGER, Jean, *L'Empire austro-hongrois*, Paris, Armand Colin, 2011

BIHARI, Mihály, *Magyar politika, 1945-1995 : A magyar politikai rendszer történetének főbb szakaszai a második világhábrú után* [La politique hongroise , 1945-1995 : les principales étapes de l'histoire du système politique hongrois après la Seconde Guerre mondiale], Budapest, Korona, 1996.

BORHI, László , *Magyarország a hideghaborúban - A Szovjetunió és az Egyesült Államok között, 1945–1956* [La Hongrie dans la guerre froide – Entre l'Union soviétique et les États-Unis, 1945-1956], Budapest, Corvina, 2005.

CARTLEDGE, Bryan, *The will to survive : a history of Hungary*, New York, Columbia University Press, 2011.

ENGEL, Pál, KRISTÓ, Gyula, KUBINYI, András, *Histoire de la Hongrie médiévale : Tome 2, Des Angevins aux Habsbourgs*, Paris, Broché, 2008.

GOUGH, Roger, *A good Comrade : János Kádár, Communism and Hungary*, Londres, I.B Tauris, 2006.

HOENSCH, Jörg K., *A history of modern Hungary (1867-1986)*, Longman, Londres, 1988.

HOREL, Catherine, *Histoire de Budapest*, Fayard, Paris, 1999.

HOREL, Catherine, *L'Amiral Horthy*, Paris, Brochet, 2014.

KESCKEMÉTI, Charles, *La Hongrie des Habsbourg : Tome 2 : de 1790 à 1914*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2011.

KRISTÓ, Gyula, *Histoire de la Hongrie médiévale : le temps des Árpáds*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2001.

LE CALLOC'H, Bernard, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Armeline, 2013.

LENDVAI, Paul, *Les Hongrois. Mille ans d'histoire*, Lausanne, Éditions Noir sur Blanc, 2006.

LENDVAI, Paul, *Hungary : between democracy and authoritarianism*, Londres, Hurst, 2012.

LEVENTE, Püski, *A Horthy rendszer (1919-1945)* [Le régime Horthy (1919-1945)], Budapest, Pannonica, 2006.

MARTON, Kati, *N'ouvrez pas ces archives ! De la Hongrie sous le Rideau de Fer jusqu'aux États-Unis libres*, Paris, Sand, 2010.

MOLNAR, Miklós, *De Béla Kun à János Kádár. Soixante-dix ans de communisme en*

Hongrie, Paris, FNSP, 1987.

MOLNAR, Miklós, *Histoire de la Hongrie*, Paris, Perrin, 2004.

ROMSICS, Ignác (dir.), *20<sup>th</sup> century Hungary and the Great Powers*, New York, East European Monographs – Columbia University Press, 1995.

ROMSICS, Ignác, *A trianoni békeszerződés* [Le traité de paix du Trianon], Budapest, Osiris, Budapest, 2001.

ROMSICS, Ignác, *Magyarország története a XX. században* [Histoire de la Hongrie au XXe siècle], Budapest, Osiris Kiadó, 2010.

SCHREIBER, Thomas, *La Hongrie de 1918 à 1958, état des travaux et annexe documentaire*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1958.

SUGAR, Peter (dir.), *A History of Hungary*, Indianapolis, Indiana University Press, 1994.

SZAVAI, János, *La Hongrie*, Paris, PUF, 1996.

SZENDE, Thomas (dir.), *La Hongrie au XXe siècle : Regards sur une civilisation*, Paris, L'Harmattan, 2000.

TÓTH, István György (dir.), *Mil ans d'histoire hongroise. Histoire de la Hongrie de la Conquête jusqu'à nos jours*, Budapest, Corvina, 2003.

#### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

ABLONCZY, Balázs, « Trianon-legendák » [Trianon-légendes], dans ROMSICS, Ignác (dir.) *Mitoszok, legendák, tévhitek a 20. Századi magyar történetlemről* [Mythes, légendes et fausses croyances sur l'histoire hongroise du XXe siècle], Budapest, Osiris, 2002.

HOREL, Catherine, « L'histoire de la Hongrie : de la conquête arpadienne à l'Union européenne », *Transitions et sociétés*, Magna Europa 6, 2004, pages 21-32.

GRADVHOL, Paul « Trianon: quatre-vingt-onze ans de mises en scène d'une tragédie ou un deuil national inépuisable sans cesse reprogrammé », dans PERNOT, François, TOUREILLE, Valérie (dir.), *Les territoires en partage, traités et accords du Moyen Âge à nos jours, Journée d'études à la Roche-Guyon, 5 novembre 2011*, Paris, Éditions de l'Amandier, pages 123-151.

#### **Sur le contexte des relations internationales :**

##### **Ouvrages :**

BESCHLOSS, Michael R., TALBOTT, Strobe, *At the Highest Levels: The Inside Story of the End of the Cold War*, Boston, Little-Brown and Company, 1993.

BRZEZINSKI, Zbigniew, *The Grand Chessboard : American Primacy and Its Geostrategic Imperatives*, New York, Basic Books, 1997.

COLARD, Daniel, *La société internationale après la guerre froide*, Paris, Armand Colin,

1996.

GARTON ASH, Timothy, *The Magic Lantern : The Revolution of '89 Witnessed in Warsaw, Budapest, Berlin and Prague*, New York, Vintage Books, 1993.

HUTCHINGS, Robert L., *American Diplomacy and the End of the Cold War. An Insider's account of U.S Policy in Europe, 1989-1992*, Washington, Baltimore et Londres, Woodrow Wilson Center Press et John Hopkings University Press, 1997.

LEGAULT, Albert (dir.), *Les six mois qui ont ébranlé le monde*, Presses de l'Université du Québec, Québec, 1991.

SOUTOU, Georges-Henri, *La guerre de cinquante ans : le conflit Est-Ouest 1943-1990*, Paris, Fayard, 2001.

### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

BORHI, László, « A nagyhatalmak kelet-közép-európai politikája 1918 után » [La politique centrale et orientale européenne des grandes puissances après 1918] , dans RÁCZ, Margit (dir.) *Uniós kihívások az ezredfordulón* [Les défis de l'UE pour le nouveau millénaire], Budapest, MTA Világgazdasági Kutatóintézet [Institut de recherche sur l'économie mondiale de l'Académie des sciences de Hongrie], 2005, pages 11-64.

KRAMER, Mark, « The Collapse of East-European Communism and the Repercussions within the Soviet Union (Part 3)», *Journal of Cold War Studies*, volume 7, numéro 1, hiver 2005, pages 1-24.

GUIHAUDIS, Jean-François, « La réorganisation du système de sécurité occidentale et la sécurité européenne. Essai de vue d'ensemble », *Cahiers du CEDSI*, numéro 18, février 1997, pages 11-25.

LOMMÉ, Roland, « Après la dissolution du Pacte de Varsovie, quel système de sécurité en Europe centrale et orientale ? », *Relations internationales et stratégiques*, numéro 3, 1991, pages 168-173.

VÉDRINE, Hubert, « Le monde au tournant du siècle », *Politique étrangère*, numéro 4, 1999, pages 813-821.

VÉDRINE, Hubert, « Le cas de politique étrangère, une décision de nature symbolique », *Le Banquet*, numéro 23, 2006.

### **Sur la politique étrangère française au XXe siècle :**

#### **Ouvrages :**

BADEL, Laurence, *Diplomatie et grands contrats. L'État français et les marchés extérieurs au XXe siècle*, Paris, Publication de La Sorbonne, 2011.

BERSTEIN, Serge, SIRINELLI, Jean-François, *Les années Giscard : Valéry Giscard d'Estaing et l'Europe (1974-1981)*, Paris, Armand Colin, 2006.

- BOZO, Frédéric, *La politique étrangère de la France depuis 1945*, Paris, Flammarion, 2012.
- BOZO, Frédéric, *Mitterrand, la fin de la guerre froide et l'unification allemande. De Yalta à Maastricht*, Paris, Odile Jacob, 2005.
- CARRON DE LA CARRIÈRE, Guy, *La diplomatie économique. Le diplomate et le marché*, Paris, Economica, 1998.
- COHEN, Samy, SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1985.
- COHEN, Samy (dir.), *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, Paris PUF, 1998.
- COUDURIER, Hubert, *Le monde selon Chirac – les coulisses de la diplomatie française*, Paris, Calmann Lévy, 1998.
- FROMENT-MEURICE, Henri, *Vu du Quai (1945-1983)*, Paris, Fayard, 1998.
- KESSLER, Marie-Christine, *La politique étrangère de la France. Acteurs et processus*, Paris, Les presses de Sciences Po. , 1999.
- KESSLER, Marie-Christine, *Les ambassadeurs*, Paris, Les presses de Sciences Po., 2012.
- LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013.
- MAYAFFRE, Damon, *Paroles de président, Jacques Chirac (1995-2003) et le discours présidentiel sous la Ve République*, Paris, Honoré Champion, 2004.
- MITTERRAND, François, *Réflexions sur la politique extérieure de la France*, Paris, Fayard, 1986.
- MITTERRAND, François, *De l'Allemagne, de la France*, Paris, Odile Jacob, 1996.
- MONNET, Sylvie, *La politique extérieure de la France depuis 1970*, Paris, Armand Colin, 2000.
- MONTBRIAL (de), Thierry, *Quinze ans qui bouleversèrent le monde. De Berlin à Bagdad*, Paris, Dunod, 2003.
- PÉAN, Pierre, *L'inconnu de l'Élysée*, Paris, Fayard, 2007.
- RAIMOND, Jean-Bernard, *Le Quai d'Orsay à l'épreuve de la cohabitation*, Paris, Flammarion, 1989.
- RAIMOND, Jean-Bernard, *Le choix de Gorbatchev*, Paris, Odile Jacob, 1992.
- ROY (du), Albert, *Domaine réservé. Les coulisses de la diplomatie économique*, Paris, Seuil, 2000.
- TEYSSIER, Arnaud, *Le dernier septennat (1995-2002), Jacques Chirac*, Paris, Éditions

Pygmalion/Gérard Watelet, 2002.

TOURNAYRE, Nadine, *Dominique de Villepin et le monde. Visions et pratiques d'une politique étrangère*, thèse de doctorat sous la direction de Jean-Marc Delaunay, soutenue le 24 juin 2009 à l'Université de Paris III.

VAÏSSE, Maurice, *La puissance ou l'influence ? La France dans le monde depuis 1958*, Paris, Fayard, 2009.

VÉDRINE, Hubert, *Les cartes de la France à l'heure de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2000.

VERNET, Henri, CANTALOUBE, Thomas, *Chirac contre Bush. L'autre guerre*, Paris, Jean-Claude Lattes, 2004.

### Articles et chapitres d'ouvrages :

BADEL, Laurence, « Pour une histoire de la diplomatie économique de la France », *Vingtième Siècle, Revue d'Histoire*, numéro 90, 2006, pages 169-185.

BONIFACE, Pascal, « Avantages et limites du volontarisme en politique étrangère », dans « La politique étrangère du président Chirac », *Relations Internationales et Stratégiques*, numéro 25, printemps 1997, pages 19-26.

BOZO, Frédéric, PAOLINI, Jérôme, « Trois Allemagnes, deux Europes et la France », *Politique étrangère*, numéro 1, 1990, pages 119-138.

CHARILLON, Frédéric, « La politique étrangère de la France : l'heure des choix », *Politique étrangère*, numéro 1, printemps 2007, pages 139-150.

CHARILLON, Frédéric, « Peut-il encore y avoir une politique étrangère de la France ? », *Politique étrangère*, numéro 4, 2002, pages 915-929.

COHEN, Samy, « Le système décisionnel de Jacques Chirac : de l'anti-mitterrandisme à l'illusion du gaullisme retrouvé ? », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 25-40.

FRANK, Robert, « La France et son apport au monde au XXe siècle », *Politique étrangère*, numéro 3-4, 2000, pages 827-839.

FROMENT-MEURICE, Henry, « Une politique étrangère pour quoi faire ? », *Politique étrangère*, numéro 2, 2000, pages 319-332.

HAJNALKA, Vincze, « Franciaország : a nagyhatalmi illúzióktól az ambíciók európaizálásáig » [France : des illusions de grande puissance aux ambitions européennes], dans *Nemzeti identitás és külpolitika az euroatlanti térségben* [Identité nationale et politique étrangère au sein de la région euroatlantique], Budapest, Teleki László Alapítvány [Fondation László Teleki], 2005, pages 159-204.

HOFFMAN, Stanley, « La France dans le monde 1979-2000 », *Politique étrangère*, numéro 2, 2000, pages 307-317.

LECOMTE, Bernard, « François Mitterrand et l'Europe de l'Est : le grand malentendu », *Commentaires*, numéro 75, automne 1996, pages 577-585.

LOMELLINI, Valentine, « Le parti socialiste et la dissidence de l'Est, entre soutien idéaliste et stratégie politique », *Lettre de l'Institut François Mitterrand*, numéro 38, Institut François Mitterrand, Paris, 15 décembre 2001.

MONTFERRAND (de), Bernard, « Stabilité européenne : le plan Balladur », *Politique Internationale*, numéro 67, 1995, Paris, pages 237-247.

PASOLINI, Jérôme, « Les deux politiques européennes de François Mitterrand », *Relations internationales et stratégiques*, numéro 9, printemps 1993, pages 121-132.

RAVETTO, Anne-Élisabeth, « Le pacte de stabilité en Europe, une 'première' action diplomatique commune qui manque d'envergure », dans DAILLIER, Patrick, KOVÁCS, Péter (dir.), *Perspectives d'intégration des pays d'Europe centrale et orientale aux institutions de l'Europe occidentale*, Paris, L.G.D.J., 1998.

TINGUY (de), Anne, « Le rapprochement avec la 'Nouvelle' Russie : une relation instrumentale ? », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 159-178.

TRÉAN, Claire, « Entre la 'grandeur française' et l'Europe inachevée », dans *François Mitterrand au regard du Monde*, Paris, Éditions du Monde, 1996, pages 121-129.

TRÉAN, Claire, « La France et le nouvel ordre européen », *Politique étrangère*, numéro 1, 1991, pages 81-90.

VÉDRINE, Hubert, MUSITELLI, Jean, « Les changements des années 1989-1990 et l'Europe de la prochaine décennie », *Politique étrangère*, volume 56, numéro 1, 1991, pages 165-177.

ŽIAKOVÁ, Gabriela, « Le voyage de François Mitterrand en Tchécoslovaquie (13-14 septembre 1990) – rayonnement de la personnalité de François Mitterrand en Tchécoslovaquie », dans CHALINE, Olivier, DUMANOWSKI, Jaroslaw, FIGEAC, Michel, *Le rayonnement français en Europe centrale du XVIIe siècle à nos jours*, Pessac, MSHA, 2009, pages 117-134.

## **Sur la politique étrangère hongroise au XXe siècle :**

### **Ouvrages :**

BÁBA, Iván, *Irányváltás a magyar külpolitikában 1990-1994* [Changement de direction dans la politique étrangère hongroise 1990-1994], Budapest, Windsor Club, 1994.

FÜLÖP, Mihály, *La paix inachevée. Le Conseil des ministres des Affaires étrangères et le traité de paix avec la Hongrie (1947)*, Budapest, Association des sciences historiques de Hongrie, 1998

FÜLÖP Mihály, SIPOS, Péter, *Magyország külpolitikája a XX. Században* [La politique étrangère hongroise au XXe siècle], Budapest, Aula Kiadó, 2010.

KUN, Joseph, *Hungarian foreign policy: the experience of a new democracy* [La politique étrangère hongroise : l'expérience d'une nouvelle démocratie] , Praeger, Washington, 1993.

NIKLISSON, Tomas, *Regime Stability and Foreign Policy Change. Interaction between Domestic and Foreign Policy in Hungary (1956-1994)*, Lund, Lund University, 2006.

OPTLAKA, Andreas , *Der erste Riss in der Mauer: September 1989 - Ungarn öffnet die Grenze*, Vienne, Paul Zsolnay Verlag, 2009.

ROMSICS, Ignác (dir.) , *Magyarország és a Nagyhatalmak a XX. Században* [La Hongrie et les grandes puissances au XXe siècle], Teleki László Alapítvány, Budapest, 1995.

ZELLNER, Wolfgang, DUNAY, Pál, *Ungarns Aussenpolitik, 1996-1997, Zwischen Westintegration, Nachbarschafts und Minderheitenpolitik*, Baden-Baden, Numus Verlag, 1998.

### Articles et chapitres d'ouvrages :

BALOGH, András, « A kelet nyugatjából a nyugat keletke. A 90-es évek magyar külpolitikájáról » [D'Est-Ouest à Ouest-Est. Les années 1990 dans la politique étrangère hongroise], *Társadalmi Szemle* [Revue Sociale], numéro 53, 1998, pages 136-138.

BALOGH András, « A magyar külpolitika és a nemzetközi rendszer. Vissza a történelemhez » [La politique étrangère hongroise et le système international. Retour sur l'histoire], dans IZSAK, Lajos et STEMLER, Gyula (dir.), *Emlékkönyv Balogh Sándor 70. születésnapjára* [Ouvrage commémoratif pour le 70e anniversaire de Sándor Balogh], Budapest, Napvilág kiadó, 1996, pages 7-12.

BÉKÉS, Csaba, « A magyar külpolitika néhány kérdése 1945 után » [Quelques questions sur la politique étrangère hongroise après 1945], dans PÜSKI, Levente, VALUCH, Tibor (dir.), *Mérlegen a XX. századi magyar történelem – Értelmezések és értékelések* [Bilan de l'histoire hongroise au XXe siècle – Interprétations et évaluations], Debrecen, A Debreceni Egyetem BTK Történelmi Intézet és az 1956-os Intézet [Département d'histoire de l'Université de Debrecen et Institut de 1956], 2002, pages 305-310.

BÉKÉS, Csaba, « Magyar külpolitika a szovjet szövetségi rendszerben, 1968–1989 », [La politique étrangère hongroise dans le système soviétique, 1968-1989], dans GAZDAG, Ferenc, KISS, László (dir.), *Magyar külpolitika a 20. században*. [La politique étrangère hongroise au XXe siècle], Budapest, Zrinyi Kiadó, 2004, pages 133–172.

BÉKÉS, Csaba, « Hungarian foreign policy in the Soviet alliance system, 1968-1989 », *Foreign Policy Review*, volume 3, numéro 1, 2004, pages 87-127.

BÉKÉS, CSABA, « Magyar külpolitika a bipoláris világban, 1945–1991 » [La politique étrangère hongroise dans le monde bipolaire, 1945-1991], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], hiver 2011, pages 95-127.

BOROS, Ferenc, « A visegrádi együttműködés és perspektívája » [La coopération de Visegrád et sa perspective], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], numéro 3, 2003, Külügyi

és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], Budapest, pages 73-99.

DUNAY, Pál, « Hungarian foreign policy in the era of transition, 1990-2004 », *Foreign Policy Review*, volume 2, numéro 1, 2004, pages 196-216.

DUNAY, Pál, « *Az átmenet magyar külpolitikája* » [La transition de la politique étrangère hongroise], dans : GAZDAG, Ferenc , KISS J., László (dir.), *Magyar Külpolitika a 20. században* [La politique étrangère hongroise au XXe siècle], Budapest, Zrinyi Kiadó, 2004, pages 221-242.

RÉAU, Élisabeth (du) , « La Hongrie, les prémices du changement et les réactions concernant la chute du Mur de Berlin », dans *L'Est et l'Ouest face à la chute du mur*, Paris, Cirac, 2013, pages 147-156.

FÜLÖP Mihály, « La politique étrangère hongroise dans le contexte de l'Europe centrale », *Politique étrangère*, 1/94, pages 115-128.

FÜLÖP, Mihály, « De l'héritage des guerres aux perspectives contemporaines : la politique étrangère de la Hongrie », dans RÉAU, Élisabeth (du) (dir.), *L'élargissement de l'Union européenne : quels enjeux ? Quels défis ?*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2001, pages 133-143.

FÜLÖP, Mihály, « L'adhésion de la Hongrie au conseil de l'Europe », dans BITSCH, Marie-Thérèse , *Jalons pour une histoire du Conseil de l'Europe, Actes du Colloque de Strasbourg*, Berne, Éditions Peter Lang, 1997, pages 177-189.

FÜLÖP, Mihály, « La Hongrie entre l'Est et l'Ouest, 1945-1995 », *Bulletins de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine*, numéro 3-4, 1996, pages 66-74.

GAZDAG, Ferenc, PATAKI Zsolt, « La politique étrangère et de sécurité de la République de Hongrie », *Défense Nationale*, mars 1997, pages 95-111.

GRANDVILLE-PATAKI, Anika, « Une politique étrangère hongroise redevenue indépendante », *Revue d'Europe centrale*, tome III, numéro 1, 1er semestre 1995, Strasbourg, Centre d'études germaniques, pages 61-71.

GUÉNARD, Annie, « Les attentes de l'Est européen: sincérités et ambiguïtés observées », dans RÉAU, Élisabeth (du) (dir.), *Europe des élites? Europe des peuples? La construction de l'espace européen 1945-1960*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1998, pages 153-155.

HOREL, Catherine, « La politique étrangère hongroise dans l'optique de l'intégration européenne », *Revue d'Europe Centrale, Tome VI/1*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1998, pages 75-83.

INOTAI, András, « Sur le chemin de l'intégration : un point de vue hongrois », dans MINK, Georges et Georges et WILD, Gérard, « L'élargissement à l'est de l'Union européenne : regards croisés », *Revue d'études comparatives est-ouest*, volume 27, numéro 4, CNRS, Paris, 1996.

JESZENSZKY, Géza, « A magyar külpolitika dilemmái a XX. Században » [Les dilemmes de

- la politique étrangère hongroise au XXe siècle] », *Magyar Szemle* [Revue Hongroise], numéro 2, 1993, pages 360-370.
- JESZENSZKY, Géza, « Jugoszlávia felbomlása és a magyar külpolitika » [La désintégration de la Yougoslavie et la politique étrangère hongroise], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 4, 2011, pages 42-79.
- KECSKÉS, Gusztáv, « Les caractéristiques de la politique étrangère de la Hongrie de 1945 à 1990 », dans MARÈS Antoine (dir.), *Culture et politique étrangère des démocraties populaires*, Paris, Institut d'Études slaves – Université Paris I – Panthéon-Sorbonne, 2007, pages 147-168.
- KOVÁCS, László, « A Magyar Külpolitika » [La politique étrangère hongroise], *Külpolitika* [Politique étrangère], numéro 1, 1995 pages 3-21.
- KISS, László, « New foreign policy-Hungary », dans NEUHOLD, Hanspeter, HAVLIK, Peter, SUPPAN, Arnold (dir.), *Political and economic transformation in east central Europe*, Oxford, Westview Press, 1995, pages 229-255.
- KISS J., László, « The restatement of Hungarian foreign policy - from Kádárisz to EU membership », *Foreign Policy Review*, volume 2, numéro 1, 2004, pages 33-86.
- KISS J., László, « A külpolitikától az EU-politikáig, avagy a külpolitika – kutatás új napirendje [De la politique étrangère à la politique européenne ou la politique étrangère – recherche sur un nouvel ordre du jour] », dans GAZDAG, Ferenc et KISS J., László (dir.), *Magyar Külpolitika a 20. században* [La politique étrangère hongroise au XXe siècle], Budapest, Zrinyi Kiadó, 2004, pages 287-312.
- MAJOROS, István, « La Hongrie à la recherche de l'Europe », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történelmi Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/2, Budapest, ELTE, 2012, pages 63-70.
- MEISZTER Dávid, DUNAY, Pál, *Sikerek és kudarok között : magyar külpolitika 1990-1994* [Entre succès et échecs : la politique étrangère hongroise 1990-1994], *Társadalmi Szemle* [Revue Sociale], numéro 49, 1994, pages 35-52.
- NOUZILLE, Jean, « Les élections de mai 1994 et leurs conséquences sur la politique extérieure de la Hongrie », *Revue d'Europe Centrale, Tome III /1*, Centre d'études germaniques, Strasbourg, 1995, pages 9-22.
- PATAKI, Gábor Zsolt, « A magyar külpolitika a rendszerváltozás után » [La politique étrangère hongroise après le changement de régime], dans PÜSKI, Levente et VALUCH, Tibor (dir.), *Mérlegen a XX. századi magyar történelem – Értelmezések és értékelések* [Bilan de l'histoire hongroise au XXe siècle – Interprétations et évaluations], Debrecen, A Debreceni Egyetem BTK Történelmi Intézet és az 1956-os Intézet [Département d'histoire de l'université de Debrecen et Institut de 1956], 2002, pages 415-432.
- SCHREIBER, Thomas, « Introduction », *Politique étrangère*, Automne 2012, Paris, pages 548-550.

SOLOCH, Krysztóf, « Les pays d'Europe centrale entre solidarité européenne et préférence atlantique », *Politique étrangère*, Automne 2009, Paris, pages 541-551.

SZÁVAI, János, « Antall József, a külpolitikus », 1. rész [József Antall, le diplomate], première partie, *Magyar Szemle* [Revue hongroise], volume 5, numéro 4, 1996.

SZÁVAI, János, « Antall József, a külpolitikus », 2. rész [József Antall, le diplomate], seconde partie, *Magyar Szemle* [Revue hongroise], volume 5, numéro 5, 1996.

SZÖRENYI, András, « La politique étrangère hongroise au début d'une nouvelle phase », *Revue internationale et stratégique*, numéro 61, 2006, pages 37-48.

## **Sur les relations entre la France et l'Europe centre-orientale au XXe siècle:**

### **Ouvrages:**

ÁDÁM, Magda, ORMOS, Maria, MAJOROS, István, *Veresegtől a győzelemig. Franciaország a nemzetközi kapcsolatok rendszerében 1871-1920* [De la défaite à la victoire. La France dans le système des relations internationales 1871-1920], Budapest, ELTE, 2004.

BENE, Krisztián, Ferenc, David (dir.), *La France, les Français en guerre(s) et l'Europe médiane au XIXe et XXe siècles*, Actes du Colloque international d'histoire de l'Université de Pécs, 17 avril 2014, Talmont-Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2015.

KECSKÉS, Gusztáv, *Franciaország közép-kelet Európa politikája 1918-tól napjainig* [La politique européenne centre-orientale de la France de 1918 à nos jours], projet OM NKFP, Bulletin scientifique de l'Institut d'études internationales de l'Université Corvinus de Budapest, Budapest, 2001.

MAJOROS, István, *Franciaország a nemzetközi kapcsolatok rendszerében (1871–1940)* [La France dans le système des relations internationales (1871-1940)], thèse de doctorat, Académie des sciences de Hongrie, Budapest, 2003.

MITRACHE, Marius-Mircea, *L'Enjeu de l'Europe centrale-orientale pour la diplomatie française sous François Mitterrand dans le contexte de la question allemande*, thèse de doctorat sous la direction de Michael Shafir et Sergiu Mișcoiu, soutenue à l'Université de Paris-Est le 30 octobre 2013.

ORMOS, Mária, *Franciaország és a keleti biztonság : 1931-1936* [La France et la sécurité de l'Est : 1931-1936], Budapest, Akadémiai kiadó, 1969.

SCHREIBER, Thomas, *Les Actions de la France à l'est ou les Absences de Marianne*, Paris, L'Harmattan, 2000.

SCHREIBER, Thomas, *J'ai choisi la France. L'odyssée d'un journaliste qui a traversé trois quarts de siècle*, Chaintreaux, France Empire, 2010.

### **Articles et chapitres d'ouvrages:**

ABLONCZY, Balázs, « Francia Közép-Európa-politika a két világháború között » [La politique centre-orientale de la France durant l'entre-deux-guerres] , dans FEDINEC, Csilla (dir.), *Társadalmi önismeret és nemzeti önazonosság Közép-Európában* [Réflexion sociale et identités nationales en Europe centrale], Budapest, Teleki László Alapítvány [Fondation László Teleki], 2002, pages 25-35.

ABLONCZY, Balázs, « Régionalisme, minorités : défis ou ennemis ? Dilemmes de la politique française en Europe centrale entre les deux guerres », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, numéro 28, automne 2008.

BORHI, László, « A nagyhatalmak kelet-közép-európai politikája 1918 után. » [La politique européenne centre-orientale des grandes puissances après 1918.], dans RACZ, Margit (dir.), *Unió kihívások az ezredfordulón* [Les défis de l'Union européenne au tournant du nouveau millénaire], Budapest, 2005, pages 51-59.

FÜLÖP, Mihály, « Franciaország és Közép-Kelet-Európa » [La France et l'Europe centre-orientale], *Külpolitika* [Politique étrangère], volume 8, numéro 5, 1981, pages 72-89.

GARADNAI, Zoltán, « Francia diplomaták helyzetértékelése és a keleti nyitási politika lehetőségei . A francia külpolitika válaszában » [L'évaluation de la situation et des possibilités d'ouverture politique à l'Est des diplomates français. La politique étrangère française à la croisée des chemins], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archiv Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 8, numéro 3, 2008.

KECSKÉS, Gusztáv, « Franciaország Közép-Kelet-Európa politikája Giscard d'Estaing elnöksége idején, 1974–1981 » [La politique centre-orientale de la France du temps de la présidence Giscard d'Estaing, 1974-1981], *Kutatási Füzetek* [Cahiers de Recherches], numéro 12, Université de Pécs, 2005, pages 194-209.

KECSKÉS, Gusztáv, « A kelet-közép-európai rendszerváltás és a francia külpolitika » [Le changement de régime en Europe centre-orientale et la politique étrangère française], dans TÓTH, Magdalena (dir.), *Megroppan a világrend, 1989–1991. Célok, szereplők, következmények* [L'ordre mondial se brise, 1989-1991. Buts, acteurs et conséquences.], Budapest, Argumentum Kiadó, 2013, pages 73–100.

MAJOROS, István, « A francia diplomácia dilemmái a két háború közti közép-európai politikájában » [Les dilemmes de la diplomatie française dans sa politique centre européenne de l'entre-deux-guerres] , dans MAJOROS István (dir.), *Hindu istenek, sziámi tigrisek : Balogh András 70 éves* [Dieux Hindoux, tigres siamois : les 70 ans d'András Balogh], Budapest, ELTE, Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék [Département d'histoire moderne et contemporaine de l'université ELTE], 2014, pages 421-428.

MARÈS, Antoine, « Entretien avec Thomas Schreiber », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, numéro 26, 2007, pages 169-188.

VAÏSSE, Maurice, « L'Europe centrale et orientale dans la politique du général de Gaulle de 1958 à 1969 », *Cahiers de la Fondation Charles de Gaulle*, numéro 6, 1999, pages 129-133.

## **Sur les relations franco-hongroises du Moyen Âge au XIXe siècle :**

### Ouvrages :

BARDOS, József, *La Hongrie dans les encyclopédies françaises (XVII<sup>e</sup>-XVIII<sup>e</sup> siècles)*, Szeged, Institut français de l'Université de Szeged, 1939.

GYÖRKÖS, Attila, KISS, Gergely (dir.), *Francia-magyar kapcsolatok a középkorban* [Les relations franco-hongroises au Moyen Âge], Debrecen, Université de Debrecen, 2013.

HOREL, Catherine, *De l'exotisme à la modernité. Un siècle de voyage français en Hongrie (1818-1910)*, Budapest, ELTE, Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék [Département d'histoire moderne et contemporaine], 2004.

KECSKEMÉTI, Charles, *Notes, rapports et témoignages français sur la Hongrie (1717-1809)*, Paris, Institut hongrois de Paris, 2006.

KÖPECZI, Béla, *La France et la Hongrie au début du XVIII<sup>e</sup> siècle*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1971.

KOSÁRY, Domokos, *Napoléon et la Hongrie*, Budapest, Akadémiai kiadó, Budapest, 1979.

TÓTH, Ferenc, *Ascension sociale et identité nationale. Intégration de l'immigration hongroise dans la société française au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle (1692-1815)*, Budapest, Officina Hungarica IX, Budapest, 2000.

### Articles et chapitres d'ouvrages :

AUBERT, Mathieu, « Une nouvelle alliance de revers : la mission du marquis des Alleurs auprès du prince François II Rákóczi », dans CHALINE, Olivier, DUMANOWSKI, Jaroslaw, FIGEAC Michel, *Le rayonnement français en Europe centrale du XVII<sup>e</sup> siècle à nos jours*, Pessac, MSHA, 2009.

BÁTI, László, «Montaigne et la Hongrie », *Ier Congrès International des Études Montaignistes*, Bordeaux-Sarlat, Société des amis de Montaigne, 1964.

BÉRENGER, Jean, « Francia-magyar kapcsolatok a Wesselényiösszeesküvés idején [1664-1668] » [Les relations franco-hongroises du temps de la conspiration Wesselényi (1664-1669)], *Történelmi Szemle* [Revue d'Histoire], volume 10, numéro 3, 1967, pages 275-291.

BÉRENGER, Jean, « À propos des relations franco-hongroises au XVII<sup>e</sup> siècle : trois lettres italiennes de Nicolas Zrínyi », dans TOLLET, Daniel (ed.), *Guerre et paix en Europe centrale aux époques moderne et contemporaine. Mélanges d'histoire des relations internationales offerts à Jean Bérenger*, Paris, Presses de l'Université Paris-Sorbonne, 2003, pages 91-98.

BÉRENGER, Jean, « Un exemple de coopération militaire franco-hongroise: la mission du brigadier général Le Maire pendant la guerre d'Indépendance de François II Rákóczi », dans TÓTH, Ferenc, TRINGLI, Zita (dir.), *Mille ans de contacts II : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Sárvár 31 mai-1 juin 2002, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2004, pages 41-58.

BÉRENGER, Jean, « La conjuration des magnats (1664-1671) et la France », dans TÓTH, Ferenc, TRINGLI, Zita (dir.), *Mille ans de contacts II : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Sárvár 31 mai-1 juin 2002, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2004, page 9-21.

BÍRÓ, Ferenc, « Voltaire et Rousseau en Hongrie à l'époque des Lumières », *Les Lumières en Hongrie et en Europe orientale et centrale (Actes du Quatrième Colloque de Mátrafüred)*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 1981, pages 23-30.

BORBÍRÓ, Fanni, « A magyar-francia kapcsolatok történetének elfelejtett hőse : Teleki Emma élete és művei » [Héroïne oubliée de l'histoire des relations hungaro-françaises : la vie et l'œuvre d'Emma Teleki], *Sic itur ad astra*, numéro 12, 2000 pages 47-92.

BORSI-KÁLMÁN, Béla, « Les espions de Napoléon Ier en Hongrie au début du XIXe siècle », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2009, pages 11-16.

FIGEAC, Michel, « La Hongrie parcourue par les voyageurs français au tournant du XVIIIe et du XIXe siècle », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2009, pages 17-31.

HANKISS, János, « Victor Hugo és a magyar emigráció » [Victor Hugo et l'émigration hongroise], *Történelmi Szemle* [Revue Historique], numéro 12, 1926, pages 120-138.

HANUS, Erzsébet, « La réception de Lamartine en Hongrie », *Actes du colloque: Bicentenaire de la naissance de Lamartine (Mâcon, 11-13 octobre 1990)*, 1991, pages 269-275.

HANUS, Erzsébet, « Petőfi en France au XIXe siècle », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 271-294.

HOREL, Catherine, « Le voyage de Ferenc Pulszky à Paris en 1836 », *Moderní Dejiny. Sborník dejinám 19. a 20. a století* [Histoire Moderne. Actes de l'histoire du XIXe et XXe siècle], Historický [Histoire], numéro 8, Prague, 2000, page 209-215.

KALMÁR, János, « Les changements des relations de François II Rákóczi et de la politique orientale française en lien avec la révolte hongroise », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2009, pages 33-38.

KÖPECZI, Béla, « François II Rákóczi, allié de Louis XIV », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 41-45.

LE CALLOCH, Bernard, « L'ambassade à Paris de Ladislas Teleki (1848-1849) », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de*

*l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 81-95.

LEMAY, Edna Hindie, « La Hongrie dans la presse française de 1790 à 1812: le Moniteur, la Décade et le Mercure de France », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 255-269.

MAURIN, Olivier, « Le marquis des Alleurs et la diplomatie française en Hongrie au début du XVIIIe siècle », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2010, pages 25-32.

ROCHER, Yves-Marie, « Louis XIV et la guerre d'Indépendance hongroise (1701-1711). Un véritable allié ? », *Revue historique des armées*, numéro 263, 2011, pages 63-74.

ROY, Philippe, « Thököly et la France », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 23-40.

SAHIN-TÓTH, Péter, « Amis ou ennemis ? Français en Hongrie pendant la guerre de Quinze Ans (1595-1606) », dans TÓTH, Ferenc, TRINGLI, Zita (dir.), *Mille ans de contacts II : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Sárvár 31 mai-1 juin 2002, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2004, pages 21-39.

TÓTH, Ferenc, « Agents hongrois au service de la France dans la première moitié du XVIIIe siècle », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 47-59.

TOULOUZE, Henri, « La Hongrie dans les écrits en français du Moyen Âge », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 227-254.

## **Sur les relations franco-hongroises au XXe siècle :**

### **Ouvrages :**

BAUQUET, Nicolas, *Les francophiles hongrois entre nationalisme et occidentalisme (1896-1914)*, mémoire de maîtrise sous la direction de Bernard Michel, Université de Paris, 1999.

BOUILLON, Pierre, *Entre partenaires et adversaires, une ouverture asymétrique et stratégique : La France face à la Roumanie et à la Hongrie (1968-1977)*, thèse de doctorat sous la direction de Marie-Pierre Rey, soutenue à l'Université de Paris I le 30 novembre 2013.

DUFOIX, Stéphane, *Exil et politique : éléments pour une sociologie de la politique en émigration : l'exemple des Hongrois, des Polonais et des Tchécoslovaques en France de 1945 à nos jours*, thèse de doctorat en sciences politiques sous la direction de Marc Lazar soutenue à l'Université de Paris I, 1997.

FEJÉRDY, Gergely, *L'Europe francophone et la Hongrie au début de la Guerre froide: Les relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones de l'Europe occidentale et la Hongrie de 1944 à 1956*, Paris, Honoré Champion, 2014.

FEJÉRDY, Gergely, *Les relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones d'Europe et la Hongrie, de 1944 à 1956*, thèse de doctorat en histoire sous les directions de Georges-Henri Soutou et de Sándor M. Kiss, 2009, Paris 4 / Université Pazmány Péter de Budapest.

KECSKÉS, Gusztáv (dir.), *Magyar-francia kapcsolatok, 1945-1990. Források* [Les relations franco-hongroises, 1945-1990. Sources], MTA Bölcsészettudományi Kutatóközpont [Centre de recherche en sciences humaines de l'Académie des Sciences hongroise], Történettudományi Intézet [Institut d'histoire], Budapest, 2013.

KLENJÁNSZKY, Sarolta, *Les relations politiques et culturelles du régime communiste hongrois avec la gauche française dans la Guerre froide (1945-1981)*, thèse de doctorat en Histoire, sous la direction de LAZAR, Marc et MAJOROS, István, soutenue à l'Université de Budapest, ELTE, 2013.

NAGY, Guersende, *Les relations franco-hongroises de 1953 à 1968 d'après les archives diplomatiques françaises : un lent processus de rapprochement*, mémoire de maîtrise, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, Université de Paris I, 2000.

TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001.

TÓTH, Ferenc, TRINGLI, Zita (dir.), *Mille ans de contacts II : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Sárvár 31 mai-1 juin 2002, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2004.

TÓTH, Ferenc, *Pour une histoire franco-hongroise : synthèse de recherches*, Szombathely, Département de français de l'École Supérieure Daniel Berzesnyi, 2005.

### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

ABLONCZY, Balázs, « Távol Párizstól. A magyar-francia kapcsolatok történetéhez 1920-1944 » [Loin de Paris. Sur l'histoire des relations franco-hongroises 1920-1944], dans PRITZ, Pál (dir.), *A magyar külpolitika a XX. században* [La Politique étrangère de la Hongrie au XXe siècle], Budapest, Magyar Történelmi Társulat [Société historique hongroise], 2002, pages 69-83.

BARBET, Marine, « La Roumanie et la Hongrie dans la politique française à l'Est : une évolution parallèle ou convergente ? », *Arhivele totalitarismului* [les Archives du totalitarisme], revue de l'Institut roumain d'étude du totalitarisme, numéro 70-71, 2011, pages 93-104.

BAUQUET, Nicolas, « Un innocent flirt diplomatique. La France et le Coalition hongroise (1905-1909) », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, numéro 9, printemps 2000.

BAUQUET, Nicolas, « Les réseaux franco-hongrois et la France de 1896 à 1914 : auxiliaires d'une découverte ou marchands d'illusions ? », *Studia Politica*, numéro 3, 2005, pages 605-644.

BERÉNYI, Pál, *Magyar-francia kapcsolatok, 1945–1972* [Relations franco-hongroises, 1945-1972], Budapest, Magyar Külügyi Intézet [Institut hongrois des affaires étrangères], 1973.

BOUILLON, Pierre « La Roumanie et la Hongrie dans la politique française à l'Est : une évolution parallèle ou convergente ? », *Arhivele totalitarismului* [les Archives du totalitarisme], Institutul național pentru studiul totalitarismului [Institut national roumain pour l'étude du totalitarisme], numéro 70-71, 2011/1-2, pages 93-104.

BOUILLON, Pierre, « La politique hongroise de la France entre 1967 et 1973 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, numéro 125, janvier-mars 2015, pages 91-103.

FEJÉRDY, Gergely, « A francia érdekképviselet nehézségei Magyarországon a II. világháború végétől a diplomáciai kapcsolatok újrafelvételéig » [Les difficultés de la représentation des intérêts français en Hongrie de la fin de la Seconde Guerre mondiale à la reprise des relations diplomatiques], *Öt Kontinens, Új-és Jelenkori Egyetemes Történi Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2004, pages 61-72.

FEJÉRDY, Gergely, « Les relations diplomatiques et culturelles entre les pays francophones de l'Europe occidentale et la Hongrie, de 1944 à 1956 », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, numéro 31, automne 2010, pages 141-149.

FEJÉRDY, Gergely, *A francia kultúrdiplomácia főbb törekvései és lehetőségei Magyarországon 1945 és 1990 között* [Les principales ambitions et possibilités de la diplomatie culturelle française en Hongrie entre 1945 et 1990], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Budapest, *Külügyi és Külgazdasági Intézet* [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 2, 2011, pages 53-75.

FEJÉRDY, Gergely, « Auer Pál, az árnyékemver : A 20. századi magyar-francia kapcsolatok egy meghatározó szereplője » [Pál Auer, l'homme de l'ombre : un acteur clé des relations franco-hongroises au XXe siècle], *Kommentár* [Commentaire], numéro 3, 2014, pages 71-85.

FÜLÖP, Mihály, « Les relations franco-hongroises depuis 1945 », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 6, 1994, pages 217-227.

GARADNAI, Zoltán « A magyar-francia kapcsolatok története, 1945-1966 » [Histoire des relations franco-hongroises, 1945-1966], *Külpolitika* [Politique étrangère], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 1-2, 2001/7, pages 113-158.

GARADNAI, Zoltán, « A magyar-francia kapcsolatok története 1975 és 1985 között » [Histoire des relations franco-hongroises entre 1975 et 1985], *Külügyi Szemle* [Revue des

- Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 2, 2011, pages 38-52.
- HOREL, Catherine, « Voyageurs français en Hongrie au tournant du siècle. En marge des manuels, l'influence des récits de voyage sur la jeunesse », dans *L'image de la Hongrie en France*, Paris, Institut hongrois de Paris, 1995, pages 45-61.
- HOREL, Catherine, « La France et la Hongrie : affinités passées et présentes, de Saint-Martin à Nicolas Sarkozy », *Revue historique des armées*, numéro 270, 2013, pages 5-13.
- KECSKÉS, Gusztáv, « La politique étrangère de la France envers l'Europe centrale et orientale de 1945 à 1956. Le cas hongrois », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2006, page 35-45.
- KECSKÉS, Gusztáv, « Franciaország, Közép-Kelet-Európa és Magyarország Georges Pompidou elnöksége idején, 1969–1974 » [La France, l'Europe centre-orientale et la Hongrie du temps de la présidence de Georges Pompidou, 1969-1974], *Múltunk* [Notre passé], numéro 56, tome 3, 2001, pages 129–136.
- KLENJÁNSZKY, Sarolta, « Culture et propagande dans la guerre froide: Le cas de l'association France-Hongrie (1945-1975) », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2006, pages 211-234.
- KLENJÁNSZKY, Sarolta, *Les relations du gouvernement hongrois avec le Parti communiste français dans la guerre froide (1949-1970)*, mémoire de DEA en histoire contemporaine sous la direction de Didier Musiedlakm, Université Paris X Nanterre, 2004.
- LACHAISE, Bernard, « France-Hongrie au parlement sous la Ve République : histoire d'une amitié », dans LACHAISE, Bernard, RICHARD, Gilles, GARRIGUES, Jean (dir.), *Les territoires du politique. Hommages à Sylvie Guillaume*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2012.
- MAJOROS, István, « L'image de la Hongrie en France des années 1890 à la fin de la Première Guerre mondiale », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2009, pages 83-89.
- MAJOROS, István, « Les relations franco-hongroises (1956-1964) », *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine*, numéro 3-4, 1996, pages 75-79.
- MAJOROS, István, « A francia külpolitikai gondolkodás magyarságképe a századelőtől Trianonig » [L'image de la politique extérieure française sur la Hongrie du début du siècle à Trianon], *Limes*, numéro 2, 2008, pages 15-26.
- NAGY J., László, « Les relations franco-hongroises à l'époque de la guerre d'Algérie (1954–1962) », *Revue d'histoire diplomatique*, numéro 1, 2003, pages 3–12.
- PHILIPPOVITCH, Tamás, « Magyarország párizsi szemmel : Közép-Európa helye a Francia külpolitikában [La Hongrie vue de Paris : la situation de l'Europe centrale dans la politique

étrangère française] », *Külpolitika* [Politique étrangère], volume 4, 1998, pages 3-18.

SCHREIBER, Thomas, « A francia diplomáciai iratok és Magyarország » [Les documents diplomatiques français et la Hongrie], *Történelmi Szemle* [Revue d'Histoire], volume 10, numéro 3, 1967, pages 315-324.

SEGENER, Andrea, *Magyar–francia kapcsolatok* [Relations franco-hongroises], Budapest, Teleki Pál Tudományos Intézet [Institut Pál Teleki], 1946.

SZEBENI, Géza, « Nyitott dossziék. Szemelvények a francia–magyar kapcsolatok történetéből » [Dossiers ouverts. Morceaux choisis de l'histoire des relations franco-hongroises] , *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 5, 2006, pages 264-308.

SZEBENI, Géza, « Szemelvények a francia–magyar kapcsolatok történetéből » [Morceaux choisis de l'histoire des relations franco-hongroises] , *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 7, 2008, pages 150-186.

SZEBENI, Géza, « Kádár János és François Mitterrand három találkozója » [Les trois rencontres entre János Kádár et François Mitterrand], *Múltunk* [Notre passé], numéro 1, 2009, pages 4-25.

USLU, Ateş, « Le comte Mihály Károlyi et la France », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, numéro 25, printemps 2007.

- **En particulier pendant l'entre-deux-guerres :**

#### **Ouvrages :**

GRATIEN, Jean-Pierre, *Les relations franco-hongroises de 1933 à 1940*, mémoire de maîtrise sous la direction de René Girault, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, Université de Paris I, 1982.

KŐMŰVES, Edina, *L'image de la France et de la civilisation française dans les manuels d'histoire pour les lycées dans l'entre-deux-guerres en Hongrie*, mémoire de Master sous la direction de Gábor Czoch (ELTE, Budapest), Luda Klusakova (CUNI, Prague) et Marie-Vic Ozouf-Marignier (EHESS, Paris), 2014.

VRAIN, Cécile, *Politique économique et politique diplomatique de la France en Hongrie (1918-1938) : adéquation ou divergence ?*, mémoire de DEA, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, Université de Paris I, 1996.

VRAIN, Cécile, *La politique diplomatique et économique de la France en Hongrie (1921-1931)*, thèse de doctorat en histoire sous la direction de Bernard Michel, soutenue en 2000 à l'Université de Paris I.

#### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

ABLONCZY, Balázs, « Francia diplomaták Magyarországon, 1920-1934 » [Diplomates français en Hongrie, 1920-1934], *Századok* [Siècles], numéro 134, 2000, pages 1149-1170.

ABLONCZY, Balázs, « 'Barátunk ellensége' – Franciaország és a magyar-román viszony, 1920-1940. [ 'L'ennemi de notre ami' – La France et les relations roumano-hongroises, 1920-1940], dans BARDI, Nándor, FEDINEC, Csilla (dir.), *Etnopolitika – A közösségi, magán- és nemzetközi érdekek viszonyrendszere Közép-Európában* [Ethnopolitique – Le réseau des intérêts communautaires, privés et internationaux en Europe Centrale], Budapest, 2003, Teleki László Alapítvány [Fondation László Teleki], pages 85-98.

ABLONCZY, Balázs, « A francia külpolitika magyarságképe a két háború között » [L'image de la politique extérieure française sur les Hongrois durant l'entre-deux-guerres], *Limes*, numéro 2, 2008, pages 27-41.

DUBASQUE, François, « La Hongrie dans les projets français d'union européenne de l'entre-deux-guerres », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2011, numéro 2, 2012, page 71-82.

HOREL, Catherine, « Une brève idylle dans les relations franco-hongroises au début des années trente », dans SANDU, Traian (dir.), *Illusions de la puissance, puissance de l'illusion. Historiographies et histoire de l'Europe centrale dans les relations internationales de l'entre-deux-guerres*, Cahiers de la Nouvelle Europe, collection du CIEH, Paris, 2005, pages 111-125.

HOREL, Catherine, « La Hongrie et le plan Tardieu », *Revue d'Europe Centrale*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, tome V, 1997, pages 73-85.

MONTETY (de), Henri, « L'expérience hongroise. Voyageurs français en Hongrie entre les deux guerres », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/1, Budapest, ELTE, 2012, pages 17-24.

VRAIN, Cécile, « La politique de la France en Hongrie entre 1921 et 1931 », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, numéro 200, octobre 2001, pages 53-65.

VRAIN, Cécile, « Les diplomates français en poste à Budapest entre 1924 et 1931 », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 61-72.

- **En particulier dans les années 1940**

**Ouvrages :**

MÜLLER, Viktoria, *Francia-magyar kapcsolatok (1940-1944)* [Relations franco-hongroises], thèse de doctorat sous la direction de Mária Ormos, soutenue à l'Université de Pécs en 2007.

LAPLAGNE, P., *Les relations bilatérales entre la France et Hongrie pendant la Seconde*

*Guerre mondiale*, mémoire de maîtrise, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, Université de Paris I, 1999.

**Articles et chapitres d'ouvrages :**

BOROS, Zsuzsa, « Les prisonniers de guerre français évadés d'Allemagne en Hongrie pendant la Seconde Guerre mondiale », *Nouvelles Études Hongroises*, volume 9, 1974, pages 177-188.

FEJÉRDY, Gergely, « La question de la représentation des intérêts français en Hongrie à la fin et après la Seconde Guerre mondiale », *Revue d'histoire diplomatique*, numéro 2, 2005, pages 165-182.

FEJÉRDY, Gergely, « La place de la Hongrie dans la politique étrangère de la France entre 1944 et 1949 », *Öt Kontinens. az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2006, pages 7-23.

FEJÉRDY, Gergely, GARADNAI, Zoltán, « Magyarország a Quai d'Orsay szemével (1944–1949) » [La Hongrie vue du Quai d'Orsay (1944-1949)], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures] numéro 1, 2007, pages 153-171.

FÜLÖP, Mihály, « Késői bűnbánat Trianonért. Nagy-Britannia és Franciaország szerepe a magyar békeszerződés kidolgozásában 1945-1946-ban » [Repentance tardive pour Trianon. Le rôle de la Grande-Bretagne et de la France dans l'élaboration du traité de paix avec la Hongrie en 1945-1946], *Külpolitika* [Politique étrangère], numéro 3, 1997, pages 51-74.

HADJÚ, Tibor, « Károlyi Mihály párizsi követsége, 1947- 1949 » [Mihály Károlyi, ambassadeur de Hongrie à Paris, 1947-1949], *Múltunk* [Notre passé], numéro 2, 2002, pages 3-57.

HOLUB, Krisztina, « A Le Monde tudósításai Magyarországról 1947-ben » [La couverture de la Hongrie par le journal le Monde en 1947], *Öt Kontinens, az Új és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2004, pages 73-90.

MÜLLER, Viktória, « A francia-magyar kapcsolatok a francia sajtó tükrében (1940-1944) » [Les relations franco-hongroises à partir de la presse française (1940-1944)], dans FISCHER, Ferenc, MAJOROS István, VONYÓ József (dir.), *Magyarország a (nagy)hatalmak erőterében. Tanulmányok Ormos Mária 70. születésnapjára* [La Hongrie dans le champ de forces des (grandes) puissances. Études pour le 70e anniversaire de Mária Ormos], Pécs, Université de Pécs, 2000, pages 445-453.

MÜLLER, Viktória, « L'action d'André Hallier en Hongrie en faveur des évadés français. Souvenirs d'un attaché militaire (1942-1945) », *Specimina Nova*, 2000, pages 53-64.

MÜLLER, Viktória, « Robert de Dampierre. Un acteur des relations franco-hongroises (août 1940 décembre 1942) », *Relations internationales*, numéro 107, automne 2001, pages 375-383.

MÜLLER, Viktória, « Betekintés az 1940-1944 közötti francia-magyar kapcsolatok történetébe » [Aperçu de l'histoire des relations franco-hongroises entre 1940 et 1994], *Kutatási füzetek* [Cahiers de recherche], numéro 12, 2005, pages 268-282.

MÜLLER, Viktória, « Relations franco-hongroises dans le domaine de l'économie 1940-1944 », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2009, Budapest, ELTE, pages 107-117.

- **En particulier au cours des années 1950 et vis-à-vis de la révolution hongroise :**

**Ouvrages :**

KECSKÉS, Gusztáv: *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, thèse de doctorat sous la direction de Mária Ormos et d'Élisabeth du Réau, Sorbonne Nouvelle Paris III–Pécsi Tudományegyetem, Paris, 2003.

KECSKÉS, Gusztáv, *La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956*, Paris, Publications de l'Institut hongrois de Paris, 2005.

LITVÁN, György (dir.), *Egy francia diplomata a forradalomban, Guy Turbet-Delof 1956-os naplója* [Un diplomate français au cœur de la révolution, le journal de 1956 de Guy Turbet-Delof], Budapest, Institut français- Institut de 1956, 1996.

TURBET-DELOF, Guy, *La révolution hongroise de 1956. Journal d'un témoin*, Paris, Éditions Ibolya Virág, 1996.

**Articles :**

DANTI, Sara, « The Hungarian community in France in 1956 : emigration, perception, reactions », *Szociális Szemle* [Revue Sociale], numéro 4, 2011, pages 72-77.

FEJÉRDY, Gergely, « Les relations franco-hongroises à la veille de l'insurrection de 1956 », *Cahiers d'études hongroises, Temps, Espace, Langage*, tome 2 , 2008, pages 417-426.

HOREL, Catherine, « L'opinion publique française face à la révolution de 1956 », *Les intellectuels et l'opinion publique en France face à la révolution hongroise de 1956. Actes du colloque des 17, 18 et 19 octobre 1996 à l'Institut français de Budapest*, Budapest, Institut Français, 2000.

KECSKÉS, Gusztáv, « De l'autre coté du « rideau de fer ». La révolution hongroise de 1956 et la politique étrangère française à la lumière de quelques entretiens avec d'anciens diplomates », *Specimina Nova*, Pécs, 1999, pages 155–171.

KECSKÉS, Gusztáv, « Franciaország politikája az ENSZ-ben a 'magyar ügy' kapcsán: 1956–1963 » [La politique de la France à l'ONU vis-à-vis de 'l'affaire hongroise' : 1956-1963], *Századok* [Siècles], numéro 134, 2000, pages 1171-1194.

KECSKÉS, Gusztáv, « A francia tömegsajtó és az 1956-os magyar forradalom » [Les médias français et la révolution hongroise de 1956], dans RAINER, János, STANDEIKSY, Éva (dir.),

Évkönyv XI. 2003. Magyarország a jelenkorban [Annuaire XI, 2003, la Hongrie actuelle], Budapest, 1956-os Intézet [Institut de 1956], 2003 pages 197–207.

KECSKÉS, Gusztáv, « A francia diplomácia és 1956-os magyar forradalom » [La diplomatie française et la révolution hongroise de 1956], *Történelmi Szemle* [Esprit de l'histoire], numéro 44, 2002, pages 99–114.

KECSKÉS, Gusztáv, « Az 1956-os magyar menekültek és Franciaország » [Les réfugiés Hongrois de 1956 et la France], *Múltunk* [Notre passé], numéro 48, 2003, pages 115-148.

KECSKÉS, Gusztáv, « La politique étrangère française face à la révolution hongroise de 1956 », *Relations internationales*, numéro 122, avril–juin 2005, pages 87–103.

KECSKÉS, Gusztáv, « Nagy Imre kormánya és a francia diplomácia » [Le gouvernement d'Imre Nagy et la diplomatie française], dans SIPOS, Levente (dir), *Nagy Imre és kora. Tanulmányok és források IV* [Imre Nagy et son temps. Études et sources IV], Budapest, Nagy Imre Alapítvány\Fondation Imre Nagy], 2006, pages 206–222.

KECSKÉS, Gusztáv, « La politique étrangère française et la révolution hongroise de 1956 », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, numéro 83, juillet-septembre 2006, pages 40-49.

KECSKÉS, Gusztáv, « Les relations diplomatiques franco-hongroises après la révolution de 1956. La politique étrangère française dans le bloc soviétique à propos de l'affaire hongroise », *Cahiers d'Études hongroises*, numéro 14, tome 2, 2007-2008, pages 427–438.

KLENJÁNSZKY, Sarolta, « L'impact de la révolution hongroise de 1956 et de sa répression sur le mouvement communiste en France », *Communisme. Revue du centre d'étude d'histoire et de sociologie du communisme*, 2006, pages 185-204.

MICHEL, Bernard, « L'image de l'insurrection hongroise de 1956 dans l'opinion française », *Les intellectuels et l'opinion publique en France face à la révolution hongroise de 1956. Actes du colloque des 17,18 et 19 octobre 1996*, Budapest, Institut français, 1997.

- **En particulier au cours des années 1960**

**Ouvrages :**

GARADNAI, Zoltán, *Kelet-Közép-Európa helye és Magyarország szerepe De Gaulle tábornok Európa-politikájában (1958-1969) : A francia « détente-entente-coopération » politika lehetőségei, külső és belső korlátai* [La place de l'Europe centre-orientale et le rôle de la Hongrie dans la politique européenne du général de Gaule (1958-1969) : opportunités et contraintes intérieures et extérieures de la politique française de « détente-entente-coopération »], thèse de doctorat, Université Corvinus de Budapest, 2005.

GARADNAI, Zoltán, *Iratok a magyar-francia kapcsolatok történetéhez (1963-1968)* [Documents sur l'histoire des relations franco-hongroises (1963-1968)], Budapest, Magyarország és a világ – Diplomáciatörténet [Histoire diplomatique de la Hongrie et du monde], 2008.

GARADNAI, Zoltán, *Iratok a magyar-francia kapcsolatok történetéhez (1957-1962)* [Documents sur l'histoire des relations franco-hongroises (1957-1962)], Budapest,

Magyarország és a világ – Diplomáciatörténet [Histoire diplomatique de la Hongrie et du monde], 2011.

Articles et chapitres d'ouvrages :

GARADNAI, Zoltán, « Magyarország egy francia diplomata szemével. Pierre Francfort követ 'első benyomásai' (1961- április 11.) » [La Hongrie à travers les yeux d'un diplomate français. Les 'premières impressions' de l'ambassadeur Pierre Francfort (11 avril 1962)], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archiv Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 3, numéro 2, 2003.

GARADNAI, Zoltán, « Péter János külügyminiszter franciaországi útja » [Le voyage français du ministre des Affaires étrangères János Péter] , *Levéltári közlemények* [Revue des archives nationales de Hongrie], numéro 74, 2003, pages 135-158.

GARADNAI, Zoltán, « Couve de Murville francia külügyminiszter magyarországi tárgyalásai (1966. július 28-30.) » [Les discussions du ministre français des Affaires étrangères, Couve de Murville, en Hongrie (28-30 juillet 1966)], *Levéltári közlemények* [Revue des archives], numéro 75, 2004/2, pages 75-92.

GARADNAI, Zoltán, « Pierre Francfort francia követ jelentése a francia-magyar kapcsolatok nagyköveti szintre emeléséről (1963. október 26.) » [ Le rapport de l'ambassadeur français Pierre Francfort sur l'élévation des représentations diplomatiques françaises et hongroises au rang d'ambassades (26 octobre 1963)], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archiv Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 4, numéro 3, 2004.

GARADNAI, Zoltán, « Nyitási kísérlet a magyar-francia kapcsolatokban » [La tentation d'ouverture dans les relations hungaro-françaises], dans GAZDAG, Ferenc et KISS J., László (dir.), *Magyar Külpolitika a 20. században* [La politique étrangère hongroise au XXe siècle], Budapest, Zrinyi Kiadó, 2004, pages 173-192.

GARADNAI, Zoltán, « L'interprétation de la politique européenne du Général de Gaulle en Hongrie (1963-1968) : Des arrière-pensées hongroises au moment de la normalisation des relations diplomatiques » dans DELSOL Chantal et BOROS Maté (dir.), *Les Deux Europes*, Éditions du Sandre, Paris, 2007 , pages 369-390.

GARADNAI, Zoltán, « Vigyázó szemüket Budapestre vetették? A Magyarország-kép alakulása a francia diplomáciai iratok tükrében, 1963–1968 » [Jetons nos regards attentifs vers Budapest ? La formation de l'image de la Hongrie à la lumière des documents diplomatiques français, 1963-1968], *Történelmi Szemle* [Revue d'histoire], numéro 50, 2008, pages 565-592.

GARADNAI, Zoltán, « Les relations franco-hongroises 1963-1968 », *Öt Kontinens, az Új-és Jelenkori Egyetem Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2010, Budapest, ELTE, 2011, pages 121-140.

GARADNAI, Zoltán, « La place des pays d'Europe centrale et orientale dans la politique européenne de Charles de Gaulle (1963-1968), le cas hongrois », dans RENAUD, Patrick, MAAR, Judit, SANDU, Traian (dir.), *Ouest-Est : Dynamiques centre-périphérie entre les deux moitiés du continent. Des regards interdisciplinaires*, Paris, Cahiers de la Nouvelle Europe – L'Harmattan, numéro 14, 2011, pages 69-76.

GARADNAI, Zoltán, « A magyar–francia kapcsolatok története De Gaulle tábornok elnöksége alatt (1958–1969) » [L'histoire des relations franco-hongroises sous la présidence du général de Gaulle (1958-1969)], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 4, 2011, pages 157-172.

GARADNAI, Zoltán, « La tentative de la politique d'ouverture de la Hongrie aux pays de l'Ouest, 1967-1968. Le cas des relations franco-hongroises ». *Öt Kontinens, az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/2, Budapest, ELTE, 2012, pages 117-128.

GARADNAI, Zoltán, « Fock Jenő miniszterelnök franciaországi útja (1968. március 25–30.) » [Le voyage en France du Premier ministre Jenő Fock (25-30 mars 1968)], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 1, 2013, pages 116-140.

GARADNAI, Zoltán, « La visite de János Péter à Paris (11-12 janvier 1965) », *Öt Kontinens, az Új- és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2012/2, Budapest, ELTE, 2013, pages 59-72.

GAZDAG, Ferenc, « La personnalité et la politique du général de Gaulle vues de Hongrie », *Espoir*, numéro 89, décembre 1992, pages 38-42.

KECSKÉS, Gusztáv, « Franciaország, Közép-Kelet-Európa és Magyarország Georges Pompidou elnöksége idején, 1969–1974 » [La France, l'Europe centre-orientale et la Hongrie du temps de la présidence de Georges Pompidou, 1969-1974, *Múltunk* [Notre passé], numéro 56, tome 3, 2001, pages 129–136.

KECSKÉS, Gusztáv, « Franciaország és Kelet-Közép-Európa kapcsolata De Gaulle elnöksége idején (1958–1969) » [La relation entre la France et l'Europe centre-orientale du temps de la présidence de Gaulle (1958-1969)], *Világtörténet* [Histoire du Monde], printemps-hiver 2009, pages 22–35.

KLENJÁNSZKY, Sarolta, « De nouvelles relations entre socialistes et communistes ? Le voyage de Daniel Mayer, président de la Ligue des droits de l'Homme, en Hongrie en 1963, *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2009, pages 45-62.

MAJOROS, István, « Magyarország, hebdomadaire politique et l'image de la France dans les années 1960 », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2010, Budapest, ELTE, 2011, pages 113-120.

MORELLE, Chantal, « Les relations franco-hongroises à l'époque du Général de Gaulle », *Revue d'histoire diplomatique*, Éditions A. Pedone, Paris, 1998, pages 63-78 .

ROGER, Maria, « La visite à Paris de M. János Péter », *Revue France-Hongrie*, numéro 84, avril 1965, pages 6-12.

- **En particulier au cours des décennies 1980 et 1990 :**

**Ouvrages :**

CHALENDAR (de), Jacques , *Une vie passionnée. Itinéraires et rencontres*, Paris, Jacques de Chalendar, 2011.

ERDEI Balázs, *Les relations franco-hongroises à l'égard de l'élargissement à l'est de l'Union européenne*, mémoire de DEA sous la direction de Michel LESAGE, Université Paris 1-Panthéon Sorbonne, 2001.

LEGRAND, Marie, *La transition en Hongrie analysée par la presse française*, mémoire de maîtrise, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, Université de Paris I, 1999.

**Articles et chapitres d'ouvrages :**

GARADNAI, Zoltán, SCHREIBER, Thomas « Antall József miniszterelnök külpolitikai törekvései francia szemmel (1990–1991) » [Les aspirations de la politique étrangère du Premier ministre József Antall vue de France], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archiv Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 9, numéro 5, 2009.

GARADNAI, Zoltán, « A magyarországi rendszerváltozás dokumentumai a francia Külügyminisztérium levéltárában » [Les documents sur le changement de régime en Hongrie dans les archives du ministère des Affaires étrangères français], *Levéltári Szemle* [Revue des archives], volume 59, 2009, pages 3-12.

GARADNAI, Zoltán, SCHREIBER, Thomas, « François Mitterrand elnök második budapesti útja – 1990. január 18-19 » [Le second voyage budapestois du président François Mitterrand – 18-19 janvier 1990], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archives Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 9, numéro 3, 2009.

GARADNAI, Zoltán, « Francia vélemények a magyarországi átalakulásokról (1988-1990) » [Les opinions de la France vis-à-vis des transformations hongroises (1988-1990)], *Levéltári Közlemények* [Revue des archives nationales de Hongrie], numéro 82, 2011, pages 161–187.

GARADNAI, Zoltán, « *Ellenségből barátok. A magyar-francia kapcsolatok változásai és jellegzetességei (1985-1992)* » [D'adversaires à partenaires, les transformations et caractéristiques des relations franco-hongroises (1985-1992)], *Öt Kontinens, Új-és Jelenkori Egyetemes Történelmi Tanszék közlésményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2014, pages 147-158.

GARADNAI, Zoltán, « A magyar-francia kapcsolatok története az Antall-Boross kormány alatt (1990-1994) » [Histoire des relations franco-hongroises sous le gouvernement Antall-Boross (1990-1994)], dans UJVÁRY, Gábor, *Veritas évkönyv* [Annuaire Veritas], Veritas Történetkutató Intézet [Institut Veritas de recherches en histoire], Budapest, 2015, pages 413-432.

GAZDAG, Ferenc, « 2013 : perspectives sur le paysage bouleversé des relations franco-hongroises », dans BENE, Krisztián, FERENC, Dávid (dir.), *Entre coopération et antagonismes. Les dimensions des relations franco-hongroises de l'époque moderne à l'intégration européenne*, Actes du colloque international de l'Université de Pécs le 13 mars 2013, Talmont-Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2014, pages 107-118.

LACHAISE, Bernard, « Le voyage de François Mitterrand en Hongrie en 1990 », *Öt Kontinens, az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2009, Budapest, ELTE, pages 63-74.

LACHAISE, Bernard, « La France et la place de la Hongrie dans l'Europe de François Mitterrand à Jacques Chirac (1990-2004) », *Öt Kontinens, az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/2, Budapest, ELTE, 2011, pages 140-150.

LACHAISE, Bernard, « François Mitterrand et la Hongrie : un nouveau départ pour les relations franco-hongroises? », dans BENE, Krisztián et FERENC, Dávid (dir.), *Entre coopération et antagonismes. Les dimensions des relations franco-hongroises de l'époque moderne à l'intégration européenne*, Actes du colloque international de l'Université de Pécs le 13 mars 2013, Talmont- Saint-Hilaire, Éditions Codex, 2014, pages 87-97.

NAGY, László J., « Les relations franco-hongroises et le processus de l'élargissement de l'Union européenne à l'Est (1990-2000) », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 73-78.

PICHONNIER, Christopher, « 1989, année charnière du renouveau des relations franco-hongroises », *Öt Kontinens, az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2012/2, Budapest, ELTE, 2013, pages 73-87.

PICHONNIER, Christopher, « Le voyage de Jacques Chirac en Hongrie (16-17 janvier 1997) », dans AUDIGIER, François et LAURENT, Sébastien-Yves (dir.), *Un historien du politique. Mélanges en l'honneur de Bernard Lachaise*, Paris, Riveneuve, 2015, pages 246-263.

UMBRECHT, Bernard, « Mitterrand en Hongrie », *Révolution*, numéro 123, 1982, pages 9-19.

## **Sur la politique culturelle extérieure de la France :**

### **Ouvrages :**

ROCHE-BERNARD PIGINAU, François, *Histoire de la diplomatie culturelle des origines à 1995*, Paris, ministère des Affaires étrangères, 1995.

CHAUBET (dir.), François, *La culture française dans le monde (1980-2000), les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2010.

HAIZE, Daniel, *L'action culturelle et de coopération de la France à l'étranger : un réseau, des hommes*, thèse de doctorat sous la direction d'Emmanuel Négrier, soutenue à l'Université de Montpellier, décembre 2010.

### Articles et chapitres d'ouvrages :

GUÉNARD, Annie, « La vision française de l'Europe centrale et orientale dans la construction d'une politique culturelle extérieure (1936-1940 et 1944-1951) », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, numéro 1-2, printemps-automne 1996.

KESSLER, Marie-Christine, « La politique culturelle extérieure de la France depuis la fin de la Guerre froide », dans *Mélange de l'école française de Rome: Italie et méditerranée: MEFROM. La culture dans les relations internationales*, volume 1, numéro 114, 2002, pages 103-120.

MARÈS, Antoine, « Image et politique culturelle de la France en Europe centrale depuis les années 1980 », dans CHAUBET, François (dir.), *La culture française dans le monde (1980-2000), les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2010, pages 175-196.

LAAT (de), Bastiaan et WARTA, Katharina, « Les programmes d'actions intégrées », *Annales des Mines*, mai 2005, pages 23-28.

LOCHARD, Guy, « La télévision dans l'action audiovisuelle extérieure de la France : entre tensions et contradictions », dans CHAUBET, François (dir.), *La culture française dans le monde (1980-2000), les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2010, pages 135-145.

LOMBARD, Alain, « Les acteurs de l'action culturelle extérieure », dans CHAUBET, François (dir.), *La culture française dans le monde (1980-2000), les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2010, pages 19-31.

SIGANOS, André, « D'éduFrance à Campus France (1998-2008) », in CHAUBET, François (dir.), *La culture française dans le monde (1980-2000), les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan, 2010, pages 79-91.

## **Sur la politique culturelle hongroise au XXe siècle:**

### Ouvrages :

PRIGENT, Michel (dir.), *Culture et pouvoir en Hongrie depuis 1945 : éclairages franco-hongrois*, Paris, Cahiers du Centre d'Etude de l'Europe médiane, 2002.

### Articles et chapitres d'ouvrages :

HOREL, Catherine, « La politique culturelle de la Hongrie dans l'entre-deux-guerres. Une arme au service du révisionnisme », dans DULPHY, Anne, FRANK, Robert, MATARD-BONUCCI, Marie-Anne, CAUCHY, Pascal (dir.), *Les relations culturelles internationales au XXe siècle. De la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Berne, Peter Lang, 2010, pages 59-70.

MACHER, Anikó, « Les Paradoxes de la politique culturelle internationale de la Hongrie de

1957 à 1963 », dans MAREŚ, Antoine (dir.), *Culture et politique étrangère des démocraties populaires*, Paris, Institut d'Études Slaves– Université Paris I – Panthéon-Sorbonne, 2007, pages 169-192.

WALLON, Emmanuel, « De Jdanov à Disney : la nouvelle donne culturelle », dans MINK, Georges, SZUREK, Jean-Charles (dir.), *Cet étrange postcommunisme, Rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, Presse du CNRS / La découverte, 1992, pages 185-197.

### **Sur les relations culturelles franco-hongroises :**

#### **Ouvrages :**

BAJOMI, Lázár Endre, *Ego sum gallicus captivus*, Budapest, Európa Könyv kiadó, 1980.

CSÖSZ, E., *Les relations culturelles franco-hongroise de 1945 à 1948*, mémoire de DEA, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, Université de Paris I, 1998.

DIENER, Georges, *Une histoire de l'Institut français en Hongrie 1947-1989*, Paris, L'Harmattan, 1990.

GERENDÁS, Adrienn, *Les relations culturelles franco-hongroises du début du XXe siècle jusqu'à nos jours*, Budapesti Gazdasági Főiskola –Külkereskedelmi Főiskolai Kar– Nemzetközi Kommunikáció Szak [École supérieure d'économie de Budapest, Faculté du Commerce extérieur, Section communication internationale], Budapest, 2007.

GUÉNARD, Annie, *La présence culturelle française en Europe centrale et orientale avant et après la Seconde Guerre mondiale (1936-1940, 1944-1949)*, thèse de doctorat sous la direction de René Girault, Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine, soutenue à l'Université de Paris I, 1994.

KÖPECZI, Béla, LE GOFF, Jacques (dir.), *Intellectuels français, Intellectuels hongrois (XIIIe-XXe siècles). Actes du colloque franco-hongrois d'histoire sociale de Mátrafüred (1980)*, Budapest et Paris, Akadémia kiadó et CNRS, 1985.

MACHER, Anikó, *La diplomatie culturelle franco-hongroise (1945-1950)*, mémoire de DEA sous la direction de Pierre Milza, IEP de Paris, 1999.

TROLLEY de PRÉVAUX, Florent, *La politique culturelle de la France en Europe de l'Est (Pologne, Tchécoslovaquie, Hongrie) entre 1948 et 1968*, thèse de doctorat sous la direction d'Antoine Marès, soutenue à l'université de Paris I en 2012.

#### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

ALLAIRE, Françoise, « Les relations culturelles franco-hongroises depuis 1989 », *Revue d'Europe Centrale, Tome III /2*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1995, pages 217-227.

BERÉNYI, Pál, « Les relations culturelles franco-hongroises après 1945 et l'Institut hongrois de Paris », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 2, 1990, pages 191-197.

- DEZSÉNYI, Béla, « Sötér István : Magyar-francia kapcsolatok » [István Sötér : Relations hungaro-françaises], *Századok* [Siccles], numéro 8, 1947, pages 1-10.
- DIENER, Georges, « Histoire des relations culturelles franco-hongroises à partir des échanges écrits ou oraux inédits concernant l'Institut français a Budapest », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 2, 1990, pages 163-167.
- GUÉNARD, Annie, « Réalisme et illusions d'une politique culturelle française en Europe centrale et orientale de 1945 à la fin de 1947 », dans RÉAU, Élisabeth (du) (dir.), *Regards croisés et coopération en Europe au XXe siècle*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 1996, pages 87-102.
- GUÉNARD, Annie, « De la reconstruction à l'éviction. Entre 1944 et 1949, une politique culturelle française en Europe centrale et orientale confrontée à l'organisation du Bloc communiste », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, numéro 36, 1999, pages 21-27.
- HAZAI, György, « Le rôle du livre scientifique dans les relations culturelles franco-hongroises », *Cahiers d'études hongroises*, numéro 2, 1990, pages 155-161.
- KARAFIÁTH, Judit, « La Hongrie vue par Jérôme et Jean Tharaud », dans TÓTH, Ferenc, PAYET, Marie (dir.), *Mille ans de contacts : relations franco-hongroises de l'an mil à nos jours*, Actes du colloque international de Szombathely, 18-19 avril 2000, Szombathely, Département de français de l'École supérieure Dániel Berzenyi, 2001, pages 311-323.
- LACHAISE, Bernard, « La Comédie-Française en tournée en Europe centrale dans les années 1930 », dans CHALINE, Olivier, DUMANOWSKI, Jaroslaw, FIGEAC Michel, *Le rayonnement français en Europe centrale du XVIIe siècle à nos jours*, Pessac, MSHA, 2009, pages 483-494.
- LACHAISE, Bernard, « Un français en Hongrie 1947-1958 : Guy Turbet-Delof », *Öt Kontinens, az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/2, Budapest, ELTE, 2011, pages 103-112.
- MACHER, Anikó, « La diplomatie culturelle entre la France et la Hongrie », dans ROCHE, François (dir.), *La culture dans les relations internationales*, Rome, École française de Rome, 2002, pages 251-261.
- MACHER, Anikó, « L'institutionnalisation de la présence culturelle occidentale en Hongrie de 1945 à 1963 », dans DULPHY, Anne, FRANK, Robert, MATARD-BONUCCI, Marie-Anne, ORY, Pascal, *Les relations culturelles internationales au XXe siècle : de la diplomatie culturelle à l'acculturation*, Berne, Peter Lang, 2010, pages 79-112.
- MAJOROS, István, « L'influence de la France sur les intellectuels et écrivains en Hongrie après Trianon, pendant la période de l'entre-deux-guerres », in CHALINE, Olivier, DUMANOWSKI, Jaroslaw, FIGEAC Michel, *Le rayonnement français en Europe centrale du XVIIe siècle à nos jours*, Pessac. MSHA, 2009, pages 511-517.
- MARÈS, Antoine (dir.), *Paris « capitale culturelle » de l'Europe centrale ?*, Paris, Institut d'études Slaves, 1997.

MÜLLER, Viktória, « Francia-magyar kulturális kapcsolatok a második világháború alatt » [Les relations culturelles franco-hongroises pendant la Seconde Guerre mondiale], *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], Budapest, ELTE, 2004, pages 249-262.

RAPPAL, Zsuzsa, « Relations scientifiques et techniques franco-hongroises depuis 1966 », *Nouvelles études hongroises*, tome 9, 1974, pages 203-210.

RENOUVIN, Bertrand, « Les relations culturelles entre la France et l'Europe centrale et orientale », *Rapport au conseil économique et social, Séance des 8 et 9 décembre 1992*, Paris.

ROMSICS, Ignác, « Francia–magyar kulturális kapcsolatok és a párizsi Magyar Intézet a két világháború között » [Les relations culturelles franco-hongroises et l'institut hongrois de Paris dans l'entre-deux-guerres], dans JUHÁSZ, Gyula, KISS, Csaba (dir.), *Magyarságkutatás. A Magyarságkutató Intézet évkönyve* [Recherche hongroise. Annuaire de l'institut de recherche sur la Hongrie], Budapest, Magyarságkutató Intézet [Institut de recherche sur la Hongrie], 1989, pages 193-204.

ROMSICS, Ignác, « Les relations culturelles franco-hongroises au XXe siècle », *Revue d'histoire diplomatique*, numéro 2, deuxième trimestre 2014, Paris, Éditions A. Pedone, pages 101-112.

SCHKOLNYK, Claude, « Les Tinayre, une famille de médiateurs culturels entre la France et la Hongrie », *Cahiers du centre de recherches historiques*, numéro 7, 1991.

SÓTÉR, István, « Francia-magyar művelődési kapcsolatok » [Relations culturelles franco-hongroises], *Magyar Szemle Társaság* [Revue hongroise de société], Budapest, 1941.

SZABOLCSI, Miklós, « Sótér István : Magyar-francia kapcsolatok » [István Sótér : relations franco-hongroises], *Magyarok* [Hongrois], 1946, pages 636-637.

## **Sur l'enseignement de la langue française et la francophonie en Hongrie :**

### **Ouvrages :**

BAJOMI, Iván, « L'école en Hongrie : entre transformations et instabilité », *Carrefours de l'éducation*, numéro 21, 2006/1, pages 127-155.

BÁRDOSI, Vilmos (dir.), *235 années d'enseignement du français à l'Université de Budapest*, Actes de la journée d'études commémorative internationale tenue à l'Université Eötvös Loránd de Budapest le 24 septembre 2010, Budapest, ELTE BTK, Francia Tanszék [Département de français], 2011.

BOTTYÁN, Zoltán, *Réflexions sur l'enseignement francophone en Hongrie*, Pasztó, 2003.

BRÉTAN, Judit, *Le livre français en Hongrie (1691-1860)*, Kolozsvár (Cluj-Napoca), Université de Kolozsvár, département d'études françaises, 1944.

KÖMUVÉS, Edina, *A francia nyelvoktatás helyzete Magyarországon a rendszerváltozás után. A nyelvtanulás feltételei és motivációja a megváltozott körülmények között* [Le statut de

l'enseignement de la langue française en Hongrie depuis le changement de régime. Les conditions et la motivation de l'apprentissage entre les nouvelles conditions], mémoire de maîtrise sous la direction de Gábor Sonkoly, Budapest, Université Eötvös Loránd, 2012.

SAUVAGEOT, Aurélien, *Souvenirs de ma vie hongroise*, Budapest, Corvina, 1988.

VAMOS, Ágnes, *Magyarország tannyelvi atlasza* [Atlas des langues d'instructions en Hongrie], Budapest, Keraban KK., 1998.

### Articles et chapitres d'ouvrages :

BATHO, Jack, « Le français, la Francophonie et les autres », *Politique étrangère*, numéro 1, 2001, pages 169-183.

BOLDIZSÁR, Gábor, « Une réforme annoncée de l'enseignement des langues : le cas de la Hongrie », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, numéro 33, septembre 2003, pages 57-64.

DESNE, Roland, « Aperçus sur l'enseignement du français en Hongrie », *Revue France-Hongrie*, numéro 94, printemps 1968, pages 23-33.

DEVÉNYI, Levente, « Histoire de l'enseignement du français à l'Université de Budapest de 1975 à nos jours », dans BÁRDOSI, Vilmos, *35 années d'enseignement du français à l'Université de Budapest*, Actes de la journée d'études commémorative internationale tenue à l'Université Eötvös Loránd de Budapest le 24 septembre 2010, Budapest, ELTE BTK, Francia Tanszék [Département de français], 2011, pages 199-202.

EMBER, Gyula, « L'enseignement du français en Hongrie », *Nouvelle revue de Hongrie*, tome 51, décembre 1934, pages 475-480.

FODOR, ISTVÁN « Histoire de l'enseignement du français à l'Université de Budapest », dans BÁRDOSI, Vilmos, *235 années d'enseignement du français à l'Université de Budapest*, Actes de la journée d'études commémorative internationale tenue à l'Université Eötvös Loránd de Budapest le 24 septembre 2010, Budapest, ELTE BTK, Francia Tanszék [Département de français], 2011, pages 189-198.

GYŐRI, János, « Le livre français en Hongrie depuis 1945 », *Livres de Hongrie*, numéro 3, 1959, pages 1-2.

GRADVOHL, Paul, « L'école secondaire en Hongrie depuis 1989. Diversification et confrontation à un monde pluriel », *Le courrier des pays de l'Est : politique, économie et société*, numéro 1007, août 2000, pages 4-15.

KAPITÁNYFY, Johanna, « L'utilisation d'une langue étrangère comme outil d'instruction dans une école secondaire en Hongrie », article publié en ligne à l'adresse suivante : [http://archive.ecml.at/mtp2/Ensemble/pdf/A2Webtext\\_Kapitanffy\\_F.pdf](http://archive.ecml.at/mtp2/Ensemble/pdf/A2Webtext_Kapitanffy_F.pdf) (consulté le 2 décembre 2014).

KELEMEN, Jólan, « Les études de français dans l'enseignement supérieur de Hongrie », *Revue d'études francaises*, numéro 1, 1996.

LACHAISE Bernard, « L'enseignement du français en Hongrie au XXe siècle », *Revue*

*d'histoire diplomatique*, Éditions A. Pedone, Paris, 2011, pages 17-27.

LESZNYÁK, Márta « Kétnyelvűség és kéttannyelvű oktatás » [Bilinguisme et enseignement bilingue], *Magyar Pedagógia* [Pédagogie hongroise], numéro 3, 1996, pages 217-230.

MARÈS, Antoine, « La francophonie en Europe centrale : un impérialisme du pauvre et ses suites », dans NOWICKI, Joanna, MAYEAUX, Catherine (dir.), *L'Autre Francophonie*, Paris, Champion, 2012, pages 17-32.

OLAH, Tibor, « Le renouveau de la francophilie en Europe centrale. La Hongrie et la langue française » dans *De Gaulle en son siècle*, Actes des journées internationales tenues à l'UNESCO, Paris 19-24 novembre 1990, tome VII, De Gaulle et la culture, Paris, Plon – La Documentation française, 1992, pages 277-281.

PERROT, Jean, « La carrière et l'œuvre d'Aurélien Sauvageot. Engagement et retenue dans les options linguistiques », *Études finno-ougriennes*, volume 41, 2009, pages 9-25.

REVES, Théa, « Hongrie : un dispositif innovant », *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, numéro 7, 1995, pages 2-9.

SANDU, Traian, « Aurélien Sauvageot à la découverte de la Hongrie des années 1923-1933 », *Études finno-ougriennes*, volume 41, 2009, pages 45-56.

VÁGÓ, Irén, « Az idegennyelv-tanítás fő tendenciái a 80-as 90-es években – Eredmények és problémák » [Les principales tendances de l'enseignement des langues étrangères dans les années 1980-1990. Résultats et problèmes], *Educatio* [Education], numéro 4, 2000, pages 668-690.

## **Sur François Mitterrand et sa présidence :**

### **Ouvrages :**

ATTALI, Jacques, *Verbatim (tome I, 1981-1986)*, Paris, Fayard, 1993.

ATTALI, Jacques, *Verbatim (tome II, 1986-1988)*, Paris, Fayard, 1995.

ATTALI, Jacques, *Verbatim (tome III, 1988-1991)*, Paris, Fayard, 1995.

BERSTEIN, Serge, MILZA, Pierre, BIANCO, Jean-Louis (dir.), *François Mitterrand. Les années du changement 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001.

BIANCO, Jean-Louis, *Mes années avec Mitterrand*, Paris, Fayard, 2015.

FAVIER, Pierre, MARTIN-ROLAND, Michel, *La décennie Mitterrand : tome I, les ruptures (1981-1984)*, Paris, Éditions du seuil, 1990.

FAVIER, Pierre, MARTIN-ROLAND, Michel, *La décennie Mitterrand : tome II, les épreuves (1984-1988)*, Paris, Éditions du seuil, 1991.

FAVIER, Pierre, MARTIN-ROLAND, Michel, *La décennie Mitterrand : tome III, les défis (1988-1991)*, Paris, Éditions du seuil, 1996.

FAVIER, Pierre, MARTIN-ROLAND, Michel, *La décennie Mitterrand : tome IV, les déchirements (1991-1995)*, Paris, Éditions du seuil, 1999.

GAUTIER, Louis, *Mitterrand et son armée : 1990-1995*, Paris, Grasset et Fasquelle, 1999.

VÉDRINE, Hubert, *Les mondes de François Mitterrand. À l'Élysée 1981-1995*, Paris, Fayard, 1996.

WINOCK, Michel, *François Mitterrand*, Paris, Gallimard, 2015.

### **Mémoires et témoignages :**

ALBRIGHT, Madeleine, *Madam Secretary, A Memoir*, New York, Miramax Books, 2003.

BALLADUR, Édouard, *Deux ans à Matignon*, Paris, Plon, 1998.

BERECZ, János, *Az én rendszerváltásom* [Mon changement de régime], Budapest, Okina, 2006.

CHIRAC, Jacques, *Chaque pas doit être un but*, Paris, NIL, 2009.

CHIRAC, Jacques, *Le temps présidentiel*, Paris, NIL, 2011.

CLINTON, Bill, *Ma vie*, Paris, Odile Jacob, 2004.

DELORS, Jacques, *Mémoires*, Paris, Plon, 2004.

DUMAS, Roland, *Coups et blessures, 50 ans de secrets partagés avec François Mitterrand*, Paris, Cherche-midi, 2011.

HORN, Gyula, *Cölöpök* [Amas], Budapest, Zenit, 1991.

HORN, Gyula, *Azok a kilencvenes évek...* [Ces années 1990...], Budapest, Kossuth kiadó, 1999.

KOHL, Helmut, *Erinnerungen*, Munich, Droemer Knauer, 2005.

POUDADE, Paul, *Dans l'ombre du président*, Paris, Michel Laffon, 2014.

THATCHER, Margaret, *The Downing street Years*, Londres, Harper Colins, 1993.

SCHRÖDER, Gerhard, *Entscheidung. Mein Leben in der Politik*, Hambourg, Hoffman und Campe, 2006.

POZSGAY, Imre, *Koronatanú és tettestárs* [Témoignage principal et acteur], Budapest, Korona Kiadó, 1998.

### **Sur l'Allemagne, sa politique européenne et ses rapports politico-économiques**

**avec l'Europe du centre-est.**

**Ouvrages :**

KONRAD, György, *Die Erweiterung der Mitte Europa und der Mitteleuropa am Ende des 20. Jahrhunderts*, Vienne, Picus, 1999.

MARTENS, Stephan, *La politique à l'Est de la République fédérale d'Allemagne depuis 1949. Entre mythe et réalité*, Paris, PUF, 1998.

STARK, Hans, *Helmut Kohl, l'Allemagne et l'Europe : la politique d'intégration européenne de la République fédérale. 1982-1998*, Paris, L'Harmattan, 2004.

**Articles et chapitres d'ouvrages :**

ASMUS, Roland, « Les États-Unis, l'Allemagne et l'Europe centrale », *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, numéro 3, juillet-septembre 1995.

BITTERLICH, Joachim, « La politique communautaire et occidentale de Bonn : un examen de passage pour l'Allemagne unie ? », *Politique étrangère*, numéro 4, 1991.

DAKOWSKA, Dorota, « Les fondations politiques allemandes en Europe centrale », *Critique Internationale*, numéro 24, Paris, 2004, pages 139-157.

DEDINGER, Béatrice, « Les relations économiques de l'Allemagne avec l'Europe de l'Est : Mitteleuropa ou intégration communautaire ? », dans DELSOL, Chantal, SWIDA-ZIEMBA, Hanna, *La Grande Europe ?*, Paris et Varsovie, Publications du Centre d'études européennes de l'Université de Marne-La-Vallée et de l'Institut des Sciences sociales appliquées de l'Université de Varsovie, 1994, pages 65-86.

DEUBNER, Christian, « L'Europe idéale de l'Allemagne », dans MINK, Georges, WILD, Gérard, « L'élargissement à l'est de l'Union européenne : regards croisés », *Revue d'études comparatives est-ouest*, volume 27, numéro 4, 1996, pages 201-216.

DE WECK, Roger, PERRON, Catherine, « Allemagne, la dérive à l'ouest », dans RUPNIK, Jacques, *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs et enjeux*, Paris, Presse de Sciences Po., 2004, pages 65-82.

EHRHART, Hans-Georg, « Paris et Bonn/Berlin après l'alternance : continuité ou renouvellement ? », *Politique étrangère*, numéro 1, 1999, pages 79-89.

FEJÉRDY, Gergely, « A francia–német együttműködés Magyarország szemszögéből, a rendszerváltás korszakában » [La coopération franco-allemande vue depuis la perspective hongroise, à l'ère du changement de régime], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], *Külügyi és Külgazdasági Intézet* [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 4, 2013, pages 74-97.

GUILLEN, Pierre, « L'Allemagne unie et l'Europe de l'Est (1990-1995) », *Revue historique du monde contemporain*, numéro 42, tome 4, octobre-décembre 1995, Paris, pages 677-687.

FREUDENSTEIN, Roland, « Deutschland, Frankreich und die Osterweiterung der

- Europäischen Union* », dans SAUDER, Axel, SCHILD, Joachim, *Deutsch-Französische Zusammenarbeit in einer Veränderten Welt*, Opladen, Leske/Budrich, 1995, pages 131-137.
- HERZOG, Roman « Die Grundkoordinaten deutscher Aussenpolitik », *Internationale Politik*, numéro 50, 1995/4, pages 3-11.
- JANNING, Josef, « La politique européenne de l'Allemagne », *Politique étrangère*, numéro 1, 1995, pages 23-36.
- JOPP, Matthias, SCHMALZ, Uwe, « Deutsche Europapolitik 2000. Positionen, Prioritäten, Perspektiven », *Das Parlament*, numéro 6, 2000, pages 12-19.
- KÖRÖSI, István, « Twenty Years (1989-2009) of Economic Relations between Hungary and Germany – Compared to Germany's Relations with the Ten New EU Member States », *Foreign Policy Review*, numéro 1, 2009, pages 53-93.
- KINKEL, Klaus, « Wir tragen eine besondere Verantwortung », *Das Parlament*, 3 juin 1998.
- MARTENS, Stephan, « L'Allemagne et l'Est européen. Le défi d'une configuration intégrative de l'Europe », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 32, numéro 3, 2001, pages 23-55.
- MAUL, Hans, « Déclin des influences, déclin des ambitions : la politique étrangère de l'Allemagne au crépuscule de l'ère Kohl », *Politique étrangère*, numéro 4, 1998, pages 747-762.
- MERTES, Michael, PRILL, Norbet, « L'Allemagne unifiée et l'Europe. Continuité ou nouvelle tentative de pouvoir ? », *Politique étrangère*, numéro 3, 1990, pages 559-573.
- PHILLIPS, Ann, « Exporting democracy : german political foundations in central-east Europe », *Democratisation*, volume 6, numéro 2, 1999, pages 70-98.
- RUPNIK, Jacques, BAZIN, Anne, « La difficile réconciliation tchéco-allemande », *Politique étrangère*, numéro 2, 2001, pages 353-370.
- STARK, Hans, « De Bonn à Berlin. D'une politique étrangère à l'autre ? », *Politique étrangère*, numéro 3, 1999, pages 519-532.
- STARK, Hans, « France-Allemagne, quel après-Nice ? », *Politique étrangère*, numéro 2, 2001, pages 289-299. STARK, Hans, « L'est de l'Europe et l'Allemagne des rapports complexes », *Politique étrangère*, numéro 4, 1991, pages 859-875.
- STEINSDORFF (Von), Silvia, « L'élargissement de l'Union européenne dans la perspective allemande », dans RÉAU, Elisabeth (du) (dir.) *L'élargissement de l'Union européenne : quels enjeux ? Quels défis ?*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2001, pages 161-170.
- WAEVER, Ole, « Three competing Europes : German, French, Russian », *International Affairs*, volume 66, numéro 3, juillet 1990, pages 477-493.
- WOHLFELD, Monika, « L'Allemagne et l'Europe centrale », *Politique étrangère*, numéro 3, 1996, pages 615-630.

WOOD, Steve, « Culture, commerce and foreign policy. German eastern interests and domestic contexts juxtaposed », *German Politics and Society*, numéro 2, été 1999, pages 55-85.

WOOD, Steve, « Germany and the Eastern Enlargement of the EU: Political Elites, Public Opinion and Democratic Processes », *Journal of European Integration*, volume 24, numéro 1, 2002, pages 23-38

WOOD, Steve, « Is Eastern Enlargement of the European Union a Beneficial Investment for Germany? », *Political Science Quarterly*, volume 118, numéro 2, pages 281-306.

## **Sur les relations franco-allemandes :**

### **Ouvrages :**

JARDIN, Pierre, KIMMEL, Adolf, *Les relations franco-allemandes depuis 1963*, Paris, La documentation française, 2001.

LEBLOND, Laurent, *Le couple franco-allemand depuis 1945 : chronique d'une relation exemplaire*, Paris, Marabout, 1997.

MONTBRIAL (de), Thierry, KAISER, Karl, LASSERRE, René, PICHT, Robert (dir.), *Agir pour l'Europe. Les relations franco-allemandes dans l'après-guerre froide*, Paris, Masson/IFRI, 1995.

SOUTOU, Georges-Henri, *L'alliance incertaine. Les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, Paris, Fayard, 1996.

### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

FEJÉRDY, Gergely, GARADNAI, Zoltán, « Franciaország Európa-politikája és a francia-német együttműködés történeti gyökerei (1945–1963) » [La politique européenne de la France et les racines historiques de la collaboration franco-allemande (1945-1963)], *Külügyi Szemle* [Revue des Affaires étrangères], Külügyi és Külgazdasági Intézet [Institut des Affaires étrangères et des Affaires économiques extérieures], numéro 3, 2004, pages 208-231.

PICHT, Robert, « Pouvoir présidentiel et société civile. Les enjeux des relations franco-allemandes », *Relations Internationales et Stratégiques*, numéro 25, printemps 1997, pages 60-65.

## **Sur la politique étrangère soviétique puis russe et ses rapports avec l'Europe au XXe siècle.**

### **Ouvrages :**

BRAUN, Aurel (dir.), *The Soviet-East European Relationship in the Gorbachev Era : The Prospects for Adaptation*, Boulder, Westview Press, 1990.

GATI, Charles, *The Bloc that Failed : Soviet-Eastern European Relations in Transition*, Londres, B. Tauris, 1990.

SPETCHINSKY, Laetitia, *Russie-UE : la naissance d'un partenariat stratégique. Les transformations de la politique étrangère russe 1991-2000*, Peter Lang, Berne, 2011.

WILDE d'ESTMAEL (de), Tanguy, SPETSCHINSKY, Lætitia (dir.) , *La politique étrangère de la Russie et l'Europe. Enjeux d'une proximité* , Bruxelles, Peter Lang , 2004.

### Articles et chapitres d'ouvrages :

BARANOVSKY, Vladimir, « La Russie et la sécurité européenne », *Politique étrangère*, numéro 1, printemps 1995, pages 33-53.

BRAUN, Aurel, « The Russian Factor », dans BRAUN, Aurel, BARANY, Zoltán (dir.), *Dilemmas of transition : the Hungarian experience*, New York et Oxford, Rowman and Littlefield, 1999, pages 273-299.

HOLLOWAY, David, « Gorbatchev's New Thinking », *Foreign Affairs*, volume 68, numéro 1, 1989, pages 66-81.

REY, Marie-Pierre, « La politique extérieure soviétique à l'heure gorbatchevienne, 1985-1989 », *Historiens et Géographes*, mars-avril 1990, pages 373-384.

REY, Marie-Pierre, « Le retour à l'Europe ? Les décideurs soviétiques face à l'intégration ouest-européenne, 1957-1991 », *Journal of European Integration History*, volume 11, numéro 1, 2005, pages 7-27.

REY, Marie-Pierre, « L'URSS et l'Europe communautaire, représentations et pratiques, 1957-1991 », dans DEIGHTON, Anne, BOSSUAT, Gérard (éd.), *L'Union européenne, acteur de la sécurité mondiale*, Paris, éditions Soleb, 2007, pages 52-69.

REY, Marie-Pierre, « Gorbatchev et la Maison Commune Européenne, une opportunité manquée ? », *La lettre de l'Institut François Mitterrand*, Paris, Institut François Mitterrand, 12 mars 2007.

REY, Marie-Pierre, « Gorbachev's New Thinking and Europe, 1985-1989 », dans BOZO, Frédéric *et al.*, *Europe and the end of the Cold War, a reappraisal*, Londres et New York, Routledge, 2008.

SWITALSKI, Piotr, « Russia and Europe: Ally for the Central and Eastern European States », *Transition*, volume 1, numéro 11, 1995, pages 26-29.

### **Sur l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centre-orientale :**

#### Ouvrages :

CHAVANCE, Bernard, *Les incertitudes du grand élargissement : l'Europe centrale et balte dans l'intégration européenne*, Paris, L'Harmattan, 2004.

- **En particulier sur la Hongrie :**

BOISSERIE, Étienne, *Le "Retour en Europe", entre invocation du spécifique et mimétisme :*

*Magyars et processus d'intégration*, thèse de doctorat sous la direction de Catherine Durandin, soutenue en 2000 à l'INALCO.

SOMOGYI, Ferenc (dir.), *Hungary towards the european integration*, Budapest, Hungarian Institute of International Affairs , 1997.

### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

BLED, Jean-Paul, « L'élargissement de l'Union européenne aux pays de l'Europe centrale », *Revue d'Europe Centrale, Tome VI /1*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1998.

BLOGOWSKI, Alain, « L'élargissement de l'UE aux PECO », *Économie rurale*, numéro 276, 2003, pages 53-68.

CAZES, Sandrine , COQUET, Bruno, FAYOLLE, Jacky, LE CACHEUX, Jacques, LERAIS, Frédéric, « Élargir l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale » , *Revue de l'OFCE*, numéro 57, 1996, page 135-180.

DELOCHE-GAUDEZ, Florence, LEQUESNE, Christian, « Le programme PHARE : mérites et limites de la politique d'assistance de la Communauté européenne aux pays d'Europe centrale et orientale », *Politiques et management public*, volume 14, numéro 1, 1996, pages 143-154.

RÉAU, Élisabeth (du) , « L'Union européenne et les perspectives d'élargissement vers l'Est : Quel espace pour quelle Europe ? », *Bulletin de la Société d'Histoire Moderne et Contemporaine*, numéro 3-4, 1996, pages 79-85.

- **En particulier sur la Hongrie :**

HOREL, Catherine, « La Hongrie et la ratification du projet de constitution européenne », dans RÉAU, Élisabeth (du) et LAQUIEZE, Alain (dir.), *Les débats autour de la « constitution pour l'Europe ». Enjeux et perspectives 2005-2008*, Paris, Les Cahiers européens de la Sorbonne Nouvelle, avril 2007, pages 61-65.

KÁDÁR, Béla, « *A keleti kibővülés és a magyar stratégia* [L'élargissement à l'Est et la stratégie hongroise] », *Külpolitika* [Politique étrangère], 1997/1, pages 49-57.

RÉAU, Élisabeth (du), « La Hongrie en marche vers l'adhésion à l'Union européenne: un processus graduel d'intégration d'un candidat dynamique (1989-2004) », *Öt Kontinens, Az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2011/2, Budapest, ELTE, 2012, pages 97-101.

SOMOGYI, Ferenc, « *Euroatlanti integráció és Magyarország* » [L'intégration euroatlantique et la Hongrie], *Ezredforduló* [Millénaire], 1998, pages 16-20.

SZENT-IVÁNYI, István, *Magyarország és az európai csatlakozás* [La Hongrie et l'adhésion européenne], *Külpolitika* [Politique étrangère], 1995, numéro 2, pages 3-9.

TÓTH, Antal, VINCZELLER, Erika, PÁLVÖLGYI, Miklós, « *A magyar lakosság véleménye*

*gazdaságról, politikáról és az európai együttműködésről 1999-ben* » [L'opinion publique hongroise au sujet de l'économie et de la politique d'intégration européenne en 1999], dans SÁNDOR, Péter et VASS, László (dir.) *Magyarország politikai evkönyve* [Annuaire politique de Hongrie], Budapest, Demokrácia Kutatások Magyar Központja Alapítvány [Centre hongrois d'études de la démocratie], 2000, pages 767-792.

## **Sur l'OTAN, son élargissement, et les positions françaises et hongroises à cet égard :**

### **Ouvrages :**

BOZO, Frédéric, *La France et l'OTAN : De la guerre froide au nouvel ordre européen*, Paris, Elsevier Masson, 2000.

DURANDIN, Catherine, *OTAN, histoire et fin ?*, Paris, Diploweb éditions, 2013.

FOUCHER, Michel (dir.), *Les défis de sécurité en Europe médiane*, Paris, Fondation pour les études de défense, 1996.

HAGLUND, David, *Will NATO go east ? The Debate Over Enlarging The Atlantic Alliance*, Kingston, Queen's University, 1996.

ROCKENBAUER, Zoltán, *The Hungarian National Assembly and European Integration in Hungary : A Member of NATO*, Budapest. Rudolf Jou, 1999.

SIMON, Jeffrey, *Hungary and NATO : problems in civil-military relations*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2003.

VAÏSSE, Maurice, MÉLANDRI, Pierre, BOZO, Frédéric (dir.), *La France et l'OTAN : 1949-1996*, Bruxelles, Complexes, 1996.

ZORGIBE, Charles, *Histoire de l'OTAN*, Paris, Complexe, 2002.

### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

ALMÁSI, Ferenc, KADAR, Pál, « The role of Hungary in NATO, as a political and military alliance, with special regard to the relation of the National Security Strategy to NATO membership », *AARMS*, volume 4, numéro 2, 2005, pages 259-274.

ANDRÉANI, Gilles, « La France et l'OTAN après la guerre froide », *Politique étrangère*, numéro 1, 1998, pages 77-92.

ASMUS, Ronald, « L'élargissement de l'OTAN : passé , présent, futur », *Politique étrangère*, numéro 2, 2002, pages 353-376.

BALOGH, András, « Kelet-Közep Európa és a NATO-bóvítés » [L'Europe centre-orientale et l'élargissement de l'OTAN], *Külpolitika* [Politique étrangère], numéro 3, 1997, pages 3-17.

BARBIER, Sandrine, « L'association des pays d'Europe centrale et orientale à l'Union de l'Europe occidentale : le statut 'd'associés partenaires' », dans DALLIER, Patrick, KOVACS, Péter, *Perspectives d'intégration des pays d'Europe centrale et orientale. Actes du colloque de*

*Miskolc des 4-5 octobre 1996*, Paris, Montchrestien, pages 113-130.

BONIFACE, Pascal, « NATO's Enlargement, France's Dilemma », dans HAGLUND, David, *Will NATO go east ? The Debate Over Enlarging The Atlantic Alliance*, Kingston, Queen's University, 1996, pages 181-196.

BONIFACE, Pascal, « The NATO debate in France », dans SERFATY, Simon, CAMBONE, Stephen, *NATO Enlargement : The National Debates Over Ratification*, Washington DC, CSI, 1997.

BOZO, Frédéric, « La France et l'Alliance : les limites du rapprochement », *Politique étrangère*, numéro 4, 1995, pages 865-877.

BOZO, Frédéric, « La France, l'OTAN et l'avenir de la dissuasion en Europe », *Politique étrangère*, numéro 2, 1991, pages 513-527.

DAKAI, Zsuzsanna, « NATO Membership and Hungarian Domestic Politics in the Nineties », dans KOVÁCS, András, WODAK, Ruth (dir.), *NATO, Neutrality and National Identity : the case of Austria and Hungary*, Böhlau, Vienne, 2003, pages 75-102.

DUNAY, Pál, « Adversaries All Around ? The (Re)nationalization of Security and Defense Policies in Eastern Europe », *Clingendael Papers*, janvier 1994.

DUNAY, Pál, GAZDAG, Ferenc, *Az észak-atlanti szerződés szervezete* [L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord], Budapest, SVKI, 1997.

FACON, Isabelle, « La Russie, l'OTAN et l'avenir de la sécurité en Europe », *Politique étrangère*, numéro 3, 1997, pages 291-305.

FRANCHIS (de), Amedeo, « L'OTAN face à la Nouvelle Europe », *Studia Diplomatica*, numéro 6, 1993, pages 17-25.

GALLIS, Paul, « France : NATO's Renovation and Enlargement », dans MATOX, Gale, RACHWALD, Arthur, *Enlarging NATO : the National Debate*, Boulder, Lynne Rienner, pages 55-73.

GAZDAG, Ferenc, « From alliance to alliance: Hungary's path from the Warsaw Pact to NATO », *Foreign Policy Review*, volume 2, numéro 1, 2004, pages 156-181

GAZDAG, Ferenc, « Szövetségtől Szövetségig : Magyarország útja a varsói szerződéstől a NATO-ig » [De l'alliance à l'alliance : le chemin de la Hongrie du Pacte de Varsovie à l'OTAN, dans GAZDAG, Ferenc et KISS J., László (dir.), *Magyar Külpolitika a 20. században* [La politique étrangère hongroise au XXe siècle], Budapest, Zrínyi Kiadó, 2004, pages 195-220.

GNESOTTO, Nicole, « Élargissement de l'OTAN : une responsabilité européenne », *Politique étrangère*, numéro 1, 1997, pages 125-136.

GUILHAUDIS, Jean-François, « Considération sur l'élargissement de l'OTAN », *Défense nationale*, numéro 11, novembre 1995, pages 57-66.

GYARMATI, István, « Magyarország útja a NATOba » [Le chemin de la Hongrie vers

l'OTAN], *Külpolitika* [Politique étrangère], numéro 1, 1995, pages 49-67.

HOWORTH, Jolyon, « La France, l'OTAN et la sécurité européenne : statu quo ingérable, renouveau introuvable », *Politique étrangère*, numéro 4, 2002, pages 1001-1016.

KOSZTOLÁNYI, Gusztáv, « Chronicle of a Conflict Foretold. Hungary, NATO and the Kosovo Crisis », *Central Europe Review*, numéro 28, avril 1999.

LANZAT LACOUR, Ignacio, « AWACS de l'OTAN : un exemple de coopération internationale », *Revue de Défense Nationale*, tribune numéro 529, 2014.

LEPESANT, Gilles, « La sécurité de l'Europe centrale et orientale après l'élargissement de l'OTAN », *Les études du CERJ*, Fondation nationale des sciences politiques, numéro 29, juillet 1997.

MAGYARICS, Tamás, « Magyarország és a transzatlanti kapcsolatok » [La Hongrie et les relations transatlantiques], dans GAZDAG, Ferenc et KISS J., László (dir.), *Magyar Külpolitika a 20. században* [La politique étrangère hongroise au XXe siècle], Budapest, Zrinyi Kiadó, 2004 pages 250-255.

NIES, Susanne, « L'élargissement de l'OTAN : quelles répercussions sur les nouveaux membres et sur la structure de l'Alliance ? », *Revue internationale et stratégique*, numéro 59, 2005/3, pages 43-56.

PILHES, Nathalie, « L'Europe centrale et l'OTAN », *Défense nationale*, numéro 11, novembre 1993, pages 103-112.

ROMER, Jean-Christophe, « La sécurité européenne : de l'Europe de l'est à l'Europe centrale 1989-1992 », *Revue d'Europe Centrale*, Tome I /1, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1993, pages 4-14.

ROMER, Jean-Christophe, « La sécurité européenne et l'élargissement de l'OTAN », *Revue d'Europe Centrale*, Tome VI /1, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1998, pages 55-62.

SZUREK, Sandra, « L'élargissement de l'OTAN aux PECO et le Partenariat pour la Paix », dans DALLIER, Patrick, KOVACS, Péter, *Perspectives d'intégration des pays d'Europe centrale et orientale. Actes du colloque de Miskolc des 4-5 octobre 1996*, Paris, Montchrestien, pages 85-112.

TÖRÖ, Csaba, « Hungary : building national consensus », dans MATOX, Gale et RACHWALD, Arthur, *Enlarging NATO : the National Debate*, Boulder, Lynne Rienner, pages 129-146.

TRENIN, Dmitri, « L'élargissement de l'OTAN vu de Moscou », *Politique étrangère*, numéro 2, 2002, pages 377-393.

VALKI, László, « Szeret nem szeret ? A NATO kibővítés kédrőjelei » [Il m'aime , il ne m'aime pas ? Les points d'interrogations de l'élargissement de l'OTAN], *Külpolitika* [Politique étrangère], volume I, numéro 3-4, 1995, pages 97-129.

VALKI, László, « Érvek és ellenérvek » [Avantages et inconvénients] dans DUNAY, Pál et GAZDAG Ferenc, *Az Észak Atlanti Szerződés Szervezete* [Le traité de l'Atlantique Nord], Budapest, SVKI, 1997, pages 159-192.

## **Sur le processus de transition politique et les transformations postcommunistes en Hongrie et en Europe centrale.**

### **Ouvrages :**

ÁGH, Atilla, *The hungarian party system*, Budapest, Hungarian center for democracy studies foundation, 1993.

ANTALL, József, *Modell és Valóság* [Modèle et réalité], Budapest, Athenaeum, 1994.

BARTLET, David L., *The Political Economy of Dual Transformations. Market Reform and Democratization in Hungary*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997.

BAUQUET, Nicolas, BOCHOLIER, François (dir.), *Le communisme et les élites en Europe centrale* », Paris, PUF, 2006.

BÉKÉS, Csaba *et al*, *Rendszerváltozás Magyarországon 1989–1990. Dokumentumok* [La transition politique en Hongrie 1989-1990. Documents.], Budapest, Archives de la sécurité nationale, Centre de recherches sur l'histoire de la Guerre froide et Institut de 1956, 1999.

BOZÓKI, András, KÖRÖSÉNYI, András, SCHÖPFLIN, George, *Post-communist transition : emerging pluralism in Hungary*, Londres, Pinter, 1992.

BOZÓKI, András (dir.), *The Roundtable Talks of 1989 : The Genesis of Hungarian Democracy*, Budapest, CEU Press, 2002.

BRAUN, Aurel et BARANY, Zoltán (dir.), *Dilemmas of transition : the Hungarian experience*, New York et Oxford, Rowman and Littlefield, 1999.

COWEN-KARP, Regina (dir.), *Central and Eastern Europe : the Challenge of Transition*, Corby, Oxford University Press, 1993.

COX, Terry, FURLONG, Andy (dir.), *Hungary : the politics of transition*, Londres, F. Cass, 1995.

FEJTO, François, *La fin des démocraties populaires*, Paris, Le Seuil, 1992.

GELEDAN, Alain, *Transitions à l'Est* , Paris, Éditions du Monde, 1995.

HEINRICH, Hans-Georg, *Hungary : Politics, Economy and Society*, Londres, Frances Pinter, 1986.

HORVATH, István, NEMETH, István, *És a falak leomlanak. Magyarország és német egység (1945-1990)* [Et les murs tombent. La Hongrie et l'unité allemande (1945-1990)], Budapest, Magvető Kiadó, 1990.

KENDE, Pierre , *Le défi Hongrois. De Trianon à Bruxelles*, Paris, Buchet-Chastel, 2004.

KIM, Dae-Soon, *The transition to democracy in Hungary : Árpád Göncz and the post-communist Hungarian presidency*, Milton Park, Routledge, 2013.

LENGYEL, György, ROSTOVÁNYI, Zsolt (dir.), *The small transformation : society, economy and politics in Hungary and the new European architecture*, Budapest, Akadémiai Kiadó, 2001.

LÉVESQUE, Jacques, 1989, *la fin d'un empire : l'URSS et la libération de l'Europe de l'Est*, Paris, Les Presses de Sciences Po. , 1995.

MINK, Georges, SZUREK, Jean-Charles, *Cet étrange postcommunisme, rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, Presses du CNRS / La découverte, 1992.

MOLNAR, Miklós. *La démocratie se lève à l'Est, Société civile et communisme en Europe de l'Est : Pologne et Hongrie*, Paris, Presses universitaires de France, 1990.

NAGY, Laurent, *La transition hongroise (1990-1996) : de la République des professeurs à la République des camarades*, Paris, Georg Editeur, 1997.

NEUMAYER, Laure, *L'enjeu européen dans les transformations postcommunistes (Hongrie, Pologne, République tchèque, 1989-2004)*, Éditions Belin, Paris, 2006.

RIPP, Zoltán, *Rendszerváltozás Magyarországon 1987-1990* [Le changement de régime en Hongrie 1987-1990], Budapest, Napvilág kiadó, 2006.

ROMSICS, Ignác, *Volt Egyszer egy rendszerváltás* [Il était une fois un changement de régime], Budapest, Rubicon-Ház, 2003.

ROMSICS, Ignác, *From dictatorship to democracy : the birth of the third Hungarian republic (1988-2001)*, New York, Columbia University Press, 2007.

ROMSICS, Ignác, *Rendszerváltás Magyarországon* [Changement de régime en Hongrie], Budapest, Akadémiai Kiadó, 2013

SAXONBERG, Steven, *The Fall : Czechoslovakia, East Germany, Hungary and Poland in a Comparative Perspective*, Uppsala, Uppsala University, 1997.

SCHREIBER, Thomas, *Hongrie : la transition pacifique*, Paris, Le Monde Éditions, 1991.

SKILLING, Gordon, *Szamizdat and Independent Society in Central and Eastern Europe*, Basingstoke, Macmillan Press, 1989.

VARGA, Csaba, *Transition to rule of law : on the democratic transformation in Hungary*, Budapest, ELTE, Faculty of law : Institute for legal studies of the Hungarian Academy of Sciences, 1995.

#### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

ÁGH, Attila, « The Paradoxes of Transition : The External and Internal Overload of the Transition Process » dans COX, Terry, FURLONG, Andy (dir.), *Hungary : the politics of transition*, Londres, F. Cass, 1995, pages 15-34.

BAUQUET, Nicolas, « Hongrie, l'impossible 'retour en Europe' XIXe-XXe siècles », dans PECOUT, Gilles (dir.), *Penser les frontières de l'Europe du XIXe au XXe siècle*, Paris, PUF, 2004.

BÉKÉS, Csaba, « Back to Europe. The International Context of the Political Transition in Hungary, 1988–1990 », dans BOZÓKI, András (dir.), *The Roundtable Talks of 1989 : The Genesis of Hungarian Democracy*, Budapest, CEU Press, 2002, pages 237-272.

BENOÎT-ROHMER, Florence, « Chronique constitutionnelle et politique d'Europe Centrale 1998 », *Revue d'Europe Centrale*, Tome VI /2, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1998, pages 103-131.

BOZÓKI, András, « Intellectuals and Democratization », *The Hungarian Quarterly*, volume 34, numéro 132, 1993, pages 93-106. FLINT, Julie, HAWKES, Nigel (dir.), *Tearing Down the Curtain : The People's Revolution in Eastern Europe*, Londres, Hodder and Stoughton, 1990.

BOZÓKI, András, « Democracy Across the Negotiating Table », *The New Hungarian Quarterly*, volume 33, numéro 125, 1992, pages 59-70.

BOZÓKI, András, « Party Formation and Constitutional Change in Hungary », dans COX, Terry, FURLONG, Andy (dir.), *Hungary : the politics of transition*, Londres, F. Cass, 1995, pages 35-55.

BRUSZT, László, STARK, David, « Remaking the Political Field in Hungary : From the Politics of Confrontation to the Politics of Competition », dans BANAC, Ivo (dir.), *Eastern Europe in Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 1992, pages 13-55.

DI PALMA, Giuseppe, « Legitimation from the Top to Civil Society : Politico-Cultural Change in Eastern Europe », *World Politics*, volume 44, octobre 1991, pages 49-80.

DÖVÉNYI, Zoltán, « Les effets sociaux de la transition en Hongrie. Les exemples du chômage, de la pauvreté et des migrations villes/campagnes », *Revue Géographique de l'Est*, volume 43, numéro 1-2, 2003, pages 2-11.

EÖRSI, István, « Le Nom de Marx fait aujourd'hui rougir les jeunes filles », *Lignes*, numéro 10, 1990, pages 143-153.

FÜLÖP, Mihály, « Transition en Europe centrale », dans RÉAU, Élisabeth (du) et MANIGAND, Christine (dir.), *Vers la réunification de l'Europe. Apports et limites du processus d'Helsinki de 1975 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2005, pages 167-178.

GARADNAI, Zoltán, SCHREIBER, Thomas, « A rendszerváltozás Magyarországon és Lengyelországban, ahogy a francia külügyminisztériumban látták » [Le changement de régime en Hongrie et en Pologne vu du ministère des Affaires étrangères français], *Archív Net:XX Századi történeti források* [Archiv Net : Documents d'histoire du XXe siècle], volume 9, numéro 1, 2009.

GAZDAG, Ferenc, « Le paysage politique en Hongrie après les élections de 1990 », dans : *Un défi pour la communauté européenne : les bouleversements à l'est et au centre du continent*, Bruxelles, Editions de l'université de Bruxelles, 1991.

GOUAUD, Christiane, « De la constitution de la République hongroise (23 octobre 1989) », *Revue d'Europe Centrale, Tome I /1*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1993, pages 49-62.

GRADVHOL, Paul, « La formation des élites hongroises et l'Occident (1980-2000) », dans BAUQUET, Nicolas, BOCHOLIER, François (dir.), *Le communisme et les élites en Europe centrale*, Paris, PUF, 2006, pages 305-321.

HANKISS, Elemér, « What the Hungarians saw first », dans GWYN, Prins (dir.), *Spring in Winter : The 1989's Revolutions*, Manchester, Manchester University Press, 1990, pages 13-38.

KENDE, Pierre, « Hongrie : de la réforme à la transformation », *Politique étrangère*, numéro 1, 1990, pages 35-44.

KENDE, Pierre, « Hongrie : du réformisme communiste à la démocratie consolidée », dans KENDE, Pierre, SMOLAR, Alexandre (dir.), *La Grande Secousse (Europe de l'Est 1989-1990)*, Paris, CNRS, 1990, pages 67-86.

KENDE, Pierre, « Profil du nouveau député hongrois », dans MINK, Georges, SZUREK, Jean-Charles, *Cet étrange postcommunisme, rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, Presses du CNRS / La découverte, 1992, pages 103-113.

LŐRINCZ, Lajos, « Réforme constitutionnelle et administrative en Hongrie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 23, numéro 4, 1992, pages 49-61.

MERKEL, Wolfgang, « Civil society and democratic consolidation in East-Central Europe », dans PRIDHAM, Geoffrey, ÁGH, Attila (dir.), *Prospects for democratic consolidation in East-Central Europe*, Manchester et New York, Manchester University Press, 2001, pages 96-114

NAGY, Laurent, « Gyula Horn : portrait d'un leader », *Revue d'Europe centrale*, tome III, numéro 1, 1er semestre 1995, Strasbourg, Centre d'études germaniques, pages 23-28.

ROMSICS, Ignác, « Les élites hongroises et le changement de régime », dans BAUQUET, Nicolas, BOCHOLIER, François (dir.), *Le communisme et les élites en Europe centrale*, Paris, PUF, 2006, pages 273-286 .

SCHÖPFLIN, Georges, « The end of Communism in Eastern Europe », *International Affairs*, volume 66, numéro 1, 1990, pages 3-16.

SCHÖPFLIN, Georges, « Conservatism and Hungary's transition », *Problems of communism*, numéro 40, janvier-avril 1991, pages 60-66.

SZALAI, Erszébet, « Political and Social Conflicts Arising from the Transformation of Property Relations in Hungary », dans COX, Terry, FURLONG, Andy (dir.), *Hungary : the politics of transition*, Londres, F. Cass, 1995, pages 56-77.

SZAVAI, János, « Le retour à la démocratie en Hongrie, 1989-1994 », dans DELSOL Chantal, MASLOWSKI Michel, *Histoire des idées politiques de l'Europe centrale*, Paris, PUF, 1998,

pages 551-562.

SZELÉNYI, Iván, « Social and Political Landscape, Central Europe, Fall 1990 », dans BANAC, Ivo (dir.), *Eastern Europe in Revolution*, Ithaca, Cornell University Press, 1992, pages 230-241.

### **Sur l'économie hongroise avant 1989 :**

#### **Ouvrages :**

KORNAI, János, *The Socialist System : The Political Economy of Communism*, Princeton, Princeton University Press, 1992.

#### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

ANDREFF, Wladimir, « Redéploiement ou renouveau de l'économie hongroise ? Point de vue d'un 'outsider' », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 12, numéro 4, 1981, pages 5-30.

DEZSÉNYI-GUEULETTE, Agotá, « Le rôle du marché dans le nouveau mécanisme économique hongrois », *Revue de l'Est*, volume 4, numéro 1, 1973, pages 119-186.

FISCHER, Lewis, « Le nouveau mécanisme économique dans l'agriculture collectivisée. Le cas de la Hongrie », *L'actualité économique*, numéro 1, volume 45, 1969, pages 62-77.

KEMENES, Egon, « Les relations économiques extérieures de la Hongrie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 7, numéro 1, 1976, pages 31-41.

RICHET, Xavier, « Réforme dans la réforme ? La nouvelle politique économique hongroise au seuil des années 1980 », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 12, numéro 4, 1981, pages 31-60.

RICHET, Xavier, « Hongrie : Réformes et transitions vers l'économie de marché », *Revue française d'économie*, volume 5, numéro 1, 1990, pages 75-103.

### **Sur les transformations économiques postcommunistes en Hongrie :**

#### **Ouvrages :**

ANDREFF, Wladimir, *Économie de la transition. La transformation des économies planifiées en économies de marché*, Rosny-sous-Bois, Bréal, 2007.

BARLETT, David, *The political economy of dual transformations : market reform and democratization in Hungary*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1997.

BLANCHARD, Olivier, *The Economics of Post-Communist Transition*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

DOBRY, Michel (dir.), *Democratic and capitalist transition in Eastern Europe, Lessons for the Social Sciences*, Dordrecht, Kluwer Academic, 2000.

FITOUSSI, Jean-Paul (dir.), *À l'Est, en Europe : des économies en transition*, Paris, FNSP, 1990.

KORNAI, János, *La transformation économique postsocialiste: dilemmes et décisions*, Paris, Fondations Maisons des Sciences et de l'Homme, 2001.

KÖVES, András, *Central and East European Economies in Transition : The International Dimension*, Westview Press, Boulder, 1992.

**Articles et chapitres d'ouvrages :**

ASLUND, Anders, « Post-Communist Economic Transformation », dans BRAUN, Aurel, BARANY, Zoltán (dir.), *Dilemmas of transition : the Hungarian experience*, New York et Oxford, Rowman and Littlefield, 1999, pages 69-88.

BARTA, Györgyi, POSZMIK, Erzsébet, « Processus de désagrégation du système des grandes entreprises nationales en Hongrie », *Revue internationale P.M.E. : économie et gestion de la petite et moyenne entreprise*, volume 5, numéro 1, 1992, pages 63-75.

CAZES, Sandrine, « Hongrie », *Observations et diagnostics économiques*, numéro 34, novembre 1990, pages 103-115.

FASSMAN, Heinz, « Phänomene der Transformation. Ökonomische Restrukturierung und Arbeitslosigkeit in Ost-Mitteleuropa », *Petermanns Geographische Mitteilungen*, numéro 136, 1992, pages 49-59.

FERGE, Zsuzsa, « A rendszerváltás nyertesei és vesztesei » [Les vainqueurs et les vaincus du changement de régime], *Társadalmi riport* [Rapport social], Budapest, TARKI, 1996, pages 414-443.

GUEULETTE, Agotá, « Les perspectives et conditions d'intégration de l'économie hongroise dans l'Union européenne », *Revue d'Europe Centrale, Tome VI /2*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1998, pages 59-7.

KORNAI, János, « Régler la facture du communisme du goulasch. Le développement et la macro-stabilisation de la Hongrie dans une perspective d'économie politique », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 8, numéro 1, 1997, pages 5-80.

MAJOR, Iván, « Privatization in Hungary and its aftermath », dans PARKER, David, SAAL, David (dir.), *International handbook on privatization*, Cheltenham, Edward Elger Publishing, 2005, pages 427-453.

OCDE, *La réforme de la réglementation en Hongrie. La capacité du gouvernement à produire des réglementations de grande qualité*, rapport, 2000.

RICHTER, Sandor, « Europe centrale : la transition économique », *Politique étrangère*, numéro 3, 2009, pages 489-502.

STARK, David, « Privatisation en Hongrie », *Actes de la recherche en sciences sociales*, volume 85, novembre 1990, pages 20-37.

TIMÁR, János, « A munkaerőpiac változásai 1997 és 2002 között » [Les changements du marché de l'emploi entre 1997 et 2002], *Közgazdasági szemle* [Revue d'économie], volume XLIV, numéro 11, 1997, pages 987-999.

## **Sur les investissements étrangers en Hongrie et en Europe centrale :**

### **Ouvrages :**

COSTACHE-CARREZ, Adriana, *La promotion des investissements directs européens dans les pays de l'Europe centrale et orientale (Bulgarie, Hongrie, Pologne, Roumanie, Slovaquie, République tchèque)*, thèse de doctorat en droit public sous la direction de Daniel Dormoy, soutenue à l'Université de Paris XI en 2000.

RUGRAFF, Éric, *L'impact des investissements directs à l'étranger sur les économies d'Europe centrale et orientale : le cas de la Hongrie, de la Pologne et de la République tchèque*, thèse de doctorat en Sciences économiques sous la direction de Hadjila Krifa-Schneider, soutenue à l'Université de Lille I, 1997.

### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

ROZENBLAT, Céline, « Les réseaux d'entreprises multinationales et l'attractivité des villes d'Europe centrale », *Annales de géographie*, numéro 664, 2008, pages 70-84.

STARK, David, VEDRES, Balázs, « Social time of network spaces : network sequences and foreign investment in Hungary », *American Journal of sociology*, volume 111, numéro 5, pages 1367-1411.

VENARD, Bertrand, « Multinationales et transition : une analyse de l'impact des multinationales sur la transition des entreprises hongroises », *Gestion 2000*, mars-avril 2008, pages 101-122.

## **Sur les rapports économiques et commerciaux entre la France et l'Europe centre-orientale et en particulier avec la Hongrie.**

### **Ouvrages :**

RENOUVIN, Bertrand, *Les relations économiques entre la France et l'Europe centrale et orientale : séances des 26 et 27 avril 1994 du Conseil économique et social*, Direction des journaux officiels, Paris, 1994.

SÁSKA, Zsófia, *Francia Jelenlét a magyar gazdaságban* [La présence française dans l'économie hongroise], Budapesti Gazdasági Főiskola [École de commerce de Budapest], Külkereskedelmi Főiskola Kar [Département du commerce extérieur], Budapest, 2007.

VIGH, Lajos, *L'appui à l'innovation dans les petites et moyennes entreprises : développement régional et soutien à l'innovation en Europe : le cas de la Hongrie*, thèse de doctorat en Sciences politiques sous la direction de Michel Lacave, soutenue en 1998 à l'Université de Montpellier I.

### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

BADEL, Laurence, « L'État français et la conquête des marchés extérieurs au XXe siècle », *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin*, bulletin numéro 28, automne 2008.

BOUDIER-BENSEBAA, Fabienne, « Analyse comparée des investissements directs français et allemands dans le triangle de Visegrad (Hongrie, Tchécoslovaquie, Pologne) », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 24, numéro 2, 1993, pages 101-140.

CHAVIGNY, Régis, « Le commerce entre la France et les pays d'Europe centrale et orientale en 1990 », *Le courrier des pays de l'Est*, numéro 362, septembre 1991, pages 32-41.

COLIN-SÉDILLOT, Béatrice, « Les échanges industriels entre la France et les pays d'Europe centrale et orientale : premières tendances de la spécialisation », *Économie et statistique*, numéro 279-280, 1994, pages 69-80.

CSÁKI, György, « L'investissement direct étranger en Hongrie », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 28, numéro 2, 1997, pages 39-69.

FESTOC, Frédérique, « Le potentiel de croissance du commerce des pays d'Europe centrale et orientale avec la France et ses principaux partenaires », *Économie et Prévision*, numéro 128, pages 161-181.

FRYBES, Marcin, « Les entrepreneurs privés d'Europe de l'est : habiles combinards ou futurs capitalistes ? », dans MINK, Georges, SZUREK, Jean-Charles, *Cet étrange postcommunisme, rupture et transitions en Europe centrale et orientale*, Paris, Presses du CNRS / La découverte, 1992, pages 243-257.

KEMENES, Egon, « Le commerce franco-hongrois » *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 7, numéro 4, 1976, pages 189-198.

LABBE, Marie-Hélène, « Les privatisations à l'Est », *Politique étrangère*, numéro 2, 1991, pages 491-497.

MAKKAI, László, ZIMÁNYI, Vera, KATUS, László, « Francia-Magyar Gazdaságtörténeti Konferencia » [Conférence sur l'histoire des relations économiques franco-hongroises], *A Magyar Tudomány Akadémia Filozófiai és Történettudományi Osztályának közleményei* [Revue du département de philosophie et d'histoire de l'Académie des Sciences de Hongrie], volume 17, 1968, pages 237-243.

MICHEL, Bernard, « Les investissements français en Europe Centrale depuis 1989 », *Revue d'Europe Centrale*, Tome VI /1, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1998, pages 71-86.

MOLNAR, Thomas, « La Hongrie tête de pont des marchés de l'Est », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, volume 20, 1989, pages 123-132.

RICHET, Xavier, « Coopération entre firmes occidentales et est-européennes : l'exemple des relations franco-hongroises », *Chroniques d'Actualité de la SEDEIST*, tome 38, 7-8 mai 1988, pages 205-214.

SALGÓ, István, « Faiblesse des échanges technologiques entre la France et la Hongrie. Un point de vue hongrois », *Le courrier des pays de l'Est*, numéro 342, septembre 1989, pages

31-39.

SOKOLOFF, Georges, WILD, Gérard, « Les relations économiques de la France avec l'Est », dans COHEN, Samy, SMOUTS, Marie-Claude (dir.), *La politique extérieure de Valéry Giscard d'Estaing*, Paris, Fondation nationale des sciences politiques, 1985, pages 219-213.

TIRAPOLSKI, Anita, « Le commerce extérieur de la France avec les Pays de l'Est en 1970–1976. Évolution et structure », *Le Courrier des pays de l'Est*, numéro 210, septembre 1977, pages 3–37.

## **Sur le projet de confédération européenne :**

### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

BOZO, Frédéric, « The Failure of a Grand Design : Mitterrand's European Confederation (1989-1991) », *Contemporary European History*, numéro 17 (3), 2008, pages 391-412.

BOZO, Frédéric, « François Mitterrand et la fin de la guerre froide (1981-1991) », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, numéro 101-102, 2011(1), pages 39-45.

DUMAS, Roland, « Un projet mort-né : la Confédération européenne », *Politique étrangère*, numéro 3, 2001, pages 687-703.

GRACHEV, Andreï, « From the Common European Home to European Confederation: François Mitterrand and Mikhaïl Gorbachev in Search of a Road to a Greater Europe », dans BOZO, Frédéric, REY, Marie-Pierre, LUDLOW, N. Piers et NUTI, Leopoldo, (dir.), *Europe and the End of the Cold War : A Reappraisal*, Routledge, Londres, 2008.

MUSITELLI, Jean, « François Mitterrand, architecte de la Grande Europe. Le projet de Confédération européenne (1990-1991) », *Revue Internationale et stratégique*, numéro 82, 2011, pages 18-28.

PICHONNIER, Christopher, « La Hongrie et le projet mitterrandien de confédération européenne », *Öt Kontinens, az Új-és Jelenkori Egyetemes Történeti Tanszék tudományos közleményei* [Cinq Continents, Revue du département d'histoire moderne et contemporaine de l'université], numéro 2014/1, Budapest, ELTE, 2016, pages 241-260.

## **Sur la Hongrie, ses minorités et ses rapports de voisinage :**

### **Ouvrages :**

BUSTAN, René, *Les relations roumano-hongroises dans la perspective de la construction européenne*, Paris, Brochet, 2007.

PATAKI, Gábor Zsolt, *Étude géopolitique des minorités hongroises*, Paris, Institut hongrois de Paris, 2005.

STROSCHEIN, Thriller, *Ethnic Struggle, Coexistence, and Democratization in Eastern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2012.

### Articles et chapitres d'ouvrages :

BARANY, Zoltán, « The Regional Perspective », dans BRAUN, Aurel, BARANY, Zoltán (dir.), *Dilemmas of transition : the Hungarian experience*, New York et Oxford, Rowman and Littlefield, 1999, pages 91-111.

BÉHAR, Pierre, « Minorités hongroises », *Politique Internationale*, numéro 60, 1993.

CAPELLE-POGACEAN, Antonela, « Hongrie/Roumanie : rivalités et synergies dans la marche vers l'Europe », *Politique étrangère*, numéro 4, 1996, pages 853-866.

DURANDIN, Catherine, « Roumanie/Hongrie : peut-il y avoir une réconciliation ? », *Politique étrangère*, numéro 2, 1996, pages 385-395.

NELSON, Daniel, « Regional Security and Ethnic Minorities », dans BRAUN, Aurel et BARANY, Zoltán (dir.), *Dilemmas of transition : the Hungarian experience*, New York et Oxford, Rowman and Littlefield, 1999, pages 301-321.

POLAKOVA, Éva, « La minorité hongroise de Slovaquie », dans MATHIEN, Michel, SERAFÍNOVÁ, Danuša, *L'expression médiatique de la diversité culturelle en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Bruylant, 2012, pages 123-140.

PÓTI, László, « Les aspirations et dilemmes de la politique extérieure hongroise face à la crise yougoslave », *Politique étrangère*, numéro 2, 1992, pages 323-328.

PUICA, Gina, « Les minorités en Roumanie : une représentation toujours en crise? L'exemple magyar », dans MATHIEN, Michel, SERAFÍNOVA, Danusa, *L'expression médiatique de la diversité culturelle en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Bruylant, 2012, pages 317-331.

ROMSICS, Ignác, « Nation and State in Modern Hungarian History », *The Hungarian Quarterly*, volume 42, numéro 164, 2001, page 37-61.

SUCHARIPA, Ernst, KOFLER, Birgit, « La coopération régionale en Europe : l'exemple de la Pentagone », *Annuaire français de droit international*, volume 36, numéro 1, 1990, pages 739-743.

### **Sur la politique européenne de la France, sa politique centre-orientale et en particulier au regard des questions d'élargissement de l'UE.**

#### Ouvrages :

ATTALI, Jacques, *Europe(s)*, Paris, Fayard, 1994.

AYACHE, Georges-Henri, LOROT, Pascal, *La conquête de l'Est : la France dans le nouvel ordre international*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

BERKES, Antal, *L'opinion publique française face à l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne*, mémoire de Master I sous la direction de Philippe Mioche, Université de Provence, 2011.

BOSSUAT, Gérard, *Faire l'Europe sans défaire la France : 60 ans de politique d'unité européenne des gouvernements et des présidents de la République française, 1943-2003*, Berne, Peter Lang, 2007.

BOSSUAT, Gérard, *La France et la construction de l'unité européenne : de 1919 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2012.

DULPHY, Anne, MANIGAND, Christine, *La France au risque de l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2006.

ERDEI, Balázs, *Az Európai Unió keleti bővítése francia szemszögből* [L'élargissement de l'Union européenne à l'est du point de vue français], mémoire de master, Budapest, Budapesti Közgazdaságtudományi és Államigazgatási Egyetem [Université des sciences économiques et d'administration publique de Budapest], Társadalomtudományi Kar [Faculté des sciences sociales], 2000.

GAILLARD, Marion, *France-Europe : politique européenne de la France de 1950 à nos jours*, Bruxelles, De Boeck, 2010.

GERBET, Pierre, *La France et l'intégration européenne. Essai d'historiographie*, Berne, Peter Lang, 1995.

LEQUESNE, Christian, *La France dans la nouvelle Europe : assumer le changement d'échelle*, Paris, Les Presses de Sciences Po., 2008.

LEQUESNE, Christian, *Paris-Bruxelles : comment se fait la politique européenne de la France*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1993.

SZYDLOWSKA, Ewa, *Évolution des conceptions françaises de l'unification de l'Europe*, thèse de doctorat, sous la direction de Chantal Delsol et Ulicka Grazyna, soutenue à l'Université de Paris-Est le 6 novembre 2011.

#### Articles et chapitres d'ouvrages :

BRÜSTLOVÁ, Markéta, « La France et les perspectives d'élargissement à l'Est à travers le cas de l'adhésion de la République tchèque », dans SANDU, Traian (dir.), *Identités nationales, identité européenne, visibilité internationale – Aspects historiques, politiques et économiques de la construction européenne*, Paris, L'Harmattan, 2004.

COHEN-TANUGI, Laurent, « La politique européenne de la France à l'heure des choix », *Politique étrangère*, numéro 4, 1995, pages 857-864.

DELOCHE-GAUDEZ, Florence, « Les réactions de la France à l'élargissement à l'est de l'Union européenne », *L'Europe centrale et orientale – Dix ans de transformation (1989-1999)*, Paris, La documentation française, 2000, pages 51-68.

DELOCHE Florence, « La France et l'élargissement de l'Union européenne », *Études du CERI*, numéro 46, Paris, 1998, pages 1-39.

DULPHY, Anne, MANIGAND, Christine, « Jacques Chirac face au défi de l'élargissement de

- l'Union européenne », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 41-59.
- GOULARD, Sylvie, « La France, « pratiquante non croyante » ? Les vrais enjeux d'une présidence modeste », *Politique étrangère*, numéro 2, 2000, pages 343-357.
- GRIBINSKI, Jean-François, « Jacques Chirac et l'Europe : une politique réaliste », *Relations Internationales et Stratégiques*, numéro 25, printemps 1997, pages 66-81.
- HAJNALKA, Vincze, « Franciaország és az EU keleti bővítése, avagy a templom őrzőjének dilemmái » [La France et l'élargissement à l'Est, ou le dilemme des gardiens du temple], disponible en ligne : <http://www.hajnalka-vincze.com/Publications/21/hu>
- HOFFMAN, Stanley, « La France dans le monde 1979-2000 », *Politique étrangère*, numéro 2, 2000, pages 307-317.
- HOREL, Catherine, « L'intégration des pays d'Europe centrale dans l'Union européenne : crainte des uns et méfiance des autres », *Cahiers du Groupe de recherche sur l'histoire de l'Europe communautaire*, Cergy-Pontoise, 2003, pages 69-85.
- JABKO, Nicolas, « Comment la France définit ses intérêts dans l'Union européenne », *Revue française de sciences politiques*, volume 55, 2005, pages 221-242.
- KOJOKINE, Evguéni, « La politique étrangère française est-elle soluble dans une Europe unie », *Revue internationale et stratégique*, numéro 45, 2002, pages 105-111.
- LAMASSOURE, Alain, « Une politique étrangère commune : l'heure de vérité », *Politique étrangère*, numéro 4, 2002, pages 879-895.
- MARÈS, Antoine, « Jacques Chirac et l'Europe centrale », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 89-105.
- MARÈS, Antoine, « La vision française de l'Europe centrale, d'un prisme à l'autre (19e-20e siècles) », *Cahiers de Varsovie*, numéro 22, 1997, pages 377-390.
- MARÈS, Antoine, « De l'appétence française pour l'Europe centrale », *Ligeia*, XXIIe année, numéro 93-96, juillet-décembre 2009, pages 26-31.
- MICHEL, Bernard, « Europe centrale : la mission de la France », *Politique internationale*, numéro 32, été 1986, pages 305-313.
- MIARD-DELACROIX, Hélène, « Divergence et convergences franco-allemandes », dans LEQUESNE, Christian, VAÏSSE, Maurice, *La politique étrangère de Jacques Chirac*, Paris, Riveneuve, 2013, pages 59-73.
- MAJZA, Béatrice, « La France et l'élargissement de l'Union européenne à l'Europe balkanique, médiane et du Sud-Est », *Annuaire français des relations internationales*, volume 3, 2002, pages 447-460.
- MOREAU-DEFARGES, « La France et l'Europe : l'inévitable débat », *Politique étrangère*,

numéro 4, 2002, pages 951-966.

MOREAU-DEFARGES, Philippe, « La France et l'Empire », *Politique étrangère*, numéro 2, 2000, pages 333-342.

PARZYMIES, Stanisław, « La France et l'Europe centrale », *Annuaire français des relations internationales*, volume X, 2009.

RAFLIK, Jenny, « L'Europe centrale est-elle occidentale pour les dirigeants français ? De la guerre froide à l'OTAN », dans GRADVOHL, Paul, *L'Europe médiane au XXe siècle. Fractures, décomposition-recomposition-surcomposition*, Prague, CEFRES, 2011, pages 147-161.

ROMER, Jean-Christophe, SCHREIBER, Thomas, « La France et l'Europe centrale », *Politique étrangère*, numéro 4, 1995, pages 917-925.

RUPNIK, Jacques, « La France de Mitterrand et les pays de l'Europe du centre-est » dans COHEN, Samy (dir.), *Mitterrand et la sortie de la guerre froide*, COHEN, Samy (dir.), Paris PUF, 1998, pages 189-222.

RUPNIK, Jacques, « Paris et ' l'Autre Europe ' », *Politique Internationale*, numéro 67, 1995, pages 227-235.

SAUNIER, Georges, « Faire Maastricht », *Institut François Mitterrand*, Paris, 22 octobre 2012

SAUNIER, Georges, « Il faut réinventer les bases de l'accord franco-allemand : interview avec Elisabeth Guigou », *Institut François Mitterrand*, Paris, 17 décembre 2010.

SERRE (de la), Françoise, « Une Europe ou plusieurs », *Politique étrangère*, numéro 1, 1999, pages 21-34.

SERRE (de la), Françoise, « Le traité de Nice : déconstruction ou refondation de l'Union ? », *Politique étrangère*, numéro 2, 2001, pages 259-275.

SERRE (de la), Françoise, « La France et l'élargissement à l'est de l'Union européenne », *Annuaire français des relations internationales*, volume 5, 2004, pages 506-517.

SZEMLER, Tamás, « Az Európai Unió keleti kibővítésének forgatókönyvei Franciaország érdekei alapján » [Les scénarios d'élargissement de l'Union européenne à l'Est du point de vue des intérêts français], dans *Európai Tükör, Az EU országcsoportjainak fogadókészsége a közép keleteurópai országok csatlakozása esetére* [Miroir européen, la réceptivité des membres de l'UE vis-à-vis de la possibilité d'élargissement aux pays d'Europe du centre-est], Budapest, ISM, 1997.

VÉDRINE, Hubert, « Cohabitation, Europe : comment se fabrique la politique étrangère ? », *Politique étrangère*, numéro 4, 2002, pages 863-877.

VERNET, Daniel, « La France et l'Allemagne », *Politique étrangère*, numéro 4, 1995, pages 879-890.

VILLEPIN (de), Xavier, « Les habits neufs de la diplomatie française », *Relations Internationales et Stratégiques*, numéro 25, printemps 1997, pages 37-43.

YOST, David, « La France dans la Nouvelle Europe », *Politique étrangère*, numéro 4, 1990, pages 887-901.

### **Sur la question de l'élargissement de l'UE à l'Europe du centre-est :**

#### **Ouvrages :**

RÉAU, Élisabeth (du) et MANIGAND, Christine, *Vers la réunification de l'Europe : apports et limites du processus d'Helsinki de 1975 à nos jours*, Paris, L'Harmattan, 2005.

GAUTRON, Jean-Claude, *Les relations Communauté européenne / Europe de l'Est*, Paris, Economica, 1991.

KRIFA-SCHNEIDER, Hadjila, *L'élargissement de l'Union européenne : quels enjeux et défis majeurs ?*, Paris, L'Harmattan, 2007.

MAYHEW, Alan, *Recreating Europe. The European Union's Policy towards Central and Eastern Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

POGACSICS-ROUGUET, Otilia, *Les conditions de l'intégration optimale à l'Union européenne : le cas de la Hongrie*, thèse de doctorat en sciences économiques sous la direction de Jean-Hervé Lorenzi, soutenue à l'Université de Paris IX en 2002.

QIAO, Huijun, *L'impact de l'élargissement de l'Union européenne sur ses relations économiques intra et extra européennes*, mémoire de Master sous la direction de Robert Hertzog, ENA, 2005.

RUPNIK, Jacques, *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs et enjeux*, Paris, Presse de Sciences Po., 2004.

ZORGBIBE, Charles, *Histoire de la construction européenne*, Paris, PUF, 1993.

#### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

BOISSEAU, Pierre, « L'adhésion des PECO à l'Union européenne, aboutissement de la transition démocratique », dans POULALION, Gabriel (dir.), *L'ouverture de l'Europe vers l'est*, Tours, Presses universitaires François Rabelais, 2004, pages 28-34.

BONNAZ, Hervé, COURTOT, Nathalie, « L'ouverture des pays d'Europe centrale et orientale a bénéficié à l'Union européenne », *Économie et Statistiques*, numéro 279-280, 1994, pages 81-89.

DRAUS, Franciszek, « Un élargissement pas comme les autres... Réflexion sur les spécificités des pays candidats d'Europe centrale et orientale », *Notre Europe*, numéro 11, novembre 2002, pages

GASNIER-JEANNOT, Anne, « L'intégration de la Hongrie à l'UE : état des lieux », dans POULALION, Gabriel (dir.), *L'ouverture de l'Europe vers l'est*, Tours, Presses universitaires

François Rabelais, 2004, pages 35-52.

GRABBE, Heather, « Far away countries of which we know little », dans RUPNIK, Jacques , *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs et enjeux*, Paris, Presse de Sciences Po., 2004, pages 109-127.

GUÉROT, Ulrike, « Une nouvelle Constitution pour le Vieux continent ? », *Politique étrangère*, numéro 2, 2001, pages 325-340.

GUYADER, Maurice, « La politique économique de l'UE en direction des pays en transition », dans RÉAU, Élisabeth (du) (dir.), *L'élargissement de l'Union européenne : quels enjeux ? Quels défis ?*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2001, pages 17-26.

HALLAERT, Jean-Jacques, « L'Union européenne face aux élargissements », *Politique étrangère*, numéro 1, 1996, pages 165-178.

KWASNIEWSKI, Aleksander, « Réunir l'Europe », *Politique étrangère*, numéro 4, 1999, pages 847-854.

LEQUESNE, Christian, GRUNBERG, Gérard, « Une société méfiante, des élites sceptiques », dans RUPNIK, Jacques , *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs et enjeux*, Paris Presse de Sciences Po., 2004, pages 49-63.

LHOMEL, Édith, « L'élargissement de l'Union européenne à l'Est : l'état de la question en 1998 », *L'Europe centrale et orientale*, La documentation française, Paris, 1999, pages 11-25.

MARÈS, Antoine, « Central Europe in the fifth enlargement », dans LOTH, Wilfried (dir.), *Experiencing Europe, 50 years of European Construction*, Bruxelles, Nomos, 2006, pages 326-345.

MAYHEW, Alan, « L'assistance financière à l'Europe centrale et orientale : le programme Phare », dans MINK, Georges, WILD, Gérard, « L'élargissement à l'est de l'Union européenne : regards croisés », *Revue d'études comparatives est-ouest*, volume 27, numéro 4, 1996, pages 135-158.

MENTRÉ, Gilles, « Hongrie, Estonie, Lettonie : l'Union européenne et la citoyenneté », *Politique étrangère*, numéro 1, 2004, pages 137-150.

MOREAU-DEFARGES, Philippe, « L'unification communautaire et les bouleversements du paysage européen », *Politique étrangère*, numéro 1, 1990, pages 139-148.

MOSSÉ, Éliane, « Les pays d'Europe centrale et orientale et l'Union européenne : aspects économiques », *Politique étrangère*, numéro 1, 1996, pages 151-163.

PARZYMIES, Stanisław, « La Pologne et la Communauté européenne », *Politique étrangère*, numéro 2, 1992, pages 387-393.

PELINKA, Anton, « Autriche, la réticence de la proximité », dans RUPNIK, Jacques , *Les Européens face à l'élargissement. Perceptions, acteurs et enjeux*, Paris, Presse de Sciences Po., 2004, pages 83-105.

PISANI-FERRY, Jean, « L'Europe à géométrie variable : une analyse économique », *Politique étrangère*, numéro 2, 1995, page 447-465.

RIEDEL, Sabine, « Minorités nationales en Europe et protection des droits de l'Homme : un enjeu pour l'élargissement », *Politique étrangère*, numéro 1, 2001, pages 169-183.

RÜHE, Volker, « Identité européenne et partenariat transatlantique », *Politique Internationale*, numéro 62, hiver 1993-1994.

RUPNIK, Jacques, « De l'élargissement de l'Union à l'unification de l'Europe », *Pouvoirs*, numéro 106, 2003, pages 41-55.

RUPNIK, Jacques, « Le retour de l'histoire en Europe Centrale », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, numéro 36, octobre-décembre 1992, pages 53-60.

TOULEMON, Robert, « La construction de l'Europe (1979-1999) », *Politique étrangère*, numéro 3, 1999, pages 573-585.

VALKI, László, « Nouvel environnement européen et stabilité de l'Europe centrale », *Politique étrangère*, numéro 1, 1991 pages 157-164.

VERHEUGEN, Günter, « Le processus d'élargissement communautaire au lendemain du sommet de Nice », *Politique étrangère*, numéro 2, 2001, pages 301-310.

WILD, Gérard, « L'élargissement à l'est de l'Union européenne : regards croisés », *Revue d'études comparatives est-ouest*, volume 27, numéro 4, 1996, pages 79-107.

### **Sur la situation politique et économique intérieure hongroise au cours de la période 1989-2004 :**

#### **Ouvrages :**

ANTAL-MOKOS, Zoltán, *Privatisation, Politics and Economic performance in Hungary*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

ERLICH, Éva, RÉVÉSZ, Gábor, *Hungary and Its Prospects (1985-2005)*, Budapest, Akadémia Kiado, 1995.

HYDE-PRICE, Adrian, *The International Politics of East Central Europe*, Manchester, Manchester University Press, 1996.

KÖRÖSÉNYI, András, *Government and politics in Hungary*, Budapest, Central European University Press, 1999.

PRIDHAM, Geoffrey, ÁGH, Atilla (dir.), *Prospects for Democratic Consolidation in East-Central Europe*, Manchester et New York, Manchester University Press, 2001.

REUSS, Conrad, *La Hongrie en perspective : un facteur de modernité dans le bassin des Carpates*, Paris, L'Harmattan, 2003.

#### **Articles et chapitres d'ouvrages :**

FRICZ, Tamás, « The Orbán Government », dans SCHMIDT, Maria, TÓTH, László György, *From Totalitarian to Democratic Hungary. Evolution and Transformation (1990-2000)*, New York, Columbia University Press, 2000, pages 520-570.

HOLCBLAT, Norbet, « L'économie hongroise en 1995-1996 : stabilisation et ralentissement de la croissance », *Courrier des pays de l'Est*, numéro 409, 1996, pages 27-32.

HOREL, Catherine « Budapest, le 1er mai 2004 », *Transitions et sociétés*, Magna Europa 6, 2004, pages 87-89.

LHOMEL, Édith, « Hongrie : un bilan globalement positif », *L'Europe centrale et orientale : dix ans de transformations (1989-1999)*, Paris, La documentation française, 2000, pages 219-237.

PETROVIC, Liliane, « Hongrie. Luttés politiques et implications économiques », *Le Courrier des Pays de l'Est*, numéro 1026, juin-juillet 2002, pages 80-96.

PETROVIC, Liliane, « Hongrie 2002-2003. Bipolarisation et rééquilibrages économiques », *Le Courrier des pays de l'Est*, numéro 1036-1037, 2003, pages 75-92.

PETROVIC, Liliane, « Hongrie 2003-2004 , en bonne santé malgré quelques remous », *Le courrier des pays de l'Est*, numéro 1044, 2004, pages 81-90.

RESZLER André, « Un libéral national-chrétien : esquisse du portrait intellectuel de József Antall », *Revue d'Europe Centrale, Tome III /I*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1995, pages 1-8.

SCHREIBER, Thomas, « La Hongrie en 1993 : vers l'alternance », *L'Europe centrale et orientale : stabilisation politique, reprise économique*, Paris, La documentation française, 1994, pages 117-128.

SCHREIBER, Thomas, « La Hongrie en 1994-1995 : changements et continuités », *L'Europe centrale et orientale*, Paris, La documentation française, 1996, pages 153-163.

SCHREIBER, Thomas, « La Hongrie en 1996, un bilan plutôt positif », *L'Europe centrale et orientale*, Paris, La documentation française, 1997, pages 79-85.

SCHREIBER, Thomas, « La Hongrie en 1997, Lumière et ombre », *L'Europe centrale et orientale*, Paris, La documentation française, 1998, pages 91-98.

SCHREIBER, Thomas, « La Hongrie en 1998, vers le bipartisme », *L'Europe centrale et orientale*, Paris, La documentation française, 1999, pages 83-97.

SCHREIBER, Thomas, « La Hongrie : le bon élève de l'Europe centrale . Entretien avec Péter Medgyessy », *Politique Internationale*, numéro 98, hiver 2003.

SZOKOLOCZY-SYLLABA, Jean, « L'économie hongroise : bilan et options », *Revue d'Europe Centrale, Tome III /I*, Strasbourg, Centre d'études germaniques, 1995, pages 29-50.

# **ANNEXES**

## **TABLE DES ANNEXES :**

<b><u>ANNEXE 1 :</u></b> Allocution de François Mitterrand sur les relations franco-hongroises, la construction de l'Europe et la proposition de confédération européenne (Budapest, 18 janvier 1990).....	428
<b><u>ANNEXE 2 :</u></b> Allocution de François Mitterrand, sur l'enseignement du français à l'étranger et notamment en Hongrie (Budapest, 19 janvier 1990).....	431
<b><u>ANNEXE 3 :</u></b> Interview de François Mitterrand au journal <i>Népszabadság</i> (Budapest, 17 janvier 1990).....	432
<b><u>ANNEXE 4 :</u></b> Interview de François Mitterrand à la télévision hongroise (Paris, 15 janvier 1990).....	434
<b><u>ANNEXE 5 :</u></b> Traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie (11 septembre 1991).....	437
<b><u>ANNEXE 6 :</u></b> Carte de la Hongrie.....	441
<b><u>ANNEXE 7 :</u></b> Liste des ambassadeurs de France en Hongrie et de Hongrie en France.....	442
<b><u>ANNEXE 8 :</u></b> Liste des chefs d'État, des chefs de gouvernements et des ministres des Affaires étrangères français et hongrois (1989-2004).....	443
<b><u>ANNEXE 9 :</u></b> Chronologie des visites diplomatiques de haut niveau entre la France et la Hongrie (1989-2004).....	444
<b><u>ANNEXE 10 :</u></b> Carte sur l'enseignement du français en Hongrie (1996).....	446
<b><u>ANNEXE 11 :</u></b> Carte sur la présence économique française en Hongrie (1997).....	447
<b><u>ANNEXE 12 :</u></b> Évolution du commerce bilatéral franco-hongrois (1981-2005).....	448
<b><u>ANNEXE 13 :</u></b> IDE en Hongrie (1989-1999).....	449
<b><u>ANNEXE 14 :</u></b> Liste des partenariats franco-hongrois initiés ou soutenus par INFH (1995-2000).....	450
<b><u>ANNEXE 15 :</u></b> Discours de Jacques Chirac devant le Parlement hongrois (Budapest, 16 janvier 1997).....	451
<b><u>ANNEXE 16 :</u></b> Conférence de presse de Gyula Horn (Budapest, 17 janvier 1997).....	456
<b><u>ANNEXE 17 :</u></b> La Hongrie du Pacte de Varsovie à l'OTAN : chronologie.....	458
<b><u>ANNEXE 18 :</u></b> Conférence de presse de Ferenc Madl (Budapest, 23 février 2004).....	459

<b><u>ANNEXE 19</u></b> : Discours de Jacques Chirac devant le Parlement hongrois (Budapest, 24 février 2004).....	461
<b><u>ANNEXE 20</u></b> : Illustrations.....	466
<b><u>ANNEXE 21</u></b> : Notices biographiques des principales personnalités.....	481

## ANNEXE 1

**Allocution de François Mitterrand sur les relations franco-hongroises, la construction de l'Europe et la proposition de confédération européenne, prononcée à l'occasion du dîner d'État offert par Mátyás Szűrös, Président de la République de Hongrie par intérim, et son épouse.  
(Budapest, 18 janvier 1990).  
(Source : IFM).**

Monsieur le Président, Madame,

Permettez-moi de vous dire à vous-même, à vos convives, à tous vos compatriotes combien nous sommes heureux de nous retrouver en Hongrie, à ce moment de son histoire et de l'histoire de l'Europe.

Ma première visite dans votre pays date de 1982. Il s'agissait également de mon premier déplacement officiel en Europe centrale. Aujourd'hui, le visage de l'Europe change, plus vite et plus profondément que quiconque, il y a encore un an, quelques mois, n'eût osé l'espérer. Grâce au courage des peuples et grâce à ceux qui ont compris qu'il était temps que la liberté retrouvât ses droits, cette fin de siècle voit la renaissance de l'Europe.

Votre pays a été l'un des premiers, sinon le premier, à vouloir ce changement, à s'y préparer depuis longtemps, à y contribuer en décidant, d'appliquer, dans les faits, le principe de la libre circulation des hommes. J'ai rappelé le choix fait par la Hongrie des réformes économiques. Ce choix s'est renforcé, étendu à la sphère politique. Les premières élections libres depuis la guerre auront lieu au printemps de cette année. Et dans le même souffle, pourrait-on dire, la Hongrie renoue avec son passé, récent ou plus lointain, avec son histoire, avec sa culture. Je pense aux funérailles d'Imre Nagy, célébrées par tout un peuple, qui, dans l'allégresse et la gravité mêlées du souvenir, se retrouvait uni autour d'une idée de la patrie et de la liberté, qui n'a pas varié depuis que Petöfi la chantait et la défendait au prix de sa vie.

Monsieur le Président et madame, mesdames et messieurs, je veux vous dire que dans ce qu'elle entreprend la Hongrie peut être assurée du soutien et de l'amitié de la France, dans tous les domaines : économique, d'abord : nos échanges ont progressé, ce qui ne signifie pas que nous ne soyons pas désireux et capables de faire mieux. La création des premières sociétés mixtes franco-hongroises, l'implantation durable dans votre pays de bureaux de représentation de banques françaises sont de bon augure pour l'avenir. Eh bien, ces exemples doivent se multiplier. Le colloque qui vient de se dérouler avec la participation d'industriels des deux pays permettra, je le pense, de jeter les bases d'une coopération plus étroite encore.

Nous voulons également développer notre présence et notre action culturelle. Nous ne faisons en cela qu'obéir à une loi très ancienne qui, depuis des temps reculés, guide nos pays l'un vers l'autre. Le roi Étienne Ier n'invita-t-il pas des savants, clercs et moines de l'Abbaye de Cluny ? D'autres vinrent ensuite, de Cîteaux, de Clairvaux appelés par les grands monarques de Hongrie qui savaient à la fois combattre sur les confins et reconnaître la richesse de la culture humaniste. C'est en se réclamant de cette tradition illustre que nous devons travailler ensemble, échanger nos expériences, lancer des programmes de formation, en matière linguistique sans doute, mais aussi de gestion, d'informatique, d'économie. Nous sommes prêts, quant à nous, à multiplier ces initiatives avec votre aide, dans le cadre

notamment des lycées bilingues franco-hongrois. Il est normal, il est juste que s'exprime par un ensemble d'actions concrètes la solidarité entre nos deux nations. La réussite de ce qui se passe ici, comme dans les autres pays d'Europe centrale et orientale est en effet déterminante pour les nations occidentales. La communauté des Douze s'y est engagée en Hongrie, en Pologne et maintenant dans d'autres pays. Les programmes d'aide mis au point par la Commission, le lancement il y a trois jours à Paris de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, traduisent cette volonté. Encore ne sommes-nous qu'au début du chemin et nos efforts paraîtront-ils en ce jour significatifs par rapport à ce qu'il convient d'accomplir dans un avenir proche.

Il n'est pas utile, mesdames et messieurs, de vous présenter la Communauté des Douze. Dès septembre 1988, votre pays signait avec elle un accord de commerce et de coopération. Je sais que vous appréciez et que vous comprenez le travail de longue haleine qui nous conduit, nous les Douze, à renforcer nos structures, à instaurer un grand marché unique, à préparer l'Union économique et monétaire et, à mettre en chantier une Europe sociale. Mais ce qui se passe ici et dans votre environnement, nous impose d'aller plus vite. Une communauté forte, forte de sa réussite économique, mais forte aussi de ses idéaux de démocratie, de pluralisme, de respect des droits de l'homme est nécessaire à la construction de l'Europe tout entière à laquelle il nous faut réfléchir. Mais, vous-mêmes, vous êtes d'Europe autant que nous, vous appartenez à la Communauté européenne dans son ensemble. On peut imaginer des structures différentes. Mais État souverain égal riche d'histoire, je ne vois pas ce qui vous distinguerait de mon propre pays, sinon l'état présent, la démographie, les situations géographiques qui ne doivent aucunement empêcher un accord approfondi entre tous les peuples d'Europe. D'ores et déjà, l'allègement des tensions, la fin du silence, silence des individus, silence des Nations, silence qui pour certains s'apparentait à une sorte d'ordre, laissent apparaître des questions nouvelles ou bien anciennes et même très anciennes : l'éveil des nationalités, les aspirations des minorités, le devenir des alliances militaires.

Tout cela doit être traité et réglé dans une perspective d'ensemble. D'où la proposition que j'ai émise d'une confédération européenne qui associerait tous les États de notre continent tant qu'ils le voudront, bien entendu, ceux qui auront franchi les étapes de la démocratie et du pluralisme au sein d'une organisation commune et permanente d'échanges, de paix et de sécurité. Il s'agit là, j'en suis convaincu, de l'avenir. Et dans l'avenir chacun pourra se retrouver. Pourquoi imaginerait-on une Communauté des Douze représentant 320 millions d'habitants aujourd'hui première puissance commerciale du monde qui pourrait être aussi en tête sur le plan industriel, sur le plan de la recherche et qui ignorerait des pays voisins qui n'ont pas connu depuis peu de temps la même histoire, mais dont les racines plongent tout autant que les nôtres dans la réalité de l'Europe ?

Mais l'idée se précise, ces temps-ci, d'une réunion des 35 États membres de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe. J'ai proposé d'accueillir cette conférence à Paris, surtout pour faciliter le débat et hâter les démarches. Je crois qu'un élan majeur serait donné lors de ce sommet au processus de désarmement, plus prioritaire que jamais, à la coopération économique et à l'instauration d'un véritable État de droit dans toute l'Europe. Enfin, je tiens à dire que ce que nous ferons des dix années qui nous séparent de l'an 2000 commandera la suite et dira si nous avons su consolider l'immense espérance qui s'est levée en 1989.

Monsieur le Président, madame, l'année qui vient de s'écouler est souvent comparée, dans les chroniques qui fleurissent, à 1848. Or, en 1848, un hebdomadaire hongrois publié à Paris affirmait que la Hongrie était mieux connue à l'époque de Louis XIV qu'au milieu du XIXème siècle. C'est vrai que la France du XVIIème et celle du début du siècle des Lumières se passionna pour la Hongrie : Montesquieu s'y rendit, Voltaire analysa toutes les réalités de votre pays. Un trop long oubli ou un trop long silence, une trop longue séparation, mais qu'est-ce que deux siècles ? Je pense que les conditions sont maintenant réunies pour que

s'épanouisse à nouveau un intérêt si ancien pour que revive surtout une amitié active, séculaire. C'est dans cet esprit, monsieur le Président, que je vous propose de lever nos verres, selon la tradition qui nous est commune. À votre santé, monsieur le Président, madame, à la santé de ceux que vous aimez, de ceux que vous avez rassemblés autour de cette table auxquels je m'adresse de la même façon et puis au-delà de vos personnes, au-delà de cette salle, au-delà de ce lieu, au peuple hongrois tout entier que je salue comme un ami de mon peuple et que j'ai été heureux de venir rencontrer dans son propre pays.

## ANNEXE 2

### **Allocution de François Mitterrand, sur l'enseignement du français à l'étranger et notamment en Hongrie.**

**(Budapest, 19 janvier 1990).**

**(Source : IFM).**

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de vous rencontrer puisque vous enseignez notre langue et que vous avez donc pénétré notre culture et notre histoire. C'est très intéressant pour moi et les Français qui sont en visite en Hongrie de savoir que nos peuples pourront mieux se comprendre, mieux échanger grâce à votre effort. On a d'ailleurs décidé d'augmenter les moyens mis à la disposition des enseignants pour que de plus en plus de jeunes hongrois puissent accéder à une culture française.

Il y a une grande compétition mondiale des langues. Certaines langues, notamment la langue anglaise, appuyée par la puissance américaine et par la commodité que cela représente sur le plan commercial, gagne de vitesse les autres langues en Europe. Mais enfin, la France a d'autres atouts. Il faut qu'elle les utilise. Et je vous remercie de nous y aider. Vous êtes les intermédiaires obligés, sans vous nous ne pouvons rien faire. C'est vous qui êtes porteurs de notre culture qui pouvez très justement réaliser la synthèse entre la culture propre à ce pays et la culture propre au nôtre. C'est un rôle, je crois, passionnant que de pouvoir enseigner, mais très difficile.

Je ne sais pas si vous rencontrez, en France, quand vous y allez, tous les concours dont vous auriez besoin, je le souhaite. Je pense que l'on pourrait faire mieux. Vous ne me le direz pas par politesse... Je vais demander au ministre des Affaires étrangères, de classer ce problème de l'enseignement de la langue à l'étranger et particulièrement en Hongrie, parmi les problèmes importants, prioritaires des prochains budgets. Car nous devons faire des efforts nous aussi, si nous voulons que notre langue et notre culture soient diffusées à travers le monde. Il faut qu'on vous aide. Je suppose que la plupart d'entre vous, sinon tous, êtes venus en France. Oui, dans certains pays j'ai rencontré des professeurs dont le mérite était très grand, car ils n'étaient jamais venus dans notre pays, ils avaient appris sur place. Évidemment c'est encore plus enrichissant quand on peut rencontrer, vivre même quelque temps, des jours, des semaines, des mois dans le pays dont on enseigne la langue, mais il faut faciliter aussi le voyage et les stages. J'espère que les ministres écouteront. Cette fois je dois être un peu leur professeur.

## ANNEXE 3

### **Interview de François Mitterrand au journal *Népszabadság*.**

**(Budapest, 17 janvier 1990).**

**(Source : IFM).**

**Question :** Monsieur le Président, dans votre message de Nouvel An, vous avez mentionné que la future Confédération européenne devrait créer un organisme commun et permanent en vue de garantir le commerce, la paix et la sécurité. Cet organisme serait-il un prolongement de l'Accord d'Helsinki, ou bien un autre cadre, ou encore une association à d'autres institutions ouest-européennes existant déjà?

**Réponse :** Les principes qui ont été inscrits, il y a de cela quinze ans, dans la déclaration finale de la Conférence d'Helsinki, doivent continuer à inspirer les relations politiques, économiques, culturelles des États de notre continent. La future Confédération européenne aura à s'y référer. Elle aura aussi à tenir compte de ce qui a déjà été fait en Europe pour rapprocher les pays, pour les faire collaborer, dans le domaine économique en particulier. Mais il est trop tôt encore pour figer ce qui en sera le cadre précis. Cette confédération aura une vocation très large : c'est pour cela que j'ai parlé à la fois de sécurité et d'échanges ce qui, vous en conviendrez, va au-delà des seules relations commerciales. Elle aura pour vocation de réunir pour quelques grandes tâches les États d'Europe qui cesseront ainsi d'être artificiellement séparés. Mais comme je l'ai dit le 31 décembre 89 cela suppose que soit parachevée la marche vers la démocratie.

**Question :** Sur la voie menant à la Conférence européenne, quel serait l'avenir des deux blocs militaires actuels, l'OTAN et le Pacte de Varsovie ? Subsisteraient-ils ? Se transformeraient-ils en organisations ? Cesseraient-ils d'exister ?

**Réponse :** Ne nous hâtons pas trop, même dans les anticipations. Les Alliances existent et ne sont pas près de se dissoudre. Ce qui me semble, à l'heure actuelle, essentiel dans le domaine de la sécurité est la poursuite de l'effort entrepris par chacun des pays européens pour parvenir à un nouvel équilibre des forces conventionnelles, à des niveaux considérablement réduits. Les événements actuels favorisent plus que jamais cette démarche dont je souhaite vivement qu'elle aboutisse, cette année, à un accord.

**Question :** La majorité des pays d'Europe de l'Est sont exsangues sur le plan économique, et ont besoin d'un soutien international pour se remettre sur pied. N'ont-ils pas cependant à craindre de devenir de ce fait le théâtre de luttes d'influence de grandes puissances, ou bien encore des influences de grandes puissances fortement unilatérales pourront renaître dans cette région ?

**Réponse :** Le risque que vous évoquez est réel, mais il ne doit pas être surestimé. Les besoins des pays d'Europe de l'Est dans l'ordre économique, financier, dans le secteur de la formation sont très importants. Il y a donc place pour tous ceux qui voudront contribuer à l'épanouissement démocratique et économique de cette zone. Mais il est vrai que nous devons éviter les luttes d'influence, génératrices de gaspillage, de mauvaise utilisation des ressources disponibles. Cette préoccupation d'assurer une meilleure coordination des concours a inspiré les Sept lorsqu'ils ont décidé au Sommet de l'Arche, que je présidais en juillet 1989, de confier à la Commission des Communautés européennes la responsabilité de coordonner les aides à la

Hongrie et à la Pologne. Le mécanisme fonctionne - il regroupe 24 pays - et doit permettre d'éviter l'écueil que vous mentionnez. Par ailleurs, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, dont j'ai proposé en octobre la création et dont la mise en place est en cours, apportera le soutien nécessaire au redressement économique des pays d'Europe centrale et orientale.

**Question :** Dans vos vœux de Nouvel An, vous avez dit : "Ou bien la tendance à l'émiettement se poursuit, et nous retrouvons l'Europe de 1919. On connaît la suite -, ou bien l'Europe se reconstruira". En ce qui nous concerne, le sort des Hongrois vivant au-delà de nos frontières ne nous est pas indifférent et nous ne pouvons imaginer l'Europe future qu'avec la garantie démocratique des droits humains et nationaux des minorités. Pouvons-nous compter sur le soutien et l'influence de la France dans le règlement de ces questions, dans un esprit d'amitié et de compréhension avec nos voisins ?

**Réponse :** La prise en compte des droits des minorités est déterminante si l'on veut éviter une remise en cause des frontières héritées du Traité de Versailles ou des accords conclus au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Même si ces traités et accords sont imparfaits. Tous les pays européens en sont convenus lors de la Conférence d'Helsinki. Bien entendu, là où elles se trouvent, les minorités doivent vivre dans la plénitude de leurs droits. Ne pas prêter attention à leurs demandes légitimes serait, alors, s'exposer à un révisionnisme territorial dangereux pour la stabilité et la paix.

**Question :** En tant que Président de la République c'est la deuxième fois que vous effectuez une visite en Hongrie. Quelle est votre appréciation sur l'évaluation de nos relations bilatérales depuis votre dernière visite et qu'attendez-vous de votre voyage actuel ? Dans l'optique des changements politiques et économiques qui se sont produits en Hongrie, quelles nouvelles possibilités voyez-vous pour le développement ultérieur de nos relations ? Peut-on attendre de ce voyage l'élargissement de la coopération économique réellement nécessaire à la Hongrie ?

**Réponse :** Nous avons avec la Hongrie, de longue date, des relations de très bonne qualité, dont attestent la fréquence et la régularité des visites entre responsables gouvernementaux entre l'un et l'autre État. La France a toujours été attentive aux positions originales adoptées par la Hongrie et a répondu positivement à l'accueil fait dans votre pays aux entreprises étrangères. Sur le plan du commerce et des projets communs, des résultats satisfaisants ont été atteints. Compte tenu des données nouvelles, des choix faits récemment par la Hongrie en matière politique et économique, nous pouvons, nous voulons faire davantage. La France s'y emploie en tant qu'état membre de la Communauté économique européenne : elle a soutenu notamment le principe de l'octroi à la Hongrie du crédit-relais d'un milliard de dollars qu'elle demandait. Mais les actions se mènent aussi bilatéralement. Le voyage que je m'apprête à faire à Budapest, accompagné d'une délégation de ministres exerçant des responsabilités économiques, d'hommes d'affaires, d'industriels va, je l'espère, ouvrir des champs nouveaux à notre coopération, dans les domaines économiques, bien sûr, industriels, bancaires, culturels, mais aussi dans celui de la formation.

## ANNEXE 4

### **Interview de François Mitterrand à la télévision hongroise, (Paris, 15 janvier 1990). (Source : IFM).**

**Question :** Monsieur le Président, l'année dernière il y avait des changements considérables dans les pays de l'Est. Est-ce que ces changements qui sont intervenus dans les structures de ces pays ne risquent pas de bouleverser la construction de l'Europe prévue en 1992 ?

**Réponse :** Je ne vois pas pourquoi cela se produirait de cette façon. Les événements qui se sont produits dans l'Europe de l'Est doivent être considérés en tant que tels, méritent d'être traités avec la plus grande attention, mais ne gênent en rien - peut-être au contraire - la construction de l'Europe des Douze prévue sous forme d'un marché unique et donc de la disparition des frontières à compter du 31 décembre 1992. Ces événements offrent une ouverture importante pour les relations entre la Communauté des Douze et chacun des pays des Douze d'une façon bilatérale, et les pays de l'Europe de l'Est qui se trouvent aujourd'hui disposer d'une plus grande capacité de décision autonome et qui le voudront. Je vois donc cela comme des éléments complémentaires et non pas contradictoires. Il est complémentaire de renforcer l'Europe des Douze et de penser dès maintenant aux mécanismes et aux institutions qui pourraient permettre aux pays de l'Europe de l'Est qui le souhaiteront de travailler avec les pays de la Communauté.

**Question :** Justement, certains critiquent votre idée de confédération disant que c'est un peu idéaliste parce que cela n'a jamais réussi dans l'histoire de cette région de l'Europe. Comment imaginez-vous le rapprochement des pays de l'Est et de l'Europe des Douze ?

**Réponse :** On n'avait jamais non plus réuni une Communauté comme celle des Douze. Ce sont, en effet, des phénomènes tout à fait modernes et qui n'ont pas de précédent. Cela est dû sans doute à l'autodestruction de l'Europe au cours de deux grandes guerres mondiales et aux désastres qui s'en sont suivis, en particulier la disparition de l'Europe en tant que partenaire des affaires mondiales. Donc, l'argument "on n'avait jamais vu" n'est pas un argument suffisant. Pour moi qui suis Français et qui parle au nom de la France, l'axe même de notre politique, c'est la Communauté des Douze. Nous estimons qu'il faut renforcer les structures et lui donner un contenu de plus en plus dynamique pouvant aller jusqu'à la décision politique commune. Mais quand je vois se développer une véritable révolution dans les structures des différents pays de l'Europe de l'Est, je pense qu'il serait tout à fait absurde et dangereux pour l'Europe elle-même d'exclure ces pays qui sont en pleine évolution, d'une démarche commune à l'Europe. Si l'on peut s'arrêter à cette image, il y aurait d'une part un premier cercle avec des institutions fortes et fermes, des disciplines, c'est la Communauté des Douze ; et un deuxième cercle de démarches en commun, d'échanges de toutes sortes, de sécurité garantie entre les Douze et tous les autres qui sont prêts. Votre pays, la Hongrie, se pose aujourd'hui, pas mal de questions. Quelles seront ses relations avec l'ensemble des pays qui sont aujourd'hui au sein du Conseil de l'Europe, et plus encore au sein de la Communauté ? La Pologne se pose le même type de question. Il est probable que la Tchécoslovaquie ne va pas tarder à se les poser, et les autres aussi. Il faut apporter une réponse à ces pays. Il faut leur ouvrir l'horizon. Il faut qu'ils sachent qu'ils pourront en tant qu'états souverains traiter avec leurs partenaires de l'Europe de l'Ouest et avec la Communauté. Car il ne s'agit pas de substituer à la Communauté des Douze une vague confédération. Il s'agit d'une autre construction complémentaire.

**Question :** Pensez-vous que ces pays devraient se rapprocher un par un, vers la Communauté des Douze ou essayer de faire d'abord une confédération entre eux ?

**Réponse :** Je ne veux rien dicter. C'est un projet que j'ai développé. Il mérite discussion avec tous nos partenaires. Personnellement, je pense qu'il n'y a aucune raison de ne pas prévoir une marche de chaque État vers une confédération commune. Je ne vois pas pourquoi nous passerions par toute une série de démarches institutionnelles intermédiaires. Il y a le cadre de la CSCE, étant entendu que les objectifs d'Helsinki sont tout à fait clairs, mais particuliers. Il y a des pays non européens qui prennent part à ces discussions. Mais on peut très bien imaginer à partir des bases de cette conférence la naissance d'institutions européennes communes à l'Est et à l'Ouest, y compris l'Union soviétique. Cela suppose naturellement aussi une démarche vers la démocratie. Il n'y aura pas de confédération européenne, d'institutions communes s'il y a une trop grande disparité entre les systèmes politiques, économiques, sociaux des différents pays membres.

**Question :** En Europe centrale, la question des minorités joue toujours un rôle important. Selon vous, comment peut-on résoudre ce problème qui n'a pas trouvé de solution pendant quarante ans de socialisme ?

**Réponse :** Vous avez des impératifs. Le premier d'entre eux, c'est qu'on ne peut pas remanier les frontières autrement qu'à l'amiable, d'une façon diplomatique. Tout cela peut se discuter, mais pas par des moyens de force sous une forme ou sous une autre, force politique, force militaire, force économique. La seule réponse est dans le statut interne des actuels États européens. Pour régler le sort des minorités d'une façon suffisamment satisfaisante, il n'y a pas trente-six réponses possibles c'est soit le fédéralisme, en tout cas la décentralisation, et certaines formes de décisions autonomes à l'intérieur de la souveraineté de l'état. Il n'y a pas d'autre marche, sinon vous verrez des antagonismes se développer entre les minorités et les majorités, des conflits graves, peut-être des effusions de sang et un remue-ménage de nationalités qui s'exacerberont au travers de l'Europe tout entière avec un effet de contagion. Ce problème se pose à peu près partout.

**Question :** Est-ce que la France fait une préférence parmi par exemple les pays de l'Est, comme on dit que par exemple l'Allemagne a une relation très rapprochée avec le DDR 'RDA' avec la Tchécoslovaquie. Est-ce que c'est vrai que la France renforce plutôt ses positions avec la Pologne et la Roumanie ?

**Réponse :** Ce sont les affinités traditionnelles, mais cela ne part pas d'un principe, il n'y a pas de stratégie pour cela. La Pologne et la Roumanie puisqu'ils sont les deux pays que vous citez ont eu à travers les siècles précédents des relations particulières avec la France qui ont un certain caractère affectif. En même temps c'est le juste intérêt de ces différents pays. Nous n'avons pas l'intention de mettre un terme à cette nature privilégiée de nos relations, mais ce n'est pas une politique exclusive à l'égard de quiconque.

**Question :** Comment voyez-vous la relation avec la Hongrie entre la France et la Hongrie et surtout Hongrie où sont intervenus beaucoup de changements, quels sont les plans de l'amélioration politiquement et économiquement ?

**Réponse :** Il faut multiplier nos échanges. Nos deux pays sont très voisins, mais nous ne nous connaissons pas beaucoup. Il faut dire que l'histoire des derniers siècles a fait que nos centres

d'intérêt n'ont pas été les mêmes | Nous appartenions à des ensembles différents et de ce fait le courant des échanges ne s'est pas essentiellement dirigé de Budapest vers Paris ou de Paris vers Budapest. Malgré cela, nous avons quand même beaucoup de raisons de nous rencontrer, de nous connaître et de travailler ensemble. On peut relever d'une façon importante le niveau de nos échanges économiques et culturels et par voie de conséquence de nos échanges politiques. Non seulement entre la France et la Hongrie mais aussi entre la Communauté et la Hongrie. C'est en tout cas le souhait que je forme et j'y travaillerai.

**Question :** J'ai vu qu'il y a beaucoup d'hommes d'affaires français qui vont vous accompagner, cela signifie quelque chose ?

**Réponse :** Nous souhaitons que nos relations ne se développent pas uniquement à la tête, mais que l'ensemble des activités françaises et des activités hongroises s'interpénètrent dans la dynamique que je viens d'exposer.

**Question :** Encore une dernière question. Économiquement que pensez-vous que les pays des Douze et la France financièrement peuvent aider ces pays qui souffrent de problèmes.

**Réponse :** Ils l'ont déjà fait, ils doivent continuer et la France est prête à donner l'exemple. Je voudrais profiter de cette conversation que vous m'avez offerte et dont je vous remercie pour transmettre au peuple hongrois le témoignage de mon attachement. C'est un peuple fier, un peuple qui a su préserver son identité à travers des événements de l'histoire souvent contraires. Venant sur son sol je tiens à dire à ce peuple, en même temps qu'à ses dirigeants, le plaisir que j'ai de revenir en Hongrie.

## **ANNEXE 5**

### **Traité d'entente et d'amitié entre la République française et la République de Hongrie.**

(Source: Sénat).

La République française et la République de Hongrie,

Se félicitant de l'impulsion récente donnée à leurs relations dans une Europe réconciliée et désireuses de leur conférer une qualité nouvelle;

Réaffirmant leur attachement aux valeurs de démocratie, de liberté et de justice et leur volonté d'en assurer un respect effectif;

Conscientes de ce que l'avenir des rapports entre les deux États est indissolublement lié au renforcement de la paix, de la sécurité et de la stabilité en Europe;

Fidèles à leurs obligations découlant du droit international, et notamment de la Charte des Nations Unies;

Confirmant les engagements qu'elles ont souscrits dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe et conscientes de l'importance des décisions adoptées lors de la réunion à Paris des Chefs d'état et de Gouvernement de la C.S.C.E.;

Convaincues de la nécessité de promouvoir de nouvelles solidarités sur l'ensemble du continent européen;

Prenant en compte les compétences des Communautés européennes et les perspectives d'évolution de celles-ci vers une union politique, sont convenues de ce qui suit:

#### **Article 1er**

Sur la base de l'amitié nouvelle qui prévaut désormais entre elles, la République française et la République de Hongrie décident d'approfondir et de diversifier leurs liens de coopération dans un esprit de confiance et solidarité, de manière à établir entre elles un véritable partenariat.

#### **Article 2**

1. La République française et la République de Hongrie participent à la construction d'une Europe pacifique, solidaire et prospère. Elles agissent pour que l'Europe évolue vers une communauté de droit et de démocratie et contribuent au développement de liens de solidarité dans la perspective de la mise en place d'un ensemble pouvant prendre la forme d'une confédération.

2. La République française s'engage à favoriser le rapprochement et le développement de relations étroites entre la République de Hongrie et les Communautés européennes. Dans ce but, elle appuie la conclusion rapide d'un accord d'association entre la République de Hongrie et les Communautés européennes. Elle considère de manière positive la perspective de l'adhésion de la République de Hongrie aux Communautés européennes, lorsque les conditions seront réunies.

3. Les engagements auxquels souscrit la République française dans les accords bilatéraux franco-hongrois respectent les compétences des Communautés européennes et les dispositions arrêtés par leurs institutions.

#### **Article 3**

1. La République française et la République de Hongrie collaborent au maintien de la paix et au renforcement de la sécurité en Europe. Dans le cadre de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe, elles agissent pour accroître la stabilité sur notre continent et y poursuivre un processus ééibré de désarmement classique et d'amélioration de la confiance. Elles soutiennent la mise en place de structures et de mécanismes propres à renforcer l'efficacité de la C.S.C.E. en matière de prévention des conflits et de règlement pacifique des différends. Elles s'efforcent de contribuer à la conclusion d'autres accords portant sur le renforcement de la sécurité et de la confiance en Europe.

2. La République française et la République de Hongrie reconnaissent l'importance primordiale du règlement satisfaisant de la question des minorités nationales pour la stabilité et la sécurité en Europe, le renforcement de la démocratie et l'approfondissement de la confiance et de la coopération entre les États. Sur cette question, elles s'efforcent, en conformité avec leurs règles constitutionnelles propres, de contribuer, au sein des forums européens appropriés, à l'élaboration de solutions acceptables, fondées sur le respect des droits de l'homme, du droit international public et des principes et valeurs démocratiques communs, en tenant compte des situations concrètes et des spécificités historiques.

#### **Article 4**

1. La République française et la République de Hongrie exploitent pleinement les nouvelles possibilités nées des changements profonds survenus en Europe et établissent entre elles un véritable partenariat dans tous les domaines de leur coopération.

2. A cet effet, les Parties organisent entre elles des consultations régulières, dans un cadre bilatéral ou multilatéral, sur les questions d'intérêt mutuel et les problèmes internationaux majeurs.

Des rencontres au plus haut niveau sont organisées par accord entre les Parties. Les ministres des Affaires étrangères, qui suivent la mise en œuvre générale du présent Traité, se réunissent au moins une fois par an. Des réunions de travail entre représentants des deux ministères des Affaires étrangères se tiennent au moins une fois par an.

3. Ces consultations devront permettre aux Parties de mieux organiser leur coopération, d'harmoniser leurs positions en matière de politique étrangère, notamment européenne, et de favoriser l'intégration de la République de Hongrie dans la communauté des nations démocratiques.

4. Les Parties concluent, en tant que de besoin, les accords ou arrangements destinés à mettre en application les dispositions du présent Traité.

#### **Article 5**

Prenant en compte les changements fondamentaux survenus en Europe en matière de sécurité et, en particulier, la fin d'une situation de confrontation, la République française et la République de Hongrie développent et approfondissent leurs relations sur le plan militaire, et procèdent de manière régulière, dans un cadre bilatéral et multilatéral, à des échanges de vues sur leurs conceptions dans le domaine politique et militaire. Elles favorisent à cette fin les contacts associant les Ministères des Affaires étrangères et de la Défense, ainsi que les États-majors des armées de leurs deux États.

#### **Article 6**

Au cas où surgirait, en particulier en Europe, une situation qui, de l'avis d'une des Parties,

créerait une menace contre la paix, une rupture de la paix, ou mettrait en cause ses intérêts majeurs de sécurité, cette Partie peut demander à l'autre Partie que se tiennent sans tarder des consultations entre elles à ce sujet. Les Parties s'efforceront d'adopter une position commune sur les moyens de surmonter cette situation.

#### **Article 7**

1. La République française et la République de Hongrie favorisent le développement de leurs relations économiques et financières et l'établissement de liens directs entre opérateurs économiques des deux pays.

2. Chaque Partie s'efforce d'améliorer les conditions de l'activité sur son territoire des entreprises de l'autre Partie. Elles soutiennent notamment les projets de coopération impliquant les petites et moyennes entreprises.

3. Afin de contribuer au développement d'une économie de marché en Hongrie, les Parties mettent en œuvre une coopération appropriée, qui comprend notamment la formation des acteurs de la vie économique et sociale, la réorganisation de l'administration et la mise en place de nouvelles règles de droit. La République française s'engage à poursuivre les actions déjà entreprises.

#### **Article 8**

La République française et la République de Hongrie développent une coopération étroite dans des secteurs qui revêtent une importance particulière pour leur avenir et dans la perspective de création d'un ensemble européen, notamment dans les domaines suivants:

- coopération juridique et administrative ;
- technologies nouvelles;
- équipement et transports;
- industrie;
- énergie;
- agriculture, agroindustrie et agroalimentaire;
- affaires sociales et santé;
- environnement.

#### **Article 9**

1. La République française et la République de Hongrie, désireuses de contribuer à la création d'un nouvel espace culturel européen, renforcent leur coopération dans les domaines de la science, de la technique et de la culture, en donnant la priorité aux actions de formation.

2. Les Parties encouragent le développement de l'enseignement de la langue française en Hongrie et de la langue hongroise en France. Elles attachent une importance particulière aux formations linguistiques, qui constituent un préalable nécessaire à des actions de coopération durables, ainsi qu'à la connaissance, par leurs peuples, de leurs cultures respectives, condition d'une relation vivante et authentique.

3. Les Parties encouragent particulièrement la coopération entre établissements d'enseignement supérieur et de recherche et l'élaboration de projets scientifiques communs cohérents avec les programmes européens correspondants.

4. Chaque Partie apporte son soutien aux activités de l'institut culturel de l'autre Partie.
5. Pour assurer une meilleure compréhension entre les peuples français et hongrois, les Parties développent leur coopération dans le domaine des médias et facilitent la diffusion des livres et de la presse du pays partenaire.

#### **Article 10**

1. La République française et la République de Hongrie favorisent la coopération entre les Parlements et les parlementaires des deux États.
2. Les Parties encouragent les contacts directs et l'établissement d'une coopération entre les collectivités locales des deux États, dans le respect des objectifs définis par le présent Traité.
3. Les Parties facilitent également la coopération entre les organisations politiques, sociales et syndicales des deux États.

#### **Article 11**

La République française et la République de Hongrie encouragent les contacts entre ressortissants des deux États, notamment les échanges entre jeunes Français et jeunes Hongrois.

#### **Article 12**

La République française et la République de Hongrie coopèrent dans la lutte contre la criminalité organisée, notamment contre le terrorisme, le trafic de stupéfiants ainsi que les exportations illégales de biens culturels.

#### **Article 13**

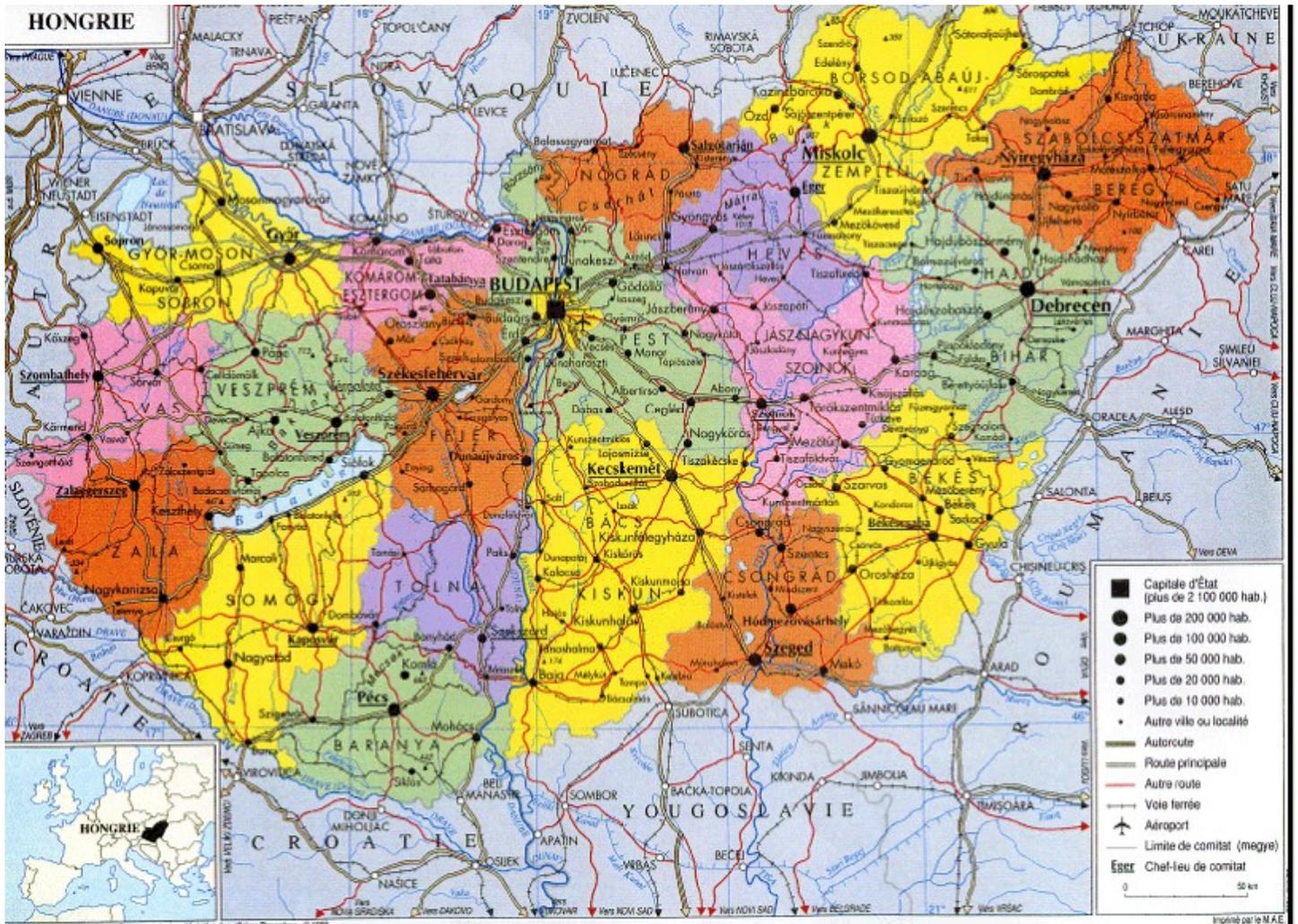
Les dispositions du présent Traité n'affectent en rien les engagements des Parties à l'égard des États tiers et ne sont dirigées contre aucun d'entre eux.

#### **Article 14**

1. Le présent Traité sera soumis à ratification et entrera en vigueur trente jours après l'échange des instruments de ratification.
2. Le présent Traité est conclu pour une durée de dix ans. Sa validité sera prorogée par tacite reconduction.

# ANNEXE 6

Carte de la Hongrie.  
(Source: MAE).



## **ANNEXE 7**

### **Liste des ambassadeurs de France en Hongrie (1989-2004).**

- Christiane Malitchenko (13 mars 1986 – 22 décembre 1989).
- Pierre Brochand (23 décembre 1989 – 4 août 1993).
- François Nicoullaud (5 août 1993 – 5 mars 1997).
- Paul Poudade (6 mars 1997- 20 décembre 2001).
- Dominique de Combles de Nayves ( 21 décembre 2001 – 29 août 2004).
- Philippe Zeller (30 août 2004 – 16 septembre 2007).

### **Liste des ambassadeurs de Hongrie en France (1989-2004).**

- Rezső Palotás (1er septembre 1984 – 18 juin 1989).
- Gábor Nagy (19 juin 1989 – août 1990).
- János Szávai (août 1990 – septembre 1994).
- Béla Szombati (septembre 1994 – septembre 1999).
- Dezső Kékessy (septembre 1999 – 15 octobre 2002).
- André Erdős (16 octobre 2002 – décembre 2006).

## **ANNEXE 8**

### **Liste des chefs d'État, des chefs de gouvernements et des ministres des Affaires étrangères français et hongrois (1989-2004).**

#### **FRANCE :**

##### **Chefs de l'État :**

François Mitterrand (21 mai 1981 - 19 mai 1995).

Jacques Chirac (20 mai 1995 - 16 mai 2007).

##### **Premiers ministres:**

Michel Rocard (10 mai 1988 – 15 mai 1991).

Édith Cresson (15 mai 1991 – 2 avril 1992).

Pierre Bérégovoy (2 avril 1992 – 29 mars 1993).

Édouard Balladur (29 mars 1993 – 10 mai 1995).

Alain Juppé (17 mai 1995 – 2 juin 1997).

Lionel Jospin (3 juin 1997 – 6 mai 2002).

Jean-Pierre Raffarin (6 mai 2002 – 31 mai 2005).

##### **Ministres des Affaires étrangères :**

Roland Dumas (10 mai 1988 – 28 mars 1993).

Alain Juppé (30 mars 1993 – 11 mai 1995).

Hervé de Charette (18 mai 1995 – 2 juin 1997).

Hubert Védrine (4 juin 1997 – 6 mai 2002).

Dominique de Villepin (7 mai 2002 – 30 mars 2004).

Michel Barnier (31 mars 2004 – 31 mai 2005).

#### **HONGRIE :**

##### **Chefs de l'État :**

Mátyás Szűrös (23 octobre 1989 – 2 mai 1990).

Árpád Göncz (2 mai 1990 – 4 août 2000).

Ferenc Madl (4 août 2000 – 5 août 2005).

##### **Premiers ministres:**

Miklós Németh (24 novembre 1988 – 23 mai 1990).

József Antall (23 mai 1990 – 12 décembre 1993).

Péter Boross (12 décembre 1993 – 15 juillet 1994).

Gyula Horn (15 juillet 1994 – 6 juillet 1998).

Viktor Orbán (6 juillet 1998 – 27 mai 2002).

Péter Medgyessy (27 mai 2002 – 27 septembre 2004).

Ferenc Gyurcsány (29 septembre 2004 – 29 septembre 2009).

##### **Ministres des Affaires étrangères :**

Péter Várkonyi (8 juillet 1983 – 10 mai 1989).

Gyula Horn (10 mai 1989 – 23 mai 1990).

Géza Jeszenszky (23 mai 1990 – 15 juillet 1994).

László Kovács (15 juillet 1994 – 8 juillet 1998).

János Martonyi (8 juillet 1998 – 27 mai 2002).

László Kovács (27 mai 2002 – 28 novembre 2004).

Ferenc Somogyi (1er novembre 2004 – 9 juin 2006).

## ANNEXE 9

### **Chronologie des visites diplomatiques de haut-niveau entre la France et la Hongrie (1989-2004)<sup>2365</sup>.**

**1989 :** Pas de visites.

**1990 :** 18-19 janvier : François Mitterrand, Président de la République, en Hongrie.  
18-19 janvier : Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, en Hongrie.  
22-23 juin : József Antall, Premier ministre, en France.  
24-25 septembre : József Antall, Premier ministre, en France (dans le cadre du Forum européen sur « l'Allemagne en Europe »).

**1991 :** 7-8 février : Élisabeth Guigou, ministre déléguée aux Affaires européennes, en Hongrie.  
26 avril : Roland Dumas, ministre des Affaires étrangères, en Hongrie.  
21 mai : József Antall, Premier ministre, en France.  
11-12 septembre : József Antall, Premier ministre, en France.  
11-12 septembre : Géza Jeszenszky, ministre des Affaires étrangères, en France.  
14 octobre : Élisabeth Guigou, ministre déléguée aux Affaires européennes, en Hongrie.

**1992 :** Pas de visites.

**1993 :** 11-12 mars : Georges Kiejman, ministre délégué aux Affaires étrangères, en Hongrie.  
13 juillet : Alain Juppé, ministre des Affaires étrangères, en Hongrie.

**1994 :** 23-24 février : Péter Boross, Premier ministre, en France.  
26-27 mai : Géza Jeszenszky, ministre des Affaires étrangères, en France (dans le cadre de la Conférence sur la stabilité en Europe).  
28-30 septembre : Árpád Göncz, Président de la République, en France.  
20-21 octobre : László Kovács, ministre des Affaires étrangères, en France.  
5-6 décembre : François Mitterrand, Président de la République, en Hongrie (à l'occasion du sommet de l'OSCE).  
13-14 décembre : Gyula Horn, Premier ministre, en France.

**1995 :** 16 janvier : Alain Lamassoure, ministre délégué aux Affaires européennes, en Hongrie.  
19-20 mars : Gyula Horn, Premier ministre, en France.  
juin : Gyula Horn, Premier ministre, en France.  
juin : László Kovács, ministre des Affaires étrangères, en France.  
16-17 novembre : Michel Barnier, ministre délégué aux Affaires européennes, en Hongrie.  
5-6 décembre : Gyula Horn, Premier ministre, en France.

**1996 :** 3 juin : Árpád Göncz, Président de la République, en France.

---

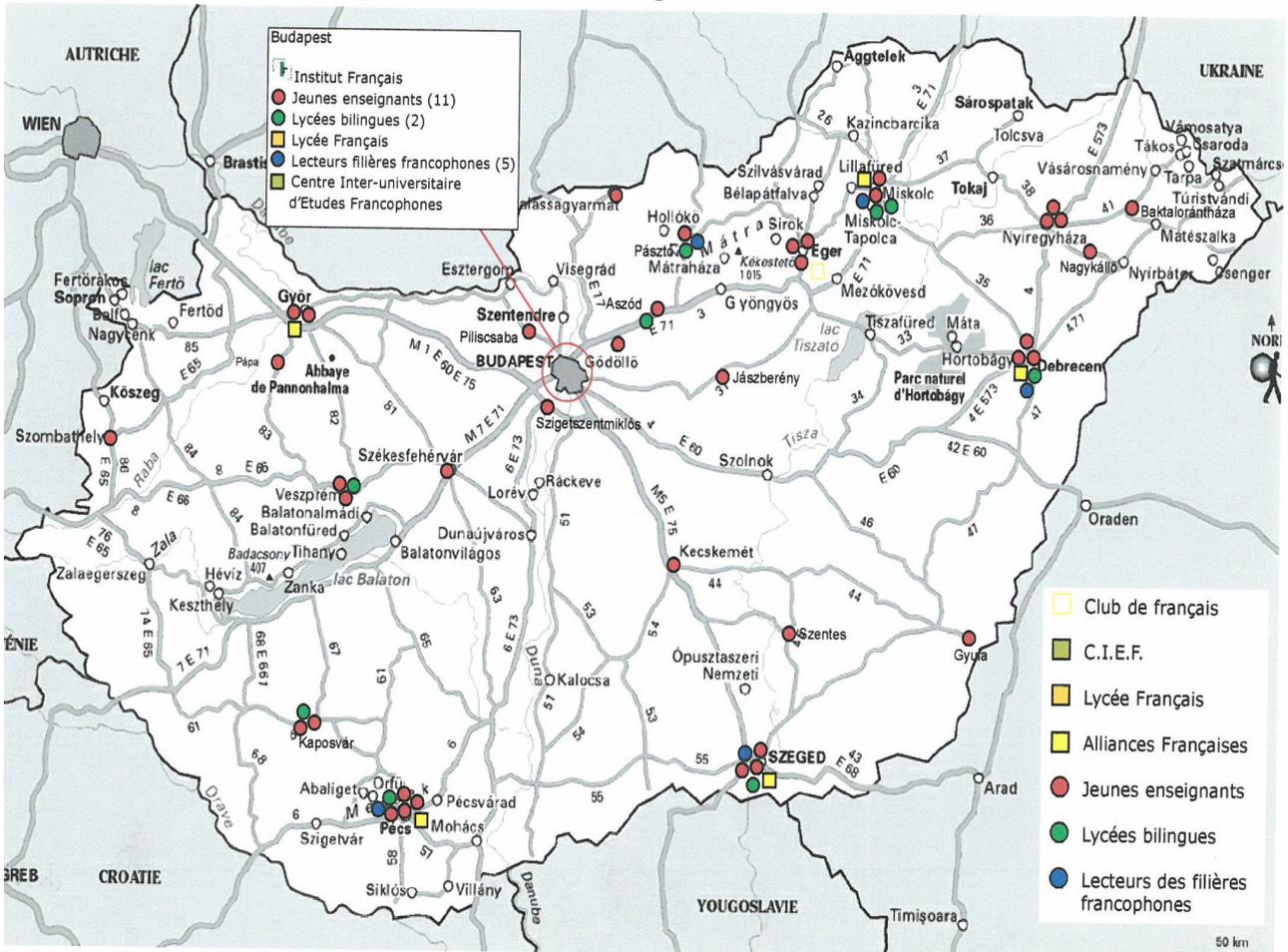
<sup>2365</sup>Le document rassemble l'ensemble des visites des chefs d'États et de gouvernements des deux pays ainsi que celle des ministres des Affaires étrangères et des secrétaires d'État ou ministres délégués aux Affaires étrangères et européennes.

- 1997 :** 16-17 janvier : Jacques Chirac, Président de la République, en Hongrie.  
 16-17 janvier : Hervé de Charette, ministre des Affaires étrangères, en Hongrie.  
 16-17 novembre : Pierre Moscovici, ministre délégué aux Affaires européennes, en Hongrie.
- 1998 :** avril 1998 : László Kovács, ministre des Affaires étrangères, en France.  
 12 et 16 juillet 1998 : Viktor Orbán, Premier ministre, en France.  
 septembre 1998 : János Martonyi, ministre des Affaires étrangères, en France.
- 1999 :** 16 janvier : Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères, en Hongrie.  
 janvier : Péter Gottfried, secrétaire d'État à l'Intégration européenne, en France.  
 janvier : János Herman, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, en France.  
 6-7 mai : Pierre Moscovici, ministre délégué aux Affaires européennes, en Hongrie (à l'occasion du 50e anniversaire du conseil de l'Europe).  
 juin : Viktor Orbán, Premier ministre, en France.  
 25-26 août : János Martonyi, ministre des Affaires étrangères, en France.  
 décembre : Zsolt Németh, secrétaire d'État aux Affaires étrangères, en France.
- 2000 :** 17 janvier : Pierre Moscovici, ministre délégué aux Affaires européennes, en Hongrie.  
 avril : Péter Gottfried, secrétaire d'État à l'Intégration européenne, en France.  
 3-4 mai : Lionel Jospin, Premier ministre, en Hongrie.  
 septembre : Péter Gottfried, secrétaire d'État à l'Intégration européenne, en France.  
 5-6 octobre : Viktor Orbán, Premier ministre, en France.  
 5-6 octobre : János Martonyi, ministre des Affaires étrangères, en France.  
 7 décembre : Viktor Orbán, Premier ministre, en France (à l'occasion du Conseil européen de Nice).
- 2001 :** 13 juin : János Martonyi, ministre des Affaires étrangères, en France.  
 12-15 juin : Ferenc Madl, Président de la République de Hongrie, en France.  
 2 juillet : János Martonyi, ministre des Affaires étrangères, en France.  
 23 juillet : Hubert Védrine, ministre des Affaires étrangères, en Hongrie.  
 12 octobre : Péter Gottfried, secrétaire d'État à l'Intégration européenne, en France.  
 6-7 novembre : János Martonyi, ministre des Affaires étrangères, en France.  
 10-11 décembre : Viktor Orbán, Premier ministre, en France.
- 2002 :** 19 mars : Péter Gottfried, secrétaire d'État à l'Intégration européenne, en France.  
 26 juillet : Noëlle Lenoir, ministre déléguée aux Affaires européennes, en Hongrie.  
 11 octobre : Dominique de Villepin, ministre des Affaires étrangères, en Hongrie.  
 5-6 novembre : Péter Medgyessy, Premier ministre, en France.  
 20 novembre : Péter Balázs, secrétaire d'État à l'Intégration européenne, en France.
- 2003 :** 30 janvier : Noëlle Lenoir, ministre déléguée aux Affaires européennes, en Hongrie.  
 7 mars : Péter Medgyessy, Premier ministre, en France.
- 2004 :** 23-24 février : Jacques Chirac, Président de la République, en Hongrie.  
 8 avril : Péter Medgyessy, Premier ministre, en France.  
 16 avril : Claudie Haigneré, ministre déléguée aux Affaires européennes, en Hongrie.

## ANNEXE 10

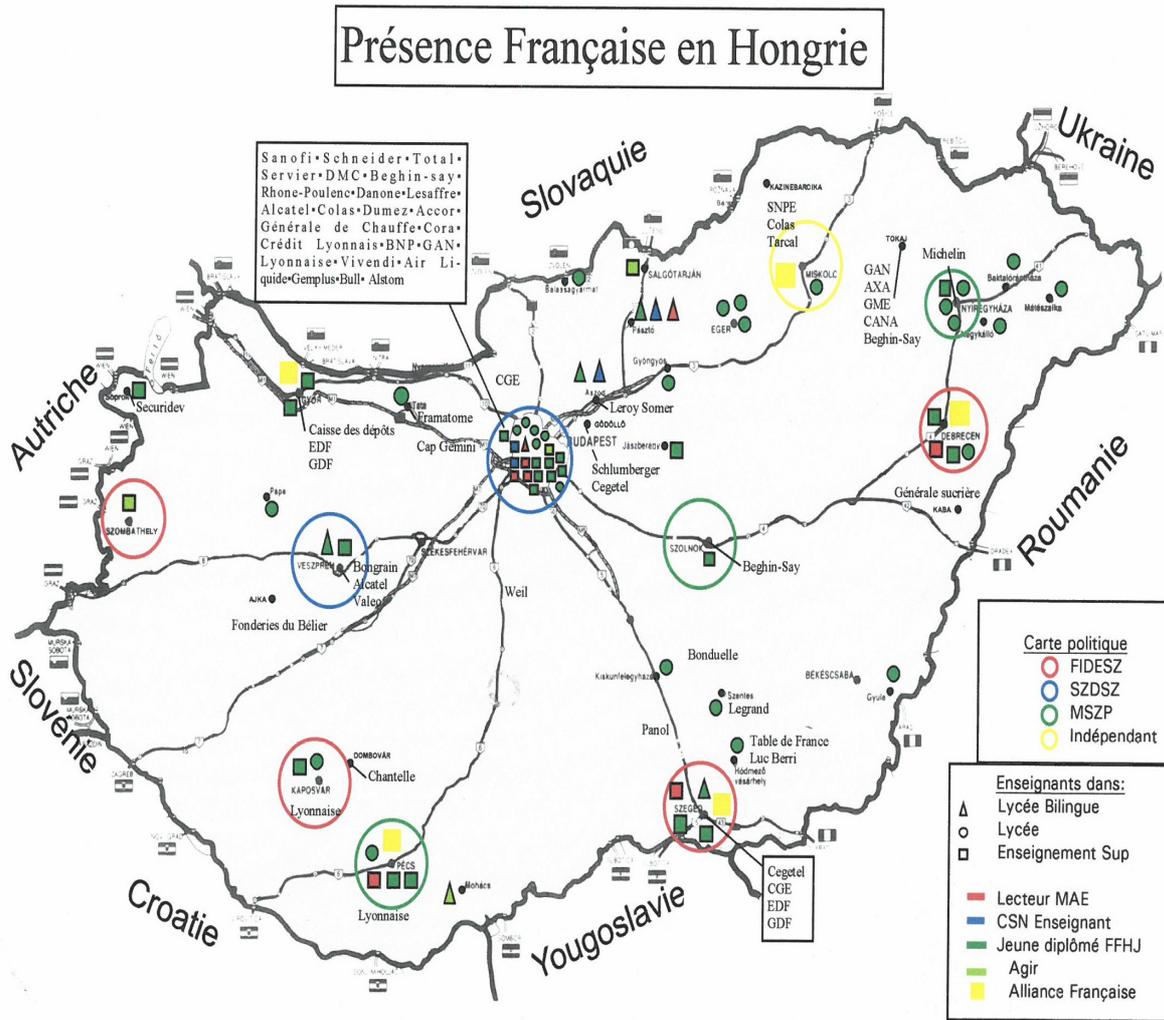
État de l'enseignement de langue française en Hongrie (1997).  
(Source : IFB).

### Dispositif français en Hongrie



# ANNEXE 11

## Présence économique et culturelle française en Hongrie (1997). (Source : IFB).



## **ANNEXE 12**

**Évolution du commerce bilatéral franco-hongrois de 1981 à 2005.**  
**(en millions de francs).**  
**(Sources : DREE).**

	1981	1982	1983	1984	1985
Exportations hongroises en France	957	1134	1231	1420	1395
Exportations françaises en Hongrie	1287	1289	1255	1269	1508

	1986	1987	1988	1989	1990
Exportations hongroises en France	1445	1575	1742	2185	2204
Exportations françaises en Hongrie	1393	1314	1327	1652	1547

	1991	1992	1993	1994	1995
Exportations hongroises en France	2365	2230	2026	2229	2940
Exportations françaises en Hongrie	1792	1860	2480	2838	3363

	1996	1997	1998	1999	2000
Exportations hongroises en France	3485	4896	6362	8767	13315
Exportations françaises en Hongrie	3721	5392	6885	7398	10535

	2001	2002	2003	2004	2005
Exportations hongroises en France	13420	12974	14188	14431	15891
Exportations françaises en Hongrie	12017	12850	12804	13775	15116

## ANNEXE 13

### Investissements directs (IDE) en Hongrie par pays (1989-1999)\*. (Source : APV Rt. ).

Pays	Participation au total des IDE	Nombre d'entreprises
Allemagne	27,86%	106
États-Unis	16,08%	42
<b>France</b>	<b>9,83%</b>	<b>43</b>
Autriche	5,05%	115
Italie	3,31%	28
Belgique	3,23%	9
Pays-Bas	2,37%	20
Grande-Bretagne	1,91%	34
Suisse	1,75%	18
CEI	1,00%	16
Suede	0,55%	12
Autres	27,06%	60
Total	100	503

*\*Le tableau ne prend en compte que les IDE effectués par le biais de privatisations*

## ANNEXE 14

### **Partenariats franco-hongrois initiés ou soutenus par l'association Initiatives France-Hongrie (INFH) entre 1995 et 2000. (source : IFB).**

#### **Régions :**

Alsace/Comitat de Győr-Moson-Sopron

Ile de France/Pest.

Lorraine/Comitats de Borsod, Nograd et Heves.

Pays de Loire/Comitats de Zala, Somogy et Veszprém.

Basse Normandie/Comitats de Győr-Moson-Sopron, Vas et Somogy.

Rhône-Alpes/Comitats de Baranya, Tolna et Somogy.

#### **Départements :**

Aube/Comitat de Tolna.

Deux-Sèvres/Comitat de Békés.

Finistère/Comitat de Csongrád.

Loire-Atlantique/Comitat de Heves.

Maine-et-Loire/Comitat de Veszprém.

Somme/Comitat de Szolnok.

Vienne/Comitat de Bács-Kiskun.

#### **Villes :**

Bar-le-Duc/Gyömk.

Cambrai/Esztergom.

Colmar/Győr.

Lyon/Pécs.

Macon/Eger.

Périgueux/Szolnok.

## ANNEXE 15

### **Discours de Jacques Chirac, devant le Parlement hongrois, Budapest, (16 janvier 1997).**

(Source : Archives nationales, fonds Jacques Chirac 5AG5/CC/53).

Monsieur le Président de la République,  
Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Les représentants des grandes activités économiques, politiques, culturelles, sociales,  
Mesdames et Messieurs,  
Mes Chers Amis,

Je suis très heureux, Monsieur le Président, de vous rencontrer et de m'adresser à vous, dès mon arrivée à Budapest, vous qui par vos hautes fonctions électives, vos écrits, vos travaux, votre réputation, incarnez la Hongrie d'aujourd'hui. La Hongrie libre, souveraine, démocratique, moderne, ouverte et pleinement engagée, comme le Président de l'Assemblée vient de l'évoquer, dans l'entreprise européenne. Voici sept ans presque jour pour jour, mon prédécesseur, le Président François Mitterrand, venait à Budapest. Il venait y saluer le réveil de la liberté et de la démocratie. Aujourd'hui, ma visite est la première visite officielle d'un chef d'État français depuis que la Hongrie a recouvré sa totale indépendance et la libre disposition de son destin. Et vous-même, Monsieur le Président, vous avez été, en septembre 1994, reçu officiellement en France. Ces deux visites, comme les relations étroites de coopération qui se sont rapidement nouées entre nos deux nations, attestent l'excellence de nos rapports. Notre profonde amitié est celle de deux nations qui se sont cherchées, comprises, aimées, mais que l'histoire a trop souvent séparées. Nous avons été unis par des affinités instinctives, celles de la culture, celles de deux peuples passionnément attachés à leur identité nationale, dans une Europe où l'on a tenté si souvent de briser les identités par la force. Au Moyen Âge, il existait à la Sorbonne une " nation hongroise ", une forte communauté d'étudiants et de clercs venus de votre pays. Nous-mêmes nous avons envoyé nos artisans, nos maçons, nos verriers, nos architectes, mais aussi nos trouvères et nos vigneron. Ensuite, nos destins se séparèrent, comme l'a dit le général de Gaulle en 1968 et je le cite, " non point par suite d'inimitiés ou d'oppositions directes entre la Hongrie et la France, mais en conséquence de querelles, de conflits et de bouleversements mondiaux où toutes deux furent impliquées ". Et pourtant, jamais nos liens intellectuels, culturels, humains ne se sont distendus. La France, celle des rois, puis celle de la Révolution, de la liberté et de l'émancipation des peuples, a inspiré vos intellectuels, vos grands hommes et vos héros nationaux. La France a vibré avec vous lorsque Rákóczi au début du XVIIIe siècle, puis Kossuth en 1848 secoururent le joug de l'opresseur. La France a espéré avec vous lorsqu'en 1956, Imre Nagy anima la résistance à l'implacable logique qui, durant quarante-cinq ans, divisa et meurtrit notre continent, cette logique des blocs que la France, vous le savez, a toujours récusée. Et je ne saurais omettre, Monsieur le Président de la République, de rappeler le rôle qui fut le vôtre lors de ces événements qui, voici quarante ans, ébranlèrent les premiers l'ordre de Yalta.

L'espérance qui s'est incarnée ici, en 1956, n'a pas été vaine. En 1989, le vent de la liberté et de la démocratie a enfin triomphé sur cette partie de l'Europe qui en était privée depuis si longtemps. Et la Hongrie s'est trouvée aux avant-postes de ce grand mouvement. Je

voudrais vous faire part de l'admiration de la France pour l'immense effort engagé ici il y a sept ans et pour le caractère exemplaire des réalisations accomplies. Tout ce qui a été entrepris et mené à bien en quelques années doit beaucoup au courage, à la détermination, à la lucidité des dirigeants hongrois. Je rends hommage à votre détermination, Monsieur le Président de la République, lors de cette étape majeure, ainsi qu'à l'action personnelle de Monsieur le Premier Ministre Gyula Horn qui, à l'été 1989, joua un rôle décisif dans l'ouverture du rideau de fer. Permettez-moi également de saluer la mémoire d'un grand homme d'État hongrois, le Premier ministre József Antall, prématurément disparu, que je connaissais bien et qui dirigea, en une période clé, le gouvernement du changement et des réformes. Aujourd'hui, le bilan est impressionnant. Votre pays a instauré une démocratie. Il a édifié un état de droit. Depuis 1990, vos institutions politiques ont parfaitement fonctionné. Majorité et opposition y ont, tour à tour, joué leur rôle, dans une atmosphère loyale, empreinte d'une grande dignité, dans le respect de l'autre et de la souveraine volonté du peuple hongrois. Vous avez aussi engagé la réforme et la modernisation de votre administration et de vos collectivités locales. Nos efforts se rejoignent puisque nous, Français, avons aussi la volonté de réformer l'Etat et de le rendre plus efficace et surtout proche des citoyens. L'édification de votre démocratie s'est accompagnée de la mise en place d'une économie de marché. Il est vrai que la Hongrie avait engagé sa rénovation dès les années quatre-vingt. Mais là encore, que de chemin parcouru en seulement sept ans ! Votre pays a déjà privatisé l'essentiel de son outil de production, qui est en pleine modernisation. Il a inspiré confiance aux opérateurs financiers et industriels. La Hongrie a attiré plus du tiers des investissements internationaux en Europe centrale et orientale. Elle a entamé la rénovation de ses infrastructures. Elle lutte avec succès pour maîtriser ses grands équilibres économiques. Elle libère ses échanges, elle harmonise sa législation avec celle des pays de l'Union européenne. Déjà vos relations commerciales avec l'Union représentent la moitié de votre commerce extérieur. Tout cela ne se fait pas dans la facilité. Vous avez connu la rigueur et même l'austérité. Mais les résultats sont là et, j'en suis sûr, ils vont s'amplifier.

Liberté, démocratie, esprit de réforme, voilà les desseins qui vous animent et que l'on ressent profondément en ces lieux. Et ce formidable élan prend toute sa signification à la lumière de notre grand projet commun, la construction de l'Europe. Le séisme de 1989 était peut-être trop intense et trop profond pour que tous mesurent immédiatement la chance qu'il offrait à l'Europe. Quelques années ont été nécessaires pour faire évoluer les esprits et pour dessiner l'Europe de demain, une Europe que nous construisons aujourd'hui ensemble. La Hongrie y a naturellement toute sa place, celle d'une Nation prête à jouer un rôle dynamique dès son entrée dans l'Union. Oui, la Hongrie adhérera bientôt à l'Union européenne, une Union renforcée et élargie qui doit être le socle de la réconciliation de notre continent et de la paix pour l'avenir. Oui, la Hongrie entrera bientôt dans l'Alliance atlantique, une Alliance renouvée et élargie, facteur essentiel de la nouvelle architecture européenne de sécurité et de paix. L'année 1997 sera une année décisive pour l'élargissement de l'Union européenne. Je fus, je crois, le premier dirigeant politique européen à plaider, dès 1989, pour l'entrée des pays de l'Europe centrale et orientale dans la Communauté. Cette idée était alors fort critiquée et je n'ai pas changé d'avis : la France soutient chaleureusement votre entrée dans l'Union. Pour vous accueillir dignement, cette Union doit être approfondie, ambitieuse et modernisée dans ses structures. Tel est le sens de notre projet européen. Notre monnaie, l'euro, verra le jour dans deux ans. Elle complétera la réalisation du marché unique et elle sera l'autre grande monnaie du monde, une monnaie stable, gage de croissance et d'emploi. La réforme des institutions européennes est engagée. Elle sera conclue, nous le souhaitons, nous le voulons par un nouveau Traité lors du Conseil européen d'Amsterdam en juin prochain. Lutter ensemble plus efficacement contre la grande criminalité, le trafic de drogue, la toxicomanie, le terrorisme, la résurgence du racisme et de la xénophobie, tous les grands fléaux qui menacent

nos sociétés ; disposer d'une véritable politique étrangère et de sécurité communes ; conférer à nos institutions plus d'efficacité et plus de démocratie : tels sont les enjeux de la Conférence intergouvernementale. Dans une démarche commune, l'Allemagne et la France ont fait connaître leurs propositions pour cette Conférence. Mais chacun le sent bien, l'Europe ne peut se résumer à des projets monétaires ou institutionnels. Pour que nos peuples adhèrent au projet européen, ils doivent s'y reconnaître, ils doivent trouver en lui des réponses aux questions qu'ils se posent. La peur du chômage, ce drame de nos sociétés, les contraintes de la compétition internationale, l'avenir de nos enfants, la sécurité dans les rues, voilà quelques-unes de nos préoccupations quotidiennes, à Budapest comme à Paris. Voilà pourquoi la France propose que soit affirmé le modèle social européen qui seul permettra de tirer parti de la mondialisation des technologies et des échanges, tout en préservant l'identité de chacun et en assurant le progrès social. Telle est l'Union européenne que nous voulons. Tel est l'acquis que nous voulons partager avec vous. Et je le dis ici comme je l'ai dit à Varsovie : je souhaite que votre pays adhère à l'Union européenne dès l'an 2000. La France fera tout pour que cette date soit respectée. Certains disent : " C'est trop court, nous n'y arriverons pas ". C'est oublier toutes ces années durant lesquelles vous n'avez, nous n'avons que trop attendu. C'est oublier aussi qu'un calendrier est avant tout affaire de volonté politique. Le processus d'élargissement s'ouvrira six mois après la conclusion de la Conférence intergouvernementale, c'est-à-dire, nous l'espérons, et je le répète, nous le voulons, dès la fin de cette année. Nous examinerons alors les avis de la Commission européenne. La Hongrie sera dans le groupe des pays avec lesquels les premières négociations s'engageront, elle qui avait anticipé, avant même 1989, le mouvement des réformes. Si chacun fait les efforts nécessaires, et à condition de prévoir les étapes et les transitions, ces négociations aboutiront très vite, nous en avons l'expérience. Des rythmes différents s'imposeront dans les négociations mais nous veillerons à ne laisser aucun pays au bord du chemin. La France propose qu'une Conférence européenne réunisse les quinze membres de l'Union européenne et les onze pays candidats régulièrement. Non pour se substituer aux négociations d'adhésion mais pour offrir à tous ces pays un forum d'échanges permanents sur tous les sujets économiques, sociaux, politiques, culturels, internationaux. N'oublions jamais l'objectif essentiel qui anima les fondateurs de l'Europe : la paix sur notre vieux continent, endeillé, des siècles durant, par tant de guerres et tant de malheurs. Cet objectif, la paix, est, plus que jamais, d'actualité. Le mur de Berlin était à peine tombé que les canons tonnaient à nouveau dans l'ancienne Yougoslavie, tandis que se réveillaient à vos portes d'autres foyers de tension. L'autre grand chantier de 1997 est donc bien la définition de l'architecture de sécurité du continent européen ! Saisissons la chance historique qui nous est offerte de réunir ensemble toute la famille européenne. L'élargissement de l'Alliance atlantique y contribuera. La France soutient sans réserve la candidature de la Hongrie à l'entrée dans l'OTAN. Elle souhaite que le Sommet de l'Alliance atlantique qui se tiendra à Madrid au mois de juillet prochain décide d'engager les négociations d'adhésion avec votre pays. Ce Sommet doit permettre d'adopter la première grande réforme de l'Alliance atlantique depuis sa création, en préservant la force du lien transatlantique tout en développant, au sein de l'Alliance, une véritable identité européenne de défense en liaison avec l'Union de l'Europe occidentale et en stimulant la coopération entre nos industries d'armement. Il doit permettre également de fonder une relation stable et pacifique entre l'Alliance rénovée et la Russie démocratique, pour éviter de créer une nouvelle fracture, un nouveau Yalta sur notre continent. C'est dans cet esprit que le rôle de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe doit être affirmé et développé. C'est ici même, au Sommet de Budapest de décembre 1994, que l'ancienne CSCE était transformée en organisation de plein exercice. Et je rends hommage à l'action de la présidence hongroise, qui s'est exercée en 1995 en concertation étroite avec la présidence française de l'Union européenne. Notre coopération a permis notamment de progresser sur le délicat dossier de la Tchétchénie où l'établissement d'une mission de l'OSCE a contribué à l'apaisement des tensions. Aujourd'hui, l'OSCE

demeure la seule instance paneuropéenne de sécurité. Sa fonction est utile, comme viennent de le montrer les résultats constructifs du Sommet de Lisbonne en décembre dernier et la mission récente de Felipe Gonzalez en Serbie. La sécurité européenne, c'est aussi le règlement des contentieux que nous a légués l'histoire et qui constituaient autant de risques d'affrontements. Je pense notamment aux problèmes de frontières et aux problèmes de minorités nationales. Tel fut l'objet de la Conférence sur la stabilité. Je me félicite qu'à Paris, lors de la session finale en mars 1995, la Hongrie et la Slovaquie aient scellé leur réconciliation. Les contacts alors noués ont été ensuite utiles dans la négociation, puis la signature, en septembre 1996, du traité si important hungaro-roumain. Je rends hommage à M. Gyula Horn pour son engagement personnel courageux dans la conclusion puis la ratification de ces Traités fondamentaux. Le choix majeur ainsi accompli est celui de l'Europe de la paix. Ces traités, l'amitié et la dynamique nouvelle qu'ils ont entraînées, sont une chance formidable pour l'avenir. Des États consolidés dans leur intégrité et dans leur cohésion, des communautés assurées de la préservation et de l'épanouissement de leur identité : cela signifie la possibilité de vivre en paix, d'entreprendre librement, de participer pleinement et de faire grandir la démocratie. Notre sécurité repose enfin sur notre attachement à des valeurs communes, celle des Droits de l'homme, celle de l'État de droit. En 1990, la Hongrie fut le premier pays de l'ancien bloc de l'Est à adhérer au Conseil de l'Europe, dont le rôle est de veiller au respect de ces valeurs. La France, qui présidera cette organisation de mai à novembre 1997, vous invite, ainsi que tous les membres du Conseil, à un sommet en octobre prochain à Strasbourg, pour donner un nouvel élan à cette institution.

L'Europe est une œuvre de longue haleine. D'importantes échéances nous attendent. Pour les préparer en commun, développons nos relations actuelles pour en faire un véritable partenariat entre la Hongrie et la France, un partenariat au service de l'Europe, de son développement, de la paix.

Partenariat politique d'abord. L'accueil que vous me réservez aujourd'hui, et je vous en remercie, en est une illustration. Notre Traité d'entente et d'amitié de 1991 en constitue le socle. Oui, nous devons développer davantage notre concertation sur les grandes questions politiques internationales. Nos ministres doivent se voir plus souvent. Nos élus doivent approfondir leur dialogue et leur concertation. Je vous remercie, Monsieur le Président, d'avoir associé à ma visite une centaine d'élus et de responsables locaux hongrois qui ont eu l'occasion de se rendre en France grâce à l'association " Initiatives France-Hongrie ". Il faut amplifier encore cette coopération exemplaire. Je demande aux présidents des groupes d'amitié parlementaires que j'ai tenu à associer à ma visite d'y veiller personnellement avec leurs homologues hongrois.

Partenariat politique, mais aussi partenariat économique : la France croit en l'avenir de la Hongrie, comme le prouvent la présence et l'activité de nos investisseurs. Investir, c'est exprimer sa confiance forte dans un pays, dans ses hommes, et dans ses femmes, dans ses structures, dans son savoir-faire. Nous sommes chez vous le troisième investisseur et nos entreprises sont prêtes à accroître leur participation au développement de la Hongrie, si vous voulez bien de votre côté maintenir un climat favorable à leur épanouissement et à leur succès. Mais il faut aller plus loin. Nos échanges économiques ne sont pas encore à la mesure de nos possibilités. Demain, je rencontrerai des représentants des milieux d'affaires français et hongrois. J'inciterai les premiers à être plus présents en Hongrie où leurs produits n'occupent encore qu'une place très modeste, avec 4 % du marché. J'inviterai les seconds à s'intéresser au marché français où ils sont les bienvenus. Que nos entreprises se préparent ensemble à coopérer au sein de notre marché européen. Et nous devons tirer un meilleur parti d'un de nos atouts communs : l'importance et la vitalité de notre agriculture. Lorsque vous serez dans l'Union, nous défendrons ensemble la vocation exportatrice de l'agriculture européenne et la

préservation de nos sociétés rurales, richesse de notre tissu national. Partenariat politique, partenariat économique, mais partenariat culturel, scientifique et technique aussi. Déjà la France participe à l'effort que vous avez engagé pour la formation des hommes. Elle conduit avec vous de nombreuses opérations de coopération. Elle doit être encore plus présente dans les actions européennes, telles que le programme phare. Je l'ai dit au Président de la Commission, M. Santer. Des dizaines de milliers de jeunes Hongrois apprennent déjà le français, langue de culture mais aussi l'une des deux premières langues de travail de l'Union européenne. Nombreux sont ceux qui fréquentent l'Institut français de Budapest, l'un des plus beaux instituts culturels et l'un des plus actifs que nous ayons dans le monde. Vous aussi avez su assurer le rayonnement de votre culture dans notre pays : votre Institut culturel à Paris contribue largement à la réussite de cette entreprise. De même, l'enseignement du hongrois répond à une tradition universitaire bien enracinée en France. Le Centre interuniversitaire d'études hongroises de l'Université Paris III, l'INALCO, de nombreuses universités françaises (Bordeaux, Strasbourg, Lille, Lyon et bien d'autres), le lycée Fustel de Coulanges à Strasbourg, participent au développement du hongrois en France. Cette belle culture hongroise sera bientôt à l'honneur dans mon pays : avec le rendez-vous important que constituera en 2001 la saison culturelle hongroise en France que nous avons décidé et c'est sous le signe de la coopération culturelle franco-hongroise que débutera pour nous le XXI<sup>e</sup> siècle. Et je ne saurais omettre l'apport irremplaçable de la communauté hongroise ou d'origine hongroise en France, dont M. Fejtó est un illustre exemple d'aujourd'hui. Par leur présence dans vos domaines d'excellence : les sciences, les lettres, la musique ou le cinéma, ces femmes et ces hommes sont avec les Français de Hongrie, les acteurs vivants de notre partenariat culturel. Et vous me permettrez de saluer ici la présence de Madame Raymond Barre, épouse de l'ancien Premier ministre français, née à Budapest.

Confiance sans faille dans l'âme hongroise, dans la Hongrie moderne et démocratique. Soutien résolu à l'immense rénovation engagée ici il y a sept ans. Espoir que vous nous rejoindrez très bientôt dans l'Union européenne et l'Alliance atlantique : tels sont les messages simples que je souhaitais vous adresser aujourd'hui, et que je transmettrai tout à l'heure aux jeunes, collégiens et lycéens francophones que j'aurai le très grand plaisir de rencontrer. C'est en pensant à ces jeunes, à notre jeunesse, que j'achèverai mon propos. Ensemble, construisons leur avenir en bâtissant une Europe à jamais réconciliée et unie, une Europe de paix, de croissance économique et de progrès, de progrès social. Ensemble, protégeons nos jeunes contre les grands risques de notre temps. Ensemble, apprenons-leur le respect de l'autre, apprenons-leur à dialoguer, apprenons-leur à mieux se connaître. L'avenir de l'Europe est entre leurs mains. Recevant en 1848 une délégation de Hongrois à Paris, Lamartine exaltait " la fraternité de nos deux libertés et de nos deux peuples ". Aujourd'hui, à Budapest, c'est ce sentiment de fraternité que la France éprouve envers une Hongrie libre, indépendante ! Une Hongrie debout !

Vive la Hongrie !

Vive la France !

Vive l'amitié hungaro-française !

## ANNEXE 16

**Conférence de presse de Gyula Horn sur l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN à la Hongrie et sur les échanges économiques franco-hongrois  
(Budapest, 17 janvier 1997).  
(Source : discours.vie-publique.fr)**

Mesdames,  
Messieurs,

Permettez-moi de vous saluer à l'occasion de la visite d'État de Monsieur Jacques Chirac, président de la République française. C'est une grande joie pour nous de pouvoir recevoir le président de la République française. C'est une des premières missions à l'étranger cette année, et c'est une joie encore plus grande pour nous qu'il ait pu venir chez nous au mois de janvier. Cela montre l'importance que le président de la République, le gouvernement français et la France, attribuent aux relations entre les deux pays.

Nous venons de terminer nos entretiens. Ils ont été concentrés essentiellement sur trois points. D'abord, je peux vous dire, au nom du gouvernement hongrois et en mon nom, qu'au cours de notre mandat de deux ans et demi, nous avons reçu beaucoup de soutien, beaucoup d'aide, beaucoup d'assistance morale, et de toutes sortes, du gouvernement français et, depuis un an et demi, du président de la République, Monsieur Chirac, pour la réalisation notamment de nos réformes. Cet encouragement, ce soutien dont nous disposons, nous sont particulièrement chers et particulièrement importants pour terminer la grande oeuvre, le grand travail, la grande action de transformation. Merci particulièrement Monsieur le Président d'avoir soutenu notre programme de réconciliation avec nos pays voisins.

Après le mois de mai 1995, une nouvelle période s'est inscrite dans l'histoire de nos relations. L'essentiel, c'est que les positions de la France se sont consolidées sensiblement en Hongrie à la suite de la naissance et de la création de relations multiples dans différents domaines. Cela concerne aussi les consultations politiques, les entretiens politiques ou l'échange des marchandises, le développement de l'échange des marchandises ou l'implantation, les investissements des grandes sociétés françaises en Hongrie, mais cela concerne également d'autres domaines. Je voudrais souligner particulièrement l'importance de ce que les investisseurs français dans une série de secteurs, et des secteurs majeurs stratégiques dans la vie économique, jouent un rôle particulièrement important en Hongrie.

Le troisième point, que je voudrais soulever, est en rapport avec les deux premiers. Nous considérons que, dans l'Europe d'aujourd'hui et de demain, les relations particulières entre la France et l'Allemagne sont appelées à jouer un rôle tout à fait particulier. Nous estimons que la coopération pour l'Union européenne de ces deux pays aura une importance particulière. Elle l'aura aussi dans l'espace de l'Europe centrale et orientale. J'ai dit à Monsieur le Président, au cours de nos entretiens d'aujourd'hui, que nous éprouvons dans tous les domaines le soutien résolu de la France au sujet de l'adhésion de la Hongrie à l'Union européenne. Je souhaite, d'ailleurs, que la prévision de Monsieur le Président, concernant l'adhésion de la Hongrie vers l'an 2000, devienne une réalité. Nous sommes particulièrement d'accord avec cette prévision et je ne peux que souhaiter la réalisation de cette prévision. Nous trouvons qu'une excellente initiative a été proposée au sujet de la Conférence européenne permanente.

En ce qui concerne la question de l'OTAN, dans la politique française après le mois de mai 1995, il est devenu clair que la France soutenait l'élargissement de l'OTAN. Cela est particulièrement important pour nous parce que, non seulement, le gouvernement hongrois est engagé en ce qui concerne notre adhésion à l'OTAN, mais dans cette région, nous sommes le premier pays qui, depuis 1988, construit ses relations avec l'Alliance atlantique. Je voudrais

souligner à ce sujet que nous continuons de croire et d'être persuadés que notre adhésion à l'OTAN est une affaire souveraine de la République de Hongrie. C'est nous-mêmes qui devons définir nos intérêts dans le domaine de la sécurité et, qu'en même temps naturellement, nous pensons, nous soutenons ceux qui affirment qu'il faut en même temps se pencher sur la question de la sécurité globale en Europe. Je voudrais ajouter, enfin, que sous le signe du progrès ultérieur de nos relations, nous avons pu prendre position, nous avons pu nous mettre d'accord au sujet d'un certain nombre de questions dans le domaine économique, culturel. Nous avons affirmé, nous avons décidé que, dans les domaines économiques et culturels, les ministres se pencheront sur l'examen des mesures possibles pour faire évoluer encore davantage ces relations.

## ANNEXE 17

### **La Hongrie, du pacte de Varsovie à l'OTAN : chronologie**

**1949** : 4 avril : signature à Washington du Traité de l'Atlantique Nord.

**1955** : 14 mai, création du Pacte de Varsovie.

**1956** : 28 octobre, Imre Nagy nommé Premier ministre demande la neutralité de la Hongrie et sa sortie du pacte de Varsovie.

**1956** : 23 octobre – 10 novembre : insurrection populaire à Budapest et écrasement du soulèvement par les troupes du Pacte de Varsovie.

**1989** : 9 novembre, chute du Mur de Berlin.

**1990** : 5-6 juillet, sommet de l'OTAN à Londres.

**1991** : juin, fin d'évacuation des troupes soviétiques du territoire hongrois.

**1991** : 1er juillet, dissolution du Pacte de Varsovie.

**1991** : 7-8 novembre, sommet de l'OTAN à Rome : confirmation et renforcement des liens avec l'Europe centrale et orientale.

**1992** : La Hongrie autorise le survol de son territoire par les avions-AWACS de l'OTAN.

**1994** : 10-11 janvier, sommet de l'OTAN à Bruxelles, lancement du Partenariat pour la Paix (PPP). Les 16 dirigeants alliés affirment qu'ils envisageront favorablement un élargissement de l'OTAN aux États démocratiques de l'Est.

**1995** : 1er septembre, l'Alliance adopte une étude sur l'élargissement de l'OTAN. Celle-ci ne contient pas de critères bien arrêtés s'agissant de l'invitation de nouveaux pays, mais elle décrit un certain nombre de facteurs à prendre en considération dans le processus d'élargissement. Elle stipule également que ce processus devait tenir compte des développements politiques et de sécurité dans l'ensemble de l'Europe.

**1996** : 10 décembre, les pays de l'OTAN entreprennent d'établir des recommandations sur le ou les pays qui seront invités à engager des pourparlers d'adhésion, en vue de la décision à prendre au Sommet de Madrid, en juillet 1997.

**1997** : 27 mai, signature à Paris de l'Acte fondateur sur les relations, la coopération et la sécurité mutuelle entre l'OTAN et la Fédération de Russie.

**1997** : 8-9 juillet, sommet de l'OTAN à Madrid, ouverture des pourparlers d'adhésion pour la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

16 décembre : les ministres des affaires étrangères des pays de l'OTAN signent les Protocoles au Traité de l'Atlantique Nord sur l'accession de la Hongrie, la Pologne et la République tchèque.

**1999** : 12 mars, la Hongrie devient membre de l'OTAN.

## ANNEXE 18

### **Conférence de presse du président Ferenc Madl à l'occasion de la venue du président Chirac.**

**(Budapest, 23 février 2004).**

**(Source : discours.vie-publique.fr).**

Monsieur le Président, je voudrais remercier la presse d'avoir accepté notre invitation à accompagner cette visite présidentielle. Je salue les représentants de la presse. Je salue toutes les personnalités accompagnant Monsieur le Président de la République.

Les relations entre nos deux pays, depuis quatorze à quinze ans, donc depuis les grands changements qui ont eu lieu en Hongrie, ont connu un développement dynamique. J'ai rappelé pendant notre entretien une citation d'un discours de Monsieur le Président lors de sa visite de 1997, au moment où il a caractérisé nos relations, déjà à l'époque, comme des relations de coopération stratégique. Sous le signe de cette coopération stratégique, la France a accordé beaucoup de soutien à la Hongrie dans le processus de mise en place de la transformation démocratique de l'économie de marché et de mise en place de l'état de droit. Nous avons été grandement aidés pour que notre participation s'épanouisse et devienne totale dans la coopération européenne. Monsieur le Président, lui-même, a beaucoup fait. Il a des mérites particuliers dans ce domaine. Je n'ai pas manqué d'exprimer tous nos remerciements à ce sujet. Naturellement, nous avons passé en revue les questions majeures des relations entre nos deux pays. Malgré la véritable floraison de nos relations économiques, il y a d'autres possibilités pour développer encore davantage notre coopération. Nous avons en Hongrie deux cents sociétés importantes à participation française et la France est le troisième investisseur étranger dans notre pays. Les sociétés à participation française emploient plus de 50 000 personnes. C'est une présence particulièrement importante. Nous avons indiqué qu'il était possible que les Français participent à d'autres investissements dans notre pays. Nous avons surtout relevé les possibilités d'investissement dans l'infrastructure et, plus concrètement, au sujet de la rénovation de la ligne 2 du métro de Budapest et de la construction d'une nouvelle ligne, la ligne 4 de ce même métro. Nous avons mentionné tout spécialement les possibilités de participation française aux activités du centre de biotechnologies de Szeged.

La coopération culturelle a enregistré des résultats spectaculaires au cours des dernières années. Des centaines de manifestations culturelles ont pu rapprocher notre culture du public français pendant le semestre culturel hongrois, organisé à Paris, pendant la saison Magyart. Et, actuellement, les nombreuses manifestations de Franciart rapprochent encore plus, s'il le fallait, la culture française du public hongrois qui a toujours nourri une très grande sympathie à l'égard de cette culture. L'exposition de "Monet et ses amis" jouit d'un intérêt tout à fait particulier dans notre pays, comme on le sait. Mais nous sommes prêts à prendre d'autres mesures, à faire d'autres pas pour renforcer la place de la culture française dans notre pays. Nous avons parlé notamment de la création en Hongrie, par la contribution des deux pays, d'une université de langue française.

Nous avons échangé plus longuement, et naturellement nous continuerons ces échanges, sur notre coopération future au sein de l'Union européenne. La France, comme la Hongrie sont intéressées, tout en préservant l'identité nationale, l'identité culturelle des deux pays et tout en respectant les intérêts nationaux des deux pays, à mettre en place une Europe forte, une Europe qui marche.

La France, comme nous le savons tous, a joué un rôle majeur pour mettre en place cette intégration européenne et pour présenter au monde ses conceptions sur l'avenir de l'Europe.

Monsieur le Président de la République joue un rôle particulièrement important à ce niveau. C'est certainement Monsieur le Président de la République qui en parlera plus en détail. Je lui ai indiqué, en tout cas, que nous attendions impatiemment le discours, l'intervention qu'il fera demain au parlement sur l'avenir de l'Europe. C'est une vision commune qui se prépare.

Merci de votre attention.

## ANNEXE 19

### **Discours de Jacques Chirac, devant le Parlement hongrois, (Budapest, 24 février 2004).**

(Source : Archives nationales, fonds Jacques Chirac 5AG5/01A10/35).

Monsieur le Président de la République,  
Monsieur le Premier ministre,  
Monsieur le Vice-Président de l'Assemblée nationale,  
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,  
Mesdames et Messieurs,

Voilà sept ans, j'avais déjà eu le très grand privilège de m'exprimer dans l'enceinte de votre Parlement. Parlement qui est un magnifique symbole de la démocratie et de la nation hongroises. Aujourd'hui, alors que nos deux pays s'appêtent à franchir ensemble, la main dans la main, le seuil d'une nouvelle étape de l'aventure européenne, je suis heureux d'être une fois encore parmi vous. J'y vois le témoignage de l'amitié de nos deux peuples. L'amitié que le peuple hongrois porte au peuple français et réciproquement. Votre accueil honore la France. Ma présence aujourd'hui à cette tribune est une illustration de cette relation millénaire qui unit nos deux nations. Une illustration de cette séduction, de cette intelligence qui a porté si souvent nos deux peuples l'un vers l'autre, tout au long de l'histoire de la création et de la pensée européennes. Même quand les dislocations successives de l'Europe nous ont séparés, ce lien de l'esprit ne s'est jamais vraiment rompu. C'est souvent en France, à Paris, que les Hongrois en butte à l'oppression trouvèrent un refuge. Toujours épris de liberté, les Hongrois ont défié dès 1956, massivement et avec bravoure, l'insupportable logique des blocs. Puis les premiers, ils ont déchiré le rideau de fer. Pour comprendre pleinement le sens du projet européen, nous devons conserver en mémoire les tragédies du siècle passé, pour mieux construire ensemble notre avenir à nouveau partagé. En 1997, j'avais pu mesurer l'ardeur de votre pays à reconquérir toute sa place en Europe. Je vous avais promis le soutien de la France à l'adhésion de la Hongrie tant à l'Union européenne qu'à l'Alliance atlantique. Aujourd'hui, nos projets communs sont devenus réalité. Que de chemin parcouru ! La page des divisions est tournée. Nos destins se rejoignent. Pensons au projet visionnaire de Kossuth, d'une fédération des nationalités au cœur de l'Europe. Pensons à ce que prédisait Victor Hugo, son contemporain, auquel le liaient tant d'affinités : " Un jour viendra où (...) vous toutes nations du Continent, sans perdre vos qualités distinctes et votre glorieuse individualité, vous vous fondrez étroitement dans une unité supérieure et vous constituerez la fraternité européenne. " Ce jour est venu. Quel courage et quelle détermination ont animé les peuples d'Europe centrale, au premier chef le vôtre ! Permettez-moi de saluer l'esprit de réforme qui a soulevé la Hongrie et aussi la volonté sans faille de ses dirigeants, dans un parcours qui a été exceptionnel. Depuis quinze ans, la Hongrie a relevé tous les défis auxquels elle était confrontée. Elle a su se hisser à la hauteur des exigences de l'Union. Et par leur oui massif lors du referendum d'adhésion, les Hongrois ont manifesté leur soif et leur désir d'Europe! Désormais à vingt-cinq le 1er mai prochain, nous devons rassembler toutes nos énergies pour poursuivre la grande aventure de l'Europe. Aventure souvent délicate et émaillée de crises, dans laquelle nous pourrions compter sur cet esprit de la *Mitteleuropa*, cet art de mêler les cultures, les traditions, les religions, ce goût de la rencontre, de l'échange, du consensus. La Hongrie sera l'un de ces médiateurs dont l'Europe a besoin pour trouver les passerelles entre les intérêts nationaux, pour désamorcer les méfiances, pour dépasser les clivages. Avec l'élargissement, l'Europe est enfin elle-même. Ensemble, nous devons être porteurs d'un projet pour l'Europe de demain. Un projet qui permette à notre Union, dotée d'institutions renouvées,

de mieux répondre aux attentes de ses peuples et de s'affirmer davantage dans le monde. Cette Europe nouvelle doit être une Europe en marche et qui poursuit son intégration. La rénovation des institutions européennes est ainsi indispensable si nous voulons que l'Union élargie fonctionne de manière efficace, démocratique et harmonieuse. Réunis au sein de la Convention sur l'avenir de l'Europe, les représentants des forces politiques des pays de l'Union ont apporté une contribution majeure et ambitieuse en présentant un projet de Constitution européenne. Permettez-moi de rendre hommage à l'active participation du Parlement et du gouvernement hongrois à cette grande entreprise. Nous sommes maintenant à la croisée des chemins. Notre Europe a besoin d'un nouveau projet politique. Adoptons la Constitution dès que possible en 2004. Faisons toute confiance à la présidence irlandaise pour nous présenter une juste évaluation de la situation au Conseil européen du mois prochain et pour prendre les initiatives nécessaires si elle estime que les conditions d'un succès sont réunies d'ici la fin juin. Naturellement, toutes les préoccupations doivent être prises en compte. Je pense en particulier à cette question des minorités nationales qui vous tient, à juste titre, à cœur. Nous avons, de par notre histoire, de par nos traditions juridiques, des approches différentes. Mais nos deux pays partagent le même souci que la protection des personnes appartenant à des minorités, dans le respect des souverainetés nationales et des frontières, soit consacrée comme l'une des valeurs fondamentales de l'Union. Et je suis convaincu que l'accord trouvé sur ce point et qui nous réunit sera confirmé et qu'il vous donnera satisfaction. Tout en étant attentifs aux préoccupations des uns et des autres, ne remettons pas en question les équilibres auxquels est parvenue la Convention. Permettons au Conseil de prendre ses décisions plus facilement, selon un système clair, démocratique et efficace, conformément à celui proposé par la Convention. Remplaçons autant que possible la règle de l'unanimité qui est une source de paralysie, par celle du vote à la majorité qualifiée pour plus et mieux d'Europe. Permettons à la Commission européenne de conserver, grâce à une taille raisonnable, son rôle, traditionnel et indispensable, de garant de l'intérêt général face à l'intérêt des États qui lui s'exprime au sein du Conseil. L'adoption de cette Constitution européenne est l'enjeu prioritaire des prochains mois : nous devons lui consacrer toute notre énergie. Je sais les interrogations que suscite une Europe élargie quant à sa capacité à aller de l'avant. Je perçois également la crainte chez certains d'une Europe à deux vitesses. Je tiens à le dire ici solennellement : c'est une Europe à 25 que la France veut construire ! L'Union élargie doit aller de l'avant au bénéfice de tous ses membres. Nous ne voulons pas d'une Europe divisée ou d'une Europe paralysée. Nous voulons faire avancer l'Union tout entière, en respectant les rythmes de chacun, dans une démarche qui devra rester ouverte, concertée et progressive. L'Europe des 25 constitue le cadre naturel de notre action commune. C'est dans ce cadre que nous pourrions introduire, si nécessaire, davantage de souplesse et de flexibilité. Certains pays auront la volonté et la capacité d'aller plus vite et plus loin : laissons-les ouvrir le chemin. D'autres sont plus hésitants : laissons-leur le temps nécessaire pour s'adapter. Les plus résolus doivent pouvoir constituer ce que j'ai appelé des " groupes pionniers ", appelés à défricher en éclairant certains domaines où l'Europe peut s'intégrer davantage. Et, comme cela a toujours été notre conception, c'est l'Europe tout entière qui en bénéficiera pour autant que les groupes pionniers soient respectueux, cela va de soi, de l'acquis communautaire, et ceci sous le contrôle de la Commission européenne, et restent bien entendu ouverts, sans aucune restriction, à tous ceux qui veulent ou qui peuvent les rejoindre. Rappelons-nous que cette démarche n'est pas nouvelle et qu'elle a déjà fait la preuve de son efficacité et de sa dynamique. Nous l'avons suivie pour créer un vaste espace de libre circulation des personnes et aussi pour nous doter d'une monnaie commune. J'espère ainsi que la Hongrie sera en mesure très rapidement d'intégrer l'espace Schengen et d'adopter l'euro. Demain, d'autres domaines d'action pourront donner lieu à des coopérations au service des objectifs mêmes de l'Union : songeons à une meilleure coordination des politiques économiques au sein de l'Eurogroupe, à la création d'un véritable espace de sécurité et de justice, à la politique

étrangère, à la politique de défense. Je le répète : il ne s'agit pas de diviser mais d'entraîner à travers de nouvelles solidarités. Il ne s'agit pas d'exclure, mais de mobiliser en montrant qu'aller plus loin est possible et que c'est aussi synonyme d'efficacité pour nos économies, de progrès pour nos concitoyens et pour les idéaux qui nous rassemblent. De tout cœur, je souhaite que la Hongrie se joigne à ce mouvement. Elle est attendue, avec son expérience, son dynamisme et sa volonté d'entreprendre. Elle y est bienvenue, avec tous les autres États membres qui partagent cette ambition.

Quand furent jetées après la guerre les fondations de la construction européenne, ce fut d'abord pour réaliser un rêve de paix et d'enracinement de la démocratie. Ce rêve que vous-mêmes partagez, vous qui, au cœur de l'Europe, avez vécu au plus profond de votre chair les grands chocs du siècle passé. Vous qui avez su dépasser le legs des rancunes et des affrontements pour établir, avec vos voisins, des relations exemplaires. À l'aube de ce nouveau siècle, l'Europe est un modèle pour toutes celles et pour tous ceux qui souhaitent donner des fondations solides à un nouvel ordre mondial reposant sur l'adhésion des peuples, sur leur liberté et sur le respect de leur identité. Notre responsabilité commune est aujourd'hui d'organiser une relation harmonieuse et pacifique entre les grands ensembles du monde autour d'un nouveau multilatéralisme régulé par le droit. Pour porter ce message de paix, le monde a besoin d'une Europe capable de faire entendre sa voix sur la scène internationale. Mais nous savons aussi que pour être crédible, la diplomatie doit parfois s'appuyer sur la force militaire. L'Europe de la défense a beaucoup progressé au cours de ces derniers mois avec de premières opérations en Afrique et en Macédoine. En décembre dernier, nous avons pris les décisions qui renforceront les capacités de planification et de conduite d'opérations autonomes de l'Union européenne et, pour la première fois, nous avons adopté une stratégie européenne de sécurité. Il nous faut continuer à aller de l'avant en nous engageant plus fortement dans le développement de nos capacités de défense, en participant à des forces multinationales et à des programmes majeurs d'équipements européens. N'en doutez pas. Nul ne demande à la Hongrie de choisir entre l'OTAN et la Défense européenne. Les États-Unis sont nos Alliés. Les valeurs qui unissent la communauté euro-atlantique sont plus fortes que les divergences occasionnelles. Après avoir largement contribué au succès des opérations de l'OTAN dans les Balkans, la France est aujourd'hui pleinement engagée dans le processus de rénovation de l'Alliance comme en témoigne notre participation à sa Force de Réaction dont nous sommes le deuxième contributeur. Mais, pour que notre Alliance soit toujours forte et solide, pour qu'elle soit respectueuse des positions de ses membres, encore faut-il que l'Europe acquière une véritable réalité militaire. Œuvrer à l'Europe de la défense, c'est contribuer à la vitalité du lien transatlantique. C'est préserver notre avenir commun. Une Europe plus forte, c'est une Alliance plus forte. Cette Europe plus forte et plus crédible pourra aider le monde à relever les défis de notre temps. Ceux d'une mondialisation maîtrisée et à l'échelle de l'homme, respectueuse de la diversité de ses cultures et soucieuse du développement durable, du respect de notre environnement. Pour cela, il nous faut adopter les nécessaires règles communes qui instaureront cette démocratie planétaire, cette gouvernance mondiale que l'opinion publique internationale nous presse d'élaborer. Plus que jamais, l'Europe doit tendre une main fraternelle à celles et à ceux qui, autour de la Méditerranée ou dans l'immense Afrique, luttent pour la paix, contre la misère, la faim, les inégalités. Paix et prospérité sans lesquelles il n'y a pas de perspective démocratique durable dans le monde. L'Europe est pleinement elle-même, fidèle à sa vocation quand elle défend au-delà de ses frontières les valeurs qui la fondent : la démocratie, la paix, le progrès, le partage. Ces valeurs, la Hongrie peut contribuer largement à les promouvoir et enrichir ainsi notre politique étrangère commune. Par sa géographie, par son Histoire, elle a le souci de la stabilité de notre continent. La France soutient pleinement les initiatives de la Hongrie pour accompagner et encourager le processus de réformes démocratiques et économiques dans les Balkans et en Ukraine. Construire l'Europe de la paix,

c'est aussi inventer une nouvelle relation avec la Russie, c'est essentiel. Nous pensons comme vous qu'il faut dépasser les réflexes du passé et établir avec la Russie un partenariat équilibré et respectueux les uns des autres. Aidons la Russie à libérer ses énergies immenses, aidons-la à conforter l'État de droit et à réussir les réformes qu'elle a engagées. Mettons résolument en œuvre les espaces communs dont nous avons décidé la création à Saint-Petersbourg récemment. La solidarité, les valeurs de l'humanisme, nous devons les faire vivre aussi entre nous, au sein de l'Union. Nous devons renouer avec la croissance et veiller à la juste redistribution de ses fruits. Nous devons préserver et promouvoir dans l'Europe élargie ce modèle social, fait de justice, de dialogue et de partage. C'est un bien acquis de haute lutte auquel nos concitoyens sont attachés car ils y voient aussi l'expression de l'idée européenne. Dans votre pays, les nécessaires transitions économiques et sociales ont été souvent douloureuses. Je le sais. La solidarité financière de l'Union à l'égard des nouveaux États membres est un devoir, comme cela a été le cas lors des précédents élargissements. Si la France, avec d'autres, a récemment rappelé la discipline budgétaire qui s'impose à l'Union comme à chacun de ses États membres, elle ne veut pas, bien sûr, remettre en cause ce nécessaire effort de solidarité qui justifie l'existence même de l'Europe. Dans un cadre financier qui n'est naturellement pas extensible à loisir, la France veillera à ce que les arbitrages de l'Union soient rendus dans l'esprit de solidarité qui fonde cette Union et qu'à juste titre vous attendez d'elle. Enfin, cette nouvelle Europe, cette Union de 450 millions de citoyens, comment ne pas y voir l'extraordinaire promesse d'épanouissement qu'elle incarne pour tous les talents? Forte d'une énergie, d'une vitalité nouvelle, elle doit repousser les frontières de l'imagination, de la création, de la pensée. Notre génie, notre héritage, c'est celui aussi de Neumann, de Fejtő, de Liszt, de Bartók, de Vasarely, de Kertész. Voilà la nouvelle frontière de l'Union : celle de l'intelligence, de tous nos talents rassemblés et mobilisés au service d'une vision de l'homme. Je ne doute pas que la Hongrie aux 13 prix Nobel saura se porter une fois encore à l'avant-garde de la conquête de ces nouveaux territoires de l'intelligence et de la création. Unissons nos efforts dans les domaines de la santé, de l'éducation, de la recherche. Soutenons une Europe des universités et des laboratoires. Favorisons l'éclosion de nouveaux champions industriels européens. Nous avons besoin de tous ces moteurs de l'innovation et du développement. Quelle formidable promesse de succès ! Airbus et Ariane montrent ce dont les Européens sont capables quand ils s'unissent et qu'ils le veulent.

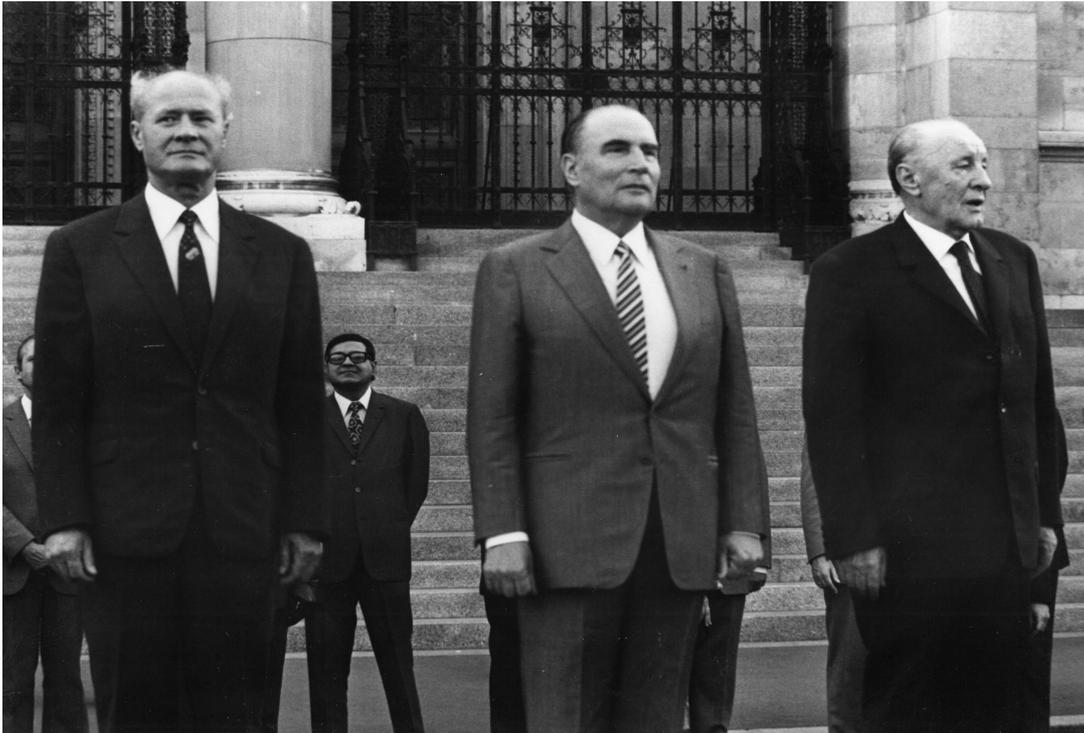
Je vous invite à mettre le partenariat entre la Hongrie et la France au service de cette ambition, de cette grande ambition pour l'Europe. Depuis plus de dix ans, la France a apporté un soutien constant aux efforts que la Hongrie, des efforts qu'elle a consentis pour se préparer à l'adhésion, qu'il s'agisse des jumelages communautaires ou de coopérations bilatérales. Les liens tissés et la confiance surtout qui s'est instaurée entre nos élus, nos administrations, nos acteurs économiques et entre les citoyens de nos deux pays sont le socle de notre action conjointe dans l'Union. Nos contacts politiques sont étroits et confiants. En 2001, Monsieur le Président, c'est moi qui vous accueillais à Paris. J'ai également eu la joie de recevoir plusieurs fois votre Premier ministre, Monsieur Péter Medgyessy. Les entrepreneurs, les industriels, toutes celles et tous ceux qui promeuvent les échanges économiques entre nos deux pays ont puissamment accompagné ce rapprochement. La croissance de notre commerce et le poids de nos investissements montrent que, pour les entrepreneurs français, la Hongrie est une terre d'élection parce qu'ils ont confiance, c'est un point d'ancrage pour eux majeur dans l'Europe centrale. La Hongrie s'affirme de plus en plus comme une référence européenne dans la recherche et dans l'innovation. Et comment ne pas évoquer nos affinités culturelles ? Elles ont témoigné les succès de nos " Saisons ", hongroise en France et française en Hongrie. Ces affinités nous permettent de défendre ensemble à l'UNESCO le projet de Convention sur la diversité culturelle. Diversité culturelle qui passe aussi par la défense des identités

linguistiques. Je me réjouis de votre prochaine association à la famille francophone comme observateur et je soutiens par ailleurs le projet d'une université francophone à Budapest, qui fédérerait tout le réseau des échanges universitaires, un réseau déjà très riche entre nos deux pays.

Le 1er mai prochain s'ouvrira une nouvelle page de l'histoire de notre continent. La France est fière d'associer son destin à celui de la Hongrie. Elle voit en votre grande nation, non seulement un partenaire essentiel, mais aussi une amie. Elle a la conviction qu'avec la Hongrie, l'Europe réunie, enfin retrouvée, franchira de nouvelles étapes et saura diffuser encore davantage l'esprit européen, offrant au monde ses lumières de liberté, de solidarité et de progrès. Je vous remercie.

## ANNEXE 20

### Illustrations



Visite officielle de François Mitterrand en Hongrie : cérémonie de départ sur la place Kossuth en présence du Premier secrétaire du parti socialiste ouvrier hongrois, János Kádár (droite), 9 juillet 1982.

Source: IFM (droits réservés).



Entretien à l'Élysée entre Károly Grósz, président du conseil des ministres hongrois, et François Mitterrand, 17 novembre 1988.

Source : IFM (droits réservés).



Déjeuner à l'Élysée en l'honneur de Károly Grósz, 17 novembre 1988  
Source : IFM (droits réservés).



Table ronde de l'opposition en Hongrie, automne 1989.  
Source : 1989 : *A Csodák Éve Magyarországon és Európában* [1989, année des miracles en Hongrie et en Europe],  
publication du ministère hongrois des Affaires étrangères (droits réservés).



**Le ministres des Affaires étrangères autrichien, Aloïs Mock ( à gauche) et le ministres des Affaires étrangères hongrois, Gyula Horn coupent symboliquement les barbelés séparant leurs deux pays dans la ville frontière de Sopron, 27 juin 1989.**

**Source : 1989 : *A Csodák Éve Magyarországon és Európában* [1989, année des miracles en Hongrie et en Europe], publication du ministère hongrois des Affaires étrangères (droits réservés).**



**Proclamation de la nouvelle République de Hongrie sur la place Kossuth, 23 octobre 1989.**

**Source : 1989 : *A Csodák Éve Magyarországon és Európában* [1989, année des miracles en Hongrie et en Europe], publication du ministère hongrois des Affaires étrangères (droits réservés).**



Cérémonie de réenterrement d'Imre Nagy, de Miklós Gimes, de Géza Losonczy, de Pál Maléter et de József Szilágyi sur la place des Héros, 16 juin 1989.

Source : 1989 : *A Csodák Éve Magyarországon és Európában* [1989, année des miracles en Hongrie et en Europe], publication du ministère hongrois des Affaires étrangères (droits réservés).



Visite officielle de François Mitterrand en Hongrie : défilé des troupes et honneurs militaires sur la place Kossuth en présence du président par intérim de la République hongroise Mátyás Szűrös (gauche), 18 janvier 1990.

Source : IFM (droits réservés).



**Visite officielle de François Mitterrand en Hongrie : entretien du président français avec son homologue hongrois, Mátyás Szűrös (droite) au parlement, 18 janvier 1990.  
Source : IFM (droits réservés).**



**Visite officielle de François Mitterrand en Hongrie : petit-déjeuner avec les représentants des partis politiques d'oppositions, 19 janvier 1990  
Source: IFM (droits réservés).**



**Visite officielle de François Mitterrand en Hongrie : rencontre du président de la République avec József Antall, président du parti d'opposition MDF, 18 janvier 1990.**  
Source : Nemzeti audiovizuális archivum (NAVA), droits réservés.



**Visite officielle de François Mitterrand en Hongrie : visite du lycée bilingue franco-hongrois Ferenc Kölcsey de Budapest, 19 janvier 1990**  
Source : Múlt-kor történelmi portal (droits réservés)



Visite officielle de József Antall, Premier ministre de Hongrie en France : entretien avec François Mitterrand à l'Élysée, 22 juin 1990.

Source : IFM (droits réservés).



Échange du traité d'entente et d'amitié franco-hongrois entre le président de la République française, François Mitterrand et le Premier ministre hongrois, József Antall en présence des ministres des Affaires étrangères Géza Jeszenszky et Roland Dumas, Paris, Palais de l'Élysée, 11 septembre 1991.

Source : IFM (droits réservés).



**Le lycée Ferenc Kölcsey dans le 6e arrondissement de Budapest.  
Source : Wikipédia**



**Alliance Française de Szeged  
Source : Alliance française de Szeged (droits réservés).**





**Institut français de Budapest vu depuis la rue Fő**  
Source : ministère des Affaires étrangères (droits réservés)



**Amphithéâtre de l'Institut français de Budapest**  
Source : INFH (droits réservés).



**L'Institut hongrois de Paris, 92 rue Bonaparte.  
Source : Wikimedia.**



**Visite officielle de Jacques Chirac en Hongrie : cérémonie protocolaire sur la place Kossuth en compagnie du président Árpád Göncz, 18 janvier 1997.  
Source : NAVA (droits réservés).**



**Visite officielle de Jacques Chirac en Hongrie : rencontre privée du président avec la veuve de l'ancien Premier ministre József Antall, 16 janvier 1997  
Source : NAVA (droits réservés).**



**Visite officielle de Jacques Chirac en Hongrie : discours du président français devant le parlement hongrois, 16 janvier 1997.  
Source : NAVA (droits réservés).**



**Visite officielle de Jacques Chirac en Hongrie : discours du président français au palais des sports de Budapest à l'occasion de la fête de la francophonie, 17 janvier 1997.  
Source : NAVA (droits réservés).**



**Visite officielle de Jacques Chirac en Hongrie : accueil du président français par son homologue hongrois, Ferenc Madl, au palais présidentiel, 23 février 2004**  
Source : AFP/Getty images (droits réservés)



**Visite officielle de Jacques Chirac en Hongrie : entretien du président avec le Premier ministre hongrois, Péter Medgyessy, 23 février 2004.**  
Source : AFP/Getty images, photo de Patrick Kovaric (droits réservés).



La « Une » du Journal Francophone de Budapest à l'occasion de la visite de Jacques Chirac en Hongrie (18 février 2004).



Célébrations sur le pont des chaînes de l'accession hongroise à l'Union européenne, Budapest, 1er mai 2004.  
 Source : 1989 : A Csodák Éve Magyarországon és Európában [1989, année des miracles en Hongrie et en Europe], publication du ministère hongrois des Affaires étrangères (droits réservés).

## ANNEXE 21

### Notices biographiques des principales personnalités

**ANTALL, József (8 avril 1932 – 12 décembre 1993)** : Né à Budapest dans une famille de la petite noblesse, il reçoit une éducation chrétienne et patriotique et étudie à l'école piariste de la capitale (1942-1950). De son père, juriste et haut fonctionnaire, il hérite une certaine idéologie politique et le goût pour l'engagement. Après le baccalauréat, il s'inscrit à la faculté des lettres de l'Université Eötvös Loránd de la capitale hongroise et entame des études d'archivistique suivant aussi bien des cours de littérature, de philologie hongroise que d'histoire et de muséologie. Fraîchement diplômé, il débute sa carrière aux Archives nationales de Hongrie puis travaille pour l'Institut des sciences pédagogiques de la capitale. À partir de 1955, il est professeur au lycée Eötvös, mais les idées qu'il prône (pluralisme politique, retrait des troupes soviétiques, indépendance hongroise) lui attirent les foudres du régime. En 1959, il est interdit d'enseignement et devient bibliothécaire. En 1963, il rédige la biographie de 80 médecins pour l'Encyclopédie biographique de Hongrie et est invité, l'année suivante, par l'université de médecine de la ville (Université Semmelweis) à venir diriger son musée et ses archives. Il en devient rapidement le directeur adjoint. En 1974, il obtient l'autorisation de voyager et se rend dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest pour y donner des conférences. Ses déplacements à l'étranger lui permettent de suivre de près les changements politiques en Europe occidentale. Devenu directeur général du musée et des archives de l'université de médecine en 1984, il est élu président de la Société hongroise d'histoire de la médecine la même année, et prend en charge la rédaction du *Bulletin hongrois d'histoire de la médecine*. Au début de l'année 1988, il rejoint le mouvement de contestation politique. Aux côtés d'Árpád Göncz (voir biographie par ailleurs) il cofonde, à Budapest, une section de l'Association de la ligue hongroise des droits de l'Homme. Dans les semaines qui suivent, il est invité à la cérémonie officielle d'inauguration d'un nouveau parti politique, le Forum démocrate hongrois (MDF) et participe, en tant qu'observateur, à sa présidence provisoire. Au cours de l'année 1989, il participe activement aux négociations de la Table ronde de l'opposition et collabore à l'amendement de la Constitution. En septembre 1989, il est élu président du MDF et conduit le parti à la victoire lors des élections législatives du printemps 1990. Le 23 mai 1990, il devient le premier chef de gouvernement de la nouvelle Hongrie. Sous son mandat la Hongrie réoriente sa politique extérieure vers l'Ouest et débute sa transition économique vers une économie de marché. Malade, il décède le 12 décembre 1993 sans pouvoir achever son mandat. Il est remplacé par Péter Boross (voir biographie par ailleurs).

**ATTALI, Jacques (1er novembre 1943)** : Né à Alger (Algérie), il mène ses études secondaires à Paris au sein du lycée Janson-de-Sailly où il côtoie notamment Jean-Louis Bianco (voir biographie par ailleurs) avant d'intégrer l'École Polytechnique dont il sort major en 1965. Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris (1967), il intègre l'ENA entre 1968 et 1970 (promotion Robespierre). En 1972, il reçoit un doctorat en sciences économiques de l'Université de Paris-Dauphine. Au cours de la campagne présidentielle de 1974, il dirige l'équipe de François Mitterrand puis devient l'un de ses principaux conseillers dans l'opposition entre 1974 et 1981. En parallèle, il enseigne les sciences économiques à l'École Polytechnique. Suite à la victoire à l'élection présidentielle de François Mitterrand en 1981, il devient le conseiller spécial du président de la République. En cette qualité il assiste aux conseils des ministres, aux conseils de Défense ainsi qu'à la quasi-totalité des entretiens bilatéraux du président. En 1989, face aux bouleversements en Europe de l'Est il propose de créer la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) dont il

devient le premier président de 1990 à 1993. Ses années auprès du président Mitterrand lui donnent matière à l'écriture de deux ouvrages retraçant son expérience à l'Élysée : *Verbatim* publiés en 3 volumes entre 1994 et 1996 (Fayard) et *C'était François Mitterrand* (Fayard, 2005).

**ARNOTHY, Christine (née Irène Kovach de Szendrő) (20 novembre 1930 – 6 octobre 2015)** : Née à Budapest dans une famille d'intellectuels, elle est élevée dans la langue française par sa mère. En 1948, elle fuit le communisme de sa terre natale en compagnie de ses parents pour se réfugier en Autriche puis en Belgique. En 1955, elle publie le livre *J'ai quinze ans et je ne veux pas mourir* dans lequel elle raconte son expérience de la Seconde Guerre mondiale en Hongrie (en 1944, le soir de Noël, alors que Budapest est encerclée par les Allemands, son père met les siens à l'abri dans la cave. Là, jour après jour, l'adolescente retranscrit sur un cahier, à la lumière d'une bougie, son quotidien et celui de la ville) et qui rencontre un succès mondial. En 1964, elle épouse Claude Bélanger, le fondateur du *Parisien libéré*, et l'un des compagnons de François Mitterrand dans la Résistance. Au cours des décennies suivantes, elle publie plusieurs dizaines de livres qui remportent un large succès, dont trois romans noirs sous le pseudonyme de William Dickinson.

**BALLADUR, Édouard (2 mai 1929)** : Né à Izmir (Turquie), il étudie à l'IEP de Paris puis à l'ENA (1955-1957, promotion France-Afrique) avant d'entrer au Conseil d'État puis de diriger le cabinet de la RTF. En 1964, il entre au cabinet du Premier ministre, Georges Pompidou. En 1969, il est nommé Secrétaire général adjoint de Michel Jobert à l'Élysée avant de le remplacer à ce poste en avril 1973. Après l'élection de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République en 1974, il retourne au Conseil d'État puis se dirige vers le secteur privé. Il dirige successivement, à partir de 1977, la Compagnie générale d'électricité, la Société Générale de Service Informatique, puis en 1980 la Compagnie européenne d'accumulateurs. Membre de droit du bureau politique et du conseil politique du RPR, il est élu député de Paris en mars 1986 puis nommé ministre d'État, ministre de l'Économie, des Finances et de la Privatisation du gouvernement de cohabitation de Jacques Chirac (1986-1988). À la suite du retour de la gauche au gouvernement, il retrouve son siège de député de Paris (1988-1993). La victoire de la droite aux élections législatives de 1993 lui offre la place de Premier ministre (1993-1995). Candidat à l'élection présidentielle de 1995, il échoue à rejoindre le second tour qui voit s'opposer Lionel Jospin à Jacques Chirac (voir biographies par ailleurs). De septembre 1995 à juin 2007, il est de nouveau député de Paris (douzième circonscription). À l'Assemblée nationale, il occupe notamment la fonction de président de la Commission des Affaires étrangères de 2002 à 2007.

**BARANYAI, Tibor (26 août 1925 – 15 décembre 2005)** : Né à Apagy, il étudie au sein de l'École des sciences sociales du Parti social-démocrate (*Szociáldemokrata Párt*). Durant la Seconde Guerre mondiale il dirige un mouvement de libération étudiant puis devient, de 1945 à 1947, le secrétaire général du mouvement de jeunesse social-démocrate. En 1948, il fuit le nouveau régime stalinien et s'exile à Vienne, Zürich, Stockholm puis Montréal et y exerce différentes activités (tailleur, teinturier, agent d'assurance). De retour en Hongrie en 1964 à la suite de l'assouplissement du régime, il travaille de nouveau comme teinturier puis pour l'agence d'assurance de l'État. En 1989, il devient le vice-président du nouveau Parti social-démocrate hongrois (*Magyarországi Szociáldemokrata Párt*) puis son président l'année suivante, mais ne parvient pas à être élu député lors des élections législatives du printemps 1990.

**BARNIER, Michel (9 janvier 1951)** : Né à La Tronche, il étudie à l'École supérieure de commerce de Paris jusqu'en 1972. L'année suivante il devient chargé de mission au cabinet

du ministre de l'Environnement, Robert Poujade (1973-1974) et conseiller régional de Haute-Savoie. Entre 1974 et 1976 il est chargé de mission au cabinet de Pierre Mazeaud, le secrétaire d'État chargé de la Jeunesse et des Sports avant de devenir conseiller technique pour le secrétaire d'État auprès du Premier ministre, Antoine Rufenacht (1976-1977) puis pour le secrétaire d'État au Commerce et à l'Artisanat (1977-1978). En 1978, à 27 ans, il devient le plus jeune député de l'Assemblée nationale en remportant la deuxième circonscription de Savoie qu'il conserve sans discontinuer jusqu'en mars 1993, date à laquelle il est nommé ministre de l'Environnement du gouvernement Balladur. De 1995 à 1997, il est ministre délégué aux Affaires européennes du gouvernement d'Alain Juppé. Sénateur de Savoie de 1997 à 1999, il est nommé Commissaire européen à la politique régionale en 1999, position qu'il occupe jusqu'en mars 2004, date à laquelle il devient ministre des Affaires étrangères. Remplacé en mai 2005 par Dominique de Villepin (voir biographie par ailleurs), il revient au gouvernement en mai 2007 en tant que ministre de l'Agriculture et de la Pêche du gouvernement de François Fillon. Élu député européen en juillet 2009, il quitte son poste pour redevenir Commissaire européen en février 2010. En charge du Marché intérieur et des Services, il occupe ce poste jusqu'en novembre 2014.

**BARRE, Raymond (12 avril 1924 – 25 août 2007)** : Né à Saint-Denis de la Réunion, il y mène des études de droit avant d'être mobilisé en 1944 et de partir pour Madagascar. De retour en métropole en 1946 il étudie à l'Institut d'études politiques de Paris et obtient une agrégation de droit et de sciences économiques en 1950. Devenu professeur d'économie il enseigne dans les universités de Caen, à l'Institut des hautes études de Tunis, mais aussi à l'École Centrale de Paris, ainsi qu'à la faculté de droits et de sciences économiques et l'IEP de la capitale française.

De 1959 à 1962, il devient directeur de cabinet de Jean-Marcel Jeanneney, ministre de l'Industrie du gouvernement de Michel Debré. De 1967 à 1973, il occupe le poste de vice-président de la Commission européenne en charge des Affaires économiques et financières. En janvier 1976 Jacques Chirac le nomme ministre du Commerce extérieur de son gouvernement, un poste qu'il n'occupe que quelques mois puisqu'il remplace Jacques Chirac en tant que Premier ministre en août de la même année, une fonction qu'il cumule avec celle de ministres de l'Économie et des Finances. Raymond Barre reste en poste jusqu'en mai 1981. En juillet 1981 il est élu député de la quatrième circonscription du Rhône et le reste jusqu'en juin 2002. Entre-temps il a pris les rênes de la mairie de Lyon (1995-2001). Au cours de son mandat de Premier ministre, il se rend une fois en Hongrie au cours du mois de novembre 1977. Sur le plan personnel Raymond Barre a épousé le 19 novembre 1954, Éva Hegedüs, une hongroise polyglotte (fille de l'avocat Barthélemy Hegedüs et de Berthe Salamoni) rencontrée lors de son séjour en Tunisie.

**BAUMEL, Jacques (6 mars 1918 – 17 février 2016)** : Né à Marseille, il étudie la médecine dans la capitale phocéenne avant de rejoindre la Résistance et de diriger le mouvement « Combat à Marseille ». En 1943, il devient secrétaire général des Mouvements unis et de la Résistance et participe en 1945 à la fondation de l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR). Élu député de Moselle à la Première Assemblée nationale constituante, puis député de la Creuse lors de la Deuxième Assemblée, il échoue lors des élections législatives de 1946 mais participe l'année suivante à l'essor du Rassemblement du peuple français (RPF). Sénateur de 1959 à 1967, il est également député en 1967, position qu'il conserve sans discontinuer jusqu'en 2002. Membre de l'UDR de 1968 à 1978, il rejoint le RPR à sa création en 1978. Maire de Rueil-Malmaison de 1971 à 2004, il est secrétaire d'État auprès du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas de juin 1969 à juillet 1972.

**BAYROU, François (25 mai 1951) :** Né à Bordères, il étudie à l'Université de Bordeaux et obtient l'agrégation de lettres classiques en 1974. En 1982 il devient conseiller général des Pyrénées-Atlantiques (1982-2008) puis député de ce même département en 1986. Réélu en 1988 et 1993, il n'exerce pas son dernier mandat puisqu'il est nommé ministre de l'Éducation nationale du gouvernement d'Edouard Balladur (voir biographie par ailleurs), il conserve ce poste sous les gouvernements suivants (Juppé I et II) jusqu'en 1997. Il retrouve son siège de député en 1997 et devient l'année suivante président du parti politique centriste UDF (1998-2007). En 1999 il est élu député européen (1999-2002) avant de revenir à l'Assemblée nationale (2002-2012). En décembre 2007 il crée et préside un nouveau parti : le MODEM qui lui sert de tremplin pour sa candidature à l'élection présidentielle durant laquelle il recueille près de 19% des voix, un chiffre insuffisant pour assurer sa présence au second tour. Après un nouvel échec à l'élection présidentielle de 2012, il devient maire de la ville de Pau (2014) et continue de diriger le MODEM.

**BEAUCÉ (de), Thierry (14 février 1943) :** Né à Lyon, il étudie à l'IEP de Paris puis à l'ENA entre 1966 et 1968 (promotion Turgot) avant de travailler dans plusieurs cabinets ministériels (dont ceux de Jacques Chaban-Delmas et de Pierre Messmer). Conseiller culturel à l'ambassade de France au Japon (1976-1978), il devient deuxième conseiller de l'ambassade de France à Rabat en 1978 avant d'être nommé directeur des relations internationales d'Elf-Aquitaine en 1981. À partir de 1986 il est directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au Quai d'Orsay puis secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales du gouvernement de Michel Rocard entre 1988 et 1991. À la suite de la démission de ce dernier, il est nommé chargé de mission à l'Élysée (1991-1995) avant de devenir ambassadeur de France en Indonésie (1995). En 1997 il accepte le poste de directeur des relations internationales de la société Vivendi.

**BECK, Tamas (26 février 1939 – 20 août 2014) :** Né à Budapest, il étudie l'ingénierie mécanique à l'Université Technique de Budapest (BME) avant de poursuivre sa formation à Prague (1950-1951). De retour en Hongrie, il travaille pour le ministère de l'Industrie puis devient le directeur d'une usine à Szeged. De 1982 à 1988, il est le président de la Chambre de commerce de Hongrie et le directeur du journal économique *HVG*. Entré au parti socialiste ouvrier hongrois en 1976, il devient membre du comité pour la politique économique en 1985 puis avant d'être élu, en juin 1987, au sein du comité central du parti. En octobre 1988, il devient le ministre du Commerce du gouvernement de Miklós Németh, position qu'il conserve jusqu'en mai 1990.

**BERECZ, János (18 septembre 1930) :** Né à Ibrány dans le nord-est de la Hongrie d'une famille d'agriculteurs il étudie à l'Université de Debrecen (1950) avant de rejoindre l'Institut Lénine au sein de l'Université d'ELTE (1951-1955). L'année de son arrivée dans la capitale hongroise coïncide avec son entrée au parti des travailleurs hongrois (*Magyar Dolgozók Pártja*). En 1956 il devient le directeur du comité central de l'alliance des jeunes communistes (*Magyar Kommunista Ifjúsági Szövetsége* – KISZ) et participe à l'alliance des jeunes travailleurs (*Dolgozó Ifjúság Szövetsége* -DISZ). De 1963 à 1966 il se forme au sein de l'académie des Sciences sociales du Parti communiste à Moscou avant de rejoindre le Parti socialiste des travailleurs hongrois (*Magyar Szocialista Munkáspárt* - MSZMP) à son retour en Hongrie et d'intégrer le ministère des Affaires étrangères. En 1972 il est nommé directeur adjoint des Affaires étrangères au sein du MSZMP puis directeur en 1974. Élu membre du comité central du MSZMP lors du 11e Congrès du parti en 1980, il devient, en 1982, éditeur en chef du quotidien socialiste *Népszabadság*. En 1985 il est nommé secrétaire en charge de l'idéologie au sein du MSZMP et directeur du département d'Agitation et de Propagande au

sein du parti, positions qu'ils cumulent avec son mandat de député du comitat de Szabolcs-Szatmár-Bereg. De 1987 à avril 1989 il est membre du Politburo du Parti socialiste des travailleurs hongrois. À la suite de la scission du MSZMP en 1989 il choisit de rejoindre le nouveau parti socialiste mais échoue à être élu lors des élections législatives du printemps 1990 et se retire de la vie politique l'année suivante pour mener une carrière de chef d'entreprise. Après un bref retour en politique en 1997, année au cours de laquelle il rejoint le Parti social-démocrate de Hongrie (*Magyarországi Szociáldemokrata Párt*), il se retire définitivement de la scène politique en 1999 et se consacre alors à l'écriture. Il a livré notamment un témoignage en plusieurs volumes des années Kádár (*Kádár élt 1. – Aki nincs ellenünk...*, 2008. *Kádár élt 2. – ...az velünk van!*, 2008. *Kádár élt 3. – Emberek, esetek, emlékek...*, 2010. Et enfin *Kádár élt 4. - Száz éve született*, 2012) et de son rôle lors du changement de régime (*Az én rendszerváltásom*, 2006).

**BÉRÉGOVOY, Pierre (23 décembre 1925-1 mai 1993)** : Né à Déville-lès-Rouen dans une famille modeste, il obtient un brevet d'enseignement industriel (BEI) ainsi qu'un CAP de dessinateur industriel et un CAP d'ajusteur. Durant la Seconde Guerre mondiale, il participe à la Résistance et s'engage dans les jeunesses socialistes. Au sortir du conflit il rejoint la SFIO (mai 1946-1958) et rentre, en 1949, au cabinet de Christian Pinot, le ministre des Transports et des Travaux publics, en tant que chargé de relations avec les syndicats. De 1950 à 1978 il travaille pour l'entreprise Gaz de France, d'abord comme agent technico-commercial, puis comme chargé de mission (1972) et enfin en tant que directeur adjoint. En parallèle il est très actif politiquement en rejoignant le PSU (1958-1967) puis le nouveau Parti socialiste (1969). En 1973 il devient le Secrétaire général national en charge des affaires sociales du Parti socialiste avant d'être nommé chargé des relations extérieures (1975-1979). À la suite de la victoire de François Mitterrand à l'élection présidentielle de 1981 il devient secrétaire général de l'Élysée (mai 1981-juin 1982) puis ministre des Affaires sociales et de la Solidarité nationale (juin 1982-juillet 1984) et ministre de l'Économie, de Finances et de l'Industrie (juillet 1984-mars 1986). De retour au gouvernement après la cohabitation de 1986-1988, période durant laquelle il est député de la Nièvre, il est de nouveau nommé ministre de l'Économie et des Finances des gouvernements Rocard (mai 1988-mai 1991) et Cresson (mai 1991-avril 1992). En avril 1992 François Mitterrand le choisit pour devenir Premier ministre en remplacement d'Édith Cresson (voir biographie par ailleurs). Il occupe également la position de ministre de la Défense au cours de la même période (avril 1992-mars 1993). Un peu plus d'un mois après son départ de Matignon il choisit de se donner la mort à Nevers, la ville dont il était maire depuis 1983.

**BIANCO, Jean-Louis (12 janvier 1943)** : Né à Neuilly-sur-Seine, il effectue ses études au lycée Janson-de-Sailly avant d'intégrer l'Institut d'études politiques de Paris (IEP). Licencié en sciences économiques, il est également diplômé de l'École supérieure des mines en ingénierie civile et de l'École nationale d'administration (ENA). Il entre au Conseil d'État en tant qu'auditeur en 1971 avant de devenir, en 1978, maître de requêtes. À partir de mai 1981 il travaille aux côtés de François Mitterrand à l'Élysée en tant que chargé de mission avant de devenir en 1982 secrétaire général de la présidence de la République, un poste qu'il occupe sans discontinuer jusqu'en 1991, date à laquelle il est nommé ministre des Affaires sociales et de l'Intégration du gouvernement d'Édith Cresson. Sous le gouvernement suivant, le Premier ministre Pierre Bérégovoy le nomme ministre de l'Équipement, du Logement et des Transports, un poste qu'il conserve jusqu'en mars 1993. En 1994 il devient conseiller général des Alpes-de-Hautes-Provence puis maire de Digne-les-Bains en 1995. De 1997 à 2012 il occupe le siège de député de la première circonscription des Alpes-de-Haute-Provence.

**BOKROS, Lajos (26 juin 1954)** : Né à Budapest, il étudie à l'Université Karl Marx de la capitale et obtient un doctorat en économie. De 1980 à 1986, il travaille pour l'Institut de recherches financières du ministère de l'Économie avant de devenir le directeur adjoint du département économique de la Banque Nationale de Hongrie (1987-1989) puis son directeur général (1989-1991). De 1991 à 1995, il dirige la Bourse de Budapest, fonction qu'il cumule entre 1990 et 1991 avec celle de directeur de l'agence des biens d'États. En mars 1995, il devient ministre des Finances du gouvernement de Gyula Horn (voir biographie par ailleurs) et lance une série de réformes économiques d'austérité communément connues sous le nom de « paquet Bokros » avant de démissionner en février 1996. De 1997 à 2000, il travaille à la Banque Mondiale en tant que directeur du secteur privé et financier et participe à la restructuration de la Géorgie, de la Moldavie ou encore du secteur bancaire russe. En 2009, il est élu député européen (MDF) tandis qu'en 2010 il est le candidat du MDF pour le poste de Premier ministre. En avril 2013, il fonde un nouveau parti libéral-conservateur: le mouvement Hongrie moderne (*Modern Magyarország Mozgalom – MoMa*).

**BOROSS, Péter (27 août 1928)** : Né à Nagybjom, il étudie le droit à l'Université Eötvös Loránd puis exerce pendant quelques années le métier d'avocat avant de travailler pour le conseil municipal de la ville de Budapest. Durant la révolution hongroise de 1956, il est membre élu du Comité Révolutionnaire de Budapest et du Conseil Révolutionnaire des Intellectuels. La répression du soulèvement conduit à son renvoi de la mairie puis à son arrestation en juillet 1957. Interné dans le camp de Kistarcsa pendant plusieurs semaines, il est placé sous surveillance policière à sa sortie (et ce jusqu'en 1959). Durant les années 1960, 1970 et 1980 il travaille dans la restauration. Barman au restaurant Szikla du zoo de Budapest, puis serveur au buffet des bains Széchenyi, il travaille ensuite dans un restaurant du 10<sup>e</sup> arrondissement de la capitale avant de devenir directeur adjoint d'une compagnie de traiteur en 1965 puis son directeur (1971). Ami de longue date de József Antall (voir biographie par ailleurs), il est nommé en mai 1990, secrétaire d'État politique au sein du cabinet du Premier ministre, puis, deux mois plus tard, ministre sans portefeuille en charge des services de renseignements. En décembre 1990, il remplace le ministre de l'Intérieur, Balázs Horváth, démissionnaire, et devient numéro 2 du gouvernement. En décembre 1993, il succède à József Antall (décédé des suites d'un lymphome) en tant que Premier ministre et dirige un gouvernement intérimaire qui poursuit le travail de transition politique et économique débuté depuis 1990. Élu député en 1994, il perd son siège en 1998 avant de le récupérer en 2006. Entre-temps (1998-2001) il occupe la fonction de conseiller du Premier ministre Viktor Orbán (voir biographie par ailleurs). En juin 2010, il collabore à l'élaboration de la nouvelle constitution hongroise.

**BOSSON, Bernard (25 février 1948)** : Né à Annecy, il fait des études de droit et devient avocat en 1972. À partir de 1977, il entre en politique en devenant conseiller municipal d'Annecy, puis maire de la ville (1983). En 1986, il est élu député de Haute-Savoie et entre au gouvernement Chirac en tant que Secrétaire d'État chargé des collectivités territoriales. En août 1986, il devient ministre déléguée aux Affaires européennes (poste qu'il occupe jusqu'en mai 1988). De mai 1988 à mars 1993, il est de nouveau député de Haute-Savoie avant de revenir au gouvernement en tant que ministre de l'Équipement, des Transports et du Tourisme (1993-1995). De septembre 1995 à juin 2007 il redevient député tout en conservant la mairie d'Annecy.

**BOUDIER, Marc (1954)**: Ancien élève de l'ENA (1979-1981, promotion Droits de l'Homme), diplômé de l'IEP de Paris et titulaire d'une maîtrise en droit, il débute sa carrière à la Direction des relations économiques extérieures du ministère des Finances, avant de

devenir en 1984 conseiller du ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur. De 1985 à 1990, il est le conseiller de François Mitterrand à l'Élysée pour les affaires économiques internationales. Après 1990 il se dirige vers le secteur privé où il occupe différentes positions de haut-rang : directeur de la direction internationale de Vivendi pour la zone Europe centrale et orientale, directeur de l'entreprise Dalkia, directeur Europe d'EDF...

**BRICOUT, Edmond (8 octobre 1904 – 3 mai 1973) :** Né à Walincourt, il participe aux réseaux « Action » de la Résistance dans le nord de la France durant la Seconde Guerre mondiale et adhère au RPF lors de sa création en 1947. Élu député de l'Aisne en 1951 il conserve son siège jusqu'à sa mort en 1973. À l'Assemblée nationale, il est membre de la Commission de l'agriculture puis de la Commission de l'intérieur et préside le groupe d'amitié franco-hongrois.

**BROCHAND, Pierre (4 juillet 1941) :** Né à Cannes, il étudie à l'École des hautes études commerciales de Paris (HEC) puis à l'ENA (promotion Turgot 1966-1968). À sa sortie de l'ENA il travaille jusqu'en 1971 à l'administration centrale à Paris. Sa carrière le mène ensuite successivement à Saïgon (Premier secrétaire à l'ambassade de France de 1971 à 1973 puis Conseiller de 1973 à 1975), Bangkok (Conseiller de 1975 à 1979) et San Francisco (Consul général de France 1979-1982). En 1982 il retourne à Paris en tant que sous-directeur au ministère des Affaires étrangères (Asie et Océanie), poste qu'il occupe jusqu'en 1985. De 1986 à 1989, il est le représentant adjoint permanent de la France auprès de l'ONU à New York. En 1989 il est nommé ambassadeur de France en Hongrie en remplacement de Christiane Matitchenko (voir notice bibliographique par ailleurs), position qu'il occupe jusqu'en 1993. Par la suite il occupe le poste d'ambassadeur de France en Israël (1993-1995) et au Portugal (1998-2002), de directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques, au ministère des Affaires étrangères (1995-1998), et de directeur général de la Sécurité extérieure (DGSE) (2002-2008).

**CHAMBON, Jean-Louis (27 novembre 1944) :** Diplômé de lettres classiques il devient directeur du centre d'information sur les innovations sociales de 1976 à 1978 après avoir été enseignant pendant plusieurs années. De 1978 à 1981, il est directeur de la société de communication et production audiovisuelle IDENEK. Chargé de mission au sein du SID de 1981 à 1984, il est ensuite appelé à participer aux cabinets de Georgina Dufoix à la Famille et aux Affaires sociales. De 1986 à 1991, il est chargé de mission à la présidence de la République puis devient conseiller en communication à Matignon auprès de la Première ministre Édith Cresson (1991-1992) avant d'être nommé préfet (1992). Par la suite il occupe les fonctions de Vice-président d'EDF, de Directeur au Commissariat à l'énergie atomique et de membre du Conseil d'Administration d'AREVA puis d'Air France.

**CHARASSE, Michel (8 juillet 1941) :** Né à Chamalières, il étudie à l'IEP de Paris avant de rejoindre l'administration centrale à Paris (1965-1976). Il est élu sénateur du Puy-de-Dôme en 1981 et conserve son siège jusqu'en juin 1988, date à laquelle il est nommé ministre délégué au Budget des gouvernements Rocard II et Cresson puis ministre du Budget (2 avril 1992 – 2 octobre 1992). En octobre 1992 il redevient sénateur du Puy-de-Dôme. Réélu sans discontinuer jusqu'en 2010, il devient membre du Conseil constitutionnel le 12 mars 2010.

**CHARETTE (de), Hervé (30 juillet 1938) :** Né à Paris, il étudie à l'IEP de Paris, HEC puis l'ENA (1964-1966, promotion Montesquieu). En juin 1966, il entre au Conseil d'État en tant que maître des requêtes avant d'y devenir rapporteur et secrétaire général adjoint. De 1973 à 1981, il est successivement conseiller technique de Georges Gorse au ministère du Travail, de l'Emploi et la Population (1973-1974), directeur de cabinet de Paul Dijoud au secrétariat

d'État chargé de l'Immigration (1974-1976) puis de Christian Beullac au ministère du Travail (1976-1978). En 1986 il est élu député UDF de la Nièvre, mais laisse son siège suite à sa nomination au gouvernement en tant que ministre délégué à la Fonction publique et au Plan (1986-1988). De juin 1988 à mai 1993 il est député de la sixième circonscription du Maine-et-Loire. En mars 1993 il devient ministre du Logement du gouvernement Balladur (voir biographie par ailleurs) avant d'être nommé en juin 1995 ministre des Affaires étrangères (1995-1997). À la suite de la défaite de la droite aux élections législatives de juin 1997, il quitte le gouvernement et retrouve son siège de député du Maine-et-Loire (1997-2012).

**CHEVENÈMENT, Jean-Pierre (9 mars 1939)** : Né à Belfort, il est diplômé de l'IEP de Paris et de l'ENA (promotion Stendhal 1963-1965). De 1965 à 1973, il est conseiller commercial au ministère de l'Économie et des Finances. Il devient membre de la SFIO à partir de 1964 et soutient François Mitterrand lors du congrès d'Épinay en 1971. En 1973 il est élu député du Territoire de Belfort, mandat qu'il conserve lors des élections législatives de 1978 et 1981. De 1983 à 1997, il est maire de Belfort. De mai 1981 à mars 1983, il est ministre de la Recherche et de la Technologie puis ministre de l'Éducation nationale de juillet 1984 à mars 1986. Suite à la réélection de François Mitterrand il devient ministre de la Défense du gouvernement Rocard I et II avant de démissionner en janvier 1991 pour marquer son désaccord face à l'engagement de troupes françaises dans la guerre en Irak. En 1992, il fonde son propre parti politique : le mouvement des citoyens (MDC). De juin 1997 à août 2000, il est ministre de l'Intérieur du gouvernement socialiste de Lionel Jospin. Démissionnaire pour la troisième fois après 1983 et 1986, il retrouve son siège de député du Territoire de Belfort en octobre 2000. De 2008 à 2014, il est sénateur du Territoire de Belfort.

**CHIRAC, Jacques (29 novembre 1932)** : Né à Paris, il étudie une année au lycée Louis-le-Grand avant d'intégrer, en 1951, l'IEP de Paris. D'avril 1956 à juin 1957, il participe à la guerre d'Algérie au sein du 11e puis 6e régiment de chasseurs d'Afrique. Rentré en France à l'été 1957, il complète sa formation à l'ENA (1957-1959, promotion Vauban) puis devient auditeur à la Cour des comptes (1960) et maître de conférence à l'IEP de Paris. En juin 1962, il devient chargé de mission auprès du secrétariat général du gouvernement de Georges Pompidou puis au sein du cabinet du Premier ministre. En avril 1967, il est élu député de la troisième circonscription de Corrèze. De mai 1968 à janvier 1971 il est secrétaire d'État à l'Économie et aux Finances des gouvernements de Georges Pompidou puis de Jacques Chaban-Delmas. Le 7 janvier 1971, il est nommé ministre délégué aux Relations avec le Parlement, position qu'il occupe jusqu'en juillet 1972, date à laquelle il devient ministre de l'Agriculture et du Développement rural (juillet 1972-février 1974). Nommé ministre de l'Intérieur le 27 février 1974, il n'occupe cette position que trois mois puisqu'il remplace Pierre Messmer en tant que Premier ministre le 27 mai 1974. Il occupe cette fonction jusqu'à sa démission en août 1976. Réélu député de Corrèze le 15 novembre 1976 (il conserve son siège jusqu'en 1986 puis de nouveau de 1988 à 1995), il devient également maire de Paris le 25 mars 1977 (jusqu'en mai 1995) et fonde un nouveau parti, le Rassemblement pour la France (RPR), le 5 décembre 1976, qu'il préside jusqu'en 1994. Candidat à l'élection présidentielle de 1981, il obtient 18% des suffrages, mais se retrouve distancé par Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand (voir biographie par ailleurs). De 1981 à 1986, il dirige l'opposition et remporte de nombreuses victoires électorales (élections cantonales de 1982, élections municipales de 1983). Le 16 mars 1986 la victoire de la coalition RPR-UDF aux élections législatives lui ouvre une nouvelle fois les portes de Matignon. Premier ministre de mars 1986 à mai 1988, et candidat à l'élection présidentielle du printemps 1988, il échoue de nouveau à se faire élire face à François Mitterrand et retrouve sa place dans l'opposition. Il accède finalement à la présidence de la République, le 17 mai 1995, après avoir défait le candidat socialiste, Lionel Jospin (voir biographie par ailleurs), lors du second tour de

l'élection présidentielle. Réélu très largement en mai 2002 face à Jean-Marie Le Pen, il exerce sa fonction jusqu'en mai 2007, puis rejoint le Conseil constitutionnel (mai 2007-mars 2011).

**COMBLES de NAYVES (de), Dominique (13 septembre 1954)** : Né à Paris, il étudie à l'IEP de Paris avant de rentrer au Quai d'Orsay en 1978. Diplômé de l'ENA en 1985 (promotion Léonard de Vinci), il occupe entre-temps la fonction de conseiller technique du ministre des Relations extérieures, Claude Cheysson, dans le gouvernement de Pierre Mauroy. De 1986 à 1989, il travaille à la Cour des comptes avant de devenir directeur de cabinet d'Edwige Avice, ministre déléguée aux Affaires étrangères puis de Marcel Debarge au ministère de la Coopération et du Développement de 1990 à 1992. De 1992 à 1996, il est Consul général de France au Québec avant d'hériter du poste de directeur de cabinet du ministre de la Défense entre 1997 et 2001, date à laquelle il est nommé ambassadeur de France en Hongrie en remplacement de François Nicoulaud (voir biographie par ailleurs). Revenu en France fin 2004, il est nommé Secrétaire général de la Cour des comptes (2005-2007). Le 7 mai 2007, il rejoint le cabinet d'avocat August et Debouzy en tant qu'associé.

**CRESSON, Édith (27 janvier 1934)** : Née à Boulogne-Billancourt, elle est diplômée d'HEC-JF (Haut enseignement commercial pour les jeunes filles) et titulaire d'un doctorat en démographie. Elle entre au parti socialiste en 1971 avant d'intégrer son secrétariat national quatre ans plus tard. Éluée députée européenne en 1979 elle démissionne en 1981 à la suite de sa nomination au poste de ministre de l'Agriculture du gouvernement Mauroy. En 1983 elle devient ministre du Commerce extérieur et du Tourisme, puis, en 1984, ministre du Redéploiement industriel et du Commerce extérieur. Députée de la Vienne de 1986 à 1988, elle revient au gouvernement en mai 1988 en tant que ministre des Affaires européennes. En mai 1991, François Mitterrand décide de lui confier les rênes du gouvernement, faisant d'elle la première femme Premier ministre de l'histoire de France. Elle ne reste que dix mois aux affaires avant d'être remplacée par Pierre Bérégovoy (voir biographie par ailleurs). De 1995 à 1999, elle occupe la position de Commissaire européenne à la Recherche aux Sciences et Technologies à Bruxelles.

**CURIEN, Hubert (30 octobre 1924 – 6 février 2005)** : Né à Cornimont, il suit des études au lycée Saint-Louis de Paris avant de rejoindre la Résistance dans les Vosges pendant la Seconde Guerre mondiale. Après la fin du conflit, il se forme à l'École normale supérieure de Paris puis à l'École polytechnique. Il se lance alors dans une carrière scientifique par la porte de la cristallographie et devient maître de conférences, puis professeur à la faculté des sciences de Paris. En 1966 il entre au CNRS en tant que directeur du département de Physique et mathématiques. En 1969 il devient directeur général du CNRS, position qu'il occupe jusqu'en 1973. De 1976 à 1984, il est président du CNES (sous sa responsabilité est effectué le premier lancement de la fusée Ariane) et devient en parallèle, à partir de 1979, le premier président de l'Agence spatiale européenne. En juillet 1984 il devient ministre de la Recherche et de l'Espace du gouvernement de Laurent Fabius, position qu'il occupe jusqu'en 1986, puis de nouveau entre 1988 et 1993 sous les gouvernements Rocard, Cresson et Bérégovoy.

**DELALANDE, Jean-Pierre (21 août 1945)** : Né à Rouen, il est élu député RPR du Val d'Oise en mars 1978, position qu'il conserve sans discontinuer jusqu'en octobre 2001. Maire de Deuil-la-Barre de 1989 à 1997, il est actuellement membre de l'Institut des relations internationales et stratégiques.

**DEMSZKY, Gábor (4 août 1952)** : Né à Budapest, il étudie le droit et la sociologie à l'Université Eötvös Loránd de la capitale. Dans sa jeunesse il défend des idées proches du maoïsme radical avant de se tourner vers l'idéologie libertaire. Durant la période kadarienne il

est très actif dans la dissidence et participe à la publication de nombreux ouvrages et revues anti-régime (*samizdat*). Considéré comme l'une des figures principales de la lutte contre le régime il est constamment sous la surveillance des services de sécurité de l'État. En 1984, il est condamné à six mois de prison fermes et trois ans avec sursis pour violence contre les autorités. En 1988, il est l'un des fondateurs de l'Alliance des démocrates libres (*Szabad Demokraták Szövetsége*). À l'automne 1990, il est élu maire de Budapest. Il est réélu sans discontinuer (c'est-à-dire trois fois) jusqu'en 2010

**DENIAU, Xavier (24 septembre 1923 – 29 mars 2011) :** Né à Paris, il étudie à l'École nationale de la France d'outre-mer et débute une carrière d'administrateur dans les colonies françaises, en Indochine puis en Afrique-Occidentale française. De 1955 à 1958, il est membre de la délégation française à l'OTAN (1955-1958) avant de devenir conseiller technique au cabinet du ministre des Armées (1960-1962). En 1962 il est nommé maître des requêtes au Conseil d'État. La même année il est élu député du Loiret sous l'étiquette UNR, poste qu'il conserve jusqu'en 2002. De mai 1972 à mars 1973, il est secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé des départements et des territoires d'outre-mer.

**DROUIN, René (26 mai 1943) :** Né à Moyeuvre-Grande (Moselle), il en devient le maire en 1983, position qu'il occupe sans discontinuer depuis lors. Élu député socialiste de Moselle pour la première fois en juin 1981, il conserve son mandat lors des élections législatives de 1986 et de 1988. À l'Assemblée nationale, il préside le groupe d'amitié France-Hongrie de 1990 à 1993.

**DUMAS, Roland (23 août 1922) :** Né à Limoges, son père, Georges Dumas, fonctionnaire des impôts, est membre du Parti socialiste et de l'Armée secrète lors de la Seconde Guerre mondiale. Dénoncé, ce dernier est arrêté et fusillé par la Gestapo le 26 mars 1944 en tant que chef régional du Noyautage des administrations publiques (NAP). Roland Dumas s'engage dans les Mouvements Unis de la Résistance (MUR) durant la guerre. Après la fin du conflit il étudie le droit à Paris et décroche un diplôme de la *London School of Economics* (LSE) et de l'École libre des sciences politiques tout en suivant une formation à l'École des langues orientales. De 1949 à 1955, il travaille comme journaliste pour *L'information* et le *Nouveau Journal*. Inscrit au barreau depuis 1950, il plaide en faveur de François Mitterrand en 1959 lors de l'affaire de l'attentat de l'observatoire et noue des liens forts avec celui qui est déjà à l'époque le ministre de l'Intérieur du gouvernement de Pierre Mendès France. Entre-temps il a été élu député de la Haute-Vienne (1956-1962). Battu en 1962 il continue de mener de front ses activités d'avocats (il est notamment jusqu'en 1983 l'un des avocats du journal *Le Canard enchaîné*) et ses activités politiques. En 1967 il parvient à reconquérir un siège à l'Assemblée nationale en devenant député de Corrèze, mais doit s'incliner lors des élections législatives de 1968. Après avoir échoué à prendre la mairie de Bordeaux à Jacques Chaban-Delmas lors des élections municipales de 1977, il est élu député de Dordogne en juin 1981, poste qu'il conserve jusqu'en mars 1993. En décembre 1983 il est nommé ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères en charge des Affaires européennes puis porte-parole du gouvernement (juin 1984). En décembre 1984 il devient ministre des Relations extérieures du gouvernement de Laurent Fabius, une position qu'il conserve jusqu'en mars 1986. À l'automne 1986, il est élu président de la commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale avant de retrouver son poste de ministre des Affaires étrangères en mai 1988 suite à la réélection de François Mitterrand. Il obtient par ailleurs au passage le titre de ministre d'État. Il est reconduit dans ses fonctions sous les gouvernements Cresson et Bérégovoy et reste à ce poste jusqu'en mars 1993. Nommé président du Conseil constitutionnel en mars 1995 il démissionne en mars 2000.

**ERDŐS, André (18 mai 1941) :** Né à Alger (Algérie), il se forme à l'Institut d'État des Relations Internationales de Moscou ainsi qu'à l'École supérieure des Sciences politiques de Budapest. En 1965, il rejoint le ministère des Affaires étrangères et travaille au département des pays arabes et à celui d'Asie. Entre 1968 et 1972, il est affecté, au rang d'attaché, à l'Ambassade de Hongrie au Maroc. De retour du Maroc, il intègre le département pour les affaires de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE). Il est membre des délégations hongroises participant aux réunions de la CSCE à Genève de 1973 à 1975, à Helsinki en 1975 et à Belgrade de 1977 à 1978. Entre 1978 et 1983, il est membre de la Mission permanente de la Hongrie auprès de l'ONU à New York. En 1982 et 1983, il est l'assistant particulier du Président hongrois de la 37<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU. En 1984, il est nommé chef de cabinet et conseiller du ministre hongrois des Affaires étrangères, poste qu'il occupe jusqu'en 1986. Promu au rang d'Ambassadeur cette même année, il dirige la délégation hongroise à la réunion de suivi de la CSCE à Vienne de 1986 à 1989 et celles participant à d'autres conférences relatives au processus d'Helsinki. De 1989 à 1990, il est directeur général du département des Organisations internationales en Hongrie. En 1990, il est nommé représentant permanent de la Hongrie auprès des Nations Unies à New York. Entre 1992 et 1993, il représente son pays au Conseil de sécurité de l'ONU. En 1994, il est élu président de la Commission du Désarmement de l'ONU. Cette même année, il quitte son poste de New York pour devenir Secrétaire d'État adjoint aux Affaires étrangères chargé des questions multilatérales (ONU, OSCE, OTAN, désarmement, minorités nationales, coopération régionale en Europe centrale et de l'Est ). Il coordonne les activités de son pays pendant la Présidence hongroise de l'OSCE en 1995 et dirige des délégations de l'OSCE en Tchétchénie, au Karabakh, en Croatie, entre autres. En tant que membre de la délégation de la Troïka de l'OSCE, il visite en 1996 tous les États de l'Asie centrale postsoviétique. De 1995 à 1999, il est membre du Comité consultatif du Secrétaire général de l'ONU pour les affaires de désarmement dont il est le président en 1998. En 1997, il reprend son poste de Représentant permanent de la Hongrie auprès des Nations Unies à New York. Il est élu Président du Comité de Rédaction de la Conférence de 2000 du TNP et, en 2001, Président de la Première Commission ( désarmement et sécurité internationale ) de la 56<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale de l'ONU. En 2002, il est nommé ambassadeur de Hongrie en France, poste qu'il occupe jusqu'à fin 2006. De retour en Hongrie il fait partie, entre 2007 et 2009, du Conseil de politique étrangère et de sécurité du Premier ministre hongrois.

**EMMANUEL, Pierre (3 mai 1916-22 septembre 1984) :** Pierre Emmanuel, de son vrai nom Noël Mathieu, est né à Gan dans les Pyrénées-Atlantiques. Après des études de lettres à l'Université de Lyon, il entame une carrière d'enseignant. Très tôt il s'intéresse à la poésie d'auteurs tels qu'Hördelin, Hopkins et Hardy et publie ses premiers recueils poétiques avant la guerre (*Élégies*). Durant l'Occupation il poursuit ses activités d'enseignant et participe à la Résistance tout en continuant d'écrire (*Jour de Colère, Combats avec tes Défenseurs, Vercors, Sodome, La liberté guide nos pas*). Journaliste, il collabore aux revues *Réforme* et *Esprit* et travaille en tant que chef des services anglais puis américains de la RTF (1945-1959). Auteur prolifique (*Qui est cet homme, Babel, La colombe,...*) il est élu à l'Académie française le 25 avril 1968 en remplacement du maréchal Juin. De 1975 à 1979, il est président de l'INA.

**ESTERHÁZY, Péter (14 avril 1950) :** Né à Budapest, il est le descendant de la famille des comtes Esterházy, importante famille de la noblesse hongroise. Après des études de mathématiques à l'Université Eötvös Loránd de Budapest de 1969 à 1974, il publie ses premiers écrits au cours des années 1974-1975 en parallèle de son travail à l'Institut d'informatique du ministère de l'Énergie hongrois. À partir de 1978 il se consacre exclusivement à l'écriture et devient rapidement l'un des auteurs hongrois les plus célèbres dans son pays comme à l'étranger. Son travail est récompensé par de nombreux prix au cours

des années 1980 et 1990 , notamment le prix Tibor Déry en 1984, le prix Attila József en 1986 ou encore le prix Kossuth en 1996. En France il se fait connaître par la publication de son roman *Indirect* en 1988. Parmi ses écrits les plus connus on peut retenir *Trois anges me surveillent* (Gallimard, 1990), *Le livre de Hrabal* (Gallimard, 1994) ou encore *Harmonia Caelestis* (Gallimard, 2001) et sa suite *Revu et corrigé* (Gallimard, 2005).

**FAUVE, Jean-Michel (1941)** : Après avoir occupé des postes à responsabilité dans les premières centrales nucléaires françaises il prend en charge la division technologie nucléaire du ministère de l'Industrie. En 1986 il devient conseiller technique et porte-parole d'André Giraud au ministère de la Défense, avant de retourner vers EDF en 1988 et d'en devenir directeur des affaires internationales en 1989 puis directeur général adjoint en 1995.

**FAUROUX, Roger (21 novembre 1926)**: Né à Montpellier, il étudie au lycée Henri IV et intègre l'École normale supérieure de Paris puis l'ENA. Agrégé d'allemand, il travaille pour le ministère des Finances de 1956 à 1960. Directeur du groupe Saint-Gobain de 1961 à 1986, il devient directeur de l'ENA de 1986 à 1988, date à laquelle il est nommé ministre de l'Industrie, du Commerce extérieur et de l'Aménagement du territoire du gouvernement de Michel Rocard.

**FEJTŐ, François (né Ferenc Fischel) ( 31 août 1909 – 2 juin 2008)** : Né à Nagykanizsa dans l'ouest de la Hongrie actuelle, il mène des études de lettres au sein des universités de Pécs et de Budapest. Dès le début des années 1930 il se lance dans l'action politique (ce qui lui vaut une condamnation à un an de prison en 1932 pour son rôle dans l'organisation d'un cercle marxiste à l'université). En 1934 il rejoint le parti social-démocrate de Hongrie (*Magyarországi Szociáldemokrata Párt*) avant de lancer, l'année suivante, en compagnie du poète Atilla József et de l'écrivain Pál Ignotus la revue littéraire antifasciste et anti-stalinienne *Szép Szó*.

En parallèle il contribue activement au quotidien *Népszava* et à la revue du parti social-démocrate sobrement intitulé *Szocializmus*. Son activité politique et ses publications (notamment un article dénonçant la politique proallemande du gouvernement Horthy le conduisent à recevoir une nouvelle condamnation de six mois d'emprisonnement. Au début de l'année 1938, il choisit de s'exiler vers la France pour éviter de purger une nouvelle peine. Durant la Seconde Guerre mondiale, il participe à la Résistance en France et dirige à partir de l'année 1945 le bureau de presse de l'ambassade de Hongrie à Paris. Il démissionne en 1949 à la suite de la condamnation à Budapest de son ami d'enfance László Rajk, au cours des procès politiques de l'ère Rakosi. Il rompt alors tout lien avec la Hongrie et ne retourne dans son pays natal qu'à l'occasion des obsèques nationales d'Imre Nagy en 1989. Ayant obtenu le statut de réfugié politique en 1949 puis la nationalité française en 1955 il travaille pour l'Agence France-Presse ainsi que pour diverses revues et journaux français et étrangers (*Esprit, Commentaire, Le Monde, La Vanguardia, Magyar Hírlap*) en tant que commentateur des événements des pays de l'Est. En 1952 il publie *L'Histoire des démocraties populaires*, un livre traduit dans dix-sept langues et réédité à plusieurs reprises jusqu' à sa mort puis en 1958 *La tragédie hongroise*. De 1972 à 1984, il enseigne à l'IEP de Paris. Son expertise et ses relations à l'Est lui valent d'être fréquemment consulté par le Quai d'Orsay et la présidence de la République du milieu des années 1950 à la fin des années 1990.

**FILLON, François (4 mars 1954)** : Né au Mans, il étudie dans sa ville natale et obtient en 1976 une maîtrise de droit public puis un DEA dans la même matière de l'Université Paris Descartes. Des 1976 il est assistant parlementaire de Joël le Theule, député de la Sarthe. En 1977 il adhère au RPR et suit Joël le Theule au ministère des Transports en tant que chef adjoint de cabinet (1977-1978). Il occupe la même fonction de 1980 à 1981 au ministère de la

Défense avant d'être nommé chef des travaux législatifs d'André Giraud au ministère de l'Industrie. En juin 1981 il est élu député de la Sarthe, mandat qu'il conserve sans discontinuer jusqu'en 1993, date à laquelle il est nommé ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. De mai 1995 à novembre 1995, il est ministre des Technologies, de l'Information et de la Poste, avant de devenir ministre délégué à la Poste, aux Télécommunications et à l'Espace (novembre 1995-juin 1997). Au cours de l'été 1997, il retrouve son siège de député de la Sarthe (1997-2002) et devient l'année suivante Président du conseil régional des Pays de Loire (1998-2002). La victoire de la droite aux élections législatives de 2002 lui permet de revenir au gouvernement en tant que ministre des Affaires sociales, du Travail et de la Solidarité (2002-2004) puis de ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (2004-2005). Élu sénateur de la Sarthe en 2005, il occupe cette position jusqu'en mai 2007, date à laquelle il accède à la fonction de Premier ministre (2007-2012). Depuis juin 2012, il est député de Paris. En décembre 2016, il est désigné pour être le candidat de la droite aux élections présidentielles de 2017.

**FÜR Lajos (21 décembre 1930 – 22 octobre 2013) :** Né à Egyházasrádóc, il étudie l'histoire au sein de l'Université Lajos Kossuth de Debrecen puis y devient professeur assistant (1954-1956). Durant les événements de 1956 dans le pays, il fait partie du comité révolutionnaire de sa région (Hajdu-Bihar), ce qui lui vaut d'être brièvement interné après l'échec du soulèvement et la répression soviétique. Au début de l'année 1957, il émigre en France, mais choisit de retourner en Hongrie quelques mois plus tard. De 1958 à 1961, il travaille pour la bibliothèque du collège réformé de Debrecen puis, à partir de 1961, en tant qu'instituteur dans les écoles de Dabas et de Pestújhely. Après l'amnistie générale de 1963, il travaille pour le musée hongrois de l'agriculture dans la capitale en tant que chercheur, puis directeur et secrétaire scientifique (1964-1987). En 1988 il est nommé professeur associé au sein du département d'histoire médiévale et moderne de l'Université Eötvös Lóránd de Budapest. Sur le plan politique, il est actif dès le milieu des années 1980 en participant notamment, en juin 1985, au « rassemblement de Monor » qui regroupe des représentants de l'opposition démocratique du pays, des historiens, des économistes réformateurs, et des intellectuels contre le système Kádár. En 1987, il participe également à la rencontre de Lakitelek, point de départ de la création du Forum démocratique hongrois (MDF), le futur parti dirigeant du pays (1990-1994) dont il devient le vice-président en 1989 puis le président exécutif (1991-1993). À la suite de la victoire du MDF aux élections législatives du printemps 1990, il est nommé ministre de la Défense par le Premier ministre, József Antall (voir biographie par ailleurs), position qu'il occupe jusqu'en 1994. Élu député MDF en 1994, il quitte le parti en 1996 et poursuit son mandat en tant qu'indépendant.

**GODFRAIN, Jacques (4 juin 1943) :** Né à Toulouse, il étudie à l'Institut d'études politiques de sa ville puis obtient un DESS d'économie à Paris. De 1970 à 1978 il travaille en tant qu'attaché de direction à l'Union des transports aériens puis rejoint la SNECMA. Chargé de mission auprès de Georges Pompidou (1973-1974), il est élu député de l'Aveyron en 1978, position qu'il conserve jusqu'en mai 1995, date à laquelle il est nommé ministre de la Coopération du gouvernement d'Alain Juppé (voir biographie par ailleurs). Maire de Millau de 1998 à 2005, il est également président de la Fondation Charles de Gaulle depuis janvier 2011.

**GÖNCZ, Árpád (10 février 1922 – 6 octobre 2015) :** Né à Budapest, il suit des études de droit à l'Université Péter Pázmány de Budapest. Durant la Seconde Guerre mondiale, il déserte l'armée hongroise dans laquelle il a été enrôlé de force pour s'engager dans la résistance antifasciste. Au sortir du conflit il rejoint le parti paysan indépendant (FKGP) mais celui-ci est bientôt dissous par le nouveau régime stalinien du pays. De 1949 à 1951, il

travaille comme soudeur dans une usine, puis de 1951 à 1956, comme ingénieur agronome après s'être formé par correspondance auprès de l'Université de Gödöllő. Sa participation aux événements de 1956 dans la capitale hongroise lui valent une condamnation à la prison à vie le 2 août 1958 (il est notamment accusé d'avoir participé à l'envoi du message radio d'István Bibó demandant l'aide des Nations unies contre l'entrée des chars soviétiques en Hongrie). Pendant ses années d'incarcération, il apprend l'anglais et se met à traduire des ouvrages de la littérature américaine et anglo-saxonne. Libéré en 1963 à la suite de l'amnistie générale et du relâchement des contraintes politiques du régime Kádár, il travaille en tant qu'interprète pour l'Institut de recherche de l'industrie chimique lourde de Veszprém et débute une carrière d'auteur et de traducteur (Tolkien, Hemingway, Faulkner). Durant les années 1970, il reprend des activités politiques en se rapprochant des mouvements dissidents hongrois et préside la section hongroise de la ligue des droits de l'Homme. En 1988, il participe à la création de l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) dont il est le porte-parole jusqu'en 1989. En mai 1990, il est élu député puis président du nouveau Parlement hongrois avant d'être choisi comme pour occuper la présidence de la République. Réélu en 1995, il prend sa retraite en août 2000. Au cours de ses deux mandats, il est l'une des figures politiques les plus appréciées du pays.

**GOY, Joseph (14 décembre 1935 – 2 novembre 2014) :** Historien français né à Samöens, il se forme à l'Université de Grenoble, avant d'enseigner l'histoire au Prytanée militaire de La Flèche de 1961 à 1963, puis au Lycée Frédéric-Mistral d'Arles jusqu'en 1966. Repéré par Fernand Braudel, président de la 6e section de l'École Pratique des Hautes Etudes (EPHE), il se voit offrir un poste dans son centre de recherches historiques où collabore avec Emmanuel Le Roy Ladurie et lance avec lui une grande enquête internationale, qui devient un modèle du genre, sur la production et la productivité agricole sous l'Ancien Régime à partir des comptes de dîmes. Secrétaire de la présidence de la 6e Section de l'EPHE auprès de Jacques Le Goff, il devient sous-directeur d'études en 1970 puis, en 1977, directeur d'études dans cette institution qui avait pris son autonomie en 1975 pour devenir l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS). Avec l'anthropologue Isac Chiva, il pilote de 1974 à 1976 une recherche interdisciplinaire réunissant historiens, ethnologues, linguistes, diététiciens, démographes, médecins et biologistes sur les Baronnie pyrénéennes. Il est à l'origine d'une collaboration fructueuse avec les historiens québécois, qui se poursuit pendant 30 ans et donne lieu à de nombreuses rencontres d'histoire comparée et publications. Devenu en 1977 directeur du Centre de Recherches Historiques, un important laboratoire mixte CNRS-EHESS, il conserve son poste jusqu'en 1982. Dès 1981 il exerce également des responsabilités au ministère de l'Éducation nationale. Chef de la Mission scientifique à la Direction générale des enseignements supérieurs de 1982 à 1986, il joue un rôle important dans la réorganisation des études universitaires entreprise par les gouvernements de Pierre Mauroy et Laurent Fabius. De 1988 à 1992 il est conseiller auprès du ministre de l'Éducation nationale Lionel Jospin (voir biographie par ailleurs). De 1998 à 2000, il occupe la même position auprès de Claude Allègre,

**GRANASZTÓI, György (28 mars 1938 – 9 août 2016):** Historien hongrois, né à Budapest. Spécialiste d'histoire sociale, de démographie et de l'histoire des villes il est membre de l'Académie des Sciences de Hongrie de 1968 à 1983. Ancien directeur de l'École doctorale d'histoire de l'Université Eötvös Loránd de Budapest, créateur en 1988 de « l'Atelier », devenu plus tard le Centre de recherches franco-hongrois en sciences sociales, il a été ambassadeur de la Hongrie pour l'OTAN et l'Union européenne entre 1990 et 1994. De 1999 à 2006, il dirige l'Institut László Teleki à Budapest. En parallèle de ses activités académiques, il a été, à partir de 2011, l'un des principaux conseillers du Premier ministre Viktor Orbán.

**GRÓSZ, Károly ( 1er août 1930 – 7 janvier 1996) :** Né à Miskolc, il rejoint le parti communiste hongrois dès l'âge de 14 ans et en gravit progressivement tous les échelons. Responsable de l'association des jeunes populaires (*Magyar Ifjúság Népi Szövetsége*) dans la région de Borsod-Abaúj-Zemplén de 1949 à 1953, il devient chef du département d'agitation et de propagande (1954) puis délégué (1956) du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) dans la même région. Entre 1962 et 1968, il est également le représentant du PSOH au sein du comité directeur de la radio et de la télévision publique hongroise. En 1974, il est nommé chef du département d'agitation et de propagande du PSOH, puis, en 1979, Premier secrétaire du comité directeur du parti à Miskolc. À partir de 1984, il occupe la même position à Budapest. L'année suivante il fait son entrée au sein du Politburo du PSOH. Nommé Président du Conseil des ministres de la République du peuple hongrois en juin 1987, il remplace János Kádár (voir biographie par ailleurs) au poste de secrétaire général du PSOH en mai 1988. Communiste réformateur, il cherche à instaurer une politique économique faite d'un mélange d'austérité et de réformes libérales mesurées. Sa politique réformatrice en demi-teinte, soucieuse de ne pas rompre avec l'idéal communiste n'est pas assez radicale pour assurer de réelles transformations dans le pays. Le 24 novembre 1988, il est remplacé par Miklós Németh (voir biographie par ailleurs) en tant que Président du Conseil, puis démissionne de son poste de secrétaire général du PSOH le 7 octobre 1989. En décembre 1989, il fait partie des fondateurs du nouveau parti socialiste hongrois (MSZMP) dont il prend les rênes. Au cours des élections législatives du printemps 1990, il échoue à être élu député et se retire de la vie politique.

**GUIGOU, Élisabeth (6 août 1946) :** Née à Marrakech (Maroc), elle étudie au lycée Victor Hugo de Marrakech puis au lycée Descartes de Rabat. De retour en France elle obtient une licence d'anglais à l'Université de Montpellier puis un DESS en littérature américaine au sein de la même université avant d'obtenir un DEUG en sciences économiques et sociales de l'Université d'Aix-Marseille. Elle intègre l'ENA entre 1972 et 1974 (promotion Simone Weil) au sein de laquelle elle côtoie Hubert Védrine (voir biographie par ailleurs) et Joachim Bitterlich. Au sortir de l'ENA elle devient administratrice civile au ministère des Finances (jusqu'en 1978). En 1982 elle se voit offrir le poste de conseillère technique à la présidence de la République en charge de l'économie internationale, du commerce extérieur, des affaires européennes et des sommets économiques internationaux, une position qu'elle occupe jusqu'en 1988. À partir de 1985 elle se voit confier en parallèle le poste de Secrétaire générale du comité interministériel pour les questions économiques de coopération européenne auprès du Premier ministre (jusqu'en 1990). En 1988 elle abandonne son poste de conseillère technique à la Présidence de la République pour devenir chargée de mission auprès du président de la République, pour l'Europe et l'Économie internationale avant de devenir, d'octobre 1990 à mars 1993, ministre déléguée aux Affaires européennes. Entre temps elle a présidé la Mission interministérielle de coordination pour l'Europe centrale et orientale (MICECO) de janvier à octobre 1990. De 1994 à 1997, elle est députée européenne avant d'être nommée Garde des Sceaux et ministre de la Justice (juin 1997-octobre 2000) puis ministre de l'Emploi et de la Solidarité (octobre 2000-mai 2002). Depuis 2002 elle est députée de la Seine Saint-Denis.

**GYURCSÁNY, Ferenc (4 juin 1961) :** Né à Pápa (nord-ouest de la Hongrie) dans un milieu ouvrier très modeste il suit des études pour devenir enseignant au sein de l'Université de Pécs avant de se former à l'économie au sein de ce même établissement. Dès 1981, il devient membre de la fédération hongroise des jeunes communistes (*Kommunista Ifjúsági Szövetség – KISZ*) au sein de laquelle il occupe, entre 1984 et 1988, le poste de vice-président du comité d'organisation de Pécs puis celui de président du comité central (1988-1989). Après

le changement de régime en 1989, il assume brièvement le rôle de vice-président de l'association qui succède au KISZ, l'association des jeunes démocrates de Hongrie (*Demokratikus Ifjúsági Szövetség – DEMISZ*). En 1990, il choisit de se tourner vers le secteur privé et travaille en tant que consultant pour plusieurs entreprises financières (Creditem, Eurocorp) avant de fonder, en 1992, sa propre compagnie, Altus, qui lui permet de devenir, en moins de dix ans, l'un des hommes les plus riches du pays. En 2000 il rejoint les rangs du parti socialiste hongrois et devient l'un des plus proches conseillers du futur Premier ministre, Péter Medgyessy (voir biographie par ailleurs). De mai 2003 à septembre 2004, il occupe le poste de ministre de l'Enfance, de la Jeunesse et des Sports avant de remplacer Péter Medgyessy en tant que Premier ministre au cours du mois d'octobre 2004. La victoire de la coalition socialiste-libérale aux élections législatives du printemps 2006 lui permet d'être le premier chef de gouvernement hongrois à effectuer un second mandat depuis le changement de régime. L'année suivante, il devient président du parti socialiste hongrois (2007-2009). Fragilisé par la diffusion par la radio publique hongroise d'enregistrements dans lesquels il reconnaît, dans des termes très crus, que son gouvernement a mal géré le pays entre 2004 et 2006, et qu'il a clairement menti à ses concitoyens, il finit par démissionner en avril 2009. En 2011 il quitte le parti socialiste pour fonder un nouveau parti, la coalition démocratique (*Demokratikus Koalíció – DK*). Au printemps 2014, malgré l'échec de son parti aux élections législatives (4 sièges), il parvient à être élu député.

**HARASZTI, Miklós (2 janvier 1945) :** Écrivain, journaliste et universitaire hongrois né à Jérusalem (Israël), il étudie la philosophie et la littérature à Budapest au cours des années 1960. En 1976, il cofonde le mouvement hongrois d'opposition démocratique avant de devenir, en 1980, l'éditeur de la revue dissidente *Beszélő*. En 1989, il participe aux tables rondes de l'opposition qui négocient la transition du régime communiste. Député magyar de 1990 à 1994, il travaille ensuite pour l'OSCE (2004-2010) avant de devenir professeur adjoint à l'Université de Columbia (New York) et professeur invité à l'Université d'Europe centrale (Budapest). En 2012 il est nommé rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des droits de l'Homme en Biélorussie.

**HENNEKINNE, Loïc (20 septembre 1940) :** Diplomate français, passé par l'IEP de Paris et l'ENA. Sa carrière le mène notamment au Chili en tant que premier secrétaire de l'ambassade de France à Santiago (1971-1973) et en Indonésie (1986-1988) en tant qu'ambassadeur. Entre-temps il a été délégué à l'action extérieure au ministère de l'Industrie (1981-1982), directeur de cabinet de Jean-Pierre Chevènement au ministère de la Recherche et de l'Industrie, puis directeur du personnel et de l'administration (1983-1986). De 1988 à 1989 il est conseiller diplomatique auprès du ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas, avant de devenir, en 1989, conseiller diplomatique auprès de la présidence de la République, poste qu'il occupe jusqu'en 1991, date à laquelle il est nommé ambassadeur de France au Japon (1991-1993). De retour de Tokyo il est nommé inspecteur général des affaires extérieures au quai d'Orsay (1993-1996) avant de retrouver le poste d'ambassadeur, cette fois-ci au Canada (1997-1998). En juin 1998 le gouvernement Jospin lui confie le rôle de secrétaire générale du ministère des Affaires étrangères (1998-2002).

**HORN, Gyula (5 juillet 1932 – 19 juin 2013) :** Né à Budapest dans une famille modeste, il est le troisième enfant d'une famille de sept. Au cours de la guerre, son père est enlevé et exécuté par la Gestapo pour ses activités communistes. Il étudie de 1950 à 1954 au sein de l'Université d'économie et de finances de Rostov-sur-Don avant de rejoindre le Parti des travailleurs hongrois (*Magyar Dolgozók Pártja*) en 1954 et d'intégrer le ministère des Finances (1954-1959). Durant la révolution hongroise de 1956, il fait partie des brigades paramilitaires communistes (*pufajkások*) et lutte contre l'insurrection. En 1960, il est nommé

au sein du département soviétique du ministère des Affaires étrangères. Entre 1961 et 1969, il travaille dans plusieurs ambassades hongroises à travers l'Europe (Sofia 1961, Belgrade 1963) avant d'être rappelé au Quai Bem (le ministre des Affaires étrangères hongrois) à Budapest. En 1983, il devient directeur du département des Affaires étrangères au sein du comité central du Parti communiste hongrois puis secrétaire d'État du ministère des Affaires étrangères en 1985. Le 10 mai 1989 il est nommé ministre des Affaires étrangères du gouvernement Németh, position qu'il occupe jusqu'en mai de l'année suivante. Devenu président du nouveau parti socialiste hongrois réformé (MSZP) en 1990, il est l'un des leaders de l'opposition au gouvernement entre 1990 et 1994. Au cours du printemps 1994, la victoire de son parti aux élections législatives le conduit au poste de Premier ministre (1994 - 1998). Le parti socialiste ayant échoué à remporter une nouvelle victoire aux élections législatives de 1998, il laisse sa place en tant que chef du gouvernement, mais conserve son siège de député de 1998 à 2010.

**JACQUAT, Denis (29 mai 1944)** : Né à Thiaucourt, il exerce la profession de médecin avant de s'engager en politique sur la scène nationale lors des élections législatives de 1986. Élu député de Moselle il conserve son poste sans discontinuer depuis lors. De 1996 à 1997, il occupe la fonction de président du groupe d'amitié France-Hongrie au sein de l'Assemblée nationale.

**JESZENSZKY, Géza (10 novembre 1941)** : Né à Budapest, il étudie l'histoire et l'anglais à l'Université Eötvös Loránd de Budapest et se forme en tant qu'enseignant de 1961 à 1966. Plus tôt, au cours de ses années de lycéens il a rencontré József Antall (voir biographie par ailleurs) qui a été son professeur d'histoire au lycée Ferenc Toldy de la capitale. Entre 1966 et 1968, il enseigne dans un lycée de Buda avant de devenir chercheur associé au sein de la bibliothèque nationale de Hongrie (1968-1976) recevant en 1970 un doctorat. En 1976 il est nommé assistant-professeur à l'Université d'économie Karl Marx, position qu'il conserve jusqu'en 1990. Entre 1984 et 1986, il bénéficie d'une bourse Fullbright pour dispenser des cours à l'Université de Santa Barbara aux États-Unis. Sous le régime de János Kádár (voir biographie par ailleurs) il est un opposant modéré, rédigeant parfois des articles contre le marxisme et le parti unique dans des revues clandestines (*Samizdat*). En 1987 il prend part à la réunion de Lakitelek, point de départ de la formation du *Magyar Demokrata Fórum* (Forum Démocrate Hongrois – MDF), le parti amené à diriger le pays après les élections législatives de 1990. De 1990 à 1994, il est le ministre des Affaires étrangères des gouvernements de József Antall et de Péter Boross. Sous sa direction le pays quitte le Pacte de Varsovie et le CAEM et se dirige vers l'UE. Lors des élections législatives de 1994, il est élu député MDF. Entre 1995 et 1998, il préside le conseil atlantique hongrois avant d'être nommé ambassadeur de Hongrie à Washington (1998-2002). De retour en Hongrie, il reprend sa carrière de professeur et d'historien en dispensant des cours et des conférences à Budapest, Cluj, Washington, mais aussi au Collège de l'Europe à Varsovie et en écrivant pour la revue *Magyar Szemle*. De 2011 à 2014, il est ambassadeur de Hongrie en Norvège et en Islande.

**JOSPIN, Lionel (12 juillet 1937)** : Né à Meudon dans une famille protestante et militante de gauche, il étudie au lycée Janson-de-Sailly puis à l'IEP de Paris. Diplômé de l'ENA (1963-1965, promotion Stendhal), il entre au Quai d'Orsay comme secrétaire des Affaires étrangères à la direction des Affaires économiques. En 1970 il quitte la diplomatie pour devenir professeur d'économie à l'Université de Sceaux et rejoint le parti socialiste en 1971 à la suite du Congrès d'Épinay. En 1973 il entre au bureau exécutif du parti et devient Secrétaire national à la formation puis Secrétaire national au tiers-monde en 1975. En janvier 1981 il devient Premier secrétaire du parti socialiste (1981-1988) et est élu député de Paris en juin. Député européen de 1984 à 1988, il est également réélu député en septembre 1986 (cette fois-ci dans la septième circonscription de Garonne), il conserve son siège lors des élections

législatives de 1988 mais l'abandonne suite à sa nomination en tant que ministre d'État, ministre de l'Éducation nationale (1988-1992). Candidat socialiste à l'élection présidentielle de 1995 il échoue au second tour face à Jacques Chirac (voir biographie par ailleurs) et redevient Premier secrétaire du Parti socialiste. En juin 1997 à la faveur de la défaite de la droite aux élections législatives ayant fait suite à la dissolution de l'Assemblée nationale il devient Premier ministre (1997-2002). De nouveau candidat à l'élection présidentielle de 2002 il ne parvient pas au second tour et décide de se retirer de la vie politique. Le 6 janvier 2015, il entre au Conseil constitutionnel.

**JOXE, Pierre (28 novembre 1934)** : Né à Paris, il est le fils de Louis Joxe, ancien ministre du général de Gaulle. Titulaire d'une licence de droit, il se forme à l'ENA (1960-1962, promotion Albert Camus) avant d'entrer à la Cour des comptes en tant qu'auditeur en juin 1962. Maître de conférence à l'Institut d'études politiques de Paris entre 1963 et 1973 il est également chargé de mission à la direction de la coopération scientifique et technique au ministère des Affaires étrangères de 1967 à 1970. Dès 1971 il intègre le comité directeur du parti socialiste et se rapproche de François Mitterrand. En mars 1973 il devient député de Saône-et-Loire (et le reste jusqu'en 1981). Il assume la fonction de président du conseil régional de Bourgogne de 1979 à 1982.

En mai 1981 il devient, pour un mois seulement, ministre de l'Industrie du gouvernement de Pierre Mauroy avant de devenir président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale de 1981 à 1984.

En juillet 1984 il est rappelé au gouvernement en tant que ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation. Lors de la période de cohabitation (20 mars 1986 – 10 mai 1988) il retrouve son poste de président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Suite à la réélection de François Mitterrand à la présidence de la République (mai 1988) il obtient le poste de ministre de l'Intérieur avant d'être nommé ministre de la Défense en janvier 1991. Il quitte cette position suite à la défaite des socialistes aux élections législatives de mars 1993 et est nommé premier président de la Cour des comptes. En février 2001 il est nommé pour neuf ans au Conseil Constitutionnel.

Au cours de sa carrière Pierre Joxe démontre un large intérêt pour la Hongrie. Il est président du groupe d'amitié France-Hongrie à l'Assemblée nationale de 1982 à 1988 et se rend fréquemment à l'Institut hongrois de Paris durant ces années. Il a reçu le titre de Commandeur de l'Ordre national du mérite en Hongrie.

**JOYON, Raymond (11 septembre 1905 – 5 mai 1970)** : Né à Cérilly, il est député indépendant de la quatrième circonscription du Puy-de-Dôme de novembre 1958 à octobre 1962.

**JUPPÉ, Alain (15 août 1945)** : Né à Mont-de-Marsan, il étudie au lycée Louis-le-Grand à Paris avant d'intégrer l'École normale supérieure. Agrégé de lettres classiques (1967), il se forme à l'IEP de Paris (1968) puis à l'ENA (1970-1972, promotion Charles de Gaulle) avant de travailler à l'inspection générale des finances (1972-1976) et de devenir chargé de mission puis conseiller technique au ministère de la Coopération (1976-1978). Ayant rejoint le nouveau parti politique de droite (RPR) dès décembre 1976, il en devient le délégué national aux études de 1977 à 1978. L'année suivante il est élu président de la fédération départementale du RPR des Landes (1979-1984) et membre du Conseil national du parti. À partir de 1980 il travaille aux côtés de Jacques Chirac (voir biographie par ailleurs) à la mairie de Paris en tant qu'adjoint puis directeur de la direction des finances et des affaires économiques (1980-1981). En 1981, il est le directeur de campagne de Jacques Chirac pour l'élection présidentielle. De 1983 à 1995, il est maire adjoint de Paris. Élu député européen en 1984, il est élu député de Paris en 1986 mais n'exerce pas son mandat à la suite de sa

nomination en tant que ministre délégué au Budget et porte-parole du gouvernement Chirac (1986-1988). Réélu député de Paris en juin 1988 il exerce son mandat pendant près de cinq ans avant de redevenir ministre en mars 1993 en étant nommé au Quai d'Orsay par Édouard Balladur (voir biographie par ailleurs). À la suite de l'élection de Jacques Chirac à l'élection présidentielle de mai 1995, il est nommé Premier ministre (1995-1997) et devient la même année maire de la ville de Bordeaux (1995-2004). Après la dissolution de l'Assemblée nationale en avril 1997 et la perte des élections législatives par la droite, il quitte Matignon et redevient député en remportant la deuxième circonscription de Gironde (1997-2004). Condamné en décembre 2004 à 14 mois de prison avec sursis et un an d'inéligibilité pour prise illégale d'intérêts dans l'affaire des emplois fictifs de la mairie de Paris, il démissionne de ses mandats électifs et se retire pendant près de deux ans au Canada où il enseigne à l'École nationale de l'administration publique de Montréal. De retour en France à l'été 2006, il reconquiert la mairie de Bordeaux et est nommé ministre d'État, ministre de l'Écologie, du Développement et de l'Aménagement durable du gouvernement Fillon (voir biographie par ailleurs). Battu aux élections législatives de juin 2007, il démissionne de son poste de ministre dans la foulée et se consacre à la mairie de Bordeaux. Rappelé au gouvernement il devient ministre d'État, ministre de la Défense et des Anciens Combattants de novembre 2010 à février 2011 puis ministre des Affaires étrangères de février 2011 à mai 2012. En décembre 2016, il est candidat à la primaire de la droite pour être désigné pour l'élection présidentielle de 2017 mais échoue face à François Fillon (voir biographie par ailleurs).

**KÁDÁR, János (né Giovanni Czermanik) (26 mai 1912 - 6 juillet 1989)** : Né à Fiume (aujourd'hui Rijeka en Slovénie) dans une famille modeste, il est élevé par sa mère et quitte l'école à l'âge de 14 ans pour travailler comme réparateur de machines à écrire à Budapest. Dès l'âge de dix-sept ans il devient militant syndical puis adhère, en 1931, à l'association des jeunesses communistes hongroises (*Kommunista Ifjúsunkások Magyarországi Szövetsége - Kimsz*) et au parti communiste, des activités qui lui valent d'être arrêté et emprisonné pendant deux ans. À sa sortie de prison, il est tenu à l'écart du parti communiste, mais finit par en regagner la confiance et se voit confier la tâche d'infiltrer le parti social-démocrate hongrois (*Magyarországi Szociáldemokrata Párt – MSZD*). Au printemps 1942, il devient membre du nouvellement formé Comité central du parti communiste et obtient un siège au sein de son secrétariat. À la suite d'arrestation de masse au sein du parti, il se voit confier le poste de Premier secrétaire. Après l'invasion de la Hongrie par l'Allemagne Nazie, il tente de traverser la frontière hungaro-yougoslave, mais est capturé et condamné à purger une nouvelle peine de deux ans et demi de prison. Il parvient néanmoins à s'échapper et reprend la tête du comité militaire du Parti communiste hongrois. Au sortir de la Seconde Guerre mondiale, il est nommé directeur adjoint de la police et devient membre du nouveau Politburo du parti communiste réformé. À la suite du troisième congrès du parti communiste hongrois il est désigné secrétaire général adjoint du parti. En 1948 il devient le ministre de l'Intérieur de Mátyás Rákosi puis le chef de sa police politique, l'AVH (1948-1951) avant d'être lui-même victime des purges du régime et d'être emprisonné pour la troisième fois de sa vie (1951-1953). Libéré en 1954 par Imre Nagy, il hésite entre prendre le parti des réformateurs et celui des tenants d'un communisme stalinien dur. Durant l'insurrection hongroise de 1956, il est d'abord favorable aux insurgés, puis choisit de former un contre-gouvernement qui soutient l'intervention soviétique. Après l'écrasement de la révolte par les troupes soviétiques, il est nommé chef du gouvernement (1956-1958 puis 1961-1965) et prend la tête du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) en tant que Premier secrétaire (1956-1985), puis Secrétaire général (1985-1988). Sans remettre en cause la dictature du parti unique et le suivi de la politique étrangère soviétique, il commence à libéraliser son régime au fur et à mesure du temps : il atténue la répression antireligieuse, diminue la censure, tolère une certaine dissidence, et introduit sur le plan économique certains mécanismes du marché (le nouveau mécanisme

économique de 1968). Malade, il finit par être écarté du secrétariat général du Parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) en mai 1988 et remplacé par Károly Grósz (voir biographie par ailleurs). Il meurt le 6 juillet, le jour de la réhabilitation d'Imre Nagy et de ses compagnons qu'il avait fait exécuter en 1958.

**KERESZTES, Sándor (9 mars 1919 – 14 août 2013)** : Né à Alunișu (Roumanie), il étudie le droit à l'Université Franz Joseph de Cluj. En 1947, il participe à la fondation du parti démocratique populaire (*Demokrata Néppárt*) et est élu député (1947-1948). Interné dans le camp de Kistarcsa après les événements de 1956 puis relâché, il travaille comme conseiller juridique au cours des années 1960, 1970 et 1980 et reste globalement à l'écart de la vie politique. En mars 1989, il est l'un des (re)fondeurs du parti chrétien-démocrate populaire (*Kereszténydemokrata Néppárt*, KDNP) qu'il préside jusqu'en août 1990. Élu député en mai 1990 il est réélu au printemps 1994.

**KIS, János (17 septembre 1943)** : Né à Budapest, il étudie la philosophie à l'Université Eötvös Loránd de Budapest avant de devenir chercheur au sein de l'Académie hongroise des Sciences. En 1973, ses critiques de la conception marxiste du socialisme lui valent d'être exclu du PSOH et de l'Académie. À partir de 1982, il dirige le journal dissident (*samizdat*) *Beszélő*. En 1988, il contribue à fonder l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) qu'il préside entre 1990 et 1991. À partir de 1992, tout en restant membre du SZDSZ, il s'éloigne de la politique active pour se consacrer à l'enseignement et la recherche. Il travaille notamment pour l'Université d'Europe centrale (CEU) mais aussi en tant que professeur invité à l'Université de New York.

**KONRÁD, György (2 avril 1933)**: Écrivain et sociologue hongrois, dissident sous le régime communiste et défenseur des libertés individuelles il a publié de nombreux romans et essais politiques. Né à Debrecen, il étudie à l'Institut Lénine au sein de l'Université ELTE de Budapest (sociologie, littérature, psychologie). Il participe à la révolution de 1956 puis travaille au sein de la maison d'édition *Magyar Helikon* (1960-1965) ainsi qu'au service de protection de l'enfance de la capitale de 1959 à 1965, une expérience qui lui inspire son roman publié en 1969, *Le visiteur*. Au début de l'année 1965 il rejoint l'Institut de planification urbaine de la ville de Budapest pour y entreprendre des recherches sociologiques avant de se heurter au régime politique et de perdre son emploi en juillet 1973. Emprisonné pour quelques jours en 1976, il se voit interdire toute publication dans le pays jusqu' à la chute du régime communiste en 1989.

Au moment du changement de régime en 1989, il participe à la fondation du parti de l'Alliance des démocrates libres (*Szabad Demokraták Szövetsége*). Élu président de l'association des écrivains Pen International (1990-1993) il est également président de l'Académie des Arts de Berlin de 1997 à 2003.

**KÖPECZI, Béla (16 septembre 1921 – 17 janvier 2010)** : Historien et homme politique hongrois né à Aiud (Roumanie). Passé par le collège Eötvös de Budapest, l'Université Péter Pázmány, l'Université de la Sorbonne et l'École normale supérieure de Paris (1946-1949), il est titulaire d'un doctorat de littérature. Entré au Parti Hongrois des Travailleurs (*Magyar Dolgozók Pártja*) en 1952 (devenu, après 1956, le Parti des travailleurs socialistes – *Magyar Szocialista Munkáspárt*, il y coordonne les travaux de précensure des ouvrages publiés dans le pays. Entre 1963 et 1966, il est l'une des figures dominantes du département culturel du Parti qui s'occupe du soutien, mais aussi de l'interdiction des événements et des œuvres culturels. De 1965 à 1988, il est professeur au sein du département de français de l'Université d'ELTE. Entré en 1967 à l'Académie des sciences de Hongrie il en devient le Secrétaire général de 1971 à 1972 puis de nouveau de 1975 à 1982. De 1982 à 1988, il est ministre de l'Éducation des gouvernements Lázár et Grósz (voir biographie par ailleurs). Historien moderniste,

francophone et francophile, il est notamment spécialiste de Ferenc Rákóczi et a publié de nombreux ouvrages sur les relations franco-hongroises à l'époque moderne.

**KOUCHNER, Bernard (1er novembre 1939) :** Né à Avignon, il étudie la médecine à Paris et devient gastro-entérologue. Au cours des années 1960, il mène des activités militantes au sein de la rédaction du journal *Clarté* et du journal de l'Union des étudiants communistes. En 1971, il participe à la création de Médecins sans frontières et mène de nombreuses missions humanitaires au cours des vingt années suivantes. À la fin des années 1980 il commence une carrière politique en devenant secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires sociales et de l'Emploi, chargé de l'Insertion sociale du premier gouvernement Rocard. De juin 1988 à mai 1991, il est ensuite secrétaire d'État auprès du Premier ministre chargé de l'Action humanitaire puis secrétaire d'État auprès du ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, chargé de l'Action humanitaire du gouvernement Cresson. En avril 1992 il devient pour la première fois ministre en héritant du portefeuille de ministre de la Santé et de l'Action humanitaire du gouvernement Bérégovoy. De 1994 à 1997, il est député socialiste européen puis revient au gouvernement de 1997 à 2002 (avec une interruption entre juillet 1999 et janvier 2001 pour occuper le poste de Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies au Kosovo). Secrétaire d'État auprès du ministre de l'Emploi et de la Solidarité, chargé de la Santé (1997-1999) puis ministre délégué auprès du ministre de l'Emploi et de la Solidarité, chargé de la Santé (2001-2002). En mai 2007, et jusqu'en 2010, il participe pour la première fois à un gouvernement de droite en acceptant le poste de ministre des Affaires étrangères et européennes du gouvernement Fillon.

**KOVÁCS, László (3 juillet 1939) :** Né à Budapest, il étudie au lycée technique Lajos Petrik de la capitale de 1953 à 1957 avant d'accepter un poste de technicien dans l'usine Medicolor de la ville (1957-1959). Entre 1963 et 1968, en parallèle de son activité professionnel – il occupe alors diverses positions au sein d'une compagnie pharmaceutique de Kőbánya – il suit des cours du soir à la faculté de commerce extérieur de l'Université Karl Marx. Entre-temps il s'est vu confier un rôle au sein de la ligue hongroise des jeunesses communistes (*Magyar Kommunista Ifjúsági Szövetség* – KISZ) qu'il finit par présider de 1971 à 1975, date à laquelle il devient consultant pour le département des affaires étrangères du comité central du PSOH puis directeur adjoint (1976-1983) et directeur (1983-1986). En 1986 il est nommé vice-ministre des Affaires étrangères du gouvernement de János Lázár, position qu'il conserve lors du remplacement de ce dernier par Károly Grósz (voir biographie par ailleurs). En 1989 il est nommé secrétaire d'État aux Affaires étrangères du gouvernement de Miklós Németh (voir biographie par ailleurs). L'année suivante il intègre le *présidium* du nouveau parti socialiste hongrois (MSZP) qu'il a contribué à créer et en devient le porte-parole pour les questions de politique extérieure. Entre 1990 et 1994, il est député socialiste d'opposition au parlement hongrois. À la suite de la victoire des socialistes aux élections législatives de 1994, il est nommé ministre des Affaires étrangères du gouvernement Horn (voir biographie par ailleurs), position qu'il occupe jusqu'en 1998, date à laquelle il redevient député et prend la tête du groupe parlementaire socialiste (1998-2000). Entre 1998 et 2002 il est vice-président de l'assemblée parlementaire de l'OTAN et de l'UEO. Avec le retour aux affaires des socialistes en mai 2002, il se voit de nouveau confier les clés de la diplomatie hongroise (2002-2004). À la suite de l'entrée de la Hongrie dans l'UE, il est nommé, en novembre 2004, Commissaire européen à la fiscalité, à l'union douanière, à l'audit et à la lutte antifraude, un poste qu'il occupe jusqu'en février 2010. À l'été 2010, il redevient député au parlement hongrois.

**KUPA, Mihály (3 avril 1941) :** Né à Budapest, il étudie à l'Université d'économie Karl Marx de Budapest (1964-1969) et travaille en parallèle au sein de la compagnie pharmaceutique nationale, Chinoin. Durant l'année 1958, accusé de complot durant les événements de 1956, il

passé dix mois en prison. En 1970 il rejoint le bureau des statistiques de la capitale, puis en 1971, le bureau central des statistiques du pays. En 1975 il rejoint l'Institut de recherches financières au sein duquel il travaille jusqu'en 1984 avant de rejoindre le ministère des Finances. Directeur du département politique financière (1987) puis du département des impôts publics (1988), il est ensuite chargé de la mise en place de la réforme économique (1989). Au début de l'année 1990, il rejoint brièvement le secteur privé et travail pour l'entreprise DRT Hungary, avant de revenir à la politique. Le 20 décembre 1990, il est nommé ministre des Finances du gouvernement de József Antall (voir biographie par ailleurs) et mène la majorité des réformes économiques du pays jusqu'en février 1993. En 1994 il échoue à se faire élire député lors des élections législatives du printemps, mais retrouve le succès en 1998. En 2001, il fonde le mouvement « Troisième voie pour la Hongrie » (*Harmadik Oldal Magyarorszáért*), mais ce nouveau parti échoue à recueillir suffisamment de voix (5%) pour être représenté au Parlement.

**LANG, Jack (2 septembre 1939)** : Né à Mirecourt, il étudie le droit à l'Université de Nancy puis au sein du Centre universitaire d'études politique de la ville et à l'IEP de Paris. De retour à Nancy il obtient un DES en sciences politiques et droit administratif puis un doctorat en 1967. Agrégé de droit public et de sciences politiques il est nommé Maître de conférence à Nancy (1971) puis Professeur (1976). Sur le plan politique il s'engage aux côtés de François Mitterrand dès 1974 et entre au parti socialiste en 1977. En 1981 il est nommé ministre de la Culture du gouvernement de Pierre Mauroy, position qu'il occupe sans discontinuer jusqu'en 1986. Conseiller de la ville de Paris depuis 1983, il devient député du Loir-et-Cher en juin 1986 avant de redevenir ministre de la Culture et de la Communication en mai 1988. Promu ministre d'État en avril 1992, il devient également porte-parole du gouvernement (mai 1992) jusqu'en mars 1993. Entre juillet 1994 et août 1997 il est député européen. En juin 1997, il récupère son siège de député de la première circonscription du Loir-et-Cher et prend la présidence de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. En mars 2000, Lionel Jospin le nomme ministre de l'Éducation nationale de son gouvernement, poste qu'il conserve jusqu'en mai 2002. Élu député de la sixième circonscription du Pas-de-Calais en juin 2002 il est réélu en 2007, mais battu en 2012. Nommé ambassadeur itinérant en charge de la piraterie en août 2012, il prend la présidence de l'Institut du monde arabe à Paris en janvier 2013.

**LAMASSOURE, Alain (10 février 1944)** : Né à Pau, il étudie à l'ENA (1966-1968 , promotion Turgot) puis entre à la Cour des comptes en tant qu'auditeur puis conseiller référendaire. En 1973 il devient chargé de mission auprès du ministre des Affaires culturelles, Maurice Druon. Conseiller technique au cabinet du ministre des Finances (1974-1976) puis du ministre de l'Équipement (1977-1978), il devient conseiller du président Valéry Giscard d'Estaing de 1978 à 1981. En 1986 il est élu député des Pyrénées-Atlantiques. Réélu en 1988 et 1993, il est également député européen entre 1989 et 1993 avant d'être nommé ministre délégué aux Affaires européennes du gouvernement d'Edouard Balladur (1993-1995). En novembre 1995, Alain Juppé lui confie le poste ministre délégué au Budget et porte-parole du gouvernement (1995-1997). Depuis 1999 il est de nouveau député européen (en 2014 il devient le représentant de la délégation française au sein du parti populaire européen).

**LAUVERGEON, Anne (2 août 1959)** : Née à Dijon, elle étudie au lycée Lakanal de Sceaux avant d'intégrer en 1978 l'École supérieure de jeunes filles de Sèvres. Agrégée de sciences physiques elle est ingénieur du corps des mines. Après avoir travaillé pour la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE) d'Île-de-France (1985-1988) et au conseil général des mines (1988-1989) elle est nommée, en février 1990, chargée de mission pour l'économie internationale et le commerce extérieur à la Présidence

de la République. L'année suivante elle est promue secrétaire générale adjointe de l'Élysée et devient le « sherpa » de François Mitterrand (représentante personnelle du président en charge de la préparation des sommets internationaux dont plus particulièrement ceux du G7). Après la fin du second mandat de François Mitterrand à l'Élysée elle retourne dans le secteur privé : au sein de la Banque Lazard Frères en 1995 puis en tant que directrice adjointe d'Alcatel en 1997. En 1999, elle est nommée à la tête du groupe COGEMA avant d'être nommée en juillet 2001 à la tête du groupe AREVA qu'elle a contribué à créer et qu'elle dirige jusqu'en 2011.

**LARCHER, Gérard (4 septembre 1949)** : Né à Fiers, il se forme à l'École nationale vétérinaire de Lyon et travaille de 1974 à 1979 pour l'équipe de France d'équitation. Il rejoint le Rassemblement pour la République (RPR) dès sa création en 1976. En 1983 il est élu maire de Rambouillet avant de devenir sénateur des Yvelines en 1986, fonction qu'il conserve jusqu'en mars 2004 lorsqu'il est nommé ministre délégué aux Relations du Travail du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. Au sein du Sénat, il occupe la fonction de vice-président de 1997 à 2001 puis celle de président de la commission des Affaires économiques de 2001 à 2004. Durant ses mandats il occupe également la fonction de président du groupe d'amitié France-Hongrie (1993-2004) un rôle qu'il exerce de manière très active. Après deux ans en tant que ministre délégué à l'Emploi, au Travail et à l'Insertion professionnelle des jeunes du gouvernement de Dominique de Villepin (2005-2007) il retrouve son siège de sénateur en octobre 2007. Entre 2008 et 2011 puis, de nouveau à partir de 2014, il est président du Sénat.

**LENOIR, Noëlle (27 avril 1948)** : Né à Neuilly-sur-Seine elle étudie à l'IEP de Paris et obtient un diplôme de droit. En 1972 elle réussit le concours administrateur du Sénat et y travaille pour la Commission des lois. En 1982, elle rejoint la Commission « Informatique et Libertés » (CNIL) avant d'intégrer le Conseil d'État en 1984 en tant que maître des requêtes. En 1988, elle devient directrice de cabinet du ministre de la Justice, Pierre Arpaillange. En 1990 elle est nommée chargée de mission auprès du Premier ministre. En 1992, elle devient la première femme à être nommée au Conseil constitutionnel (1992-2001), position qu'elle cumule avec celle de présidente du Comité internationale de bioéthique de l'UNESCO (1992-1999). Entre 2001 et 2002, elle enseigne à la faculté de droit de l'Université de Columbia à New York et devient membre du barreau de Paris. En juin 2002 elle est nommée ministre des Affaires européennes du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin. De 2004 à 2012, elle exerce sa profession d'avocate dans divers cabinets parisiens. En octobre 2012, elle est nommée déontologue de l'Assemblée nationale.

**LIPKOWSKI (de), Jean-Noël (25 décembre 1920 – 20 septembre 1997)** : Né à Paris, il est le fils d'Henri de Lipkowski, centralien et industriel, héros de la Première Guerre mondiale, déporté et mort à Buchenwald en 1944, et d'Irène de Lipkowski, la seule femme élue du RPF. Député radical de Seine-et-Oise (1956-1958) puis député UNR (puis UDR) de Charente-Maritime (1962-1973), il est de nouveau élu député de Charente-Maritime en 1978 (RPR), position qu'il occupe jusqu'en 1997. Il a également représenté de la France au parlement européen (1962-1968), secrétaire d'État aux Affaires étrangères (1968-1974) et ministre de la Coopération (12 janvier 1976 – 25 août 1976).

**LUSTIGER, Aron Jean-Marie (17 septembre 1926 – 5 août 2007)** : Né à Paris, d'une famille juive originaire de Pologne, il se forme au lycée Montaigne de la capitale et découvre la Bible vers l'âge de 11 ans. Après la Seconde Guerre mondiale, il entre au séminaire des Carmes de l'Institut catholique de Paris (1946). Ordonné prêtre en 1954, il est aumônier de la paroisse universitaire de 1954 à 1969. Nommé curé de la paroisse Sainte-Jeanne-de-Chantal à

Paris en 1969, il devient, dix ans plus tard, évêque d'Orléans puis, archevêque de Paris en janvier 1981. En février 1983 il est créé cardinal par le pape Jean-Paul II. Devenu cardinal, il joue un rôle dans l'espace politique en discutant avec les présidents Mitterrand et Chirac.

**MADL, Ferenc (29 janvier 1931 – 29 mai 2011):** Né à Bánd dans la province de Veszprém, il étudie le droit au sein de l'Université Eötvös Loránd avant de continuer sa formation à l'Université de Strasbourg. De 1956 à 1971, il travaille comme rapporteur politique et législatif au sein de l'Académie hongroise des Sciences. En 1971, il obtient un poste d'enseignant à l'université et reçoit un doctorat (1974). Entre 1972 et 1980, il travaille également pour l'Institut de politique et de droit de l'Académie hongroise. De 1978 à 1985, il est le directeur de l'Institut des sciences civiles de la capitale, puis, à partir de 1985 le directeur de la faculté de droit international privé de l'Université des sciences de Budapest. Resté à l'écart de la politique durant les années de communisme, il se voit confier le rôle de ministre sans portefeuille (mai 1990 – février 1993) sous le gouvernement de József Antall (voir biographie par ailleurs). En charge de la supervision de l'Académie des Sciences, il s'occupe également de représenter le gouvernement dans diverses organisations internationales, mais aussi de diriger l'agence des biens d'État. De février 1993 à juillet 1994, il est le ministre de la Culture et de l'Éducation de Péter Boross (voir biographie par ailleurs). Candidat de la coalition MDF-KDNP-FIDESZ pour la présidence de la République en 1995, il échoue face au président sortant, Árpád Göncz (voir biographie par ailleurs) et prend la place de directeur de l'Association hongroise de coopération civile. En mai 2000, il est de nouveau le candidat du Fidesz (et du FKGP) pour la présidence de la République. Victorieux, il exerce cette fonction pendant 5 ans, jusqu'en août 2005.

**MAGYAR, Bálint (15 novembre 1952) :** Né à Budapest, il se forme en histoire et en sociologie à l'Université ELTE de Budapest en suivant en parallèle une formation au sein de l'université d'économie de la capitale. De 1977 à 1981 il travaille pour l'Institut de recherches économiques de l'Académie des sciences de Hongrie. Au début des années 1980, il rejoint l'opposition démocratique et travail pour le sociologue Elemer Hankiss. De 1981 à 1985, il travaille pour la revue dissidente *Beszélő* puis devient l'un des éditeurs de la revue *Medvetánc* (1982-1989). En mai 1988, il cofonde l'Initiative des réseaux libres (*Szabad Kezdeményezések Hálózata*) puis participe aux discussions de la Table ronde de l'opposition au cours de l'année 1989. Élu député de l'Alliance des démocrates libres (SDSZ, parti qu'il préside de 1998 à 2000) en 1990, il conserve son siège jusqu'en 2010. De 1996 à 1998, il est ministre de la Culture du gouvernement Horn (voir biographie par ailleurs). Il occupe de nouveau cette position de mai 2002 à juin 2006. Le 1er janvier 2007, il est nommé secrétaire d'État auprès du bureau du Premier ministre.

**MALITCHENKO, Christiane (6 décembre 1924 – 12 mai 2010) :** Née à Vesoul, elle mène des études à la faculté des lettres de Paris puis à l'École nationale des langues orientales vivantes. En poste à l'administration centrale (direction Europe) de 1954 à 1955, elle devient Vice-consul archiviste en 1955 avant d'être nommée Troisième secrétaire à l'ambassade de France à Belgrade (1956-1958). De retour à l'administration centrale à Paris elle travaille dans le département des Affaires culturelles et techniques de 1958 à 1961 puis de nouveau pour la direction Europe de 1963 à 1967. Entre-temps elle a occupé le poste de Premier secrétaire à l'ambassade de France à Varsovie (1961-1963). De 1967 à 1971, elle est Deuxième conseillère à Washington puis Première conseillère à Belgrade (1971-1975). Nommée pour la première fois Ambassadeur en 1975 elle est envoyée à Sofia (1975-80), avant d'occuper la même position à Oslo (1981-85) puis à Budapest (1986-89). Remplacée par Pierre Brochand (voir notice bibliographique par ailleurs) en tant qu'ambassadeur de France en Hongrie fin 1989, elle fait valoir ses droits à la retraite.

**MARGERIE (de), Sophie-Caroline** : Diplômée de l'IEP de Paris et de l'ENA (promotion Voltaire 1978-1980), haut-fonctionnaire, elle rejoint le ministère des Affaires étrangères à sa sortie de l'ENA où elle travaille à la direction des relations culturelles puis à la direction des affaires juridiques. En 1988, elle rejoint l'équipe diplomatique de la présidence de la République en tant que conseillère pour les Affaires européennes. En 1992, elle est nommée au Conseil d'État en tant que maître des requêtes à la section du contentieux et à la section des finances.

**MARTIN, Hubert (25 février 1912 – 8 juin 2008)** : Né à Briey, il étudie à l'université de médecine de Nancy. Fait prisonnier durant la Seconde Guerre mondiale, il passe dix-huit mois dans un stalag. Après la fin de la guerre, il exerce sa profession de médecin dans sa région natale. Il s'engage en politique en 1959 en devenant maire de Briey, mandat qu'il conserve jusqu'en 1984. En 1962 il est élu député de Meurthe-et-Moselle et siège au groupe des Républicains indépendants. Battu en 1967, il récupère son siège l'année suivante et le conserve jusqu'en 1973. En 1974, il est élu sénateur puis réélu en 1983. Membre du groupe sénatorial des Républicains indépendants, il siège à la commission des affaires sociales de 1974 à 1977 puis au sein de la commission des affaires culturelles de 1977 à 1992. Il est également le président du groupe interparlementaire d'amitié France-Hongrie au Sénat de 1983 à 1992.

**MARTONYI, János (5 avril 1944)** : Né à Kolozsvár (actuellement Cluj, Roumanie), il étudie le droit à l'Université József Attila de Szeged et obtient un doctorat (1967). Il se forme également ensuite au sein du City of London College (1968) et de l'Académie internationale de droit de La Haye (1970). Durant les années 1970, il travaille comme avocat et conseiller juridique avant de devenir, en 1979, secrétaire commercial à l'ambassade de Hongrie en Belgique, poste qu'il occupe jusqu'en 1985, date à laquelle il est nommé chef de département au sein du ministère hongrois du Commerce. En 1989, il est nommé commissaire à la privatisation et rejoint brièvement le PSOH. Après le changement de régime, il poursuit son rôle dans les privatisations en tant que vice-président du conseil d'administration de l'agence en charge de la privatisation (*Állami Vagyonyügynökség*) de 1990 à 1991. De 1991 à 1994, il est secrétaire d'État à l'administration au sein du ministère hongrois des Affaires étrangères. En 1994, il ouvre un cabinet d'avocat et se consacre à cette activité jusqu'en 1998 en parallèle de son activité de directeur de la Faculté de droit privé international de l'Université József Attila de Szeged. En 1998, le Premier ministre Viktor Orbán (voir biographie par ailleurs) fait appel à lui pour le poste de ministre des Affaires étrangères (1998-2002). Sous sa direction la Hongrie adhère à l'OTAN et boucle la majeure partie des négociations d'adhésion à l'UE. À la suite de la victoire des socialistes aux élections législatives de 2002, il reprend son activité d'avocat. En mai 2010, Viktor Orbán le nomme de nouveau ministre des Affaires étrangères, position qu'il occupe sans discontinuer jusqu'en juin 2014.

**MEDGYESSY, Péter (12 octobre 1942)** : Né à Budapest d'une famille noble originaire de Transylvanie, il étudie l'économie au sein de l'Université Karl Marx de la capitale et obtient un doctorat. De 1966 à 1982, il occupe diverses positions au sein du ministère des Finances avant d'être nommé vice-ministre des Finances du gouvernement Lázár (1982-1987). Le 1er janvier 1987, il est promu au rang de ministre des Finances, position qu'il conserve jusqu'au 16 décembre de la même année. Durant la période de transition (1988-1990) il se voit confier le rôle de vice-premier ministre en charge des affaires économiques et joue dans ce cadre un rôle clé dans la mise en place des réformes du pays. À la suite du changement de régime, il s'oriente vers le secteur privé et dirige plusieurs banques magyares, dont la filiale hongroise de la banque française Parisbas. À la suite de la victoire des socialistes aux élections

législatives de 1994, il devient l'un des conseillers économiques du nouveau Premier ministre Gyula Horn (voir biographie par ailleurs). En mars 1996, il remplace Lajos Bokros (voir biographie par ailleurs) en tant que ministre des Finances (1996-1998). De 1998 à 2001, il dirige la Banque Inter-Europa et prend la vice-présidence de la compagnie d'assurance Atlasz. Bien que n'étant pas membre du parti socialiste hongrois, il se voit confier les rênes du pays à la suite du succès du parti aux élections législatives de 2002. Accusé par la presse, quelques semaines seulement après son arrivée au pouvoir, d'avoir été membre des services secrets communistes sous l'ancien régime, il nie puis reconnaît les faits et parvient à se maintenir au pouvoir grâce à l'introduction d'un programme très populaire dit des « 100 jours » qui prévoit l'augmentation conséquente des salaires des fonctionnaires, des retraites et des bourses d'études. En juin 2004, le faible score du parti socialiste aux élections européennes et la montée en puissance de Ferenc Gyurcsány (voir biographie par ailleurs) au sein du MSZP le contraignent à la démission. Il est alors nommé ambassadeur itinérant de Hongrie avec pour tâche principale d'attirer les investissements étrangers vers le pays.

**MÉNAGE, Gilles (5 juillet 1943)** : Né à Bourg-la-Reine. Haut-fonctionnaire français passé par l'IEP de Paris et l'ENA (Promotion Jean Jaurès 1967-1969) il occupe successivement les postes de sous-préfet, directeur de cabinet du préfet de Tarn-et-Garonne, puis de directeur de cabinet du préfet de la région Limousin et du préfet de la Haute-Vienne. De 1974 à 1975, il est conseiller technique puis chef de cabinet du secrétaire d'État aux Postes et Télécommunications. Il devient directeur de cabinet du préfet de Paris de 1977 à 1981. Appelé à la présidence de la République par François Mitterrand il y exerce successivement les fonctions de conseiller technique au secrétariat général de la Présidence (1981-1982) puis de directeur de cabinet adjoint de la Présidence (1982-1988) avant de devenir le directeur de cabinet de la Présidence de 1988 à 1992, date à laquelle il est nommé président d'Électricité de France (EDF). Depuis 2003 il est Secrétaire général de l'Institut François Mitterrand à Paris.

**MIGNON, Jean-Claude (2 février 1950)** : Né à Corbeil-Essonnes, il est maire de Dammarie-lès-Lys de 1983 à 2014 et député (RPR puis UMP) de la première circonscription de la Seine-et-Marne depuis 1988.

**MITTERRAND, François (26 octobre 1916 – 8 janvier 1996)** : Né à Jarnac, au sein d'une famille bourgeoise, catholique et conservatrice de huit enfants, il se forme à la faculté de lettres et de droit de Paris puis à l'école libre des sciences politiques dont il sort diplômé en 1937. La même année, il obtient également un diplôme d'études supérieures de droit public. En septembre 1939, il est envoyé sur le front de la ligne Maginot au moment de l'engagement de la France dans la Seconde Guerre mondiale. Blessé en juin 1940, il est fait prisonnier par les Allemands et passe dix-huit mois dans un stalag. Après deux tentatives infructueuses, il finit par s'évader en décembre 1941. De juin 1942 à janvier 1943, il travaille pour le Commissariat au reclassement des prisonniers de guerre en tant que chargé des relations avec la presse. Durant ces mois il favorise la fourniture de faux-papiers pour favoriser les évasions. À partir de février 1943, il se rapproche de l'Organisation de résistance de l'armée (ORA) et prend le pseudonyme de Morland. En novembre 1943 il passe dans la clandestinité et quitte la France pour Londres puis Alger où il rencontre le général de Gaulle. De retour en France, début 1944, il participe au gouvernement des secrétaires généraux voulu par le général de Gaulle avant l'installation du gouvernement provisoire à Paris, et dirige à partir de février 1944, le Mouvement national des prisonniers de guerre et déportés qui unifie les réseaux des résistances de prisonniers de guerre. En mai 1944, il est nommé au sein du gouvernement provisoire Secrétaire général aux Prisonniers, Déportés et Réfugiés. En février 1946, à l'Union démocratique et socialiste de la Résistance (UDSR) qu'il préside de 1953 à 1956. Candidat

aux élections de la Seconde Assemblée constituante le 6 juin 1946 dans la Seine, il ne recueille que 6% des voix et choisit alors d'aller s'implanter dans la Nièvre où il est élu député le 10 novembre 1946 à la tête d'une liste « Unité et action républicaine ». En 1947 il est nommé ministre des Anciens Combattants du gouvernement de Paul Ramadier et détient au cours des années suivantes plusieurs portefeuilles ministériels, dont ceux de l'Information (secrétaire d'État de juillet à septembre 1948), de l'Outre-mer (juillet 1950- juillet 1951), et de ministre délégué au Conseil de l'Europe (juin 1953- septembre 1953). De juin 1954 à février 1955 il est ministre de l'Intérieur de Pierre Mendès France, puis ministre d'État chargé de la Justice du gouvernement de Guy Mollet (février 1956-13 juin 1957). En avril 1959 il est élu Sénateur de la Nièvre avant de retrouver son siège de député en décembre 1962 (qu'il conserve jusqu'en mai 1981). À partir de juin 1971, il prend les rênes du parti socialiste en devenant Premier secrétaire du parti. Candidat à l'élection présidentielle de mai 1974, il échoue de peu au second tour face à Valéry Giscard d'Estaing, mais prend sa revanche le soir du 10 mai 1981. Il est réélu en mai 1988 face à Jacques Chirac (voir biographie par ailleurs).

**MOSCOVICI, Pierre (16 septembre 1957) :** Né à Paris, il étudie au lycée Condorcet puis obtient un DEA de sciences économiques ainsi qu'un DEA de philosophie. Passé par l'IEP de Paris et l'ENA (1982-1984, promotion Louise Michel), il travaille pour la Cour des comptes et rejoint le parti socialiste en 1986. Conseiller technique puis chargé de mission auprès de Lionel Jospin (voir biographie par ailleurs) au ministère de l'Éducation nationale (1988-1990) il devient secrétaire national du Parti socialiste en 1990 (puis trésorier de 1992 à 1994) et entre la même année au Commissariat général au Plan en tant que chef de service. Élu député européen (1994) il abandonne son mandat après son élection en tant que député du Doubs (1997). Dans la foulée il entre au gouvernement en tant que ministre délégué aux Affaires européennes du gouvernement Jospin (1997-2002). En juin 2004 il est de nouveau élu député européen (2004-2007). En juin il redevient député du Doubs (2007-2012). Ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement Ayrault (2012-2014) il devient Commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires, à la Fiscalité et à l'Union douanière en novembre 2014.

**MUSITELLI, Jean (18 juillet 1946) :** Né à Paris, il se forme à l'École normale supérieure et à l'ENA (promotion Michel de l'Hospital). Agrégé d'italien, il entre à la direction Europe du Quai d'Orsay en 1979 en tant que secrétaire des Affaires étrangères. Conseiller diplomatique à partir de 1984 il exerce cette fonction à l'Élysée entre 1987 et 1989 avant de devenir maître des requêtes au Conseil d'État. De retour auprès de François Mitterrand en 1991 il est nommé porte-parole de la présidence de la République (1991-1995). Pendant quelques mois en 1997 il est chargé de mission auprès du ministre des Affaires étrangères, Hubert Védrine (voir biographie par ailleurs), avant d'être nommé ambassadeur, délégué permanent de la France à l'UNESCO (1997-2002). Président du conseil d'administration de Centre international d'études pédagogiques de 1998 à 2005 il est également depuis 2001 conseiller d'État. Membre de la Haute autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur internet (HADOPI) de 2009 à 2012 il préside l'Institut national du patrimoine entre 1999 et 2008.

**NICOULLAUD, François (24 juillet 1940) :** Né à Port-Tewfik (Égypte), il étudie à l'IEP de Paris puis à l'ENA. Diplomate, il occupe successivement les fonctions de rédacteur à l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères (1964-1967 puis de nouveau de 1969 à 1970), de troisième secrétaire à la mission permanente de la France auprès de l'ONU (1967-1969), de deuxième secrétaire à Santiago-du-Chili (1973-1975), de chef de cabinet du Général, gouverneur militaire français de Berlin (1975-1978) avant de devenir adjoint au sous-directeur des questions atomiques et spatiales au MAE (1978-1981) puis sous-directeur de l'audiovisuel et du livre (1981-1984) et sous-directeur du budget et des affaires financières

(1984-1986) à l'administration centrale à Paris. De 1986 à 1988, il est consul général de Bombay puis conseiller diplomatique (1988-1991) et directeur de cabinet (1991-1993) du ministre de l'Intérieur, Pierre Joxe. En août 1993 il remplace Pierre Brochand (voir biographie par ailleurs) en tant qu'ambassadeur de France en Hongrie, position qu'il occupe jusqu'en mars 1997. De 1998 à 2000, il est directeur général de la coopération internationale et du développement au Quai d'Orsay et président du conseil d'administration de l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger. Entre 2000 et 2001, il est conseiller diplomatique du gouvernement avant d'être nommé ambassadeur de France à Téhéran (2001-2005). Depuis 2008 il préside l'Association des Amis de l'Institut hongrois de Paris.

**NYERS, Rezső (21 Mars 1923):** Né à Budapest il rejoint dès l'âge de 17 ans le Parti social-démocrate (*Szociáldemokrata Párt*) dont il devient le secrétaire adjoint pour la ville de Kispest au sortir de la guerre, fonction qu'il exerce en parallèle de son mandat de conseiller municipal de la ville. Après la fusion du Parti social-démocrate et du Parti des travailleurs hongrois (MDP) il devient membre du département d'agriculture du Comité Central du MDP en 1949 puis directeur du département fruits et légumes au sein du ministère de l'Économie domestique (1951). De 1950 à 1956 il se forme au sein de l'Université de Sciences économiques Karl Marx de Budapest et de l'Académie Kossuth. En 1954 il est élu au sein du Comité Central du MDP lors du 3e Congrès du parti. D'août à novembre 1956 il est ministre de l'Industrie alimentaire et Commissaire aux provisions. Élu membre du comité central du Parti socialiste ouvrier hongrois (MSZMP) en 1957, il devient député du comitat de Bács-Kiskun en 1958. Entre 1960 et 1962 il est ministre des Finances avant d'être nommé Secrétaire du Comité central du MSZMP et membre du Politburo. Président du comité du MSZMP pour la politique économique il est l'un des pères du Nouveau mécanisme économique (NME), instauré en 1968. À la suite de l'arrêt des réformes en 1974, il quitte ses fonctions officielles (mais demeure membre du comité central du MSZMP) et devient directeur de l'Institut de recherches économiques au sein de l'Académie des Sciences de Hongrie (1974-1988) et professeur honoraire de l'Université d'économie Karl Marx (1986). À la suite de la mise à l'écart de János Kádár (voir biographie par ailleurs) en 1987, il réintègre le Politburo, et devient ministre d'État. Au sein du MSZMP il se range aux côtés des réformateurs et participe à la transformation du parti socialiste ouvrier hongrois en parti socialiste hongrois (MSZP), nouvelle entité dont il devient le premier président pour quelques mois. Élu député aux élections législatives du printemps 1990, il conserve son siège lors des élections de 1994 avant de se retirer de la vie politique en 1998.

**ORBÁN, Viktor (31 mai 1963):** Né à Székesfehérvár, il étudie le droit à l'Université Eötvös Loránd de Budapest, mais se forme également pendant une année au sein du Pembroke College de l'Université d'Oxford (1989-1990) après l'obtention d'une bourse d'études de la Fondation Soros. En 1988, il participe à la fondation d'un nouveau parti politique, l'Alliance des jeunes démocrates (Fidesz). Le 16 juin 1989, à l'occasion de la cérémonie de réenterrement d'Imre Nagy et de ses compagnons sur la place des Héros, il prononce, devant près d'un quart de millions de Hongrois, un long discours dans lequel il appelle à la tenue d'élections libres et au départ des troupes soviétiques déployées sur le territoire magyar. Au cours de l'été et de l'automne 1989, il participe à la table ronde de l'opposition qui négocie la transition politique avec le pouvoir communiste. Élu député lors des élections législatives de mai 1990, il prend la présidence du Fidesz (rebaptisé pour Fidesz-MPP, Alliance des jeunes démocrates-Parti civique hongrois en 1995) au début de l'année 1993 et mène le parti à la seconde place des élections législatives du printemps 1994. En mai 1998, après huit années d'opposition son parti remporte les élections législatives et le président Göncz (voir biographie par ailleurs) le nomme chef d'un gouvernement de coalition qui compte en sus du Fidesz, des membres du parti civique indépendant des petits propriétaires et des travailleurs

agraires (FkgP) et du Forum démocrate hongrois (MDF). Les bons résultats du pays sur le plan économique permettent à son parti d'arriver en tête des élections législatives d'avril 2002, néanmoins ce sont les socialistes, alliés pour l'occasion à l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) qui reprennent le pouvoir. Chef de l'opposition entre 2002 et 2006, il ne parvient pas à défaire le Premier ministre sortant, Ferenc Gyurcsány (voir biographie par ailleurs) lors des élections législatives du printemps 2006. En mai 2010, il redevient Premier ministre de Hongrie en remportant 263 des 386 sièges disponibles, une majorité au-delà des deux tiers qui lui permet de faire adopter une nouvelle Constitution. La nouvelle « Loi fondamentale » de Hongrie, jugée très conservatrice est critiquée par une partie de l'échiquier politique hongrois, mais aussi par de nombreux observateurs européens. En avril 2014, son parti conserve la majorité des deux tiers lors des élections législatives et il est reconduit en tant que chef du gouvernement.

**PONIATOWSKI, Michel (16 mai 1922 – 15 janvier 2002):** Né à Paris, il est apparenté au dernier roi de Pologne, Stanislas-Auguste Poniatowski et à Joseph Poniatowski, maréchal de Napoléon Ier. Il descend par ailleurs directement de Talleyrand de par son père. Résistant pendant la Seconde Guerre mondiale, il se forme à l'ENA au sortir du conflit puis débute sa carrière dans l'administration au Maroc comme attaché financier puis à Washington (1956). Il est le directeur de cabinet de Pierre Pflimlin puis occupe la même position, de 1956 à 1959, auprès de Valéry Giscard d'Estaing. De 1962 à 1965, il est chargé de mission auprès de ce dernier avant d'être nommé directeur des Assurances au ministère des Finances (1963-1967). Élu député du Val-d'Oise en 1967, il conserve son siège jusqu'en avril 1973, date à laquelle il est nommé ministre de la Santé publique et de la Sécurité sociale des deux derniers gouvernements Messmer. Proche de Valéry Giscard d'Estaing, il est nommé ministre d'État, ministre de l'Intérieur en mai 1974 suite à la victoire de ce dernier à l'élection présidentielle. Il occupe ce poste jusqu'en mars 1977. Élu député européen en juillet 1979, il conserve sa position jusqu'en janvier 1989 puis devient sénateur du Val-d'Oise (1989-1995).

**POZSGAY, Imre (26 novembre 1933 – 25 mars 2016) :** Né à Kóny, dans le nord-ouest de la Hongrie, il rejoint le parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) dès l'âge de 17 ans. Il se forme en anglais à l'Institut Lénine de la capitale puis obtient un doctorat de philosophie (1969). À partir de 1957 il occupe différentes positions au sein du PSOH de la région de Bács-Kiskun. En 1969, il est nommé directeur du département de presse du comité central du PSOH. En 1976, il devient ministre de la Culture (1976-1980) puis ministre de l'Éducation et des Affaires culturelles (1980-1982) avant d'être écarté pour ses positions jugées trop réformistes. En 1980, il est élu membre du comité central et membre du comité d'agitation et de propagande du PSOH. À partir de 1982 il est secrétaire général du Front patriotique populaire (*Hazafias Népfront Országos Tanácsának*), une organisation de masse affiliée au PSOH. En 1983 il est élu député, position qu'il conserve jusqu'en 1988, date à laquelle il est nommé ministre d'État (1988-1990). En 1987, il participe à la rédaction du rapport Tournant et Réforme (*Fordulat és Reform*) qui fait l'état des lieux des problèmes économiques du pays et préconise des transformations radicales. À la suite de l'exclusion de János Kádár de la direction du PSOH en mai 1988, Imre Pozsgay devient membre du politburo du parti et contribue à sa transformation. En octobre 1988, il déclare que les barbelés qui marquent la frontière entre la Hongrie et l'Autriche sont « historiquement, politiquement et techniquement dépassés ». Le mois suivant, il déclare sur la radio nationale que l'insurrection de 1956 avait été un « soulèvement populaire », et non une contre-révolution comme le dictait le dogme officiel. En octobre 1989, le PSOH devient le parti socialiste hongrois (PSH) et Imre Pozsgay en prend la vice-présidence. Élu député socialiste en mai 1990, il prend ses distances vis-à-vis du PSH à partir de novembre 1990 et choisit de siéger en tant que député indépendant. En 1991, il fonde son propre parti, l'Alliance démocratique nationale (*Nemzeti Demokrata*

*Szövetség* – NDSZ) mais échoue à être réélu député en 1994.

**QUILÈS, Paul (27 janvier 1942) :** Né à Saint-Denis-du-Sig (Algérie), il étudie à l'École polytechnique puis travaille en tant qu'ingénieur dans le secteur de l'énergie jusqu'en 1978, date à laquelle il devient député de Paris (position qu'il occupe jusqu'en 1993). Proche de François Mitterrand, il est son directeur de campagne lors des élections présidentielles de 1981. D'octobre 1983 à mars 1993 il occupe successivement les fonctions de ministre de l'Urbanisme et du Logement (1983-1985), de ministre de la Défense (1985-1986), de ministre des Postes, Télécommunications et de l'Espace (1988-1991), de ministre de l'Équipement, du Logement, du Transport et de l'Espace (1991-1992), puis de ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique (1992-1993). Élu député du Tarn en avril 1993, il conserve son siège jusqu'en juin 2007. À l'Assemblée nationale il préside la Commission de la défense nationale et des forces armées entre 1997 et 2004, puis occupe la fonction de vice-président de la Commission des Affaires étrangères.

**POUDADE, Paul (3 juin 1942) :** Né à Mazagran (Algérie), il étudie à la faculté de droit et à l'IEP de Paris (cycle de spécialisation sur l'URSS) puis à l'INALCO d'où il sort diplômé en russe et en roumain. Professeur de droit à l'université, il réussit le concours du MAE en 1971 et travaille comme spécialiste des questions liées à l'Europe de l'Est et à la Russie. De 1978 à 1980 il est conseiller technique du ministre Jean-François Poncet. En 1991 il devient ambassadeur de France au Guatemala avant d'être nommé directeur de l'Europe continentale au MAE. En 1997 il remplace François Nicoullaud (voir biographie par ailleurs) en tant qu'ambassadeur de France en Hongrie, position qu'il occupe jusqu'en 2001, date à laquelle il est promu chef du protocole de la République française. De cette expérience il retire un ouvrage : *Dans l'ombre du président* (Michel Laffon, 2014). Entre 2004 et 2007, il est ambassadeur de France en Turquie.

**RAIMOND, Jean-Bernard (6 février 1926 – 7 mars 2016) :** Né à Paris, il se forme à l'École normale supérieure puis à l'ENA (promotion Guy Desbos, 1954-1956). Agrégé de lettres, il rejoint le département des affaires politiques à l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères de 1956 à 1966 et enseigne en parallèle à l'IEP de Paris (1958-1967). Directeur adjoint du cabinet du ministre des Affaires étrangères (1967), il devient conseiller technique au cabinet du Premier ministre, Maurice Couve de Murville, entre 1968 et 1969. Entre 1970 et 1973, il est conseiller technique au secrétariat général de la présidence de la République. En 1973 il est nommé ambassadeur de France au Maroc, position qu'il occupe jusqu'en 1977. Entre 1977 et 1978, il est directeur Afrique du Nord et Moyen-Orient au Quai d'Orsay avant de devenir directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, Louis de Guiringaud. De 1979 à 1981, il est directeur général des relations culturelles, scientifiques et techniques au MAE avant de devenir ambassadeur de France en Pologne (1982-1984) puis en URSS (1985-1986). En 1986, le nouveau Premier ministre, Jacques Chirac, le nomme chef de la diplomatie française, un poste qu'il conserve jusqu'en 1988, date à laquelle il retrouve une ambassade (Saint-Siège de 1988 à 1991). Député des Bouches du Rhône entre 1993 et 2002 il est Vice-président de la Commission des Affaires étrangères de 1997 à 2002.

**RAJK, László (26 janvier 1949) :** Né à Budapest, il est le fils de László Rajk, l'ancien ministre hongrois des Affaires étrangères condamné à mort lors des procès de l'ère Rakósi en Hongrie. Architecte renommé, membre du mouvement hongrois d'avant-garde, il rejoint dès 1975 l'opposition démocratique dissidente. Dans les années 1980, aux côtés de Gábor Demszky (voir biographie par ailleurs), il fonde et dirige une maison d'édition (illégal et donc souterraine) qui publie des livres et des revues opposées au régime. En 1988, il est l'un des fondateurs de l'Alliance des démocrates libres (SDSZ). Élu député en mai 1990, il conserve son siège jusqu'en 1996.

**RAMOFF, André (17 octobre 1937)** : Né à Oran (Algérie), il étudie à l'École nationale d'administration. Magistrat de la Cour des comptes à partir de 1964 il a travaillé avec Jacques Delors sur les questions de formation professionnelle et appartenu au cabinet du Premier ministre Jacques Chaban-Delmas. Successivement chef de service au ministère de l'Équipement et directeur de l'Action sociale au ministère des Affaires sociales, il se consacre à nouveau, à partir de 1981, et jusqu'en février 1990, au domaine de la formation en qualité de délégué à la formation professionnelle. En novembre 1990 il prend la succession d'Élisabeth Guigou en tant que président de la mission interministérielle de coordination des actions en faveur des pays de l'Est (MICECO).

**ROCARD, Michel (23 août 1930 – 2 juillet 2016)** : Né à Courbevoie il étudie à l'IEP de Paris puis à l'ENA de 1956 à 1958 (Promotion du 18 juin). Inspecteur des finances puis secrétaire général de la Commission des comptes et des budgets économiques de la nation, il devient Secrétaire général du Parti socialiste unifié (PSU) en 1967. En 1969 il entre à l'Assemblée nationale en remportant la quatrième circonscription des Yvelines (écartant au passage le Premier ministre sortant Maurice Couve de Murville) lors des élections législatives. Battu en 1973, il retrouve son siège de 1978 à 1981 alors qu'il a entre-temps rejoint le parti socialiste (1974). En mai 1981, à la suite de la victoire de François Mitterrand (voir biographie par ailleurs) à l'élection présidentielle, il entre au gouvernement en tant que ministre d'État, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire (1981-1983) avant d'être nommé ministre de l'Agriculture des gouvernements Mauroy III et Fabius. Démissionnaire en avril 1985 il retrouve son siège de député des Yvelines l'année suivante. En mai 1988, François Mitterrand lui confie les rênes du gouvernement qu'il conduit pendant trois ans. En mai 1991 il est remplacé en tant que Premier ministre par Édith Cresson (voir biographie par ailleurs). D'octobre 1993 à juin 1994, il est le Premier secrétaire du Parti socialiste avant d'être élu Sénateur des Yvelines (1995-1997) et député européen (1994-2009). En mars 2009, le président Nicolas Sarkozy (voir biographie par ailleurs) le nomme ambassadeur de France chargé de la négociation internationale pour les pôles arctique et antarctique.

**ROCKENBAUER, Zoltán (4 janvier 1960)** : Né à Győr, il se forme en tant qu'instituteur à l'école normale György Bessenyei de Nyíregyháza avant de rejoindre la capitale pour y étudier l'ethnologie à l'université Eötvös Loránd. En 1988, il rejoint l'Association des jeunes démocrates (Fidesz) et participe à l'organisation de ses structures. Dans ce cadre, il participe aux négociations de la table ronde de l'opposition au cours de l'été et de l'automne 1989. Au printemps 1990, il est élu député Fidesz, position qu'il conserve sans discontinuer jusqu'en 2006 (soit quatre mandats consécutifs). Vice-président du comité des Affaires étrangères du Parlement entre 1993 et 1994 et président du groupe d'amitié Hongrie-France (1994-2006), il est secrétaire d'État pour les Affaires étrangères et la Sécurité auprès du Premier ministre de 1999 à 2000 puis ministre de la Culture et de l'Héritage national du gouvernement de Viktor Orbán (voir biographie par ailleurs) de 2000 à 2002.

**SCHREIBER, Thomas (né Tamás Schreiber) (18 mars 1929 – 28 janvier 2015)** : Né à Budapest en 1929, il fuit la Hongrie communiste à la fin de l'année 1948 avec l'intention de se rendre aux États-Unis. Mais son périple s'arrête à Paris où il s'installe en 1949 et débute une carrière de journaliste, d'abord au sein de *Radio Free Europe* puis comme stagiaire au journal *l'Express* avant de travailler pour le journal *Le Monde* pour lequel il couvre l'insurrection hongroise de 1956. Très vite, il devient l'un des plus grands spécialistes de l'Europe centre-orientale et rédige des centaines d'articles sur la région pour le journal *Le Monde* du milieu des années 1950 jusqu'au début de la décennie 2000. Son expertise est par ailleurs souvent requise par le Quai d'Orsay au cours de la période et il accompagne également les présidents

Mitterrand et Chirac lors de leurs voyages en Hongrie. Thomas Schreiber a retracé son itinéraire dans une autobiographie, *J'ai choisi la France* (France-Empire, 2010) et publié plusieurs ouvrages sur l'Europe centre-orientale dont une analyse de la politique française dans la région au XXe siècle : *Les actions de la France à l'est ou les absences de Marianne* (L'Harmattan, 2000).

**SCHUMANN, Maurice (10 avril 1911 – 9 février 1998)** : Né à Paris, il suit des études aux lycées Janson-de-Sailly et Henri IV avant d'obtenir une licence de philosophie de l'Université de la Sorbonne. Entré à l'agence de presse Havas il y travaille comme journaliste de 1935 à 1939. Il occupe notamment les fonctions de chef adjoint à la rédaction du journal *Grand Reportage* et publie des articles dans des nombreux autres journaux et revues (*Temps présent, Sept, L'Aube,...*). Il devient membre de la section française de l'internationale ouvrière (SFIO) avant le début de la Seconde Guerre mondiale. Durant le conflit il s'engage volontairement en tant qu'interprète militaire auprès du Corps expéditionnaire britannique avant de rejoindre le Général de Gaulle à Londres en juin 1940 où il devient le porte-parole de la France Libre intervenant plus de 1000 fois sur les ondes de Radio Londres de juillet 1940 à mai 1944. Après la guerre il reprend ses activités de journaliste en tant que directeur politique du quotidien *L'Aube*, position qu'il occupe jusqu'en 1951. Membre fondateur en 1944 du Mouvement républicain populaire (MRP) il en est le président de 1945 à 1949. Élu député du Nord en 1945, il est réélu sans discontinuité jusqu'en 1973. De 1957 à 1967, il est président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale. Élu sénateur en 1974 (il entre la même année à l'Académie française), il conserve son siège dans la Haute Assemblée jusqu'à sa mort en 1998. Au sénat il occupe les fonctions de vice-président de 1977 à 1983 puis celle de président de la Commission des Affaires culturelles de 1986 à 1995. Plusieurs fois ministre il occupe les fonctions de secrétaire d'État aux Affaires étrangères dans les cabinets Plevin, Faure, Pinay, Mayer et Laniel de 1951 à 1954. Au sein du gouvernement de Georges Pompidou, il est ministre de l'Aménagement du territoire (mais démissionne au bout d'un mois). De 1967 à 1968, il est ministre d'État chargé de la Recherche scientifique et des questions atomiques puis ministre d'État chargé des Affaires sociales entre 1968 et 1969. Enfin, de 1969 à 1973 il est ministre des Affaires étrangères des gouvernements Chaban-Delmas et Messmer.

**STOLÉRU, Lionel (22 novembre 1937 – 30 novembre 2016)**: Né à Nantes, il se forme à l'École polytechnique puis obtient un doctorat en économie de l'Université de Stanford. Ingénieur des mines à Douai de 1963 à 1965, il travaille quelques mois à la direction des affaires financières du Crédit lyonnais avant de devenir conseiller de Valéry Giscard d'Estaing à partir de 1969. De 1969 à 1988 il est maître de conférences en mathématiques puis professeur de sciences économiques à l'École polytechnique. De 1974 à 1978 il est Secrétaire d'État chargé de la condition des travailleurs manuels. Élu député de l'Oise en mai 1988, il devient secrétaire d'État chargé du Plan dans le gouvernement de Michel Rocard (voir biographie par ailleurs) jusqu'en 1991. De 1990 à 1997 il est également le conseiller économique du Premier ministre roumain, Petre Roman et du président ukrainien Leonid Kravtchouk. En 2003, il est nommé président du Conseil d'analyse économique.

**SZÁVAI, János (23 janvier 1940)** : Historien, écrivain, traducteur, et professeur d'université. Né à Budapest, il s'est formé à l'Université Eötvös Loránd (études de français et de hongrois) puis plus tard à l'Université de Genève. De 1963 à 1965, il enseigne dans une école primaire puis de 1966 à 1969 dans une école secondaire. À partir de 1969, il travaille pour l'Académie des sciences de Hongrie et obtient un doctorat de littérature (1974). En 1975 il devient maître de conférence en littérature comparée à l'Université Eötvös Loránd puis professeur associé à partir de 1978. De 1982 à 1985, il est professeur invité à l'Université de Paris III- Sorbonne

Nouvelle, avant d'être nommé directeur du département de littérature de l'Université ELTE (1986-1988). Membre du comité pour les Affaires étrangères du MDF à partir de la création du parti en 1988, il est nommé ambassadeur de Hongrie en France en mai 1990, position qu'il occupe jusqu'en 1994, date à laquelle il devient professeur invité à l'Université de Paris IV-Sorbonne (1994-1998). De 1998 à 2005, il est professeur de littérature comparée dans la même université.

**SZENT-IVÁNYI, István (12 novembre 1958)** : Né à Kecskémet, il étudie la sociologie et l'ethnologie au sein de l'Université Eötvös Loránd de Budapest. Durant les années 1980, il est très actif au sein de plusieurs associations étudiantes dissidentes au régime. En 1988, il participe à la création de l'Alliance des démocrates libres (SDSZ) puis est élu, au printemps 1990, député de ce parti. Réélu sans discontinuer jusqu'en 2004 (soit quatre mandats consécutifs), il dirige le comité des Affaires étrangères du parlement de 1997 à 2002, puis le comité pour l'Intégration européenne de 2002 à 2004. De 1994 à 1997 il a été le secrétaire d'État aux Affaires étrangères du gouvernement de Gyula Horn (voir biographie par ailleurs). De 2004 à 2009, il est député européen et dirige la délégation hongroise à Bruxelles au sein de l'Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe (ALDE). De janvier 2010 à janvier 2015, il est ambassadeur de Hongrie en Slovaquie.

**SZOMBATI, Béla (16 juillet 1955)** : Né à Tel-Aviv (Israël) alors que son père, diplomate, est en poste dans le pays, il étudie à l'Université Eötvös Loránd de Budapest et à l'Université de Londres avant de travailler pour le département de sécurité internationale du ministère hongrois des Affaires étrangères (1980-1982) puis au sein du département Asie. En 1984 il rejoint le service économique et culturelle de l'ambassade hongroise de Hanoï avant d'être nommé, en 1986, au département Amérique du Nord et Europe de l'Ouest du ministère des Affaires étrangères hongrois. En 1988 il est nommé attaché culturel de l'ambassade de Hongrie à Washington. De retour en Hongrie en 1991, il est le conseiller pour les affaires étrangères du président hongrois. En 1994 il est nommé ambassadeur de Hongrie en France, position qu'il occupe jusqu'en 1998, date à laquelle il devient directeur adjoint du secrétariat d'État à l'Intégration européenne. De 2002 à 2006, il est ambassadeur de Hongrie au Royaume-Uni, puis devient directeur du département de prévision stratégique au ministère des Affaires étrangères (2006-2009). En 2009 il est nommé ambassadeur de Hongrie aux États-Unis, position qu'il occupe jusqu'en 2012.

**SZÚRÖS, Mátyás (11 septembre 1933)** : Né à Püspökladány, il étudie à l'Institut des relations internationales à Moscou (1953), puis au sein de l'académie militaire Miklós Zrínyi en Hongrie. À partir de 1959, il travaille pour le ministère hongrois des Affaires étrangères. Nommé troisième secrétaire à l'ambassade de Hongrie à Berlin en 1962, il occupe cette position jusqu'en 1962, date laquelle il retourne en Hongrie en tant que membre du comité des Affaires étrangères du parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH) dont il devient le directeur-adjoint en 1974. De 1975 à 1978, il est ambassadeur de Hongrie à Berlin, avant d'occuper la même position à Moscou de 1978 à 1982. En 1983, il est nommé à la tête du département des Affaires étrangères du PSOH. Élu député en 1985, il est le secrétaire du Comité central du PSOH de 1983 à 1989 et le président du comité des Affaires étrangères au parlement hongrois (1985-1989). Communiste réformateur, il soutient aux côtés d'Imre Pozsgay et de Miklós Németh (voir biographies par ailleurs) les transformations politiques du pays au cours des années 1988-1989. Élu président du Parlement hongrois en mars 1989, il devient, le 23 octobre 1989, président par intérim de la nouvelle République de Hongrie, fonction qu'il occupe jusqu'au 2 mai 1990, date à laquelle le nouveau président élu, Árpád Göncz (voir biographie par ailleurs) le remplace. Élu député au printemps 1990, il est vice-président de l'Assemblée nationale jusqu'en 1994. Réélu député en 1994, il échoue à obtenir un troisième mandat au cours des élections législatives de 1998. De 1994 à 2002, il est le président de la section hongroise de l'Union interparlementaire. En 2002, il quitte le parti socialiste pour

rejoindre le parti « Nouvelle gauche » (*Új Baloldal*), qui ne rassemble que 0,1% des suffrages aux élections législatives du printemps 2002.

**TAMÁS, Gáspár Miklós (28 novembre 1948)**: Philosophe, journaliste et écrivain hongrois. Né à Cluj-Napoca (Roumanie), il quitte sa Transylvanie natale pour se rendre dans la capitale hongroise en 1978 et rejoindre l'opposition au parti unique. Au cours des années 1980, il est l'une des figures les plus éminentes de l'opposition au régime de János Kádár (voir biographie par ailleurs). En 1989 il participe à la création du parti de l'Alliance des démocrates libres (*Szabad Demokraták Szövetsége*) et devient député du nouveau parlement (1990-1994). Au tournant de la décennie 2000, il s'éloigne des idées de l'Alliance démocrate et quitte le parti, choisissant de développer des idées « conservatrices-libérales » et patriotiques. En mai 2010 il devient le président d'un nouveau parti d'extrême gauche et sobrement intitulé la Gauche verte (*Zöld baloldal*) qui défend des idées proches du marxisme, mais aussi de l'écologie et du féminisme.

**TORGYAN, József (16 novembre 1932)** : Né à Mátészalka, il étudie le droit à l'Université Eötvös Loránd de la capitale (1951-1955) et passe l'examen du bureau (1958). Durant la révolution de 1956, il fait partie du comité révolutionnaire d'Újpest. De 1959 à 1990, il exerce une activité d'avocat. En 1988, il participe à la refondation du parti civique indépendant des petits propriétaires et des travailleurs agraires (*Független Kisgazda-, Földmunkás- és Polgári Párt*) qu'il préside sans discontinuer de 1991 à 2002. En mai 1990, il est élu député. Réélu en 1994, puis au printemps 1998, il entre au gouvernement, en juillet 1998, en tant que vice-premier ministre et ministre de l'Agriculture et du Développement rural de Viktor Orbán (voir biographie par ailleurs). En 2000, il est candidat au poste de Président de la République, mais il n'est pas choisi par le Parlement qui lui préfère Ferenc Madl (voir biographie par ailleurs) et conserve son poste de vice-premier ministre et de ministre de l'Agriculture. En 2002, il échoue à être réélu député et se retrouve à l'écart de la vie politique. En 2006, il fait son retour sur la scène politique avec la création d'un nouveau parti : le mouvement du renouveau hongrois (*Magyar Megújulás Mozgalom*).

**TOUBON, Jacques (29 juin 1941)** : Né à Nice, il suit étudie à l'IEP de Lyon puis à l'ENA (1963-1965, promotion Stendhal) avant de devenir directeur de cabinet du Préfet des Pyrénées-Atlantiques. De 1968 à 1972 il travaille aux cabinets ministériels de l'Outre-mer, des relations avec le Parlement, de l'Agriculture et de l'Intérieur. Proche de Jacques Chirac, il en devient son conseiller technique lors du premier passage de celui-ci à Matignon (1974-1976). Délégué national du RPR (1976-1978) qu'il a contribué à fonder, il en devient Secrétaire général adjoint (1978-1981 puis secrétaire général (1984-1988). Élu député de Paris en 1981 et maire du 13e arrondissement (1983-2001) deux ans plus tard, il conserve son siège à l'Assemblée lors des élections législatives de 1986, 1988 et 1993. Il n'exerce cependant pas son dernier mandat puisqu'il est nommé ministre de la Culture et de la Francophonie du gouvernement Balladur (voir biographie par ailleurs). Sous le gouvernement d'Alain Juppé (voir biographie par ailleurs), il est garde des Sceaux et ministre de la Justice (1995-1997). De 1997 à 1998 il devient conseiller à l'Élysée avant de démissionner. En retrait de la vie politique entre 2001 et 2004, il est élu député européen en 2004 (non réélu en 2009).

**TURBET-DELOF, Guy (4 mai 1922 - 24 novembre 2008)** : Né à Bordeaux, il entreprend des études de lettres dans sa ville natale puis à Alger et obtient une licence dans cette discipline avant d'intégrer l'École Normale Supérieure de Paris. En 1945 il obtient un diplôme d'études supérieures et l'année suivante l'agrégation de lettres classiques. Au début de l'année 1947, il est nommé lecteur de français au sein du collège Eötvös de Budapest et assistant à la faculté des lettres de la capitale hongroise. À compter de février 1950, il devient directeur de l'Institut français de Budapest puis attaché culturel auprès de la légation de France en

Hongrie, positions qu'il occupe sans discontinuer jusqu'en 1958. Sa position privilégiée au sein de la Hongrie communiste lui permet d'être à la fois un acteur majeur des relations culturelles franco-hongroises au cours de la guerre froide, mais aussi un témoin privilégié des événements hongrois durant les années 1950 et plus particulièrement lors de la révolution de 1956. Il a livré un précieux témoignage de cette expérience dans son livre : *La révolution hongroise de 1956. Journal d'un témoin* (Institut français de Hongrie, 1996).

**UGRIN, Emese (1954)** : Née à Budapest, elle est la fille de József Ugrin, ancien membre du parti démocrate populaire (*Demokrata Néppárt*). Après avoir étudié l'archéologie et l'histoire de l'art à l'Université catholique de Louvain elle travaille à partir de 1980 au musée chrétien d'Esztergom. En 1989, elle est nommée secrétaire générale du parti populaire chrétien-démocrate (*Kereszténydemokrata Néppárt – KDNP*) avant d'être élue, en 1990, députée.

**VÁRKONYI, Péter (3 avril 1931 – 14 octobre 2008)**: Né à Budapest, il se forme à l'Académie des Affaires étrangères puis rejoint le corps diplomatique et travaille en tant que secrétaire à l'ambassade de Hongrie en Grande-Bretagne puis en Égypte. En 1958, il est nommé directeur du département presse du ministère des Affaires étrangères avant d'occuper le poste de conseiller du Premier ministre. En 1965 il devient directeur adjoint du comité central du parti socialiste ouvrier hongrois (PSOH). De 1969 à 1980, il est vice-ministre puis secrétaire d'État à l'Information. De 1982 à 1983, il dirige le journal socialiste *Népszabadság* avant de rejoindre le Quai Bem en tant que ministre des Affaires étrangères (juillet 1983 – mai 1989). De mai 1989 à mai 1990, il est ambassadeur de Hongrie aux États-Unis.

**VASARELY, Victor (né Győző Vásárhelyi) (9 avril 1906- 15 mars 1997)** : Né à Pécs dans le sud de la Hongrie, il débute au milieu des années 1920 des études de médecine qu'il stoppe au bout de trois ans pour s'intéresser au mouvement artistique *Bauhaus*. De 1929 à 1930, il se forme dans l'atelier de l'artiste Sándor Bortnyik dans la capitale hongroise. En 1930, il part s'installer à Paris et travaille comme artiste graphiste pour diverses agences publicitaires (Havas, Draeger). C'est là qu'il effectue son premier travail majeur, *Zebra* (1939) considéré aujourd'hui comme le premier travail dans le genre « op art ». Pendant les deux décennies suivantes, il développe son propre modèle d'art abstrait géométrique (il est notamment l'auteur, avec son fils, du logo de Renault), travaillant avec divers matériaux, mais en s'efforçant toujours d'employer un nombre minimal de formes et de couleurs.

**VÉDRINE, Hubert (31 juillet 1947)** : Né à Saint-Silvain-Bellegarde, il est le fils de Jean Védrine, un ami et collaborateur de François Mitterrand. Passé par Sciences Po Paris il intègre l'ENA entre 1972 et 1974 (promotion Simone Weil) avant d'être affecté successivement au ministère de la Culture, au ministère de l'Environnement et au ministère des Affaires étrangères. En 1981, François Mitterrand lui offre un poste de conseiller au sein de la cellule diplomatique de l'Élysée. Lors de la cohabitation (20 mars 1986 – 10 mai 1988) il rejoint le Conseil d'État. De retour à l'Élysée en mai 1988 il devient porte-parole de la présidence avant d'être nommé, en mai 1991, Secrétaire général de la Présidence de la République en lieu et place de Jean-Louis Bianco (voir biographie par ailleurs). En juin 1997, la victoire du parti socialiste aux élections législatives ouvre une nouvelle période de cohabitation et il se voit offrir le poste de ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Lionel Jospin (voir biographie par ailleurs). Il occupe cette position jusqu'en mai 2002 date à laquelle Dominique de Villepin (voir biographie par ailleurs) lui succède. L'année suivante il crée sa propre société de conseils géostratégiques : « Hubert Védrine Conseil » et prend la présidence de l'Institut François Mitterrand. Il est l'auteur de l'ouvrage *Les Mondes de François Mitterrand – À l'Élysée de 1981 à 1995* (Fayard, 1996), considéré comme une source de grande qualité pour les historiens sur la politique de François Mitterrand au cours de la période.

**VILLEPIN (de), Dominique (14 décembre 1953)** : Né à Rabat (Maroc), il est le fils du sénateur Xavier de Villepin et est issu d'une famille de la haute-bourgeoisie qui a compté dans ses rangs de nombreux serviteurs de l'État, officiers, diplomates, sénateurs, mais aussi de grands chefs d'entreprises. Passé par les lycées français de New York et de Caracas, il étudie ensuite au sein des universités de Paris X-Nanterre et de Paris II-Assas (licence de droit) avant d'entrer à l'IEP de Paris. Diplômé de l'ENA (1980-1982, promotion Voltaire), il entre au ministère des Affaires étrangères dès 1980 à la direction des Affaires africaines et malgaches puis en tant que membre du Centre d'analyse, de prévision et de stratégie. En 1984, il est nommé Premier secrétaire à l'ambassade de France à Washington. De 1989 à 1992, il sert comme conseiller à l'ambassade de France à New Delhi. De retour à Paris, il est promu directeur adjoint des Affaires africaines et malgaches au ministère des Affaires étrangères. À la suite de la victoire de la droite aux élections législatives de 1993, il devient directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé (voir biographie par ailleurs) jusqu'en 1995, date à laquelle le nouveau président de la République le nomme Secrétaire général de l'Élysée (1995-2002). En mai 2002, il devient ministre des Affaires étrangères du gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, puis ministre de l'Intérieur, de la Sécurité intérieure et des Libertés locales du gouvernement de Nicolas Sarkozy (mai 2004-mai 2005). Le 31 mai 2005, il est nommé Premier ministre, position qu'il occupe jusqu'en mai 2007. Depuis janvier 2008 il exerce la profession d'avocat spécialisé dans les affaires à caractère international.

**ZELLER, Philippe (3 octobre 1952)** : Né à Lyon, il se forme à HEC puis à l'ENA (1976-1978, Promotion Pierre Mendès-France) avant d'entrer au Quai d'Orsay en tant que chargé de mission auprès du directeur des Affaires économiques puis du Secrétaire général du ministère. De 1980 à 1984 il est adjoint du sous-directeur du budget au Ministère des Affaires Étrangères avant de devenir chef de la mission de coopération à l'Ambassade de France aux Seychelles. Deuxième conseiller à l'Ambassade de France au Maroc entre 1986 et 1988, il devient le conseiller diplomatique du ministre de la Recherche et de la Technologie, Hubert Curien (voir biographie par ailleurs) de 1988 à 1992. Directeur du développement et de la coopération scientifique, technique et éducative (1992-1993), puis directeur des affaires budgétaires, administratives et financières (1993-1997) au Quai d'Orsay, il est nommé Préfet de l'Ariège en 1997, position qu'il occupe jusqu'en 2000 date à laquelle il devient ambassadeur itinérant délégué à l'environnement (2000-2001). Directeur général de l'administration du MAE entre 2001 et 2004, il est nommé ambassadeur de France en Hongrie de 2004 à 2007. Ambassadeur chargé d'une mission sur l'adoption internationale (2007-2008) puis ambassadeur de France en Indonésie (2008-2011) et au Canada (2011-2015), il devient le conseiller diplomatique du gouvernement de février à août 2015 puis le directeur général de l'administration et de la modernisation, correspondant de défense et de sécurité au MAE. Depuis mai 2016, il est l'ambassadeur de France auprès du Saint-Siège.